



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Soc 1654.1



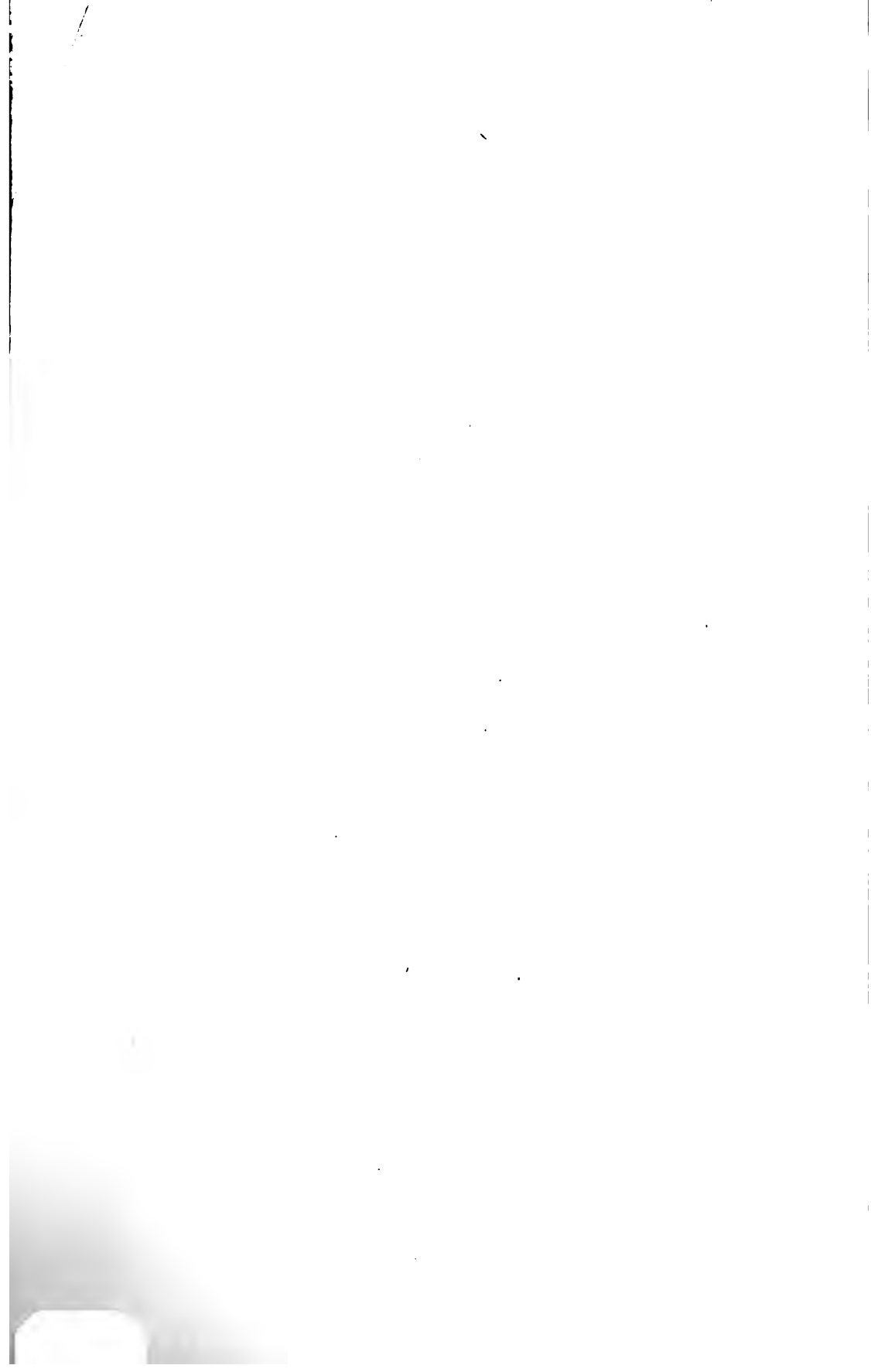
Harvard College Library

FROM

The Congress







Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

TOME DIX-SEPTIÈME

1906

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

⊙

Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

TOME DIX-SEPTIÈME
1906

PARIS
Secrétariat général du Comité
55, Rue de Châteaudun, 9°

127
22

Soe 1654.1

Congrès international

Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

Bulletin

du Comité permanent

DIX-SEPTIÈME ANNÉE — 1906

N° 1. — JANVIER-FÉVRIER-MARS

PARIS

Secrétariat général du Comité

55, Rue de Châteaudun, 9°

COMITÉ PERMANENT DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président :

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaires Généraux Adjointes :

MM. M. Bellom, Ingénieur au Corps des Mines.

Edouard Fuster, Secrétaire général de l'Alliance d'hygiène sociale.

Secrétaire de la rédaction du Bulletin :

M. Éd. Cauville, Attaché au Comité central des houillères de France.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — M. le Dr Bodiker, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — M. Beernaert, Ministre d'État.

Espagne. — M. Segismundo Moret, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — M. Carroll D. Wright, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — M. Engel-Gros, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — M. L. Luzzatti, Député, Professeur à l'Université de Padoue, Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — MM. Bielefeldt, Président de Sénat à l'Office impérial des assurances.

Freund, Directeur de la Caisse d'assurance contre l'invalidité de Berlin.

Krabler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le Dr von Mayr, ancien Sous-Secrétaire d'État.

Dr Zacher, Conseiller intime de Gouvernement, Président de Sénat à l'Office impérial des Assurances.

Angleterre. — MM. Geoffroy Drage, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Schloss, Directeur au Board of Trade.

Australie. — M. Cockburn, Délégué de la ligue fédérale australienne.

Autriche. — MM. le Dr Kaan, Chef du Service des assurances au Ministère de l'Intérieur, à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Von Wolff, chef de section au Ministère de l'Intérieur.

Belgique. — MM. Ch. Dejace, Professeur à l'Université de Liège.

Ch. Lagasse, Directeur général à l'Administration des ponts et chaussées.

Jean Dubois, Directeur général de l'Office du travail au Ministère de l'Industrie et du Travail.

O. Lepreux, Directeur à la Banque nationale de Belgique.

Morisseaux, Directeur général du Secrétariat au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Danemark. — M. Trap, Chef du Bureau de statistique de la ville de Copenhague.

États-Unis. — M. le Dr E.-R.-L. Gould, Statistical Expert du Département du Travail,
Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de John Hopkins, à Baltimore.

Finlande. — M. Hjeldt, Directeur du bureau central de statistique de Finlande.

France. — MM. Aguillon, Inspecteur général des Mines.

(Voir la suite page 3 de la couverture).

LÉGISLATION

FRANCE

LOI DU 29 JANVIER 1906

**modifiant les art. 20 et 25 de la loi du 15 février 1902
sur la protection de la santé publique (1).**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 5 de l'art. 20 du titre II de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique est modifié comme suit :

« Chaque commission sanitaire de circonscription sera composée de cinq membres au moins et de neuf au plus, pris dans la circonscription. Elle comprendra nécessairement un conseiller général élu par ses collègues et au moins un médecin, un pharmacien, un vétérinaire, un architecte ou un technicien d'une compétence analogue ».

ART. 2. — L'art. 25 est modifié comme suit :

« **Art. 25.** — Le conseil supérieur d'hygiène publique de France délibère sur toutes les questions intéressant l'hygiène publique, l'exercice de la médecine et de la pharmacie, les conditions d'exploitation ou de vente des eaux minérales, sur lesquelles il est consulté par le Gouvernement.

« Il est nécessairement consulté sur les travaux publics d'assainissement ou d'amenée d'eau d'alimentation des villes de plus de 5.000 habitants et sur le classement des établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

(1) Voir le texte de la loi du 15 février 1902 dans le *Bulletin*, 1902, p. 34.

« Il est spécialement chargé du contrôle de la surveillance des eaux captées en dehors des limites de leur département respectif pour l'alimentation des villes.

« Le conseil supérieur d'hygiène publique de France est composé de 55 membres.

« Sont membres de droit : le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'Intérieur ; l'inspecteur général des services sanitaires ; le directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur ; le directeur des consulats et des affaires commerciales au ministère des Affaires étrangères ; le directeur général des douanes ; le directeur des chemins de fer au ministère des Travaux publics ; le directeur du travail au ministère du Commerce, des Postes et des Télégraphes ; le directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique ; le président du comité technique de santé de l'armée ; le directeur du service de santé de l'armée ; le président du conseil supérieur de santé de la marine ; le président du conseil supérieur de santé au ministère des Colonies ; le directeur des domaines au ministère des Finances ; le doyen de la faculté de médecine de Paris ; le directeur de l'école de pharmacie de Paris ; les professeurs d'hygiène des facultés de médecine de Paris, Lyon, Bordeaux, Lille, Nancy, Toulouse, Montpellier et des écoles de médecine et de pharmacie de plein exercice d'Alger, Marseille, Nantes et Rennes ; le président de la Chambre de commerce de Paris ; le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris ; les vice-présidents du conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine ; l'inspecteur général du service d'assainissement de l'habitation de la préfecture de la Seine ; le vice-président du conseil de surveillance de l'assistance publique de Paris ; l'inspecteur général des écoles vétérinaires ; le directeur de la carte géologique de France.

« Six membres seront nommés par le ministre sur une liste triple de présentation dressée par l'académie des sciences, l'académie de médecine, le Conseil d'État, la Cour de cassation, le conseil supérieur du travail, le conseil supérieur de l'assistance publique de France.

« Quinze membres seront désignés par le ministre parmi les médecins, hygiénistes, ingénieurs, chimistes, légistes, etc.

« Un décret d'administration publique réglera le fonctionnement du conseil supérieur d'hygiène publique de France, la

nomination des auditeurs et la constitution d'une section permanente ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 janvier 1906.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République:

Le ministre de l'Intérieur,

F. DUBIEF.

ÉTUDES ET CHRONIQUE

GRANDE-BRETAGNE

CINQ ANNÉES

DE

RISQUE PROFESSIONNEL EN ANGLETERRE

par AUGUSTE MONNIER,

Docteur en droit.

« Ce n'est que dans les industries
« où existait une solide organisation,
« soit du côté des patrons, soit du
« côté des ouvriers, que l'application
« du principe du Risque profession-
« nel a pu donner vraiment tous ses
« fruits ». (Rapport du *Departmen-
tal Committee*).

On sait que le principe du Risque professionnel a été consacré dans la loi anglaise par le Workmen's Compensation Act du 6 août 1897 entré en vigueur le 1^{er} juillet 1898 (1).

Le droit qui réglait jusqu'alors, en cas d'accidents du travail, les contestations possibles entre ouvriers et patrons, qui limitait la responsabilité de l'employeur vis-à-vis du salarié, en matière de risques industriels, découlait de trois sources distinctes que nous analyserons brièvement pour la meilleure compréhension de ce qui suivra :

(1) Voir notre précédente étude : « La législation anglaise sur la réparation des accidents du travail », Paris, Larose et Forcel, 1899, ouvrage couronné par la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Common-law.

1° Le *Droit commun* (*Common-law*). — Le droit commun anglais, comme celui des différents pays du Continent, prend ses racines dans l'idée quasi-délictuelle, survivance du droit romain.

Le patron est personnellement responsable des accidents causés à une personne quelconque par suite de sa négligence ou d'un manquement à ses devoirs (*breach of duty*); sa responsabilité est également engagée, dans les mêmes conditions, lorsque l'acte qui a occasionné l'accident a été accompli par un de ses ouvriers ou employés, au cours de son travail.

Voilà les principes purs. Ils étaient tempérés, en pratique, par toute une série d'« exceptions » (defences) — autre souvenir du droit romain — établies par le juge lui-même (*Judge-made-law*) et mises à la disposition du patron pour lui permettre de se mettre à l'abri lorsque sa responsabilité était invoquée, à la suite d'un accident.

Ces excuses présentées sous forme de systèmes juridiques étaient :

α) La doctrine de *Common-employment*;

β) La maxime : *Volenti non fit injuria*;

γ) La « defence », l'exception de *Contributory negligence*.

α) *Common-employment*. — La théorie de *common-employment* fut édictée dès 1837 par lord Abinger dans l'affaire « *Priestley* (1) versus *Fowler* » et définitivement adoptée par les Law-Lords en 1858 dans l'affaire « *The Bartonshill Coal Company* versus *Reid* » (2).

Elle repose sur une fiction juridique d'après laquelle l'ouvrier, en contractant avec le patron, accepte pour lui seul les risques provenant de la faute ou de la négligence d'un de ses camarades de travail (*fellow-workman*).

Si l'accident a été causé par un de ses camarades, la victime, intentant une action d'après le droit commun, se verra repoussée par cet argument :

« Vous avez d'avance renoncé à l'action en responsabilité qui appartient au tiers contre le patron responsable du fait de ses employés. « La négligence ou la maladresse de votre camarade fait partie du risque de votre profession et des chances d'accidents que vous avez dû prévoir au moment de votre contrat ».

β) *Volenti non fit injuria*. — Comme la doctrine de *common-employment*, la maxime « *Volenti non fit injuria* » est basée sur cette idée que l'ouvrier, en contractant avec le patron, en s'engageant à exécuter tel

(1) Voir *Meeson and Welsby's Reports*, 1.

(2) Voir *Mc. Queen's House of Lords Cases*, 266.

travail dans lequel existent des risques certains et apparents, entend assumer pour lui seul et d'une manière définitive, les risques de ce travail et qu'il ne pourra, dans aucun cas, réclamer une indemnité pour un accident résultant de ces risques qu'il connaît et qu'il a prévus.

γ) *Contributory-negligence*. — Lorsque la victime aura réussi à faire la double preuve qu'on exige d'elle : 1° qu'il y a eu faute du patron ; 2° que cette faute a été la cause directe de l'accident, le patron, sur le point d'être condamné, pourra toujours, par une *contre-preuve*, chercher à établir que la victime s'est rendue coupable, elle aussi, de négligence, qu'elle a contribué à l'accident, qu'elle l'a provoqué par sa faute.

En cas de doute, — et c'était un immense avantage pour le patron —, ou si cette double preuve était faite, on favorisait le patron, en proclamant que « *in pari delicto potior est conditio defendentis* ».

Cette exception de contributory-negligence trouvait le plus souvent une justification facile dans les circonstances de fait de la plupart des accidents du travail : on peut toujours reprocher à l'ouvrier quelque moment d'inattention, quelque imprudence même légère dans la conduite d'une machine et cela suffisait pour paralyser son action et rendre ses droits absolument illusoires, en pratique, d'après la Common-law.

Le Droit commun anglais n'offrait donc à l'ouvrier qu'un recours bien incertain contre le patron, puisqu'en dehors des difficultés de la preuve à faire, le demandeur courait le plus grand risque de se voir repousser par l'une des « défenses » que nous venons d'indiquer.

Ceci explique suffisamment pourquoi le droit commun constituait une voie très peu suivie, et nous ne l'aurions signalé au lecteur que tout au plus comme une curiosité du passé, si la loi de 1897, résultat assez inattendu, ne l'avait transformé en une arme redoutable contre le patron et les Compagnies d'assurances dont les ouvriers, comme nous le verrons, ne manquent pas de se servir.

Lord Campbell's Act.

2° Le *Lord Campbell's Fatal Accidents Act* du 26 août 1846 ⁽¹⁾ et son « *Amending Statute* » du 29 juillet 1864 ⁽²⁾. — D'après le droit commun, le préjudice causé à un tiers à la suite d'un accident par une personne coupable de négligence était personnel, c'est-à-dire que l'action en dommages-intérêts qui en résultait était elle-même personnelle et disparaissait avec celui qui avait le droit de l'exercer : *Actio personalis moritur cum persona*.

Si la victime était tuée sur le coup, ou mourait des suites de ses bles-

(1) An act for compensating the families of persons killed by accident.

(2) Cette loi complémentaire modifie les délais de prescription de l'action.

sures avant d'avoir obtenu un jugement contre la personne dont la faute avait causé l'accident, ses ayants-droit perdaient tout recours contre l'auteur du préjudice.

Le « Lord Campbell's Act » avait pour but de modifier le droit commun sur ce point.

L'art. 1^{er} de la loi de 1846 décide que :

« Toutes les fois que la mort d'une personne sera causée par un acte « coupable, négligence ou faute, qui aurait (si la mort n'en était pas « résultée) donné à la victime un droit d'action pour obtenir des dommages-intérêts de ce chef, la personne qui eût été passible d'une indemnité s'il n'y avait pas eu mort d'homme, sera responsable d'après « la présente loi malgré la mort de la victime ».

D'après l'art. 2 auquel se réfère expressément la loi de 1897 pour qualifier les ayants-droit (dependants) : « le droit d'action donné par la présente loi appartient à la femme, au mari, aux père et mère ou à l'enfant (légitime) de la victime ».

Le jury, dans toute action portée devant lui de ce chef, devra proportionner le montant de l'indemnité au préjudice résultant de la mort et dont ont souffert les parties au profit desquelles l'action est introduite.

Employer's liability Act.

3° L'*Employer's liability Act* du 7 septembre 1880 (1). — Ce statut est principalement dirigé contre la doctrine de « Common-employment ». Les tribunaux avaient à plusieurs reprises décidé — et la jurisprudence se généralisait dans ce sens — que les employés supérieurs, surveillants et directeurs, étaient, malgré leur situation bien différente, en « common employment » avec les simples ouvriers placés sous leurs ordres.

La loi de 1880 rétablit partiellement le droit commun en faveur de l'ouvrier en rendant le patron responsable envers ses employés de la faute ou de la négligence de ses contremaîtres (by reason of the negligence of any person in the service of the employer who has any superintendence entrusted to him).

Elle confirme également la responsabilité de l'employeur — qui résultait déjà du droit commun — lorsque l'accident sera dû « au manque « d'entretien et à l'état défectueux des chemins, passages, travaux, « machines ou appareils utilisés dans son industrie (§ I, art. 1^{er}) (2), à

(1) « An Act to extend and regulate the liability of employers to make compensation for personal injuries suffered by workmen in their service ».

(2) « By reason of any defect in the condition of the ways, works, machinery or plant connected with or used in the business of the employer ».

« condition, toutefois que cet état défectueux soit dû à l'incurie du patron, ou que ce défaut d'entretien soit resté inconnu et sans que les réparations nécessaires y fussent effectuées par suite de la négligence du patron ou de quelque personne à son service chargée par lui de veiller à ce que les chemins et travaux, machines ou appareils soient constamment entretenus en bon état » (§ II, art. 1^{er}). -

L'art. 3 de l'*Employers' liability Act* fixe un maximum que l'indemnité allouée par la Cour de Comté ne devra jamais dépasser. « L'indemnité (damages) recouvrable, d'après le présent Act, ne pourra, en aucun cas, excéder une somme estimée équivalente aux salaires qu'aurait gagnés pendant les trois années qui ont précédé l'accident une personne du même rang, employée pendant ces trois années dans un travail semblable et dans le même district que celui où l'ouvrier était employé à l'époque de l'accident ».

La juridiction compétente pour statuer sur une demande formée d'après l'*Employers' liability Act* est la Cour de Comté, composée, comme à l'ordinaire, du juge et de son jury.

Cependant, si les parties sont d'accord, l'affaire peut être soumise au juge seul, siégeant comme arbitre, et, dans ce cas, la loi lui donne la faculté de s'adjoindre un ou plusieurs assesseurs.

Telle est, dans ses grandes lignes, la législation de 1880, actuellement si critiquée et qu'il est question d'abroger, tout en fusionnant quelques-unes de ses dispositions avec la loi de 1897.

Rappelons maintenant le plus rapidement possible les principales dispositions de la loi de 1897 ; le lecteur est censé la connaître et nous ne pouvons en entreprendre ici l'analyse théorique approfondie⁽¹⁾. Nous avons hâte d'ailleurs d'arriver au sujet même de cette étude qui est non pas d'examiner les principes mais de voir la loi à l'œuvre, d'observer son fonctionnement dans la pratique, de l'apprécier au contact des faits.

Le *Workmen's Compensation Act* du 6 août 1897, constitue la nouvelle législation inspirée tout entière par l'idée du Risque professionnel⁽²⁾.

Cette loi, issue du Bill Chamberlain du 3 mai 1897, se compose d'un texte principal et de deux annexes.

Le législateur établit tout d'abord les principes de la responsabilité générale du patron, puis les conditions qui pourraient aggraver cette responsabilité ou au contraire la supprimer.

Cette première partie contient des dispositions relatives au « contracting-out »⁽³⁾ et au « sub-contract » (sous-entreprise); elle fixe éga-

(1) Nous ne pouvons que renvoyer pour plus de détails aux ouvrages de M. Bellom.

(2) Cette loi a été étendue à l'agriculture avec quelques dispositions particulières par un Act spécial, du 30 juillet 1900, que nous laissons entièrement de côté, au cours de cette étude. Voir notre ouvrage « Les accidents du travail dans l'Agriculture et la législation anglaise », chez Larose et Tenin, Paris, 1905.

(3) Le droit de Contracting-out permet, dans des conditions déterminées (voir art. 3

lement le domaine de la loi, les industries qui sont appelées à en bénéficier.

Les annexes sont relatives l'une au taux de l'indemnité (scale of compensation), l'autre à l'arbitrage (arbitration) et à la procédure à suivre devant l'arbitre.

Responsabilité générale des chefs d'industrie.

L'article 1^{er} de la loi de 1897 décide que : « Si, dans un travail auquel « s'applique la présente loi, un dommage personnel est causé à un ou-
« vrier par un accident survenu, par suite et au cours du travail, le
« patron sera, conformément aux dispositions ci-après, tenu au paie-
« ment d'une indemnité en conformité de la première annexe de la pré-
« sente loi ».

La règle générale, fondamentale, c'est désormais la responsabilité du patron dans tous les cas. Peu importe de rechercher si l'accident provient de la négligence ou d'un cas fortuit. L'obligation pour le patron d'indemniser l'ouvrier ne réside plus, comme le voulait l'ancien principe anglais, dans sa faute ou sa négligence, mais bien dans le fait du risque créé. La victime, en cas d'accident a droit, *ipso facto*, à une indemnité. De « subjective » qu'elle était, la responsabilité de l'employeur devient « objective ».

Cette présomption légale de la responsabilité de l'employeur souffre pourtant des modifications de nature opposée.

Tantôt elle disparaît devant l'exception contenue au § c de l'art. 1^{er}, relative à la faute lourde de l'ouvrier, d'après laquelle :

« S'il est prouvé que le dommage causé à un ouvrier est attribuable à *un manquement grave et volontaire* de cet ouvrier à ses devoirs (serious and wilful misconduct of that workman) toute demande d'indemnité, formulée en raison de ce dommage, sera rejetée ».

Tantôt la responsabilité du patron est aggravée à raison de sa faute personnelle ou de celle de ses préposés (art. 1^{er}, § b).

« Si le dommage a été causé par la négligence personnelle ou l'acte « volontaire du patron (personal negligence or wilful act of the em-
« ployer) ou d'une personne dont les actes ou négligences engagent la
« responsabilité du patron, la présente loi ne touchera en rien à la res-
« ponsabilité civile de celui-ci. — L'ouvrier, dans ce cas, peut, à son
« choix, soit réclamer une indemnité par application de la présente loi,
« soit intenter l'action qui lui était ouverte avant l'entrée en vigueur
« de la présente loi; mais le patron ne sera pas tenu au paiement simul-

de la loi de 1897), la substitution au régime de la loi des clauses d'une convention privée : c'est, comme le nom l'indique, le droit de contracter en dehors de la loi.

« tané d'une indemnité, pour un dommage causé à un ouvrier par un
 « accident survenu par suite et au cours du travail, tant indépendam-
 « ment que par application de la présente loi et il ne sera exposé à un
 « recours indépendamment de la présente loi que dans le cas de la
 « négligence personnelle ou de l'acte volontaire susvisé. »

Ce texte, qui est la contre-partie du § c, donne à la victime un droit d'action alternatif contre un patron coupable de négligence personnelle ou de faute volontaire, c'est-à-dire dont la *responsabilité pénale* est engagée.

L'ouvrier ou ses ayants droit peuvent alors poursuivre, à leur choix, soit d'après la nouvelle loi, soit d'après l'Employer's liability Act, le Lord Campbell's Act ou la Common-law.

Et remarquons bien qu'une action intentée contre le patron « indépendamment de la présente loi », c'est-à-dire d'après le Droit commun, la Loi Campbell ou la Loi de 1880, n'épuise pas le droit de l'ouvrier !

Par une faveur assez peu justifiée, le législateur lui accorde, au cas où le premier chemin suivi le conduirait à un échec, la possibilité de bifurquer par une autre route, en invoquant le Workmen's Compensation Act, et d'aboutir ainsi à l'obtention certaine d'une indemnité.

L'un des paragraphes de l'art. 1^{er}, sur lequel nous attirons toute l'attention du lecteur, dispose, en effet, que :

« Si, dans le délai fixé ci-après dans la présente loi pour l'exercice
 « du droit, une action est intentée pour obtenir des dommages-intérêts
 « indépendamment de la présente loi pour un dommage causé par acci-
 « dent, et s'il est établi dans cette action que le dommage est un de
 « ceux pour lesquels le patron n'est pas susceptible d'être attaqué par
 « une action de ce genre, mais qu'il aurait été tenu au paiement d'une
 « indemnité par application des dispositions de la présente loi, l'action
 « sera repoussée; mais la *Cour saisie de l'affaire procédera*, s'IL PLAÎT
 « AU DEMANDEUR, à la *détermination de l'indemnité* et elle aura la fa-
 « culté de déduire de cette indemnité toutes les dépenses qui, à son avis
 « ont été causées par le demandeur qui a intenté l'action, au lieu de
 « recourir à l'application de la présente loi ».

« Dans l'application du paragraphe qui précède, lorsque la Cour aura
 « déterminé l'indemnité, elle donnera un certificat relatif aux décisions
 « prises pour la fixation de l'indemnité et la déduction des dépenses,
 « et un tel certificat aura la force et les effets d'une décision rendue en
 « vertu de la présente loi ».

Délai de carence.

Le § 2 de l'art. 1^{er} décide que :

« Le patron ne sera pas responsable par application de la présente

« loi pour un dommage qui ne met pas l'ouvrier pendant une durée minima de deux semaines dans l'incapacité de gagner son salaire entier dans le travail auquel il est employé ».

Contracting-out.

L'art. 3 de la loi permet aux patrons et aux ouvriers, avec l'assentiment du greffier des Sociétés de secours mutuels (Registrar of Friendly societies), de substituer au régime légal les clauses d'une convention privée (particular scheme), intervenue entre eux, à condition toutefois qu'un pareil système de réparation soit, dans son ensemble, au moins aussi avantageux pour les ouvriers que les dispositions de la loi elle-même.

Le Registrar donnera son certificat pour une durée limitée, mais de cinq ans au moins.

Si un pareil contrat n'est pas loyalement appliqué, le Registrar pourra toujours, sur la demande des ouvriers, et après enquête, en prononcer l'annulation.

Sub-contract.

L'art. 4 est relatif à la sous-entreprise. « Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, l'entrepreneur, au sens de la définition donnée ci-après (1), traite avec une personne pour l'exécution d'un travail par cette dernière ou sous la direction de cette dernière et, si l'entrepreneur devait, dans le cas où ce travail aurait été exécuté par des ouvriers occupés directement par lui-même, être tenu au paiement d'une indemnité au profit de ces ouvriers par application de la présente loi, en raison d'un accident survenu par suite et au cours du travail, l'entrepreneur devra payer à un ouvrier occupé à l'exécution du travail l'indemnité dont la personne précitée (le sous-entrepreneur) est redevable à l'ouvrier (soit en vertu de la présente loi, soit, par suite de sa négligence personnelle ou d'un acte volontaire, indépendamment de la présente loi) ou dont elle serait redevable si elle était un patron assujéti à la présente loi ».

(1) L'expression entrepreneur (Undertaker) est ainsi définie : « Elle signifie, dans le cas d'un chemin de fer, la Compagnie exploitant le chemin de fer; dans le cas d'une usine ou d'une buanderie, l'exploitant au sens des Factory and Workshop Acts de 1878 à 1895; dans le cas d'une mine, le propriétaire au sens de la loi sur les mines de houille (1887) ou de la loi sur les mines métalliques (1872); dans le cas d'un travail du génie civil, la personne qui entreprend la construction, la modification ou la réparation, et dans le cas d'un bâtiment, la personne qui entreprend la construction, la réparation ou la démolition.

L'expression « personne » comprend toute réunion de personnes formant ou non une personne morale, ainsi que le représentant personnel légal du patron décédé.

L'origine et l'utilité de cet art. 4 peuvent s'expliquer ainsi :

L'application de l'Employer's liability Act avait démontré que fréquemment, lorsqu'un patron entreprenait un travail important, une construction par exemple, il concédait en sous-main tout ou partie de ce travail à d'autres entrepreneurs, hommes de paille, le plus souvent insolubles ; l'ouvrier, victime d'un accident, perdait alors, en réalité, toute possibilité d'obtenir l'indemnité à laquelle la loi lui donnait droit. Car il ne pouvait s'adresser à l'entrepreneur général auquel il n'était attaché par aucun contrat de travail.

On craignait que la nouvelle loi ne fût tournée par la généralisation de ce système de sous-entreprise et on établit, avec certains recours en sa faveur, la responsabilité générale de l'entrepreneur principal envers tous les ouvriers de ses concessionnaires.

Taux et conditions de la réparation

(Scale and conditions of compensation).

A. En cas de mort résultant de l'accident :

1° Si l'ouvrier laisse des ayants droit (dependants) dont la subsistance dépend *en totalité* de son salaire à l'époque de son décès (*wholly dependent upon his earnings at the time of his death*), l'indemnité sera représentée par une somme égale au salaire de l'ouvrier durant les trois années qui ont précédé l'accident. Dans aucun cas, la somme allouée ne pourra être inférieure à cent cinquante livres sterling, ni supérieure à trois cents.

Il sera tenu compte des versements hebdomadaires qui auraient été effectués avant le décès.

Si la victime a été employée au service du patron pendant moins de trois années, l'indemnité sera de 156 (52×3) fois le salaire moyen hebdomadaire (*average weekly earnings*) gagné pendant la durée du travail chez le patron.

2° Si les ayants droit de l'ouvrier ne dépendaient qu'en *partie* de son salaire au moment de son décès (dependants *in part dependent*), ils recevront une somme calculée dans les mêmes limites que ci-dessus et fixée, soit à l'amiable, soit par l'arbitre. L'indemnité accordée devra être « raisonnable et proportionnée », autant que possible, au dommage éprouvé (*reasonable and proportionate to injury*).

3° Si le défunt *ne laisse pas d'ayants droit*, le patron n'aura à supporter que les dépenses pour soins médicaux et les frais de funérailles, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix livres sterling.

B. En cas d'incapacité de travail totale ou partielle résultant de l'accident, la victime recevra un versement hebdomadaire pendant la durée de cette incapacité et à dater de l'expiration de la deuxième semaine,

jusqu'à concurrence de 50 0/0 du salaire hebdomadaire moyen gagné pendant les douze mois précédents, si l'ouvrier a été occupé pendant une période de cette durée, et sinon, durant la période moindre pendant laquelle il a été occupé au service du même patron.

Ce versement hebdomadaire ne pourra jamais excéder une livre sterling.

Lorsqu'un versement hebdomadaire aura duré six mois au moins, l'obligation de servir la rente peut, sur la demande du patron, être rachetée par le paiement d'une somme globale (lump sum), qui sera fixée à l'amiable ou par voie d'arbitrage (art. 13).

Quand l'indemnité sera représentée par une somme en capital et non par une rente, l'arbitre pourra décider que cette somme sera placée, en totalité ou en partie, à la caisse d'épargne postale (Post-office Savings Bank) soit à titre de dépôt, soit employée en rente sur l'État (National Debt). Ces opérations seront accomplies par le greffier de la Cour de Comté (Registrar of the County-Court).

Aucun retrait ne pourra être effectué par le titulaire de ces placements sans une autorisation spéciale adressée au directeur général des Postes (Post Master General) par la Trésorerie ou par le juge de la Cour de Comté.

La révision de l'indemnité allouée sous forme de pension hebdomadaire pourra toujours être demandée par le patron ou par l'ouvrier. Il y aura lieu dans ce cas à un nouvel examen médical (art. 11 et 12).

Les sommes provenant de versements hebdomadaires ou de paiements effectués en vue du rachat de la pension et dont le placement n'aurait pas été ordonné par le juge, ne pourront être ni saisies, ni revendiquées par des créanciers de l'ouvrier, ni admises en compensation d'autres dettes (art. 14).

Arbitrage.

La seconde annexe de la loi est, nous l'avons dit, relative à l'arbitrage.

Le législateur anglais a pensé que pour atteindre plus facilement un double but de célérité et d'économie, il y avait lieu d'organiser une procédure toute spéciale.

C'est dans cette idée que l'arbitrage a été adopté comme un principe fondamental et exclusif de la nouvelle loi, mais avec des moyens divers dans ses applications.

Le Juge de la Cour de Comté représente la juridiction centrale et permanente, autour de laquelle gravitent des juridictions secondaires ayant un caractère facultatif et extrajudiciaire, chargées de drainer, en quelque sorte, les conflits dès leur origine, de faciliter un arrangement amiable entre les parties, d'empêcher que ce qui n'est souvent

qu'un simple malentendu facile à aplanir à son début ne devienne un procès qui prendrait le chemin de la Cour de Justice.

Les organes judiciaires auxquels le Workmen's Compensation Act confie la mission de fixer l'indemnité peuvent se distinguer en deux catégories.

Les uns, jouant simplement le rôle de « boards of conciliation », sont facultatifs, c'est-à-dire qu'ils ne possèdent aucun pouvoir de contrainte et que les intéressés n'y ont recours que de leur plein gré.

Les autres sont nécessairement consultés, à défaut des premiers, ont un droit de coercition, et la sentence par eux rendue sera obligatoire et liera les parties.

A. — Juridictions facultatives (non-compulsory tribunals).

Elles sont au nombre de deux :

Le Comité mixte et l'arbitre désigné d'un commun accord.

La loi de 1897 a voulu avant tout éviter les procès. Dans ce but, elle encourage les parties à recourir à la conciliation et aux solutions amiables, à ne porter leur différend devant le juge de droit commun qu'en désespoir de cause, lorsque les rapports entre adversaires rendent tout accord impossible, ou lorsque les intéressés croient préférable de remettre à la compétence juridique d'un magistrat de carrière, plus indépendant et plus impartial, le soin de trancher une question de droit difficile.

Le législateur a su très habilement tirer parti des institutions locales d'arbitrage existantes.

L'art. 1^{er} de l'annexe II décide que : « S'il existe un Comité représentant un patron et ses ouvriers qui ait le pouvoir de régler les questions prévues par la présente loi, ces questions seront, sauf objection de l'une des parties notifiée par écrit à l'autre partie avant que le comité se réunisse pour examiner l'affaire, réglées par l'arbitrage de ce Comité ou renvoyées par celui-ci, à son gré, à l'arbitrage prévu ci-après (au County-Court Judge) ».

Ces Comités mixtes, qui présentent beaucoup d'analogie avec nos conseils de prud'hommes, joueront le rôle d'un tribunal de conciliation. Composés d'ouvriers et de patrons, ils auront sur les parties en cause une réelle influence morale et seront à même, dans bien des cas, de les décider à des concessions réciproques et de les amener à une entente. Ce sera un « tribunal de famille » distribuant une justice plus fraternelle et moins rigide.

Malheureusement la loi ne donne à ces Comités que des pouvoirs fort peu étendus. Ils n'ont pas même qualité, au cas où l'ouvrier et le patron consentiraient à s'en remettre à leur décision, pour exiger la compa-

tion de témoins ou la production de pièces et de documents intéressant le procès.

L'art. 4 de l'annexe II leur donne simplement la faculté de soumettre toute question de droit au juge de la Cour de Comté.

Il en résulte que ces Comités, devant l'insuffisance de leurs moyens d'action, arguent fréquemment de leur incompétence et refusent de juger les affaires portées devant eux. C'est un droit que la loi leur reconnaît formellement (art. 2). Leur domaine sera donc fort restreint et limité aux seuls cas où les parties seront animées des dispositions les plus pacifiques, bien décidées à l'avance à transiger pour éviter un procès.

En cas d'opposition de l'une des parties notifiée par écrit à son adversaire, ou s'il n'existe pas de Comité de conciliation, ou si le Comité renvoie l'affaire en refusant de s'en saisir, ou ne rend aucune décision pendant un délai de trois mois à partir du jour de la demande, le différend pourra être soumis à un arbitre unique agréé par les parties. Les pouvoirs de cet arbitre seront d'ailleurs tout aussi restreints que ceux du Comité.

B. — Jurisdiction coercitive (compulsory tribunal).

C'est le juge de la Cour de Comté siégeant comme arbitre. Il jouit des pouvoirs les plus étendus. L'art. 4 (*in fine*) de l'annexe II décide, en effet, que ce magistrat « aura pour l'arbitrage effectué par application « de la présente loi, les mêmes pouvoirs en matière de citation de « témoins ou de demande de documents, que si l'action en indemnité « avait été portée devant la Cour de Comté elle-même ».

L'art. 2 donne au juge de la Cour de Comté, si les circonstances l'exigent et après autorisation du Lord Chancelier, la faculté de se faire remplacer par un arbitre unique officiellement désigné par lui. Ce sera comme son « alter ego », jouissant, pour une affaire déterminée, des mêmes pouvoirs et ayant les mêmes attributions.

La procédure à suivre pour l'arbitrage devant la Cour de Comté ou la Sheriff(1) Court a été réglée, en 1898, postérieurement à la loi, par des Rules of Court (Angleterre et Irlande) et par des Acts of Sederunt (Écosse).

Ces règlements complémentaires, prévus par le Workmen's compensation Act, établissent les formes d'après lesquelles on devra intenter et suivre l'action, ou y défendre, devant le County Court Judge ou le Sheriff et l'arbitre par lui désigné.

Ils ont trait également à la comparution d'une partie par mandataire,

(1) Le « Sheriff » est, en Écosse, le magistrat correspondant au juge de la Cour de Comté.

à la procédure pour interjeter appel, à la fixation du tarif des frais devant le Comité, l'arbitre ou la Cour de Comté. Ils règlent les questions de conflits de juridiction, déterminent les fonctions du juge dans l'application de l'Act, la procédure qu'il devra suivre, ainsi que les délais et les conditions nécessaires pour que l'appel soit recevable.

Constatons, en terminant cette esquisse rapide de la loi, que le Workmen's compensation Act ne contient aucune disposition relative à l'assurance, laquelle demeure facultative pour le patron.

Elle est simplement l'objet d'une discrète allusion dans l'art. 5 de la loi qui donne à l'ouvrier victime d'accident, en cas de faillite du patron, un privilège sur les sommes dues éventuellement par une Compagnie d'assurances et empêche ainsi que ces sommes ne soient englobées dans la masse au profit de tous les créanciers (1).

La loi de 1897 ne possède qu'un domaine d'application expressément limité à certaines industries.

Son art. 7 les énumère :

« La présente loi ne sera applicable qu'aux chemins de fer, usines, mines, carrières, ou travaux du génie civil, et à tout bâtiment dont la hauteur excède 30 pieds et qui est soit construit ou réparé au moyen d'échafaudages, soit démoli, ou dans lequel des engins actionnés par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique sont employés en vue de la construction, de la réparation ou de la démolition de ce bâtiment ».

Explications préliminaires. — Sources consultées.

Le Workmen's Compensation Act est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1898 : voilà plus de sept ans, et cette période initiale représente une durée d'expérience assez longue pour permettre de juger l'œuvre à ses fruits. Plusieurs années d'application de la loi étaient nécessaires pour qu'il fût possible de dégager une idée d'ensemble, basée sur des résultats généraux, correspondant à des moyennes.

C'eût été prématuré de vouloir apprécier d'après les faits cette législation nouvelle « tant que les résultats observés étaient ou trop fragmentaires ou, en ce qui concerne les Sociétés d'assurances, trop incertains pour qu'il ne fût pas sans inconvénients d'étayer une première impression sur des bases inexactes ou insuffisantes (2) ».

Il était indispensable de laisser écouler une première période d'essai, de « *tassement* », qui permit aux principes inaugurés d'atteindre leur

(1) Voir dans la *Revue d'Économie politique* du mois de juin 1905 notre article intitulé : « L'assurance contre les accidents du travail en Angleterre ».

(2) Rapport Paulet, *Bulletin du Comité permanent*, 1905, I, p. 155.

fonctionnement normal ; il fallait attendre l'épreuve du temps qui fait les avantages espérés s'affirmer, se réaliser, ou les défauts, les imperfections, inévitables au début, se révéler sous l'influence de la pratique avec une netteté qui attire l'attention et appelle les réformes.

Et d'ailleurs, pour une initiative privée, cette sage expectative ne s'imposait-elle pas bon gré, mal gré ? L'action individuelle serait ici dérisoire et les renseignements médiocres que l'on obtiendrait personnellement à grand'peine — surtout en Angleterre où l'on est peu communicatif ! — ne constitueraient qu'un bien maigre faisceau de documents.

Pour explorer avec méthode un champ d'observation aussi vaste, où se rencontrent les industries les plus variées, les problèmes les plus différents, il faut l'effort collectif et coordonné des diverses administrations d'État disposant de tout un appareil d'inspection, d'investigation et de centralisation, de moyens de coercition efficaces et d'un personnel nombreux réparti dans tout le pays.

Une enquête *officielle* pouvait seule, arrivant à son heure, nous fournir des documents suffisants, des données contrôlées et certaines. C'était la condition nécessaire et suffisante pour pouvoir entreprendre un travail d'ensemble et étudier dans ses conséquences générales et pratiques la loi de 1897.

Cette condition se trouve aujourd'hui réalisée par la publication du magistral rapport de la « Commission Royale chargée d'examiner la législation sur la réparation des accidents du travail » (appointed to inquire into the law relating to Compensation for Injuries to Workmen).

On sait avec quels soins, avec quelle conscience, ces grandes enquêtes extraparlémentaires sont dirigées en Angleterre.

Quelques-unes sont restées justement célèbres, comme les différentes enquêtes sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures et les mines (1816-1832-1840-41-42-1866-67), sur le Truck-system (1871), sur l'emploi des enfants, adolescents et femmes dans l'agriculture (1868-69-70) sur les redevances minières (Mining royalties, 1890-91), etc.

Nous pensons que cette enquête de 1904, tant par l'importance de l'effort accompli, et les difficultés vaincues, que par la richesse de documentation et surtout l'esprit d'impartialité qui l'a guidée, peut, à juste titre, être citée comme un monument scientifique de haute valeur et comme offrant d'inépuisables ressources à tous ceux qui s'intéressent à la législation anglaise relative à ces matières.

Cette enquête avait été confiée par M. A. Akers-Douglas, secrétaire du Home-office, à une Commission spéciale (Departmental Committee) composée d'hommes éminents, fonctionnaires, magistrats et industriels.

Elle comprenait :

Sir Kenelm Digby (Président) ;

Sir Benjamin Browne, docteur en droit, président de la Société R. et W. Hawthorn, Leslie et C^o Ltd ;

Son Honneur le Juge Lumley Smith, Conseiller au Banc du Roi ;

Le Capitaine A. J. G. Chalmers, du ministère du Commerce ;

M. George N. Barnes, secrétaire de l'Amalgamated Society of Engineers ;

M. Robert Reid Bannatyne, du Home-Office, (Secrétaire de la Commission).

La Commission déposa son rapport le 1^{er} août 1904 après avoir tenu 37 séances et interrogé 66 témoins répondant verbalement à près de 10.000 questions. Patrons et ouvriers, associations industrielles et Trade-unions purent à loisir fournir leurs avis, leurs critiques, leurs conseils.

Les plus grandes firmes anglaises comme MM. Hawthorn Leslie et C^o Ltd, J. et P. Coats Ltd, Holloway Brothers Ltd, sir W. G. Armstrong, Whitworth et C^o Ltd, James Templeton et C^o furent consultées en même temps que des associations industrielles comme l'Association des armateurs de Liverpool, la Société des fabricants de chaudières et constructeurs de navires (Boilermakers and Iron and Steel Shipbuilders Society), la Marine Engineers Association, la South Metropolitan Gas Company, la Masters Printers Association d'Edinburgh, la Compagnie des chemins de fer du North-Eastern, du Midland, du Great Northern, la Fédération des Associations des patrons tisseurs de Coton (Master Cotton Spinners) qui occupe 60.000 ouvriers, la Cotton Employer's Association ; on s'adressa également aux grandes mutualités d'employeurs existant dans les charbonnages (Scottish Mine Owners Defence and Mutual Assurance Association Ltd, Midland Colliery Owners Mutual Indemnity C^o Ltd, Mining Association of Great Britain qui occupe 700.000 ouvriers, Yorkshire Coal Owners Mutual Indemnity Cy, etc.) ou dans la métallurgie (Iron Trades Employer's Insurance Association) et le bâtiment (Builders' Accident Insurance Cy Ltd).

Du côté des ouvriers et employés, la Commission interrogea la plupart des Unions représentant des industries organisées, telles que l'Amalgamated Society of Railway Servants of England (fédération des employés de chemins de fer), le National Joint Committee of Postal and Telegraph Associations, la National Amalgamated Union of Enginemen of Great Britain (fédération des mécaniciens-conducteurs), l'Amalgamated Society of House-Decorators and Painters (fédération des décorateurs et peintres en bâtiments), l'Amalgamated Association of Tramway and Vehicle Workers, la Monmouthshire and South-Wales Miners' Permanent Relief Society, la Ligue des Trade-Unions de femmes, représentée par Miss Sophy Sanger, la Scottish Miner's Federation (mineurs d'Écosse) la Durham Miners' Association (mineurs du Durham), etc...

On rechercha également l'assistance de toutes les personnalités dont la compétence spéciale ou l'expérience pouvaient, à des titres divers, éclairer la Commission dans ses travaux.

C'est ainsi que MM. Buegg, Conseiller au banc du Roi, Glegg, substitut de Shériff pour les Comtés de Renfrew et de Greenock, le « Commander » Smith, Inspecteur en chef des « Factories », Brabrook, Greffier en chef des Sociétés de secours mutuels, Troup, secrétaire au Home-Office, M. J. Smith-Whitaker, représentant la « British medical Association » furent successivement appelés et entendus.

La plupart des grandes Compagnies d'assurances, entreprenant le risque accidents, comme la General Accident Assurance Corporation Limited, la Royal Exchange Assurance, la Sun Life Assurance Society, l'Ocean Accident and Guarantee Corporation Limited, l'United Legal Indemnity Insurance Society Limited, furent consultées verbalement ou répondirent par écrit.

On voit quel travail gigantesque représente cette enquête et quelle source précieuse et abondante de documents elle a créée.

Les travaux de la Commission ont été publiés sous forme de Livre bleu en trois volumes (1); l'un contient le rapport même, les conclusions du Departmental Committee, critiques de la législation existante ou conseils pour les amendements à élaborer; le second donne, *in extenso*, les 9.505 questions et réponses, posées et faites, au cours des séances du Comité; le troisième volume est un memorandum où le président de la Commission, sir Kenelm Digby, expose sommairement l'état actuel de la législation relative aux accidents du travail dans les colonies anglaises, les États-Unis d'Amérique et les différents pays d'Europe.

Objet de cette étude.

La question qui avant toutes les autres, — elle les résume toutes —, fixa l'attention de la Commission fut celle de savoir quelles ont été pour l'Industrie les conséquences pécuniaires de l'application du risque professionnel.

A la base de la plupart des réformes d'ordre économique ou industriel, il y a la *question d'argent*. Tout s'y ramène! Elle est l'armature des problèmes sociaux, bien qu'elle paraisse si souvent dédaignée ou de parti pris « escamotée » dans les discours et promesses des politiciens parlementaires qui veulent avant tout assurer un vote sans se soucier de ses résultats, véritables docteurs en alchimie législative qui préparent avec indifférence la sauce à laquelle « les autres » seront mangés, aimables altruistes qui font les réformes avec l'argent « des autres »,

(1) Chez Eyre and Spottiswoode et Wyman and sons à Londres.

en alléguant « que l'Industrie a bon dos, qu'elle paiera toujours! ».

Mais pour cette Industrie qui fait les frais de l'expérience, pour le patron qui paie, la « question du gousset », comme disent très prosaïquement les Anglais « pocket-question », revêt toute son importance et se présente sous des aspects multiples.

L'industriel se demandera quelles sont les charges nouvelles qu'on lui impose, il sera anxieux de les déterminer exactement, de les évaluer en chiffres; il cherchera à en prévoir les conséquences, tant au point de vue de l'augmentation de ses frais généraux et de la diminution de ses bénéfices, qu'à celui de la concurrence étrangère faite à ses produits, concurrence que facilitera sur le marché international l'accroissement de son prix de revient.

Il tâchera, en un mot, d'apprécier, en ce qui le concerne, *le coût* de la loi.

C'est cette question du coût de la loi de 1897 et des charges imposées par elle à l'Industrie anglaise ⁽¹⁾ pendant la période de 1898 à 1904 que nous voudrions examiner au cours de cette étude.

Le problème est posé; quelles données avons-nous pour le résoudre? Y a-t-il un *critérium* du coût?

Si l'assurance était obligatoire en Angleterre, comme elle l'est en Allemagne, il serait relativement facile d'arriver à établir le coût de la loi, à exprimer en chiffres d'exactitude suffisante les charges qui pèsent sur l'Industrie du fait de l'application du Risque professionnel. Ce coût serait indiqué, soit théoriquement par les moyennes des primes demandées dans les différents tarifs pour chaque catégorie d'industrie, soit effectivement par le total des primes payées dans telle industrie déterminée, total présenté, par exemple, sous forme d'un pourcentage des salaires. C'est la formule de comparaison généralement adoptée.

Mais une pareille simplification des recherches ne pourrait exister qu'en présence d'un système d'*obligation intégrale* comme celui qu'établit la législation allemande et que complète une merveilleuse organisation de ses services de statistique et une puissante centralisation administrative.

En France même où cependant, comme le dit M. Paulet, « la loi de 1898 a rendu l'assurance *obligée*, sinon obligatoire, en dégageant définitivement de toute dette les chefs d'entreprise qui ont la sagesse de « s'assurer ⁽²⁾, » où la surveillance de l'État établie en application de l'art. 27 de la loi de 1898 par le règlement d'administration publique du 28 février 1899, s'exerce sévèrement sur tous les organes d'assurance, syndicats de garantie, sociétés d'assurances mutuelles ou à

(1) Financial burden and incidence of Cost.

(2) Rapport sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail; *Bulletin du Comité permanent des accidents du travail*, 1905, 1, 186.

primes fixes, en France même — le rapport Paulet le constate — l'administration, pour obtenir des renseignements *qu'elle peut exiger*, s'est heurtée à une résistance passive et n'a pu recueillir que des chiffres approximatifs et, quelquefois même, contradictoires, qu'il est difficile de comparer entre eux.

« Bien que l'Administration, désireuse avant tout de laisser, aux débuts de l'application de la législation nouvelle, les sociétés à même de s'adapter progressivement au fonctionnement de cette législation, ait usé de la plus large tolérance et multiplié les répit^s qui lui paraissent admissibles, elle doit constater que l'organisation par les sociétés des services comptables nécessaires n'a point encore répondu généralement aux exigences du contrôle et que les comptes rendus annuels, à quelques exceptions près, *n'ont pas été établis avec la sincérité et la rigueur comptables indispensables pour qu'on puisse faire entièrement foi à leurs résultats et en déduire des statistiques ou des observations à l'abri du doute.*

« Trop de Sociétés, malgré des instructions formelles et réitérées, ont considéré les états annexes comme des relevés *a posteriori*, sans précision comptable. De tels errements, qui ne sauraient plus être supportés, *ôtent aux chiffres produits une partie de leur valeur* et contraignent à des réserves sérieuses sur la portée finale du dépouillement qu'en fait le contrôle.

« C'est ainsi par exemple qu'à relever les divers états produits par les sociétés, on ne trouve pas les corrélations qui devraient exister entre les résultats totaux qu'ils accusent, soit que certaines sociétés à raison de l'insuffisance de leurs comptes rendus, n'aient pu figurer dans l'intégralité de ces relevés, soit qu'elles aient *fourni leurs renseignements sous des rubriques inexactes*, soit qu'elles aient produit dans des états différents des renseignements *sans concordance* entre eux.

« Si les comptes rendus des exercices 1899 et 1900 apparaissent ainsi *inutilisables*, l'examen des divers états relatifs aux opérations des exercices 1901 et 1902 résumés ci-après en annexes, peut toutefois dès maintenant donner lieu à quelques observations générales sous les réserves que comporte, comme on l'a vu, *leur établissement très imparfait* (1). »

Mais cet « établissement très imparfait », nous paraîtrait une quasi-perfection si nous en avions autant pour guider nos recherches en Angleterre.

Le Workmen's Compensation Act ne prévoit, nous l'avons dit, aucun système d'assurance. Elle est essentiellement facultative, reste à la dis-

(1) Rapport Paulet, *loc. cit.*, p. 208.

création entière du patron, « l'ouvrier gardant pour lui seul les risques « d'insolvabilité du patron, en cas d'accident, comme tous les autres « créanciers (1) ».

De plus la loi anglaise ne donne à l'Administration aucun pouvoir de contrôle ou de surveillance sur les Compagnies d'assurances-accidents. L'Act de 1870 (*Life Assurance Companies Act, 1870, 33 et 34 Victoriae, c. 61, art. 3 à 10*) ne vise que les Compagnies d'assurances *sur la vie*; les autres Compagnies sont simplement soumises, comme toutes les Sociétés, aux « *Companies Acts* ».

L'Administration est donc désarmée vis-à-vis de ces Compagnies, comme elle l'est d'ailleurs, à un point de vue plus général, pour assurer et surveiller l'application de la loi.

Le pouvoir central, qui dans d'autres pays constitue le « *deus ex machina* » de la législation des accidents, n'existe plus ici que comme un spectateur passif et impuissant.

C'est ce que constatait M. Troup l'un des secrétaires du Secrétariat d'État du Home department, lors de sa déposition devant la Commission :

« Le Home-Office ne s'occupe en aucune manière (in any sense) de « l'exécution de la loi sur les accidents du travail. Nous n'avons plus ici « les attributions qui nous sont confiées par les Mines Acts (lois sur les « mines) ou les Factory Acts (lois sur les usines et manufactures). Nous « ne possédons aucun pouvoir d'administration, — sauf en ce qui concerne les médecins-experts —, aucun fonctionnaire chargé de missions particulières, comme les inspecteurs d'usines ou les inspecteurs « des mines. Le Home-Office a fait ce qu'il a pu pour observer le fonctionnement de l'Act de 1897 et pour se tenir au courant; mais les renseignements que nous avons réussi à nous procurer sont nécessairement fragmentaires et ne se rapportent qu'à certaines questions particulières qui avaient plus que d'autres attiré notre attention. Nous « n'avons, en ce qui regarde cette loi, aucun des moyens d'information « dont nous jouissons pour les Mines Acts ou les autres lois industrielles dont la mise en œuvre nous a été confiée (2) ».

M. Troup avoue que le Home-Office en est réduit pour établir ses statistiques à « mendier » (le mot n'est pas trop fort) des renseignements dans les différentes industries ou auprès des Compagnies d'assurances, souvent sans autre résultat qu'une fin de non-recevoir (Voir Minutes of Evidence, n° 459).

Les seules statistiques officielles vraiment sérieuses qu'établit cha-

(1) Discours de M. Joseph Chamberlain, lors de la discussion générale de son Bill aux Communes; Parliamentary Debates, vol. XLIX, p. 808.

(2) Voir la déposition de M. Ch. Edward Troup, Minutes of Evidence, quest. 1 et s., p. 1.

que année le Home-Office, sont celles relatives au mouvement des litiges soumis en application de la loi de 1897 aux divers tribunaux du Royaume. Elles sont basées sur les communications faites par les différentes Cours de Comté ou les Sheriff-Courts et la Cour d'appel (1).

Le Home-Office publie également des statistiques annuelles concernant les systèmes particuliers intervenus entre patrons et ouvriers en application du droit de « contracting-out », conformément aux rapports fournis par les greffiers des Sociétés de Secours mutuels (Registrars of Friendly societies).

Les chiffres communiqués à la Commission par les Compagnies d'assurances ne doivent donc être acceptés et utilisés qu'avec certaines réserves en ce qui concerne la valeur intrinsèque à leur attribuer au point de vue scientifique ou documentaire.

Nous devons aussi nous demander — c'est une autre réserve à faire — jusqu'à quel point les primes d'assurances pourront réellement servir de mesure aux charges pécuniaires supportées par l'industrie considérée dans son ensemble? Si l'assurance était obligatoire, la corrélation entre les unes et les autres serait complète et permettrait de formuler des conclusions générales, mais, en Angleterre, il n'en va pas ainsi et, l'assurance étant facultative, il nous faut rechercher dans quelle proportion elle a été pratiquée par l'industrie pour savoir quelle portée probante, générale ou restreinte, il convient d'accorder aux tarifs des Compagnies.

Dans quelle mesure l'Industrie anglaise s'assure-t-elle pour se couvrir du risque professionnel?

La loi de 1897 laisse aux patrons une liberté absolue d'écouter ou non les conseils de la prudence, de recourir, si bon leur semble, à l'assurance pour se couvrir des risques d'accidents ou de garder ces risques pour eux seuls, s'ils croient que tel est leur intérêt. Comment la généralité des employeurs a-t-elle usé de cette liberté?

Cette question a fait l'objet d'un paragraphe spécial dans la circulaire adressée par le Departmental Committee à différents chefs d'industrie et associations ouvrières (2).

Il est nécessaire de distinguer à ce point de vue parmi les Industries assujetties, les grandes et les petites exploitations (3).

(1) Statistics of proceedings under the Workmen's compensation Acts, 1897 and 1900 and the Employers' liability Act, 1880; chez Eyre and Spottiswoode à Londres.

(2) Voir au rapport de la Commission, p. 142, question 4 : « The extent and effects of the practice of insuring ».

(3) Nous n'avons pas ici en vue la distinction communément faite entre ce que l'on appelle la grande et la petite industrie, sans que l'on puisse d'ailleurs définir nette-

Grandes exploitations.

Nous y ferons rentrer les charbonnages en presque totalité, les chemins de fer, la métallurgie, les grandes usines et ateliers employant la force motrice, une partie de l'industrie du bâtiment (grande entreprise) et certaines carrières.

La pratique de l'assurance, contrairement à ce que l'on pourrait présumer, n'y est pas absolument générale.

Au lendemain de l'entrée en vigueur du régime nouveau, les Compagnies d'assurances, était-ce prudence de leur part en face de risques inconnus et incertains, était-ce désir de profiter de circonstances qu'elles croyaient favorables pour passer des contrats avantageux, établirent leurs tarifs à des taux qui furent jugés excessifs.

Ces tarifs avaient été élaborés par l'« Association of Offices » comité comprenant un représentant des principales compagnies et appliqués dès 1898 (1).

Aussi beaucoup d'industriels, et non des moindres, ne se soucièrent pas de passer sous ces *fourches caudines* et préférèrent rester leurs propres assureurs en constituant chez eux-mêmes des fonds de prévoyance contre les accidents alimentés au moyen de prélèvements annuels sur les bénéfices.

D'autres organisèrent entre eux des mutualités à primes fixes ou variables fonctionnant pour un groupe d'industries de même catégorie. Ce système devait permettre, après une période de tâtonnements inévitables, de graduer exactement les primes suivant les risques courus, de les répartir, en quelque sorte, à raison de tant pour cent des salaires payés et de ne déboursier ainsi que les sommes strictement nécessaires au service des indemnités et des pensions.

La première solution, celle d'après laquelle le patron conserve pour lui seul les risques d'accidents, avec ou sans fonds spécial à cet effet, fut adoptée jusqu'ici par quelques-unes des unités les plus considérables de l'Industrie anglaise.

C'est ainsi que les compagnies de chemins de fer des différents réseaux, anglais ou écossais, sont restées jusqu'à présent en dehors de

ment l'une ou l'autre, établir entre ces deux classes une ligne de démarcation précise et sans arbitraire.

Nous voulons simplement opposer *dans le domaine même de l'Act*, les grandes aux petites exploitations d'une même industrie assujettie au risque professionnel, les sociétés d'organisation puissante, les « Seigneurs » de telle industrie aux petits patrons de ressources médiocres de la même catégorie qui envisageront chacun à des points de vue bien différents cette question de l'assurance.

(1) Voir la déposition de M. Stanley-Brown, directeur général de l'« Employer's Liability Assurance Corporation », rapport, p. 33.

l'Assurance. A vrai dire la commission n'a obtenu de renseignements précis dans ce sens que de trois compagnies « la Midland Railway Co », la « Great Northern Railway Co » et la « North Eastern Railway Co », mais, comme elles sont au premier rang, il est à présumer qu'il s'agit là d'une règle générale et que les autres compagnies n'agissent pas différemment. — C'est ce qui semble d'ailleurs résulter de la déposition de M. J. N. Bell, membre de la Chambre des Communes et secrétaire de la Fédération générale des employés de chemins de fer (1).

M. E. W. Burrows, secrétaire en chef du « Great Northern », résume en ces termes les motifs de cette abstention :

« Notre Compagnie a renoncé à envisager comme actuellement possible l'assurance contre les responsabilités que lui impose le Workmen's Compensation Act de 1897, car les tarifs qui lui ont été soumis sont trop *extravagants* pour que nous leur accordions la moindre considération ».

Nous trouvons encore de nombreux exemples de non-assurance dans les diverses branches de l'industrie et parmi les firmes les plus puissantes. — Citons ainsi : pour l'industrie du coton, les filatures J. et P. Coats, Ltd. qui emploient tant en Écosse qu'en Angleterre plus de 13.000 ouvriers; pour la métallurgie, les Etablissements Hawthorn Leslie and Co Ltd. (constructions pour la Marine, 2.000 ouvriers), les Etablissements Sir W. G. Armstrong, Whitworth and Co Ltd. (comparables à nos usines françaises du Creusot et qui ont employé jusqu'à 16.000 ouvriers en 1901); pour le bâtiment : MM. Holloway Brothers de Londres (2.000 ouvriers). — Citons encore la South Metropolitan Gas Company de Londres qui occupe en moyenne 5.000 ouvriers.

Nous avons signalé une seconde solution pour ceux qui préfèrent ne pas recourir à l'assurance ordinaire et régler leurs propres affaires en dehors des Compagnies commerciales d'assurance : c'est la constitution de mutualités d'employeurs.

La Mutualité est d'une pratique générale dans toute l'industrie houillère. A vrai dire, l'idée y était appliquée et progressait bien avant 1897 (2). L'Employer's liability Act de 1880 avait déjà fait naître de nombreuses associations patronales basées sur le principe mutualiste et destinées à morceler autant que possible le poids des responsabilités professionnelles.

L'Act de 1897, en aggravant ces responsabilités, obligeait les patrons à se serrer les coudes, à s'unir plus étroitement pour moins sentir le

(1) Voir Minutes of Evidence, nos 3322-3497.

(2) Nous pourrions citer la Scottish Mine owners' Association créée en 1852 et englobant les propriétaires miniers du Lanarkshire; elle est devenue depuis 1888 la Scottish Mine owners' Defence and Mutual Assurance Association, Ltd. et ses statuts ont été remaniés en 1898 et mis d'accord avec les obligations nouvelles.

fardeau de risques plus lourds : cette entente fut d'autant plus facile que l'industrie minière était parfaitement organisée et disciplinée.

Nous étudierons à part (*infra*, p. 47), le fonctionnement de ces mutualités. Bornons-nous à les signaler dès maintenant comme un procédé d'assurance généralement pratiqué dans tous les charbonnages et qui paraît avoir donné de très heureux résultats.

Des mutualités analogues contre les risques d'accidents existent également dans différentes branches industrielles.

Ainsi dans l'industrie du coton nous trouvons la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, formidable groupement dont les membres emploient 60.000 ouvriers avec 21.000.000 de broches et représentent presque la moitié de la filature anglaise ; la Cotton Trade Accidents Association qui s'étend à 120 filatures et tissages des comtés de Lanark, Derby, York et du Cheshire ; la Cotton Trade Insurance Association qui couvre 165.000 métiers, 1.500.000 broches et 40.000 ouvriers.

L'assurance est donc générale dans l'industrie du coton et se présente surtout sous la forme mutuelle. De même dans la métallurgie, où nous signalerons l'Iron Trades Insurance Association, créée depuis 1882, et à laquelle ont seuls droit de s'affilier les membres de la Shipbuilding Employers' Federation et de l'Engineering Employers' Federation. — On sera suffisamment fixé sur l'importance de cette association quand on saura que, d'après des chiffres donnés par le Glasgow Herald, ses adhérents construisent 48 0/0 du tonnage des navires lancés chaque année, qu'elle englobe 71 0/0 des ingénieurs-constructeurs de la marine et 50 0/0 des constructeurs de locomotives. En laissant de côté des firmes comme celles de MM. Armstrong ou Platt, cela représenterait environ 60 0/0 de la métallurgie « assurée » d'Angleterre (1).

Enfin, dans l'industrie du bâtiment, où d'après M. Stanley, secrétaire de la Fédération des entrepreneurs de bâtiment du Yorkshire, 75 0/0 des patrons s'assurent, nous rencontrons aussi des mutualités prospères. Telles sont la « Builders' Accident Insurance Company, Ltd. » et la « Yorkshire federation of building trades employers ».

Nous pouvons conclure de cet examen sommaire des différentes industries assujetties que l'assurance est très largement pratiquée dans la grande et moyenne industrie.

Tout en haut de l'échelle, nous trouvons quelques vastes entreprises disposant de ressources assez puissantes pour absorber individuellement, en dehors de toute assurance, les conséquences pécuniaires de leurs risques. D'ailleurs, la plupart de ces entreprises possédaient déjà, avant l'Act de 1897, des fonds de secours très largement alimentés pour les ouvriers victimes d'accidents ; le Risque Professionnel

(1) Ce sont les chiffres fournis par M. Gladwell, secrétaire de l'association ; voyez Minutes of Evidence, question n° 3936.

maintenant légal y était appliqué volontairement : elles avaient devancé la loi !

À côté de ces unités qui se suffisent à elles-mêmes, nous voyons, dans chaque catégorie d'industries similaires organisées, un grand nombre de mutualités patronales pratiquant l'assurance contre les accidents, solidement établies et étendant sans cesse leur rayon d'action.

Le reste, — nous dirions presque « l'os à ronger » — est pour les Compagnies commerciales d'assurance ! Les mutuelles, il faut l'avouer, leur font sur ce terrain des accidents une concurrence désastreuse, et qui tend à abaisser les primes jusqu'au plus strict minimum.

La lutte n'est-elle pas inégale ? En dehors de toute considération d'ordre social, les mutualités ont cet immense avantage de n'avoir aucun bénéfice pécuniaire à assurer à leurs adhérents ; en principe, leur rôle est rempli du moment qu'elles font face aux obligations créées par la réalisation des risques.

Les Compagnies d'assurances, au contraire, ont pour *but unique et naturel* de donner un dividende à leurs actionnaires et la prime doit forcément contenir ce surplus.

La partie est donc perdue d'avance pour les entrepreneurs d'assurance, à moins de traiter à perte, ce qu'ils ont fait parfois (*infra*, p. 67, note) : les industries les mieux organisées, où se manifeste entre les patrons le plus d'union, le plus de *cohésion* professionnelle, doivent nécessairement leur échapper.

Petites exploitations.

L'Act de 1897 ne devait, dans la pensée du législateur maintes et maintes fois exprimée, et d'après les déclarations mêmes de M. Chamberlain, ne s'appliquer « qu'à un petit nombre d'industries plus particulièrement dangereuses et dont la prospérité permettait de faire les « frais de l'expérience⁽¹⁾ ».

Mais, si l'on s'en tenait à l'énumération des industries assujetties donnée par l'Act (art. 7), on se ferait une idée très inexacte du domaine réel de la nouvelle loi. En effet, l'art. 7 comprend les « factories » et le paragraphe 2 du même article donne au mot « factory » la portée qui lui est attribuée par les définitions des Factory and Workshop Acts de 1878 et de 1895.

Le Factory Act de 1878 distingue les « textile factories » et les « non textile factories ».

Dans les unes, il comprend toutes les usines ou fabriques *employant la force motrice* pour le travail des « cotons, laines, crins, soies, lins,

(1) Parliamentary Debates, vol. L, p. 42.

« chanvres, jutes, filasses, fibres de noix de coco ou toute autre matière première analogue ».

Dans les autres, l'Act de 1878 (art. 93), range de nombreuses industries telles que les blanchisseries et teintureries, les porcelaineries et poteries, les fabriques d'allumettes, de capsules, de cartouches, de papier peint ou brut, les chaudronneries, fonderies, forges, le travail des différents métaux et du caoutchouc pour la fabrication d'articles divers, les cristalleries, imprimeries, corderies, boulangeries, les manufactures de tabac, de chapeaux, de dentelles, le travail de la cire, etc... A part quelques exceptions, l'Act exige en principe l'emploi d'une force motrice quelconque.

Si l'on tient compte des différentes sortes de métiers rentrant dans un des types énumérés, ou des industries déclarées assujetties par les tribunaux, dont la jurisprudence étend sans cesse, par voie d'assimilation, le domaine de la loi, on arrive à nombrer plus de 300 catégories, soumises au Risque professionnel⁽¹⁾, sous cette étiquette générale de « non textile factories ».

C'est là une immense extension de la loi qui s'applique ainsi à toutes sortes d'entreprises secondaires qu'on aurait pu, comme nous le disions, croire exclues au premier abord.

C'est ainsi, par exemple, que les encadreur, sculpteurs, serruriers, fabricants de corsets, de jouets, d'articles en cuir ou en carton, employant une force motrice pour leur industrie, doivent d'après M. Glegg qui fait autorité dans ces questions, être considérés comme remplissant suffisamment les conditions de l'art. 93, du Factory Act de 1878 qui vise :

(§ 3). « Tout local dans l'enceinte duquel s'exerce, en vue d'un commerce ou d'un profit à réaliser, un travail manuel ayant pour but directement ou indirectement :

- a) la fabrication de tout article ouvré ou de toute partie d'article ouvré;
- b) la modification, la réparation, l'ornementation ou la mise en état pour la vente de tout article fabriqué ;

A condition cependant que le travail de manufacture soit complété par l'emploi d'une force mécanique quelconque (wherein steam, water, or other mechanical power is used in aid of the manufacturing process carried on there; art. 93, § 3 (2).

(1) Voir l'ouvrage très documenté de M. Arthur Thomson Glegg : *Commentary on the Workmen's Compensation Act*, 1897, p. 45 et sq.

(2) M. Glegg va même jusqu'à considérer les dentistes fabriquant des appareils dentaires à l'aide d'un moteur comme exploitant une factory dans le sens que nous venons d'indiquer et comme soumis au Risque professionnel.

Avec l'usage de plus en plus répandu de l'électricité ou de l'air comprimé, comme force motrice, bien des petits artisans en chambre tombent, sans s'en douter, sous le coup de la loi.

Quelles seront les conséquences de cette extension de l'Act de 1897 aux « factories », au point de vue spécial de l'assurance?

Nombre de petits patrons vont être soumis à la loi nouvelle, mais devant le silence de cette loi qui les laisse libres de ne pas se couvrir des risques d'accidents, il est à peu près certain que la grande majorité d'entre eux s'abstiendra.

Ce n'est pas encore là que les Compagnies d'assurance trouveront une clientèle facile et assidue!

Faut-il s'en étonner? Est-ce à ces tout petits patrons dont l'entreprise végète, qui avec beaucoup de mal et d'économie arrivent à joindre les deux bouts, plus à plaindre bien souvent que les ouvriers qu'ils emploient, est-ce à ces minuscules pygmées de l'industrie comparés aux géants dont nous avons parlé tout à l'heure, qu'il faut venir faire des leçons de prévoyance ou des reproches pour leur insouciance? N'était-ce pas au législateur de prévoir *pour eux* en les obligeant à l'assurance, en la rendant plus facile? Il ne l'a pas fait.

La petite industrie ne souffre-t-elle pas des conditions mêmes où elle s'exerce, ne subit-elle pas les conséquences de son manque d'organisation? Composée d'éléments plus isolés, moins homogènes, où les sentiments d'union et de solidarité professionnelle sont encore à l'état latent, elle n'a pas, comme d'autres, le secours des mutualités. D'ailleurs les mutualités ne pourraient fonctionner avantageusement dans ce milieu de petits patrons que si la multitude des adhérents compensait le manque des ressources individuelles et l'infinité de la contribution de chacun d'eux.

Les Compagnies d'assurance d'autre part ne peuvent offrir ici que des conditions onéreuses étant donné le système des primes *minima* généralement pratiqué par elles pour des contrats de peu d'importance.

La Commission d'enquête dans son Rapport fait ressortir ce défaut d'organisation et cette absence de toute législation tutélaire pour la petite industrie. Après avoir signalé tout particulièrement la part si grande prise par les « Employer's Mutual Insurance Associations » et par les Trade-Unions à la mise en œuvre pratique et efficace du Workmen's Compensation Act, le Rapport de la Commission constate « que c'est seulement dans les industries où existe une solide organisation soit du côté des patrons, soit du côté des ouvriers que la nouvelle loi a pu donner tous ses fruits!

« Les Associations existantes, continue le Rapport, se feront, il faut l'espérer, sans hésiter, un devoir de comprendre dans leurs attributions et de considérer comme une de leurs fonctions essentielles la tâche de « faire fonctionner » l'Act (the task of working the Act) avec aussi peu de froissements, aussi peu de procès que possible. C'est par de telles associations et par l'emploi des procédés ordinaires d'assurances que les visées de la loi seront atteintes avec plein succès, le

« paiement de l'indemnité assuré à l'ouvrier et le fardeau pécuniaire déplacé des épaules de l'employeur-individu et réparti plus ou moins également sur toute l'industrie ».

« Mais, hélas ! il est plus que douteux que les mêmes résultats soient acquis de sitôt dans les industries où patrons et ouvriers n'ont aucune organisation professionnelle : c'est ce qui existe, par exemple, dans les petites entreprises, les petits métiers où le patron est en même temps ouvrier.

« Le système actuel de la loi, tout en imposant à l'employeur une responsabilité *personnelle* pour les accidents survenus à ses ouvriers, ne l'oblige aucunement à se couvrir contre ce risque et ne cherche nullement à l'y aider. Dans ces conditions, il est à peu près certain que le petit patron n'aura pas recours à l'assurance ! » (1).

C'est bien la même impression qui se dégage des quelques renseignements fournis à la Commission sur la petite industrie et consignés dans l'annexe documentaire du Rapport.

La première raison — nous dirions presque la seule — qui détournera le petit patron de l'assurance, c'est le coût même de cette assurance, l'obligation qui lui paraît choquante de déboursier immédiatement, *réellement*, une somme d'argent pour se couvrir d'un risque *éventuel*, d'un accident qui n'aura peut-être jamais lieu.

L'employeur modeste qui soutient l'âpre lutte pour la vie, qui n'est financièrement guère plus fortuné que les salariés qu'il emploie, pour lequel par conséquent un argent durement gagné n'a que plus de valeur, regimbe naturellement lorsqu'il s'agit de payer une prime souvent élevée.

M. G. Stanley, secrétaire de la Yorkshire Federation of Building Trades Employers, qui, dans sa réponse au questionnaire de la Commission (2), se montre favorable à une extension générale de la loi à toutes les industries, reconnaît que cette non-assurance est la règle chez les petits entrepreneurs et particulièrement dans l'industrie du bâtiment.

« Environ 75 0/0 du bâtiment et des industries qui s'y rattachent est assuré. Les 25 0/0 qui restent comprennent des petits patrons qui se montrent peu disposés à se couvrir du risque que leur impose la loi, eu égard aux primes élevées qu'on leur demande.

« Mon syndicat est d'avis que l'assurance devrait être obligatoire et la difficulté particulière relative aux petits entrepreneurs serait résolue, si le paiement de la prime était imposé par la loi au propriétaire qui fait construire, comme une partie du coût de sa construction et du travail fait pour son compte ».

(1) Report of the Committee, p. 112 et 113.

(2) Report, Appendice III, p. 146.

Des observations analogues constatant l'aversion des petits patrons, pour l'assurance ont été présentées par M. Fitzherbert-Brockholes, président de la North-Lancashire Farmers' Association, en ce qui concerne l'application de la loi de 1900 qui étend le Risque professionnel à l'Agriculture (1).

Il est vrai que des constatations opposées ont été soumises à la Commission pour d'autres industries, entre autres, par M. J. N. Bell de l'Amalgamated Union of Labour (Fédération du travail) relativement aux entreprises de collinage (*stevedores*) (2). Il s'agit de ces petits entrepreneurs, nombreux dans les ports de commerce anglais, qui se chargent à forfait du chargement et du déchargement des navires. Ceux-ci malgré la prime exceptionnellement haute qu'on leur demande (de 70 à 200 shillings par 100 livres de salaires) ont l'habitude de s'assurer et aucune difficulté ne se présente de ce chef en cas d'accident dans leur industrie.

M. Stanley-Brown de l'Employers Liability Assurance Corporation nous en donne la raison :

« Ces « *dockers* » ou « *stevedores* » qui entreprennent, pour une « somme convenue, le chargement et le déchargement des navires » (*people that load and unload*) sont soumis à des risques très lourds « et les primes que nous leur demandons sont considérables.

« Ces gens viennent à nous et nous disent : « Quel serait votre prix « pour l'assurance contre les accidents dans tel ou tel travail? » Nous « leur fixons nos conditions et ils augmentent en conséquence le prix « qu'ils exigent pour la tâche à entreprendre.

« C'est un cas très intéressant où la prime est entièrement payée par « le client » (3).

Dans les industries où la dépense supplémentaire, correspondant à la prime à payer, peut être facilement ajoutée au prix du travail ou de la marchandise fournis, le petit patron sera évidemment tout prêt à s'assurer, mais il faut bien reconnaître que c'est là l'exception. Les circonstances particulières varient à l'extrême avec chaque industrie et alors que le coût de l'assurance peut n'être pas une préoccupation sérieuse pour le « *stevedore* » s'il peut le rejeter sur d'autres, ce pourra devenir une question fort grave pour le petit entrepreneur de bâtiment, le petit fermier, et, au cas où l'Act serait étendu d'une façon générale, pour l'exploitant d'une petite boutique ou d'une entreprise modeste.

(1) Voir le Rapport de la Commission, § 279, p. 106. Voir également notre ouvrage, *Les accidents du travail dans l'Agriculture et la législation anglaise*, p. 140 et notre article, *L'assurance contre les accidents du travail en Angleterre*, *Revue d'économie politique*, n° juillet 1903.

(2) Minutes of Evidence, §§ 3322 à 3497.

(3) Voir Minutes of Evidence, déposition de M. Stanley-Brown.

Remarquons d'ailleurs, dans cette question du *coût*, que lorsqu'il s'agira d'un tout petit employeur, la prime strictement proportionnée à son risque serait le plus souvent si minime, qu'elle ne vaudrait pas la peine pour les Compagnies d'assurances d'établir un contrat. En pareil cas, l'intéressé ne peut s'assurer qu'en payant la prime minima au-dessous de laquelle les Compagnies refusent d'accorder une police. Cet état de choses est signalé par M. Fitzherbert-Brockholes comme un obstacle sérieux à ce que les petits patrons s'assurent.

Mais, s'il est vrai que, dans tant de cas, le petit patron se laisse détourner de l'assurance par ces considérations de *coût*, il serait plus juste encore de dire que presque toujours il obéit à un manque de prudence, d'énergie..... disons le mot ! d'intelligence, et qu'il entrevoit presque avec indifférence la possibilité d'une faillite !

Le « Commander » Smith a cité devant la Commission d'enquête l'exemple de certaines manufactures de second ordre de Sheffield, confiées à des gérants (*tenement factories*) dans lesquelles l'Act de 1897 a été absolument inopérant. Les gérants (*tenants*) de ces établissements qui sont apparemment les « *undertakers* » (entrepreneurs du travail) mais, en réalité, de simples hommes de paille, seraient dans l'impossibilité matérielle la plus complète de payer l'indemnité à laquelle ils seraient condamnés en cas d'accidents.

Le résultat de cette manœuvre est que, si un malheur se produit, les victimes ne cherchent même pas à exiger par les voies légales le paiement de l'indemnité qui leur est accordée par la loi.

« En poursuivant de pareilles gens, dit M. Smith, l'ouvrier jetterait « du bon argent pour courir après du mauvais (*it would be only throwing good money after bad*) ! »

Le mal est avéré ! Son seul remède est dans l'obligation légale de l'assurance !

M. F. Norie-Miller, directeur de la General Accident Assurance Corporation, après avoir examiné la situation des petits patrons au point de vue de l'assurance, rappelait à la Commission l'insuffisance d'une loi qui établit des principes sans en garantir l'application efficace.

« Pourquoi notre loi n'a-t-elle pas, comme en Allemagne, par des « dispositions spéciales, obligé tous ceux qui font travailler (*all employers of labour*) à s'assurer contre les accidents dans un bureau ou « une Compagnie approuvés par le Gouvernement ? Notre loi si sévère « pour obliger les patrons à se soumettre aux règlements des Factories « Acts est ici d'une indifférence absolue ! »

« Dans l'état de choses actuel, les grands patrons, ceux qui se trouvent dans une situation prospère, qui ont quelque chose à perdre, s'assurent sans hésiter, mais le petit employeur, le petit tâcheron qui occupe trois ou quatre ouvriers et vitote de son travail ne s'assure

« pas et, en conséquence, les ouvriers n'ont à compter sur aucune indemnité, puisque le patron ne possède rien pour la payer, en cas d'accident grave.

« D'après mon expérience personnelle, ce sont précisément ces petits patrons qui, n'ayant chez eux qu'une organisation défectueuse et ne prenant aucune précaution, sont le plus sujets aux accidents de toute nature (1). »

Toutefois, la Commission d'enquête constate dans son Rapport que rarement le petit patron qui, par sa négligence, ou toute autre cause, a omis de s'assurer, est mis en état de faillite par suite de l'obligation de payer l'indemnité. L'ouvrier, victime de l'accident, est, en général, aussi ignorant de ses droits que l'employeur l'est de son obligation : et d'ailleurs, il n'est pas assez sûr de pouvoir faire aboutir par les voies légales sa demande d'indemnité, ou bien il sait que ses chances d'en obtenir le paiement sont pratiquement nulles.

Mais, malgré ces réserves basées sur une constatation de fait(2), il y a

(1) Rapport, p. 114.

(2) Le juge Austin, dans sa réponse au Questionnaire adressé par le Comité aux juges des Cours de Comté, dit, en parlant des petits patrons : « Il y a, à mon sens, une très grande difficulté à leur « adapter » les obligations qui résultent de l'Act. Dans un cas que j'ai eu à juger, je condamnai au paiement d'une assez forte indemnité le propriétaire-exploitant d'une petite carrière dont les profits ne dépassaient pas 30 shillings (37 fr. 50) par semaine et qui n'employait qu'un seul ouvrier ! »

Dura lex, sed lex !

Le juge Bompas cite de son côté le cas suivant d'un petit patron contre qui une action était intentée à la suite d'un accident :

« Cette affaire m'a convaincu que dans certains cas l'Act de 1897 peut être, pour les petits patrons une source de réels malheurs ! Un individu à la tête d'une affaire nouvellement créée entreprit un petit travail de drainage par contrat. — L'un de ses ouvriers y fut tué par un éboulement. Personne ne pouvait reprocher la moindre négligence audit patron. — Une action fut ouverte par la veuve qui, selon toutes apparences, était parfaitement capable de gagner sa vie. J'acquis la certitude dans mon enquête que le défendeur, homme digne d'intérêt à tous égards, ne possédait pas un capital liquide suffisant pour payer l'indemnité réclamée et continuer son industrie : il se serait trouvé ruiné et mis en faillite au cas où une condamnation eût été prononcée contre lui.

« Dans ce cas particulier, tout permettait de croire que l'accident était dû à l'imprudence de la victime et, en fait, aucune misère n'en résultait. Mais on voit quelles conséquences redoutables peut entraîner une stricte application de la loi aux petits patrons non assurés ! »

Le juge Mulholland cite encore un exemple très frappant de cette situation malheureuse qui peut leur être faite.

« Dans une affaire portée devant moi, il s'agissait d'un propriétaire d'une carrière qui s'était assuré contre les accidents. Sa police contenait ces deux mots « No blasting » (pas d'explosifs) qu'il n'avait pas même remarqués. L'ouvrier demandeur au procès avait été blessé par un coup de mine. La Compagnie refusait de payer et, en fait, le patron responsable était incapable de faire face à son obligation. La victime en question souff

là des *possibilités* que l'on ne doit pas perdre de vue et nous croyons que la première chose à examiner, en se demandant s'il serait désirable d'étendre l'Act à telle ou telle industrie particulière, à tel ou tel métier, resté en dehors de son domaine, tant que la loi anglaise sera muette sur la question de l'assurance, c'est si l'industrie, la classe en question ne contient pas — et dans quelle mesure — des petits patrons et quelles dispositions particulières il y a lieu d'adopter à leur égard?

Nous avons dans cette première partie essayé de reconnaître la mesure dans laquelle l'assurance libre est pratiquée en Angleterre. Nous avons vu que, la petite industrie à part, et en dehors des Compagnies de chemins de fer ou de quelques grandes entreprises, la généralité des patrons s'assurait. Les tarifs des Compagnies et le taux des primes des mutuelles nous offrent donc un élément d'appréciation assez sûr pour nous permettre de dégager le coût réel moyen de la loi et apercevoir ses conséquences pécuniaires sur l'industrie.

Quel a été le fardeau imposé aux patrons par la loi de 1897.

Il faut pour nous en rendre compte procéder à un examen distinct de quelques grandes branches d'industries similaires. L'observation sera ainsi plus méthodique et plus exacte. Ne serait-ce pas se lancer dans l'arbitraire absolu que de prétendre formuler, en ce qui concerne le coût, des appréciations générales applicables à l'ensemble des industries?

L'un des membres les plus distingués de la Commission, Sir Benjamin Browne a cherché à le faire (*infra*, p. 83), mais nous ne le suivons pas dans cette voie.

En effet les moyennes qui ne se rapportent pas à une même classe industrielle sont forcément chimériques; elles représentent un simple jeu de chiffres sans correspondance réelle avec les faits, et par consé-

frait d'une incapacité totale; je dus lui accorder, conformément à la loi, une pension hebdomadaire de 50 0/0 de ses salaires : en réalité, elle ne recevra pas un sou !

« Où est le remède, déclare M. Mulholland, si ce n'est que l'État garantisse le paiement des condamnations, en obligeant d'autre part tous les patrons à lui payer les primes d'assurances ? Le principe du risque professionnel rend l'employeur responsable en premier lieu, mais ce n'est qu'une question de commodité. Il n'y a *aucune raison de droit pur* à rendre le patron responsable personnellement des conséquences d'un cas fortuit ! On suppose sans doute que le patron paiera d'abord et se rattrapera ensuite en augmentant son prix de vente, c'est-à-dire qu'il considérera la prime comme faisant partie de son coût de production ! Mais tout cela est une théorie gratuite et je ne vois pas pourquoi, pour s'éviter des soucis, l'État laisse à l'ouvrier, les risques de l'insolvabilité et de l'imprévoyance du patron ». (Lettre de M. le juge Mulholland à la Commission).

quent sans valeur. On ne peut comparer que des unités de même nature : c'est une règle élémentaire du calcul des proportions.

Et quand bien même on arriverait, en jonglant avec les nombres, à établir des moyennes apparemment exactes, elles ne présenteraient ici aucun intérêt, si elles sont trop générales.

Vous me dites, par exemple, que le coût moyen de la loi pour l'ensemble des industries assujetties a été d'environ dix shillings par cent livres sterling de salaires payés. Quelles conclusions pratiques pourrai-je tirer de votre affirmation quand je saurai qu'en réalité le taux a été de six shillings seulement pour les filatures et de soixante à cent shillings pour le déchargement (dockers)?

Ces moyennes ne prouvent rien... parce qu'elles veulent trop prouver!

Nous étudierons donc *séparément* quelques-uns des grands groupes industriels soumis à la loi de 1897.

Après avoir exposé rapidement les conditions offertes à l'industrie par les Compagnies ordinaires d'assurance, nous examinerons, plus en détail, le fonctionnement des mutualités et les taux fixés par elles dans l'industrie de la houille, du coton, du fer et du bâtiment.

I

COMPAGNIES COMMERCIALES D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

Si l'on compare actuellement les tarifs des différentes Compagnies d'assurances qui entreprennent le risque accidents, on est frappé tout d'abord par la diversité même de ces tarifs et par les grandes variations qui existent entre eux. Il est courant de constater pour un même risque des écarts allant du simple au double!

Il n'en a pas toujours été ainsi et il s'est produit sur ce terrain une évolution intéressante à signaler.

Dès 1898 — avant l'entrée en vigueur du Compensation Act — les Compagnies intéressées formèrent entre elles une association dans le but d'élaborer, d'un commun accord, un tarif général qu'elles s'engageaient à appliquer. Nous voulons parler de l'*Accident Offices Association* (1).

Ce tarif fut établi sur des prévisions très larges, d'après les résultats acquis de l'expérience allemande et autrichienne, et en tenant compte des renseignements de toute nature recueillis par les Compagnies adhérentes, soit dans leur clientèle industrielle, soit d'après une statistique générale dressée par les Compagnies et portant sur plus de 80.000 affaires réglées en application de l'*Employers liability Act* de 1880.

Les risques créés par la loi nouvelle ne se réalisèrent pas de suite dans la mesure où ils avaient été prévus et, en juin 1899, l'« Association of Offices » était à même de réduire dans une notable proportion son tarif de 1898.

Le tableau ci-dessous indique les primes demandées dans quelques grandes industries conformément aux tarifs de 1898 et de 1899 :

(1) Voir ce que dit à ce sujet M. Stanley-Brown, *Minutes of Evidence*, p. 320, § 7855.

Exemples des primes imposées par l'Association of Offices.

CATÉGORIES.	TAUX PAR 100 £ DE SALAIRES (1)			
	Tarif imposé en 1898.		Tarif réduit par la décision du comité du 2 juin 1899.	
	£ s. d.	Fr. c.	£ s. d.	Fr. c.
<i>Bâtiment :</i>				
En général.....	1 17 6	46 85	1 5 —	31 25
Au-dessous de 30 pieds.....	1 5 —	34 25	— 16 8	20 80
<i>Entreprise (contractors) :</i>				
Docks, chemin de fer, etc... (à l'exclusion de l'usage des explosifs, des travaux de construction, de ponts, de tunnels ou d'ouvrages en fer (grandes pièces).....	3 10 —	82 50	1 13 4	41 05
Sans les réserves ci-dessus.....	3 10 —	87 50	2 7 8	59 55
Déchargements (stevedores).....	3 10 —	87 50	2 7 8	59 55
Carrières.....	2 5 —	56 25	1 10 —	37 50
Mécaniciens.....	1 10 —	37 50	1 — —	25 »
<i>Industrie du fer :</i>				
Hauts-fourneaux.....	1 10 —	37 50	1 — —	25 »
<i>Textile factories :</i>				
(Au sens du Factory Act de 1878, voir ci- dessus, p. 31).....	— 10 —	12 50	— 6 8	8 30

(1) 100 £ = 2.500 francs. Il est facile de réduire cette proportion en francs (fr.) en divisant par 25 les chiffres de la seconde colonne du tarif. — C'est ainsi que le taux pour le bâtiment en général équivaudrait à 1 fr. 874 %.

Ces primes s'étendaient à toutes les responsabilités d'accidents pouvant exister pour les assurés, soit comme conséquence de la loi de 1897, soit en vertu de l'Act de 1880 ou du droit commun ; c'est-à-dire qu'elles couvraient entièrement le patron contre *tous* les risques légaux.

Mais ce bel accord du début entre les Compagnies ne devait être qu'éphémère ! En effet, le 15 Novembre 1899, l'Association était dissoute et chacun reprenait sa pleine liberté d'action. A la paix succédait la guerre ! Nous assistons dès lors à une lutte sans merci où chaque Compagnie, suivant la forte expression de M. William Tattersall, « cherche à couper la gorge de ses rivales » (the Insurance Companies were cutting each others' throats for business).

Il est indiscutable que cette concurrence imprévoyante a pesé lourdement sur le marché des primes et que plus d'un combattant a dû payer chèrement les frais de cette guerre à coups de tarifs ; mais ce n'est pas là seulement qu'il faut chercher la cause de cette diversité et de ces variations dont nous parlions tout à l'heure.

Du jour où l'entente avait cessé d'exister entre les Compagnies, chacune devenait maîtresse, en dehors de toute question de concurrence,

d'apprécier, dans sa propre sphère, les risques dont elle assumait la charge, d'établir ses probabilités sur telles bases particulières et sur telles appréciations personnelles.

« Dans n'importe quelle industrie, dit M. Norie-Miller, les circonstances varient à l'infini; les machines employées, les procédés différents, les conditions de locaux, d'espace, de quantité et de *qualité* des ouvriers ne sont pas les mêmes, les soins, les précautions, la surveillance existent à des degrés divers. Est-il possible à l'assureur de fixer avec des éléments aussi dissemblables une prime qui soit fixe et générale? »

Les Compagnies d'Assurances-accidents ont fait un dur apprentissage de ces difficultés que dans leurs folles rivalités du début elles avaient à peine entrevues! Après la scission de 1900, elles eurent à édifier leurs tarifs chacune pour son propre compte: toutes les primes cotées alors sont, comme celles de l'« Association of offices », des primes *a priori*, basées sur des comparaisons purement théoriques avec les résultats acquis de la loi de 1880 (1).

Le Comité des Assurances avait en 1900 abaissé ses tarifs de 30 0/0 (voir le tableau *suprà*, p. 41); les Compagnies, redevenues libres, continuèrent cette baisse, aidée par une concurrence déraisonnable, mais surtout inspirée par une fausse appréciation des risques, des charges *réelles* qu'allait entraîner une application de plus en plus complète du Compensation Act.

Toutes les Compagnies interrogées à ce sujet par la Commission ont avoué leur erreur initiale, leur faux départ.

M. Norie-Miller, directeur de la General Accident Assurance Corporation de Perth, constate « que le fardeau pécuniaire (financial burden) « est autrement plus lourd que ne le pensait M. Joseph Chamberlain (2) « et autres hommes d'État au moment du vote du Compensation Act ».

M. R. J. Paull, confesse que les Compagnies avaient prévu un taux maximum moyen de cinq shillings par £ 100 de salaires. « Or l'expérience actuelle prouve que c'est là un minimum qui ne peut être « appliqué qu'à un nombre très restreint d'industries placées tout en « bas de l'échelle des risques; pour les emplois plus dangereux, nous « demandons maintenant jusqu'à 5 £ par £ 100 de salaires! ».

Les assureurs ont été littéralement débordés par le flux montant des incapacités permanentes et des frais accessoires de toutes sortes qui les a pris au dépourvu, la plupart ayant déjà, dès 1900, signé des contrats de longue durée qu'ils croyaient avantageux et qui ont été pour eux une ruine.

(1) M. Taylor dit qu'à cette époque les Compagnies « tâtonnaient dans le noir (They were floundering in the dark) et qu'elles n'avaient pas la moindre idée de ce que serait le coût des accidents ».

(2) C'est au nom de MM. Chamberlain, alors secrétaire d'État aux Colonies et Matthew White Ridley, secrétaire du Home-Office (actuellement Lord Ridley), que le Workmen's Compensation Bill avait été présenté aux Communes.

Aussi dès 1901, nous assistons à une saute brusque des primes et cette hausse rapide des tarifs se poursuit désormais sans arrêt, à mesure que croît également le nombre des accidents indemnisés et la durée des incapacités.

Une Compagnie ne s'est-elle pas refusée en 1903, à l'échéance de son contrat, à renouveler l'assurance si, pour les nouveaux risques, la nouvelle prime à payer n'était pas huit fois plus forte ! Le fait a été cité par M. William Tattersall, devant la Commission (1) !

En raison de cette augmentation constante des risques, dit M. Paull, les primes ne peuvent que continuer à s'accroître et il serait vraiment bien téméraire de formuler une opinion avec quelque chance de vérité sur ce que nous réserve l'avenir et sur ce que sera définitivement le coût stable, établi de l'assurance (2) ! ».

Voici un tableau comparatif des tarifs de deux des plus grandes Compagnies anglaises ; on y pourra constater cette diversité des primes dont nous venons de parler.

Tarifs comparés de la « General Accident Assurance Corporation » et de l'« Accident Insurance Company » (3).

CATÉGORIES assurées.	A PAR £ 100 DE SALAIRES				B PAR £ 100 DE SALAIRES			
	Risques légaux.		Risques combinés.		Risques légaux.		Risques combinés.	
	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500
Aiguilles (fabriques d').....	— 8 —	10 »	— 10 —	12 50	— 4 —	5 »	— 7 6	9 37
Ameuble- { avec moteurs...	— 15 —	18 75	— 22 6	28 12	— 10 —	12 50	— 17 6	21 25
ment { sans moteurs.....	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Amidon (fabriques d').....	— 10 —	12 50	— 14 —	17 50				
Ardoises (extraction et travail des).....					— 5 —	6 25	— 10 —	12 50

(1) La Société assurée était le Syndicat général des maîtres-filateurs (Master Cotton Spinning Association).

(2) Rapport, Appendice IV (6), p. 165.

(3) Les chiffres de la division A se rapportent au tarif de la General Accident-Assurance Corporation ; ceux de la division B à celui de l'Accident Insurance Company. On remarquera que l'un est beaucoup plus élevé que l'autre.

L'intérêt de la distinction entre le tarif visant la « responsabilité légale » (legal liability) et le tarif combiné (joint rate) est que ce dernier accorde à la victime une indemnité de 50 0/0 des salaires à dater de l'accident : il supprime en réalité le délai de carence. Les deux tarifs couvrent le patron contre toute action intentée en dehors du Workmen's Compensation Act, soit d'après la loi de 1880, soit d'après la Common-law (Voir à ce sujet les explications fournies au Comité par M. Potter, Report, Appendix, IV, p. 172).

Ces tarifs comprennent certaines industries qui devraient être considérées en principe comme exclues de la loi de 1897 ; mais, dans les professions qui se trouvent à la lisière de la loi, les patrons préfèrent souvent se tenir pour assujettis au risque professionnel et les Compagnies les assurent dans ces conditions.

CATÉGORIES assurées.	A PAR £ 100 DE SALAIRES				B PAR £ 100 DE SALAIRES			
	Risques légaux.		Risques combinés.		Risques légaux.		Risques combinés.	
	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500
Bateaux (constructeurs de) avec outillage mécanique.	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	— 12 6	15 62	— 20 —	25 »
Bateaux (constructeurs de) sans outillage mécanique.	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 7 6	9 37	— 15 —	18 75
Bâtiment au-dessous de 30 pieds. avec outillage mécanique.	— 12 6	15 62	— 17 6	21 25	— 7 6	9 37	— 15 —	18 75
Bâtiment au-dessous de 30 pieds. sans outillage mécanique.	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 12 6	15 62
Battage.	1 10	37 50	2 —	50 »	.....	.....	.....	.....
Bijouterie (fabriques d'articles de).	.....	.....	.....	.....	— 2 6	3 12	— 7 6	9 37
Biscuits (fabriques de).	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 3 —	3 75	— 10 —	12 50
Blanchiment.	— 5 —	6 25	— 9 —	11 25	— 3 6	4 37	— 6 —	7 50
Blanchisseries.	— 22 6	28 12	— 25 —	31 25	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Bobines (fabriques de) avec scies circulaires.	.....	18 75	— 20 —	25 »	— 7 6	9 37	— 15 —	18 75
Bobines (fabriques de) sans scies circulaires.	.....	37 50	— 40 —	50 »	— 7 6	9 37	— 20 —	25 »
Bois (marchands de).	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Bois (marchands de) avec scies circulaires.	— 30 —	42 50	— 45 —	56 25	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Boîtes et caisses (fabriques de).	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 15 —	18 75	— 25 —	31 25
Boîtes et caisses (fabriques de) avec outillage mécanique.	— 20 —	25 »	— 27 6	34 37	.....	.....	.....	.....
Boucherie.	— 5 —	6 25	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 15 —	18 75
Boulangerie.	— 10 —	12 50	— 17 6	21 25	.....	.....	.....	.....
Boulangerie.	— 5 —	6 25	— 9 —	11 25	— 5 —	6 25	— 15 —	18 75
Boulangerie.	— 0 —	11 25	— 15 —	18 75	— 3 —	3 75	— 10 —	12 50
Boulons et écrous (fabriques de).	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	.....	.....	.....	.....
Bouteilles (fabriques de).	— 10 —	12 50	— 12 6	15 62	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Brasseurs.	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 7 6	9 37	— 15 —	18 75
Brique-ries.	— 12 6	15 62	— 17 6	21 25	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Brique-ries non mécaniques.	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	— 8 6	10 37	— 10 —	12 50
Brosses (fabriques de) avec outillage mécanique.	— 10 —	12 50	— 17 6	21 25	.....	.....	.....	.....
Brosses (fabriques de) sans outillage mécanique.	— 6 —	7 50	— 10 —	12 50	.....	.....	.....	.....
Câbles.	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Cadres (fabriques de) avec outillage mécanique.	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	.....	.....	.....	.....
Cadres (fabriques de) sans outillage mécanique.	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	.....	.....	.....	.....
Camionnage.	— 7 6	9 37	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 20 —	25 »
Caoutchouc.	— 9 —	11 25	— 12 6	15 62	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Carrosserie.	— 12 6	15 62	— 15 —	18 75	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Carrosserie.	— 25 —	31 25	— 30 —	37 50	.....	.....	.....	.....
Carrières (pierre) : (suivant la profondeur et la mesure dans laquelle les explosifs y sont utilisés).	— 15 —	18 75	— 30 —	37 50	— 20 —	25 »	— 30 —	37 50
Céréales (moulins à).	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 7 6	9 37	— 12 6	15 62
Chapeaux.	— 6 —	7 50	— 7 6	9 37	.....	.....	.....	.....
Charbon (négociants en) avec batellerie.	— 25 —	31 25	— 30 —	37 50	— 15 —	18 75	— 25 —	31 25
Charbon (négociants en) sans batellerie.	— 8 —	10 »	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 15 —	18 75
Charpentiers.	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Charpentiers.	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 12 6	15 62
Charpentiers.	— 15 —	18 75	— 25 —	31 25	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Charonnage.	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	.....	.....	.....	.....
Chaudières (constructeurs de).	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Chaussures (fabriques de).	— 6 —	7 50	— 9 —	11 25	— 4 —	5 »	— 7 6	9 37
Chaudronnerie.	— 5 —	6 25	— 9 —	11 25	— 2 6	3 12	— 7 6	9 37
Chaux (fours à).	— 12 6	15 62	— 17 6	21 25	.....	.....	.....	.....
Chevaux (marchands de).	.....	.....	.....	.....	— 7 6	9 37	— 17 6	21 25

CATÉGORIES assurées.	A PAR £ 100 DE SALAIRES				B PAR £ 100 DE SALAIRES			
	Risques légaux.		Risques combinés.		Risques légaux.		Risques combinés.	
	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500
Chocolat et cacao (fabriques de).....	— 6 —	7 50	— 9 —	11 25	.....	.....	.....	.....
Ciment { avec carrières.....	— 20 —	25 »	— 25 —	31 25	.....	.....	.....	.....
(fabriques de) { sans carrières.....	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 10 6	13 12	— 15 —	18 75
Cirage (fabriques de).....	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Cloas (fabriques de).....	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	.....	.....	.....	.....
Confiserie (avec outillage mé- canique).....	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Constructions navales.....	— 20 —	25 »	— 25 —	31 25	— 25 —	31 25	— 30 —	37 50
Coton { filatures.....	— 6 —	7 50	— 8 —	10 »	— 6 —	7 50	— 8 6	10 62
{ tissages.....	— 4 —	5 »	— 7 —	8 75	— 2 6	3 12	— 6 —	7 50
Contellerie.....	— 9 —	11 25	— 12 6	15 02	.....	.....	.....	.....
Couvreurs.....	— 15 —	18 75	— 25 —	31 25	— 12 6	15 02	— 15 —	18 75
Cristalleries et verreries.....	— 10 —	12 50	— 12 6	15 02	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Cuivre (travail du) (robinette- ries, etc.).....	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 15 —	18 75
Cuir (travail du).....	.....	.....	.....	.....	— 4 —	5 »	— 10 —	12 50
Cycles et automobiles (con- struction des).....	.....	.....	.....	.....	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Déchargement et chargement des navires.....	conditions	.....	spéciales	.....	conditions	.....	spéciales	.....
Décorateurs (peintres).....	.....	.....	.....	.....	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Dentelles.....	— 5 —	6 25	— 7 —	8 75	— 3 6	4 37	— 6 —	7 50
Distilleries.....	— 9 —	11 25	— 12 6	15 02	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Eaux gazeuses.....	— 17 6	21 87	— 25 —	31 25	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Ebénisterie { avec scies cir- culaires.....	— 15 —	18 75	— 22 6	28 12	— 12 6	15 02	— 17 6	21 87
{ sans scies cir- culaires.....	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Eclairage (installation d') (ga- ziers).....	— 9 —	11 25	— 11 —	13 75	— 4 —	5 »	— 7 6	9 37
Effilochage et chiffons.....	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	— 3 —	3 75	— 7 6	9 37
Electriques (usines).....	.....	.....	.....	.....	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Electroplastie (dorure et ar- genture).....	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	— 3 6	4 37	— 7 6	9 37
Emballleurs, expéditeurs.....	— 7 —	8 75	— 10 —	12 50	— 5 —	6 25	— 7 6	9 37
Engrais chimiques (fabriques d').....	— 12 6	15 02	— 17 6	21 87	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Entreprise.....	conditions	.....	particulières	.....	suivant	.....	la nat. de l'entr.	.....
Epicerie { gros.....	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50	.....	.....	.....	.....
{ détail.....	— 3 6	4 37	— 9 —	11 25	— 3 6	4 37	— 7 6	9 37
Epingles.....	— 7 —	8 75	— 10 —	12 50	— 4 —	5 »	— 7 6	9 37
Ferblanc (fabricants d'articles en).....	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Fonderies { petites pièces.....	— 9 6	11 87	— 11 —	13 75	— 5 —	6 25	— 12 6	15 02
{ grosses pièces.....	— 17 6	21 87	— 22 6	28 12	— 10 —	12 50	— 17 6	21 87
Gaz d'éclairage (usines à).....	— 9 —	11 25	— 14 —	17 50	— 7 6	9 37	— 10 —	12 50
Hauts-fourneaux et laminoirs.....	— 15 —	18 75	— 20 —	25 »	— 10 —	12 50	— 17 6	21 87
Horlogerie (fabriques d').....	— 6 —	7 50	— 9 —	11 25	— 3 6	4 37	— 7 6	9 37
Huiles (fabriques d'), avec moteurs.....	— 10 —	12 50	— 12 6	15 02	— 10 —	12 50	— 15 —	18 75
Impression sur étoffes.....	— 5 —	6 25	— 7 —	8 75	— 3 6	4 37	— 6 —	7 50
Imprimeurs.....	— 6 —	7 50	— 9 —	11 25	— 4 —	5 »	— 10 —	12 50
Jute (filatures de).....	— 6 —	7 50	— 8 —	10 »	— 6 —	7 50	— 8 6	10 62
Laine { tissage.....	— 3 6	4 37	— 7 —	8 75	— 6 —	7 50	— 8 6	10 62
{ filatures.....	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	— 2 6	3 12	— 6 —	7 50
Literie (fabricants d'articles de).....	— 9 —	11 25	— 12 6	15 02	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Lins (fabriques de).....	— 9 —	11 25	— 12 6	15 02	— 5 —	6 25	— 10 —	12 50
Lin (filatures de).....	— 5 —	6 25	— 7 6	9 37	— 6 —	7 50	— 8 6	10 62
Linoléum (fabriques de).....	— 9 —	11 25	— 12 6	15 02	— 4 —	5 »	— 7 6	9 37
Machines agricoles (construc- teurs de).....	— 9 —	11 25	— 15 —	18 75	.....	.....	.....	.....
Machinistes.....	.....	.....	.....	.....	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02
Maçons.....	voir bâtiment	.....	.....	.....	— 7 6	9 37	— 12 6	15 02

CATÉGORIES assurées.	A PAR £ 100 DE SALAIRES				B PAR £ 100 DE SALAIRES			
	Risques légaux.		Risques combinés.		Risques légaux.		Risques combinés.	
	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500	£ s. d.	Fr. c. pour 2.500
Magasins généraux.....	conditions		spéciales		— 10 —	12 50	— 20 —	25 »
ateliers.....	7 6	9 37	12 6	15 62	7 6	9 37	10 —	12 50
travaux ordi- naires au dehors.....	15 —	18 75	20 —	25 »	10 —	12 50	15 —	18 75
Mécaniciens } constructeurs de ponts, de gazomètres, etc.....	35 —	43 75	45 —	56 25	de 20 à 30 s.	37 50	40 —	50 »
Meunerie.....	10 —	12 50	15 —	18 75	7 6	9 37	12 6	15 62
Menuisiers } avec scies cir- culaires.....	15 —	18 75	20 —	25 »	10 6	13 12	15 —	18 75
} sans scies cir- culaires.....	9 —	11 25	15 —	18 75	5 —	6 25	7 6	9 37
Moulures en bois (fabriques de).....	15 —	18 75	20 —	25 »	10 —	12 50	15 —	18 75
Nettoyage des glaces et fenê- tres.....					3 6	4 37	15 —	18 75
Noir animal (fabriques de).....	10 —	12 50	15 —	18 75	5 —	6 25	10 —	12 50
Orgues } avec outillage (fabriques } mécanique.....	15 —	18 75	20 —	25 »				
} sans outillage d') } mécanique.....	7 6	9 37	10 —	12 50				
Pavage (entreprises de).....	8 —	10 »	11 —	13 75				
Pianos (fabriques de).....	voyez orgues							
Plâtriers.....	9 —	11 25	15 —	18 75	7 6	9 37	10 —	12 50
Plomberie (entreprise de).....	9 —	11 25	15 —	18 75	5 —	6 25	7 6	9 37
Poteries.....	6 —	7 50	8 —	10 »	5 —	6 25	7 6	9 37
Produits pharmaceutiques (fa- briques de).....	10 —	12 50	15 —	18 75	3 6	4 37	7 6	9 37
Produits réfractaires (fabriques de).....	25 —	31 25	30 —	37 50	7 6	9 37	12 6	15 62
Raffineurs de sucre.....	7 6	9 37	10 —	12 50	5 —	6 25	7 6	9 37
Reliure.....	6 —	7 50	9 —	11 25	4 —	5 »	10 6	13 12
Salines.....	8 —	10 »	10 —	12 50	3 6	4 37	7 6	9 37
Savon (fabriques de).....	8 —	10 »	11 —	13 75	4 —	5 »	10 —	12 50
Scieries.....	30 —	37 50	40 —	50 »	20 —	25 »	27 6	34 37
Serrurerie (fabriques d'arti- cles de).....	7 6	9 37	10 —	12 50	5 —	6 15	10 —	12 50
Soie (tissage de la).....	5 —	6 25	7 6	9 37	2 6	3 12	6 —	7 50
Tanneries.....	10 —	12 50	15 —	18 75	4 —	5 »	10 —	12 50
Tabac (manufactures de).....	7 —	8 75	10 —	12 50	4 —	5 »	7 6	9 37
Taillleurs de pierres.....	12 6	15 62	17 6	21 87				
Tapis (fabriques de).....	7 6	9 37	11 —	13 75	4 —	5 »	6 —	7 50
Tapissiers.....	7 —	8 75	10 —	12 50	3 —	3 75	7 6	9 37
Teintureries.....	5 —	6 25	8 —	10 »	3 6	4 37	6 —	7 50
Tissage (en général).....	6 —	7 50	8 —	10 »	6 —	7 50	8 6	10 62
Toiles cirées (fabriques de).....	9 —	11 25	12 6	15 62	4 —	5 »	7 6	9 37
Transports (entreprise de).....	7 0	9 37	15 —	18 75	5 —	6 25	20 —	25 »
Tuiles (fabriques de).....					7 6	9 37	12 6	15 62
Usines élévatoires.....	7 6	9 37	10 —	12 50				
Vannerie.....	5 —	6 25	9 —	11 25				
Vêtements (fabriques de).....	10 —	12 50	15 —	18 75				
Vêtements (fabriques de).....	5 —	6 25	7 6	9 37	4 6	5 62	6 —	7 50
Vinaigre (fabriques de).....	8 —	10 »	10 —	12 50				
Wagons (constructeurs de).....	10 —	12 50	15 —	18 75				

II

MUTUALITÉS ⁽¹⁾ ET CONTRACTING-OUT.

A. — Charbonnages.

L'histoire des charbonnagesse confond pour ainsi dire avec celle des mutualités. C'est ici en effet, que nous trouvons les premières associations de secours mutuels (Friendly Societies) entre ouvriers ou les premiers fonds de secours constitués et alimentés par les patrons, en prévision des catastrophes malheureusement si fréquentes.

Pures créations philanthropiques au début, simples cotisations volontaires, mais qui devaient dans la suite, et dès l'avènement du principe du Risque professionnel, acquérir une importance nouvelle, une vie et une activité plus intenses, jouer le rôle d'organismes puissants et efficaces, expérimentés déjà, dans l'adaptation de la loi aux besoins et aux conditions particulières de cette industrie.

Au lendemain du vote du Compensation Act, les propriétaires et exploitants de mines, soucieux de leurs intérêts et sachant qu'en s'entendant entre eux, ils obtiendraient des conditions beaucoup moins onéreuses qu'en s'adressant aux Compagnies d'assurances, annexèrent aux mutuelles déjà existantes un service d'assurances, ou créèrent à part des fonds de garantie en prévision du Risque légal.

Mining Association of Great-Britain.

L'« histoire » d'une de ces premières mutualités d'employeurs, fondée pour l'assurance du Risque-accidents dans cette branche d'industrie, a été racontée à la Commission par M. Ratcliffe-Ellis, avocat et secrétaire de la « Mining Association of Great-Britain » (Association minière de la Grande-Bretagne).

(1) La plupart des mutualités anglaises organisées contre le Risque-accidents sont constituées sous forme de sociétés anonymes (Limited) « by guarantee » et non « by shares » : c'est-à-dire qu'elles n'ont pas d'actions, et que les associés sont simplement responsables pour le montant du capital social versé ou non et qui peut être infime. La société n'est elle-même responsable, en cas de sinistre, que jusqu'à concurrence de son capital. On voit que c'est une sécurité bien mince pour les ouvriers, créanciers éventuels.

Différentes Compagnies d'assurances avaient demandé à l'association minière £ 2 5 sh. (56. 25) pour £ 100 (2.500 francs) de salaires (1); elle trouve cela exagéré.

« C'était un prix « de tête », une prime *a priori*, dit M. Ratcliffe-Ellis, car je suppose qu'à cette époque les assureurs ne disposaient pas de statistiques certaines pour leurs calculs. On me demanda d'établir un système basé sur la mutualité et qui permettrait aux propriétaires miniers d'éviter de pareilles dépenses.

« Après avoir consulté tous nos adhérents, je fus amené à élaborer un plan sur les lignes suivantes :

« Constitution d'une Caisse commune « Common fund » à laquelle tous les propriétaires, membres de l'Association, souscriraient, ladite caisse ne devant supporter que les risques-désastres (disasters), c'est-à-dire tous les accidents entraînant la mort de quatre ouvriers au moins.

« Les accidents mortels se produisant individuellement, ou simultanément pour trois au plus, restaient à la charge du charbonnage où ils s'étaient produits; de même c'était au seul propriétaire de la mine de faire face aux paiements hebdomadaires pour tous les accidents non mortels. Les frais de surveillance (visite des blessés à domicile) et les frais légaux étaient supportés par le « Common fund ».

Tel était le projet primitif de l'Association minière.

Mais, il se présentait une difficulté de principe et de fait qui rendait ce premier système inapplicable à une mutualité. C'est qu'il était, en réalité, impossible de fixer une prime commune qui fût en même temps exactement calculée sur les risques de chaque mine, et il était évident que pour une infinité de raisons, les unes faciles, les autres impossibles à contrôler, les risques n'étaient pas partout identiques.

La nature même des mines, le caractère particulier du travail effectué dans chacune d'elles, les méthodes différentes d'exploitations, conduisaient à des écarts sensibles.

On décida donc de modifier le plan que l'on s'était proposé d'appliquer tout d'abord et l'on fit supporter à la Caisse commune *tous les cas de morts* résultant d'accidents.

C'est le principe de base adopté maintenant par la plupart des associations patronales minières du Yorkshire, du Nottinghamshire, du Lancashire, du Derbyshire, du Leicestershire, du North Staffordshire, de l'Écosse et des Galles du Sud.

Donc, l'Association minière de Grande-Bretagne prend à sa charge tous les risques d'accidents mortels. En ce qui concerne les accidents n'entraînant pas la mort, elle se charge du règlement de la pension,

(1) Soit 2,25 0/0.

s'occupe des formalités à remplir et fait au besoin l'avance immédiate de certains frais, mais elle tient pour chaque mine associée un compte par doit et avoir que les adhérents doivent régulièrement solder.

C'est un rôle d'intermédiaire ou de comptable, et chaque compte particulier établit de la manière la plus exacte ce que les accidents non mortels ont coûté à son titulaire. Avantage important : les renseignements sont centralisés ! Autre avantage non moins précieux : la mise en œuvre de la réparation, l'application de la loi, sont confiées à une autorité extérieure, ce qui évite les froissements, les tiraillements entre employeurs et employés.

C'est un rôle bienfaisant de régulateur !

« Nous avons pensé, dit M. Ratcliffe-Ellis, — et l'expérience nous a pleinement donné raison — qu'il valait infiniment mieux confier le règlement de ces affaires à des « outsiders », à des personnes dont les intérêts ne sont pas directement en jeu !

« D'autre part, nous avons senti que si nous nous placions dans la main d'une Compagnie d'assurances, il était certain que *chaque cas* présentant une difficulté quelconque, un désaccord minime entre les parties, serait porté et débattu devant les tribunaux. Nous aurions payé la prime, mais eux se seraient réservé toute liberté d'agir comme bon leur semblait et de payer le moins possible le jour où le risque qu'ils assurent se serait réalisé !

« La réparation des accidents ne saurait être un *Commerce* !

« Nous avons estimé, tout cela bien considéré, qu'il valait mieux rester les maîtres chez nous et garder la direction de nos propres affaires. — Sur un pareil terrain, n'était-il pas préférable de nous montrer moins intransigeants et moins âpres dans la défense de nos droits stricts, et de traiter nous-mêmes nos intérêts avec nos ouvriers, par l'intermédiaire de l'association ? Car le patron conserve, en cas de conflit, son autorité et son action : l'association devant, dans chaque cas particulier, se conformer pour le règlement de l'affaire aux instructions que lui communique le patron en lui envoyant l'ouvrier victime de l'accident » (1)

Voilà les avantages généraux de ces mutualités au point de vue des patrons.

Voyons maintenant quels bénéfices en résultent pour eux, en ce qui concerne la *réduction du coût*.

Prenons pour base de comparaison avec les compagnies commerciales d'assurances, le chiffre, communiqué par M. Ratcliffe-Ellis, de 2 £ 5 sh. (56,25) par £ 100 de salaires : c'est un minimum étant donné la hausse des primes depuis 1898.

(1) Voir Minutes of Evidence, 4032-4268.

Northern Employers' Mutual Indemnity Company Limited.

M. Gidlow Jackson, administrateur-gérant de la « Northern Employers' Mutual Indemnity Company » et président du conseil d'administration de la « Lancashire and Cheshire Miners' Permanent Relief Society », a fourni à la commission d'enquête des détails très complets et de grand intérêt, qui établissent le coût de l'application du Compensation Act depuis son entrée en vigueur jusqu'à l'année 1904. Les chiffres qu'il donne proviennent de l'expérience personnelle de chacune des compagnies associées.

Les mines faisant partie de ladite association, représentent une extraction annuelle moyenne de 8.645.000 tonnes de charbon. Les salaires payés en 1902 se sont élevés à 2.420.613 livres sterling (60.515.325 francs) pour un total de 34.994 ouvriers employés.

La « Mutual Indemnity Company » possède deux caisses distinctes : la caisse extraordinaire (Extraordinary Accident Fund) destinée à faire face aux demandes provoquées par des accidents mortels, et la caisse ordinaire (Ordinary Accident Fund) qui s'occupe seulement des incapacités temporaires ou permanentes.

Les comptes établissant le coût des accidents par tonne de charbon extraite, tant pour la caisse ordinaire que pour la caisse extraordinaire, pendant la période 1898 à 1903, donnent les résultats suivants :

1 ^{er} juill. 1898 au 30 juin 1899.....	0 d. 360 (1) (0 fr. 037)
— 1899 — 1900.....	0 d. 435 (0 fr. 0452)
— 1900 — 1901.....	0 d. 505 (0 fr. 0525)
— 1901 — 1902.....	0 d. 574 (0 fr. 0596)
— 1902 — 1903.....	0 d. 640 (0 fr. 0665)

Les salaires payés par tonne ont été en moyenne de 5 sh. 9 d. (7 fr. 186), de sorte que si l'on veut rapporter ces calculs à une base de comparaison fixe de £ 100 de salaires, on obtient comme chiffres correspondants :

	Par 2.500 fr. de salaires.	
1898-1899.....	10 s. 5 d. 217	(13 fr. 04)
1899-1900.....	12 s. 7 d. 304	(15 fr. 75)
1900-1901.....	14 s. 7 d. 652	(18 fr. 293)
1901-1902.....	16 s. 7 d. 652	(20 fr. 793)
1902-1903.....	18 s. 6 d. 608	(23 fr. 184)

La méthode adoptée pour se procurer les sommes nécessaires à alimenter la Caisse mutuelle consiste à lever une contribution d'un mon-

(1) Ces quantités sont exprimées en « deniers »; le denier est d'environ 0,10 : il y a 12 deniers dans un shilling et 20 shillings dans 1 livre sterling.

tant fixe sur toutes les mines associées ; mais, dans les livres, chaque charbonnage est débité, à un compte d'ordre particulier, du coût de chaque accident, mortel ou non, qui s'y produit. Les charges établies ainsi individuellement pour chacun s'échelonnent de 26 shil. 2 d. par £ 100 de salaires à 14 shil. 2 1/2 d., ce qui représente une moyenne de £ 1 par £ 100, soit 1 0/0 (1).

Dans ce débit total, le coût occasionné par les accidents mortels est seul supporté définitivement par l'Association ; les débours correspondants aux accidents non mortels sont avancés par l'« Ordinary Accident Fund » et aussitôt portés au compte particulier de chaque charbonnage qui est tenu de les rembourser.

Le coût de la réparation est ainsi réduit à son strict minimum.

Devant une mise en œuvre aussi simplifiée, une suppression presque complète des frais d'application de la loi, de ce que les Anglais appellent « costs of administering the Act », on serait tenté de conclure à la diminution, ou tout au moins à la fixité du coût. Ce serait une erreur complète et c'est là un sujet de vives préoccupations, d'inquiétudes même, pour les propriétaires miniers ; la dépense occasionnée par le paiement des indemnités et le service des pensions n'a cessé de s'accroître progressivement et sans arrêt depuis 1898 !

« C'est une grave question pour notre industrie houillère, dit M. Jackson, que cette augmentation continuelle du coût ; ce n'est pas le débours actuel, immédiat qui nous effraie, ce sont les charges qui s'accumulent pour l'avenir, les pensions qui s'ajoutent chaque année à celles de l'année précédente, qui font la boule de neige », et qui sont comme un flux envahissant qui monte sans cesse et ne semble pas près d'avoir atteint son niveau normal ! ».

A quoi attribuer cet accroissement continu de la dépense ?

« Au début, explique M. Jackson, les ouvriers n'ont pas complètement saisi le parti qu'ils pouvaient tirer de la loi ; il leur a fallu un certain temps pour se familiariser avec elle, pour en bien comprendre la portée, mais maintenant ils ont pris l'habitude de confier leurs intérêts et la défense de leurs droits aux associations professionnelles dont ils font partie : Friendly societies ou Trade-Unions ».

Cette application de plus en plus intégrale de la loi était dans la logique des choses. Un second point plus grave et plus inattendu, c'est l'augmentation effrayante des incapacités permanentes.

« Depuis 1875, dit M. Jackson⁽²⁾, je m'occupe de la « Société de secours permanent des mineurs du Lancashire et du Cheshire ». J'ai toujours constaté que c'est du côté des incapacités permanentes que viennent pour nous les charges les plus lourdes et que ces charges ont toujours

(1) La prime, en France, serait, d'après les tarifs de la Caisse nationale, de 5,25 0/0.

(2) Rapport de la Commission, p. 28.

« eu tendance à s'accroître. Il est facile de s'en rendre compte en comparant les statistiques quinquennales publiées par cette Association : elles parlent d'elles-mêmes, car ce n'est pas là une remarque qui me soit personnelle ».

« Ce qui trouble le plus, c'est qu'il est impossible d'apprécier dès maintenant ce que deviendra ce fardeau dans l'avenir ! En théorie pourtant, il devrait arriver un terme auquel les titulaires de pensions viagères disparaîtront dans la proportion où d'autres se présenteront ; il y aura alors comme un « trop-plein » qui maintiendra les charges à un niveau à peu près fixe... à moins qu'il ne se produise des catastrophes qui évidemment amèneraient une crue temporaire des demandes. Tout cela est certain, mais quand se produira cet arrêt ? Voilà ce que nul ne peut dire et n'essaie de dire ! » (1)

Midland Colliery Owners' Mutual Indemnity Company Limited.

M. Binns (Minutes of Evidence, §§ 4392-4482), directeur général de la « Midland Colliery Owners' Mutual Indemnity Company Limited » et secrétaire de la « Midland Counties Colliery Owners' Association », qui représente une extraction annuelle de 13.500.000 tonnes de charbon, constate, à son tour, devant la Commission d'enquête, qu'il est absolument impossible d'évaluer le coût de l'Act, parce que l'on se trouve en présence d'une augmentation aussi importante que rapide des charges occasionnées par les incapacités permanentes.

L'Indemnity Company fait rentrer dans cette catégorie tous les cas où la pension hebdomadaire est servie pendant plus de 26 semaines.

Il y a deux sortes d'indemnités correspondant à deux classes d'incapacités ; les unes, payées par l'*Ordinary Accident Fund*, Caisse ordinaire, et relatives aux pensions servies pendant 26 semaines au plus, soit 6 mois ; les autres supportées par l'*Extraordinary Accident Fund*, Caisse extraordinaire, et correspondant aux cas où la pension perdure au delà de 26 semaines. Ce dernier fonds est alimenté par les ressources générales de la Société. Au contraire, au-dessous de 26 semaines, chaque charbonnage supporte personnellement ses risques.

Les accidents mortels restent à la charge de la Mutualité, en même temps que les incapacités de la deuxième catégorie. C'est là une différence notable avec la Northern Employers' Mutual Indemnity Cy, dont nous venons de parler, puisque, chez cette dernière, la Caisse ordinaire supporte tous les risques d'incapacités permanentes ou temporaires.

(1) M. Bagnold Smith, « secrétaire de la « Leen Valley Mutual Insurance Cy Limited », affirme que le coût définitif, stable de la loi, ne sera pas atteint avant 1918, soit 20 ans après l'entrée en vigueur du Compensation Act.

Midland Colliery Owners' Mutual Indemnity Cy. Ltd.

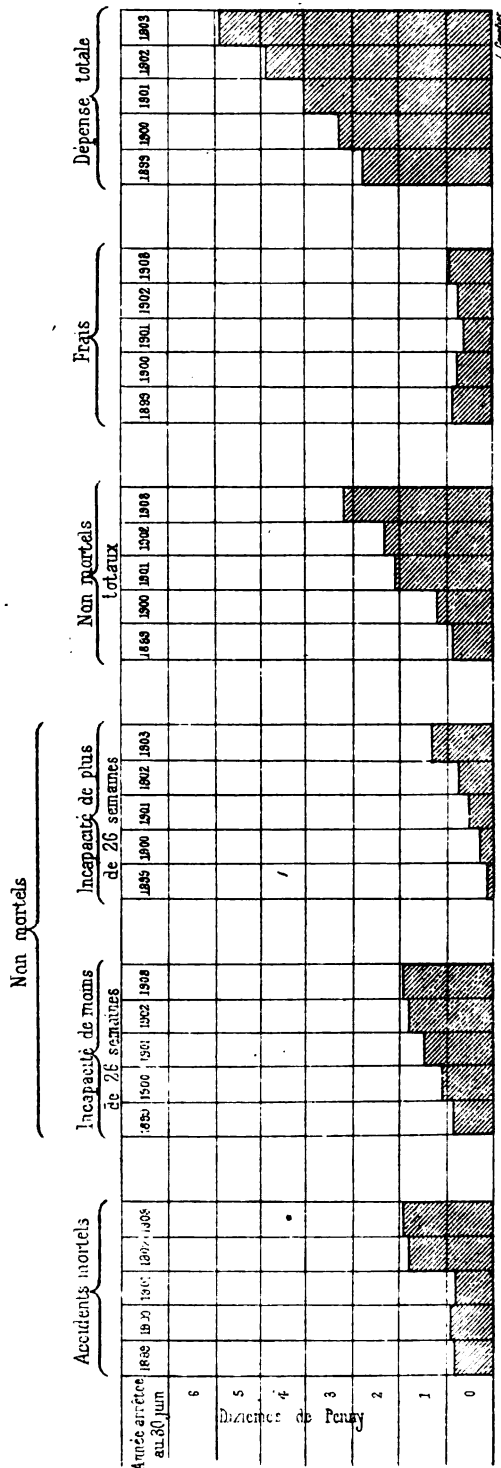


Diagramme du coût par tonne.

« Depuis l'entrée en vigueur de l'Act, dit M. Binns, nous avons constaté une augmentation progressive pour chaque catégorie de risque, c'est-à-dire aussi bien pour les accidents mortels que pour les accidents non mortels, qu'il s'agisse pour ces derniers d'incapacités au-dessus ou au-dessous de 26 semaines. A la vérité, cette augmentation est beaucoup plus marquée pour la catégorie des accidents entraînant une incapacité de plus de 26 semaines; leur coût est maintenant, à peu de chose près, le même que celui des accidents amenant simplement une incapacité de moins de 26 semaines. Il y a là un boulet qu'il nous faut traîner, car les accidents déjà anciens pèsent autant sur nous que ceux survenus récemment ».

D'après le diagramme communiqué par M. Binns, et reproduit ci-dessus, la courbe ascendante est beaucoup plus rapide pour les incapacités permanentes, c'est-à-dire excédant 26 semaines, que pour les autres et, pour peu que cela continue, elle égalera bientôt et dépassera même la moyenne des accidents ordinaires (au-dessous de 26 semaines). Le coût augmente sans cesse à cause de cet arriéré, de cette accumulation des pensions anciennes auxquelles viennent continuellement s'ajouter des nouvelles. — C'est un passif qui ne s'amortit pas encore.

Yorksire Coal Owners' Mutual Indemnity Company.

M. Holiday, président de l'Association des propriétaires miniers du West Yorkshire et directeur de la Yorkshire Coal Owners' Mutual Indemnity Company, aboutit aux mêmes conclusions, en ce qui concerne le coût de l'Act dans les charbonnages. Ces deux sociétés représentent les mêmes personnalités patronales et les mêmes intérêts : la Mutuelle a été simplement créée, comme une annexe de l'Association du West Yorkshire. Les mines associées ont une extraction annuelle de 20.000.000 de tonnes (le tonnage extrait annuellement dans le comté d'York est d'environ 28.000.000 de tonnes).

M. Holiday déclare que, dans la période 1902-1903 (du 1^{er} juillet au 30 juin), le coût a été :

		Par £ 100 de salaires.	Par 100 fr. de salaires.
Pour les accidents mortels...	0,14 penny par tonne, soit.	4 s. 8 d.	0 fr. 238
Pour les accidents non mortels.	0,35 — — — — — soit.	11 s. 8 d.	0 fr. 55
Pour les frais médicaux.....	0,09 — — — — — soit.	3 s. —	0 fr. 15
COUT TOTAL.....	0,58 penny par tonne, soit.	19 s. 4 d.	0 fr. 938

Ce coût de 19 shillings et 4 pence, ou 0 fr. 95 par 100 francs de salaires, comprend la dépense totale, c'est-à-dire qu'il est calculé même sur les accidents non mortels ayant entraîné une incapacité de moins

de 26 semaines, et bien que ces derniers soient supportés définitivement par chaque membre de l'association, comme cela se passe, nous l'avons vu déjà, pour la Midland Owners' Mutual Indemnity Co (*supra*, p. 52).

Il est intéressant de remarquer que ce chiffre correspond assez exactement à celui donné pour la même période par la Northern Employers' Mutual Indemnity Co (*supra*, p. 50) : 18 shil. 6 pence au lieu de 19 shil. 4 pence ; l'écart est insignifiant.

M. Holiday estime qu'il faut s'attendre à une nouvelle augmentation de 0,15 penny par tonne, soit 5 shil. par £ 100 à ajouter au coût actuel, en raison des incapacités permanentes. Ceci donnerait un total de 0,73 penny par tonne, soit 24 shil. 4 pence par £ 100 de salaires (1 fr. 216 par 100 francs) — et ce maximum serait d'après lui atteint vers 1908 (1).

Monmouthshire and South Wales Employer's Mutual Indemnity Society Limited.

Cette compagnie mutuelle représente trente-deux charbonnages du pays de Galles et du comté de Monmouth, employant environ 80.000 ouvriers. Elle fut fondée en vue du Compensation Act, le 25 juin 1898.

Son président M. Henry Lewis constate, lors de l'enquête, que cette association a, du 1^{er} juillet 1898 au 30 juin 1903, enregistré (non pas indemnisé) 13.600 accidents dans ses charbonnages.

Elle possède, comme les autres, une caisse ordinaire et une caisse ~~extraordinaire~~, mais a ceci de particulier que les seuls risques supportés par l' « Extraordinary fund » sont les risques-désastres, c'est-à-dire les accidents ayant entraîné 4 morts au moins.

L' « Ordinary fund » fait le service des pensions et des indemnités pour le compte et au débit des adhérents. C'est le système qui avait été préconisé au début par M. Ratcliffe-Ellis et que nous avons examiné plus haut.

Tous les accidents, quels qu'ils soient, sont notifiés à la Société et enregistrés, par catégories, pour l'établissement des statistiques.

M. Lewis fait remarquer que la mutuelle en question a été exceptionnellement heureuse jusqu'ici : les risques-désastres ne se sont pas réalisés dans la mesure où on les avait prévus. Les constatations qui seraient faites pour cette société ne conduiraient donc pas à des résultats concluants. Mais, parlant au nom de l'Association des propriétaires miniers du Monmouthshire et des Galles du Sud qui englobe 240 mines avec 125.000 ouvriers et, personnellement, en tant que directeur de l'Albion Colliery Company, il déclare que les dépenses représentant les indemnités payées ont été :

(1) Minutes of Evidence, § 5838.

	Coût annuel par homme.			
Pour 1898-1899.....	4 s.	10 d.	»	6 fr. 04
— 1899-1900.....	10 s.	2 d.	47	12 fr. 756
— 1900-1901.....	12 s.	3 d.	45	15 fr. 358
— 1901-1902.....	14 s.	7 d.	99	18 fr. 33
— 1902-1903.....	15 s.	10 d.	98	19 fr. 891

La moyenne des salaires, étant dans ces charbonnages d'un peu plus de deux livres par semaine, soit un salaire annuel moyen de 100 £ environ, on peut conclure que les chiffres donnés par M. Lewis correspondent assez exactement à la base de comparaison adoptée généralement de 100 £ de salaires. Nous avons ainsi, pendant la période 1902-1903, environ 16 shillings, soit 20 francs pour £ 100 = 0 fr. 80 par 100 francs de salaires.

Si l'on veut généraliser les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici pour trois des Mutualités examinées, en faire une moyenne, on obtient :

	Période : 1 ^{er} juillet 1902 au 30 juin 1903.	
	Par £ 100	Par 2.500 fr.
A. Northern Employers' Mutual Indemnity Co.....	18 s. 6 d.	608 soit. 23 fr. 184
B. Yorkshire Coal Owners' Mutual Indemnity Co.....	19 s. 4 d.	» soit. 24 fr. 166
C. Monmouthshire and South Wales Employers' Mutual Indemnity Co.....	15 s. 10 d.	98 soit. 19 fr. 891
TOTAUX.	53 s. 9 d.	588 soit. 67 fr. 241

MOYENNE des trois Compagnies

par d. 100 de salaires..... 17 s. 11 d. 196 soit. 22 fr. 413

ce qui équivaut à $\frac{22 \text{ fr. } 413}{25} = 0 \text{ fr. } 8965$ par 100 fr. de salaires.

Il est intéressant d'observer, avec M. Lewis (Minutes of Evidence, §§ 6109 et sq.), que le coût de la réparation a tendance à augmenter *chaque fois que les salaires diminuent*. Tous les mineurs sont affiliés à des clubs ou sociétés de secours mutuels, et les versements reçus par l'ouvrier de ce côté viennent s'ajouter à l'indemnité payée par le patron (1). Si, par exemple, un mineur gagnait 3 livres par semaine avant l'accident, le maximum de la pension qui puisse lui être allouée sera de 1 livre par semaine (art. 1^{er}, annexe I de la loi de 1897) et, même en y ajoutant les allocations de son club, il sera loin de recevoir ce qu'il

(1) Voir à ce sujet les doléances exposées dans le rapport de M. Neison, *Rapport*, p. 205.

gagnait auparavant. Il n'aura donc qu'un désir : retourner à son travail.

Si, au contraire, un homme, victime d'accident, gagnait 24 shillings par semaine, les 50 0/0, soit 12 shillings qu'il recevra chaque semaine ajoutés aux secours divers qui lui seront remis par sa société de prévoyance, par tel comité de bienfaisance ou par la Caisse de secours pour maladies, produiront un total égal, sinon supérieur, à ses salaires. Morale : il n'éprouvera qu'une envie : prolonger le plus longtemps possible cette situation où ce qu'il se donnait tant de mal à gagner lui tombe sans efforts dans la main.

« Les salaires de nos ouvriers, dit M. Lewis, ont, depuis que l'Act « est en vigueur, augmenté d'environ 34 0/0, si on les compare aux « salaires annuels moyens des cinq années précédentes. Ils peuvent « baisser de nouveau et, si cela se produisait, il faudrait s'attendre à « subir une terrible augmentation du coût de l'Act » (Minutes of Evidence, § 6110).

Notre étude sur l'application du Risque professionnel dans les charbonnages serait incomplète, si nous ne disions pas quelques mots d'un système particulier aux mines de Durham, qui mérite d'attirer l'attention du lecteur.

Voici le texte même du contrat signé entre l'Association de secours mutuels des propriétaires de mines du comté de Durham et la puissante organisation ouvrière des mineurs du Durham, qui compte près de 100.000 adhérents. La communication en a été faite à la Commission d'enquête par M. J. Wilson, membre de la chambre des Communes et secrétaire du Syndicat des ouvriers mineurs du Durham (1).

Accord intervenu entre la « Durham Colliery Owners' Mutual Protection Association » et la « Durham Miners' Association » à Newcastle-on-Tyne (Coal Trade Offices) le 29 juin 1898.

§ 1. — Des secours (*smart money*) continueront, à dater de ce jour, à être alloués, pendant les deux premières semaines seulement, à tous les ouvriers ou catégories d'ouvriers qui jusqu'à présent avaient droit à ces secours.

§ 2. — Pour déterminer le montant de cette indemnité qui pourrait être due conformément au W. C. A., 1897, dans les cas d'incapacité provenant d'accidents non mortels, il sera procédé de la manière suivante :

a) L'élément de base sera dans tous les cas le salaire-type fixé par le Joint-Committee « comité mixte » (Joint Committee Standard Rate of Wages, voir art. 4), à l'époque de l'accident, pour la catégorie à laquelle

(1) La personnalité même de M. Wilson donnait à sa déposition une importance capitale ; on la trouvera dans les Minutes of Evidence, §§ 8448-8583.

appartient l'ouvrier victime du dommage, et le nombre de jours de travail par semaine est arrêté à 4 1/2 pour les « hewers » et à 5 pour les autres catégories d'ouvriers.

b) S'il s'agit d'une catégorie d'ouvriers pour laquelle il n'existe aucun salaire-type, fixé comme il vient d'être dit par le Comité mixte, l'assiette de l'indemnité sera le salaire actuellement gagné par la victime au jour de l'accident; ce salaire sera multiplié par 5, chiffre qui représente le nombre moyen hebdomadaire des jours de travail établi par le paragraphe précédent.

c) Pour les hommes logés dans des maisons ouvrières appartenant à la mine (colliery houses) et recevant une partie de leur salaire en charbon (free coals), ces avantages seront évalués à 5 0/0 par semaine, et ce montant sera ajouté au montant total du salaire hebdomadaire fixé comme il est dit plus haut.

d) S'il s'agit d'ouvriers recevant du charbon et une allocation pour leur loyer au lieu d'un logement, le montant de cette allocation hebdomadaire et une somme de 2 shillings par semaine représentant la valeur du charbon seront ajoutés au salaire hebdomadaire fixé comme ci-dessus.

e) S'il s'agit d'ouvriers recevant seulement du charbon, et ni logement, ni avances de loyers, la somme de 2 shillings par semaine sera ajoutée seule au taux de leur salaire hebdomadaire.

f) Dans le cas d'accidents non mortels entraînant une incapacité totale de travail pendant plus de deux semaines, et si une indemnité est due conformément à la loi, la victime recevra, pendant la durée de l'incapacité, une pension hebdomadaire égale à :

la moitié (50 0/0) du salaire hebdomadaire total fixé comme il vient d'être dit,

moins les déductions à faire éventuellement, en application des §§ c, d, e.

g) Bien entendu, si pendant la durée de l'incapacité l'ouvrier cessait de recevoir le logement, ou une indemnité de loyer, ou une fourniture de charbon, les déductions faites de ce chef cesseraient d'avoir lieu;

h) Dans tous les cas où une retenue est actuellement faite pour la livraison du charbon, de l'eau, ou toutes autres causes semblables, ces déductions continueront d'être opérées et s'ajouteront aux précédentes.

§ 3. — Le présent accord n'emporte pas renonciation des propriétaires miniers aux droits que leur reconnaît le W. C. A., soit en ce qui concerne le maximum de la pension hebdomadaire (£ 1), soit relativement à la faculté d'obtenir la revision de la pension hebdomadaire en raison de la cessation entière ou partielle de l'incapacité, ou d'exiger le rachat de la pension, si le service de l'indemnité a duré plus de six semaines, ou de recourir à un examen médical de temps à autres.

§ 4. — Un Comité d'arbitrage, composé de trois membres de la Durham Colliery Owners' Mutual Protection Association, de trois membres de la Durham Miners' Association et des secrétaires des deux Associations, aura pour mission de trancher tous les différends qui pourraient s'élever sur l'application du présent accord ; les associations pourront toujours se faire assister respectivement de leur avocat-conseil, en plus des quatre personnes sus-désignées qui les représentent.

Pour la Durham Colliery Owner's Mutual Protection Association : *Reginald Guthrie.*

Pour la Durham Miner's Association : *John Forman, T. Cann, John Johnson, Thomas Foster, Henry Jennison, etc...*

Quelques explications sont nécessaires pour bien faire ressortir les particularités intéressantes de ce système qui constitue une application très remarquable de la faculté de « contracting-out » laissée par la loi aux ouvriers et aux patrons (*suprà*, p. 15).

Le « smart-money » (argent-spontané), auquel fait allusion le § 1 de la convention, provient d'une vieille coutume suivant laquelle le mineur, victime d'un accident, recevait, pendant toute la durée de son incapacité, un secours hebdomadaire d'une couronne (5 shillings) pour les hommes et d'une demi-couronne (2 shil. 6 pences) pour les garçons (boys). C'était une contribution volontaire de la part du propriétaire-exploitant de la mine.

Actuellement, l'intérêt de cette pratique humanitaire réside surtout en ceci : la suppression de fait du délai de carence. L'allocation est de peu d'importance en elle-même, mais enfin l'ouvrier reçoit un secours dès le jour de l'accident, alors que la loi, pendant quinze jours ne lui donne rien.

D'autre part (§ f, 3), la victime reçoit dans tous les cas le maximum prévu par la loi, soit 50 0/0 de ses salaires, dans les limites fixées par l'Act (1 livre sterling). Le Workmen's Compensation Act (première cédula, art. 1, § b) dispose que l'ouvrier, atteint d'incapacité, a droit à une pension qui n'excédera pas 50 0/0 de son salaire moyen. Ces 50 0/0 sont donc bien un maximum qui n'est pas accordé nécessairement. C'est un nouvel avantage concédé par l'Association minière du Durham à ses ouvriers.

Tout a été prévu de manière à rendre les conflits, les procès impossibles. Non seulement l'ouvrier reçoit plus que ce que la loi lui accorde, mais le salaire moyen qui sert de base à l'indemnité a été fixé d'avance : c'est le *taux-étalon des salaires* (Standard rate of wages) établi par le Joint-Committee. Que de contestations sont ainsi évitées en supprimant ce « nid à procès » qu'est le calcul du salaire hebdoma-

daire moyen (average weekly earnings), assiette légale de l'indemnité!

L'arbitrage est ici un principe essentiel et le Comité mixte (Joint-Committee), institué par le § 4 de la Convention, en est la cheville ouvrière. Son autorité est incontestée et ses décisions sont pour les parties en cause des arrêts bien rarement discutés.

C'est avec fierté que M. Wilson constate que sur 28.057 accidents survenus pendant la période 1898-1903 : 205 seulement furent soumis au Comité d'arbitrage, 29 portés devant les Cours de Comté et tous les autres, 27.823, réglés automatiquement par la simple application du système particulier que nous venons d'analyser.

« Nous n'aurions même pas eu 29 affaires soumises aux tribunaux ordinaires, dit M. Wilson, si les intéressés ne s'étaient naïvement confiés à des avocats ! ».

N'est-ce pas un magnifique résultat et quel plus bel éloge la Commission d'enquête pouvait-elle décerner à cet accord des mines du Durham, qu'en reconnaissant « qu'il avait adouci l'application de la loi (a smooth working of the Act) en assurant la bonne entente et l'harmonie entre patrons et ouvriers ».

B. — Industrie du coton.

De même que pour l'industrie minière, les Mutualités patronales créées à la suite de l'Act de 1897 devaient trouver dans l'industrie du coton, si solidement organisée et si prospère, un terrain très favorable à leur développement.

Nous allons en voir fonctionner un certain nombre dans les filatures et les tissages.

Cotton-trade Insurance Association Limited.

Cette association mutuelle de patrons fut créée au commencement de 1898.

« Bien des industriels, dit M. Taylor, promoteur et secrétaire actuel de l'association (1), avaient été convaincus par les sages paroles de M. Chamberlain en faveur des mutualités qu'il souhaitait voir se constituer immédiatement pour *subir le choc* de la nouvelle loi ».

Ce conseil fut suivi par les membres de l'Association des manufacturiers et filateurs de coton du comté de Lancaster qui formèrent entre eux cette mutualité.

Pour le premier calcul des primes et des probabilités, on se basa sur la statistique générale des accidents survenus pendant les cinq dernières

(1) M. Taylor fait également partie du bureau d'une des plus grandes mutualités patronales de cette industrie : la North Eastern Lancashire cotton Spinners and Manufacturers Association.

années dans l'industrie du coton, document fourni gracieusement aux intéressés par l'Inspecteur en chef des Factories.

Connaissant le taux moyen des salaires pendant cette période, on calcula quel aurait été par rapport à ces salaires le coût des accidents ordinaires, graves ou mortels. Les accidents mortels furent évalués à 250 £ (6.250 fr.). On considéra comme « accidents graves » tous ceux entraînant une incapacité de plus de quarante-deux semaines; les salaires hebdomadaires moyens de la filature étant de 1 £, cela donnait 42 £, dont le 50 0/0, soit 21 £ (325 fr.), correspondait au coût minimum de chaque accident grave. La catégorie des accidents ordinaires comprenait tous ceux entraînant une incapacité moyenne de 22 semaines, soit 22 £, dont le 50 0/0 £ 11 (275 fr.) donnait le coût.

Ce qu'il y avait de particulier, ce n'est pas d'ailleurs une pratique qui soit exclusive à la Cotton-trade Insurance Company, c'est qu'au lieu de prendre la base communément adoptée dans les tarifs de 100 £ de salaires, on établissait les primes à raison de tant par métier et tant par broche.

Nous comptons, dit M. Taylor, 6 pence par métier et 12 shillings par 1.000 broches. 6 pence par métier correspondrait à peu près à 2 sh. 6 pence par 100 £ de salaires; 12 sh. par 1.000 broches à 7 sh. 2 1/2 pence par 100 £.

Tel fut le point de départ de la Cotton-trade Insurance Association.

La première année elle enregistra 77 accidents dans la filature et 170 dans le tissage; ils se répartissaient dans les trois catégories : mortels, graves, ordinaires.

Voici un tableau indiquant la nature des accidents survenus dans les manufactures affiliées pendant l'année 1902-1903 (au 30 juin) et le coût par nature d'accidents.

NATURE DE L'ACCIDENT.	MONTANT DES INDEMNITÉS					
	Filatures			Tissages		
	£	s.	d.	£	s.	d.
Doigts blessés ou brisés.....	89	1	1	77	9	7
Mains coupées ou foulées.....	5	1	1	56	12	6
Mains arrachées (hands off).....	19	2	0	—	—	—
Lésions provenant de chocs.....	—	—	—	11	4	9
Bras blessés.....	2	5	0	33	2	5
— cassés.....	22	3	7	3	3	4
Bêtiures.....	1	7	6	9	3	0
Foulures.....	20	9	7	83	7	7
Coupures à la tête et à la figure.....	—	—	—	10	8	6
Jambes blessées.....	21	0	9	13	5	0
— brisées.....	19	8	8	47	10	0
Yeux crevés.....	—	—	—	32	5	3
— arrachés (Eyes out).....	—	—	—	50	0	0
Ponces écrasés.....	1	7	8	10	14	2
Chevelure scalpée.....	—	—	—	6	10	0
Blessures au dos, courbatures.....	1	5	0	50	11	9
Morts.....	150	0	0	308	8	0
TOTAUX.....	352	41	11	853	15	10

Ce tableau correspond à un total de 212 accidents et ces chiffres doivent être répartis entre 40.000 ouvriers⁽¹⁾ avec 165.000 métiers et 1.500.000 broches.

M. Taylor constate d'ailleurs que, sauf un ralentissement en 1903, les accidents ont augmenté chaque année depuis l'entrée en vigueur de l'Act.

Voici leur progression pendant les cinq premières années :

Années au 30 juin.	Filatures.	Tissages.
1898-1899.....	36	60
1899-1900.....	60	93
1900-1901.....	83	122
1901-1902.....	92	144
1902-1903.....	77	135
TOTAL pour les 5 années.....	348	554

Le coût total correspondant a été pour ces cinq années de £ 2.520, 16 shil., 11 pence (65.001 fr. 15) dans la filature et de £ 5.216, 12 shil., 3 pence (130.415 fr. 30) dans le tissage.

Les chiffres du tableau ci-dessus ne s'appliquent qu'aux accidents indemnisés (claims); ils ne comprennent pas, bien entendu, les accidents non couverts par la loi, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas mis l'ouvrier dans l'incapacité de travailler pendant au moins deux semaines.

Si l'on tient compte de ces derniers, on obtient les totaux suivants :

1899.....	247
1900.....	287
1901.....	318
1902.....	342
1903.....	412

En déduisant de ces totaux l'ensemble des accidents indemnisés chaque année, tels qu'ils figurent dans le premier tableau, on obtient le chiffre annuel des accidents ayant occasionné une incapacité inférieure à 15 jours, soit :

1899.....	151
1900.....	134
1901.....	113
1902.....	106
1903.....	200

(1) La plupart des ouvriers employés dans l'industrie textile sont des femmes; elles représentent 75 0/0 du personnel.

Le nombre des accidents de toute catégorie a donc indiscutablement augmenté dans cette industrie pendant ces cinq dernières années; mais il ne faut pas fausser le langage de ces chiffres. Ils ne signifient nullement que le nombre *réel* des accidents a progressé dans de pareilles proportions, mais simplement que le nombre des *demandes* a augmenté.

« Au début, dit M. Taylor, les ouvriers ayant moins connaissance de leurs droits et les Secrétaires des différentes unions étant moins vigilants, les réclamations étaient plus rares. Tandis que maintenant, il y a bien peu de cas où le Secrétaire de la trade-union n'envoie pas un « *avertissement* » (notice) au patron, suivi d'une « *demande* » d'indemnité qui lui est payée et dont il verse le montant à l'ouvrier.

« People are taking greater advantage of the Act! Les gens connaissent l'existence de la loi; ils savent qu'ils ont droit à 50 0/0 de leurs salaires, en cas d'accidents, et ils le réclament » (1).

M. Taylor explique que la Cotton-trade Insurance Association a donné à ses adhérents des instructions pour que *tous* les accidents, quels qu'ils soient et si insignifiants qu'ils paraissent, soient relevés et notifiés à la direction. Tel accident qui semble anodin, au début, peut, dans la suite avoir des conséquences graves. Une blessure à un doigt, une simple coupure peut s'envenimer et causer la perte de la main.

« La perte d'un doigt, du pouce, constate M. Taylor, suffit, dans la filature, pour transformer un « *skilled workman* », un « *spinner* » en « *labourer* » (2). Le fileur doit prendre avec le pouce et l'index le fil au sortir de la broche et le placer sur la bobine; s'il perd le pouce — et c'est le doigt le plus exposé — il ne peut continuer son travail ».

Les petits accidents semblent plus nombreux et leurs conséquences plus graves dans l'industrie textile : le travail y dépend de l'adresse et de l'agilité plus que dans d'autres tâches où la force joue un plus grand rôle.

Cette augmentation du nombre des accidents a été forcément suivie d'une progression correspondante dans le taux des primes.

Les primes de la Cotton-trade Insurance Association, fixées au début par broche et par métier, correspondaient, nous l'avons dit, à 2 sh. 6 pence par £ 100 de salaires, dans le tissage, et à 7 sh., 2 1/2 pence, dans la filature.

La première année du fonctionnement de ce système, l'Association réalisait en fin d'exercice, un boni de £ 556, 6 sh., 9 pence (13.808 fr. 45) pour le compte « filature » et de £ 2.840, 2 sh., 10 pence (71.003 fr. 50) pour celui « tissage ».

(1) Minutes of Evidence; déposition Taylor, § 4876.

(2) Le « *skilled-workman* », c'est l'artisan qui a fait un apprentissage; le « *labourer* » c'est celui qui n'a pour capital que la force physique de ses bras!

La seconde année (1899-1900), les primes étant inchangées, l'Association enregistrait une perte sèche de £ 90, 0 sh., 5 pence (2.250 fr. 50) dans la filature et un bénéfice de £ 2.462, 2 sh., 9 pence (61.553 fr. 40) dans le tissage.

La troisième année (1900-1901), la balance indiquait pour la filature un crédit de £ 251 (6.275 fr.) et pour le tissage de £ 1.830, 7 sh., 5 pence (45.759 fr. 25).

Ces grandes différences au crédit indiquaient que la prime était un peu trop élevée et l'Association décida de la réduire.

« Comme nous sommes une mutualité, dit M. Taylor, nous n'avons pas besoin que notre fonds de réserve dépasse certaines limites raisonnables ».

On accorda à tous les assurés un rabais de 25 0/0 sur les primes.

Sur ces nouvelles bases, l'association enregistrait, pour la quatrième année (1901-1902), une perte de £ 205, 10 sh., 5 pence (5.138 fr. 10) dans la filature et, dans le tissage, un profit de £ 792, 14 sh., 4 pence, (19.817 fr. 90).

La réduction du quart sur les primes fut maintenue pour la cinquième année dans la filature, mais elle fut portée à 50 0/0 dans le tissage, ce qui revenait à diminuer de 1/2 l'ancienne prime et la ramenait à 1 sh., 3 pence, par 100 livres sterling de salaires.

Au 30 juin 1903, les comptes de l'Association accusaient pour la filature une perte de £ 63, 9 sh., 9 pence (1.587 fr. 15) et pour le tissage un profit de £ 712, 19 sh., 9 pence (17.824 fr. 65).

Les primes de l'Association étaient donc en 1904 de 5 shillings par 100 £ de salaires (0 fr. 25 0/0) pour la filature et pour le tissage de 1 sh., 3 pence (0 fr. 06248 0/0).

« Je crois, conclut M. Taylor, que nous ne pourrions pas maintenir notre prime à 5 sh. pour la filature ; la période 1902-1903 correspondait à une légère diminution des accidents et il ne faudrait pas tabler sur cette année-là. Mais, en ce qui concerne le tissage, je suis convaincu que cela peut très bien marcher à 1 sh., 6 pence, par exemple. Nous commençons à trouver le point juste du coût ».

Federation of the Master Cotton Spinners' Associations.

La Fédération des Associations de Patrons-filateurs de coton est une des plus grandes mutuelles d'Angleterre : elle s'étend sur de nombreuses filatures, grandes et petites, comptant plus de 21.000.000 de broches, avec 60.000 ouvriers et 3.000.000 de livres sterling de salaires annuels (1).

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. William Tattersall (§§ 6745-6826), Dawson (§§ 6853-6995) et Edward Travis (§§ 6996-7009).

C'était un « morceau de roi » pour les Compagnies d'assurances ! Mais les Compagnies, prudentes au début, demandèrent 10 et 15 sh. par 100 £ de salaires pour assurer la Fédération qui recula devant ces conditions qu'elle jugeait exagérées.

M. Tattersall, qui était alors Secrétaire de la Fédération, raconte qu'au moment de la discussion du Bill, en 1897, il avait eu, à la Chambre des Communes, de nombreuses entrevues avec les députés du Lancashire et M. Chamberlain, qu'il leur avait exposé que l'assurance ne serait pas possible au-dessous de 10 sh. et que ce serait là un fardeau bien lourd pour une industrie qui avait plus besoin d'être dégrevée que de subir de nouvelles charges.

M. Chamberlain leur avait répondu : « Si les Compagnies ne veulent pas vous assurer pour 1 sh. 6 pence, vous le ferez vous-mêmes en organisant une association mutuelle ! »

C'est ce que fit la Fédération !

« Il n'y avait pas une Compagnie d'assurances en Angleterre, dit M. John T. Dawson ⁽¹⁾, qui eût la moitié de l'expérience que nous avons acquise dans l'industrie spéciale de la filature du coton ».

La Fédération avait déjà tout un service d'assurance organisé. Elle percevait une contribution sur chacun de ses 60.000 membres et les garantissait, en échange, contre les risques relatifs soit à leurs ouvriers en personne, soit aux grèves, soit d'une façon générale contre tous les préjudices qui pourraient leur être causés du fait de ceux qu'ils emploient.

Les indemnités à payer, en cas d'accidents, étaient un de ces risques.

La Fédération prit donc à sa charge la couverture du risque-accidents, dans les nouvelles conditions imposées par le Compensation Act.

Les sommes payées de ce chef par l'Association furent :

Du 1 ^{er} juill. 1898 au 30 juin 1899.....	£ 1. 290
— 1899 — 1900.....	3.619
— 1900 au 31 sept. 1900 (3 mois).....	3.521

Le troisième trimestre de 1900 eut à supporter la liquidation ou le rachat de pensions en cours, et c'est ce qui explique la disproportion, tout en tenant compte d'une sérieuse augmentation dans la dépense due à la progression incessante du risque.

En Octobre 1900, la Fédération, ayant suffisamment éprouvé par elle-même la gravité des risques nouveaux, trouva une occasion très favorable pour s'en « débarrasser sur le dos des Compagnies d'assurances ! » L'Accident Offices Association venait de se dissoudre (*suprà*, p. 41) et

(1) Secrétaire actuel de la Fédération.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 4 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissée faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)¹

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*suprà*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1901. A aucun prix la Compagnie *chaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, 2^e 5096 et suite).

(2) Minutes, 2^e 5096 et 5097.

(3) Nous avons mis sous forme de tableau les chiffres donnés par

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs)!

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
		£	£	
Mutualité.	Juillet 1898-juin 1899.....	1.290	3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/00 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte!

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

A cette Fédération est embranchée la North-East Coast Ship Repairer's Association (1) qui englobe 18 maisons avec des salaires annuels de 500.000 £ (12.500.000 francs).

De cette union d'industriels formant la Fédération, 60 0/0 font partie de l'Iron Trades Employer's Association, et 40 0/0 ont gardé leur liberté pour s'assurer à d'autres compagnies ou garder les risques pour eux.

Iron Trades Employer's Insurance Association.

Cette association est une mutuelle fondée en 1882, dans le but primitif de garantir les membres de l'Iron Trades Employer's Association (devenue plus tard la Fédération dont nous venons de parler) contre les risques résultant de l'Employer's liability Act de 1880.

Elle a ceci de particulier que ses statuts l'obligent à n'accepter parmi ses adhérents que des chefs d'industrie ou des sociétés déjà affiliés à la Fédération dont elle n'est en somme qu'une annexe.

Sa direction se compose d'un conseil d'administration (Board of directors) élu parmi les industriels des deux fédérations. Elle possède une succursale à Glasgow pour traiter les risques d'Écosse et une autre à Newcastle pour les affaires spéciales à l'association du Nord-Est.

Voici, sous forme de tableau, les chiffres fournis à la commission d'enquête par M. S. W. Gladwell, secrétaire de l'Insurance Association : ils s'étendent sur les cinq années 1898 à 1903.

ANNÉES (du 1 ^{er} juillet au 30 juin).	UNITÉS industrielles affiliées.	NOMBRE d'ouvriers.	SALAIRES payés. £	ACCIDENTS			DEMANDES d'indemnité.		
				NOMBRE.	MOYENNE par unité assurée.	pour 100 ouvriers.	NOMBRE.	pour 100 accidents.	pour 100 ouvriers.
1898-1899	604	205.000	12.300.000	12.247	20	5 9	3.277	26 75	1 5
1899-1900	620	212.000	12.700.000	12.322	20	5 8	4.031	32 71	1 9
1900-1901	621	202.000	12.100.000	11.236	18	5 6	4.090	38 40	2 0
1901-1902	656	236.000	14.100.000	13.235	20	5 6	5.426	40 99	2 3
1902-1903	695	248.000	14.883.000	13.663	20	5 4	5.747	42 06	2 4

Il est indispensable de remarquer :

1° Que tous les accidents même insignifiants ont été notés dans cette statistique.

(1) Association des Réparateurs de navires de la côte Nord-Est. Son siège social est à Newcastle on Tyne.

M. Robinson, secrétaire de la Fédération, a expliqué à la Commission que les chefs d'industries assurés par la mutuelle sont tenus de relever et de notifier tout accident ayant entraîné une incapacité de travail, de si courte durée soit-elle, l'absence de l'ouvrier n'aurait-elle même été que d'une journée. On désire établir des statistiques aussi scrupuleusement exactes et détaillées que possible.

2° Que les demandes d'indemnités (claims), auxquelles se rapportent les trois dernières colonnes du tableau, représentent uniquement les cas où la victime fait valoir ses droits en vertu du Compensation Act et où une indemnité lui a été *effectivement* payée. Ceci revient à dire que ces demandes d'indemnités ne sont relatives qu'à des accidents ayant entraîné une incapacité d'au moins deux semaines.

Les chiffres communiqués par M. Gladwell autorisent les déductions suivantes, assez générales puisqu'elles portent sur plus de 200.000 ouvriers :

A) Les accidents réels, le nombre des victimes de l'industrie, n'a pas augmenté depuis l'entrée en vigueur du Compensation Act. Bien au contraire, d'après les statistiques de l'Iron Trades Insurance Association, il y aurait sur ce point une diminution des risques : si l'on compare le total annuel des accidents à celui de la main-d'œuvre employée, on constate que le pourcentage tombe graduellement et régulièrement de 5,9 à 5,4, ce qui représente une diminution de 12 0/0.

La moyenne des accidents par unité assurée est d'à peine 20 pour les cinq années.

B) Mais, si l'on considère les accidents indemnisés, on observe une progression rapide du nombre des demandes : elles passent de 3.277 en 1899 à 5.749 en 1903, c'est-à-dire qu'elles ont presque doublé pendant cette période, alors que, comme nous l'avons dit, le chiffre des accidents réels restait stationnaire.

La proportion entre le nombre des demandes d'indemnités et le nombre des accidents survenus, est successivement de 26,75 0/0, 32,71 0/0, 36,40 0/0, 40,99 0/0, 42,06 0/0.

Les « claims », qui la première année n'étaient que de 1,5 pour 100 ouvriers, sont montées à 2,4 en 1903 ! Ce qu'il y a de remarquable, c'est la *constance* de cette augmentation : 1,5; 1,9; 2,0; 2,3; 2,4.

L'ouvrier cherche de toutes manières, en cas d'accident, à doubler le cap des deux semaines et à recevoir une indemnité : « They want anyway to get compensation », dit M. Gladwell. Ce sont les petits accidents qui tendent à grever de plus en plus le patron. L'ouvrier ne retournera pas à son travail le 13^e ou le 14^e jour, puisqu'à partir du 15^e il recevra une pension : il cherchera à faire durer quelques jours encore son incapacité.

C) Enfin remarquons, à un autre point de vue, que le nombre des membres de l'Engineering and shipbuilding Federation pratiquant

la mutualité a tendance à augmenter. Les unités adhérant à l'Insurance Association étaient de 604 en 1898 avec 205.000 ouvriers; elles sont, en 1903, de 695 avec une main-d'œuvre de 248.000 hommes assurés. Faut-il en conclure que l'idée mutualiste gagne sans cesse du terrain?

Quelles sommes ont été payées par l'Insurance Association à la suite des demandes d'indemnités admises de 1898 à 1903? C'est un élément qu'il nous est nécessaire de connaître pour dégager le coût par £ 100 de salaires payés.

Voici pour l'Angleterre seule, à l'exclusion de l'Écosse et de l'Irlande, le montant annuel des sommes payées en indemnités.

ANNÉES.	NOMBRE de « claims ».	MONTANT total payé.	MOYENNES.
		£	£ s. d.
Première.....	2.815	19.935	7 1 8
Deuxième.....	3.914	31.353	8 0 3
Troisième.....	3.920	32.727	8 6 11
Quatrième.....	4.957	51.937	10 9 7
Cinquième.....	5.569	54.947	9 17 4

Dans les totaux de la troisième colonne sont comprises les réserves immobilisées pour la capitalisation des rentes (outstanding liabilities).

On voit que le nombre des demandes indemnisées (2^e colonne) a augmenté avec une rapidité inquiétante : de 2.815 en 1898-99, il s'élève à 5.569, le double, en 1902-03; et ce qu'il y a de particulièrement frappant c'est la régularité de cette augmentation : chaque année marque un niveau supérieur à celui de la précédente.

Non seulement la quantité d'accidents est chaque année plus forte, mais le coût auquel revient chacun d'eux suit de son côté la même courbe ascendante. Les accidents coûtent plus cher! La moyenne qui n'était que de £ 7, 1 sh., 8 d. (177 fr. 10) pour la première année est de £ 9, 17 sh., 4 d. (246 fr. 65) pour la cinquième. Il est vrai que cette cinquième année (1902-03) semble marquer un recul sur la précédente, mais il n'en est rien, si l'on tient compte que la période 1901-02 a été grevée d'une façon tout à fait anormale par des accidents mortels, ce qui a sensiblement relevé le coût moyen par accident-unité.

Si l'on cherche la moyenne générale du coût par accident pendant les cinq années, on obtient : £ 190.899 à répartir sur 21.175 accidents, soit £ 9, 0 sh., 3 1/2 pence (225 fr. 35). On voit que le *coût moyen* se fixe bien à £ 9 pour chaque accident au lieu de £ 7 la première année.

En rapprochant du total général des salaires payés pendant les cinq années, soit 66.000.000 £, le chiffre total des débours effectués par l'Insurance Association pendant la même période, on obtient, comme moyenne, un coût approximatif de 8 shil. par £ 100. Mais ce coût

a tendance à progresser : en 1903, il s'établit à 10 sh. par £ 100 et M. Gladwell pense qu'il ira jusqu'à 12 sh. par £ 100, ce qui correspondrait à 0,6 0/0.

Pendant les quinze années de 1882 à 1897, sur un total de 23.000.000 £ de salaires, le coût moyen des risques indemnisés par l'Iron Trades Insurance Association n'avait pas dépassé 1 sh., 1 penny par £ 100, soit environ : 0,059 0/0, onze fois moins que le coût actuel.

Voilà la moyenne générale, mais elle ne correspond pas exactement aux primes payées à l'association par les différentes branches d'industries assurées. L'Iron Trades Insurance a établi 13 classes d'industrie et, pour chacune d'elles, une prime spéciale qui varie de 4 sh. à 30 sh., par £ 100 de salaires.

Nous trouvons dans l'industrie métallurgique anglaise des exemples intéressants de *contracting-out*.

Certains grands employeurs, comme nous l'avons déjà constaté pour les charbonnages, pratiquaient en fait le risque professionnel avant qu'il ne fût inscrit dans la loi et avaient organisé, avant 1898, dans leurs entreprises, des systèmes particuliers de réparation. Ces organisations individuelles, mises au point, purent continuer à fonctionner après l'entrée en vigueur du Compensation Act, grâce à la faculté de *contracting-out* laissée aux patrons.

L'un de ces « particular schemes » mérite une attention spéciale parmi ceux dont l'existence a été révélée à la Commission d'enquête, c'est celui de la firme R. et W. Hawthorn, Leslie et Co. Ltd.

Système particulier de réparation des Accidents établi chez MM. Hawthorn, Leslie et Co. Ltd.

Cette Société, dont le Président sir Benjamin Browne fut l'un des membres les plus actifs et les plus compétents de la Commission d'enquête (1), emploie dans ses usines Saint-Pierre, à Newcastle, une moyenne de 1.700 ouvriers.

La Caisse des accidents (Compensation Fund) y fut créée en 1889 et n'a jamais cessé de fonctionner depuis cette époque. Elle fut simplement réorganisée en 1899 pour être plus conforme aux exigences de la nouvelle loi.

(1) Sir Benjamin Browne s'est particulièrement consacré à l'étude des questions d'accidents. Voir notamment son memorandum dans le Rapport de la Commission et deux articles fort intéressants parus sous sa signature dans les N^{os} du Times des 29 novembre et 30 décembre 1905.

*Établissements de constructions navales de
Caisse d'indemnités pour*

Détail des répartitions

(Voir Rapport de la Com-

ANNÉES.	TOTAL des salaires payés aux ouvriers par année.	TOTAL des indemnités (accidents- money) payées aux ouvriers chaque année.	POURCEN- TAGE entre les sommes payées chaque année à titre d'indemnité et le total des salaires (2 colonnes précédentes).	TOTAL des salaires payés chaque année aux « Outside- Men »			TOTAL des indemnités payées chaque année aux « Outside- Men »			PROPORTION % reçue par les « Outside- Men » dans le total des indemnités payées aux ouvriers chaque année
				en dehors de l'Act.						
	£ s. d.	£ s. d.		£ s. d.	£ s. d.		£ s. d.	£ s. d.		
1899.....	441.015 — —	509 12 6	0 361 %	36.021 — —	221 19 2		43 1/2 %			
1900.....	415.061 — —	331 10 —	0 288 %	15.883 — —	73 — —		22 %			
1901.....	433.028 — —	324 10 —	0 244 %	18.198 — —	62 13 4		19 %			
1902.....	418.136 — —	601 1 10	0 509 %	16.117 — —	95 10 10		16 %			
1903.....	421.710 — —	561 16 7	0 461 %	23.957 — —	111 4 3		20 %			
5.....	628 950 — —	2.328 10 11	1 863 %	110.176 — —	564 7 7		120 1/2 %			
MOYENNE....	425.790 — —	465 14 2 1/5	0 372 3/5 %	22.035 4 —	112 17 6 1/5		24 1/10 %			

MM. R. et W. Hawthorn, Leslie et C^{ie}.

les accidents du travail.

des sommes payées.

(mission, appendice XX).

TOTAL des salaires payés aux « Inside-Men » chaque année.	TOTAL des indemnités payées aux « Inside-Men » chaque année.	PROPORTION % entre les indemnités reçues par les « Inside-Men » et le total de leurs salaires.	TOTAL des indemnités payées annuellement aux « Inside-Men » pour incapacités de deux semaines ou moins.	PROPORTION % entre les indemnités payées aux « Inside-Men » pour incapacités de deux semaines ou moins et le total des salaires à eux payés chaque année.	TOTAL des indemnités payées chaque année aux « Inside-Men » déduction faite des allocations pour incapacités de deux semaines ou moins, et le total des salaires à eux payés chaque année.	PROPORTION % entre les indemnités payées chaque année aux « Inside-Men », déduction faite des allocations pour incapacités de deux semaines ou moins, et le total des salaires à eux payés chaque année.
£ s. d.	£ s. d.		£ s. d.		£ s. d.	
104.994 — —	237 13 4	0 204 %	46 — —	0 33 %	241 13 4	0 171 %
99.178 — —	258 10 —	0 225 %	44 14 2	0 39 %	213 15 10	0 186 %
114.830 — —	261 16 8	0 197 %	49 18 —	0 37 %	211 18 8	0 160 %
109.019 — —	505 11 —	0 428 %	48 19 2	0 41 %	456 11 10	0 387 %
97.753 — —	450 12 4	0 370 %	22 14 2	0 19 %	427 18 2	0 351 %
518.774 — —	1.764 3 4	1.424 %	212 5 6	0 169 %	1.551 17 10	1 255 %
103.754 16 —	352 16 8	0 284 4/5 %	42 9 1	0 033 4/5 %	310 7 6 4/5	0 251 %

Voici les règles mêmes du contrat intervenu entre MM. Hawthorn, Leslie et Co et leurs ouvriers :

Règlement de la Caisse-accidents.

(Rules of the Fund).

§ 1. — Cette Caisse est établie dans le but d'assurer à chaque ouvrier ou apprenti une indemnité en cas d'accident; cette indemnité sera payée sans qu'il soit tenu compte de la cause de l'accident.

§ 2. — Le taux des contributions à verser par les ouvriers et apprentis est d'ores et déjà fixé à :

1/2 penny par semaine pour les ouvriers;
1/2 penny — — — apprentis.

Ces contributions seront retenues sur les salaires chaque quinzaine et d'avance.

§ 3. — La société s'engage à verser chaque année à la Caisse une somme égale aux contributions totales fournies par les ouvriers et apprentis pendant cette année.

§ 4. — L'administration de la Caisse sera confiée à un Comité de 6 membres dont 2 nommés par la Compagnie et 4 par les ouvriers. Ces derniers seront élus pour un an seulement, mais seront toutefois rééligibles.

§ 5. — L'échelle des indemnités sera la suivante :

Accidents mortels.

Ouvriers.....	£ 150	(3.750 fr.)
Apprentis.....	50	(1.250 fr.)

£ 10 (250 fr.) seront payés aux ayants droit, aussitôt que la mort de la victime sera constatée; le solde leur sera versé, après déduction de tous paiements hebdomadaires ou autres faits à la victime avant sa mort, soit sous forme d'allocations hebdomadaires, soit globalement ou par acomptes, à l'époque et de la manière fixées par le Comité, conformément aux intérêts de la famille du défunt.

Accidents non mortels.

Pour les ouvriers, une allocation hebdomadaire de 15 shillings (18 fr. 75).

Pour les apprentis, l'allocation hebdomadaire sera de 5 shillings (6 fr. 25).

Ces pensions hebdomadaires dureront tout le temps de l'incapacité, dans les limites du délai ci-après prévu :

Quand le service de la pension hebdomadaire aura duré 26 semaines, ou plus tôt s'il y a lieu, le Comité, auquel le cas sera soumis, décidera si l'incapacité doit être considérée comme permanente et il accordera :

a) En cas d'incapacité permanente *partielle* :

Aux ouvriers.....	£	75	(1.875 fr.)
Aux apprentis.....	£	25	(625 fr.)

b) En cas d'incapacité permanente *totale* :

Aux ouvriers.....	£	120	(3.000 fr.)
Aux apprentis.....		40	(1.000 fr.)

Dans les deux cas, il sera tenu compte des versements hebdomadaires déjà reçus qui seront déduits du capital dû à l'ouvrier.

Ces indemnités seront versées aux titulaires, soit en une seule fois (lump sum), soit sous forme de paiements hebdomadaires, soit de toute autre manière fixée par le Comité. Le paiement de l'indemnité, dans ces conditions, rendra irrecevable toute réclamation ultérieure adressée à la Caisse par les représentants de la victime, en cas de mort subséquente de celle-ci.

§ 6. — Aucune demande d'indemnité ne sera accueillie par la Caisse si l'accident n'a pas empêché l'ouvrier d'aller à son travail, pendant au moins trois jours pleins (three clear days).

§ 7. — Les demandes d'indemnités devront être adressées par écrit au secrétaire de la Caisse, dans les trois jours qui suivent l'accident ; si ce délai n'était pas respecté, le Comité aurait la faculté de faire dater le service de l'indemnité soit du jour de l'accident, soit de trois jours avant la réception de la notification de la demande.

§ 8. — L'accident qui motive la demande devra être l'objet d'un certificat délivré par un chirurgien agréé par le Comité.

§ 9. — Le Comité chargé d'administrer la Caisse sera composé des membres suivants :

(*Nom des six administrateurs*).

§ 10. — Le Comité aura le pouvoir d'augmenter, s'il est nécessaire, les contributions jusqu'à concurrence du double ou, au contraire, de les diminuer, ou même de les suspendre temporairement, suivant l'état financier de la Caisse. Le Comité pourra également, s'il le juge désirable, et si les ressources de la Caisse le permettent, augmenter les taux ci-dessus fixés pour les accidents mortels ou les incapacités ; les modifications ainsi décidées seront affichées dans les ateliers et usines sept jours avant leur application ; elles n'auront d'effet que pour les accidents ultérieurs à la décision du Comité.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 1 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le ! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.) !

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*suprd*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900 ! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.	Juillet 1898-juin 1899.....	£ 1.290	£ 3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/00 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 1 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le ! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.) !

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*supra*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900 ! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.	Juillet 1898-juin 1899.....	£ 1.290	£ 3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.048	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/0 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 4 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)!

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*supra*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.		£	£	
	Juillet 1898-juin 1899.....	1.290	3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec Co d'assurances.				
	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/0 soit 2,50 : perte sèche 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 1 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)!

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*suprd*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.	Juillet 1898-juin 1899.....	£ 1.290	£ 3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 819	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/00 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 4 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissée faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)!

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,45 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*supra*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.	Juillet 1898-juin 1899.....	£ 1.290	£ 3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/0 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 1 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)!

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*suprd*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.		£	£	
	Juillet 1898-juin 1899.....	1.290	3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3.619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'assurances.				
	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/0 soit 2,50 : perte sèche 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 4 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.)!

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,45 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*supra*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.		£	£	
	Juillet 1898-juin 1899.....	4.290	3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3.619	3.000.000	»
	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
Contrat avec Co d'assurances.				
	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/00 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Compagnies se lançaient dans une concurrence effrénée et désastreuse pour elles. Les directeurs de la Federation of Master Cotton Spinner's Associations s'empressèrent d'en profiter, en gens expérimentés et avisés.

« Deux Compagnies, explique M. Dawson, nous offrirent un contrat « à 4 sh. 6 pence par £ 100, sous déduction de 20 0/0, et sur une base « de 3.000.000 de livres de salaire annuel. L'une ne voulait s'engager que pour un an, l'autre acceptait à la rigueur de « marcher » pour « trois ans. Nous avons poussé ferme à la roue (we struck hard and fast) « pour obtenir la police de trois ans et la Compagnie en question s'est « laissé faire violence, un peu à contre-cœur, avouons-le ! » (1)

Du 1^{er} octobre 1900 au 30 septembre 1901, la Compagnie eut à payer £ 3 295 (82.375 fr.) et, la seconde année (1901-1902), juste le double £ 6.648 (166.200 fr.) !

M. Dawson ne donne pas les chiffres représentant les débours de la troisième année, mais il remarque que, d'après certains renseignements verbaux qu'il a obtenus, la Compagnie aurait eu des risques *encore plus lourds* que pour l'année précédente.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie en question a absolument refusé de renouveler la police (2) et la Fédération s'est adressée à d'autres assureurs auxquels, pour un contrat de trois années également (1903-1906), elle paie 3 shillings par £ 100 de salaires, ce qui représenterait : 0,15 0/0.

Cette prime semble encore une fois bien insuffisante, si on la compare à celle de la Cotton-trade Insurance Association (*suprd*, p. 64) et nous craignons bien que cette autre Compagnie ne paye chèrement son désir de « faire des affaires ». Nous serions bien étonnés qu'elle renouvelât son contrat en 1906, aux mêmes conditions : elle aura certainement, elle aussi, acquis une coûteuse expérience au contact des gens habiles de la Fédération (3).

C. — Industrie du fer. Métallurgie.

L'enquête faite dans cette industrie conduit aux mêmes conclusions que pour l'industrie du charbon et du coton : augmentation constante

(1) M. Travis, parlant également au nom de la Federation of Master Cotton Spinners' Associations, raconte que, pour la forme, des propositions furent faites à la même Compagnie qui refusa de reprendre l'affaire, même à 9 shil. 11 pence par £ 100, ce qui représentait 8 fois plus que la prime de 1900 ! A aucun prix la Compagnie *échaudée* ne voulait entendre parler d'une nouvelle assurance de la Fédération (Minutes of Evidence, §§ 6996 et suiv.).

(2) Minutes of Evidence, § 6853.

(3) Il est plus frappant de présenter sous forme de tableau les chiffres donnés par M. Dawson :

du nombre des accidents entraînant une incapacité de plus de 15 jours, aggravation consécutive et progressive des charges qui en résultent pour les patrons.

Les chiffres communiqués par le plus puissant syndicat de la métallurgie du Royaume-Uni, l'Engineering and Shipbuilding Employer's Federation et par sa mutuelle l'Iron trades Employer's Insurance Association ne laissent aucun doute à cet égard et empruntent à la situation industrielle même de ceux qui les ont fournis une éloquence particulière (1).

Engineering and Shipbuilding Employer's Federation.

La Fédération, comme son nom l'indique, comprend deux catégories d'associés : les mécaniciens-constructeurs et les constructeurs de navires.

La Fédération des ingénieurs-constructeurs (Engineering Employer's Federation) comprend 870 firmes affiliées, qui emploient un total de 500.000 ouvriers et paient annuellement plus de £ 26.000.000 de salaires (650.000.000 de francs) !

La Fédération-sœur, celle des constructeurs de navires (Shipbuilding Employer's federation) embrasse 89 entreprises avec 80.000 ouvriers et des salaires annuels d'environ 6.000.000 £ (150.000.000 de francs). Les ateliers et chantiers de ses adhérents fournissent chaque année 48 0/0 du tonnage construit en Angleterre.

PÉRIODE CONSIDÉRÉE.		SOMMES totales payées en indemnités.	SALAIRES payés.	%
Mutualité.		£	£	
	Juillet 1898-juin 1899.....	1.290	3.000.000	»
	— 1899 — 1900.....	3 619	3.000.000	»
Contrat avec C ^{ie} d'Assurances.	— 1900 sept. 1900.....	3.521	3.000.000	»
	Octobre 1900-sept. 1901.....	3.295	3.029.440	1
	— 1901 — 1902.....	6.648	3.206.000	2
	— 1902 — 1903.....	??	3.089.183	?

La première année, la Compagnie qui pour 100 £ recevait 14 pence, soit 1 fr. 40 pour 2.500 francs de salaires, payait en indemnités 1 0/00 soit 2,50 : *perte sèche* 2 fr. 50 — 1 fr. 40 = 1 fr. 10 par 100 £ de salaires assurés, soit pour 3.000.000 £ = 33.000 francs. — La seconde année, la perte est du double, soit 66.000 environ. La troisième année, d'après les pronostics de M. Dawson, elle a dû être beaucoup plus forte !

(1) Voir Minutes of Evidence, dépositions de MM. James Robinson, §§ 3498-3787 et Allan M. Smith, §§ 3788-3931.

les Trade-Unions, voyant l'un des leurs dans la place, seront encouragées dans leurs efforts (1).

Nous voici parvenus au terme de notre étude. Si nous jetons un dernier coup d'œil d'ensemble sur cette législation, nous voyons qu'en général ses premiers effets ont été satisfaisants. Le principe du risque professionnel est solidement implanté là où, il y a dix ans à peine, on en considérait encore le principe comme « une monstruosité juridique! »

L'œuvre de 1897 a été accueillie avec une loyauté et une bonne volonté réciproques par les ouvriers et par les patrons. Les uns et les autres ont, chacun dans leur sphère, accompli des efforts louables pour applanir les difficultés qu'une innovation de cette importance devait inévitablement créer au début, pour s'arranger entre eux, à l'amiable, et par-dessus tout éviter les procès.

Ces tendances humanitaires et pacifiques sont surtout remarquables dans la grande industrie où l'organisation plus complète a permis une adaptation immédiate au régime nouveau, où la loi même a pu être assouplie par la création de systèmes particuliers issus du droit de « contracting out » (2).

Les patrons ont souvent ainsi donné à leurs ouvriers plus que la loi ne leur accordait : le délai de carence a été, dans bien des cas, complètement supprimé par eux.

Mais l'initiative humanitaire des industriels anglais n'aurait peut-être pas amené d'aussi heureux résultats sans l'action concordante et conciliatrice des Trade-Unions. Ces associations, dont l'influence à ce point de vue a sans cesse grandi, ont joué là un rôle heureux d'intermédiaires, disons le mot : de « *tampons* », qui a permis d'éviter les frictions, les oppositions d'intérêts trop brutales quand les deux parties se trouvent face à face. La discussion est ainsi rendue possible et on finit par s'entendre.

Cet état d'esprit ne doit pas étonner. Si, en Angleterre — et peut-être plus que partout ailleurs — la *différence* de classes existe, cette diffé-

(1) Les ouvriers rencontreront également des sympathies auprès de M. Asquith. Chancelier de l'Echiquier, qui, désireux de prendre sa revanche sur l'échec de son Bill de 1893, sera, sans doute, partisan de l'élargissement du Compensation Act. Il est l'ennemi déclaré du droit de contracting-out et, comme les avantages de ce droit seraient réduits à rien par la suppression du délai de carence, il est probable que l'ancien leader du parti libéral se montrerait partisan de cet amendement au Compensation Act. D'autre part, il ne faut pas oublier que, depuis les élections de janvier 1906, le parti ouvrier aura une cinquantaine de membres le représentant aux Communes, au lieu de 4 en 1900.

(2) D'après le Rapport de 1904 du Registrar des Friendly Societies il y avait, fin 1903 : 55 systèmes particuliers englobant 615.895 ouvriers. Voir Rapport du Departmental Committee, p. 196.

rence ne s'est pas transformée en *antagonisme*. La politique n'y a pas tout empoisonné, comme chez d'autres, où elle envenime tant de questions qui devraient lui rester étrangères. L'ouvrier anglais est bien trop pratique et trop sensé pour se laisser prendre aux billevesées et aux chimères, aux phrases creuses des rhéteurs qui se plaisent à présenter le patron comme l'ennemi quand même : la solidarité existe encore entre employeurs et employés (1).

Nous aimons à nous répéter en France que nous sommes le peuple d'avant-garde dans la voie du progrès social, les pionniers des réformes ouvrières !

Combien ces idées généreuses et nobles, qui sont l'apanage de l'esprit français, seraient cependant plus fécondes si, dans leur réalisation, elles rencontraient plus de solidarité, plus de confiance mutuelle, plus de pénétration réciproque des divers éléments sociaux du pays, au lieu de se heurter si souvent, d'un côté à l'indifférence, de l'autre à la méfiance ou au parti-pris stupide des classes pauvres :

« Nous suons, nous peinons comme bêtes de somme ;
 « Eh pour qui ? pour lui seul : nous n'en profitons pas ;
 « Notre soin n'aboutit qu'à fournir ses repas !
 « Chômons ; c'est un métier qu'il veut nous faire apprendre.
 « Ainsi dit, ainsi fait. Les mains cessent de prendre,
 « Les bras d'agir, les jambes de marcher.
 « Tous dirent à Gaster qu'il en allât chercher ;
 « Ce leur fut une erreur dont ils se repentirent :
 « Bientôt les pauvres gens tombèrent en langueur ;

 « Les mutins virent
 « Que celui qu'ils croyaient oisif et paresseux
 « A l'intérêt commun contribuait plus qu'eux ! (2) ».

Jacques Bonhomme vit un peu trop sur lui-même ! S'il considérait ce qui se passe chez ses amis d'Outre-Manche, il ne reviendrait pas de sa stupeur ! Que dirait-il, par exemple, en voyant les délégués du Congrès général des Trade-Unions reçus (en septembre dernier) et fêtés à Trentham par le Duc et la Duchesse de Sutherland ? en apprenant que ce même congrès, qui représentait 1.500.000 travailleurs de toutes catégories, a acclamé comme « *camarade* » d'honneur la comtesse Warwick (3), femme d'un pair du Royaume, qui est en même temps l'un des plus grands propriétaires miniers d'Angleterre ?

(1) Voir à ce point de vue les constatations très intéressantes rapportées par M. Paul de Rousiers dans son ouvrage sur le Trade-Unionisme en Angleterre.

(2) La Fontaine, *Les membres et l'estomac*, livre III, t. II.

(3) La Comtesse Warwick a soutenu activement à Westham, pendant les élections qui

John Burns, fils de prolétaires et leader du parti ouvrier, ne coudoie-t-il pas, dans le ministère actuel, le Comte Elgin, Lord Tweedmouth, le Comte Carrington, le Comte Crewe et le Marquis de Ripon ?

Voilà quelques faits entre cent ! On y reconnaîtra les indices certains d'un état d'esprit particulier, d'une orientation nouvelle de l'opinion des hautes classes anglaises : c'est comme un courant bienfaisant qui balaie de plus en plus les préjugés de caste et rapproche les uns des autres les différents étages sociaux ; c'est comme un sang plus jeune, sain et vigoureux, qui circule dans l'organisme national et le vivifie tout entier !

« La vieille Angleterre a changé d'âme !

« L'argile britannique, jetée dans le moule de la démocratie, en sort tira transformée ; c'est un souffle, toujours puissant et hardi, mais « entièrement nouveau, qui anime l'antique statue » (1).

viennent d'avoir lieu, la candidature socialiste de M. Wiltborne : c'est elle que l'on surnomme, en Angleterre, « le tribun du beau sexe ».

(1) Boutmy, *Le développement de la constitution politique en Angleterre*.

ALLEMAGNE

PROJETS DE RÉFORME

des caisses minières de secours et de retraites en Prusse.

Par M. Édouard FUSTER.

Le Gouvernement prussien vient de compléter son œuvre de réorganisation des conditions du travail dans les mines par la présentation d'un projet de loi portant refonte du titre VII de la loi minière générale de 1865-1892 (Caisses de secours et de retraites).

Voici l'analyse de l'exposé des motifs et du projet de loi.

La loi minière générale de 1865 confie aux caisses de secours et de retraites deux sortes de fonctions. Elles doivent en premier lieu garantir aux ouvriers mineurs en cas de maladie un « secours de maladie » suffisant. Elles doivent, d'autre part, s'ils deviennent incapables de continuer leur travail minier, leur accorder une pension d'invalidité ainsi que, lorsqu'ils meurent, payer des pensions à leurs veuves et orphelins.

Depuis 1865, la législation n'a pas été modifiée ; les dispositions qui concernent ces caisses avaient même été empruntées sans modifications à une loi spéciale de 1854. A bien des égards, elles sont vieilles. Elles le sont d'autant plus que, à côté de la législation *prussienne* sur l'assurance des mineurs, est venue fonctionner une législation *impériale* sur l'assurance ouvrière en général. Il est dans bien des cas impossible d'affirmer si telle disposition subsiste ou a été modifiée par la législation d'Empire.

Enfin, et cela est plus fâcheux encore, la plupart des caisses semblent manquer de solidité financière, sans que la législation actuelle fournisse un remède.

Or les caisses prussiennes comptaient en 1904 plus de 660.000 membres actifs, ayant droit au secours de maladie complet, c'est-à-dire au minimum à un secours égal à celui qui est assuré aux membres des caisses d'usine par la législation impériale. En outre

elles avaient, en 1904, à servir des pensions à plus de 69.000 invalides professionnels, à 56.000 veuves et 48.000 orphelins. Le montant annuel total des pensions à servir, à côté du secours de maladie et sans parler des pensions garanties par les lois d'Empire aux invalides ordinaires et aux victimes d'accidents du travail, le montant atteignait en 1904 près de 28 millions $1/2$ de marcs. On voit, par ces chiffres, combien sont lourds les engagements pris et quelle importance a pour une partie notable de la population l'assainissement de la situation financière des caisses.

Le projet de loi se propose donc, d'une part, de mettre les dispositions de la loi minière concernant ces caisses en concordance avec la législation d'Empire, et d'autre part de faire cesser les lacunes et les défauts de la législation minière concernant ces caisses. La première série de modifications touche donc davantage à la forme qu'au fond de la loi actuelle. Les autres au contraire méritent de retenir notre attention.

Le projet de loi a pour but principal de faire en sorte que les engagements pris par les caisses soient autant que possible garantis. L'organisation actuelle pèche par deux inconvénients. D'une part, les Caisses sont beaucoup trop nombreuses et morcelées, d'autre part, dans la plupart des caisses les cotisations et les prestations n'étaient — et souvent encore — ne sont calculées que d'une façon purement empirique.

Aucune disposition législative n'indique, jusqu'à présent, d'après quelles normes il faut calculer les cotisations et les prestations, lacune qui doit absolument être comblée.

En ce qui concerne tout d'abord les prestations du service de maladie, le projet, se conformant à la loi impériale sur l'assurance contre la maladie, prescrit l'accumulation d'un fonds de réserve au moins égal à la dépense annuelle moyenne des trois dernières années. Mais les dangers les plus sérieux qui menacent les caisses proviennent de l'estimation empirique et irrationnelle des cotisations prévues pour le service des pensions. Le projet exige donc que les cotisations soient calculées de façon à garantir que les engagements pris par la Caisse soient tenus d'une façon permanente, en tenant compte, bien entendu, des autres recettes éventuelles de ce service et de toutes autres circonstances susceptibles d'exercer une influence sur la stabilité financière de la Caisse.

Dans la très grande majorité des Caisses le calcul des cotisations ne s'effectue pas encore d'après les principes posés dans le projet.

Le but de la disposition que nous analysons ne pourra donc être atteint que progressivement, au bout d'un certain délai. Il suffira dans ces cas-là que les statuts indiquent le plan d'opérations, grâce auquel, dans un délai convenable, la Caisse finira par offrir les garanties nécessaires.

L'autre grand inconvénient de la pratique actuellement suivie par les Caisses, c'est, nous l'avons dit, leur extrême morcellement. Un très grand nombre finissent par n'avoir plus qu'un contingent d'assurés beaucoup trop restreint. Il existe actuellement 72 caisses. Sur le nombre :

une a 282.000 membres (Westphalie),	
une a 113.000	—
une a 49.000	—
une a 32.000	—
cinq ont entre 10.000 et 20.000 membres.	

Sur 72, il n'y en a donc que 9 qui aient plus de 10.000 membres. Sur les 63 autres, 27 ont entre 1.000 et 10.000, puis 36 ont moins de 1.000 ; il en est même qui descendent à 10 membres.

Pour mettre fin à cet inconvénient, le projet donne aux autorités de contrôle de nouveaux droits. Si la stabilité d'une Caisse paraît à ce point douteuse qu'on ne puisse plus compter sur un assainissement naturel et durable de la situation, l'autorité de contrôle doit dissoudre la Caisse et en transférer les membres à une autre Caisse, naturellement sous cette réserve que la seconde Caisse ne se verra pas imposer d'obligations corrélatives aux cotisations antérieurement payées à la Caisse dissoute. En outre, l'autorité de contrôle pourra, pour garantir d'une façon permanente les droits des membres, ordonner la fusion de deux ou plusieurs Caisses de pensions : ou bien il s'agira d'une fusion complète, ou bien les Caisses conserveront leur autonomie, mais se garantiront l'une l'autre par le procédé de la réassurance. Ces mesures paraissent devoir suffire pour mettre fin progressivement à l'excessif morcellement des Caisses.

Un autre résultat fâcheux du régime actuel est celui-ci : la liberté de déplacement des personnes assujetties à l'obligation de faire partie de ces Caisses semble réduite et menacée. En règle générale, lorsqu'un assujetti cesse d'exercer le travail qui a motivé son assujettissement à la Caisse et si cette cessation de travail n'est pas provoquée par une incapacité de travail, la qualité de

membre est perdue *de plano*. Mais la perte de la qualité de membre a pour conséquence la perte de tous les droits acquis. Cette disposition s'explique par toute l'histoire des Caisses. Mais en l'appliquant sans tolérance, on aboutirait à des pratiques très dures, surtout lorsqu'un assujetti quitte sa mine après un grand nombre d'années et prend du travail dans une mine faisant partie de la circonscription d'une autre Caisse, — ou bien encore lorsque pour quelque temps ou définitivement il cesse d'exercer un travail motivant son affiliation à une Caisse minière. Il importe donc que pour les personnes astreintes à s'assurer par l'intermédiaire des Caisses minières, les avantages que l'on a voulu leur garantir ne soient pas anéantis pour ce seul motif qu'elles font usage du droit que leur donne la loi, de changer de domicile.

Aucune disposition législative ne permettait de mettre fin à ces abus. Mais certaines caisses ont pris des mesures pour assurer le maintien des droits acquis. On y arrivait en s'entendant, en traitant avec d'autres Caisses (mutation), et aussi en permettant statutairement aux membres démissionnaires qui n'entraient pas dans une autre caisse de conserver leurs droits acquis à une pension.

Ce traité de réciprocité entre Caisses avait pour conditions, d'une part que le membre démissionnaire perdait tous ses droits aux prestations de l'ancienne Caisse, et d'autre part qu'il était traité par la seconde Caisse comme si pendant toute la durée de son assujettissement antérieur il avait fait partie de cette seconde Caisse : de sorte que lorsque le risque assuré se présentait, la charge totale du secours incombait à la seconde Caisse. Mais une telle organisation n'est rationnelle que dans le cas où les cotisations et les prestations sont à peu près les mêmes dans les diverses Caisses intéressées et où, l'échange des membres étant réciproque, les entrées et les sorties des affiliés se compensent à peu près.

Dans la majorité des cas, il n'en est malheureusement pas ainsi. Et cela explique qu'on n'ait pu aboutir à un traité général de réciprocité entre toutes les Caisses prussiennes. De tels traités ne s'appliquent en fait qu'à un petit nombre de Caisses. Le projet tient donc pour certain que la loi ne peut adopter ce moyen de régler les mutations. Il serait préférable que, en cas de changement de caisse, on calculât les secours d'invalides et de veuve en tenant compte des droits que le membre sortant a acquis d'après les statuts de la Caisse qu'il laisse, et que toutes les Caisses auxquelles le mineur a ainsi appartenu participassent au paiement de ces secours.

Pour appliquer cette règle générale, il est indispensable que dans une certaine mesure on limite l'autonomie des Caisses en ce qui concerne le calcul des pensions. Le moyen de toucher le moins possible à leur indépendance est le suivant. Les secours d'invalides et de veuves seront gradués en augmentant de période en période, selon certains coefficients d'accroissement ; on abandonnerait donc les pensions fondamentales uniformes, qui sont plus ou moins la règle aujourd'hui. Les secours se calculeraient alors aisément : ils représenteraient la somme des coefficients d'accroissement déjà inscrits au crédit de l'intéressé. Si ces majorations avaient été acquises dans diverses Caisses, chacune de celles-ci verrait tomber à sa charge la somme des majorations que l'intéressé se serait acquises pendant la durée de son affiliation à la dite Caisse. C'est le procédé qu'a recommandé presque unanimement l'association générale des Caisses minières allemandes et qu'a adopté le Gouvernement.

Toutefois, pour régler complètement la question de la liberté de déplacement, il importe encore de considérer le cas où en quittant une Caisse l'intéressé n'entre pas dans une autre Caisse de pension. Actuellement déjà, un certain nombre de Caisses accordent au démissionnaire la faculté de conserver les droits acquis en payant une cotisation spéciale. Le projet généralise ce procédé.

Le projet prévoit encore une modification relative à la perception des ressources nécessaires. Jusqu'à présent les exploitants avaient à payer au moins la moitié des cotisations des ouvriers assujettis occupés par eux, mais la direction et l'assemblée générale devaient se composer pour moitié de représentants de chacune des parties. Il importe donc que les exploitants paient la même cotisation que leurs ouvriers. Cela est d'autant plus nécessaire que, dans le régime actuel, les ressources nécessaires pour assainir financièrement les Caisses ne pourraient être rassemblées. Les exploitants, officieusement consultés, se sont finalement déclarés d'accord avec cet accroissement de charges. En outre le projet met fin à un abus qui existe dans certaines Caisses : les membres qui ne peuvent statutairement acquérir aucun droit à la pension, y sont néanmoins astreints à payer les mêmes cotisations, ou à peu près, que les membres jouissant de leurs pleins droits.

La réforme projetée s'occupe aussi de l'organisation des Caisses. Tout d'abord, dans l'intérêt de la consolidation financière qu'on veut obtenir, le projet demande que les deux catégories d'assurances gérées par les Caisses, à savoir l'assurance contre la mala-

die et l'assurance de pensions aux invalides, veuves et orphelins, fassent toujours l'objet de deux comptabilités distinctes. On demande en outre que les délégués des ouvriers à l'Administration des Caisses (les « anciens ») soient élus au scrutin secret, conformément aux procédés adoptés par la législation d'Empire et par les lois minières des 24 juin 1892 et 14 juillet 1905. Enfin la législation en vigueur ne s'occupe en aucune façon de ce qui doit arriver lorsque les organes légalement chargés de gérer les Caisses n'existent pas ou ne remplissent pas leurs obligations. D'après le projet l'Administration supérieure des mines peut, dans les deux cas, se charger ou charger des fondés de pouvoir des attributions desdits organes, ainsi que cela se pratique en matière d'assurance-maladie.

La réforme portera même sur la procédure à adopter pour protester contre les décisions des Caisses relativement aux droits de leurs membres. Actuellement c'est la plainte à l'Administration supérieure des mines, et en dernière instance au ministre. La voie des procès devant les tribunaux ordinaires reste cependant ouverte dans un très grand nombre de cas ; de là des incertitudes fâcheuses, un flottement dans la jurisprudence. Le projet fixe quelle est la seule et unique procédure à invoquer dans tel ou tel cas. Une procédure arbitrale sera notamment substituée à l'intervention des tribunaux ordinaires dans les affaires de pensions.

BIBLIOGRAPHIE

Industrie und Arbeiterversicherung : Ein Rückblick auf den VII internationalen Arbeiter versicherungskongress in Wien, 1905. — Compte rendu des séances, publié par le Dr E. POELS et le Dr R. SAND, 1 vol. in-8° de 144 pages. — Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles.

Congrès international médical des accidents du travail. Liège, 1905. — Compte rendu des séances, publié par le Dr E. POELS et le Dr R. SAND, 1 vol. in-8° de 144 pages. — Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles.

Les principales questions étudiées au cours des séances du congrès ont été les suivantes :

Définition de l'accident ;

De l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail ;

De la hernie considérée comme accident du travail ;

Du choix du médecin traitant ;

Des premiers secours médicaux ;

Des institutions créées ou à créer en vue de la guérison définitive des suites d'accidents ;

Des conséquences des traumatismes ;

De la simulation et des aggravations des suites d'accidents ;

Prophylaxie en matière d'accidents du travail ;

Statistique médicale des accidents du travail ;

Expertise en matière d'accidents de travail.

Assurance et assistance mutuelle au point de vue médical, par le docteur LOUIS QUERTON, 1 vol. in-12 de 145 pages. — Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles, 1905.

Cet ouvrage fait partie de la collection des actualités sociales, publiée par l'Institut Solvay (sociologie). L'auteur y étudie principalement l'organisation médicale actuelle de l'assistance publique et de l'assistance et l'assurance mutuelles.

Il termine en recherchant ce que devrait être une organisation médicale rationnelle des sociétés d'assurance et d'assistance mutuelles.

L'augmentation du rendement de la machine humaine, par le Dr LOUIS QUERTON, 1 vol. in-12 de 216 pages. — Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles, 1905.

Cet ouvrage fait partie de la même collection que le précédent. L'auteur étudie successivement la machine humaine, l'influence du mi-

lieu sur le développement des êtres vivants en général, puis sur le développement de l'homme, avant l'école (grossesse, accouchement, allaitement, sevrage), à l'école, après l'école. Dans cette dernière partie l'auteur examine plus particulièrement l'influence sur la productivité de l'homme, des facteurs tels que la législation du travail, le taux des salaires, la durée du travail, l'hygiène professionnelle, l'inspection du travail. Il termine par des considérations sur la législation et les organisations sanitaires et sur l'enseignement de l'hygiène.

Recueil de documents sur les accidents du travail, réunis par le ministère du Commerce (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales), n° 1. Lois, règlements et circulaires. nouvelle édition, janvier 1906, 1 vol., Berger-Levrault, éditeurs, Paris.

Salaires et durée du travail dans les industries textiles de Belgique, au mois d'octobre 1901, publiés par l'Office du travail de Belgique, 1 vol. gr. in-4° de 427 pages. Bruxelles, Weissenbruck, éditeur, 1905.

Office du travail de France : L'apprentissage industriel : Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement, 1 vol. in-8° de 655 pages. Paris, Imprimerie nationale, 1905.

NEW-YORK STATE DEPARTMENT OF LABOR : 22. Annual report of the Bureau of labor statistics (1904), 1 vol. in-8° de 864 pages, Albany, Brandow, éditeur, 1905.

NEW-YORK STATE DEPARTMENT OF LABOR : 4. Annual report of the Commissioner of Labor (1904); 18. Annual report of the Board of mediation and arbitration (1904); 19. Annual report on factory inspection (1904), 1 vol. in-8°. Albany, Brandow, éditeur, 1905.

LÉGISLATION

FRANCE

RETRAITES OUVRIÈRES

PROPOSITION DE LOI

**sur les retraites ouvrières adoptée par la Chambre
des députés le 23 février 1906 (1).**

ARTICLE PREMIER. — Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne a droit, dans des conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité.

ART. 2. — Ces retraites sont assurées, conformément aux dispositions des titres I à IV de la présente loi, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières ou la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, soit par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels, sous la garantie de l'État, dans les conditions prévues à l'article 31 ci-après.

Les assurés ont toujours le droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, de choisir entre ces diverses caisses.

ART. 3. — La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés, par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'État. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

(1) Alors que le présent numéro était sous presse, la Chambre des députés a, le 23 février 1906, adopté la proposition de loi portant création de retraites de vieillesse et d'invalidité. Nous croyons devoir en publier immédiatement le texte ainsi que le dernier rapport présenté par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. On trouvera dans le prochain *Bulletin* une analyse de la discussion qui a abouti au vote de la proposition ci-dessus.

Le prélèvement sur le salaire des assurés, comme le versement des employeurs, est de 2 0/0 du salaire, y compris le salaire en nature, évalué dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Toutefois les salaires quotidiens inférieurs à un franc cinquante (1 fr. 50) sont exemptés du prélèvement.

La présente loi ne s'applique aux employés recevant des salaires supérieurs à 2.400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme.

Tout assuré âgé de moins de soixante ans reçoit gratuitement un livret individuel ou une carte annuelle d'identité, où doivent être inscrits les versements, ou apposés les timbres-retraite correspondants, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Lors de chaque paie, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette inscription doit être requise de la Caisse qui assure la retraite, ou bien cette apposition doit être faite, par les soins des employeurs débiteurs du salaire.

ART. 4. — Les ouvriers et employés étrangers, immatriculés en conformité de la loi du 8 août 1893 et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.

Toutefois ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi à cet égard leur sont rendues en tout ou en partie applicables par des traités avec les pays d'origine garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas, la retraite éventuelle déjà acquise pendant les cinq premières années est doublée au moyen du fonds de bonifications prévu ci-après, et, si l'assuré est atteint d'invalidité absolue et permanente de travail ou s'il décède, application est faite des dispositions des articles 9 et 10.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les versements patronaux sont affectés au fonds de bonifications. Lesdits versements sont portés à 4 0/0, lorsque les ouvriers ou employés étrangers ne sont point immatriculés ou ne résident pas en France.

ART. 5. — Sous réserve des dispositions spéciales qui seront adoptées à titre transitoire, la retraite produite par les versements visés à l'article 3 ci-dessus est liquidée à l'âge de soixante ans et la majoration de l'État est définitivement arrêtée à ce moment. Néanmoins les assurés ayant atteint l'âge de soixante ans ont le droit de

proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 0/0 sur leur salaire; dans ce cas, le versement corrélatif de leurs employeurs continue également à être effectué à leur compte; dans le cas contraire, il est affecté au fonds de bonifications.

L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite, avec droit aux majorations spécifiées par l'art. 8, est fixé à cinquante-cinq ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières. Il peut être abaissé au-dessous de soixante ans, jusqu'à cinquante-cinq ans inclusivement, par règlement d'administration publique pour les ouvriers et employés des compagnies et administrations de chemins de fer, ainsi que des industries particulièrement insalubres, d'après des statistiques spéciales établies à ce point de vue par le ministre du Commerce.

Tout assuré peut, avant l'âge prévu aux alinéas précédents, et à partir de cinquante ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite, dès qu'elle atteint 360 francs. En ce cas, s'il continue à travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonifications.

ART. 6. — Il est institué, sous la garantie de l'État, une Caisse nationale des retraites ouvrières, dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du ministre du Commerce et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse nationale de retraites ouvrières dirige et centralise les opérations de caisses départementales de retraites qui, suivant les conditions déterminées par règlement d'administration publique, seront organisées dans chaque département, avec des agences cantonales ou communales, et qui seront administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du Gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs.

Les caisses départementales de retraites transmettent à la Caisse des dépôts et consignations les versements qu'elles reçoivent au compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières et elles opèrent les paiements à effectuer pour le compte de cette dernière caisse avec les fonds mis à cet effet à leur disposition par les soins de la Caisse des dépôts et consignations. Elles peuvent utiliser à cet effet l'intermédiaire des bureaux de poste et des comptables directs du Trésor.

La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à employer

le montant des versements qu'elle reçoit au compte de la Caisse nationale des retraites ouvrières, ainsi que les revenus du portefeuille correspondant qui excèdent les fonds nécessaires au service des paiements et les sommes appartenant au fonds de garantie et de bonification prévu ci-après : 1° en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État ; 2° en prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics, Chambres de commerce et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier. Sur l'initiative du Conseil supérieur des retraites prévu ci-après, et sur son avis favorable, elle est également autorisée à faire emploi des fonds jusqu'à concurrence du dixième, en prêts aux institutions visées par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1893 et aux institutions analogues de prévoyance ouvrière déterminées par règlement d'administration publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en actions ou obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la loi du 30 novembre 1894, ou en prêts aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la Commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du ministre des Finances ; les achats et ventes de valeurs autres que les rentes peuvent être opérés sans publicité ni concurrence. Les sommes non employées sont versées en compte courant au Trésor, dans les limites d'un maximum et à un taux annuellement fixés par la loi de finances.

ART. 7. — Le tarif des retraites assurées par la Caisse nationale des retraites ouvrières est calculé à un taux annuellement fixé par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites, et, provisoirement, d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Des décrets rendus dans les mêmes formes devront arrêter, dès que les statistiques établies par le ministre du Commerce le permettront, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Le tarif ne comprend que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements ont eu lieu.

La liquidation de la retraite s'opère d'après le montant des versements inscrits sur les livrets individuels ou des timbres apposés sur les cartes d'identité successives et à capital aliéné, à moins que la réserve du capital n'ait été spécifiée dès le début par l'assuré, pour les retenues opérées sur son salaire; le montant des versements patronaux est toujours liquidé à capital aliéné.

L'assuré peut obtenir gratuitement tant à la Caisse nationale des retraites ouvrières que des autres Caisses visées par la présente loi, dans le premier semestre de chaque année, un bulletin indiquant le montant de la retraite qui lui était éventuellement acquise au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, du capital réservé. Il a la faculté d'effectuer à son compte des versements volontaires, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique.

Lorsque sa retraite éventuelle, avec le complément de retraite acquis d'autre part ou pouvant résulter de versements volontaires faits par lui ou pour lui, dépasse 360 francs, il peut, à toute époque, affecter la valeur actuelle du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

ART. 8. — Lorsque la retraite acquise à l'âge déterminé par la présente loi et calculée sur la base du capital aliéné n'atteint pas 360 francs, elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'État au moyen du fonds de bonifications, pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant trente années au moins, à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

Si la rente a été constituée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au compte d'un assuré marié, la rente est calculée, pour la majoration, comme si les versements avaient été intégralement effectués au profit du titulaire.

Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé en vertu de l'article 5, le nombre d'années exigible pour l'attribution de la majoration, conformément au premier alinéa du présent article, est abaissé d'un nombre égal d'années.

ART. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail, auront

droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du Commerce, sous les conditions fixées par ce règlement, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation ni excéder 360 francs, bonification comprise.

ART. 10. — Si un assuré décède en laissant soit une veuve non pourvue d'une retraite de vieillesse, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué par le ministre du Commerce sur le fonds de bonifications, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès.

TITRE II.

DES RETRAITES ASSURÉES PAR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS,
LES CAISSES PATRONALES OU SYNDICALES ET LES SYNDICATS DE
GARANTIE.

§ 1. — *Sociétés de secours mutuels.*

ART. 11. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du ministre de l'Intérieur, est admise soit à concourir aux encaissements et aux paiements de la Caisse nationale des retraites ouvrières, moyennant attribution de remises imputables sur le fonds de bonifications, soit à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Cet agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Intérieur et des Finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme du Conseil

supérieur des retraites, et sauf recours devant le Conseil d'État dans les conditions susénoncées.

Lorsqu'il existe des sociétés de secours mutuels ainsi agréées dans l'arrondissement où sont payables les salaires, l'employeur est tenu de verser à ces sociétés les sommes spécifiées au titre précédent, pour tous les assurés qui lui en font la demande en désignant la société à laquelle ils sont affiliés.

Au moyen de ces versements, la société doit assurer, à l'âge prévu par la présente loi, des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient lesdits versements d'après les tarifs en vigueur pour la Caisse nationale des retraites ouvrières au moment des versements.

ART. 12. — Si la société de secours mutuels agréée réalise, en même temps que l'assurance contre la vieillesse, l'assurance contre la maladie et, le cas échéant, contre l'invalidité, les assurés peuvent à toute époque, par une déclaration écrite sur la carte d'identité ou le livret individuel prévus à l'article 3, affecter au paiement de leur cotisation d'assurance contre la maladie et l'invalidité soit le quart, soit la moitié des retenues opérées sur leur salaire en vue de la retraite régie par la présente loi.

Les assurés qui, à quelque époque et par quelque mode que ce soit, ont acquis pour l'âge normal d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi une retraite éventuelle d'au moins 360 francs, gagée par des ressources certaines dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique, peuvent consacrer à l'affectation prévue par le premier alinéa du présent article l'intégralité des retenues effectuées sur leur salaire

ART. 13. — Les sociétés de secours mutuels visées à l'article précédent reçoivent annuellement de l'État une allocation pour chaque sociétaire affilié tant en vue de la retraite prévue par la présente loi qu'en vue d'indemnités journalières et de secours médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie ou d'invalidité, et justifiant : 1° qu'il a subi l'année précédente des retenues correspondant à huit mois de travail au moins ; 2° qu'il a concurremment acquitté la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité.

Cette allocation, intégralement affectée à la réduction de la cotisation statutaire de maladie ou d'invalidité due par le sociétaire pour l'année courante, sera fixée en corrélation du montant des retenues subies par lui pendant l'année précédente pour la retraite et versées à la société en conformité de la présente loi.

Elle sera calculée, dans la limite du crédit budgétaire, d'après un barème établi par règlement d'administration publique, pour tous les salaires n'excédant pas annuellement mille francs, et dans des conditions telles que les allocations soient proportionnellement d'autant plus élevées que les salaires sont plus bas.

ART. 14. — Les fonds correspondant aux sommes encaissées pour l'assurance des retraites visées au titre précédent par les sociétés de secours mutuels agréées sont placés dans les conditions prévues par l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898. Toutefois, s'ils sont versés à la Caisse des dépôts et consignations, ils forment un fonds de retraites distinct et aliénable sans bénéficier de la bonification d'intérêt spécifiée par la loi de finances du 31 mars 1903.

Le fonds commun de retraites inaliénable possédé lors de la promulgation de la présente loi par les sociétés de secours mutuels approuvées peut, pour des besoins exceptionnels, subir des prélèvements autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, au vu de délibérations d'assemblées générales extraordinaires remplissant les conditions déterminées par l'article 11 de la loi du 1^{er} avril 1898.

ART. 15. — Les sociétés de secours mutuels agréées dans les termes de l'article 11 remplissent de plein droit, sur leur demande, en ce qui concerne les assurés qui leur sont affiliés, le rôle dévolu aux agences cantonales ou communales des Caisses départementales de retraites en exécution de l'article 6.

Lorsque ces sociétés sont groupées en union départementale et qu'elles comprennent parmi leurs affiliés plus de deux tiers des assurés ayant leur résidence dans le département, l'union est admise de plein droit, sur sa demande, à remplir pour l'ensemble des assurés du département le rôle dévolu aux Caisses départementales de retraites, à charge de se conformer aux règles édictées pour le fonctionnement desdites Caisses.

§ 2. — *Institutions patronales ou syndicales de retraites.*

ART. 16. — Sont dispensés d'effectuer les versements ou les appositions de timbres visés à l'article 3 :

1^o Les chefs d'entreprise qui ont organisé des Caisses patronales ou adhéré à des Caisses syndicales de retraites ou constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire, après approbation du

ministre du Commerce dans les conditions générales déterminées par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites.

L'arrêté approuvant chacune de ces institutions doit constater qu'elle est alimentée, au moins jusqu'à concurrence de moitié, par les employeurs et qu'elle assure des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Les arrêtés relatifs aux caisses patronales de retraites des chemins de fer sont pris d'accord avec le ministre des Travaux publics ;

2° Les établissements civils et militaires de l'État, les départements, les communes et les établissements publics qui organisent, pour tous ceux de leurs ouvriers et employés qui ne sont pas régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales, des retraites remplissant les conditions spécifiées au deuxième alinéa du paragraphe 1° ci-dessus, dans les conditions déterminées par décrets rendus sur la proposition du ministre du Commerce, du ministre des Finances et du ministre intéressé.

Dans les divers cas prévus au présent article, les retenues sur les salaires peuvent, du consentement des assurés, excéder 2 0/0, lorsque l'employeur verse au moins le double de la retenue complémentaire opérée sur le salaire.

ART. 17. — Les institutions prévues au paragraphe premier de l'article précédent ont le droit d'ester en justice et peuvent employer leurs fonds en placements déterminés par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites.

Elles sont soumises à la même surveillance que les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie fonctionnant en conformité de la loi du 9 avril 1898.

ART. 18. — Chacun des décrets ou arrêtés prévus à l'article 16 détermine le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la valeur actuelle de ces droits à une autre des caisses visées par la présente loi, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution de la retraite. Ce transfert est opéré d'après les tarifs de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

L'assuré qui quitte l'entreprise correspondante ou affiliée à l'institution de retraites peut à toute époque requérir le transfert prévu par l'alinéa précédent. Toutefois, l'institution peut, si ses

statuts approuvés l'y autorisent, limiter ce transfert à la valeur actuelle de la portion de retraite éventuelle provenant des retenues sur le salaire et rester, quant au surplus, débitrice de la retraite.

En ce qui concerne les ouvriers et employés de l'État actuellement régis au point de vue de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pensions, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances et des ministres intéressés déterminent, sur des bases analogues, le mode de liquidation à la charge de l'État des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de leur valeur actuelle à une des Caisses visées par la présente loi.

§ 3. — *Dispositions communes.*

ART. 19. — Sur toutes les sommes reçues en conformité du présent titre, les sociétés ou institutions y mentionnées doivent, en vue des déficits qui pourraient survenir dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie dont la gestion administrative financière est assurée conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi. La quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finances.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 20. — Quand, par cas de force majeure, tels que chômage involontaire ou maladies prolongées, accouchements, blessures, le nombre de deux cent cinquante journées de travail visées à l'article 8 n'aura pu être atteint par l'assuré, ce nombre sera réduit dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, sans toutefois pouvoir être inférieur à deux cents journées.

ART. 21. — Les retraites, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. L'incessibilité ne s'applique pas aux arrérages affectés à l'hospitalisation dans un établissement public.

ART. 22. — Les versements personnels supplémentaires effec-

tués par les assurés en vue de retraites aux diverses caisses visées par la présente loi restent soumis aux dispositions qui les régissent respectivement. Toutefois la liquidation anticipée de ces retraites est obtenue de plein droit lorsqu'il y a invalidité reconnue dans les termes de l'article 9 ci-dessus.

ART. 23. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la présente loi par la Caisse nationale des retraites ouvrières et par les autres Caisses visées à l'article 2, ainsi qu'aux encaissements et paiements prévus par le troisième alinéa de l'article 6.

Le paiement des majorations et allocations pourra être effectué gratuitement par l'entremise des bureaux de poste.

ART. 24. — Est traduit devant le tribunal correctionnel et passible d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) tout employeur ayant omis les appositions de timbres-retraite ou les versements prescrits par la présente loi ou ayant contrevenu aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3. En cas de récidive dans l'année qui suit une précédente infraction, le maximum est toujours appliqué.

Sont passibles d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) et d'un emprisonnement de trois à quinze jours les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi sans s'être conformés aux dispositions du titre II.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ART. 25. — Toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux retenues illicites de salaires, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées en dernier ressort, au chef-lieu du canton où doit avoir lieu le paiement du salaire, par un tribunal arbitral composé du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés et de trois membres élus par les employeurs. Les conditions de ces élections, ainsi que la procédure devant le tribunal arbitral, sont déterminées par règlement d'administration publique rendu après avis du Conseil supérieur des retraites.

Les décisions du tribunal arbitral peuvent être déférées à la Cour de cassation pour incompétence ou excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est acquis de plein droit aux assurés pour les instances prévues au présent article.

ART. 26. — Les assurés peuvent, devant le tribunal arbitral, répéter contre leurs employeurs, pendant un délai de deux ans, le montant des timbres-retraite qui auraient dû être apposés ou des versements qui auraient dû être effectués à leur profit d'après la présente loi. Les employeurs condamnés à opérer la restitution sont, en même temps condamnés à des dommages-intérêts fixés au double du montant desdites répétitions sans que les assurés puissent pouvoir renoncer d'avance ni à ces répétitions ni à ces dommages-intérêts.

Le montant des répétitions doit faire immédiatement, par les soins de l'employeur, l'objet d'apposition de timbres ou de versements ; le montant des dommages-intérêts est directement versé au fonds de bonifications. Le délai de deux ans ci-dessus spécifié est toutefois réduit à six mois à l'égard des employeurs qui soumettent tous leurs carnets de paie à un contrôle administratif déterminé par décret rendu sur la proposition du ministre du Commerce.

ART. 27. — Il est formé auprès du ministre du Commerce et sous sa présidence un Conseil supérieur des retraites, chargé de l'examen des questions concernant la Caisse nationale des retraites ouvrières et l'application de la présente loi.

Il se réunit au moins une fois par semestre. Il élit ses deux vice-présidents.

Ce Conseil est composé de :

Trois sénateurs et cinq députés élus par leurs collègues ;

Un conseiller d'État nommé par le Conseil d'État ;

Trois délégués du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

Deux délégués patronaux et deux délégués ouvriers du Conseil supérieur du travail ;

Quatre délégués des Chambres de commerce, six délégués des syndicats professionnels ouvriers et deux délégués des Bourses du travail, élus dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique ;

Quatre représentants des exploitants agricoles et six représentants des ouvriers et employés de l'agriculture désignés dans les

conditions déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et de l'Agriculture ;

Quatre personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance, dont deux membres agrégés de l'Institut des actuaires, désignés par le ministre du Commerce ;

Deux personnes désignées dans les mêmes conditions par le ministre des Finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef du service de l'inspection générale au ministère des Finances.

Les membres autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.

Le Conseil supérieur des retraites nomme une section permanente composée : 1° de douze membres pris dans son sein, dont deux employeurs et deux ouvriers ou employés de l'industrie et du commerce, deux exploitants et deux ouvriers agricoles, et un délégué du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ; 2° du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales et du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou de leurs délégués. La section permanente donne son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées, soit par le Conseil supérieur, soit par le ministre du Commerce.

ART. 28. — Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre du Commerce, après avis du Conseil supérieur des retraites, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion administrative de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Le ministre du Commerce établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résumé les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi. Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

ART. 29. — Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du ministre des Finances, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

ART. 30. — A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont abrogées pour l'avenir toutes les dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, le titre II de la loi du 29 juin 1894, l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890 en ce qui touche les retraites, et, en ce qui concerne les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895, sur les majorations de retraites.

Il n'est rien innové à la législation en vigueur sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur la Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 31. — La présente loi sera applicable un an au plus tard après sa promulgation.

ART. 32. — Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article premier, qui seront depuis cinq ans au moins de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente années de travail, à raison de 250 journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.

Cette allocation sera de 120 francs.

Toutefois, si en s'ajoutant à la retraite calculée comme il est spécifié à l'article 8, le total est supérieur aux maxima fixés par le barème ci-dessous, cette allocation sera réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants :

De zéro à cinq années de versement à une caisse de retraite autorisée, cent cinquante francs (150 fr.); de cinq à dix années, deux cents francs (200 fr.); de dix à quinze années, deux cent cinquante francs (250 fr.); de quinze à vingt années, trois cents francs (300 fr.); de vingt à vingt-cinq années, trois cent trente francs (330 fr.); de vingt-cinq à trente années, trois cent soixante francs (360 fr.).

ART. 33. — Les versements prescrits par les articles 3 et 4 doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, être effectués pour les assurés visés à l'article 31.

Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics détermine les conditions dans lesquelles les dispositions du titre IV de la loi du 29 juin 1894 et de la loi du 31 mars 1903 (art. 84 à 99) peuvent continuer à être appliquées aux ouvriers et employés des mines qui se trouvent régis par le présent titre.

TITRE V

RETRAITE DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DE L'AGRICULTURE.

ART. 34. — Les dispositions des titres précédents sont applicables, aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers et fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique et qui ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à vingt francs (20 fr.).

ART. 35. — Suivant que les assurés sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sur livrets individuels ou les appositions de timbres sur cartes d'identité sont effectués trimestriellement ou bien lors de chaque paie, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances.

Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles seront opérés, par les propriétaires, les versements afférents tant aux colons partiaires ou métayers et aux fermiers visés à l'article précédent qu'à eux-mêmes.

Le propriétaire âgé de plus de soixante ans et sans autres ressources, qui ne perçoit pas des fermages supérieurs à 500 francs, est dispensé du versement de la contribution.

ART. 36. — Les retraites régies par le présent titre peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués en conformité de la loi du 21 mars 1884, comportant des conseils d'administration composés pour moitié au moins de représentants

élus des assurés et agréés par le ministre du Commerce dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites. Les métayers ou colons partiaires et fermiers qui, par une déclaration faite à la mairie de leur domicile, auront fait connaître leur volonté d'être affranchis de l'obligation de la retraite, seront compris parmi les bénéficiaires de l'article 37.

TITRE VI

DE LA RETRAITE FACULTATIVE.

ART. 37. — Les ouvriers et employés visés aux articles 1^{er} et 34 qui auraient cessé de se trouver dans les conditions prévues auxdits articles, les artisans, façonniers, commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des membres de leur famille, et généralement toutes personnes de nationalité française non visées par les articles précédents, qui ne sont pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure en principal à 20 francs, sont admis, ainsi que leurs femmes ou veuves et les femmes ou veuves des associés régis par la présente loi, à opérer trimestriellement des versements à l'une des caisses visées à l'article 2 pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse.

Ces versements ne peuvent être inférieurs à 1 franc pour chaque compte, ni excéder 500 francs par an. Le règlement d'administration publique prévu à l'article 28 déterminera les conditions dans lesquelles ils pourront être remplacés par apposition de timbres-retraite sur des cartes d'identité spéciales.

ART. 38. — La retraite acquise en vertu de l'article précédent est liquidée dans les conditions prévues au titre premier et bénéficie des dispositions de l'article 9.

Lorsque cette retraite, à l'âge d'entrée en jouissance déterminé par la présente loi et calculée dans les conditions spécifiées à l'article 8, n'atteindra pas 360 francs, elle sera bonifiée au moyen du fonds de bonifications, d'une somme de 120 francs, sans pouvoir toutefois être élevée au-dessus de 360 francs, pourvu que des

versements aient été effectués au compte des intéressés pendant trente années au moins dans les conditions fixées à l'article précédent et à raison de 6 francs au minimum par trimestre.

TITRE VII

MOYENS FINANCIERS.

ART. 39. — Il sera pourvu aux différentes allocations prévues par la présente loi et aux frais de son application au moyen d'un crédit annuel inscrit au budget du ministère du commerce et d'un fonds de bonifications dont la gestion administrative et financière est assurée conformément aux dispositions de l'article 6 de la présente loi.

Les opérations de la Caisse nationale des retraites ouvrières font l'objet d'un budget annexe rattaché au budget du ministère du commerce.

Le fonds de bonifications est alimenté :

1° Par les versements prévus aux articles 4, 5 et 26 ci-dessus ;

2° Par le montant des amendes prévues à l'article 24 ;

3° Par les capitaux qui, ayant été réservés en conformité de l'article 7, tomberaient en déshérence ou ne seraient point réclamés dans les trente années suivant le décès du titulaire de la retraite correspondante ;

4° Par le montant des majorations et allocations prévues aux articles 8, 9, 10 et 32, qui, restant dues aux bénéficiaires au moment de leur décès, n'auraient point été réclamées par leurs héritiers dans le délai de deux ans à compter du décès ;

5° Par les arrérages non perçus prescrits au bout de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil ;

6° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 ;

7° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'État, avec affectation audit fonds.

Le fonds de bonifications supporte le prélèvement des frais de gestion administrative et financière de la Caisse nationale des retraites ouvrières. Il est placé dans les conditions prévues à l'article 6 et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé au dernier alinéa dudit article.

ART. 40. — En cas d'insuffisance des ressources budgétaires,

les sommes nécessaires au service des dispositions transitoires pourront être avancées chaque année, dans une proportion déterminée par la loi de finances et qui ne pourra pas excéder la moitié des contributions patronales, par la Caisse nationale des retraites ouvrières au taux d'intérêt annuel fixé pour les tarifs de cette Caisse.

En représentation de ces avances, le Trésor remettra à la Caisse, des obligations terminables dont la loi de finances déterminera la durée.

ART. 41. — Pour l'élaboration des règlements d'administration publique prévus par la présente loi, le Conseil d'État procédera dans les formes déterminées à l'article 14 de la loi du 24 mai 1872.

ART. 42. — Une loi spéciale déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

ÉVALUATION DES CHARGES FINANCIÈRES

D'après les modifications apportées au texte primitif de la Commission de prévoyance et d'assurance sociales concernant les Retraites de vieillesse et d'invalidité

(19 février 1906) (1).

I. — *Commerce, industrie, domestiques.*

Les salariés du commerce et de l'industrie âgés de moins de 60 ans sont au nombre de	5.231.000
Le nombre des domestiques est de	854.000
Soit, au-dessous de 60 ans, un total de	<u>6.085.000</u>

Le recensement indique pour les anciens travailleurs et domestiques de 60 ans et plus :

Commerce et industrie	351.000
Domestiques	65.000
TOTAL	<u>416.000</u>
Ce nombre a été doublé pour les évaluations définitives, soit	<u>832.000</u>
Les nombres donnés par le calcul de survie est de :	
Commerce et industrie.	1.382.000
Domestiques.	251.000
TOTAL.	<u>1.633.000</u>

L'écart entre 832.000 et 1.633.000 peut représenter le nombre de travailleurs, surtout d'anciens domestiques qui ne remplissent pas pour divers motifs à 60 ans les conditions de travail requises par la loi.

Il faut ajouter à ces nombres les travailleurs atteints d'invalidité partielle, soit 156.000 pour le commerce et l'industrie et 25.000 pour les domestiques, qui restent astreints avec leurs salaires ré-

(1) 7^e annexe au rapport de M. Paul Guieysse (D. P. n° 3083).

duits à la loi des Retraites; au moins de la part des employeurs,
soit un total de. 1.814.000

L'invalidité absolue étant très rare a été négligée.

Le nombre précédent ne sera jamais atteint pour
les raisons indiquées sommairement précédemment
et en outre par suite de l'introduction des cas d'in-
validité partielle, en conséquence il a été abaissé à . 1.700.000

Les charges résultantes sont les suivantes :

a) État initial :

La majoration est de 120 francs pour tous, au
lieu de 50 francs, soit de 99.800.000

Il faut y ajouter l'indemnité de décès. 7.500.000

TOTAL. 107.300.000

b) État constant :

La charge étant de 13.800.000 francs pour les ma-
jorations de 1.382.000 retraités, est pour les
1.700.000 considérés de 17.700.000

les décès entrent toujours pour. 7.500.000

TOTAL. 25.200.000

Il faut tenir compte d'une disposition nouvelle, la suppression du prélèvement de 2 0/0 sur les salaires journaliers inférieurs à 1 fr. 50, qui amène une charge spéciale. 528.000 salaires du commerce et de l'industrie ont une valeur moyenne annuelle de 600 francs; les salaires journaliers de 1 fr. 50 donnent un salaire annuel de 450 francs. On peut admettre 300.000 salaires moyens de 1 franc, y compris les domestiques qui, avec les évaluations des salaires en nature, ont rarement un salaire journalier inférieur à 1 fr. 50. Le montant annuel de ces salaires est de 90 millions de francs, dont le 2 0/0 est de 1.800.000 francs. C'est donc cette somme qui manquera chaque année à la Caisse des retraites, et que l'État devrait y verser annuellement. Mais il est certain que le déficit ne sera comblé qu'au moment du service de la retraite, soit 30 à 40 ans après l'inscription de l'assuré.

Note. — Soit, d'après la table C. R., une population constante de 3.088.575 têtes de 20 ans à 59 ans recrutée par une entrée constante de 92.423 têtes de 20 ans.

Une annuité de 10 francs constitue à l'âge de 60 ans une rente viagère de 97 fr. 50 au taux de 3 0/0. L'annuité totale est de 30.885.750 francs. Mais au lieu de capitaliser ces versements, on peut simplement servir les arrérages de rente aux 59.093 têtes qui atteignent les premières l'âge de 60 ans et qui, par les entrées annuelles constantes et la survivance, finissent par former une population constante de 896.618 têtes de 60 ans et plus. Les arrérages ne s'élevant la première année qu'à 5.761.000 francs, atteignent l'annuité totale de 10 francs par tête au bout de 5 à 6 ans, et arrivent à un montant de 85.320.000 francs à l'état constant, c'est-à-dire, qu'à une dette constante de 30.885.750 francs est substituée une dette constante de 85.320.000 francs représentant le montant de l'annuité multiplié par 2,76.

Mais la population retraitée ne se recrute pas uniquement par des têtes de 20 ans, elle provient de têtes de tous âges. On trouve que les coefficients pour passer des annuités capitalisées au système des arrérages sont respectivement de 2,38 — 2,05 — 1,90 pour les âges initiaux de 30 ans, 40 ans, 50 ans ; on peut donc prendre la valeur de 2,50 sans crainte d'être au-dessous de la réalité.

La charge résultant de l'annuité de 1 million 8 non versée est donc pour l'état constant de 4 millions 5.

La charge financière totale est donc de 30 millions 2.

c) État maximum :

Cette situation se produit entre la 30^e et la 35^e année; à cette époque les majorations battent leur plein ; on peut donc au moins approximativement en calculer le montant par une simple proportion entre l'ancien et le nouveau nombre de retraités, soit 1.382.000 et 1.700.000 ; le montant de la charge des allocations étant de 124 millions 7, la nouvelle valeur est de 153 millions 4. Il faut y ajouter les 7 millions 5 des décès et les 4 millions 5 venant du non-versement des annuités. On a donc pour la charge maximum une somme de 165 millions 4.

II. — *Salariés de l'agriculture.*

L'on compte 3.679.000 travailleurs de moins de 60 ans ; le recensement en donne 411.000 de plus de 60 ans et la loi de survie 836.000. En doublant le nombre du recensement et en prenant 822.000, on atteint presque le nombre de survie et il est certain que la fixité des situations est plus grande dans l'agriculture que dans toute autre profession.

Il faut, pour l'état constant, ajouter 117.000 invalides partiels, soit un total de 953.000 retraités, dont 900.000 seulement seront retenus, pour les mêmes considérations que précédemment.

a) État initial :

Pour les 822.000 retraités, à raison de 120 francs par tête, la charge est de.	98.600.000 fr.
Il faut y ajouter pour les décès.	4.000.000 »
Soit au total.	<u>102.600.000 fr.</u>

b) État constant :

Sur les 3.679.000 travailleurs de l'agriculture, on peut en considérer 1.500.000 ayant un salaire moyen de 1 franc, ce qui représente un salaire annuel total de 450 millions, dont le 2 0/0 est de 9 millions. Le nombre des traités correspondant est de 380.000, n'ayant à 1 franc par jour qu'une rente de 120 francs, avec une majoration de 240 francs. La charge totale est de ce fait de 91 millions 2.

Les 2.179.000 ouvriers restant peuvent alors être sensiblement considérés, au moins comme première approximation, comme formant un groupe assimilable en composition à celui des ouvriers du commerce et de l'industrie, de sorte que la charge résultant des 520.000 retraités qu'ils fournissent peut être évaluée par simple proportion comme précédemment, soit à 5 millions 2 et au total 96 millions 4. Il faut y joindre 4 millions pour les décès et 22 millions 5 pour le non-versement des annuités, soit une charge financière totale de 122 millions 9.

c) État maximum :

La charge provenant des 1.500.000 ouvriers à salaires inférieurs à 1 franc et de leurs 380.000 retraités a atteint la valeur de 91 millions 2. Pour les 520.000 retraités provenant de 2.179.000 ouvriers restant, la charge s'obtient, d'après ce qui a été dit sur l'assimilation de ce groupe d'ouvriers à ceux de l'industrie, par une simple proportion. La charge ainsi calculée est de 46 millions 2; la charge totale pour la majoration est donc de 137 millions 4; il faut y joindre les 4 millions des décès et les 22 millions 5 du non-versement des annuités, soit pour l'état maximum une charge financière totale de 163 millions 9.

III. — *Métayers, bordiers, fermiers, etc., passés du régime facultatif au régime obligatoire.*

Le recensement indique 2.986.000 chefs d'entreprise de *tout dge*, enfants compris, ainsi répartis :

	MOINS de 60 ans.	PLUS de 60 ans.
791.000 ayant plus d'un ouvrier.....	665.000	126.000
684.000 n'ayant qu'un ouvrier.....	576.000	108.000
1.511.000 travaillant seuls (en famille).....	1.272.000	239.000

Il y a donc 2.195.000 assujettis à la loi donnant 347.000 retraités de soixante ans et plus, d'après la loi de survie ; mais il y a lieu de le réduire de ceux qui payent une contribution supérieure à 20 francs, soit approximativement à 300.000.

a) État initial :

La charge pour l'allocation de 120 francs est de 36 millions, à laquelle il faut joindre 2 millions pour les décès, soit au total 38 millions.

b) État constant :

On peut l'établir par proportion comme précédemment ; la charge correspondante est de 4 millions 4, plus 2 millions pour les décès, soit 6 millions 4.

Il n'y a sans doute pas lieu de tenir compte de la charge d'annuité pour ceux dont le gain journalier serait inférieur à 1 fr. 50, mais il faut le faire pour les petits propriétaires ayant un revenu inférieur à 500 francs et qui ne seront pas astreints à faire des versements pour leurs travailleurs, soit 100.000 le nombre de ces petits propriétaires, nombre arbitraire et peut-être trop faible, dont le salaire de leurs ouvriers serait de 2 francs en moyenne. Le salaire annuel total est de 60 millions, dont le 2 0/0 est de 1 million 2.

La charge d'annuité est donc de 3 millions, ce qui porte la charge financière totale à 9 millions 4.

c) État maximum :

En opérant comme précédemment on obtient 27 millions 8 pour les charges de majoration ; en y ajoutant les charges des décès et des annuités, la charge totale est donc de 32 millions 8.

Résumé.

Les charges financières sont les suivantes :

	COMMERCE, industrie et domestiques.	SALARIÉS de l'agriculture.	MÉTAYERS, fermiers, etc.	TOTAL.
	francs.	francs.	francs.	francs.
État initial.....	107.300.000	102.600.000	38.000.000	247.900.000
Maximum.....	165.490.000	163.900.000	32.800.000	362.190.000
État constant.....	25.200.000	122.900.000	9.400.000	157.500.000

Sociétés de secours mutuels.

L'État prend à sa charge la majoration à 360 francs de retraites, pour la constitution desquelles les mutualistes ont pu distraire la moitié de leurs cotisations personnelles. Le nombre des assujettis à la loi et des retraités correspondant est :

	DE MOINS de 60 ans.	DE 60 ANS et plus.
Commerce, industrie, domestiques.....	6.085.000	1.700.000
Salariés agricoles à salaires inférieurs à 1 fr. 50.....	1.500.000	380.000
— — — supérieurs.....	2.179.000	520.000
Métayers, fermiers, etc. (tout âge compris).....	2.195.000	300.000
TOTAL.....	11.959.000	2.900.000

Pour les mutualistes, il n'y a pas *a priori* à tenir compte des 1.500.000 ouvriers agricoles et des 300.000 travailleurs du commerce et de l'industrie ayant des salaires inférieurs à 1 fr. 50, et procurant environ 450.000 retraités; le nombre des retraites à considérer est ainsi, au moins, abaissé à 2.450.000, sans compter le nombre considérable des travailleurs, surtout de ceux de l'agriculture, qui ne peuvent songer à faire partie d'une société de secours mutuels.

Il est d'ailleurs impossible de fixer une évaluation quelconque des travailleurs qui pourront devenir mutualistes, cela dépendant uniquement des sociétés et des travailleurs eux-mêmes. Mais on peut essayer de rendre compte de la charge de la mutualité pour un nombre déterminé de mutualistes retraités, soit 100.000. On a vu que 528.000 ouvriers du commerce et de l'industrie ont des

salaires moyens de 600 francs, soit une retraite d'environ 240 francs, avec une majoration de 120 francs. Mais si cette retraite est faite par une société de secours mutuels avec détournement de la moitié du prélèvement de 20/0, elle n'est plus que de 180 francs avec une majoration de 180 francs. 2.289.000 ouvriers ont des salaires moyens de 1.100 francs, donnant une retraite de 440 francs sans majoration. Par une société de secours mutuels, il y a une majoration de 30 francs.

Enfin, 1.784.000 ouvriers ont des salaires moyens de 1.600 francs, donnant une retraite de 640 francs, sans majoration dans l'un et l'autre cas.

La majoration moyenne, du fait de la mutualité, est donc de 35 francs, d'où, pour 100.000 travailleurs mutualistes retraités, une charge supplémentaire de 3 millions 5.

Cet élément est trop incertain pour qu'il ait été possible de le faire entrer en ligne de compte.

Effets des modifications du texte primitif.

Les charges financières étaient primitivement pour les allocations de :

État initial.	48.000.000 fr.
Maximum	227.900.000 »
État constant.	82.800.000 »

Sommes auxquelles il faut joindre 10 millions 5 pour les décès. — Il faut déduire des deux derniers nombres, 22 millions 2, provenant de la suppression de l'invalidité partielle, de telle sorte que les charges totales précédentes sont respectivement de 50 millions 5, 216 millions 2 et 71 millions 1.

C'est la charge initiale qui a été la plus altérée par les modifications du texte, en augmentation de 189 millions 4.

Elle portait primitivement sur 960.000 têtes de 65 ans et plus avec une majoration de 50 francs, d'où la charge de 48 millions. L'introduction de 36.000 domestiques de 65 ans et plus l'augmentait de 1 million 8. La charge des décès augmentait de 1 million 2, en élevant la charge totale à 61 millions 5. L'introduction des domestiques a amené une surcharge de 3 millions.

Une forte augmentation provient de l'élévation proposée par la Commission de l'allocation de 50 francs à 120 francs.

Pour les 960.000 retraités du commerce et de l'industrie, la majoration est de 67 millions 2, pour les 36.000 domestiques, elle est de 2 millions 5, soit au total 69 millions 7.

Une augmentation considérable vient de l'abaissement de l'âge de 65 ans à 60 ans. Le nombre de 960.000 s'élève ainsi à 1.654.000, domestiques compris, et la charge est augmentée de 83 millions 3, dont 7 millions 8 pour les domestiques. La charge totale pour les domestiques est donc de 10 millions 8.

L'introduction des métayers, fermiers, etc., produit une charge de 38 millions.

Le résultat de ces diverses modifications produit une charge initiale de 247 millions 9 au lieu de 58 millions 5, c'est-à-dire une augmentation de 189 millions 4.

Les modifications introduites par la Commission y entrent pour 86 millions 2, y compris les charges des métayers; les amendements votés par la Chambre correspondent à 103 millions 2, y compris les fermiers.

D'autres amendements votés par la Chambre augmentent sensiblement les charges ultérieures. La suppression des 2 0/0 sur les salaires inférieurs à 1 fr. 50 entraîne une charge future de 27 millions : la suppression du versement pour les propriétaires ayant moins de 500 francs de revenus produit une charge ultérieure de 3 millions.

Une augmentation importante de charge provient de la substitution du prélèvement de 2 0/0 sur les salaires ou les gains journaliers dans l'agriculture à la retenue fixe de 5 centimes. Dans ce dernier système la retraite était uniformément majorée de 60 francs, ce qui donnait pour les 1.200.000 retraités une charge de 72 millions, tandis qu'avec le système du 2 0/0 la charge s'élève à 137 millions, d'où une augmentation de 65 millions pour le maximum.

Tels sont les résultats les plus saillants qu'une étude sommaire et beaucoup trop rapide a permis de mettre en évidence, et qu'il y aurait lieu de soumettre à un contrôle plus détaillé.

Nota. — Un amendement voté dans la séance du 20 février rend facultative au lieu d'obligatoire l'accession des métayers, fermiers, etc., à la loi des retraites, et modifiera par suite les charges correspondantes prévues ci-dessus.

Suite de la liste des Membres du Comité.

France. — **MM.** **Arquembourg**, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.

Cheysson, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.

De Cône, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.

Fernand Daguin, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.

Delatour, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

F. Dujardin-Beaumetz, Membre du Comité central des Houillères de France.

Dumont, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Arthur Fontaine, Directeur du travail au Ministère du commerce.

Albert Gigot, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.

Griollet, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C^{ie} des Chemins de fer du Nord.

Guéysse, Député, ancien Ministre, Président de l'Institut des Actuares.

Jouanny, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.

Octave Keller, Inspecteur général des Mines en retraite.

Liébaut, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.

Lyon-Gaen, Membre de l'Institut, Professeur à l'École de Droit.

Marestaing, Directeur de la Société d'assurances *La Prévoyance*.

Léon Marie, Secrétaire général de l'Institut des Actuares.

Mayen, Directeur de la C^{ie} d'assurances *La Prévoyance*.

Millerand, Député, ancien Ministre du Commerce.

Olry, Ingénieur en chef des Mines.

G. Paulet, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce.

Eugène Rostand, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

E. Vermot, Secrétaire général du Syndicat des C^{ies} d'assurances-accidents.

Villemin, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux publics.

Hollande. — **MM.** **A. van Loëben Sels**, membre de la 2^e Chambre des États généraux.

Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

Loup (Dr Robert Macalester), Président à Amsterdam.

Hongrie. — **MM.** **Joseph Körösi**, Dr du Bureau de Statistique de la ville de Budapest.

Sztérényi, Conseiller du Ministère du Commerce.

Italie. — **MM.** **Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

Besso, Administrateur de la Cie d'assurances générales de Trieste.

Luigi Bodio, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

B. Chimirri, Député, ancien Ministre.

Marquis Ferrero di Cambiano, député.

le Dr V. Magaldi, Directeur au Ministère du Commerce.

N. Pellati, Inspecteur général des Mines.

Luxembourg. — **M.** **le Dr Neumann**, Conseiller d'État.

Norvège. — **M. O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

Russie. — **MM.** **Arthur Raffalovich**, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

Comte Louis Skarzynski, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

Stoff, Conseiller privé, membre du Conseil des mines au Ministère de l'agriculture et des domaines.

Suède. — **M.** **le Professeur Lindstedt**.

M. J. May, Chef de l'Office royal des Assurances.

M. **le Dr Elis Sidenbladh**, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

Suisse. — **MM.** **le Dr Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

Moser, Professeur, Directeur du Bureau fédéral des assurances.

de Steiger, Conseiller d'État

SOMMAIRE DU NUMÉRO.

LÉGISLATION

	Pages.
FRANCE. — Loi du 29 janvier 1906 modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.....	5

ÉTUDES ET CHRONIQUE

GRANDE-BRETAGNE. — Cinq années de risque professionnel en Angleterre, par A. Monnier.	8
ALLEMAGNE. — Projet de réforme des caisses minières de secours et de retraites en Prusse, par E. Fuster.....	95

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	101
----------------------	-----

LÉGISLATION

FRANCE. — Retraites ouvrières : Proposition adoptée par la Chambre des députés le 23 février 1906.....	103
— Retraites ouvrières : Évaluation des charges financières de la proposition adoptée par la Chambre des députés (annexe au rapport de M. P. Guieysse).....	121

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

Les adhésions et versements doivent être adressés à
M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,
55, Rue de Châteaudun, PARIS, 9^e.

Prix d'un numéro : 3 francs.

Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.

See 1654.1

Congrès international

des

Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

Bulletin

du Comité permanent

DIX-SEPTIÈME ANNÉE — 1906

N° 2. — AVRIL-MAI-JUIN

PARIS

Secrétariat général du Comité

55, Rue de Châteaudun, 9°

COMITÉ PERMANENT

DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président :

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaires Généraux Adjointes :

MM. M. Bellom, Ingénieur au Corps des Mines.

Edouard Fuster, Secrétaire général de l'Alliance d'hygiène sociale

Secrétaire de la rédaction du Bulletin :

M. Éd. Cauville, Attaché au Comité central des houillères de France.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — **M. le Dr Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — **M. Beernaert**, Ministre d'État.

Espagne. — **M. Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — **M. Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — **M. Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — **M. L. Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, ancien Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — **MM. Bielefeldt**, Président de Sénat à l'Office impérial des assurances.

Fraund, Directeur de la Caisse d'assurance contre l'invalidité de Berlin.

Krabler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le **Dr von Mayr**, ancien Sous-Secrétaire d'État.

Dr Zacher, Conseiller intime de Gouvernement, Directeur à l'Office impérial de statistique.

Angleterre. — **MM. Geoffroy Drage**, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Schloss, Directeur au Board of Trade.

Australie. — **M. Cockburn**, Délégué de la ligue fédérale australienne.

Autriche. — **MM. le Dr Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'intérieur, à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Von Wolff, chef de section au Ministère de l'Intérieur.

Belgique. — **MM. Ch. Dejace**, Professeur à l'Université de Liège.

Ch. Lagasse, Directeur général à l'Administration des ponts et chaussées.

Jean Dubois, Directeur général de l'Office du travail au Ministère de l'industrie et du Travail.

O. Lepreux, Directeur à la Banque nationale de Belgique.

Morisseaux, Directeur général du Secrétariat au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Danemark. — **M. Trap**, Chef du Bureau de statistique de la ville de Copenhague.

États-Unis. — **M. le Dr E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail, Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de John Hopkins, à Baltimore.

Finlande. — **M. Hjelldt**, Directeur du bureau central de statistique de Finlande.

France. — **MM. Aguilhon**, Inspecteur général des Mines.

(Voir la suite page 3 de la couverture)

Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

1906 — N° 2

LÉGISLATION

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

LOI du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue à toutes les entreprises commerciales.

Art. 2. — A partir de la promulgation du décret prévu à l'article 4 et pendant les trois mois qui suivront, les contrats d'assu-

rance contre les accidents, souscrits antérieurement à cette promulgation pour des entreprises visées à l'article 1^{er} et ne garantissant pas le risque prévu par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905, pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le dixième jour, à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré.

Art. 3. — Les contrats mixtes par lesquels l'assureur, s'est engagé, d'une part, à garantir l'assuré contre le risque de la loi de 1898, si celle-ci était déclarée applicable, et, dans le cas contraire, à le couvrir du risque de la responsabilité civile, seront intégralement résiliés, s'ils ont été dénoncés dans les formes et délais prévus à l'article précédent. La dénonciation de l'assuré restera toutefois sans effet si, dans la huitaine de cette dénonciation, l'assureur lui remet un avenant garantissant expressément, sans aucune augmentation de prime, le risque défini par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

A l'expiration du délai de trois mois visé à l'article précédent, le silence des deux parties aura pour effet, sans autres formalités, de rendre le contrat applicable au risque déterminé par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905.

Art. 4. — La taxe prévue par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 continuera à être perçue pour les exploitations assujetties par ladite loi, y compris tous les ateliers.

Elle sera réduite à un centime et demi pour les exploitations exclusivement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt. La liste desdites exploitations sera arrêtée dans les six mois de la promulgation de la présente loi par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des

Finances, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Elle sera soumise tous les cinq ans à la sanction législative.

Des décrets rendus dans la même forme pourront modifier le taux de la taxe spécifiée à l'alinéa précédent, dans les limites du maximum prévu à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ou fixé par la loi de finances; ils devront être publiés au *Journal officiel* au moins trois mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel la modification deviendrait applicable.

Art. 5. — Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après.

Il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en même temps que les primes, par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

En ce qui concerne les exploitants non assurés, il sera perçu, lors des liquidations de rentes mises à leur charge, une contribution dont le montant sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif desdites rentes et sera recouvré, pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'Administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents et les recouvrements de l'Administration de l'enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1.000 fr.).

Art. 6. — Les syndicats de garantie prévus à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, ou bien 2.000 ouvriers assurés et 300 chefs d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

Ces syndicats sont autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents

du travail. Ils peuvent être autorisés par arrêtés ministériels, lorsque leurs statuts sont conformes à des statuts-types approuvés par décret rendu en Conseil d'État, après avis du comité susvisé.

Art. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

Art. 8. — La présente loi entrera en vigueur trois mois après la promulgation du décret prévu au deuxième alinéa de l'article 4.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 avril 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Travail,*

GASTON DOUMERGUE.

Le ministre des Finances,

POINCARÉ.

ANNEXE

**Extrait du rapport présenté à la Chambre des députés par
M. Louis Puech sur la proposition votée par le Sénat (1).**

*Différences entre le texte adopté par la Chambre des députés
en 1904 et celui voté par le Sénat en 1906.*

Article premier.

a) L'article premier voté par la Chambre comprenait d'abord une disposition qui avait un caractère interprétatif. Cette disposition a paru au Sénat, en raison de sa rétroactivité éventuelle, ne pas être sans danger.

b) Le même article étendait la loi de 1898 « à toutes les entreprises *soumises à la patente* », ce qui comprenait les professions libérales. Le Sénat a considéré que dans les professions libérales les risques sont insignifiants et qu'il importait de ne pas les comprendre dans l'application de la loi nouvelle.

c) Le même article prévoyait explicitement « les coupes et exploitations de forêts », entreprises purement civiles aux termes formels de la jurisprudence. Après avoir entendu une délégation de la Société des agriculteurs et une délégation des marchands de bois de France, le Sénat a cru devoir les soustraire aux dispositions de la loi.

Le Sénat, en un mot, a pensé que l'expression d'« entreprises commerciales » était à la fois plus compréhensive et plus simple. Cette expression comprend, en effet, l'industrie tout entière et le commerce sans aucune limitation.

Du moment que le Sénat était résolu à écarter et la disposition

(1) Documents parlementaires, Chambre des députés, 8^e législature — n° 3177. — La Chambre des députés avait voté le 9 juin 1904 un projet que le Sénat a sensiblement modifié. Les extraits que nous reproduisons du rapport de M. Puech font ressortir les modifications apportées par le Sénat au texte voté par la Chambre. — Le texte du Sénat a d'ailleurs été adopté sans modification par la Chambre des députés.

interprétative du premier paragraphe, et les coupes et exploitations des forêts, et les professions libérales, il faut reconnaître qu'il est difficile d'adresser à la rédaction qu'il a adoptée la moindre critique.

Article deux.

L'article 2 du projet réglait la question du sort des contrats d'assurance souscrits antérieurement à la promulgation du nouveau texte par les chefs d'entreprise visés à l'article premier. Au regard des polices de droit commun qui ne garantissent point le risque de la loi du 9 avril 1898, il reproduisait purement et simplement la règle de résiliation inscrite à la loi du 29 juin 1899, rendue lors de la mise en vigueur de la loi du 9 avril (art. 2, § 1^{er}). Au contraire, à l'égard des contrats dits « mixtes » et par lesquels depuis la mise en vigueur de la loi nouvelle, certains assurés, dans l'incertitude du champ exact de son application ou en prévision de l'extension prochaine de ses dispositions ont stipulé de l'assureur soit la garantie du risque de la responsabilité civile, soit celle des indemnités de la loi du 9 avril 1898, le projet édictait seulement une faculté de résiliation à laquelle ferait obstacle soit le silence des parties durant un délai donné, soit la délivrance d'un avenant par l'assureur, garantissant à l'assuré, sans augmentation des primes, les risques définis par la loi du 9 avril 1898 et par le projet (art. 2, § 2).

Le projet précisait, comme l'avait fait antérieurement la loi du 29 juin 1899, les formes de la résiliation, en ajoutant toutefois à l'acte extrajudiciaire de dénonciation l'envoi d'une simple lettre recommandée (art. 2, § 4, 1^{re} phrase); il indiquait les effets de la résiliation (art. 2, § 4, 2^e phrase), enfin il statuait sur l'acquisition ou la restitution, en cette hypothèse, des primes stipulées aux contrats (art. 2, § 5).

Article trois.

A l'article 3, écartant à dessein dans un texte purement extensif toute modification portant sur le régime de garanties institué par la loi du 9 avril 1898, le projet se bornait à indiquer quelle serait, par rapport à la taxe imposée aux industriels pour l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi précitée, la contribution moindre à demander aux patentés dont l'article premier prévoyait l'assujettissement, c'est-à-dire aux commerçants.

En fixant cette contribution à 1 centime $1/2$ en addition au principal de la contribution des patentes (art. 3, § 1^{er}) et en laissant à des décrets rendus sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, le soin de la modifier (art. 3, § 4), le texte de la Chambre tenait compte immédiatement du risque restreint d'accidents qu'offrent, dans leur ensemble, les exploitations commerciales en même temps que de la disproportion qui eût le plus souvent apparu entre leur prime d'assurance et leur contribution complémentaire pour le fonds de garantie.

Dans ses §§ 2 et 3 le texte de l'article 3 du projet de la Chambre disposait que la liste des entreprises visées au second alinéa de l'article premier, assujetties à la taxe de 1 centime $1/2$, serait arrêtée par décret rendu dans les formes susindiquées, dans les trois mois de la promulgation [du nouveau texte, et que ladite liste serait présentée tous les cinq ans à la sanction législative.

Comblant enfin une lacune de la loi actuellement en vigueur en ce qui touche la non-contribution au fonds de garantie des professions assujetties au risque professionnel mais non soumises à l'impôt des patentes, le dernier alinéa de l'article 3 portait que les exploitants de cette catégorie seraient désormais frappés de centimes additionnels à la contribution personnelle et mobilière, dont le chiffre serait fixé par la loi des finances.

Le Sénat a, sur ce point spécial, modifié le texte de la Chambre et changé la base de la contribution au fonds de garantie ou fonds d'insolvabilité.

Le Sénat, s'inspirant du projet de loi, en ce moment à l'étude, sur l'extension de la loi de 1898 à l'agriculture prise dans son ensemble, déclare qu'on prendra pour base non plus la personnelle-mobilière, mais la prime d'assurance elle-même pour ceux qui seront assurés, et pour ceux qui auraient omis de s'assurer, une part du capital constitutif des rentes auxquelles auraient droit les victimes d'accidents.

La rédaction du paragraphe 1^{er} de l'article 3 pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation. A première vue on pourrait croire qu'il vise tous les cas prévus par la loi sur les accidents du travail. Il n'en est rien. Pour le Sénat comme pour nous, ce paragraphe s'applique exclusivement aux entreprises agricoles. En conséquence, les obligations spéciales des Compagnies d'assurances imposées par le paragraphe 2 du même article ne se réfèrent également

qu'aux entreprises agricoles prévues par la loi de 1899. C'est en ce sens que la loi sera certainement précisée par les règlements d'administration publique.

Conclusion.

Telle est l'économie de la loi retour du Sénat : quelques modifications de fond sans grande importance et des changements de forme dont plusieurs sont plutôt heureux et ne peuvent que recevoir notre approbation.

La Commission d'assurance et de prévoyance sociales nous propose de ratifier purement et simplement ce texte. L'extension de la loi de 1898 au commerce est demandée par les commerçants eux-mêmes. Il y a des millions de travailleurs qui vont en bénéficier. La Chambre, qui, au cours des quatre dernières années, a voté tant et de si utiles réformes ne voudra pas, quelque prochaine que soit la date de la séparation, comparaître devant le suffrage universel, avant d'avoir mis la dernière main à la loi sur l'extension des lois de 1898, de 1902 et de 1905, aux entreprises commerciales.

Votre Commission vous propose, en conséquence, d'adopter le texte ci-après voté par le Sénat.

AUSTRALIE OCCIDENTALE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Loi du 19 février 1902 portant modification à la loi sur la réparation des accidents du travail (1).

1. (1). Le titre abrégé de la présente loi sera : *The workers compensation act, 1902* (Loi sur la réparation des accidents du travail).

(2). La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le gouverneur assisté de son conseil, mais ne pourra être antérieure au 1^{er} janvier 1902, sauf en ce qui concerne la section 18, laquelle entrera en vigueur aussitôt après son adoption.

2 (1). Dans la présente loi, à moins que le contexte n'en décide autrement, « dépendant » désigne les membres de la famille de l'ouvrier mentionnés dans la première Annexe à la présente loi, qui au moment de son décès, dépendaient de son salaire, en tout ou en partie.

« Employeur » désigne toutes personnes, sociétés, compagnies et corporations occupant des ouvriers, ainsi que les représentants légaux d'un employeur décédé.

« Travaux du génie civil » désigne *tous les travaux de construction*, de modification ou de réparation de chemins de fer, ports, docks, canaux, égouts, tunnels, télégraphes, téléphones ou engins électriques et comprend, en outre, tout ouvrage pour la construction, la modification ou la réparation duquel il est fait usage de machines mues par la vapeur, l'eau ou toute autre force motrice.

« Fabrique » désigne toute manufacture, tout atelier, chantier ou établissement où l'on utilise le travail manuel dans un but de lucre, en vue ou à l'occasion de la fabrication, la modification ou la réparation de toute marchandise, à titre commercial, dans un

(1) D'après l'*Annuaire de législation du travail*, publié par l'Office du travail de Belgique.

La réparation des accidents du travail était jusque-là réglée par la loi du 10 octobre 1894.

but de lucre ou en vue de la vente et comprend tous navires ou bateaux dans les docks et les ports, embarcadères, jetées, quais, entrepôts, en tant qu'il s'agit d'appareils ou de machines utilisés au cours des travaux de chargement ou de déchargement, de même que toute buanderie où le travail s'exécute à l'aide de la vapeur, de l'eau ou de toute autre force mécanique.

« Dommage » signifie un dommage personnel ou la perte de la vie par accident survenu à l'occasion et au cours du travail, ou un dommage causé à la santé ou la perte de la vie provoquée par le travail ou résultant de celui-ci, lorsque le travail aura été déclaré, par ordonnance, dangereux pour la santé ou pour la vie et les membres. Toutefois, aucune ordonnance de ce genre ne pourra être formulée qu'ensuite d'une résolution des deux Chambres du Parlement.

« Ordonnance » signifie ordonnance du gouverneur publiée dans la *Government Gazette*.

« Ouvrier » comprend toute personne, quel que soit son âge ou son sexe, engagée par contrat vis-à-vis d'un employeur (passé avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi) dans une entreprise à laquelle la présente loi s'applique, soit par contrat de travail ou par contrat d'apprentissage ou autrement, soit sur terre, soit sur des navires ou bateaux appartenant à n'importe quelle catégorie et par n'importe quel système, sur toutes eaux navigables ou autres en Australie occidentale ou dans les limites de la souveraineté de cet État.

(2). Toutes les fois qu'il est question d'un ouvrier victime d'un accident, il faut comprendre en cas de mort ses représentants personnels ou ses dépendants, ou toute personne à qui la réparation doit être payée.

3. La présente loi s'appliquera aux ouvriers engagés par le Gouvernement de l'Australie occidentale dans toute entreprise exercée par ou pour la Couronne dans les limites de l'État, et à laquelle la présente loi s'appliquerait si l'employeur était un particulier.

Toutefois, les sommes payables en vertu de la présente loi par la Couronne ou pour son compte, seront imputées sur les crédits que le Parlement votera à cet effet.

4. La présente loi ne s'applique qu'aux dommages survenus à des ouvriers occupés par des employeurs.

(1) dans, sur ou concernant un chemin de fer, ouvrage hydraulique, tramway, éclairage électrique, une fabrique,

mine, carrière, des travaux du génie civil ou des travaux de construction ;

(2) dans ou concernant toute occupation déclarée par ordonnance dangereuse ou nuisible à la santé, ou mettant en péril la vie et les membres. Toutefois aucune ordonnance de cette espèce ne pourra être édictée qu'en vertu d'une résolution des deux Chambres du Parlement.

5. La présente loi n'oblige pas l'employeur lorsqu'il s'agit d'accidents qui :

a) ne rendent pas l'ouvrier incapable, pendant au moins deux semaines, de gagner son salaire intégral au travail auquel il était employé ; ou,

b) a été provoqué directement par la faute sérieuse et intentionnelle de l'ouvrier.

6. Lorsque, dans une entreprise à laquelle s'applique la présente loi, un dommage personnel est causé à un ouvrier par un accident survenu à raison et dans le cours du travail, l'employeur sera, dans la mesure ci-après, tenu de payer une indemnité conformément à la deuxième Annexe de la présente loi.

7. (1). Aucune disposition de la présente loi ne portera atteinte à la responsabilité civile de l'employeur indépendamment de la présente loi, lorsque l'accident a été causé par la négligence de l'employeur ou d'une personne dont celui-ci est responsable.

(2). L'ouvrier pourra réclamer une indemnité en vertu de la présente loi ou recourir à la procédure qui lui est ouverte indépendamment de la présente loi, mais l'employeur ne sera pas tenu de payer à la fois indépendamment et en vertu de la présente loi.

8 (1). S'il survient quelque difficulté sur le point de savoir s'il y a lieu à indemnité en vertu de la présente loi, sur le montant ou la durée de cette indemnité, la question, si elle n'est pas arrangée entre les parties, sera jugée par la Cour locale du district où l'accident est arrivé ; la présente loi attribue pleine compétence à la dite Cour, à tous égards.

(2). Le jugement de ces questions appartiendra au juge aidé de deux assesseurs désignés conformément aux règlements ; les décisions prises par la majorité de ces personnes seront considérées comme jugements de la Cour.

(3). Lorsqu'un assesseur fait défaut à une audience, les juges présents peuvent procéder sans lui.

(4). En ce qui concerne les jugements interlocutoires, le juge peut procéder seul conformément à la loi de 1863 sur les petites dettes.

9. Lorsque, dans les délais fixés par la section 7, une action est intentée, indépendamment de la dite loi, du chef d'un dommage causé par accident, et qu'il est établi au cours de cette action que le dommage n'est pas de ceux qui puissent donner ouverture à une action de l'espèce, mais qu'il eût donné lieu à réparation en vertu de la présente loi, le tribunal saisi de l'affaire pourra fixer le montant de la réparation dont il s'agit et déduire du montant de cette réparation tous les frais qui, d'après son estimation, ont été occasionnés, par ce fait que le demandeur a intenté l'action dont il s'agit au lieu de procéder conformément à la loi; il rendra son jugement en conséquence.

10. La présente loi ne doit en rien affecter la procédure relative aux amendes instituée par d'autres lois. Cependant, si le produit d'une amende de cette espèce a été employé en tout ou partie au profit de la victime, le montant en sera pris en considération à due concurrence pour l'évaluation de la réparation selon la présente loi:

11. (1). L'action en recouvrement de la réparation du chef d'accident, en vertu de la présente loi, ne sera recevable qu'à la condition :

a) Que l'accident ait été déclaré aussitôt que possible et avant que l'ouvrier ait volontairement quitté l'entreprise dans laquelle il a subi le dommage;

b) En outre, que l'action soit introduite, à peine de déchéance, dans les six mois de l'accident, et, en cas de mort, dans les six mois du décès.

(2). Un ouvrier ne sera pas censé avoir quitté volontairement le travail dans tous les cas où il aura été obligé d'abandonner le travail à cause de l'accident.

(3). Le défaut de déclaration ou quelque vice ou inexactitude à ce sujet ne sera pas opposable à l'action, s'il est établi au cours de la procédure que cette omission, ce vice ou cette inexactitude n'ont pu nuire à la défense de l'employeur, ou qu'elles proviennent d'une erreur ou de tout autre motif raisonnable.

12. Eu égard à cette déclaration, les dispositions suivantes seront applicables :

(1). La déclaration pourra être signée par la victime, ou par un

de ses dépendants, ou par toute personne au nom de la victime ou de ses dépendants.

(2). La déclaration contiendra les noms et adresse de la victime, ainsi que la cause de l'accident exprimée en langage ordinaire et indiquera la date et l'endroit où il est survenu, et elle sera signifiée à l'employeur ou, s'il y a plusieurs employeurs, à l'un d'entre eux.

(3). La déclaration pourra être transmise par la poste sous pli recommandé adressé à la personne à qui il est destiné, à sa dernière résidence ou à son dernier siège commercial connus.

(4). La déclaration, lorsqu'elle aura été transmise par la poste, sera censée avoir eu lieu au moment où, suivant le service postal habituel, la lettre qui la contient devrait avoir été remise; et, pour fournir la preuve de la signification, il suffira de prouver que la déclaration a été régulièrement adressée et recommandée.

(5). Lorsque l'employeur sera le Gouvernement, la déclaration sera transmise à l'avoué du Gouvernement à Perth, ou au directeur des travaux où l'ouvrier a été occupé.

13. Si le Registrar des *friendly societies*, après s'être assuré des intentions des employeurs et des ouvriers, certifie que quelque système de réparation, de prévoyance ou d'assurance proposé pour les ouvriers d'un employeur quelconque, sans qu'il soit nécessaire que ce système comprenne d'autres employeurs et leurs ouvriers, n'est pas, à tout prendre, moins favorable aux ouvriers et à leurs proches que les dispositions de la présente loi, les dispositions suivantes seront applicables :

(1). L'employeur pourra, tant que le certificat n'est pas révoqué, convenir par contrat avec ses ouvriers ou avec quelques-uns d'entre eux que les dispositions de ce système seront substituées à celle de la présente loi, et dans ce cas l'employeur sera responsable seulement de la façon prévue par le système convenu. A part cette exception, la présente loi s'appliquera nonobstant toute convention contraire faite postérieurement à son entrée en vigueur.

(2). Le Registrar peut délivrer un certificat valable seulement pour une période qui n'excédera pas cinq ans.

(3). Le certificat ne sera pas délivré si le système contient pour les ouvriers, comme condition de leur engagement, l'obligation de s'y associer.

(4). Lorsque l'employeur ou la majorité des ouvriers se

plaignent au Registrar des *friendly societies* que les dispositions d'un système particulier ont cessé d'être aussi favorables que celles de la loi, ou qu'elles sont violées, ou que l'application qu'on en fait n'est pas loyale, ou qu'ils font valoir toute autre raison suffisante pour justifier la révocation du certificat, le Registrar examinera leurs griefs, et, s'il les trouve fondés, révoquera le certificat, à moins que la cause de ces plaintes n'ait pris fin.

(5). Lors de la révocation du certificat ou de l'expiration du terme pour lequel il avait été accordé, toutes les sommes ou valeurs constituées pour l'exécution du système seront distribuées suivant qu'il a été convenu entre les ouvriers et l'employeur ; à défaut d'entente, le Registrar des *friendly societies* décidera de l'affectation.

(6). En vue de l'application de la présente section, il sera du devoir de l'employeur et des ouvriers de répondre à toutes questions du Registrar et de lui fournir, lorsqu'il les demandera, tous comptes relatifs au système.

14. Lorsqu'un employeur (appelé ci-après *l'entrepreneur*) passe contrat avec une autre personne (appelée ci-après le *marchandeur*) en vue de faire exécuter un travail par le marchandeur ou par une autre personne sous les ordres de ce dernier, et que le marchandeur y occupe des ouvriers, les dispositions suivantes seront applicables.

(1). L'entrepreneur et le marchandeur seront considérés tous deux comme employeurs des ouvriers, et seront solidairement et personnellement responsables du paiement des indemnités qui seraient à la charge du marchandeur, s'il était le seul employeur.

(2). L'entrepreneur pourra se faire indemniser par le marchandeur de la responsabilité qui lui incombe en vertu de la présente section, ainsi que par toute autre personne dont la responsabilité aurait été engagée indépendamment de la présente section.

(3). L'entrepreneur ne sera pas responsable en vertu de la présente section, sauf dans les cas où le travail à exécuter en vertu du contrat et où les ouvriers sont occupés :

(a) se rapporte directement à la terre, au bâtiment, au bateau ou à un autre bien de l'entrepreneur ; ou

(b) est une partie immédiate ou un procédé de l'exploitation ou des affaires de l'entrepreneur.

(4). Lorsqu'il s'agira de ces contrats, l'expression *entrepreneur* comprendra non seulement l'entrepreneur primitif, mais également tout marchandeur qui jouera lui-même le rôle d'un employeur vis-à-vis d'un autre marchandeur en contractant avec lui pour l'exécution de tout le travail ou d'une partie du travail, et l'expression *marchandeur* comprendra non seulement le premier marchandeur, mais aussi tout marchandeur subséquent; le droit de chaque marchandeur de se faire indemniser sera exercé contre chaque marchandeur subséquent.

15. Lorsque le dommage qui donne lieu à réparation en vertu de cette loi a été occasionné dans des circonstances telles qu'un tiers pourrait être rendu responsable, l'ouvrier pourra à son choix intenter un procès à ce tiers, ou réclamer la réparation à son employeur en vertu de cette loi. Mais il ne pourra s'adresser aux deux simultanément; et s'il paie la réparation en vertu de cette loi, l'employeur aura le droit de se faire indemniser par le tiers en question.

16. Lorsqu'un employeur devient en vertu de cette loi débiteur d'indemnité, du chef d'accident, et qu'il ait droit à une somme de la part d'un assureur à raison de cette obligation, en cas de faillite dudit employeur ou en cas de concordat ou d'arrangement avec ces créanciers, ou s'il s'agit d'une société en cas de mise en liquidation, l'ouvrier aura un droit de préférence (*shall have a first charge upon*) sur ladite somme à concurrence de ce qui lui est dû.

17. En vue d'assurer à l'ouvrier le bénéfice intégral de son droit à réparation en vertu de la présente loi, ou à des dommages-intérêts indépendamment de la présente loi, les dispositions suivantes seront applicables dans tous les cas où l'accident qui sert de base à l'action est survenu au cours du travail ou concernant une mine, une fabrique, un bâtiment ou un navire.

(1). A compter de la date de l'accident, le montant de la réparation ou des dommages-intérêts auxquels il pourrait avoir droit en vertu ou indépendamment de la présente loi, sera considéré alors même que ce montant n'en serait ni réglé ni déterminé, comme grevant au profit dudit ouvrier les biens de l'employeur ou la part de celui-ci dans :

(a) ces mine, fabrique, bâtiment ou navire, ainsi que le matériel d'exploitation, les machines, appareils et engins qui s'y trouvent ou en dépendent;

(b) le terrain où se trouvent ces mine, fabrique, bâtiment ou dont ils dépendent.

(2). Entre elles, ces créances auront un rang correspondant à la date à laquelle elles ont pris naissance (c'est-à-dire à la date de l'accident); mais celles qui seront nées le même jour seront censées avoir pris naissance à la date de la plus ancienne d'entre elles et auront entre elles un rang d'égalité.

(3). Le gouverneur pourra en tout temps régler, par des ordonnances formulées en vertu de la présente loi, le mode suivant lequel ces créances seront recouvrées.

18. Tout contrat existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi, par lequel un ouvrier abandonne son droit à réparation de la part de l'employeur du chef de dommages personnels occasionnés au cours et à raison du travail, prendra fin à partir de l'adoption de la présente loi.

19. Le Gouverneur formulera les règlements concernant la marche à suivre pour la liquidation des actions intentées en vertu de la présente loi, et, dans tout autre but, en vue de satisfaire aux dispositions et à l'esprit de la présente loi.

20. Toute police d'assurance contre les accidents, délivrée après l'entrée en vigueur de la présente loi, renfermera les dispositions prescrites par le Gouverneur par voie d'ordonnance.

21. Les sections 20 et 27 de la loi sur les mines de 1895 et les sections 13 et 14 de la loi de 1899 modifiant la loi sur les mines sont abrogées.

ANNEXES

PREMIÈRE ANNEXE.

Membres de la famille de l'ouvrier.

Mari.	Fils.	Beau-fils.	Grand-père.
Femme.	Fille.	Belle-fille.	Grand'mère.
Frère.	Petit-fils.	Père.	Beau-père.
Sœur.	Petite-fille.	Mère.	Belle-mère.

DEUXIÈME ANNEXE.

Échelle et conditions des indemnités.

ÉCHELLE.

1. Le montant de l'indemnité due en vertu de la présente loi est fixé comme suit, savoir :

(1). En cas de mort :

(a). Si l'ouvrier laisse des survivants (*dependants*), dépendant entièrement de son salaire au moment de sa mort, une somme égale au montant des salaires qu'il a touchés au service du même employeur pendant les trois années précédant immédiatement l'accident, ou la somme de 200 livres, quelle que soit la plus élevée de ces sommes, mais sans qu'on puisse excéder, en aucun cas, 400 livres.

Les paiements mensuels effectués en vertu de la présente loi seront déduits de ladite somme ; et si la période pendant laquelle l'ouvrier a été engagé chez ledit employeur est inférieure à trois ans, le montant des salaires de ces trois ans sera évalué à cent cinquante-six fois le salaire hebdomadaire moyen calculé d'après la durée effective de travail au service dudit employeur.

(b). Si l'ouvrier ne laisse pas de *dependants* de cette catégorie, mais laisse des personnes dépendant pour partie seulement de son salaire à l'époque de sa mort, une somme n'excédant pas, en tout cas, le montant de l'allocation payable conformément aux précédentes dispositions et dont il sera convenu, ou, à défaut de convention, une somme à déterminer conformément à la présente loi, laquelle somme sera raisonnable et en proportion du dommage souffert par lesdits dépendants.

(c). Si l'ouvrier ne laisse pas de *dependants*, les frais médicaux et funéraires dans une mesure raisonnable et sans qu'ils puissent dépasser 100 livres.

(2). En cas d'incapacité totale ou partielle de travail résultant de l'accident.

(d). L'indemnité consistera en un paiement hebdomadaire à partir de la deuxième semaine d'une somme ne dépassant pas 50 0/0 du gain hebdomadaire de l'ouvrier

pendant les douze mois précédents, et si la période d'engagement a été moindre, pendant la durée effective de cet engagement chez le même employeur, sans que ce paiement hebdomadaire puisse être supérieur à 2 livres et sans que le total de la réparation due par l'employeur puisse excéder 300 livres.

(e). En fixant le montant du paiement hebdomadaire, on aura égard à la différence entre la moyenne du salaire hebdomadaire de l'ouvrier avant l'accident et la moyenne de ce qu'il est capable de gagner après l'accident, ainsi qu'à toutes allocations (autres que des salaires) qu'il pourrait recevoir de l'employeur, à raison de l'accident dont il est victime, pendant la durée de l'incapacité.

Conditions.

2. En cas de mort, le paiement sera fait aux représentants personnels légaux de l'ouvrier ou, à leur défaut, à ses *dependants* ou à leur profit, et s'il n'en laisse pas, à la personne à qui les indemnités sont dues; si le paiement se fait aux mains du représentant personnel légal, celui-ci sera chargé de transmettre la somme aux *dependants* ou autres bénéficiaires indiqués par cette loi.

3. Toute contestation concernant la question de savoir qui est *dependant* ou concernant le montant de la somme à payer à chacun d'eux, sera, à défaut d'entente, réglée par la Cour, conformément à la section 8 de la présente loi.

4. La somme allouée à titre de réparation à un *dependant* peut être placée ou autrement employée au bénéfice de l'ayant droit, comme il sera convenu ou comme il sera ordonné par la Cour en vertu de la section 8 de la loi.

5. Lorsqu'un ouvrier a déclaré un accident ou a droit à des allocations hebdomadaires en vertu de la présente loi, il devra, à la requête de l'employeur ou de toute autre personne tenue d'indemniser l'employeur en vertu de la présente loi, se soumettre, par intervalles, à la visite d'un médecin compétent désigné et payé par l'employeur ou par ladite personne.

Toutefois, si l'ouvrier refuse de se laisser examiner par ledit médecin, ou conteste l'exactitude du certificat de ce médecin concernant son état, lorsqu'il lui aura été communiqué, il pourra se faire visiter par un des médecins désignés par le Gouverneur en

vue de l'application de la présente loi, et le certificat de ce médecin concernant l'état de l'ouvrier lors de la visite sera remis à l'employeur et à l'ouvrier, et fera preuve décisive de l'état du malade.

6. Si l'ouvrier refuse de se soumettre à une visite de ce genre ou y met obstacle d'une façon quelconque, les droits que lui confère la présente loi concernant l'accident à propos duquel la visite a eu lieu, seront suspendus jusqu'à ce que l'examen ait été fait et s'éteindront définitivement s'il ne se soumet pas à la visite un mois au plus tard après qu'il aura été requis de le faire.

7. Les arrérages hebdomadaires peuvent être révisés par la Cour à la requête de l'employeur ou de l'ouvrier; lors de ces revisions, ces arrérages peuvent être supprimés, réduits ou augmentés dans les limites du maximum déterminé ci-dessus.

8. Lorsque les arrérages hebdomadaires ont été payés pendant six mois au moins, l'obligation de les continuer peut, sur demande faite par l'employeur ou en son nom, être rachetée par le versement d'une somme globale qui, à défaut de convention, sera fixée par la Cour; il pourra être ordonné que cette somme globale soit placée ou autrement employée, comme il a été dit.

9. Les sommes payables à titre de réparation en vertu de la présente loi seront incessibles, insaisissables et non susceptibles d'opposition : elles seront intransmissibles par toute voie légale et ne pourront être revendiquées.

10 [Procédure].

FINLANDE

ASSURANCE DES MARINS

Loi du 10/23 janvier 1902 concernant la responsabilité des propriétaires de navires quant aux accidents survenus aux gens de mer au cours de leur service (1).

§ 1^{er}. Les dispositions de la loi du 5 décembre 1895 sur la responsabilité des employeurs quant aux accidents dont leurs ouvriers sont victimes, qui concernent les accidents qui entraînent une incapacité permanente, totale ou partielle de travail (invalidité), ou une maladie assimilée à cette incapacité, ou la mort de la victime, seront également applicables, sauf prescription contraire, au dommage physique qui, par suite d'un accident survenu dans le service, frappe les personnes faisant partie de l'équipage d'un navire finlandais dirigé conformément aux dispositions en vigueur, par un commandant breveté.

(1) D'après l'*Annuaire de législation du travail*, publié par l'Office du travail de Belgique.

La matière des accidents du travail a été réglée, en Finlande, par les dispositions de la loi du 5 décembre 1895 concernant la responsabilité des employeurs à raison des accidents survenus à leurs ouvriers, et celles de l'arrêté du 18 février 1897 formulé en exécution de la loi précédente et de l'arrêté du 9 décembre 1897 concernant l'évaluation du degré d'invalidité.

D'après la loi de 1895, tout employeur qui exploite une des entreprises visées par la loi est obligé d'assurer le droit à réparation que la loi reconnaît à ses ouvriers et à leurs ayants droit, auprès d'un établissement d'assurance. Cet établissement peut être : a) une institution de l'État; b) une institution privée, indigène, autorisée par le Sénat; c) un établissement d'assurance mutuelle autorisé par le Sénat; d) un établissement étranger qui a fourni les garanties nécessaires et a été autorisé par le Sénat.

Les indemnités accordées aux victimes d'accidents sont :

En cas d'*incapacité totale passagère* : à partir du septième jour après l'accident, une indemnité journalière de 60 0/0 du salaire moyen, avec un maximum de 2 fr. 50; en cas de *réduction passagère de la capacité de travail*, une indemnité correspondant à cette réduction (par exemple, 50 à 75 0/0 de l'indemnité accordée en cas d'invalidité, lorsque l'ouvrier a perdu la main droite); en cas d'*incapacité permanente (invalidité)* : une rente de 60 0/0 du salaire que la victime gagnait annuellement; enfin, en cas d'*incapacité totale partielle* : une fraction de l'indemnité précédente, correspondant au degré d'incapacité. La rente court à partir du vingt et unième jour suivant l'accident, si l'ouvrier n'est pas guéri à ce moment.

Ne sera pas considéré comme un dommage résultant d'un accident au cours du service, le dommage provoqué intentionnellement ou par négligence grave (*genom grof vardslöshet*) de la victime ou causé intentionnellement par une personne aux ordres de laquelle la victime n'était pas tenue d'obéir dans son service, ni le dommage subi par un marin qui a abandonné le navire muni d'un congé ou sans permission:

Ne sont pas considérés comme faisant partie de l'équipage, les mousses (*apprentises*) qui sont attachés au navire en vue de leur instruction et ne reçoivent pas de rémunération, ni la personne qui tient la cantine et vend des aliments à bord pour son propre compte, ni le personnel à son service.

§ 2. Il incombe à l'armateur, en sa qualité d'employeur, d'assurer le droit à indemnité reconnu par la présente loi à l'équipage du navire, à l'aide d'une assurance contractée auprès d'un établissement d'assurance pour les marins, en Finlande, fondé sur la responsabilité mutuelle des participants; dès que cette assurance aura été réalisée, les demandes de réparation devront être adressées directement à cet établissement.

Il ne pourra être dispensé de l'obligation de l'assurance établie par les dispositions précédentes.

§ 3. Le droit à réparation reconnu à la veuve et aux enfants d'un ouvrier décédé, par l'article 10 de la loi du 5 décembre 1895 ⁽¹⁾, pourra également être invoqué par la femme et les enfants d'un marin décédé, dans le cas où aucune nouvelle concernant sa personne ou le navire à bord duquel il était engagé en dernier lieu n'aura été reçue pendant une période égale à deux fois le temps fixé par la loi maritime, pour ce qui concerne le droit d'abandonner à l'assureur l'objet assuré au sujet duquel les nouvelles font défaut, ainsi que dans le cas où un navire s'est perdu et que des nouvelles dignes de foi n'ont plus été reçues au cours de l'année suivante quant au point de savoir si celui qui est disparu sans nouvelles se trouve encore en vie.

(1) L'article 10 de la loi de 1895 dispose que, « lorsqu'un ouvrier a été victime d'un accident du travail qui a provoqué sa mort, sa veuve a droit, aussi longtemps qu'elle n'est pas remariée, à une indemnité annuelle de 20 0/0 du salaire annuel de son mari, et chaque enfant a droit, aussi longtemps qu'il n'a pas atteint l'âge de quinze ans, à 10 0/0 du même salaire, si la mère vit encore, et à 20 0/0 si le père et la mère sont morts; toutefois, l'indemnité totale accordée aux enfants et à la veuve ne pourra excéder 40 0/0 du salaire annuel de l'ouvrier décédé ».

Le droit à la réparation se calcule dans ce cas à partir du jour où le navire s'est perdu ou du jour où ont été reçues les dernières nouvelles le concernant.

§ 4. Une relation des cas d'accident devra, dans la mesure du possible, être inscrite dans le livre de bord et être signée par le commandant et, en outre, par ceux des officiers et des membres de l'équipage qui ont assisté à l'accident.

La déclaration d'accident prévue par le § 19 de la loi du 5 décembre 1895 ⁽¹⁾ devra être faite à l'autorité compétente dans le port de Finlande où l'accident a eu lieu ou dans lequel le navire abordera en premier lieu après l'accident, et un extrait du livre de bord contenant la relation dont il est question au paragraphe précédent devra être transmis à la même autorité.

Si le navire n'a pas abordé dans un port finlandais dans les trente jours suivant l'accident, la relation de l'accident visée à l'alinéa 1^{er} devra être transmise au lieu de la déclaration susdite à l'établissement d'assurance dont il est question au § 2, du premier port d'où cette transmission sera possible.

§ 5. Si l'accident s'est produit dans des eaux étrangères ou dans un port situé hors du pays, ou pendant que le navire voyageait vers ce port, les délais fixés par les §§ 20, alinéa 1^{er}, et 24, de la loi du 5 décembre 1895 ⁽²⁾ pour la déclaration concernant les demandes de l'indemnité auprès de l'établissement d'assurance et pour l'examen de la cause par le tribunal, courront à partir du jour où le navire aura touché un port finlandais pour la première fois après l'accident ou, s'il s'agit d'un marin blessé, qui a été laissé dans une localité située hors du pays, et qui plus tard revient chez lui, à partir du jour de son retour, ou du jour de son décès si l'accident a eu ultérieurement une issue fatale. S'il s'agit d'un marin blessé, qui a été laissé à l'étranger, et qui

(1) § 19 de la loi de 1895 : « Lorsqu'un ouvrier est victime d'un accident qui entraîne ou est de nature à entraîner la mort ou une incapacité de travail permanente, totale ou partielle, l'employeur ou son préposé devra en donner avis immédiatement, sur la formule réservée à cet effet, au magistrat de police, fonctionnaire municipal, juge de paix ou bailli de la localité, de façon qu'une enquête puisse être faite sur les lieux de la manière qui sera prescrite par le Sénat. »

(2) Loi de 1895, § 20, alinéa 1^{er} : « Les demandes d'indemnité basées sur la présente loi devront être adressées à l'établissement compétent au plus tard un an après l'accident, ou en cas de mort, dans le même délai à partir du décès ». L'article 24 prévoit le cas où un ouvrier n'a pas été assuré ou le cas où l'assurance n'était pas nécessaire. Dans cette hypothèse une action en dommages-intérêts pourra être introduite dans les deux ans à compter de l'accident ou du décès, si l'accident a entraîné la mort.

y est décédé, les délais susdits ne commenceront à courir que du jour où les siens auront reçu avis du décès.

Dans le cas prévu au § 3 ci-dessus, les délais fixés à l'alinéa 1^{er} seront calculés à partir du premier jour où il aura été possible d'introduire une action en dommages-intérêts.

§ 6. Les autres dispositions édictées par la loi du 5 décembre 1895 concernant les employeurs sont applicables aux armateurs dans les cas prévus par la présente loi, sauf ce qui concerne la déclaration prévue au § 4 et la tenue d'un livret de salaires, obligations qui incombent au commandant du navire.

§ 7. Le Sénat est chargé de formuler un règlement concernant l'établissement d'assurance contre les accidents dont il est question au § 2, et de prendre les mesures nécessaires pour réunir les armateurs en vue de la constitution de l'établissement d'assurance susvisé.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} mars 1903.

Arrêté du Sénat finlandais du 9 octobre 1902 concernant le règlement de l'établissement d'assurance contre les accidents dont les marins sont victimes (1).

CHAPITRE PREMIER

BUT ET NATURE DE L'ÉTABLISSEMENT, SA COMPOSITION.

§ 1^{er}. *L'établissement d'assurance contre les accidents pour les marins de Finlande*, basé sur la responsabilité mutuelle des sociétaires, a pour but de se charger de l'assurance prévue par la loi du 10/23 janvier 1902 concernant la responsabilité des accidents survenus aux marins au cours de leur service.

§ 2. L'assurance prévue au § 1^{er} est réalisée collectivement pour les personnes faisant partie de l'équipage d'un navire finlandais, que le propriétaire du navire est tenu d'assurer en vertu du § 1^{er} de la loi susdite.

§ 3. Est membre de l'établissement, quiconque y contracte une assurance en vertu de la loi précitée, et chaque membre est tenu de participer aux dépenses communes de l'établissement et de faire

(1) *Kejserliga Senatens för Finland beslut angående reglemente för olycksfalls försäkrings anstalten för sjömän i Finland. Storfurstendömet Finlands Författnings-samling, 1902, n. 36.*

face aux obligations de celui-ci dans une mesure correspondant à la nature de l'entreprise assurée, suivant le tarif de l'établissement.

§ 4. Si un membre meurt, les droits et obligations inhérents à l'assurance passent aux ayants droit du défunt.

Si l'entreprise assurée passe aux mains d'un autre propriétaire, le membre sortant est responsable des primes afférentes à l'année courante de l'assurance jusqu'au jour où il cesse de faire partie de l'établissement, à moins que le nouveau chef de l'entreprise ne s'engage envers l'établissement à se charger personnellement des droits et obligations inhérents à l'assurance.

CHAPITRE II

ASSURANCE.

§ 5. La déclaration d'assurance sera effectuée suivant la formule fixée par la Direction et sera vérifiée par la Direction; le résultat de cette vérification sera communiqué à l'intéressé dans les trente jours suivant la remise de la déclaration à l'établissement d'assurance.

§ 6. Si le navire pour l'équipage duquel l'assurance a été contractée est saisi ou abandonné pour une autre raison dans un port, l'assurance prend fin à partir du jour où l'équipage est congédié et cesse de travailler sur le navire.

Si le navire est abandonné en pleine mer, l'assurance cesse à partir du jour où l'équipage a pu gagner un port.

§ 7. Lorsque l'assurance vient à cesser, le membre conserve la responsabilité qu'il avait vis-à-vis de l'établissement à l'expiration de l'assurance, aussi longtemps qu'il n'a pas payé les primes qui restent dues à raison de l'assurance.

CHAPITRE III

COTISATIONS ET RESPONSABILITÉ DES MEMBRES.

§ 8. Les versements que les membres sont tenus d'effectuer à l'établissement d'assurance sont :

a) *les primes anticipées*, payables pour la première fois dans les trente jours après que la demande d'assurance aura été agréée et dans la suite, une fois par an au mois de décembre;

b) les primes supplémentaires, payables chaque année à l'époque fixée par l'assemblée annuelle.

Les primes anticipées et supplémentaires dues par les membres constituent ensemble, dans une mesure correspondant à leur responsabilité dans l'établissement, une partie de la dépense afférente à l'année écoulée et que les membres sont tenus de payer pour couvrir les frais d'administration de l'établissement, pour constituer un fonds d'assurance et de réserve ainsi qu'une réserve d'indemnité.

Les primes anticipées sont fixées par l'assemblée annuelle pour l'année suivante et doivent être calculées de façon à couvrir le montant des sommes nécessaires, suivant les probabilités de l'évaluation, aux services susdits. Les primes supplémentaires, qui sont levées dans le cas où les primes anticipées calculées pour l'année écoulée et la réserve d'indemnité constituées pour cette année, ne couvriraient pas les besoins de l'exercice, sont fixées sur la base du bilan de fin d'année par la première assemblée générale de l'année suivante.

Les primes qui ne seraient pas payées à l'époque fixée seront majorées de 10 0/0 et pourront être recouvrées par voie de saisie-exécution sans procédure préalable.

§ 9. Les versements que les membres doivent effectuer à raison de l'assurance sont calculés, en général, pour une année entière; toutefois, on en déduira, lorsqu'une nouvelle assurance est contractée, autant de douzièmes qu'il s'est écoulé de mois entiers à partir du commencement de l'année jusqu'au jour où cette assurance a été contractée. Si l'assurance vient à cesser conformément aux dispositions du § 6, il devra être déduit de la contribution annuelle autant de douzièmes qu'il reste de mois entiers à courir à partir du jour où l'assurance a pris fin, jusqu'à l'expiration de l'année courante. La même déduction devra être effectuée si le navire est resté désarmé un certain temps au cours de l'année. Si, à cette occasion, une partie de l'équipage reste en service, il sera accordé à titre de réduction, comme ci-dessus, une fraction de la contribution annuelle correspondant à la partie de l'équipage qui a été licenciée, après vérification de la Direction. Il incombe à celui qui a contracté l'assurance de faire parvenir à la Direction, dans le délai d'un mois au maximum, après l'expiration de l'année pour laquelle la réduction doit être effectuée, une demande à cet effet et

les renseignements nécessaires relatifs à l'affaire lorsque sa demande de réduction doit faire l'objet d'une enquête.

§ 10. La responsabilité des membres est déterminée par rapport à la contenance portée au registre du tonnage, du navire pour l'équipage duquel l'assurance a été contractée, séparément pour les bateaux à vapeur et les voiliers, et dans chaque catégorie, suivant le degré des risques, en tenant compte de la structure du bâtiment, de la ligne et du temps de navigation, le tout suivant les données fournies par l'expérience.

§ 11. Lors du calcul de la responsabilité, les dispositions suivantes seront applicables en ce qui concerne le tonnage du bâtiment :

a) Bateaux à vapeur. Dans la classe la plus basse seront rangés les bateaux à vapeur jaugeant jusqu'à 100 tonnes. En ce qui concerne les bâtiments à vapeur d'un plus fort tonnage jusqu'à 1.000 tonnes, la responsabilité de la dernière classe de risque, prise comme unité, sera élevée d'un tiers pour chaque centaine de tonnes, pleine ou commencée. En ce qui concerne les navires d'un tonnage au delà de 1.000 tonnes, la responsabilité calculée pour ce chiffre sera élevée pour chaque centaine de tonnes, pleine ou commencée, au delà de la contenance de 1.000 tonnes, d'un sixième de l'unité susdite.

b) Voiliers. Dans la plus basse classe de risques seront rangés les voiliers jaugeant jusqu'à 200 tonnes. En ce qui concerne les voiliers d'un plus fort tonnage, la responsabilité de la plus basse classe, prise comme unité, sera élevée d'un sixième pour chaque centaine de tonnes, pleine ou commencée, au delà de 200 tonnes.

§ 12. En ce qui concerne le classement des navires, il y aura lieu d'observer que l'unité de responsabilité fixée au § 11 pour les voiliers devra dépasser de 50 0/0 l'unité fixée pour les bateaux à vapeur.

§ 13. Si la division des risques effectuée pour des navires sur la base de leur structure, ligne et temps de navigation rend nécessaire la fixation d'une indemnité différente pour des vaisseaux de mêmes espèce et tonnage, le chiffre de responsabilité fixé au § 11 sera augmenté en conséquence pour les bâtiments présentant des risques plus élevés.

§ 14. La responsabilité et la participation des membres dans l'é-

établissement, quant aux navires assurés par eux, sont déterminées par le montant total des chiffres de responsabilité, ramené, conformément aux §§ 11, 12 et 13, à la responsabilité la plus basse pour navires à vapeur.

La responsabilité totale de l'établissement est déterminée par le chiffre total des responsabilités des membres.

CHAPITRE IV

DEMANDES D'INDEMNITÉ ET LIQUIDATION DE CES DEMANDES.

§ 15. Les demandes d'indemnité nées d'un accident survenu à un marin assuré auprès de l'établissement seront vérifiées par la Direction, et il incombe à celle-ci de se conformer en tous points aux dispositions en vigueur concernant la responsabilité du dommage subi par les marins au cours de leur service.

§ 16. Lorsque la demande d'indemnité aura été admise ou reconnue judiciairement, la Direction délivrera à la personne qui a droit aux dommages-intérêts un titre indiquant le montant de la réparation, le mode de paiement, les échéances et les autres conditions, conformément aux dispositions en vigueur.

CHAPITRE V

FONDS D'ASSURANCE, FONDS DE RÉSERVE, RÉSERVE DES INDEMNITÉS ET FONDS DE GARANTIE DES PRIMES.

§ 17. En vue d'assurer l'exécution des obligations incombant à l'établissement par suite de la délivrance des reconnaissances d'indemnité, il sera constitué un fonds d'assurance et de réserve.

§ 18. Le fonds d'assurance sera porté au bilan annuel pour le montant correspondant à la somme en capital de toutes les indemnités à payer d'après les reconnaissances qui ont été délivrées, au jour de la clôture des comptes en calculant les intérêts, à 4 0/0 l'an et en fixant la durée de chaque obligation, telle qu'elle sera déterminée par la durée probable de la vie de la personne ayant droit à l'indemnité suivant une table de mortalité approuvée par l'inspecteur officiel des assurances; toutefois, la durée de l'obligation née en faveur d'un enfant âgé de moins de 15 ans sera fixée

égale au nombre total d'années restant à courir jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge susdit (1).

§ 19. Le fonds de réserve, qui ne pourra être utilisé que dans le cas de dissolution de l'établissement pour assurer l'exécution des obligations incombant à l'établissement, devra constituer à chaque clôture des comptes 10 0/0 du fonds d'assurance prescrit au paragraphe précédent.

§ 20. Comme réserve d'indemnité, il sera constitué, lors de la clôture des comptes, une somme qui, sur les bases indiquées aux §§ 18 et 19, devrait revenir au fonds d'assurance et au fonds de réserve, pour le service des indemnités probables qui pourraient provenir d'un dommage connu, mais non encore définitivement réglé et imputable sur l'exercice écoulé.

§ 21. Si les intérêts perçus, les primes anticipées et la réserve d'indemnité effectuée à la clôture de l'exercice précédent laissent un excédent, après que les frais d'administration de l'année seront couverts et que les prélèvements à faire conformément aux §§ 18, 19 et 20 pour le fonds d'assurance, le fonds de réserve et la réserve d'indemnité auront été effectués, le boni sera réparti entre les assurés, proportionnellement à la part de chacun d'eux dans les charges de la société pour l'exercice écoulé.

En ce qui concerne les membres qui restent affiliés à l'établissement pour l'exercice commencé, ce boni sera déduit des primes anticipées relatives à cet exercice, mais en ce qui concerne les membres qui se retirent de la société, elles ne leur seront payées que lorsqu'ils auront liquidé toutes leurs obligations vis-à-vis de l'établissement.

§ 22. A l'aide des subventions que l'État pourrait accorder à l'établissement, il sera constitué un fonds particulier de garantie des primes. Si les sommes à payer sur l'exercice écoulé pour l'administration de l'établissement et les prélèvements prévus par les §§ 18, 19 et 20 excèdent une dépense annuelle de 70 marks, par suite de responsabilité la plus basse de l'exercice courant, la moitié du déficit pourra être imputée sur le fonds de garantie des primes.

(1) Voy. la note, p. 150.

CHAPITRE VI

ADMINISTRATION DE L'ÉTABLISSEMENT, REVISION DES COMPTES
ET ASSEMBLÉE ANNUELLE.

§ 23. L'administration de l'établissement est confiée à une Direction composée de trois membres et deux suppléants, parmi lesquels au moins un membre et un suppléant devront être affiliés à l'établissement. Les membres et les suppléants seront désignés pour la première fois par l'assemblée constituante et dans la suite par chaque assemblée annuelle.

Un fondé de pouvoirs (délégué) prêterà son concours à la Direction. La Direction et l'établissement auront leur siège dans la ville d'Abo.

§ 24. La Direction choisira chaque année un président parmi ses membres. Lorsque le président sera empêché d'assister à une séance, un président *ad interim* sera désigné à sa place.

La Direction se réunira sur convocation du président. Il sera tenu un procès-verbal des séances.

La Direction pourra délibérer valablement lorsque deux membres seront présents et qu'ils seront d'accord.

§ 25. Il incombe à la Direction :

- de veiller avec le plus grand soin sur les affaires de la société et de se conformer à cette occasion aux dispositions qui pourraient être prises par l'assemblée concernant l'administration de l'établissement;

- de conclure les assurances;

- de délivrer les reconnaissances d'indemnité et de mandater les sommes dont le paiement est échu;

- de fixer chaque année, après recouvrement des contributions obligatoires, les obligations de chaque membre et de tout l'établissement pour l'exercice écoulé, et de calculer en conséquence les primes supplémentaires à verser;

- de dresser un projet de répartition des primes anticipées pour l'exercice suivant;

- d'administrer les biens de l'établissement et de faire valoir ses fonds dans les meilleures conditions de sécurité;

- de convoquer les membres en assemblée et de présenter à l'assemblée annuelle ordinaire un rapport sur les opérations

de l'établissement au cours de l'exercice précédent et, en outre, de préparer les questions qui seront soumises à l'assemblée;

de nommer et de révoquer le fondé de pouvoirs et de fixer son traitement;

de donner des instructions au fondé de pouvoirs;

enfin, de prendre toutes les mesures que réclameront les intérêts de l'établissement.

§ 26. En vue de déterminer l'étendue du dommage pour lequel l'établissement doit payer des dommages-intérêts en vertu de l'assurance, la Direction pourra, après vérification, faire appel à des experts, de même que dans le cas où survient un accident qui peut donner lieu à réparation.

En vue de surveiller l'application des mesures prises par l'assemblée ou par la Direction, celle-ci pourra, après examen, instituer une inspection technique spéciale.

La Direction aura le droit de rembourser les frais nécessaires faits dans le but ci-dessus indiqué.

§ 27. Le fondé de pouvoirs devra, conformément aux instructions de la Direction, assurer l'exécution des mesures prises par la Direction.

Il assistera aux réunions de la Direction et pourra émettre sur les questions qui viendront à se présenter un avis qui sera inséré au procès-verbal; mais il n'aura pas le droit de vote.

Au surplus le fondé de pouvoirs devra régler et diriger la besogne des bureaux et proposer à la Direction les mesures que réclament les intérêts de l'établissement.

§ 28. Lorsque le fondé de pouvoirs est empêché ou lorsque cet office est vacant, la Direction désigne un de ses membres pour remplir cette charge ou la confie à une autre personne compétente.

§ 29. Les polices d'assurance, les certificats d'indemnité, les billets à ordre et chèques ainsi que les autres engagements contractés au nom de l'établissement, devront être signés avec indication du titre de l'établissement par un membre de la Direction et contresignés par le fondé de pouvoirs.

Les lettres et autres pièces sont signées par le fondé de pouvoirs.

§ 30. Les valeurs de l'établissement doivent être déposées dans une cave ou une armoire à l'abri du feu, fermées à l'aide de

deux serrures; les clefs de l'une seront aux mains d'un membre de la Direction et les clefs de l'autre en la possession du fondé de pouvoirs.

§ 31. Les comptes de l'établissement seront dressés pour chaque année civile; ils devront être clôturés au cours du mois de mars.

La comptabilité sera soumise à l'examen de reviseurs, nommés à cet effet de la façon prévue au § 32.

La revision sera commencée au plus tard le 5 avril; les reviseurs devront prendre soigneusement connaissance du rapport annuel de la Direction et des procès-verbaux, des livres de l'établissement, de la caisse, des valeurs, du mode de constitution et des ressources du fonds d'assurance, du fonds de réserve, du fonds de garantie des primes et de la réserve des indemnités, et examiner attentivement la gestion de l'établissement pendant l'exercice en question.

La revision devra être terminée et rapport devra être fait à ce sujet à la Direction le 15 avril au plus tard.

Le rapport fera connaître expressément l'avis des reviseurs quant au point de savoir si la responsabilité de l'administration est engagée ou non, ainsi que leurs conclusions au sujet des différents points traités dans le rapport annuel de la Direction.

§ 32. L'assemblée annuelle ordinaire se tient au cours du mois de mai; les convocations à cette assemblée seront faites dans les feuilles officielles du pays au moins trois fois avant le jour de la réunion.

Les affaires suivantes seront traitées dans l'assemblée annuelle :

1) le compte rendu de la Direction concernant l'administration de l'établissement et le rapport des reviseurs à ce sujet;

2) la question de savoir si la responsabilité de l'administration est engagée en ce qui concerne l'exercice écoulé;

3) la fixation des primes supplémentaires qu'il est nécessaire de percevoir pour l'exercice écoulé;

4) l'établissement d'un tarif pour la division des entreprises assurées en classes de risques, ainsi que pour le calcul des primes;

5) la fixation des primes anticipées pour l'exercice suivant.

6) la fixation des appointements des membres de la Direction et des reviseurs;

7) la nomination des trois membres et des deux suppléants devant composer la Direction l'année suivante;

8) la nomination de trois reviseurs et de deux reviseurs suppléants.

Lorsque d'autres affaires que celles qui sont énumérées ci-dessus devront être traitées par l'assemblée annuelle, elles devront être indiquées dans la convocation.

Lorsqu'un membre voudra présenter des observations ou des propositions à l'assemblée ordinaire, il devra, au plus tard au cours du mois de février précédent, les transmettre par écrit à la Direction, qui non seulement les inscrira dans l'avis de convocation, mais présentera aussi ses conclusions à leur sujet à l'assemblée.

§ 33. Les assemblées extraordinaires, qui seront annoncées de la même façon que l'assemblée ordinaire, seront tenues lorsque l'assemblée ordinaire en aura décidé ainsi ou lorsque la Direction le jugera opportun, ou bien lorsque cinq membres au moins en auront fait la demande.

Les questions qui doivent être présentées à l'assemblée extraordinaire devront être annoncées dans la convocation, et aucune autre affaire ne pourra être traitée par ces assemblées.

§ 34. A l'assemblée annuelle, les votes seront calculés suivant le nombre de responsabilités des membres fixé conformément au § 14 pour l'année courante, sans tenir compte des fractions. Les membres absents pourront être représentés à l'assemblée par des fondés de procuration et exercer leur droit de vote par l'intermédiaire de ceux-ci.

Personne ne pourra recevoir procuration pour plus du dixième des voix représentées à l'assemblée.

§ 35. L'assemblée sera ouverte par le président de la Direction; ensuite, les membres présents éliront un président de l'assemblée; à la majorité, au scrutin public.

Dans les autres cas et en général chaque fois qu'un électeur le réclamera, le vote aura lieu au scrutin secret.

Le procès-verbal de la séance sera rédigé par la personne désignée à cet effet par la Direction; le procès-verbal sera signé par la personne qui l'a rédigé et sera certifié sincère par le président conjointement avec une ou deux personnes désignées par l'assemblée en qualité de scrutateurs.

§ 36. Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote, la question sera

décidée à la simple majorité des votes émis, sauf dans le cas prévu au § 38.

Si, lors d'une élection, un même nombre de voix a été attribué à deux ou plusieurs personnes, il sera procédé à un tirage au sort entre elles. Mais si, dans d'autres cas, le vote aboutit à une parité de voix, le parti qui réunira ensuite la majorité des voix des électeurs présents l'emportera. Si chaque parti obtient un nombre égal de voix, la voix du président sera prépondérante.

Les décisions de l'assemblée lient également les membres absents, et la décision, lorsqu'elle ne sera pas contraire à la loi ou au présent règlement, sera mise à exécution par la Direction, avec cette réserve pourtant que le tarif des risques adopté par l'assemblée devra être approuvé par le Sénat avant de pouvoir être appliqué.

§ 37. Si la Direction, ou un de ses membres, ou un membre de l'établissement estime qu'une proposition admise par l'assemblée n'a pas été régulièrement présentée ou est autrement contraire à la loi, à la Constitution ou au présent règlement, il pourra procéder contre l'établissement dans le délai d'un an à compter du jour de la décision. Passé ce délai, son droit sera périmé.

§ 38. S'il se produit une demande tendant à modifier le présent règlement, la décision prise à ce sujet ne sera valable que si elle réunit les deux tiers des voix représentées à l'assemblée. Cette question ne pourra être résolue plus tôt que dans la première assemblée qui sera tenue trois mois après celle où la question aura été soulevée pour la première fois. Les décisions introduisant de pareilles modifications seront soumises à l'examen et à l'approbation du Sénat impérial.

Le Sénat impérial arrête en outre que l'établissement en question sera soumis à la surveillance de l'Inspecteur des assurances, et à ce point de vue, il incombe à la Direction de l'établissement de lui transmettre chaque année un rapport avec un compte rendu sommaire des opérations de l'établissement.

FRANCE-BELGIQUE

CONVENTION

Relative à la majoration des dommages résultant des accidents du travail, signée à Paris le 21 février 1906 entre la France et la Belgique.

Sa Majesté le Roi des Belges et le Président de la République française, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Alfred Leghait, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, et

Le Président de la République française :

M. Maurice Rouvier, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les sujets belges victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants-droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu mais faisant partie d'une

entreprise établie sur le territoire de l'autre État. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier État.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 4. — Les autorités belges et françaises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en Belgique et en France un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 21 février 1906.

(L. S.) A. LEGHAIT. — (L. S.) ROUVIER.

ÉTUDES ET CHRONIQUE

FRANCE

LA PROPOSITION MILLERAND-GUIEYSSE

SUR LES

RETRAITES OUVRIÈRES

DEVANT LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Juillet 1905 — Février 1906 (1)

Analyse des Débats parlementaires (2)

Par M. Charles RENARD

Docteur en droit.

Prolégomènes.

On sait quel est le thème d'où est sortie l'idée de la retraite ouvrière : suivre le mouvement social de l'étranger.

« La France, qui est le pays où les questions sociales ont été le plus anciennement soulevées, est le plus en retard sur les améliorations pratiques. » (Rapport Guieysse).

M. Millerand président de la Commission a, avec ténacité et volonté, poursuivi la réalisation du problème des retraites.

(1) Voir dans le *Bulletin*, 1906, page 103, le texte voté par la Chambre des députés, le 23 février 1906.

(2) Voici la liste des documents parlementaires relatifs à cette proposition sur les retraites ouvrières :

Documents parlementaires. — Chambre des députés, 8^e législature :

N^{os} 17. — 10 juin 1902. — Proposition de loi de MM. Lemire et Gayraud.

— 151. — 26 juin 1902. — Rapport sommaire de M. Émile Rey sur la proposition ci-dessus.

N^{os} 187. — 3 juillet 1902. — Proposition de MM. Vaillant, etc.

— 274. — 10 juillet 1902. — Rapport Congy sur la proposition n^o 187.

— 321. — 14 octobre 1902. — Proposition de MM. Millerand et Guieysse (cette proposition a été publiée dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1902, p. 453).

La proposition Millerand-Guieysse, aujourd'hui votée par la Chambre, après une condensation du texte, opérée en janvier 1906, a été discutée pendant de nombreuses séances en 1905.

Nous nous bornons dans cette étude purement documentaire à analyser la discussion.

Sa longueur, le nombre des contre-projets d'ensemble présentés et successivement repoussés montrent à l'évidence combien graves sont les difficultés abordées, et à quel point sont divisés, sur les points les plus essentiels, les partisans du principe de la retraite que la Chambre des députés a admis en passant à la discussion des articles dans la deuxième séance du 11 juillet 1905 à l'unanimité de 560 votants.

Dans la première partie, consacrée à la discussion générale, nous reproduisons partiellement les deux discours si importants de M. Paul Deschanel et de M. Mirman.

Dans la seconde, consacrée aux contre-projets, qui ont *tous* été successivement *éliminés*, nous nous bornons à une revue rapide des diverses propositions, coupée par quelques citations.

Dans la troisième, passant à la discussion des articles, nous résumons brièvement les débats parlementaires.

Dans la quatrième, nous reproduisons partiellement les principaux discours qui ont été prononcés.

Enfin, comme conclusion, nous indiquons sommairement les grandes lignes du projet voté par la Chambre.

-
- N^{os} 418. — 6 novembre 1902. — Proposition de MM. Vaillant, Allard, Bouveri, etc.
 — 457. — 18 novembre 1902. — Proposition de M. J. Coutant.
 — 510. — 28 novembre 1902. — Proposition de M. Mirman.
 — 625. — 6 décembre 1902. — Proposition de MM. Adam, Taillandier, Plichon, etc.
 (cette proposition a été publiée dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1903, p. 9).
- N^{os} 1068. — 25 juin 1903. — Proposition de M. Laurens-Castelet.
 — 1261. — 3 novembre 1903. — Proposition de M. Dubuisson.
 — 1331. — Proposition de MM. Rey et Lachizé.
 — 1432. — 14 janvier 1904. — Proposition de MM. Dormoy, Chaumet, Cazeaux-Cazalet.
 — 1636. — 25 mars 1904. — Proposition de M. A. Fournier.
 — 2083. — 22 novembre 1904. — Rapport de M. Paul Guieysse (publié dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1904, p. 543, et 1905, p. 5).
- N^{os} 2083. — (annexe). — Documents.
 — 2083. — (2^e annexe). — Texte de la proposition de loi.
 — 2083. — 3^e annexe. — Nouvelle rédaction (16 janvier 1906) de la commission pour les titres I et II.
- N^{os} 2083. — (4^e annexe). — Nouvelle rédaction de la commission (29 janvier 1906).
 — 2083. — (5^e annexe). — Nouvelle rédaction de la commission (6 février 1906).
 — 2083. — (6^e annexe). — Nouvelle rédaction de la commission (14 février 1906).
 — 2083. — (7^e annexe). — Évaluation des charges financières (publié dans le *Bulletin des accidents du travail et des assurances sociales*, 1906, p. 121).

I

DISCUSSION GÉNÉRALE (1).

Elle s'est ouverte au cours de la séance du 5 juillet 1903, et a débuté par deux grands discours, l'un de M. Paul Deschanel contenant *la comparaison du système allemand et du système belge...* et cherchant à concilier *le principe de l'obligation avec le développement de la mutualité*; l'autre de M. Mirman s'efforçant de montrer *l'antinomie entre la loi d'assistance aux vieillards et la proposition de loi sur les retraites ouvrières*.

DISCOURS DE M. DESCHANDEL.

L'expérience allemande et belge.

La discussion générale s'est ouverte sur le discours de M. Paul Deschanel.

La question, a-t-il dit, n'est pas de savoir si nous devons faire les retraites; la question est de savoir comment nous pouvons les faire. Et tout de suite, naturellement, nos yeux se tournent vers les deux systèmes qui fonctionnent déjà à l'étranger : *l'assurance obligatoire* en Allemagne et la *mutualité subsidée* en Belgique.

Essayons de profiter de cette double expérience.

En Allemagne, le centre de gravité du système s'est constamment déplacé vers l'invalidité. La vieillesse n'est plus qu'une présomption d'invalidité.

L'assurance contre l'invalidité est devenue une prime à la simulation, a fonctionné au profit de chômeurs volontaires, et, de ce fait, un grand nombre de caisses régionales sont en déficit.

En Belgique, la loi de 1900, qui a consolidé et étendu l'état de choses antérieur, a donné d'excellents résultats. Le nombre des Sociétés de secours mutuels et des livrets a considérablement augmenté. Mais il n'en est pas de même des versements, et ce phénomène n'est pas dû seulement à l'extension de la mutualité scolaire. L'an dernier, un tiers des livrets sont restés sans versements.

D'autre part, si la majorité des affiliés appartient à la catégorie des ouvriers et des employés, il y a aussi beaucoup de propriétaires, de rentiers, de fonctionnaires.

Beaucoup d'ouvriers sont affiliés obligatoirement par leurs patrons; l'État affine obligatoirement ses ouvriers et ses employés, de sorte que l'obligation s'introduit indirectement.

(1) Voir : *Journal officiel* des 6, 7, 11 et 12 juillet, 8, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30 novembre, 1, 6, 7, 8, 13, 14 et 15 décembre 1903, et des 19, 24, 25, 26, 31 janvier, et 2, 7, 8, 9, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 24 février 1906.

Au point de vue des dépenses, le montant de l'intervention de l'État belge est supérieur à l'allocation fixe accordée par l'État allemand à ses pensionnaires. On a calculé que l'effort personnel représentait 55 0/0 et les subventions ou aides diverses 45 0/0.

Ce système réussira-t-il à résoudre complètement le problème des retraites ouvrières? Personne, même parmi ses défenseurs les plus convaincus, n'oserait l'affirmer, j'attends qu'on me démontre combien il faudrait de temps et d'argent pour passer, par le seul effort de la mutualité, de 120.000 pensionnés de toute sorte à 2 millions et demi de retraites exclusivement ouvrières. Si nous voulons assurer un minimum de retraite à la masse des petits salariés, c'est-à-dire aux plus intéressants, il ne faut pas nous faire d'illusion, il n'y a qu'un moyen : c'est de recourir, dans une mesure à déterminer, au principe de l'obligation. « Assistance », dit-on. Non, puisque le travailleur participe à la constitution de sa retraite : prévoyance d'ordre inférieur, sans doute, à laquelle, certes, nous préférerions de beaucoup la prévoyance libre et à laquelle il ne faut se résigner que comme à un pis-aller.

Comment concilier le principe de l'obligation avec les œuvres de mutualité.

Le problème étant ainsi posé, M. Paul Deschanel ne voit qu'une solution, concilier le principe de l'obligation avec le maintien des œuvres de mutualité.

Peut-on y parvenir?

Faut-il croire, avec certains économistes, que le problème soit insoluble? Faut-il prendre à notre compte la spirituelle boutade d'un éminent mutualiste répondant à ceux qui parlaient de « liberté dans l'obligation » : « Oni, l'oiseau libre dans la cage fermée? »

Je crois que les faits sont plus souples que les hommes et que leurs théories. L'art de la politique consiste à concilier les contraires : l'ordre public et la liberté; les droits de l'État et la liberté individuelle; la centralisation politique et la décentralisation administrative; une forte hiérarchie militaire et une démocratie furieusement éprise d'égalité.

Examinons, si vous le voulez bien, les diverses formules au moyen desquelles on essaie de concilier l'obligation et la mutualité.

Et d'abord que nous propose la Commission?

Premièrement, que les sociétés de secours mutuels puissent servir, sinon d'administrateurs — elles ne sont pas outillées pour cela — du moins de collecteurs des cotisations, d'intermédiaires entre les futurs retraités et la caisse des retraites, comme en Belgique.

Secondement, la Commission, afin de faciliter d'autres modes de prévoyance que la retraite, admet l'emploi facultatif du quart des versements des travailleurs et des patrons pour le paiement des cotisations mutualistes affectées à d'autres services : assurance-maladie, assurance au décès, achat d'une habitation à bon marché, d'un lopin de terre, etc.

A quoi l'on objecte que la demi-retenue versée à la société de secours mutuels ne sera pas toujours suffisante pour payer la cotisation du mutualiste.

M. Deschanel veut répondre à l'objection et montrer que grâce à la mutualité scolaire dont M. Cavé est le fondateur, la mutualité française, si elle était subventionnée, pourrait prendre un grand et rapide essor, qui ne nuirait pas cependant au principe de l'obligation, ni à un système de retraites ouvrières régi par l'État.

Il ajoute :

Il y aurait, à mon sens, un moyen à la fois simple, efficace et peu coûteux de concilier le développement des institutions mutualistes avec le principe de l'obligation : ce serait de subventionner les sociétés de secours mutuels pour les aider à réduire la cotisation de maladie des sociétaires astreints au versement obligatoire pour la retraite. La subvention serait fixée en proportion inverse du montant des retenues subies pour la retraite, et les cotisations pour la maladie diminueraient en même temps que les salaires. On arriverait à donner l'assurance-maladie pour peu de chose aux salaires les plus bas et à leur rendre presque intégralement ce qu'ils auraient déboursé pour la retraite. Nous déchargerions ainsi l'effort double des petits salaires, et nous pourrions dire à ceux qui font à la fois la maladie et la retraite : « Vous avez avantage à aller à la société de secours mutuels, parce que vous aurez une économie notable relativement à ceux qui font seulement la maladie ».

Ce système ne coûterait, au maximum, en dehors des prévisions de la Commission, que 5 millions pour l'industrie et le commerce et 6 millions pour l'agriculture.

M. P. Deschanel termine son discours par un examen général du projet qu'il trouve encore trop lourd, trop rigide :

Il devra, dit-il, être allégé, assoupli. L'action de l'État n'est légitime que si elle n'étouffe pas la liberté individuelle, mais si elle la fortifie.

La première des libertés humaines, c'est la liberté de vivre, et le premier devoir d'une société civilisée est de la garantir à tous ses membres.

Vous vous rappelez cette page mémorable de l'histoire d'Angleterre : l'abolition de la loi céréale, cette sorte de nuit du 4 août économique. C'était, si je ne me trompe, à la fin du mois de janvier 1849. Deux mille personnes étaient réunies dans la salle des Ligueurs, à Manchester. Quelques instants avant minuit, le président donna le signal d'entonner un chant qui avait pour refrain :

Le bon temps vient!

Et, l'horloge ayant sonné minuit, le président, imposant silence à l'assemblée, dit : « Le bon temps est venu ». Et le lendemain, suivant la belle parole de Robert Peel, la dime exorbitante que l'aristocratie anglaise prélevait sur le pain du peuple avait disparu avec le levain amer de l'injustice.

Eh bien ! nous pouvons dire, nous aussi : Le bon temps vient ; le bon temps où, sous le chaume, dans l'atelier, dans la mine, tous les vaillants, dont le labeur fait la France plus forte et plus glorieuse, auront le pain des vieux jours et viendront s'asseoir au banquet fraternel de la famille française.

DISCOURS DE M. MIRMAN.

**Comparaison de la proposition concernant les retraites
et de la loi d'assistance aux vieillards.**

Dans la séance du 5 juillet 1905, M. Mirman a critiqué la proposition présentée à la Chambre.

Il rappelle d'abord ce qu'est la loi sur l'assistance obligatoire, qui est, dit-il, une loi de solidarité.

Il me paraît impossible, dit-il, d'aborder la discussion générale du projet de caisse des retraites sans que nous ayons sous les yeux les traits généraux du projet déjà voté, de chercher à construire un édifice nouveau avant de nous être rendu compte avec précision de l'édifice antérieurement construit.

Il rappelle que cette loi n'accorde de secours qu'aux indigents, il oblige la grande masse de la nation, à épargner elle-même en vue de la retraite

Je causais à de braves gens peu fortunés et j'essayais, sans beaucoup de conviction, je l'avoue, de les persuader de faire un effort d'épargne, de mettre de petites sommes de côté pour se préparer eux-mêmes pour leurs vieux jours, une modeste retraite. Ils me questionnaient, ils me demandaient de leur donner quelque précision et de leur dire ce qu'ils pourraient obtenir en abandonnant ainsi les quelques sous dont ils pouvaient disposer, après avoir fait, pendant tout le cours de leur existence, ce persévérant effort d'épargne dont il m'était bien facile à moi-même de me faire l'apôtre. Or, j'étais obligé de leur dire, comme vient de le rappeler notre éloquent collègue M. Deschanel, que la pension à laquelle ils arriveraient dans les sociétés de secours mutuels actuelles, atteindrait une centaine de francs; et encore, j'exagérais un peu. Ils me répondirent : « Voyons, est-ce qu'avec 100 francs, nous pourrions vivre? Non, sans doute. Si avec notre modeste effort d'épargne nous pouvions avoir la conviction que, plus tard, nous serons à l'abri de l'extrême misère, certes, nous tenterions cet effort; mais nous astreindre chaque semaine à prélever non pas sur notre superflu, car nous n'en avons pas, mais sur notre nécessaire, quelques sous, faire cet effort toutes les semaines, toute l'année, pendant notre longue existence, pour arriver à ce mince résultat, nous n'en avons pas le courage ! »

**L'expérience de la loi d'assistance aux vieillards
n'est pas faite.**

M. Mirman ne considère pas que la loi sur l'assistance obligatoire soit complète, ni définitive.

Cette loi, comme toutes les lois de ce genre, issues du premier jet, sera nécessairement imparfaite.

Il faudra la surveiller attentivement pendant plusieurs années, à la lumière

de l'expérience, pour la bien juger. On aperçoit une fissure, on fait un raccord; on voit une lacune, on la comble; on trouve dans certains articles de la loi, après quelque temps d'application, des imprécisions, conduisant à des jurisprudences incertaines et contradictoires, il faut préciser et remanier le texte.

On a procédé ainsi dans tous les pays pour toutes les lois importantes. C'est ce que nous avons fait nous-mêmes depuis un certain nombre d'années, en ce qui concerne la loi sur les accidents du travail. C'est ce qu'il faudra faire pour cette loi-là en particulier; il se passera plusieurs années de tâtonnements avant que le sens exact du mot « invalidité » soit acquis.

Tous les pays où la législation sur l'invalidité a été promulguée ont connu ces difficultés. Ne croyez pas qu'une définition dernière soit possible; personne ne la possède et, quelle que soit celle à laquelle vous vous arrêtez, quelle que soit celle que vous ayez inscrite dans la loi de solidarité, quelle que soit celle que vous proposiez d'inscrire dans une loi éventuelle de retraites, il est bien certain que dans un certain nombre d'années vous serez obligés de limer, de polir cette définition et toute la partie de votre loi relative à l'invalidité.

M. Mirman fait ensuite observer qu'une mise au point s'impose afin de mettre en harmonie la loi sur l'assistance aux vieillards et la proposition sur les retraites ouvrières; il suppose les deux textes en vigueur.

Je me demande dans quelles conditions on pourra faire jouer en même temps ces dispositions. Je pense que cette question ne manquera pas de vous préoccuper. Y aura-t-il cumul? Cette pension provisoire de retraite se cumulera-t-elle avec la pension de solidarité? Ce n'est pas la pensée directrice de la commission; car je crois bien que tous ses efforts ont tendu à séparer nettement les deux domaines, les deux terrains, les deux clientèles... Mais s'il n'y a pas de cumul? Voilà une contradiction bien fâcheuse qui va se produire: l'ouvrier, l'employé justiciable de la loi des retraites et de cette loi seulement puisque, paraît-il, cela est plus conforme à sa dignité, parce qu'il n'est pas de ces déchets sociaux qui sont réservés à la loi de solidarité, l'ouvrier, l'employé, s'il a soixante-dix ans au jour de l'application de la loi des retraites, touchera 50 francs la première année, 54 francs la seconde, 58 francs la troisième. Mais si, à côté de lui, un autre vieillard du même âge, qui n'est pas justiciable heureusement pour lui, à ce moment-là, de la loi des retraites, fait partie des catégories auxquelles s'applique la loi de solidarité, il ne pourra pas toucher moins de 100 francs, puisque la loi impose sagement aux communes ce minimum, et s'il est dans une ville industrielle de quelque importance, il recevra une pension moyenne de 180 francs; à Paris, la pension sera de 260 francs.

M. Guieysse, rapporteur. — C'est parfaitement superposable.

Il s'agit là de deux domaines complètement distincts; vous le savez mieux que personne, puisque vous avez suivi très assidûment les travaux de la Commission. L'assistance et l'assurance sont deux domaines très distincts, et nous n'avons jamais émis la pensée que les deux solutions ne soient pas superposables!

M. Mirman. — Il y a donc cumul?

M. le Rapporteur. — Parfaitement.

M. Mirman. — Ce n'est donc pas cette contradiction qui se présente; mais c'est la contradiction contraire.

Deux hommes de soixante-dix ans sont dans la même commune : l'un ressortit à la loi des retraites, l'autre ne rentre pas dans les catégories que cette loi vise. Tous deux toucheront la pension de solidarité, 150 francs par exemple. Quant à la pension de retraite qui, provisoirement, consistera en une allocation annuelle de 50 francs, elle ne sera donnée qu'au seul justiciable de la loi des retraites.

Voici donc deux hommes qui n'ont pas fait, au point de vue de l'épargne individuelle, plus d'efforts l'un que l'autre, qui peuvent être dans des conditions économiques tout à fait comparables, dans des situations de fortune — ou plutôt d'infortune — identiques, et, par le simple fait du jeu arbitraire et complexe de deux lois mal harmonisées, le premier touchera 150 francs, tandis que le second touchera 200 francs. Ils s'expliqueront difficilement cette différence.

Le champ d'application de la loi d'assistance aux vieillards.

M. Mirman tenant à montrer que les deux lois font, à certains égards, double emploi, revient dans la deuxième séance du 6 juillet sur la loi d'assistance aux vieillards. M. Mirman rappelle que cette loi créant des pensions d'invalidité et de vieillesse, constituait une première solution incomplète, partielle, mais déjà intéressante, importante, de la question des retraites.

Je ne fais qu'exprimer une vérité élémentaire en disant que les dispositions de cette loi qu'on peut discuter, regretter, qu'on peut estimer trop modeste encore, couvriront la presque totalité du prolétariat.

Que sera-ce dans les villes plus importantes que les communes moyennes, en raison de la cherté de la vie, des conditions économiques particulières que présentent les grands centres ? Il est vraisemblable que l'on fixera le taux de la pension de solidarité, comme on le fait à Paris dès aujourd'hui, pour les vieillards ayant un âge avancé, à 360 francs. Dans les villes importantes, pour qu'un homme ne puisse plus profiter de la bonification de pension de retraite résultant du jeu de cette loi, il faudra qu'il dispose d'une pension due à son effort personnel allant jusqu'à 840 francs. S'il a moins de 840 francs de revenu individuel, il recevra du fait de la loi de solidarité une bonification de retraite. Encore une fois il y a d'anciens salariés qui, grâce à des conditions particulièrement heureuses, si je puis employer ce mot, de leur existence, ont pu arriver à se constituer une pension aussi forte ; mais vraiment c'est une infime exception.

J'ai donc le droit de dire que les dispositions de cette loi de solidarité profiteront en totalité aux indigents, mais dans une large mesure aussi à la presque unanimité des travailleurs.

L'effort demandé à l'ouvrier est au-dessus de ses forces.

Quant à la proposition en discussion, M. Mirman considère qu'elle demande à l'ouvrier un effort qu'il est incapable de fournir.

Un certain nombre d'entre eux pourraient, je le reconnais, quand ils n'ont pas à supporter des charges de famille trop lourdes, faire dès aujourd'hui un nouvel effort personnel d'épargne. Mais, à côté d'eux, dans cette même catégorie, il en est d'autres qui, dès maintenant, font cet effort, qui depuis longtemps l'ont fait ;

il en est qui, sur leur salaire hebdomadaire de 24 francs, s'imposent de petites privations quotidiennes; et elles paraissent lourdes lorsqu'elles s'ajoutent les unes aux autres pendant tout le cours de l'année.

Ces travailleurs trouvent le moyen d'abord, comme je proclame que c'est leur premier devoir d'ouvriers, et de travailleurs conscients, d'apporter leurs cotisations au syndicat corporatif. Ils trouvent le moyen de prélever sur leurs salaires une cotisation régulière en vue de l'éventualité redoutable du chômage; ils trouvent le moyen de prélever une cotisation régulière leur permettant de s'affilier à une société de secours mutuels par laquelle ils se mettront à l'abri de cette autre éventualité redoutable et prochaine qu'est la maladie; ils trouvent le moyen encore de donner toutes les semaines à leurs enfants quelques sous pour les affilier à la mutualité scolaire.

D'autres enfin — j'en connais — à côté de cet effort et même par-dessus cet effort, trouvent le moyen de mettre quelques sous de côté afin d'acheter un petit lopin de terre sur lequel le dimanche, de leurs mains et, avec le concours cordial de quelques amis, auxquels à l'occasion ils rendront le même service, ils iront construire dans le faubourg de la ville, la petite maison, dont ils sont fiers et qu'ils rêvent d'habiter.

Messieurs, ne croyez-vous pas qu'un grand nombre de ceux qui malgré la modicité de leur salaire ont fait tous ces efforts, ont vraiment épuisé leur faculté d'épargne? (*Très bien! très bien!*). Lorsque vous nous proposez de décider, par un texte de loi, qu'il sera prélevé obligatoirement 40 ou 50 centimes supplémentaires par semaine sur ces petits salaires, je me pose cette question pressante : où les trouveront-ils? Sur quoi les prendront-ils?

J'y ai bien réfléchi; j'ai étudié de près un grand nombre de leurs modestes budgets — je vous en montrerai tout à l'heure quelques-uns. — Je suis arrivé à cette conviction que ceux dont je parle qui ont, en pratique, épuisé leur faculté d'épargne, s'ils se trouvent dans la nécessité légale de subir ce qui leur appaîtra après tout comme un impôt de 50 centimes par semaine, ils le prélèveront d'abord sur ce à quoi ils sont habitués depuis moins longtemps, sur ce à quoi ils se sont décidés avec quelque peine, sur la mutualité scolaire. Puis comme ils n'ont fait là qu'une économie de quelques sous, ce sera vraisemblablement dans un grand nombre de cas, sur leurs cotisations aux sociétés de secours mutuels qu'ils feront l'économie nécessaire.

L'homme qui a l'habitude de boire, et auquel on imposera une diminution de son salaire, ce n'est pas sur son superflu, ce n'est pas sur le nombre excessif de ses chopes ou de ses verres d'eau-de-vie qu'il prendra ces six ou huit sous; ses habitudes resteront les mêmes; ses vices, s'il en a, resteront les mêmes. C'est sur l'argent qu'il apporte à son foyer et avec lequel est payé le pain même de ses enfants, qu'il payera ses impôts. Vous n'aurez pas diminué le nombre de chopes qu'il peut boire, vous aurez simplement diminué le minimum déjà insuffisant dont sa famille se contente.

Incompressibilité du budget de l'ouvrier.

M. Mirman cite ensuite des exemples nombreux et diversifiés des budgets ouvriers et montre avec chiffres à l'appui l'incompressibilité des salaires.

Voici un type très courant : le père gagne 18 francs par semaine moyenne sur l'ensemble de l'année; la mère, depuis qu'elle a eu plusieurs enfants — quatre, par exemple — a cessé d'aller à l'usine, reste à la maison et, comme elle est vaillante et a besoin de gagner quelques sous de plus, elle accepte de petits travaux à droite et à gauche; elle fait une lessive, un petit ménage, ce qui lui permet d'augmenter de 2 francs le salaire familial. Ainsi, 18 francs sont gagnés par le père et 2 francs sont rapportés par la mère en une semaine — 2 francs par semaine, c'est peu, mais les heures de ménage payées à une ouvrière par d'autres ouvriers ne sont pas cotées bien haut, je vous prie de le croire, — le budget de recettes familial s'élève donc à 20 francs.

Comment ce budget est-il dépensé? Loyer, 3 francs; chauffage et éclairage, 2 fr. 20; nourriture, 14 francs; entretien du ménage, 80 centimes. J'ai le détail de toutes ces dépenses, et pour l'entretien du ménage dont les frais s'élèvent à 80 centimes, je peux, sou par sou, vous donner les dépenses : savon, amidon, potasse, bleu, cirage, aiguilles, fil, laine. Tout cela — c'est très peu de chose, mais il faut faire la lessive et il faut faire des reprises — représente un chiffre bien bas : 80 centimes. Pour la nourriture; qu'est-ce que je trouve? pain, pommes de terre, légumes — légumes pour la soupe, 20 centimes par jour; graisse, 10 centimes par jour pour la soupe; sel, poivre, huile, vinaigre, 1 sou par jour; café, chicorée — il y a beaucoup plus de chicorée que de café — sucre de temps en temps, car vous pourrez vous rendre compte que la boisson ordinaire de ces familles-là, ce n'est pas le vin, ce n'est même pas toujours la bière dans les pays où il y en a, quelquefois elle coûte encore trop cher; on boit un mélange auquel nous aurions beaucoup de peine à nous habituer : nous nous contenterions difficilement d'eau et de chicorée mal sucrée; le tout représente pour la nourriture une somme de 14 francs.

14 francs pour 4 enfants et 2 grandes personnes! Quoique petits, les enfants ont faim; ils ont 8, 10, 12 ans, c'est un âge auquel ils ont besoin de manger, parce qu'il faut non pas qu'ils réparent leurs forces, mais qu'ils se développent. 14 francs, cela fait 2 francs par jour pour nourrir 6 personnes.

Dans ce budget n'entrent que les dépenses du loyer, de la nourriture, du chauffage, de l'éclairage, de ce que j'ai appelé l'entretien du ménage. Il n'y a pas de viande, il n'y a ni vin ni bière, il n'y a pas de lait, parce que le plus petit des enfants a six ans et n'en boit plus; dans les familles où se trouvent de tout petits enfants, vous verrez quelle grosse dépense supplémentaire le lait va occasionner; il n'y a donc ni viande, ni vin, ni bière, ni lait, ni ustensiles de ménage, ni vêtements et il ne faut pas qu'il y ait de chômage ni de maladies.

Mais ils ont besoin de vêtements de temps en temps, me direz-vous? Il faut bien que parfois ils achètent un ustensile de ménage, si faible que soit le mobilier, il faut de temps en temps acheter quelque chose.

Ces semaines-là, Messieurs, on se serre le ventre, on diminue la ration de pommes de terre, on supprime les 10 centimes de graisse qu'on met dans la soupe ou l'on fait des dettes qu'on traîne après soi et qui ont de bien lourdes et parfois de bien tragiques conséquences (*Très bien! très bien!*).

Voici un budget moyen qu'on retrouve un nombre considérable de fois avec de très petites variantes. Je veux donc intercaler les 40 centimes d'impôt que nous allons prélever sur ce budget; 40 centimes, cela ne nous dit pas grand'chose; 40 centimes par semaine pour vous comme pour moi, ce n'est rien, mais tout

cela est affaire de mesure, il faut trouver un chapitre sur lequel on puisse les prendre; ce n'est pas le loyer, ce n'est pas le chauffage ni l'éclairage, et on arrive tout de suite à la nourriture. Il faudra diminuer d'autant le pain, les pommes de terre, il faudra enlever les 10 centimes de graisse qui donne du goût à l'eau chaude salée qui constitue la soupe.

Ces 8 sous, j'ai le droit de dire que c'est sur le pain strictement indispensable pour la vie de la famille que vous les prendrez. Cela, je ne le veux pas (*Très bien! très bien!*).

Autre exemple de budget ouvrier.

Voici d'autre part une veuve vivant avec trois enfants; elle gagne un salaire hebdomadaire de 15 francs : bien des femmes n'en gagnent pas autant. Elle a trente ans, ses enfants ont dix, huit et six ans, 15 francs est donc le budget de recettes de cette famille; c'est aussi le budget de dépenses.

Il n'y a pas de dettes : loyer, 2 fr. 80; chauffage, éclairage, 1 franc; entretien du ménage, 1 franc; mutualité et divers, vêtements, 1 franc; nourriture, 9 fr. 20.

Le chiffre de la nourriture est faible, grâce aux cantines scolaires. La mère travaille loin de son foyer; elle déjeune à midi dans un restaurant tous les jours : elle a une portion pour 0 fr. 35, se composant de soupe et de légumes; c'est le cas général pour les ouvriers qui travaillent loin de chez eux. Cette femme a donné le roulement de son menu hebdomadaire. Elle tient à faire un effort pour ne pas donner tous les jours la même chose à ses petits, et voici, à ces enfants qui déjeunent le matin — sauf le jeudi et le dimanche — à la cantine scolaire, ce qu'elle donne le soir avec le peu dont elle dispose : « premier jour : du fromage; — c'est court, mais c'est tout; le lendemain, une soupe au lait battu; le troisième jour, des pommes de terre frites; le quatrième, une soupe au lait battu; le cinquième, du chocolat cuit; le sixième, des pommes de terre à l'eau; le septième jour, du chocolat en tartine ».

Messieurs, voilà le dîner de ces enfants de dix, huit et six ans. Nous avons, les uns et les autres, des enfants; nous devons, j'imagine, éprouver un sentiment de gêne et d'angoisse quand nous pensons que des petits comme les nôtres sont soumis à ce régime-là. Ils n'ont pas le strict minimum pour vivre; ils deviendront, malgré le grand air peut-être, si la maison est bien exposée dans un quartier sain de la ville, malingres, chétifs; ce sont des victimes toutes prêtes pour la tuberculose.

Aggravation des impôts et leur incidence.

L'orateur fait ensuite observer que l'ouvrier aura peut-être, en outre, à supporter l'incidence des impôts nouveaux destinés à donner à l'État les ressources nécessaires pour les subventions qu'il promet.

Si l'on peut accepter ce principe que l'ouvrier paiera un tiers, le patron un autre tiers et l'État le dernier tiers, il faudra bien veiller aux sources fiscales auxquelles seront puisées les sommes nécessaires pour constituer la part de l'État; il ne faut pas que l'ouvrier soit dupe de ce marché; il ne faut pas que l'État, le jour où il aura à payer son écot, fasse peser indirectement les charges des impôts nouveaux sur l'une ou l'autre des deux parties, ouvriers ou patrons, qui

directement y auront déjà contribué. Ce ne sera pas facile. Lorsque M. le Ministre des Finances est venu devant la Commission et que nous avons échangé quelques propos sur cette question, faisant toutes réserves sur le principe, je me suis efforcé de montrer la nécessité qu'il y avait, pour que l'application fût loyale — le mot n'est pas excessif — à ce que les ressources nécessaires à l'État pour constituer sa part, fussent obtenues de telle façon que ni les ouvriers, ni les patrons n'eussent à supporter de ce chef une charge nouvelle et dissimulée, pour que ces 100 millions par an — si cette somme est nécessaire — fussent demandés aux autres catégories de population qui, elles aussi, sont responsables; car le reste de la population agit sur les prix et par conséquent sur les salaires. J'attends les artistes en matière financière qui nous présenteront un projet d'impôt nouveau offrant ce caractère tout spécial de ne frapper ni les ouvriers, ni les patrons (*Applaudissements et rires*).

Incertitude des charges financières.

M. Mirman révèle enfin des erreurs, contradictions entre la loi d'assistance et la proposition de retraites, provenant, dit-il, de ce que ces deux textes ont été préparés séparément par la direction de la mutualité au ministère de l'Intérieur et la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce.

Voulez-vous une preuve de l'état des rapports qui existent entre la direction des sociétés de secours mutuels siégeant au ministère de l'Intérieur et celle de l'assurance sociale siégeant au ministère du Commerce ?

A la page 141 du livre de M. Guieysse, vous trouverez la « note actuarielle annexée au rapport sur la charge correspondant à la bonification à 4 1/2 0/0 des fonds de retraites ouvrières, dans l'hypothèse, où l'intégralité des retraites serait constituée par les soins des sociétés de secours mutuels ».

On avait envisagé cette hypothèse — à mes yeux inacceptable d'ailleurs — que les sociétés de secours mutuels fussent d'ores et déjà chargées de constituer toutes les retraites avec les statuts qui ont été fixés pour elles par la loi de 1898. On s'était demandé : combien cela coûtera-t-il ?

L'actuaire déclare que cela coûtera 360 millions de plus par an, mais n'oubliez pas que c'est un actuaire du ministère du Commerce et que très naturellement, par le penchant ordinaire de son esprit, il est porté à grossir la note, à présenter les choses de façon que les conséquences de cette hypothèse déjà dangereuses en elles-mêmes, le paraissent bien davantage encore aux yeux du public.

Il n'oublie qu'une chose, c'est qu'il y a une loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels, et pour calculer le bilan de ce que coûtera cette hypothèse, en vertu de laquelle les sociétés de secours mutuels seraient chargées de faire toutes les retraites, il considère des retraites éventuelles moyennes de 740 francs, alors que la loi du 1^{er} avril 1898 dans son article 28 spécifie très nettement que les sociétés de secours mutuels qui accordent à quelques-uns de leurs membres seulement des pensions supérieures à 360 francs, ne participent pas aux subventions de l'État; et en particulier ne participent pas à cet intérêt de 4 1/2 0/0 qui est le meilleur et le plus clair de leurs subventions.

M. Mirman conclut en ces termes :

Nous procédons par à-coups, nous allons à tâtons. Nous avons voté une loi de solidarité qui va entraîner une dépense annuelle de 70 millions, et sans même nous rappeler les termes exacts de ce projet, l'oubliant, le méconnaissant, prêts — j'en ai eu l'impression à un certain moment — à l'abandonner, à le détruire de nos propres mains avant même de le terminer, nous abordons l'étude d'un autre projet, ne nous demandant pas s'il détruit le premier ou s'il est détruit par lui, ou s'il existe entre eux des rapports étroits et précis, et quels rapports.

Je dis, Messieurs, qu'avec de telles méthodes de travail, on peut parler, on n'agit pas (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs*). Pour résoudre de tels problèmes, il ne suffit pas d'intentions, il ne suffit pas de désirs, de mots et de formules. Et je me permets de dire au parti républicain, ceci : S'il veut faire cesser ce désordre, s'il veut employer, non pas à de vaines manifestations, mais à un labeur fécond, toutes les bonnes volontés si nombreuses qui sont dans le pays et qui sont en lui, il doit accomplir cette double tâche préalable : il doit d'abord organiser, veiller à ce que soient organisés les services administratifs qui doivent concourir à l'élaboration des réformes d'ordre social, en telle façon que leurs efforts s'ajoutent au lieu de se contrecarrer, que leurs activités et leurs initiatives se fortifient au lieu de se paralyser mutuellement : il faut en outre que le parti républicain sache s'imposer à lui-même une méthode.

II

LES AMENDEMENTS.

A côté du projet présenté au nom de la Commission, un certain nombre de propositions de loi, émanant de députés divers, avaient été déposées.

La Chambre s'en est occupée tout d'abord, pour les rejeter et faire table rase.

Précisément à raison du rejet, nous passerons assez rapidement sur chacune d'elles pour ne relever dans la discussion que certains passages saillants à retenir.

En premier lieu, la Chambre a repoussé la proposition de *M. Vaillant* qui accordait une pension d'invalidité, ou de vieillesse, ou d'incapacité de travail (à soixante ans, en tout cas, on serait considéré comme ayant droit au repos) à tout Français ou résidant en France dénué de ressources suffisantes. Cette pension serait d'au moins 2 francs par jour.

La proposition de *M. Vaillant* a été rejetée par 447 voix contre 97.

Il en a été de même par 145 voix contre 117, d'un contre-projet de *M. Fournier* qui demandait que tout Français et toute Française sans ressources reçoivent à soixante ans une pension de retraite. « C'est pour

eux, disait-il, un droit ; ils doivent le tirer de la loi ; ce n'est pas une charité qu'ils ont à recevoir de la philanthropie. Pourquoi s'y refuserait-on ? Est-ce que la charge sociale de la défense nationale ne pèse pas sur tous ? Pourquoi le bénéfice social d'une retraite ne serait-il pas accordé à tous ? »

Contre-projet Vaillant.

Dans la première séance du 7 novembre, M. Vaillant a développé son contre-projet reposant sur un certain nombre de principes empruntés en partie au système allemand.

M. le président de la Commission, qui a été en Allemagne, a pu, dit-il, se rendre compte :

1° Que tous les pays sont d'accord pour donner à leurs lois relatives à la vieillesse et à l'invalidité un caractère défini d'assurance ;

2° Qu'il est impossible sans s'exposer à des obstacles quasi-insurmontables de faire pour un risque spécial, soit, par exemple, celui de l'âge, de la vieillesse, une loi d'assurance sans tracer au préalable le cadre général d'une loi d'assurance des divers risques, où chacune des lois concernant l'un de ces risques viendra prendre place, à son tour, dans un ensemble coordonné. M. le président de la Commission a vu et entendu à ce sujet les plaintes et revendications allemandes et autrichiennes pour l'unification totale de leurs lois d'assurance venues l'une après l'autre au jour, sans que ce plan d'ensemble ait suffisamment présidé à leur naissance ;

3° Il a vu et entendu les raisons qui donnent à cet effet la préférence pour tout risque à la base de l'organisation régionale ;

4° Il a dû reconnaître, et d'après une interview il a reconnu, l'impossibilité d'une caisse uniquement centrale, la nécessité de caisses et administrations locales reliées à l'Administration centrale ;

5° Il a dû enfin reconnaître cette vérité, c'est qu'entre toutes les forces de l'assurance, entre toutes les revendications des assurés, il en est une qui domine à ce point les autres, qu'il n'est pas un assuré qui n'y voie son bien, sa garantie, les plus précieux, c'est la « Selbstverwaltung », l'autonomie, l'administration autonome des établissements et des caisses d'assurance, administration autonome qui a son expression, sa formule dans l'administration, la gestion de ces caisses et établissements locaux par les assurés eux-mêmes.

M. le Président de la Commission a pu se rendre compte que je disais vrai quand j'affirmais que le débat pour l'unification, en Allemagne comme en Autriche, portait surtout sur ce point : pour l'organisation de l'établissement de l'assurance unifiée, prendra-t-on modèle sur la caisse locale de l'assurance des malades dont le conseil d'administration est pour les deux tiers formé par les assurés, alors qu'il n'y a qu'un tiers de patrons, ou sur le modèle des établissements d'assurance des invalides dont le comité directeur est à nombre égal formé d'assurés et de patrons présidés par un fonctionnaire. Or, tandis que le Gouvernement voulant bureaucratiser l'assurance préfère l'unifier à l'image de l'assurance des invalides,

toute la classe ouvrière réclame qu'elle soit unifiée à l'image de l'assurance des malades, aux caisses régies par les assurés.

6° M. le Président de la Commission a appris aussi que tandis qu'il faudrait trente ans d'attente, si la barbarie de cette loi était maintenue pour la période transitoire, pour que les travailleurs aient une retraite, la pension d'invalidité qui lui est supérieure n'est attendue au maximum que cinq ans en Allemagne, et cette période de cinq ans est plus ou moins entièrement remplie pour l'invalidé par les autres secours de l'assurance des accidents et des malades.

Je le rappelle ici, il faut que la barbarie de la période transitoire de la loi proposée par la Commission disparaisse, si on ne veut que cette loi soit frappée d'impopularité et sifflée par le prolétariat.

7° Pour cela et pour le fonctionnement immédiat le plus complet possible de la loi il faut qu'à cet effet une part suffisante, donc la plus grande, soit faite à la répartition, permettant mieux que de réduire, de supprimer l'attente.

8° M. le Président de la Commission a pu observer qu'en Autriche, mais en Allemagne surtout, une part importante dans le jeu de la loi était faite à la prévention des risques. Dans mon contre-projet, à la prévention est attribuée la place principale et c'est pour elle seule que doit fonctionner la capitalisation.

9° Je souhaite que M. le Président de la Commission n'ait pas partagé l'illusion de certains reporters français, sortant du congrès de Vienne, qui se sont naïvement imaginés trouver dans les critiques de la bureaucratie officielle et dans la variété des formes des caisses de malades allemandes et autrichiennes un aveu de l'inutilité d'une organisation homogène, alors que cette homogénéité est une condition organique essentielle de l'assurance, et que c'est par la faute reconnue certaine du maintien des caisses de tout ordre dans l'assurance des malades que git la seule difficulté de faire de l'assurance des malades, comme il le faudrait, la base et l'instrument de l'unification.

10° Enfin je voudrais que M. le Président de la Commission ait reconnu le vice capital de la conception de la loi, qui institue des retraites de vieillesse et secondairement des pensions d'invalidité, alors que pour ne considérer que ces deux risques il aurait fallu considérer l'invalidité uniquement et ne voir dans la vieillesse qu'une de ses réalisations par le fait de l'âge.

M. Guieysse, rapporteur, répond en quelques mots, qu'il n'est pas éloigné des principes défendus par l'orateur : mais il faut procéder par étapes..., une caisse centrale, une direction centrale paraissent nécessaires pour l'étude du maniement des fonds.

Ce qu'il ne voudrait pas voir créer de suite, ce sont des caisses livrées un peu à l'inexpérience.

C'est la méthode expérimentale qu'il est préférable de suivre.

Le contre-projet est repoussé par 447 voix contre 97.

Contre-projet Fournier.

M. François Fournier, dans la même séance, propose un contre-projet dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Tout Français de l'un ou de l'autre sexe résidant en France ou aux colonies françaises a droit, dans les conditions déterminées par la présente loi et à soixante ans d'âge, à une pension de retraite payable trimestriellement.

« Les étrangers ayant trente ans de séjour en France et soixante ans d'âge ont également et aux mêmes conditions droit à la pension de retraite.

« Les étrangers qui ont moins de trente ans de séjour en France, mais qui ont plus de quinze ans et soixante ans d'âge, reçoivent, s'ils ne peuvent plus travailler, une pension proportionnée à leur temps de séjour. »

Il se déclare opposé au système de la capitalisation :

Il m'apparaît, il apparaît à tous qu'il y a un véritable danger à accumuler dans des caisses diverses ou dans une seule caisse, sous la responsabilité de l'Etat, des sommes aussi élevées que celles qu'on peut prévoir, puisque, par une progression constante, elles atteindront le chiffre colossal de 20 milliards.

Cette accumulation de capitaux aura une répercussion très grave sur le mouvement économique du pays ; elle entravera dans une certaine proportion son activité commerciale et industrielle, puisque ces sommes seront en quelque sorte immobilisées.

De plus, l'Etat sera rendu responsable du taux de l'intérêt et les bénéficiaires entendront que cet intérêt leur soit servi au taux indiqué dès le début.

Malheureusement l'Etat répondra qu'il ne peut pas garantir le taux d'intérêt parce que de temps à autre il s'abaisse.

Cette préoccupation ne m'est pas personnelle, elle est partagée par tous. M. le Rapporteur a le même souci. Voici, en effet, ce que nous lisons à la page 15 de son rapport :

« Il ne s'agit pas moins d'une somme de plusieurs milliards que la société tout entière se trouverait devoir si le gage disparaissait. Ce serait une dette de plusieurs milliards qui se serait constituée et qu'il faudrait liquider dans une durée de soixante à soixante-dix ans, et avec quelles ressources ? »

De l'aveu même du rapporteur, nous ne savons pas au juste où nous entraînera la capitalisation.

M. Fournier est hostile au principe de la cotisation ouvrière.

Nous qui fréquentons les ouvriers, qui les connaissons d'une façon toute particulière, puisque nous vivons dans leur milieu, nous savons quels sont les sentiments qu'ils expriment à l'égard du nouveau projet de la commission. Ce projet ne diffère pas sensiblement, comme je le disais hier, de celui de 1901 ; il s'en différencie simplement par le mode de versement des ouvriers, par la retenue de 2 0/0 ; celle-ci, en 1901, était toute différente ; on faisait un prélèvement de 5 centimes sur les salaires inférieurs à 2 francs, de 10 centimes sur les salaires de 2 à 5 francs, et de 15 centimes sur ceux de 5 francs et au-dessus ; c'était tout à fait illogique et injuste.

Mais les ouvriers n'ont pas seulement attaqué le mode de cotisation ; ils s'en sont pris au principe de la cotisation ; ils ne veulent pas payer une cotisation quelconque pour les retraites ouvrières ; ils ne veulent pas voir diminuer leurs sa-

lares. Tel est le courant d'opinion qui se manifeste au sein de la classe ouvrière ; et si les ouvriers n'ont pas fait parvenir leurs protestations jusqu'à la Commission, c'est parce qu'ils savent que ces protestations ne sont pas suffisamment prises en considération et que la Commission ne s'en serait que médiocrement occupée.

Le contre-projet repoussé par le Gouvernement et la Commission est rejeté par 415 voix contre 167 dans la séance du 8 novembre 1905.

Contre-projet Rey.

M. Emile Rey a également échoué en défendant un autre contre-projet accordant à tout Français âgé de soixante ans, dont le revenu annuel est inférieur à 360 francs, une pension égale à la moitié de ce revenu ; en outre, une allocation de 50 francs serait accordée à tout père de famille ayant élevé et nourri plus de deux enfants jusqu'à seize ans, par chaque enfant au delà de ce nombre.

M. E. Rey n'a pu rallier que 5 voix contre 530.

Le discours qu'il prononça à la séance du 9 novembre mérite d'être en partie reproduit :

Il y a, a-t-il dit, des lois économiques aussi impérieuses que les lois physiques. Lorsque l'industriel et le commerçant ne font pas leurs affaires, lorsque, par le jeu de la concurrence, les prix qu'ils obtiennent de leurs marchandises sont insuffisants et ne couvrent pas leurs frais, il faut bien qu'ils diminuent leurs dépenses, et ils commencent par diminuer le salaire de leurs ouvriers.

Oui, lorsque les patrons — un jour ou l'autre, chacun y passera — se trouveront faire de mauvaises affaires, ils seront obligés de reprendre sur l'ouvrier la cotisation qu'ils auront versée pendant quelque temps.

Je regrette donc vivement que la Commission d'assurance et de prévoyance sociales n'ait pas tenu compte de cette consultation si instructive, de ces réponses si fortement motivées. Elle vient nous dire : mais l'opinion a changé depuis ; et la preuve, c'est que nous n'avons reçu aucune protestation de la part des ouvriers. Mais les ouvriers avaient été consultés, ils avaient répondu, ils avaient fait connaître d'une manière claire et formelle leur opinion hostile ; ils n'ont pas cru nécessaire de la renouveler. Contrairement à ce que pense la Commission, je crois pour mon compte que, si on les consultait de nouveau, il y aurait une majorité encore plus forte contre le projet de la Commission (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche*).

Comparant ensuite la loi allemande avec la loi d'assistance votée le 14 juillet dernier, M. Rey a ajouté :

Aussi, si vous veniez consulter l'ouvrier et lui dire : Je veux t'assurer une retraite pour ta vieillesse, mais il te faudra la payer avec une partie de ton salaire,

il vous répondrait sûrement : je vous remercie; vous me l'avez déjà assurée et cela sans me demander aucun sacrifice.

La Commission d'assurance et de prévoyance sociales n'a tenu cependant aucun compte de ce grand acte accompli par la représentation nationale, de cet immense progrès social; elle n'a modifié en rien son projet pour l'adapter à cette loi de solidarité sociale : elle a persisté à rester fidèle au système allemand, bien qu'il soit manifestement inférieur à ce que nous possédons actuellement.

Comparons, en effet, les deux systèmes.

Et d'abord, la loi allemande n'assure les retraites de vieillesse qu'à soixante-dix ans; elle accorde également des retraites d'invalidité lorsque l'impossibilité de travailler se produit avant cet âge. C'est également à soixante-dix ans que notre loi d'assistance assure la pension de vieillesse, et c'est aussi à l'âge même où arrive l'invalidité qu'elle accorde à celui qui en est atteint la même pension d'assistance.

Je dois faire remarquer immédiatement que la pension d'invalidité, quand même elle serait accordée à vingt ou vingt-cinq ans, est égale à la pension de vieillesse dans la loi d'assistance, tandis que, par le système de la Commission, elle est inférieure, car elle est proportionnée aux versements effectués par l'ouvrier.

Ainsi donc, au point de vue de l'âge et de l'invalidité, il y a conformité absolue entre la loi allemande et la loi française d'assistance.

Mais voyons maintenant les différences, et examinons si ces différences ne sont pas en faveur de notre loi. Que demande-t-on au travailleur français pour qu'il ait droit à une pension de vieillesse ou d'invalidité? Rien, aucun sacrifice pécuniaire, aucune contribution. Le travailleur allemand, au contraire, est soumis à une cotisation obligatoire, comme dans le projet de la Commission. Mais alors, puisqu'on demande au travailleur allemand le versement obligatoire d'une partie de son maigre salaire, on pourrait croire que la pension qu'on lui sert est supérieure à celle que nous payerons à nos vieux travailleurs? Messieurs, il n'en est rien. La pension moyenne que touchent les travailleurs allemands en vertu de leur loi, ne s'élève actuellement qu'à 177 fr. 50, tandis que par notre loi de solidarité sociale, nos travailleurs peuvent atteindre une pension de 360 francs, et, s'ils ont fait acte de prévoyance, s'ils ont réuni un petit pécule, s'ils ont versé à une société de secours mutuels par exemple et qu'ils se soient constitué quelque revenu, leur pension peut atteindre le chiffre de 480 francs.

Ainsi, vous le voyez, le travailleur allemand est obligé de payer une cotisation, et cependant sa pension ne s'élève actuellement qu'à 177 fr. 50; le travailleur français, lui, n'est astreint à aucune cotisation; on ne lui demande aucun sacrifice, et cependant il peut toucher 360 francs et même 480 francs. Notre loi est donc sans conteste supérieure à la loi allemande.

.....

Contre-projets Congy et de Gailhard-Bancel.

Fut encore repoussée, par 482 contre 84, la proposition de *M. Congy*, tendant à la création d'une pension de retraite de vieillesse constituée au moyen d'une taxe proportionnelle aux salaires ou revenus perçue

sur l'ensemble des salaires ou revenus de toute nature de tous les citoyens français ; toute personne ne possédant pas, à l'âge de soixante ans, un revenu supérieur à 360 francs, aurait eu droit à l'intégralité de la pension de retraite, qui ne pourrait être inférieure à 180 francs ni supérieure à 720 francs.

La Chambre n'a pas accueilli davantage le contre-projet de M. *Gailhard-Bancel*, qui tendait à réaliser l'assurance contre la vieillesse, au moyen de caisses régionales professionnelles : M. de Gailhard-Bancel s'inspire des principes qui ont présidé, en Allemagne, à l'organisation des assurances sociales. Il divise le pays en régions et, dans chaque région, il organise des Caisses d'assurance-vieillesse que les groupes professionnels gèrent, sous le contrôle de l'État, avec des facilités de réassurance à une Caisse centrale, mais une certaine indépendance d'organisation et de placements financiers.

M. de Gailhard-Bancel est séduit par l'harmonie du système corporatif d'assurance de l'Allemagne, mais il tiendrait à assurer la décentralisation.

Le contrepoids, à une trop étroite ingérence de l'État, serait la cohésion du groupement professionnel qui n'est pas, dans sa pensée, un groupement nécessairement syndical.

Il s'efforce aussi de détourner des Caisses du Trésor l'afflux des capitaux, dont il cherche l'emploi dans des fondations et entreprises d'intérêt public local.

Tout en se montrant favorable à l'obligation, il ne l'impose pas : les groupes professionnels peuvent, en effet, par un vote à la majorité des 3/5, s'y dérober.

Ce contre-projet n'a obtenu que 129 voix contre 296.

Autres contre-projets.

Le contre-projet de M. *Dubuisson*, fixant l'âge des retraites de vieillesse à 65 ans et en unifiant le chiffre pour tous les ouvriers, tant agricoles qu'industriels, a été également repoussé.

De même une proposition, soutenue par M. *Henry Michel* et créant, pour les retraites, une caisse « de solidarité nationale », à laquelle tout le monde contribuerait, selon ses revenus et sa situation.

Enfin, la Chambre a repoussé un contre-projet de M. *l'abbé Lemire*, obligeant à l'assurance tous les ouvriers, aides, apprentis, domestiques et employés de toutes sortes, à partir de l'âge de 15 ans révolus, s'ils travaillent pour le compte d'autrui, moyennant un salaire non supérieur à 2.400 francs ou s'ils font partie d'une Association ouvrière de production.

D'autre part, M. *Siegfried* a retiré un autre contre-projet qui reportait le service de l'invalidité sur celui de l'assistance obligatoire constituée depuis le 14 juillet 1905 ; on assurait ainsi, à tout salarié des deux sexes et de nationalité française, une retraite de vieillesse à 60 ans : le prélèvement obligatoire sur le salaire des ouvriers et employés était de 1 0/0 des salaires jusqu'à concurrence de 2.400 francs. L'État aurait majoré de 60 francs la rente acquise au jour de la liquidation, avec un minimum de 120 francs. La caisse des retraites aurait pu employer la dixième partie de ses fonds en achat d'actions ou d'obligations de sociétés anonymes, coopératives ou de crédit, d'habitations à bon marché ou de petites propriétés rurales. Enfin, les sociétés de secours mutuels faisant la retraite eussent bénéficié d'une majoration supplémentaire.

Mais le rapport a fait remarquer que le contre-projet de M. *Siegfried* eût entraîné des dépenses supérieures aux frais de notre budget : la réduction de moitié des cotisations (1 0/0) et la garantie d'un minimum de retraite eussent nécessité annuellement une prestation de l'État égale à 215 ou 220 millions.

D'autre part, les sociétés de secours mutuels auraient eu, en fait, le monopole de la retraite d'où, pour l'État, une dépense de 360 millions de bonifications.

III

DISCUSSION DES ARTICLES (1).

L'article 1^{er} est, comme on sait, ainsi conçu :

« Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière a droit, s'il est de nationalité française et dans les conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans, et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité payable mensuellement sur certificat de vie délivré sans frais par le maire de sa résidence. »

De nombreux amendements à ce texte ont été présentés.

Tout d'abord, M. Vaillant a demandé que la pension fût accordée à l'intéressé « suivant qu'il aurait atteint l'âge de soixante ans sans invalidité, ou qu'avant cet âge il soit devenu partiellement ou totalement

(1) Cette partie résume très brièvement, séance par séance, la discussion des articles : le travail avait d'ailleurs été déjà fait par le syndicat du bâtiment et des travaux publics, dans un article paru sous la signature de M. René Maître dans le premier bulletin d'études professionnelles, article qui se trouve intercalé, presque en entier, dans cette partie.

incapable de travail ou invalide ». En outre, M. Vaillant rayait la condition de la nationalité française.

On voit que, d'après cette proposition, il n'y aurait plus eu d'âge fixé pour la retraite. On a objecté que c'était ouvrir la porte à toutes les fraudes, à toutes les simulations. M. Guieysse l'a combattue et elle a été rejetée.

M. Fournier est alors revenu présenter la partie essentielle du contre-projet qu'il avait développé huit jours auparavant, et dont la disposition principale est celle-ci :

« Tout Français de l'un ou de l'autre sexe, résidant sur le territoire de la République française, a droit, à l'âge de soixante ans, à une pension de retraite ».

Autrement dit tous les Français n'ayant pas, à l'âge de soixante ans, un chiffre de rente ou de pension déterminé, auraient la retraite.

Mais 480 voix contre 70 se sont déclarées opposées à son adoption.

M. Gauthier de Clagny, a été plus heureux avec son amendement, qui consiste à remplacer, au commencement de l'article 1, les mots « Tout ouvrier ou employé » par « Tout salarié » de façon à y comprendre les domestiques.

Cette disposition augmente d'environ un million le nombre des individus auxquels devrait s'appliquer la loi.

M. Gauthier de Clagny fait le raisonnement suivant :

« Vous permettez, par l'article 52 du projet, à des travailleurs de nombreuses catégories, non soumis à l'obligation, de se constituer, en versant au moins 12 francs par an, une retraite que l'État majorera considérablement pour parfaire la somme de 360 ou 240 francs. Vous accordez donc cette faculté aux domestiques; pourquoi dispenseriez-vous les maîtres du versement égal? Quand ce ne serait que pour alléger la charge de l'État, qui, ainsi, aura beaucoup moins à verser pour parfaire le total de la retraite? »

M. Guieysse s'est élevé contre l'amendement de M. Gauthier de Clagny, en invoquant d'abord que la loi ne vise que les ouvriers producteurs, et qu'ensuite il y aurait de grandes difficultés à l'appliquer aux domestiques, classe difficile à atteindre, car elle change souvent de situation.

M. Millerand lui-même, président de la Commission, a fait remarquer que la loi, déjà très complexe, ne pouvait tout faire à la fois, qu'elle serait plus tard étendue, qu'il fallait réserver sa place à l'avenir, qu'il était imprudent peut-être d'alourdir déjà la loi, dès son seuil, d'un million de bénéficiaires qui viendraient s'ajouter aux dix millions qu'elle retraite : rôle ingrat, a-t-il conclu, que celui que je remplis, mais nécessaire.

M. l'abbé Lemire, M. Paul Constans, M. Cazeneuve ont défendu la motion de M. Gauthier de Clagny. M. Jaurès a seulement demandé,

pour éviter toute fausse interprétation, que le mot salarié y soit remplacé par ceux de « domestique attaché à la personne ».

Cette expression s'appliquera-t-elle aux concierges? a demandé M. Georges Berger. Cette question devra être résolue par la Commission.

En tout cas, l'amendement de M. Gauthier de Clagny a été voté par 497 voix contre 70.

M. Beauquier propose ensuite de comprendre parmi les bénéficiaires de la loi tous les fonctionnaires qui entrèrent en service à partir de sa promulgation, ce qui réaliserait, dit-il, une économie de 340 millions. M. Guieysse répond que la refonte de la loi de 1853 ne peut être confondue avec la loi sur les retraites ouvrières. La Chambre repousse cet amendement.

L'amendement Jaurès, assujettissant les métayers et colons partiaires, est ajourné à l'article 48. Celui de M. Quesnel s'appliquant « aux marins de la grande et petite pêche » est retiré par son auteur. L'amendement Lemire ajoutant aux bénéficiaires énumérés « et généralement toute personne travaillant pour le compte d'autrui » est aussi retiré.

Sur la demande du rapporteur, M. Siegfried retire son amendement tendant à la suppression de la retraite invalidité et à l'adjonction d' « autres modes de prévoyance que la retraite de vieillesse ».

MM. Jaurès et Lasies, satisfaits des explications du rapporteur, retirent leurs amendements qui détaillaient les bénéficiaires de la loi.

M. Raiberti propose de remplacer la rente vieillesse par la rente invalidité allouée de droit à soixante-dix ans et gratuitement organisée sur les bases de la loi du 14 juillet 1905, laissant aux sociétés mutuelles subventionnées le soin de servir des retraites de vieillesse. Son principal argument vise l'incertitude des calculs et des évaluations numériques de la loi en projet, incertitude qui constitue, d'après lui, « un danger financier ».

M. Millerand défend le principe de l'obligation qui semble acquis à la majorité des esprits; il ajoute qu'une loi aussi vaste ne peut comporter à l'avance l'absolue précision des calculs et qu'il lui suffit d'être suffisamment souple pour s'adapter aux vérifications de l'expérience.

M. Guieysse défend les chiffres de son rapport et montre qu'il est impossible d'arriver à plus d'exactitude.

Aussi l'amendement Raiberti est-il rejeté.

La Commission se rallie ensuite à la proposition de M. Lemire tendant à supprimer les derniers mots de l'article 1^{er} : « payable mensuellement sur certificat de vie, délivré sans frais par le maire de sa résidence ».

Enfin, la Chambre adopte le texte de l'article 1^{er} ainsi rédigé :

« Tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière, tout domestique attaché à la personne, a

droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, à une retraite de vieillesse à soixante ans et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité ».

Par une disposition additionnelle, M. Cauvin propose d'assurer une retraite à tous les Français qui ne jouiraient pas d'un revenu déterminé. La Chambre rejette cet amendement.

M. Lemire demande la suppression de l'article 2, qu'il trouve inutile, prématuré et dangereux (faculté de choisir entre les diverses sociétés, caisses ou syndicats, qui, sous la garantie de l'État, assurent les retraites). Cet amendement est rejeté ainsi que celui de M. P. Constans et de plusieurs de ses collègues, qui tendent à ce que les retraites soient assurées au moyen des crédits inscrits annuellement au budget des dépenses.

M. Vaillant propose la constitution d'une caisse centrale et d'une série de caisses régionales ou départementales à la gestion desquelles il ferait participer les intéressés. Le rapporteur ayant déclaré que la Commission entre dans ces idées, M. Vaillant retire son amendement.

M. Fournier voudrait graduer le taux des pensions d'après le chiffre du revenu personnel de l'assuré. La Chambre rejette cette proposition.

A la lecture du § 1 de l'article 2, plusieurs amendements sont déposés tendant à modifier l'énumération des institutions qui seraient chargées d'assurer les retraites; c'est d'abord l'amendement de MM. Dormoy, Chaumet et Cazeau-Cazalet, qui proposent de substituer la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à la Caisse nationale des retraites ouvrières, en maintenant la suite de l'énumération insérée à l'article 2.

C'est ensuite l'amendement Dumont qui tend à remplacer toute l'énumération de l'article 2, uniquement et exclusivement par la Caisse nationale des retraites ouvrières instituée par le projet de la Commission.

Ce sont enfin les deux amendements de MM. Sibille et Fleury-Ravarin qui ajoutent la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à l'énumération de l'article 2.

L'amendement Dormoy est rejeté. M. Dumont retire le sien tout en manifestant le désir de voir mettre en dehors du système des retraites, les sociétés de secours mutuels qui doivent, par prudence, se renfermer exclusivement dans le secours de maladie. Le rapporteur ne faisant pas d'objections graves à l'amendement Sibille, celui-ci est adopté.

Sur la proposition de M. Teuting, la Commission supprime les caisses d'épargne et les sociétés d'assurances sur la vie du nombre des organismes chargés d'assurer le service des retraites. En conséquence la Chambre adopte le texte proposé par le Gouvernement et la Commission pour l'article 2, ainsi conçu :

« Ces retraites sont assurées conformément aux dispositions des titres I à IV de la présente loi, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières ou la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit par les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaires, ou les syndicats professionnels sous la garantie de l'État dans les conditions prévues ci-après.

« Les assurés ont toujours le droit, dans les conditions déterminées par la présente loi, de choisir entre ces diverses caisses. »

Dans une disposition additionnelle à l'article 2, M. J. Dracke propose d'introduire dans la loi ce qu'il appelle une soupape de liberté, en déliant de l'obligation des versements tout salarié qui versera à une société de secours mutuels. L'État subventionnerait ces sociétés comme en Belgique. Après discussion, la Chambre prononce l'ajournement à la suite de l'article 3.

Sous l'article 3 traitant des cotisations, M. Fournier demande que le service des pensions soit assuré par le ministre des Finances moyennant une taxe de solidarité sociale. Cet amendement (conforme aux desiderata des ouvriers, dit son auteur) est rejeté. — Il en est de même de l'amendement Magnaudé qui pose le même principe.

M. Vaillant et ses collègues, constatant que l'ouvrier est incapable de payer une cotisation, proposent de constituer la retraite uniquement par le versement patronal et la subvention de l'État. Cet amendement mis aux voix n'est pas adopté. Celui de M. Aynard proposant un versement de l'État d'égale importance aux deux autres est aussi rejeté.

La discussion interrompue par les vacances fut reprise dès la rentrée, le 18 janvier :

En vue de faciliter la marche de la discussion et d'aboutir au vote de la loi avant la fin de la législature, M. Millerand fait connaître que la Commission a condensé en dix articles les vingt-quatre articles primitifs du projet; il propose ensuite la rédaction suivante de l'article 3 :

« La retraite est constituée par un prélèvement sur le salaire des assurés, par un versement égal des employeurs et par des majorations de l'État. Le versement des employeurs doit demeurer à leur charge exclusive, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

« Le prélèvement sur le salaire des assurés comme le versement des employeurs est de 2 0/0 du salaire, y compris le salaire en nature évalué dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Ce pourcentage peut être exceptionnellement abaissé de 2 0/0 à 1 1/2 0/0 et même à 1 0/0 pour les catégories d'entreprises désignées par règlement d'administration publique.

« La présente loi ne s'applique aux employés recevant des salaires supérieurs à 2.400 francs que jusqu'à concurrence de cette somme.

« Tout assuré âgé de moins de soixante ans reçoit gratuitement une carte annuelle d'identité sur laquelle doivent être inscrits les versements ou apposés les « timbres-retraite » correspondants, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique. Lors de chaque paie, à intervalles qui ne peuvent excéder seize jours pour les ouvriers et un mois pour les employés, cette inscription doit être requise de la Caisse qui assure la retraite, ou bien cette apposition doit être faite par les soins des employeurs débiteurs du salaire. »

La Chambre rejette successivement : 1° un amendement de M. Coustant (d'Ivry), tendant à constituer les retraites au moyen des sommes provenant de la suppression des successions en ligne collatérale ; 2° un amendement de M. Dumont, constituant les retraites par un versement égal des employeurs et des employés et une subvention d'État annuelle égale au quart de la retenue subie par les ouvriers ; 3° un amendement de M. Paul Constans constituant les retraites au moyen d'un impôt spécial et progressif, dit de « solidarité sociale » sur tous les revenus supérieurs à 3.000 francs ; 4° un amendement de M. Siegfried fixant à 10/0 des salaires le versement des employeurs et employés.

À la séance du 23 janvier, M. Bonnevey présente un amendement tendant à la suppression, dans le premier paragraphe, des mots « par un prélèvement sur les salaires des assurés », et, par conséquent, à organiser la Caisse des retraites ouvrières exclusivement par le concours des patrons et de l'État.

Au cas où la Commission n'accepterait pas l'amendement dans son texte intégral, M. Bonnevey demande qu'on exempte de tout prélèvement les salaires de 1 à 2 francs.

M. Millerand, président de la Commission, déclare que celle-ci est prête à se rallier à l'observation de M. Bonnevey relative à l'exemption pour les bas salaires.

M. Laurent, commissaire du Gouvernement, ayant demandé que la Commission, avant de se prononcer définitivement, se mette d'accord avec le Gouvernement, pour savoir quelle sera la répercussion financière de la mesure proposée, M. Bonnevey retire son amendement, dans l'espérance qu'il lui sera donné partiellement satisfaction.

Après un échange d'observations entre M. Suchet, adversaire du principe de l'obligation, et M. Cazeneuve, qui rappelle qu'au Congrès de Nantes les mutualistes se sont prononcés pour l'obligation, le paragraphe premier de l'article 3 est adopté.

La Chambre adopte ensuite le § 2 de l'article 3 dans lequel la Commission a tenu compte de l'observation de M. Bonnevey ; ce deuxième paragraphe est ainsi conçu :

« Le prélèvement sur le salaire des assurés comme le versement des

employeurs est de 2 0/0 y compris le salaire en nature, évalué dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique. Les assurés dont les salaires quotidiens sont inférieurs à 1 fr. 50 sont exemptés de tout prélèvement ».

Après avoir repoussé un amendement de M. de Gailhard-Bancel, proposant de décharger de l'obligation les ouvriers et employeurs des professions dont les syndicats, à la majorité des trois cinquièmes, auront déclaré qu'ils n'acceptent pas l'obligation, et un amendement de M. Lemire, d'après lequel l'obligation ne s'appliquerait qu'aux employés aux émoluments annuels inférieurs à 4.000 francs, et, dans cette limite, que jusqu'à concurrence de 2.400 francs, ce dernier, après pointage, par 267 voix contre 236, la Chambre adopte les paragraphes 3 et 4 de l'article 3, tels qu'ils ont été proposés par la Commission.

Dans sa séance du 25 janvier, la Chambre adopte d'abord, après de courtes discussions, les articles 4 et 5 ainsi conçus :

Art. 4. — « Les ouvriers et employés étrangers immatriculés, en conformité de la loi du 8 août 1893, et résidant en France, sont soumis au même régime que les ouvriers et employés français.

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux ou des majorations budgétaires que si les dispositions de la présente loi à cet égard leur sont rendues, en tout ou en partie, applicables par des traités avec les pays d'origine, garantissant à nos nationaux des avantages équivalents, ou bien, s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur immatriculation. Dans ce dernier cas, la retraite éventuelle déjà acquise pendant les cinq premières années est doublée au moyen du fonds de bonification prévu ci-après, et si l'assuré est atteint d'invalidité absolue et permanente de travail où s'il décède, application est faite des dispositions des articles 9 et 10.

« Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les versements patronaux sont affectés au fonds de bonification. Lesdits versements sont portés à 4 0/0 lorsque les ouvriers et employés étrangers ne sont point immatriculés ou ne résident pas en France ».

Art. 5. — « Sous réserves des dispositions spéciales qui seront adoptées à titre transitoire, la retraite produite par les versements visés à l'article 3 ci-dessus, est liquidée à l'âge de soixante ans, et la majoration de l'État est définitivement arrêtée. A ce moment, néanmoins, les assurés ayant atteint l'âge de soixante ans, ont le droit de proroger l'entrée en jouissance de leur retraite d'année en année et de continuer à subir le prélèvement de 2 0/0 sur leurs salaires ; dans ce cas, le versement corrélatif de leurs employeurs continue également à être effectué à leur compte : dans le cas contraire, il est effectué au fonds de bonification.

« L'âge normal d'entrée en jouissance de la retraite aux droit, avec majorations spécifiées à l'article 8, est fixé à cinquante-cinq ans pour les ouvriers et employés des exploitations minières. Il peut être abaissé au-dessous de soixante ans jusqu'à cinquante-cinq ans inclusivement, par règlement d'administration publique, pour les ouvriers et employés des compagnies de chemins de fer, ainsi que des industries particulièrement insalubres, d'après les statistiques spéciales établies à ce point de vue par le ministre du Commerce.

« Tout assuré peut, avant l'âge prévu aux alinéas précédents, et à partir de cinquante ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite, dès qu'elle atteint 630 francs. En ce cas, s'il continue à travailler, les versements de l'employeur sont affectés au fonds de bonification. »

A la fin de ladite séance du 25 janvier, on a adopté l'article 6, qui institue, sous la garantie de l'État, une « Caisse nationale de retraites ouvrières », dont la gestion administrative est placée sous l'autorité du ministre du Commerce, et dont la gestion financière est confiée à la Caisse des dépôts et consignations.

Dans sa séance du 30 janvier, la Chambre adopte l'article 7, qui règle la procédure pour l'établissement du tarif des retraites par un taux annuellement calculé et fixé par décret. Le même article fixe les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation de la retraite.

Cet article est complété par l'adoption d'un amendement de M. Siegfried, ainsi libellé :

« Lorsque la retraite éventuelle atteint le minimum garanti par la présente loi, il (l'assuré) peut à toute époque effectuer la valeur actuelle du surplus soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable, dans les conditions déterminées par une loi spéciale. »

La Chambre vote ensuite l'article 8 ainsi conçu, après modification apportée par la Commission :

« Lorsque la retraite acquise à l'âge déterminé par la présente loi, calculée sur la base du capital aliéné, n'atteint pas 360 francs, elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'État, au moyen du fonds de bonification, et pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant 30 années au moins, à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

« Pour les salaires inférieurs à 1 fr. 50, la majoration est calculée comme si les retenues avaient été effectuées au profit de l'assuré.

« Si la rente a été constituée à la Caisse nationales des retraites pour la vieillesse, au compte d'un assuré marié, la rente est calculée pour la

majoration comme si les versements avaient été intégralement effectués au profit du titulaire.

« Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé en vertu de l'article 6, le nombre d'années exigible pour l'attribution de la majoration au premier alinéa du présent article est abaissé d'un nombre égal d'années. »

Le 31 janvier, la Chambre passe à l'article 8 pour lequel la Commission propose le texte suivant :

Art. 8. — Lorsque la retraite acquise à l'âge déterminé par la présente loi et calculée sur la base du capital aliéné n'atteint pas 360 francs, elle est majorée jusqu'à concurrence de cette somme par l'État au moyen du fonds de bonifications, pourvu que des versements aient été effectués au compte du titulaire pendant 30 années au moins, à raison de 250 jours de travail au minimum par année.

« Pour les salaires inférieurs à 1 fr. 50, la majoration est calculée comme si les retenues avaient été effectuées au profit de l'assuré.

« Si la rente a été constituée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au compte d'un assuré marié, la rente est calculée pour la majoration comme si les versements avaient été intégralement effectués au profit du titulaire.

« Dans le cas où l'âge normal d'entrée en jouissance est abaissé en vertu de l'article 5, le nombre d'années exigible pour l'attribution de la majoration, conformément au premier alinéa du présent article, est abaissé d'un nombre égal d'années. »

M. Tenting présente sur le premier paragraphe de cet article un amendement ainsi conçu :

« Remplacer le premier paragraphe par les dispositions suivantes :

« La retraite sera majorée par l'État d'une somme de 120 francs par an, pourvu que les versements aient été effectués au compte du titulaire pendant 30 ans au moins à raison de 250 jours de travail au minimum chaque année, sans que cette majoration puisse porter la rente au-dessus de 360 francs ».

La Commission, par l'organe de son rapporteur M. Guieysse, déclare repousser cet amendement.

D'autre part, MM. Merlou, ministre des Finances, et Trouillot, ministre du Commerce, estiment que, pour être applicable, la loi ne doit pas imposer au pays des dépenses qui dépasseraient ses facultés contributives et déclarent que le Gouvernement se rallie à l'amendement Tenting.

M. Guieysse exprime l'étonnement de la Commission en présence de

l'intervention inattendue du Gouvernement, et insiste pour que la Chambre repousse l'amendement.

Après un débat assez vif auquel prennent part MM. Jaurès, Bonne-vay et Caseneuve, qui tous les trois appuient le langage de M. Guieysse, rapporteur de la Commission, l'amendement Tenting est repoussé.

L'ensemble de l'article 8 est ensuite adopté, moins le second paragraphe, que la Commission retire.

La Chambre a ensuite adopté l'article 9, dont voici le texte :

Art. 9. — « Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant incapacité absolue et permanente de travail auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

« La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par règlement d'administration publique. La retraite liquidée sera bonifiée par le ministre du Commerce, dans la limite des crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans qu'elle puisse devenir supérieure au triple de la liquidation, ni excéder 360 francs, bonification comprise. »

Dans les séances des 1^{er}, 6 et 7 février, la Chambre adopte rapidement, après quelques explications du président et après quelques légères modifications, les articles 10 à 30 du projet soumis par la Commission.

L'article 10, après une modification proposée par M. Jaurès, est ainsi conçu :

« Si un assuré décède, soit pourvu d'une retraite de vieillesse, soit avant d'en être pourvu en laissant soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans, il est attribué; par le ministre du Commerce, sur les fonds de bonification, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, une allocation mensuelle de 50 francs pendant six mois à compter du décès. »

Sous l'article 23, M. Lemire obtient une diminution des pénalités prévues dans le texte primitif de la Commission. La peine appliquée aux employeurs ayant omis les appositions de timbres-retraite ou les versements prescrits par la loi sera une amende de 16 à 100 francs.

D'après l'article 24, toutes les contestations relatives à la quotité des salaires servant de base à la retraite, aux appositions de timbres-retraite ou aux versements exigibles, ainsi qu'à la liquidation des retraites, sont jugées, en dernier ressort, au chef-lieu de canton où doit avoir lieu le paiement du salaire, par un tribunal arbitral composé du juge de paix, président, de trois membres élus par les assurés et de trois membres élus par les employeurs.

Par un amendement de M. Vaillant, que la Commission et la Chambre ont accepté, il est ajouté aux affaires que jugera le tribunal arbitral le litige des retenues illicites sur les salaires.

Le 8 février, la Chambre a abordé la discussion de l'article 31 dont voici le texte :

« Les ouvriers, employés ou domestiques, et les anciens ouvriers employés ou domestiques visés à l'article 1^{er} ayant à cette date soixante-cinq ans accomplis et depuis cinq ans au moins de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils justifient de trente années de travail, à raison de 250 jours de travail au minimum par année, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée à cet égard, équivalente à une même durée de travail.

« Cette allocation sera de 120 francs, sans pouvoir élever toutefois, au-dessus de 240 francs, la retraite calculée, comme il est spécifié à l'article 8 ».

Un amendement de M. Vaillant tend à supprimer la période transitoire établie par le projet de loi et à donner, dès la promulgation, une retraite aux ouvriers et employés ayant atteint l'âge de soixante ans.

M. Guieysse estime que la dette sociale est acquittée dans la mesure du possible, en accordant une allocation de 120 francs aux vieillards ayant atteint l'âge de soixante ans, et demande la non-adoption de l'amendement Vaillant.

M. Dormoy et M. Jaurès développent chacun deux amendements tendant à substituer, dans l'article 31, l'âge de soixante ans à celui de soixante-cinq ans, et à modifier les conditions de l'attribution de l'allocation de 120 francs.

M. Millerand regrette que la Commission ne puisse consentir à abaisser la limite d'âge à soixante ans, mais elle est obligée de repousser les charges nouvelles qui résulteraient pour le budget, c'est-à-dire pour les contribuables, de l'acceptation des amendements Jaurès et Dormoy.

Après un échange d'observations entre MM. Bouhey-Allex, Bouveri et Michel qui appuient les observations de MM. Dormoy et Jaurès, au contraire combattues par M. Vazeille, la Chambre adopte le premier paragraphe de l'amendement Dormoy ainsi conçu :

« Les ouvriers, employés ou domestiques, et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article 1^{er} qui seront depuis cinq ans au moins de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi, et au fur à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils jus-

tifient de trente années de travail, à raison de 250 journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service militaire est réputée, à cet égard, équivalente à une même durée de travail ».

Le second paragraphe de l'article 31 ainsi conçu : « cette allocation est de 120 francs », est adopté.

Le troisième paragraphe est aussi adopté après avoir été modifié comme il suit :

« Toutefois, si en s'ajoutant à la retraite calculée comme il est spécifié à l'article 8, le total est supérieur au maximum fixé par le barème ci-dessous, cette allocation sera réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants :

« Cinq années de versement à une caisse de retraites autorisée, 150 francs; 5 à 10 années, 200 francs; 10 à 15 années, 250 francs; 15 à 20 années, 300 francs; 20 à 25 années, 330 francs; 25 à 30 années, 360 francs ».

L'ensemble de l'amendement, devenu l'article 31, est ainsi adopté.

L'article 32 disparaît; et l'article suivant, modifié par suite de l'adoption des dispositions précédentes, est ainsi libellé par la Chambre :

« Les versements prescrits par les articles 3 et 4 doivent, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, être effectués pour les assurés visés à l'article 31.

« Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et des Travaux publics, détermine les conditions dans lesquelles les dispositions du titre IV de la loi du 29 juin 1894 et de la loi du 31 mars 1903, articles 84 à 99, peuvent continuer à être appliquées aux ouvriers et employés des mines qui se trouvent régis par le présent titre ».

Le 13 février, la Chambre a abordé la discussion du titre V : Retraite des ouvriers et employés de l'agriculture, et de l'article 34 ainsi conçu :

« Les dispositions des titres précédents sont applicables, sous réserve des dispositions ci-après, aux ouvriers et employés de l'agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires, métayers et bordiers, toutes les fois qu'ils n'auront pas de bail d'une durée supérieure à trois ans ».

Après le rejet d'un amendement de M. l'abbé Lemire qui demandait la suppression de cet article et de tous les articles du titre V, la Chambre

a adopté la première partie de l'article 34 en supprimant les mots : « sous réserve des dispositions ci-après », et en s'arrêtant après les mots : « aux ouvriers et employés de l'agriculture ».

Le membre de phrase suivant : « ainsi qu'aux métayers ou colons partiaires » a été adopté avec l'addition « et fermiers » proposée par M. Lemire.

La deuxième partie de l'article 34 est ensuite libellée comme suit :

« Toutes les fois qu'ils travailleront habituellement seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille ou un domestique ».

Après que M. Tenting eut retiré son amendement tendant à ajouter les propriétaires à l'énumération de l'article 34, la Chambre tenant compte d'un amendement présenté par M. Codet, adopte la troisième partie de l'article 34 ainsi conçue :

« Les pensions seront également applicables aux colons partiaires, métayers et fermiers qui ne sont pas imposés à l'une des contributions directes au-dessus de 20 francs en principal ».

La Chambre passe ensuite à l'article 35, ainsi conçu :

« Le versement pour la retraite est uniformément de cinq centimes par jour de travail salarié, dont moitié à fournir par l'exploitant lui-même et moitié à prélever par lui sur le salaire avant paiement.

« Suivant que les assurés sont employés à titre permanent ou intermittent, les versements sur livrets individuels ou les appositions de timbres sur carte d'identité sont effectués trimestriellement ou bien lors de chaque paye, dans les conditions déterminées par règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce, des Finances et de l'Agriculture.

« Le même règlement déterminera les conditions dans lesquelles seront opérés par les propriétaires les versements afférents, tant aux colons partiaires, métayers et aux fermiers visés par l'article précédent qu'à eux-mêmes ».

M. Guieysse, rapporteur, annonce que plusieurs amendements proposent d'élever la pension à 360 francs. Il estime qu'il faut, dans ce cas, changer pour les métayers, colons partiaires, fermiers, etc., le mode de cotisation. Aussi la Commission propose un versement de 10 centimes par jour au lieu de 2 0/0 sur les salaires trop difficiles à calculer pour les ouvriers agricoles.

Après discussion, le premier paragraphe de l'article 35 est remplacé par un amendement de M. Quilbœuf, ainsi conçu :

« Pour les ouvriers et employés de l'agriculture, le versement pour la retraite est également de 2 0/0, à retenir sur le salaire, et par un prélèvement pareil à faire par l'employeur ».

Comme conséquence du vote de cet amendement, le minimum de la retraite est, pour les ouvriers de l'agriculture comme pour les ouvriers de l'industrie, fixé à 360 francs.

Les §§ 2 et 3 de l'article 35 dont le texte est donné ci-dessus sont ensuite adoptés.

Malgré l'opposition de M. Millerand et de la Commission, la Chambre adopte un article additionnel proposé par M. Paul Coutant (de la Marne), ayant pour objet de dispenser des versements le petit propriétaire, dont la totalité des fermages perçus ne dépasse pas 500 francs, le petit propriétaire exempté dans ces conditions devra avoir atteint au minimum 60 ans d'âge.

L'article 36 aux termes duquel les retraites des ouvriers et employés de l'agriculture peuvent être assurées par les syndicats professionnels agricoles constitués en conformité de la loi du 21 mars 1884, est adopté.

D'après une disposition additionnelle présentée par M. d'Aubigny et acceptée par la Commission et la Chambre, les métayers ou colons partiaires et fermiers pourront, par une déclaration faite à leur mairie, être affranchis de l'obligation de la retraite.

La Chambre a abordé ensuite la discussion de l'article 37 qui règle les conditions de la retraite facultative.

Sont compris dans les assurés de cette disposition, les ouvriers et employés visés aux articles 1^{er} et 34, qui auraient cessé de se trouver dans les conditions prévues auxdits articles, les artisans, les façonniers, les commerçants travaillant habituellement seuls ou avec des membres de leur famille, et généralement toute personne de nationalité française, non visée aux articles précédents, qui ne sont pas imposés à la contribution personnelle mobilière au-dessus de la somme déterminée par règlement d'administration publique ni à l'une des contributions directes. Ces personnes, de même que leurs femmes ou veuves, sont admises à opérer trimestriellement des versements à l'une des caisses visées à l'article 2 pour se constituer ou pour constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse.

Ces versements ne peuvent être inférieurs à 1 franc pour chaque compte.

Après un assez long débat, l'article 37 a été adopté.

Dans sa séance du 23 février, la Chambre a voté les articles 39 et 40 qui indiquent les moyens financiers permettant de pourvoir aux différentes allocations prévues par la loi.

Sur la proposition de M. Charles Benoist, la Commission et la Chambre ajoutent un nouvel article relatif à l'élaboration des règle-

ments d'administration publique prévus par le projet de loi : d'après cet article, le Gouvernement pourra appeler à prendre part aux séances du Conseil d'État ou aux séances des sections chargées de préparer les décrets, les personnes que leurs connaissances spéciales mettraient en mesure d'éclairer la discussion.

Après l'adoption de l'article 42 d'après lequel une loi spéciale déterminera les conditions d'application des retraites ouvrières à l'Algérie et aux colonies, la Chambre vote, par 512 voix contre 5, l'ensemble de la proposition de loi relative aux caisses de retraites ouvrières.

IV

LES PRINCIPAUX DISCOURS.

L'étendue considérable de la discussion nous oblige à ne reproduire, parmi les nombreux discours prononcés, que les plus marquants : nous avons donné une place prépondérante aux deux grands discours de M. Jules Roche et de M. Millerand qui ont comme résumé, à la fin des débats, les deux thèses opposées.

DISCOURS DE M. H. MICHEL.

Étendue du principe de l'obligation.

(Séance du 15 novembre).

La où la prévoyance libre est en défaut, la prévoyance obligatoire ne réussirait-elle pas ?

C'est ainsi qu'on en est venu insensiblement et par degrés à examiner le principe de l'obligation. N'a-t-on pas appliqué ce principe déjà en matière d'enseignement ? On a protesté contre l'obligation de l'instruction. On violait, disait-on, la liberté du père de famille, qui proteste encore aujourd'hui. Or, qui méconnaît aujourd'hui les bienfaits de l'instruction, les services rendus par la loi, et qui oserait proposer de revenir en arrière ? L'État a donc le droit d'imposer une obligation. Mais quand, à quel moment ? Lorsque de cette obligation doit résulter un plus grand bien et pour l'individu et pour la société.

L'ignorance est nuisible à l'individu, mais c'est aussi un fléau social. Il suffit de se rappeler le beau mot de nos pères de 1789, sur « le pain de l'intelligence qu'ils ne séparaient pas du pain du corps ». Mais la misère n'est-elle pas le pire des fléaux ? Est-il plus triste, en effet, de rencontrer un enfant qui ne sait ni lire ni écrire, qu'un vieillard qui meurt de faim et qui implore la charité publique ?

L'État a donc le droit d'imposer l'obligation de la prévoyance comme il a imposé l'obligation de l'instruction. Mais à quelles conditions a-t-il ce droit ? A la condition expresse, à mon sens, que cette obligation sera étendue absolu-

ment à tous (*Très bien! Très bien!*); sinon on viole le principe d'égalité qui est à la base même de notre démocratie, sur lequel repose, pourrait-on dire, l'édifice républicain tout entier. Si vous ne l'appliquez qu'à une catégorie de citoyens, vous ne ferez que des mécontents : mécontents, ceux auxquels vous aurez imposé cette obligation en raison de la contrainte morale à laquelle vous les aurez assujettis; mécontents ceux auxquels vous ne l'imposerez pas parce que vous les écarterez ainsi du bénéfice de la retraite.

Si d'ailleurs votre loi est faite comme je le disais au début pour assurer un minimum d'existence aux vieillards et aux infirmes, tous n'ont-ils pas droit à ce minimum d'existence ?

Mais si tous doivent bénéficier de la retraite, tous doivent contribuer. Ceux-là seuls seront exceptés dont le salaire est incompressible.

DISCOURS DE M. SIEGFRIED.

Importance de la cotisation patronale.

(Séance du 22 novembre 1905).

Il faut avoir une grande force de caractère pour faire pendant quarante ans des sacrifices qui ne vous donneront un résultat qu'au bout de ce temps, tandis qu'en faisant ces sacrifices pour avoir une petite maison ou une petite propriété vous pouvez en jouir de suite.

Je crois donc qu'au lieu de se borner à la retraite seule, il est bon de prévoir dans notre loi d'autres moyens de prévoyance sociale.

Mais j'ai d'autres critiques à adresser encore au projet de la Commission. D'abord la retenue de 4 0/0 qu'elle prévoit est à mon avis beaucoup trop lourde : elle dépasse du double la retenue faite en Allemagne.

A ce sujet, il est intéressant de rechercher la part que représente en Allemagne la cotisation. Elle représente pour la classe la plus faible des salaires, soit 400 francs environ, 2,08 0/0; pour la classe correspondante à un salaire de 600 francs environ, elle est de 1,88 0/0; pour la 3^e classe qui représente un salaire d'environ 900 francs, elle est de 1,46 0/0; enfin pour la 4^e classe, environ 1.200 francs, elle est de 1,35 0/0.

Vous voyez d'après ces chiffres que les retenues sont, en Allemagne, infiniment moindres que les nôtres. Le taux de 4 0/0 que prévoit la commission est évidemment exagéré. Si on compare la cotisation patronale de 2 0/0 à la patente, on arrive à des résultats réellement graves.

D'un travail fort bien fait par l'Union des Syndicats patronaux des industries textiles de France, et portant sur une quinzaine d'expériences, il ressort que le pourcentage de la contribution patronale pour les retraites par rapport à la patente — part de l'État — est dans différents cas de 115 0/0, 196 0/0, 204 0/0, 302 0/0, 337 0/0, 400 0/0, et au maximum de 701 0/0!

DISCOURS DE M. RAIBERTI.

La liberté est préférable à l'obligation.*(Séance du 28 novembre).*

M. Raiberti. — L'État n'est juge ni de la possibilité de l'épargne, ni de la meilleure direction à lui imprimer. Suivant les individus ou les professions, c'est cette forme de la prévoyance qui doit l'emporter.

Il se peut que la plus nécessaire de toutes soit la plus élémentaire de toutes, l'assurance contre le bas prix des salaires qui se traduit par l'affiliation de l'ouvrier à un syndicat et le versement de la cotisation syndicale. C'est sur cette assurance élémentaire que les autres viendront se greffer. A mesure que le salaire montera, sous l'effet de l'action syndicale, la cotisation syndicale pourra augmenter. Elle pourra augmenter de la cotisation correspondante à l'assurance contre la maladie, puis à l'assurance contre le chômage.

De quel droit l'État, en imposant l'obligation de l'assurance contre la vieillesse à l'ouvrier, risque-t-il de le priver du moyen de payer cette assurance fondamentale, qui est la cotisation syndicale ? De quel droit risque-t-il, en tarissant la source des cotisations syndicales, d'arrêter tout le développement du mouvement syndical ou tout au moins de l'arrêter dans la voie des innovations fécondes et du progrès social ?

Car le développement syndical est aujourd'hui sollicité par deux tendances contraires. L'une, c'est la tendance réformiste. Elle conseille aux syndicats de consacrer leur activité à l'étude des questions professionnelles, à la défense des salaires, à la fondation de cours techniques et d'assurances ouvrières, à la création de toutes les œuvres en un mot qui peuvent augmenter la sécurité, la dignité et le bien-être de la vie ouvrière. Mais la première condition de toutes ces œuvres, c'est une cotisation syndicale assez forte pour les soutenir.

L'autre tendance, c'est la tendance révolutionnaire. Elle ne fait pas appel à l'épargne ouvrière; elle préconise la lutte de classes et se contente de faire appel à la violence; celle-ci n'a besoin que de cotisations syndicales infimes parce qu'elle dénigre les assurances sociales. Elle n'a qu'un moyen la grève générale et qu'un but la révolution.

De quel droit l'État choisira-t-il entre ces deux tendances ? De quel droit risquera-t-il, en imposant l'obligation de l'assurance contre la vieillesse, d'épuiser les disponibilités de l'épargne ouvrière ? De quel droit risquera-t-il de précipiter les syndicats dans la voie de la violence et leur fermera-t-il les avenues pacifiques qui les conduiraient à un idéal toujours plus haut de dignité, de sécurité et de bien-être dans la vie ouvrière ? (*Très bien ! Très bien ! au centre*).

Donc, au-dessus du niveau des salaires où naît spontanément la prévoyance, l'obligation vaut moins que la liberté.

Au-dessous de ce niveau, elle vaut moins que l'assistance, car l'assistance ne fait rien payer à l'assisté.

Il y avait une incontestable grandeur dans cette conception de l'assistance relevant les vaincus sur le champ de bataille, comme une mère ferait de ses enfants, et se reconnaissant une part de responsabilité dans chaque misère humaine qui l'appelle au secours.

La société disait au travailleur dont les mains étaient glacées par l'âge ou qui avait perdu la capacité de travail : « Si tu n'as pas épargné, c'est que tu n'as pas pu. Ce n'est pas seulement ta faute; c'est aussi la mienne. Je te prends à ma charge ».

En assistant la misère, la société eût ainsi appris à la prévenir. Dans chaque défaite humaine, elle eût fait un double compte; le compte de la responsabilité individuelle et celui de sa propre responsabilité, et comme à l'origine de toute misère, à la source de toute infortune, il y a toujours, immédiate ou lointaine, une cause sociale, elle eût appris à supprimer la cause pour supprimer l'effet et à faire effort pour faire triompher en elle-même les forces de vie sur les forces de mort ou de décomposition.

Cet effort de la société sur elle-même n'eût pas été la moindre conséquence ni la moindre beauté du devoir d'assistance. L'effort que l'assurance libre demande à l'individu, l'assistance l'eût imposé à la société par la nécessité de diminuer les charges publiques.

Mais il semble que les hommes qui ont eu cette grandiose conception de l'assistance et qui ont eu l'honneur de la faire triompher devant cette Chambre, reculent aujourd'hui devant la grandeur de leur œuvre.

Il semble que déjà la société se repente de la générosité dont elle a fait preuve envers les travailleurs. Elle leur avait assuré le secours de vieillesse gratuitement. Elle le leur fera payer désormais. Elle avait proclamé la solidarité sociale; elle trouve que la solidarité sociale coûte trop cher, elle l'individualise et la met d'avance, par l'assurance obligatoire, à la charge de ceux qui voudront l'invoquer.

Entre elle et l'indigence, la société interposera l'écran commode de l'assurance obligatoire qui lui cache à la fois la vue de la misère et celle de ses propres responsabilités. Elle fait plus. Par l'assurance obligatoire, elle met désormais l'assistance à la charge des futurs assistés, et elle leur fait payer pour leur part, 300 millions par an.

Je sais bien que ces 300 millions représentent à la fois la part contributive du patron et la part contributive de l'ouvrier. Mais, Messieurs, remarquez qu'il pourra arriver que l'ouvrier non seulement paye sa part contributive, mais encore celle du patron, et voici comment, il est facile de le démontrer. Qu'est-ce que le versement de 2 0/0 imposé au patron? C'est la garantie que le patron verse pour l'avenir de l'ouvrier. Elle irait s'ajouter au salaire qui est la garantie du présent. Par conséquent, en fait, la contribution de 2 0/0 du patron est une augmentation du salaire imposée par la loi.

Les retraites ne peuvent être créées que si le développement de la richesse publique le permet.

Mais de deux choses l'une : ou bien cette augmentation du salaire correspond à une augmentation de la richesse générale du pays, et alors par le seul jeu des forces économiques, ou le libre exercice de la liberté syndicale, tôt ou tard cette augmentation de salaire aurait été acquise par l'ouvrier; quand donc, la loi la verse sur la tête de l'ouvrier, sous la forme de contribution patronale, en apparence c'est le patron qui l'acquitte, en fait c'est l'ouvrier qui la paye, puisqu'elle

est prise sur la marge des profits patronaux qui eussent dû — si la loi n'en eût pas disposé — revenir à l'ouvrier sous forme d'augmentation de salaire par le jeu de la liberté syndicale et par la seule force du contrat collectif de travail.

M. Ernest Cauvin. — C'est probablement le contraire qui se produira.

M. Raiberti. — Si le contraire se produit, mon cher collègue, c'est alors le second cas qui se présente.

L'augmentation de salaire ne correspond pas à une augmentation équivalente de la richesse générale du pays; et c'est vainement alors que la loi la mettrait à la charge du patron; car elle se répercuterait sur le prix de l'objet fabriqué, et l'ouvrier qui consomme, en même temps qu'il produit, perdrait plus qu'au delà, sur l'élévation du prix de son loyer, de son vêtement, de sa nourriture ou de ses transports, l'équivalent de l'augmentation de salaire que la loi a voulu lui procurer, avec cette aggravation que la perte serait immédiate et certaine, tandis que le bénéfice serait aléatoire et différé.

Dans ce cas, l'ouvrier payerait double cotisation, la sienne et celle du patron.

M. Magniaudé. — Cela ne fait pas de doute!

M. Raiberti. — Si, en Allemagne, l'industrie si facilement supporte la charge de l'assurance obligatoire, c'est qu'elle a coïncidé avec une considérable augmentation de la richesse publique. Cette augmentation de la richesse a amené une hausse importante de salaires. Une partie est allée directement à l'ouvrier sous forme de salaires immédiats; l'autre partie est allée aux caisses d'assurance sous forme de contribution patronale.

Mais si en France une augmentation correspondante de la richesse publique — ce que personne ne peut prédire à l'avance — ne coïncidait pas avec l'établissement de l'assurance obligatoire, c'est sur l'ouvrier que le jeu des forces économiques rejeterait tôt ou tard la contribution du patron, et l'ouvrier aurait ainsi deux contributions à sa charge, la sienne et celle du patron.

DISCOURS DE M. MILLERAND.

Réponse aux attaques contre le projet.

(Séance du 28 novembre 1905).

Il se peut que, demain comme hier, les efforts que nous faisons soient méconnus, que les résultats obtenus soient niés; que nous importe si nous sommes convaincus d'être dans la vérité et dans la justice? Nous nous en rapportons à l'avenir du soin de nous justifier (*Applaudissements*).

Aussi permettez-moi de vous dire, M. Aynard, avec quel regret je vois des hommes de votre valeur combattre cette politique d'une façon si passionnée et permettez-moi d'ajouter, sans vouloir en rien vous froisser, si aveugle.

Le spectacle, d'ailleurs, n'est pas nouveau. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous voyons la politique de résistance faire écho à la politique de surenchère; il s'agit de savoir si la majorité de cette Chambre, si le parti républicain, conscient de ses devoirs et de sa responsabilité, se laissera détourner de la route où il marche et du but qu'il doit atteindre par les reproches contradictoires qui lui sont adressés. Au début de cette discussion; depuis qu'elle se poursuit, jusqu'à la der-

nière heure, vous avez entendu, vous entendrez tour à tour et parfois au même moment les uns vous dire : Vous ne faites rien, ce que vous réalisez est illusoire.

M. Paul Constans (Allier). — Absolument ! Je le démontrerai à la tribune.

M. le Président de la Commission. — C'est entendu !

Et l'écho de répondre : Vous faites une loi qui pèsera d'un poids intolérable sur les finances et sur l'industrie de ce pays ; loi tyrannique, loi inacceptable.

Si, Messieurs, vous étiez assez faibles pour, un instant, prêter l'oreille à l'une ou à l'autre de ces voix, sans doute vous échapperiez au reproche d'avoir fait une loi si durement attaquée ; sans doute vous pourriez, auprès du corps électoral vous couvrir de l'excuse facile de l'avoir repoussée, parce qu'elle était insuffisante. Vous n'aurez rien fait (*Applaudissements*).

Eh bien ! c'est l'avertissement qu'une fois de plus, et probablement pas la dernière, j'apporte à cette tribune sous ma responsabilité.

L'œuvre que nous faisons est imparfaite, soit ! une œuvre humaine, mais une œuvre. Nous ne pouvons pas, M. Aynard, nous contenter des résultats dont vous parlez tout à l'heure et qu'avec vous je salue volontiers au passage.

Lorsqu'on voit, pour prendre un chiffre, que sur mille établissements soumis à l'inspection du travail, il n'en est qu'un qui ait créé des institutions de retraites pour la vieillesse, on peut, on doit sans doute s'incliner devant ces efforts individuels, mais il faut encore reconnaître qu'ils sont insuffisants.

Vous nous reprochez d'être des professeurs de vertu : Que non pas ! Notre ambition est d'accroître dans la classe ouvrière la sécurité et le bien-être, éléments indispensables de l'accroissement de la moralité (*Applaudissements*).

DISCOURS DE M. AYNARD

Contre le projet de la Commission.

(Séance du 29 novembre).

Oni, tout le monde veut des retraites et tout le monde diffère sur la manière de les obtenir ou plutôt l'ignore profondément ; c'est pourquoi la discussion utile consiste surtout à montrer à quel prix elles peuvent être obtenues. Et si vous n'avez obtenu l'adhésion du pays qu'à l'état de vœu, pouvez-vous du moins vous assurer que vous poursuivez cette expérience de la retraite forcée à la lumière de l'expérience universelle ?

Tout a été dit dans cette question, comme dans beaucoup d'autres, mais tout peut être redit. J'userai, pour ma part, très brièvement de cette faculté.

L'expérience universelle, quelle est-elle en cette matière ? Elle se réduit à une, elle vient d'Allemagne. Je n'ai pas besoin de vous rappeler tout ce qu'elle est. Elle émane d'un pays dont les chefs puissants et presque absolus ont voulu vaincre le socialisme par le socialisme d'État et qui a fait cette série de lois sociales que vous connaissez. Elles ont été sans effet contre le socialisme qui a grandi.

S'il n'y a pas d'autre expérience — expérience faite dans un pays hiérarchisé centralisé...

M. Jaurès. — Mais non pas centralisé !

M. Aynard. — Vous avez raison de m'interrompre, Monsieur Jaurès — centralisée au point de vue gouvernemental, et très fortement décentralisée dans sa vie locale et communale, ce qui facilite au point de vue de l'organisation des caisses, des emplois en valeurs variées, certaines expériences de ce genre.

Mais en dehors de l'Allemagne, où le doute commence à pénétrer sur la valeur de l'obligation en matière de retraites, dans le reste du monde c'est une répulsion universelle contre l'obligation de la retraite dans tous les pays, ceux surtout qui nous donnent l'exemple glorieux de la véritable liberté : l'Angleterre, les États-Unis; puis la Belgique, l'Italie et tous les autres. L'étude de la question des retraites n'a même pas été faite aux États-Unis. En Angleterre on a fait cette étude; une commission extraparlamentaire a même établi des chiffres de dépenses de plusieurs centaines de millions. Je ne vous les citerai pas; je ne veux citer aucun chiffre, parce que lorsque des chiffres sont cités ici, ils sont facilement détruits par l'autorité scientifique de M. le rapporteur; nous procédons par élimination, comme en algèbre, jusqu'à ce qu'il ne reste plus que les chiffres de la Commission, ce qui ne leur donne pas un caractère plus grand de certitude. Nous le verrons plus tard. Donc, pas de chiffres ou le moins possible.

M. Chamberlain, qui voulait faire du socialisme d'État, a essayé, malgré la défense formidable qui lui était indiquée par sa commission, de mettre sur pied une loi sur les retraites; il a été obligé d'y renoncer. Pour quelle raison? Par une raison que j'invoquerai moi-même tout à l'heure à cette tribune : c'est qu'il a compris que créer une loi de retraites en Angleterre, c'était la ruine de toutes les *Friendly societies*, c'est-à-dire de ce que nous appelons chez nous les sociétés de secours mutuels. Il y a 14 millions de mutualistes en Angleterre. M. Chamberlain n'a pas osé risquer la ruine de ces vaillantes associations libres qui en Angleterre ne demandent rien que le droit de vivre. C'est l'existence de nos institutions similaires, de nos sociétés de secours mutuels, que nous allons risquer ici.

Parlant de la répercussion de la cotisation obligatoire sur l'industrie et le commerce, M. Aynard ajoute :

Ceux qui ne sont pas dans l'industrie ou dans le commerce croient que les usines et les comptoirs sont des endroits où l'on ramasse l'or et l'argent tous les matins de la manière la plus facile. Nous considérons, nous, au contraire, qui sommes dans l'industrie ou dans le commerce, que la situation est difficile, et les bénéfices normaux de plus en plus limités. Je vois en face de moi mon honorable collègue et ami M. Siegfried, qui me fait un signe d'assentiment.

Il y a dans l'industrie deux catégories de produits : les produits ordinaires connus, les produits courants qui peuvent être fabriqués par tout le monde et sur lesquels on ne gagne rien ou presque rien; ensuite les produits spéciaux, les produits que j'appellerai d'aventure, ceux qui résultent de la mode, d'un procédé spécial, d'une invention créant une industrie nouvelle comme celle de l'automobilisme, par exemple; ces industries gagnent beaucoup pendant un certain temps, puis, après quelques années de succès, elles sont, elles aussi, dévorées par la concurrence qui vient niveler les prix.

Croyez-vous qu'on ne rirait pas de nous dans le monde des affaires si nous

évaluons à 10 0/0 le bénéfice moyen réalisé sur la production industrielle? Croyez-vous qu'on ne penserait pas que nous exagérions encore si nous parlions d'un bénéfice de 7 à 8 0/0? Admettons pourtant ce chiffre certainement exagéré; cela représenterait un bénéfice d'environ 1 milliard sur la production industrielle évaluée, comme je viens de le dire, à 13 ou 14 milliards? 100 millions prélevés pour la retraite des ouvriers représentent donc la proportion énorme du dixième des bénéfices. Croyez-vous que lorsque ces 10 0/0 viendront s'ajouter à la loi des accidents et à toutes les autres charges, il n'arrivera pas un moment où l'industrie nationale n'aura plus de marge de profit et devra s'affaiblir surtout devant la concurrence internationale?

Je livre ces observations à toutes vos réflexions. Il ne faut pas toucher légèrement à ces choses; il faut être bien assuré par l'évidence des faits que la fortune ne s'accroît plus que très faiblement, que le travail industriel est dans des conditions que nous pouvons appeler sinon mauvaises, au moins précaires, que ses limites de profit, c'est-à-dire d'existence, sont extrêmement réduites et qu'il ne faut pas y porter atteinte d'une main trop légère.

Je sais que certaines personnes, ayant la résignation facile, disent : Que nous fait tout cela? Ce n'est ni le patron, ni l'ouvrier qui paiera, c'est le consommateur; et qui ajoutent : Qu'importe d'ajouter cette bagatelle du prix de la retraite au prix de revient, ou même de l'augmenter encore si les ouvriers veulent reprendre leurs 2 0/0 par une augmentation de salaire, comme cela est très probable? Qu'importe même que la raréfaction du capital opérée par des centaines de millions enlevés chaque année vienne encore agir sur le prix de revient? Il doit tout supporter, et c'est toujours le consommateur qui paiera.

Mais il faut encore que ce consommateur le veuille ou le puisse; or, le consommateur, c'est tout le pays. Et, alors, ce que vous semblez accorder à l'ouvrier pour sa retraite lointaine, vous le lui reprenez sur sa consommation prochaine de chaque jour. Vous êtes censés faire payer aux patrons qui ne doivent rien, — car je sais qu'il y a de mes amis qui n'admettent pas mes vues sur les patrons, qui croient que c'est l'intérêt du travailleur français que les patrons soient imposés...

Mon cher et excellent ami M. Benoist me fait un signe de dénégation ou d'assentiment, je ne sais trop (*On rit*). Si les patrons ou chefs d'industrie doivent également se rembourser sur le consommateur, quel serait alors le motif d'une divergence entre nous?

C'est parce que je suis partisan de la liberté commerciale; que je ne veux pas qu'on reprenne sur le consommateur. Si tel devait être le résultat, la loi montrerait encore mieux son caractère nuisible à tous. Probablement à ce moment nous nous retrouverions avec l'honorable président de la Commission, car je me rappelle avoir défendu avec lui les principes de la liberté commerciale, qui sont de nouveau outragés par cette loi : en aggravant les conditions de la production, elle est, en effet, une loi de cherté (*Très bien! très bien! sur divers bancs*).

SECOND DISCOURS DE M. AYNARD.

(Séance du 14 décembre 1905).

Peut-être quelques-uns d'entre vous seront-ils d'accord avec moi pour penser que cette discussion, malgré son intérêt, représente une magnifique foire d'idées

plutôt qu'un développement méthodique. Le Sénat s'en tirera comme il pourra.

Je ne suppose pas que personne ici entretienne l'illusion que la loi est définitive.

Les uns disent : Il ne faut pas de versements pour les ouvriers. C'est la thèse de notre honorable collègue, M. Vaillant, qui laisse toute la charge à l'État et aux patrons. D'autres viendront dire — je l'ai déjà fait et on le fera après moi : — De quel droit imposerait-on les patrons? Mon amendement répond aux uns et aux autres : Laissons faire aux gens ce qu'ils veulent et aidons, par la contribution de l'État, ceux qui veulent s'aider eux-mêmes en se constituant librement une retraite. Tenons compte de ce qui a déjà été fait; par l'obligation, ne détruisons pas dans leur germe, se développant tous les jours davantage, les retraites déjà poursuivies par les caisses privées ou par les mutualités. Je soutiens toujours le système de la loi belge, c'est-à-dire que les personnes de ce pays, ouvriers ou employés, qui ont la volonté de se faire une retraite, reçoivent pour cela l'aide de l'État qui a intérêt non pas à forcer, mais à voir se développer la prévoyance. Je limite cette contribution de l'État, mais je la conçois cependant plus largement que la loi belge ne le fait. Mon honorable ami, M. Drake, parlait hier des versements fixés dans la loi belge, qui s'élèvent à la moitié de ce que versent eux-mêmes les ouvriers ou les employés. Je porte cette libéralité à une somme égale : si l'employé verse 1 0/0, l'État versera 1 0/0; si l'ouvrier veut verser 2 0/0 — limitant à ce taux le maximum du versement — l'État versera 2 0/0.

De cette façon, sans entrer aujourd'hui dans les détails de l'organisation, on pourrait faire très rapidement quelque chose, développer et suivre les mouvements de la prévoyance existante, tandis que je redoute fort que la loi actuelle dont l'application ne peut être entrevue avant plusieurs années, ou ne fasse rien, ou fasse pire que rien, c'est-à-dire qu'on ne détruise dans ce pays les forces les plus précieuses, l'effort personnel, l'effort du libre bien et de l'initiative privée.

Si on envisageait le travail à la grande lumière de cette idée si simple, si féconde et si haute, c'est-à-dire en appliquant la notion économique de l'échange des services, on ne tomberait pas dans des erreurs telles que celles que le projet de loi nous propose de commettre.

D'après la Commission, il semble vraiment que ce soit une faute, j'irai plus loin, que ce soit une sorte de crime pour un homme d'employer, par un contrat libre et régulier, le travail, la force de travail d'un autre homme !

On a formulé cette extraordinaire théorie que le patron est responsable, pour ainsi dire, de l'emploi de la vie de l'ouvrier, et doit ainsi constituer sa retraite parce qu'il use le capital humain dont il se sert et qu'il y a lieu de faire les frais de ce qu'on appelle, d'une manière si incompréhensible, l'amortissement de ce capital humain.

Je vous demande, Messieurs, de bien calculer ce qu'on vous propose de faire. On vous invite à mettre 200 millions d'impôts sur l'industrie, 100 millions d'impôts sur l'agriculture, cela fait 300 millions qui vont être tirés d'une façon subreptice des poches des contribuables. Joignez à cette somme la contribution de l'État, qui variera de 70 à 250 millions pour aboutir, en période définitive, à une constante de 100 millions, c'est au minimum 400 à 500 millions de nouveaux impôts, en acceptant pour vrais des chiffres qui donnent invariablement les déceptions les plus graves, que vous allez mettre sur ce malheureux pays qui

est déjà, je le rappelais l'autre jour, le pays le plus taxé de l'univers.

Les ouvriers industriels et agricoles découvriront bien vite la signification de la loi. La munificence leur est apportée à condition qu'ils la tirent de leurs poches, soit directement sur leurs salaires, soit indirectement et aussi sûrement comme contribuables.

Au point de vue des patrons de l'industrie et du commerce, je voudrais vous faire envisager, sous une forme peut-être plus frappante, la contribution qu'on leur demande.

Si l'on vous avait proposé de doubler les impôts d'une catégorie de citoyens, en l'espèce le principal des patentes des industriels et des commerçants, c'eût été un soulèvement général. On aurait eu beau dire que c'était dans un but social; le seul fait de vous proposer de doubler les contributions d'une seule classe de citoyens aurait — passez-moi l'expression ordinaire — fait bondir tous ceux qui ont encore le sentiment de l'égalité devant l'impôt.

Je reviens et je complète ma dernière observation. Qu'aurait-on dit à celui qui aurait proposé de doubler la patente, le principal des impôts d'une catégorie de citoyens? Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Les travaux les plus sérieux ont été faits par les chambres de commerce, par tous les syndicats généraux des grandes industries; savez-vous à quels résultats monstrueux, et qui n'ont pas été contestés, on est arrivé? C'est que la patente est presque toujours doublée et va jusqu'à être septuplée! c'est-à-dire que, d'après la proposition de loi, un industriel pourrait, par suite de l'obligation du versement de 2 0/0, payer jusqu'à sept fois le principal de son impôt sur la patente.

Je ne veux pas de l'obligation d'abord parce qu'elle viole le principe, que je considère comme sacré, de la liberté, mais aussi parce qu'elle ne constitue pas autre chose, au fond, qu'un impôt mis sur une partie et non pas sur l'ensemble de la nation, un impôt qui retombera sur les travailleurs comme sur les patrons, atteignant ainsi et débilitant toutes nos forces de travail.

Je crois que, suivant les cas, tantôt ce sont les ouvriers qui récupéreront sur les patrons leurs 2 0/0, tantôt les patrons qui, forcés par leurs prix de revient augmentés, reprendront les 2 0/0 sur les ouvriers. Cela dépendra de l'état de chaque industriel, des nécessités du moment, que je ne puis déterminer. Mais ce dont je suis certain, ce qui est malheureusement stable et acquis, c'est le chiffre des impôts nouveaux que vous mettrez sur le pays; c'est que cet impôt sera prélevé sur la production, c'est-à-dire sur le travail, puis ensuite sur la consommation; ce qui est hors de doute, c'est que vous mettrez ainsi la France dans un état d'infériorité manifeste à l'égard des nations étrangères; qui payera les 500 millions et au delà? Nul ne peut exactement le dire, mais c'est bien la nation française qui les payera.

DISCOURS DE M. JULES ROCHE.

Critique générale de la proposition.

(1^{re} séance du 21 février 1906).

M. Jules Roche. — Messieurs, ainsi que les précédents orateurs l'ont constaté, la discussion qui se poursuit ici depuis plusieurs mois avec tant d'éclat est

arrivée au moment décisif; elle sort, on peut le dire, du domaine du sentiment pour se trouver en présence de la réalité.

Quelle est la portée financière de la loi sur laquelle vous avez délibéré? En présence des dispositions de la Commission et des dispositions que la Chambre y a ajoutées, comment se traduit à cette heure l'ensemble de l'opération financière qui devrait être accomplie pour que la loi fût vivante?

Messieurs, je reconnais tout de suite toutes les difficultés du problème que la commission a cherché à résoudre. Je rends hommage avec une entière sincérité aux travaux tout à fait remarquables de la Commission et en particulier à ceux de son président et de son rapporteur (*Vifs applaudissements*), mais sur leurs résultats je me permettrai — et la Chambre verra pourquoi — de formuler des critiques qui, je le sais d'avance, sont acceptées par M. le rapporteur lui-même.

Les problèmes qu'elle a cherché à résoudre sont, on peut le dire, véritablement insolubles. Il faudrait pour y parvenir savoir combien de personnes seront assujetties à la loi, combien de personnes en profiteront, quels sont les salaires de ces assujettis, comment ils s'échelonnent, quelles ressources produisent les prélèvements opérés sur ces salaires, quel intérêt produira l'accumulation de ces ressources, combien de temps dureront les pensions accordées, enfin toute une série de questions sur lesquelles tous ceux qui les ont examinées, les auteurs des notes officielles si remarquablement étudiées, les membres de la Commission, son rapporteur, son président et tous ceux qui ont pris la parole dans la discussion ont reconnu qu'on ne pouvait procéder que par des évaluations hypothétiques et approximatives.

« Il y a lieu de croire », « il faut présumer », « on peut admettre », telles sont les formules qui ont été employées sans cesse, et avec raison.

Certains chiffres toutefois ont été articulés dans le 8^e rapport de l'honorable M. Guieysse, qui nous a été distribué ce matin; en calculant très rapidement quelques-unes des évaluations de l'honorable rapporteur, j'ai constaté qu'au point de vue purement mathématique ses opérations étaient irréprochables. J'arrive aux mêmes résultats que lui.

Les modifications qui ont été apportées par le débat à la loi entraînent, en effet, une augmentation de charges chiffrée à 284 millions.

M. le rapporteur. — Ce n'est pas une augmentation, c'est un total.

M. Jules Roche. — J'ai constaté effectivement un total de 284 millions, mais vous avez indiqué comme augmentation immédiate résultant de l'application de la loi un chiffre de 189 millions.

M. le rapporteur. — De plus que nos évaluations! Nos évaluations primitives se chiffraient à 58 millions.

M. Jules Roche. — Soit! Vous allez voir que nous allons être tout de suite d'accord.

Les chiffres donnés par l'honorable rapporteur, soit dans ce 8^e rapport, soit dans les rapports précédents, sont établis mathématiquement, d'une façon absolument exacte. Mais la discussion est largement ouverte sur les éléments de ces calculs, de ces opérations purement mathématiques.

Ainsi, dans une note insérée au rapport primitif, on examine une question des plus importantes. Il s'agit de déterminer le chiffre probable de la population à retraiter. On lit, page 147 : « Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que ce chiffre sera compris entre 3.316.000 et 868.000 ». Suivant qu'on choisit l'une ou l'autre

solution entre ces deux extrêmes, on arrive à des chiffres tellement différents que les résultats financiers peuvent varier dans des proportions considérables.

Tous les chiffres arrêtés par la Commission l'ont été dans ces conditions, — et ce n'est pas un reproche que j'adresse-là à la Commission, elle ne pouvait pas faire autrement — d'une manière que j'appellerai arbitraire.

On a fait les recherches les plus approfondies pour déterminer autant que possible le nombre des travailleurs, leurs catégories, leurs salaires; les enquêtes les plus ingénieusement préparées ont été conduites par l'Office du travail depuis une douzaine d'années, à différentes reprises, d'une façon tout à fait remarquable, avec beaucoup de agacité et de dévouement. Mais les résultats obtenus sont, par la force des choses, à l'heure où nous sommes, encore tellement vagues et indéterminés que, dans une matière où il faudrait des éléments de calculs certains, il est impossible d'espérer qu'on les trouvera dans les travaux poursuivis et réalisés jusqu'ici. On peut en faire d'autres aussi vraisemblables, je dirai même peut-être plus vraisemblables que ceux de la Commission et qui donnent des résultats tout à fait différents.

La Commission, par exemple, est arrivée aux chiffres que je vous indiquais tout à l'heure. Vous voyez, dans son rapport d'aujourd'hui, 284 millions. Dépense immédiate, 189 millions; augmentations ultérieures, 27 millions, 3 millions, 65 millions; au total 284 millions.

Dans le projet primitif on arrivait en fin de compte, quand la loi donnerait ses complets résultats, à 2.218.000 pensionnés recevant des arrérages totaux de 904 millions, et à une caisse totale de 20 milliards.

Or, on peut trouver des éléments de calcul donnant des résultats tout à fait différents.

Si je prends le recensement de 1896 et que j'examine le tableau des salariés qui, aux termes de la loi devraient obligatoirement verser des cotisations, je trouve, au tome IV de ce recensement, page 198, que le nombre des employés et ouvriers devant verser serait de 9.306.355; même catégorie sans emploi et devant verser, c'est-à-dire travaillant par intermittences — au moment du recensement de 1896 ils ne travaillaient pas, mais ils avaient travaillé la veille et devaient travailler le lendemain — 266.075; petits patrons travaillant seuls, ouvriers à façon ou sans place fixe et unique, 4.291.000; soit au total 13.864.000.

Si l'on veut retrancher de ce total les ouvriers de l'industrie de la manutention, des transports, les employés au service de l'État et des communes, on arrive à un total de 12.503.000 travailleurs salariés, qui, tombant sous l'application de la loi, devraient verser obligatoirement les cotisations sur leurs salaires en vue d'une retraite.

Nous aurions donc ainsi un premier chiffre de 12.505.000 assujettis, chiffre vraisemblable qui ressort des statistiques officielles les plus récentes.

Quel serait, par rapport à ce nombre d'assujettis, le nombre des retraités? D'après les chiffres admis par le rapport lui-même à la page 4, l'honorable M. Guieysse considère que la proportion des assujettis devant arriver à la retraite serait en moyenne de 25 0/0.

Si l'on appliquait les éléments de ce calcul, pour les 12.505.000 assujettis, le nombre des retraités serait de 3.126.000, chiffre sensiblement différent de celui qui a été retenu dans le premier tableau de la Commission.

La conséquence serait une augmentation (*M. le rapporteur fait un signe de dénégation*).

Ne discutons pas les chiffres, *M. le rapporteur*; j'ai vos totaux, j'ai vos tableaux et je ne crois pas m'être trompé de beaucoup.

M. le rapporteur. — Je n'insiste pas; je ne discute pas les chiffres.

M. Jules Roche. — C'est un détail, je l'avoue, mais je l'indique pour donner une idée des discussions qui peuvent s'instituer sur ce point et pour montrer à la Chambre combien il est difficile en ce moment, et en tout temps, de s'engager dans la voie où on la convie.

On arriverait donc à ce chiffre, qui est aussi vraisemblable que le chiffre indiqué par la Commission.

M. le rapporteur. — Permettez-moi pourtant de faire remarquer qu'avec les modifications d'âge et les introductions de différentes catégories, j'arrive à 2.900.000 retraités.

M. Jules Roche. — Je le sais, mais je parle de votre tableau primitif.

M. le rapporteur. Il ne se rapporte pas aux conditions actuelles.

M. Jules Roche. — C'est exact. J'ai noté votre chiffre de 2.900.000 retraités et je vais y venir.

Enfin, il faut ajouter à votre tableau primitif ceux qui pourraient être retraités en vertu des dispositions que la Chambre a votées. Elle a abaissé l'âge de la retraite, le point de départ de l'application de la loi, de soixante-cinq à soixante ans; elle a appliqué le bénéfice de la loi à un certain nombre de salariés qui primitivement n'y étaient pas admis, etc. En définitive les calculs de *M. le rapporteur* l'amènent, en effet, à 2.900.000 retraités dans son dernier rapport mais, par une autre méthode que je viens d'indiquer, la Chambre voit qu'on peut arriver très raisonnablement au chiffre de 3.126.000, en supposant toujours que le nombre des assujettis ait été bien calculé et qu'il ne soit pas plus considérable que celui qui ressort du recensement de 1896. Et encore faut-il supposer que la loi reste ce qu'elle est.

De ces différentes modifications, il résulte que la charge définitive totale de la loi serait, non plus une dépense de 900 ou 980 millions, mais, pour 3.126.000 retraités, avec la moyenne de 407 francs de pension, de 1.250 millions qu'il faudrait plus tard verser aux retraités.

A un autre point de vue, on pourrait discuter sur la question de savoir si le nombre exact des bénéficiaires doit bien être restreint au chiffre de 1.654.000 donné dans le rapport de ce matin. Primitivement c'était 960.000. A la suite des modifications apportées par la Chambre, *M. le rapporteur* calcule que l'augmentation porterait le total à 1.654.000 bénéficiaires à 120 francs.

La encore, il serait facile d'établir un calcul aussi vraisemblable que celui du rapport et de démontrer que la dépense sera, dès le début, d'au moins 30, 40, peut-être 50 millions supérieure au sacrifice prévu par le rapport. Mais, je le répète, si j'ai présenté ces observations, c'est simplement pour montrer à la Chambre qu'on peut procéder, par des méthodes de calcul aussi fondées, aussi vraisemblables que celles qui ont été jusqu'ici pratiquées devant elle, et arriver à des résultats infiniment plus considérables.

La vérité, c'est que toutes les fois qu'on a procédé à l'établissement d'une loi de retraites, partout, toujours, quelque soin qu'on ait pris, l'événement a déjoué tous les calculs et a majoré dans des proportions énormes les évaluations primitives.

Jusqu'à présent, la science des actuaires n'a pas disposé de moyens d'observation suffisants pour établir des calculs certains; de sorte que, lorsque la loi est votée, s'il s'agit d'une loi, lorsque l'institution est établie, s'il s'agit d'une institution privée, au bout de quelques années les mécomptes les plus décevants surgissent et bouleversent les premiers calculs.

J'en donnerai seulement quelques exemples. On invite la Chambre à voter une loi qui est la plus importante peut-être, comme conception législative, qui lui ait été soumise dans cette enceinte depuis de longues années; il faut cependant qu'elle réfléchisse à l'œuvre à laquelle elle est conviée et qu'elle se décide non point seulement par des considérations de sentiment — nous sommes tous d'accord sur ce terrain — mais par des considérations pratiques; il faut qu'elle se rende compte si l'œuvre qu'elle veut entreprendre est à la hauteur de ses forces ou si elle les dépasse, et si elle dépasse non seulement les forces de la Chambre, mais encore celles du pays.

En Angleterre, par exemple, on a fait non pas une loi de retraites, mais une loi d'assistance, à laquelle ont fait allusion deux des orateurs qui m'ont précédé. Cette loi ne porte pas sur le budget de l'État, mais sur les budgets locaux; elle a été remaniée bien souvent et en dernier lieu en 1879. A ce moment-là, pour ne considérer que l'Angleterre et le pays de Galles — car l'Écosse et l'Irlande, vous le savez, ont des régimes et des budgets particuliers — le chiffre arrêté était de 221 millions de francs. On pouvait supposer que ce chiffre ne varierait pas beaucoup; et cependant, en 1901, le total des sommes allouées s'était déjà élevé à 361 millions, c'est-à-dire qu'il s'était produit une augmentation de 55 0/0.

M. Édouard Vaillant. — Les Anglais considèrent qu'ils n'ont pas de loi de retraites!

M. Jules Roche. — Je n'apprécie pas, M. Vaillant; je constate des faits matériels et j'indique qu'il y a eu augmentation de dépenses de 63 0/0 entre les deux dates que j'ai citées.

En Allemagne lorsqu'on a préparé la loi sur les retraites, on a fait des prévisions. La loi a été étudiée certainement avec autant de soin que celle que vous discutez aujourd'hui.

Personne n'ignore avec quelle méthode rigoureuse les Allemands en général exécutent leurs travaux législatifs comme les autres. Le Gouvernement, qui avait attaché la plus grande importance à la préparation de cette loi, avait évalué que, pour la première année, la part incombant à l'État s'élèverait à 4.787.000 francs la seconde année à 6 millions, la troisième à 8.450.009 francs, etc. La loi a été votée, elle a été exécutée. Qu'est-il arrivé? Les prévisions, qui avaient été établies avec tant de soin et avec tant de science par les actuaires et les législateurs allemands, ont été immédiatement dépassées. Au lieu de 4.787.000 francs pour la première année, la dépense a été de 7.575.000 francs; au lieu de 6.050.000 francs la deuxième année, on a eu 11.301.000 francs; au lieu de 8.450.000 francs la troisième, on a eu 14.171.000 francs; puis, au lieu de 10 millions, on a eu 17 millions, au lieu de 12 millions, 21 millions, etc.; à la dernière date que j'ai pu relever, en 1903, la part de l'État s'élevait à 52 millions de francs.

Si vous cherchez quel est le rapport entre les réalisations et les prévisions, vous constatez que les réalisations de dépenses à la charge directe du trésor allemand l'ont emporté sur les prévisions de 58 0/0, 86 0/0, 66 0/0, 63 0/0, 68 0/0, etc.

Si vous voulez appliquer cette proportion aux prévisions de la commission, aux prévisions du Gouvernement, à celles que j'ai pu préparer moi-même, à celles qui seront préparées par qui que ce soit, vous pourrez assurément admettre d'avance que tous les calculs seront démentis par l'événement à brève échéance et majorés de plus de 50 0/0.

M. Janrès. — Tant mieux !

M. Borgnet. — Pas pour les contribuables.

M. Jules Roche. — Vous dites : Tant mieux ! Cela dépend.

Considérez d'autres établissements, des établissements privés, et vous constatez les mêmes résultats.

Vous avez pu lire, comme je l'ai fait moi-même, les rapports de nos grands établissements, de nos grandes institutions, par exemple du Crédit foncier et des grandes compagnies de chemins de fer. Qu'y avez-vous constaté ?

Dans ces établissements, dans ces compagnies, dans ces sociétés, les calculs de retraites étaient faciles à faire ; on connaissait le nombre des assujettis. S'il est problématique pour nous, quand il s'agit des assujettis de la France entière, il n'est pas problématique quand il s'agit des employés d'une maison comme le Crédit foncier ; on sait leur âge, leur nombre ; on connaît leur salaire. Enfin il n'y a que l'inconnu qui est dans les choses, mais dans les faits particuliers, il n'y en a pas ; les éléments du calcul sont certains ; il semble qu'on ne puisse pas se tromper.

En 1899, le déficit de la caisse des retraites du Crédit foncier était devenu tellement important, dans cette maison si bien administrée, gérée avec tant de prudence, de méthode, où pourtant le nombre des assujettis n'est que d'un millier — je ne crois pas me tromper, monsieur le ministre des Finances — les mécomptes étaient tels qu'il a fallu voter 70.000 francs d'annuités pour combler le déficit pendant quarante ans. Où en est-on aujourd'hui ? M. le ministre des Finances pourrait me répondre, et je serais bien surpris si les calculs, qui ont été remaniés en 1899, n'ont pas donné de nouveaux mécomptes, et si aujourd'hui la caisse fonctionne telle qu'on l'avait prévue.

M. Pierre Merlou, ministre des Finances. — Cette caisse n'a pas aujourd'hui le fonctionnement qu'on avait prévu. Nous avons autorisé le Crédit foncier à faire un nouveau versement à la caisses des retraites pour que le fonctionnement des retraites soit complètement assuré.

M. Jules Roche. — Vous confirmez donc mon observation.

M. le ministre. — Je ne puis pas aller contre un fait matériel.

M. Jules Roche. — Dans les observations que je présente, je m'attache à écarter tout ce qui peut être une appréciation, l'expression d'un sentiment. Je m'attache à n'apporter que des faits matériels.

Voici donc le Crédit foncier qui a une seconde fois, il n'y a pas longtemps, il y a sept ans, en 1899, remanié son service. Instruit par l'expérience, il avait fait tout ce qu'il avait pu pour éviter de nouveaux mécomptes, et il a été obligé de combler un nouveau déficit, certainement plus considérable que celui qui s'était déjà produit, et de voter de nouvelles annuités. Voilà donc une preuve décisive de l'incertitude des calculs qui sont établis en pareille matière.

Voiez maintenant les grandes compagnies de chemin de fer, et vous pourrez constater par quelles allocations il leur a fallu subvenir au service des caisses de retraite pour que ces caisses puissent fonctionner.

Si vous prenez les rapports qui sont présentés aux compagnies, vous constatez que la compagnie du Nord par exemple a dû, pendant un certain nombre d'années, depuis 1895, je crois, verser quelque chose comme 60 millions, en chiffre rond, pour assurer le fonctionnement de caisses de retraite.

Prenez la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée ; vous constatez qu'en 1904, elle a dû voter une somme de 40 millions pour combler les déficits antérieurs et il lui a fallu ajouter une allocation supplémentaire pour l'année 1904 de 8 millions.

Cependant les versements sont beaucoup plus élevés qu'ils ne le sont dans le projet de loi que nous discutons.

Pour la compagnie du Nord, par exemple, les versements sur les salaires étaient fixés à l'origine à 3 0/0, soit 1 0/0 de plus que les versements sur les salaires exigés par le projet de loi. Les versements de la Compagnie ont été portés, à la dernière date que j'ai relevée, à 9 0/0.

Voilà donc un employeur qui verse 9 0/0, alors que l'employé verse 3 0/0, et cependant il a fallu y joindre l'ensemble de subventions de 60 millions à répartir sur un certain nombre d'années que je vous indiquais tout à l'heure.

A la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, les versements ont été élevés de 4 0/0 à 6 0/0, mais les allocations patronales s'élèvent à 10 0/0.

Ainsi, ces caisses sont beaucoup plus richement dotées que celles du projet en discussion, puisqu'au lieu de 2 0/0 d'un côté et 2 0/0 de l'autre, il s'agit de 4, 5 ou 6 0/0 et 10 0/0, et cependant il a fallu allouer des subventions d'un chiffre considérable.

Ces subventions ont été accordées volontairement par les actionnaires ou par leurs représentants, mais que de pareils mécomptes, au point de vue des erreurs professionnelles, se produisent à l'occasion d'un service public comme celui que vous voulez instituer, qui donc devrait en supporter la différence ;

Ce ne seraient plus des actionnaires qui, délibérément et volontairement, sur leurs propres ressources, accorderaient des subventions aux intéressés, mais l'ensemble des contribuables.

Ici, tout ce que vous votez a sa répercussion sur le pays. C'étaient autrefois les Grecs qui payaient les fautes des rois. Aujourd'hui, ce sont les contribuables qui payent les fautes et les erreurs de leurs représentants (*Très bien ! très bien ! au centre et sur divers bancs*).

Ces difficultés financières ne sont pas les seules ; il y en a encore d'autres. Vous avez prévu une institution assurément grandiose, une caisse nationale des retraites ouvrières, qui arriverait à posséder une accumulation de capitaux de 20 milliards !

Cette caisse de 20 milliards devrait, d'après vos tableaux primitifs, fournir un intérêt qui serait la grosse portion de l'ensemble des ressources destinées à subvenir aux retraites. Mais — ce n'est pas à un mathématicien comme M. Guieysse que j'ai à poser la question — mais a-t-on réfléchi à ce que représente une accumulation de capitaux de 20 milliards ?

M. le rapporteur. — Oui !

M. Jules Roche. — On se demande, dans les milieux militaires, quel Alexandre, quel César, quel Napoléon I^{er} pourrait, au jour de luttes qu'il faut considérer presque comme impossibles, manier les millions d'hommes que la mobilisation appellerait sous les drapeaux. Eh bien, je me demande quel Alexandre de la finance,

quel César, quel Napoléon de la science financière pourrait administrer d'une façon fructueuse ce formidable amoncellement de capitaux. Quel usage en ferait-il ? Quels placements opérerait-il ? Quel intérêt leur ferait-il produire !

M. Jaurès. — Vous avez rapporté, et fort bien, des budgets de 4 milliards...

M. Jules Roche. — Mais dépenser 4 milliards et en administrer 20 sont deux opérations singulièrement différentes...

M. Jaurès. — ... et le budget est un revenu qui peut représenter un capital de 80 milliards.

M. Jules Roche. — Heureusement pour la nation française, ce n'est pas nous qui administrons sa fortune. Les contribuables nous apportent 4 milliards de contributions ; mais ils administrent eux-mêmes leur fortune privée, et c'est pour cela qu'ils peuvent nous payer 4 milliards. Mais, si nous avons à administrer la fortune publique, soyez tranquilles, ce sont des milliards de déficit que vous trouveriez au bout de la gestion et non pas des milliards de profit (*Applaudissements au centre et à droite. — Exclamations à l'extrême gauche*).

Oh ! je sais bien, Messieurs, que ces choses ne comptent pas pour vous. Je sais qu'il y a des hommes doués d'une imagination heureuse qui leur fait perdre de vue les réalités et leur permet de vivre dans la cité des oiseaux dont parlait Aristophane (*Sourires*). On y est heureux et on y résout les problèmes les plus difficiles, par la raison très simple que, dans le domaine de l'imagination, il n'y a jamais de preuve contraire.

M. Jaurès. — Vous êtes imaginaire par excellence.

M. Jules Roche. — Mais quand il faut en arriver à administrer une caisse de 20 milliards, quand on parle de cette conception devant des hommes raisonnables et qu'on leur dit que cette caisse fournira des ressources, il faudrait cependant bien expliquer comment ces ressources seront produites et qui administrera, gèrera, remuera ces 20 milliards (*Très bien ! Très bien ! au centre et à droite*).

On parle beaucoup des grandes compagnies d'assurances américaines qui passent pour les plus puissantes, qui détiendraient les ressources les plus considérables. L'avoir des trois plus grandes s'élève, pour l'une à 2.258 millions de francs, pour une autre à 2.284 millions, et, pour la troisième à 2.245 millions. Mais combien ces chiffres sont encore loin de celui de 20 milliards !

J'appelle l'attention de la Chambre d'abord sur la difficulté, à mon avis insurmontable, d'administrer une pareille accumulation de capitaux, et ensuite sur un point qui a jusqu'à présent été négligé dans tous les calculs qui ont été exposés à cette tribune ou dans les rapports ; je veux dire les frais de gestion de cette caisse nationale des retraites. Comment l'administrera-t-on et surtout à quelle somme s'élèveront les frais d'administration de cet immense empire ? C'est là, Messieurs, un point capital qui n'est pas examiné, sur lequel il faudrait cependant chercher quelques lumières.

On peut les trouver par comparaison, par analogie.

En Allemagne existe l'institution qu'on peut considérer comme se rapprochant le plus de celle que vous voulez établir ; nous avons ses comptes, ils nous permettent d'établir un calcul approximatif des charges que nous avons à prévoir. Les frais de gestion notamment sont indiqués d'une façon très nette ; à l'aide des éléments que nous fournit la caisse allemande, nous pouvons escompter ce qui se passerait chez nous.

Il résulte des comptes officiels publiés de 1891 à 1903 que les frais de gestion ont été successivement de 4.797.000 francs, 5.950.000 francs, 6.190.000 francs, 9.589.000 francs, etc.; en 1902, ils ont été de 14.776.300 francs.

En calculant le rapport de ces frais de gestion aux dépenses, on constate qu'il est, au début, de 35 et de 40 0/0, et, en dernier lieu, de 14 0/0. En 1902, les 14.776.000 francs de frais de gestion représentant en effet 14 0/0 de la dépense.

Appliquez cette formule à la caisse des retraites préparée au moment où elle battrait son plein, vous aurez, dès le début, quel que soit le total, une dépense de 14 0/0; vous auriez donc à dépenser autant de fois 14 millions qu'il y aura de centaines de millions.

Mais ce mode de calcul n'est pas admissible. Si on examine comment les choses se passent en Allemagne, il paraît impossible, de l'avis des hommes les plus expérimentés en la matière, que le mode d'administration de l'Allemagne soit appliqué en France. On ne pourra pas employer le système des feuilles parce que, les versements étant proportionnels aux salaires, il faudra se livrer à une série d'opérations aussi différentes les unes des autres qu'il y a de têtes d'assujettis. Le système allemand repose sur une prime en quelque sorte fixe; le système des feuilles et des timbres peut s'appliquer parce que les timbres sont identiques.

Mais avec le système des 2 0/0, autant de salaires, autant de retenues de 2 0/0 et, par conséquent, impossibilité matérielle presque absolue d'employer les timbres; dès lors, nécessité de constater les versements à l'aide d'écritures, comme cela se passe pour la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et pour les caisses d'épargne.

Si vous considérez les frais de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, vous constatez que ces frais s'élèvent à 40 centimes par versement. Étant donné le nombre des assujettis qui sera de 12.500.000 et le nombre de versements qui, aux termes de la loi, devront être effectués à raison de un par quinzaine, soit vingt-six par an, vous arrivez très facilement à établir un chiffre total de 80 millions de francs.

Mais ce calcul ne peut pas être appliqué, il est beaucoup trop faible; les opérations de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont sans analogie avec celles qui seraient nécessitées par la loi que vous préparez, si bien que, s'il faut chercher des opérations qui ressemblent à celles de votre Caisse nationale, vous les trouverez, et encore d'une façon insuffisante, dans la comptabilité des caisses d'épargne.

Chaque versement coûte 83 centimes pour la Caisse nationale d'épargne et 1 fr. 28 pour les caisses d'épargne ordinaires. Prenez une moyenne de 1 franc, elle n'est certainement pas trop élevée. Avec une moyenne de 1 franc et le nombre considérable de versements que j'indiquais tout à l'heure, on arrive à des chiffres vraiment formidables, et qui dépassent plusieurs centaines de millions: on arrive à 325 millions, à 340 millions (*Exclamations à l'extrême gauche*).

Messieurs, j'entends vos protestations. Cependant il faudra vous expliquer sur ces questions, avec les hommes qui ont l'expérience de ces choses, qui président à ce genre d'opérations et qui engageront leur responsabilité devant la Chambre, en déclarant comment ils voient les choses, ce qu'ils croient possible et ce qu'ils

considèrent comme impossible (*Applaudissements au centre et sur divers bancs à droite*).

M. Jaurès. — Tout le monde était partisan de la loi et maintenant que vous la déclarez inapplicable, nos collègues applaudissent !

M. Charles Benoist. — Nous ne sommes pas partisans des vaines manifestations.

M. Jules Roche. — Par l'application d'un certain nombre de formules jusqu'à présent abstraites, présentées sous une forme impondérable, insaisissable, à l'état d'idées pures, vous commencez, Messieurs, à voir quelles seraient les réalités qui sortiraient de votre loi le jour où elle serait promulguée. Ce sont des centaines de millions à inscrire au budget...

M. Édouard Vaillant. — Cela coûterait moins que les spéculations marocaines !

M. Jules Roche. — ...soit pour les frais d'administration, soit pour les subventions que l'État devrait fournir pour compléter les pensions.

Je vous le demande alors, ne pouvant pas me résigner à accepter sur ce point la méthode de travail qui a été indiquée par l'honorable président de la Commission, où prendrez-vous ces ressources ?

Il n'est pas admissible, en effet, qu'une Chambre vote une loi semblable, entraînant de telles charges, sans les avoir mesurées autant qu'elle le peut, et, dans tous les cas, sans avoir recherché comment elle pourra faire face à une pareille dépense.

M. Édouard Vaillant. — On a voté des primes à la navigation ! On se livre à des spéculations au Maroc !

M. Jules Roche. — On a eu tort une fois, mais ce n'est pas parce qu'on a eu tort une fois qu'il faut avoir tort deux fois, ni parce qu'on a eu tort deux fois qu'il faut avoir tort trois fois.

Je présente mes observations très tranquillement, et ne dis rien qui puisse vous passionner.

M. Paul Constant (Allier). — Si ! Nous sommes bien obligés de vous répondre.

M. Édouard Vaillant. — Vous parlez contre la loi ; nous, nous la défendons !

M. Jules Roche. — Je le répète, pour moi, il n'est pas possible de ne pas tenir compte, dès à présent, de la seconde partie du problème qui consiste à savoir à l'aide de quelles ressources budgétaires on ferait face aux conséquences inévitables de la loi. Ces conséquences inévitables dans le budget peuvent entraîner, dès le début, une dépense de plus de 300 millions qui s'élèvera rapidement à des chiffres infiniment supérieurs, peut-être 400, 500, 600 millions. Personne ne peut poser une limite et dire à ce flot montant des centaines de millions : « Tu n'iras pas plus loin ».

M. Paul Constant (Allier). — C'est de l'exagération.

M. Jules Roche. — Mais, Messieurs, il n'y a pas que les observations financières à présenter sur un projet de cette nature, il y a des observations et des objections d'ordre économique qui sont encore, à mon avis, bien plus fortes que les objections d'ordre purement financier et budgétaire (*Très bien ! très bien !*)

Lorsque vous concevez une institution comme celle dont nous nous occupons et qui prévoit une accumulation de capitaux de 20 milliards, de prélèvements qui, à l'aide des cotisations patronales et ouvrières s'élèveront chaque année à 300 ou 400 millions, sur l'ensemble des salaires, sur l'ensemble des produits industriels, commerciaux, agricoles, et des subventions budgétaires qui s'élèveront nécessairement à 300 ou 400 millions, il faut totaliser ces sommes.

Peu importe comment vous les écrivez ; que vous écriviez 300 millions dans le budget, et 300, 400, 500 millions hors du budget, dans la comptabilité de la caisse, cela n'empêche pas que c'est le contribuable qui fournit toutes ces ressources. Ce qu'il faut considérer, ce n'est donc point les étiquettes que vous attachez au prélèvement des ressources, mais ce sont ces ressources elles-mêmes dans leur réalité. Elles font un bloc qui pèse tout entier sur les épaules des contribuables et dont le poids est ressenti, au point de vue économique, de la façon la plus dangereuse par l'ensemble de notre industrie (*Très bien ! très bien !*)

Je sais bien qu'il est facile de dire aux ouvriers : Vous ne payerez que 2 0/0 de cotisations ; c'est le seul fardeau que vous aurez à supporter. C'est un argument qu'on présente bien souvent pour d'autres natures de dépenses : « Ce n'est point vous qui payerez, c'est l'État ».

Mais qui donc est l'État ? C'est vous, c'est nous, tous les contribuables ! Ce sont tous les Français qui sont l'État, en matière budgétaire et en matière économique, et toutes les fois que par une disposition législative, quelle qu'elle soit, vous décrétiez un prélèvement sur l'ensemble de la fortune publique, quels que soient les écritures et les artifices de comptabilité, c'est le contribuable qui supporte le fardeau. (*Très bien ! très bien !*)

Croyez-vous qu'à l'heure où nous sommes il soit possible, il soit prudent d'imposer aux contribuables une charge comme celle qui les menace ? Vous êtes-vous bien rendu compte de la répercussion de telle ou telle disposition particulière du projet sur l'industrie, sur le commerce, sur les forces vives de ce pays ?

On a fait des calculs, que je n'ai point vérifiés moi-même, mais qui me paraissent établis avec le plus grand soin et qui n'ont pas été, que je sache, contredits. Ces calculs ont montré, par exemple, que les cotisations patronales, établies par le projet, sont dans leur ensemble deux fois et demie plus élevées que celles qui sont établies en Allemagne. Ce serait donc un surcroît de charges deux fois et demie plus lourd que celui que la loi allemande impose à l'industrie et au commerce allemands, que vous imposeriez à l'industrie et au commerce français.

Pour mesurer le rapport des cotisations patronales aux patentes, on a dressé un tableau qui n'est pas le résultat de moyennes, mais qui a été basé sur des établissements particuliers, déterminés ; on a fait le calcul, les industriels et les négociants en ont eux-mêmes fourni les éléments. Il en résulte que, sur 14 établissements d'industrie textile qui ont été ainsi étudiés au point de vue de la répercussion de la loi, le pourcentage de la contribution patronale serait, dans celui qui serait le moins frappé, de 115 0/0 de la patente.

Celle-ci serait donc plus que doublée. Mais ce n'est rien ; dans l'établissement qui est le plus favorisé parmi les autres, la contribution patronale est de 196 0/0 de la patente, soit le double. Cette proportion augmente ensuite ; je trouve 204 0/0, 222 0/0, 313 0/0, 344 0/0, 600 0/0, 700 0/0 ; c'est-à-dire que dans ces établissements industriels la cotisation patronale serait 2, 3, 4, 6, 7 fois plus élevée que la patente. Or, ces patentes sont très fortes ; elles seront, par exemple, de 2.000 fr., de 1.500, de 5.000, de 7.000, de 9.000, de 10.000 francs. Ce chiffre serait donc doublé, triplé, sextuplé dans certains établissements.

Ne dites pas que ce seraient les patrons qui payeraient, vous savez bien qu'en pareille matière les salaires des ouvriers, les bénéfices des patrons et les frais

généraux sont des vases communicants. (*Très bien ! très bien !*). Vous ne pouvez rien retirer de l'un que le niveau de l'eau ne s'abaisse dans les autres; c'est une répercussion fatale. Vous aurez beau écrire dans vos lois les dispositions les plus rigoureuses, les plus impératives, les inhibitions les plus dures, les ordres les plus formels, vous ne vaincrez pas la nature des choses et vous n'y pourrez rien; les phénomènes économiques sont plus forts que le législateur. (*Très bien ! très bien !*)

Vous l'avez bien vu, ils ont été plus forts, sous la Révolution, que le comité de salut public, que la guillotine elle-même. On n'a rien pu faire par la loi du maximum; on n'a rien pu faire, par toutes les lois qui ont été votées, contre les principes économiques, non pas des principes sortis de la pensée des hommes, mais des lois naturelles qui s'appliquent dans le domaine économique, comme la loi de la chute des corps dans le domaine de la physique et de la mécanique.

M. Paul Constans (Allier). — C'est comme la concentration capitaliste.

M. Jules Roche. — Vos irritations, vos passions n'y peuvent rien; les choses sont ainsi et personne ne les changera (*Très bien ! très bien*).

Si vous faites ce prélèvement sur l'industrie de votre pays, dans quelle situation la mettez-vous par rapport aux industries concurrentes ?

Messieurs, vous avez certes raison de chercher un adoucissement à la douleur humaine; vous avez certes raison de vouloir combattre la misère; je suis pleinement d'accord avec vous. Mais qui donc peut concevoir cette étrange politique qui consisterait à désirer le malheur public ? Qui donc ne souhaite pas d'apporter un soulagement aux souffrances des déshérités de la fortune ? Toute la question est de savoir quels moyens il faut prendre et si ceux que vous proposez sont les bons. Vous êtes convaincus que votre système serait efficace et que, par votre organisation des retraites obligatoires, non pas telle qu'elle existe dans certains pays, mais telle que vous l'avez conçue, vous obtiendriez des résultats heureux pour l'ensemble de la nation. Mais c'est là qu'est le problème, et laissez-moi vous dire que, à moins que vous ne vous érigiez en esprits infailibles, il est permis de penser autrement que vous. On le peut d'autant mieux que l'expérience du genre humain est contre vous.

Les faits, tels qu'ils sont connus jusqu'au moment de l'évolution humaine où nous sommes, prouvent que le meilleur moyen de soulager la douleur et de diminuer la misère n'est pas de chercher des institutions artificielles pour venir en aide directement et immédiatement à cette misère. Je ne prétends pas — ne me faites pas dire ce que je ne dis pas et ne pense pas — qu'il ne faut pas venir en aide immédiatement et directement à ceux qui souffrent; cela est entendu : mais je dis qu'il s'agit de savoir comment. Turgot lui-même avait dit, bien avant la Révolution française, que venir en aide à ceux qui souffrent est le devoir de tous; mais il n'avait pas dit : C'est le devoir de l'État. Il avait dit — c'est une autre conception toute spéciale — que c'est le devoir de chacun.

En définitive, venir en aide à la misère, c'est augmenter la richesse publique. Avec quoi vient-on en aide, sinon avec la richesse préexistante ? Plus vous favorisez le développement de cette richesse générale, plus vous venez par voie de répercussion immédiate et nécessaire, en aide aux classes les moins heureuses.

Ce développement de la richesse, vous le favoriserez en facilitant les conditions du travail et non pas en les compliquant, en faisant surgir des obstacles

toujours nouveaux devant l'industrie, le commerce, le travail, l'énergie humaine; en faisant peser chaque jour de nouvelles charges par des conceptions arbitraires nouvelles, par des systèmes arbitraires, sur les épaules de ceux qui dirigent le travail, sur les épaules de ces chefs d'industrie, de commerce, de ces patrons, enfin, grâce à l'intelligence, à l'effort, à l'habileté desquels le travail des salariés devient fécond, tandis que ceux qui ne disposent que de leurs bras seraient bien souvent impuissants sans le concours de celui qui apporte sa pensée (*Très bien! très bien*).

C'est par le développement de la richesse publique que vous viendrez véritablement en aide à la misère; mais si, au contraire, sous prétexte de la soulager directement vous mettez en œuvre des moyens qui alourdissent le travail, qui l'arrêtent surtout dans sa marche concurrencée par les rivaux étrangers, alors vous tournez le dos au but que vous voulez atteindre; vous ne venez plus en aide aux classes qui suscitent votre sollicitude comme elles suscitent la sollicitude de tout le monde; vous leur rendez la vie plus difficile et vous leur réservez, par les déceptions d'une loi qui ne tiendra pas ses promesses, un lendemain plus dur que les jours de misère actuels.

Cela est si vrai que l'instinct a singulièrement bien servi ceux dont vous vous préoccupez. Vous avez consulté les associations patronales, les syndicats patronaux, mixtes, ouvriers, sur tel ou tel point de la loi, sur l'ensemble même de la loi; et vous connaissez leurs réponses : sur 1.959 réponses relatives à l'ensemble de la loi, il y en a eu 215 favorables et 1.744, c'est-à-dire 89 0/0 défavorables.

Les neuf dixièmes des intéressés, directement consultés, ont donc répondu défavorablement; ils ont repoussé le cadeau dangereux, le don funeste que vous voulez leur apporter, et vous me permettrez bien de les croire au moins aussi éclairés que vous et que nous sur leurs propres intérêts. Ces ouvriers, que vous voulez astreindre à ce prélèvement de 2 0/0, ces patrons dont un si grand nombre ont établi chez eux des institutions de retraites, et que vous voulez astreindre à une règle unique, uniforme, ne tenant pas compte des diversités de temps, de lieu, d'industrie, de commerce, eux qui savent, eux qui voient de près la réalité immédiate, ils vous ont répondu : Non, nous ne voulons pas de votre don, nous refusons votre bienfait, parce que nous en comprenons, nous en devinons trop les périls.

Dans des conditions comme celles-ci, devant les difficultés financières que vous touchez un peu du doigt, qui sont bien plus graves encore que je n'ai pu vous l'indiquer, devant les répercussions économiques redoutables que vous seriez les premiers à regretter, comme moi, après l'entrée en vigueur de votre loi — car elle entraînerait on ne sait quelles complications, quels troubles, quels désordres dans toute l'industrie et dans le commerce français — en présence de tels dangers certains, je demande si en vérité la Chambre ne ferait pas œuvre de sagesse et de patriotisme en disant : Nous avons commencé l'étude d'une loi que nous avons, au premier abord, cru pouvoir conduire à un bon résultat et nous avons déclaré l'urgence. Nous avons pensé que nous pourrions aboutir immédiatement, mais au fur et à mesure de la discussion, l'œuvre s'est transformée. M. le président de la Commission lui-même a qualifié de déraisonnable ou d'inapplicable l'œuvre qui s'accomplissait dans cette enceinte.

Si les auteurs immédiats de la loi, ceux qui y attachent le plus grand prix, ont

été ainsi forcés par l'évidence de porter un jugement je ne dirai pas aussi sévère, mais aussi exact sur la réalité, comment n'en ferions-nous pas autant nous-mêmes ?

Loi déraisonnable ! loi inapplicable ! et nous la voterions quand même ? Pourquoi ? Pour faire une manifestation ? Mais qui donc ici veut faire une manifestation sans résultats ? Non ! ce que vous voulez, c'est une réalité et vous voyez que la réalité est impossible dans les conditions où la loi vous est apportée, où vous avez à la voter. Et vous déclareriez que vous consacrez une œuvre impossible !

Ce qui est impossible, c'est qu'une Chambre française, une Chambre républicaine prenne une pareille décision.

C'est donc à vous de donner maintenant l'exemple le plus noble qu'une assemblée d'hommes raisonnables et conscients de leur devoir puisse donner, c'est de reconnaître ce qui est vrai, de ne pas poursuivre l'illusion, ni pour vous ni pour les autres, de ne pas donner à penser à ce pays qu'on peut demain charger son industrie, son commerce, ses forces productives d'un fardeau tel qu'il lui serait impossible de le supporter...

M. Plissonnier. — Vous n'apportez que des critiques; vous ne proposez rien. Il faut cependant faire quelque chose !

M. Jules Roche... — et que la concurrence étrangère immédiatement prendrait sur notre commerce et notre industrie une telle avance que les répercussions les plus redoutables se produiraient.

S'il en est ainsi, votre devoir de bons Français, de républicains, d'hommes de cœur et de conscience, c'est de reconnaître l'impossibilité et de montrer que vous placez, au-dessus de tout, l'intérêt du pays que vous représentez, en lui disant la vérité (*Vifs applaudissements à gauche et à droite*).

DISCOURS DE M. MILLERAND.

Justification du projet.

M. Millerand, président de la commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Je ne monte pas à la tribune pour répondre à M. le ministre des Finances, surtout après les dernières paroles qu'il a prononcées. Je me contenterai de dire, après lui, qu'entre les prévisions du Gouvernement et celles de la Commission, telles qu'elles ont été formulées par l'honorable rapporteur M. Guieysse, on ne peut pas juger aujourd'hui avec certitude de quel côté est la vérité.

Mais, au point où en est la discussion, à l'heure où la Chambre touche au terme de débats si laborieux et qui lui font tant honneur, vous me permettrez de répondre brièvement aux reproches si graves, formulés du reste avec tant de courtoisie, de l'honorable M. de Ramel, dont M. Arnal a repris aujourd'hui la thèse, de l'honorable M. Charles Benoist, dont je connais d'ailleurs la sympathie agissante pour les réformes sociales, enfin de l'honorable M. Jules Roche.

La loi, selon eux, serait une simple manifestation si, en regard des dépenses qu'elle provoque, vous n'y inscrivez pas les recettes correspondantes; elle serait une ébauche dont les dessous à peine sont indiqués; elle serait enfin une tentative faisant grand honneur à la générosité d'esprit et de cœur de ses auteurs, mais condamnée par l'expérience à un avortement fatal, et qui d'ailleurs, si par

malheur elle venait à aboutir, serait pour notre commerce et notre industrie le signal de la ruine.

Est-il vrai que si vous ne doublez pas la loi des retraites d'une loi de finances, vous ne fassiez qu'une simple et vaine manifestation?

Permettez-moi d'abord de m'étonner qu'on exige de la loi que vous votez ce qu'on n'a pas imposé à d'autres réformes non moins graves et non moins coûteuses (*Applaudissements à gauche*). Le jour où le ministre des Finances, prédécesseur de l'honorable M. Merlou, a été entendu par la Commission, il a le premier rappelé que lorsque le parlement républicain avait voté les lois sur l'enseignement, il n'avait pas jugé nécessaire, en même temps, de voter les ressources correspondantes.

M. Jaurès. — C'est très vrai !

M. le président de la Commission. — Pourquoi ? Parce que c'eût été une méthode mauvaise et, à vrai dire, frappée d'impuissance. Sans doute, les réformes de la nature et de la portée de celle que vous étudiez en ce moment appellent les réformes financières; mais à vouloir faire en même temps les unes et les autres, vous prendriez le chemin le plus sûr pour ne faire aboutir ni les unes ni les autres. (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

La loi des retraites est d'ailleurs assez malaisée, assez complexe pour qu'on ne cherche pas à la compliquer de questions qui lui sont étrangères; si malaisée et si complexe qu'on nous a accusés d'avoir, en fin de compte, bâti je ne sais quoi d'informe qui n'a de nom dans aucune législation.

Est-ce exact et un reproche si dur est-il mérité?

Pour en juger, il faut jeter de haut et d'ensemble un regard sur l'œuvre que vous venez d'édifier. Quelle en est la synthèse ? Tous les salariés de France — 12 millions au bas mot — vont se voir constituer à soixante ans une retraite qui, formée par un prélèvement de 2 0/0 sur leurs salaires et par une cotisation égale de leurs employeurs, est, si elle n'atteint pas 360 francs, portée à cette somme par une majoration de l'État. Tous les ouvriers dont le salaire quotidien n'atteint pas 1 fr. 50 sont dispensés de prélèvement.

Voilà le régime des retraites obligatoires.

A l'instant même où la loi entre en application, elle répare, dans la mesure du possible, les injustices du passé en accordant à tous les vieillards de soixante ans et au-dessus une retraite de 120 francs qui, pour les travailleurs âgés, au moment de la promulgation de la loi, de cinquante-neuf à trente-cinq ans est, en vingt-cinq ans et par cinq paliers successifs, portée de 120 francs au minimum légal de 360 francs.

Et, trait caractéristique qui donne à cette loi une singulière valeur sociale, aucune différence n'est établie entre les travailleurs des villes et les travailleurs des champs (*Applaudissements*).

La République fait à tous le même sort, assure à tous les mêmes garanties. Je me trompe : si elle manifeste une préférence, c'est en faveur de l'agriculture (*Très bien ! très bien !*); aux colons partiaires, aux métayers, aux fermiers elle donne, s'ils ne font pas une déclaration contraire, la participation aux retraites obligatoires. Les retraites facultatives sont largement ouvertes, avec les majorations de l'État correspondantes aux petits patrons, aux petits commerçants, aux petits cultivateurs.

Faisant une loi d'assurance sociale, vous ne pouviez pas négliger ceux qui ont

été les pionniers de la prévoyance. La mutualité reçoit de vous des faveurs aussi légitimes qu'indiscutables. En même temps que vous fondez l'assurance contre la vieillesse, vous favorisez, dans des proportions jusqu'alors inconnues, l'assurance-maladie.

M. Jaurès. — Très bien !

M. le président de la Commission. — En conférant à la mutualité des avantages certains, vous créez par là même l'amorce d'une loi sociale nouvelle. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*).

Peut-on dire qu'une telle loi ne soit qu'une ébauche ?

Une proposition qui renferme tant de dispositions tutélaires et surtout un système si nettement et si fortement assis ne mériterait pas le nom de loi ? Ce serait une injustice criante de le prétendre. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

N'oubliez pas en outre qu'en dehors du mécanisme essentiel de la loi, on y trouve un avantage accessoire qui n'est certes pas indifférent : je veux parler de la disposition qui, dès le jour de sa promulgation, assure à toute famille ouvrière de France qui voit disparaître son chef le secours immédiat et prolongé de l'État.

Non, Messieurs, une loi qui contient des dispositions de cette nature ne mérite pas les critiques excessives qu'on lui a adressées (*Très bien ! très bien !*) Sans doute, elle peut être retouchée, elle peut être améliorée ; ce sera le devoir du Gouvernement de prendre l'initiative et la responsabilité des modifications utiles et possibles qui, dans la législation prochaine, doivent préparer et assurer l'entente entre les deux Chambres.

Dès aujourd'hui et sans prévoir l'avenir, nous avons le droit de dire qu'un grand résultat est acquis.

N'est-ce donc rien, Messieurs, après les vingt-cinq années dont parlait hier M. de Ramel, en dépit de tant d'obstacles de toute nature accumulés sous nos pas, n'est-ce donc rien d'être parvenu à mettre sur pied une loi telle que celle dont, d'une manière bien imparfaite et bien incomplète, je viens d'esquisser les grandes lignes.

On ne dit pas que ce ne soit rien et l'honorable M. Jules Roche a rendu à la Commission un hommage qui l'a profondément touchée ; mais il s'est empressé d'ajouter que la tentative qu'elle faisait était une tentative impossible, condamnée par l'expérience et par les faits.

« Voyez autour de vous, disait-il, chez nous, les grandes sociétés de crédit, les compagnies de chemins de fer ; au dehors, l'Angleterre avec sa seule loi d'assistance, l'Allemagne avec sa loi de retraites ; toutes ont été débordées, toutes ont vu leurs prévisions déçues, leurs calculs déjoués ».

L'honorable M. Guieysse, avec la compétence particulière qui est la sienne, a répondu d'un mot à ces arguments. Voulez-vous me permettre de compléter d'une simple observation la réponse qu'il a déjà opposée ?

Fidèle à la méthode qu'il affectionne, l'honorable M. Jules Roche s'est défendu de construire aucun système, de hasarder aucune hypothèse ; il a prétendu ne nous apporter que des faits. Dans son souci d'analyser et de scruter les faits et les chiffres qu'il faisait défiler sous nos yeux, il me semble bien avoir laissé passer, sans le voir, de tous ces faits le plus considérable, celui qui domine de haut toutes ces discussions, c'est le fait que partout, à l'heure actuelle... (*Applaudis-*

sements à gauche et à l'extrême gauche)... le même souci qui nous anime inspire nos voisins.

Ce n'est pas seulement l'Allemagne qui a fait une loi des retraites et qui, certes, ne songe pas à y renoncer; c'est la prudente Angleterre qui, malgré les déceptions que lui aurait causées sa loi sur l'assistance, a mis à l'étude, depuis de longues années déjà, une loi sur les retraites dont les récents événements politiques ne manqueront pas, selon toute vraisemblance, de hâter l'examen et l'adoption (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

C'est là un phénomène bien digne, j'imagine, de retenir notre attention. Il ne se passe pas dans un pays de rêves, dans la cité des oiseaux dont vous parliez hier. Il se produit à nos portes, chez les peuples les plus pratiques, dont nous ne sommes que trop payés pour le savoir, l'industrie et le commerce sont le plus florissants (*Nouveaux applaudissements*).

Ah! si nous étions condamnées à opter entre la misère des vieux travailleurs et la fortune du pays, si l'une était la rançon de l'autre, ce serait pour notre foi républicaine une bien cruelle épreuve.

Devrions-nous donc renoncer pour longtemps, sinon pour toujours, à voir se réaliser notre idéal : l'adaptation des conditions économiques à notre régime démocratique ?

Il n'en est rien Messieurs. Quelles dépenses méritent mieux le nom de productives que, par définition même, celles qui ont pour but d'accroître la valeur du producteur ? (*Applaudissements*).

L'honorable M. Jules Roche nous reprochait, en trouvant d'ailleurs à notre égarement des excuses, de céder à des considérations sentimentales. Il se trompait. La misère n'émeut pas seulement notre sensibilité, elle indigne notre raison (*Applaudissements*).

C'est parce que nous sommes ardemment dévoués à la grandeur de notre pays, c'est parce que nous ne mettons rien au-dessus, que nous voulons, d'une volonté passionnée, tout faire pour augmenter sans cesse la valeur matérielle, intellectuelle et morale de ses enfants (*Très bien! très bien!*).

Que M. Jules Roche me permette de le lui dire : sans doute la majorité des industriels élève contre la loi des retraites les mêmes critiques et manifeste les mêmes appréhensions que leur inspirait la loi contre les accidents (*C'est cela. — Très bien! à gauche*). Mais, heureusement, il est des exceptions, et des plus notables. Au cours de ces longs débats, j'ai eu l'occasion de vous citer l'opinion si nette de la Chambre de commerce de Marseille, celle aussi d'un très distingué membre de la Chambre de commerce de Paris. M. Sciana, auteur d'une étude des plus dignes d'attention sur l'emploi des ressources accumulées pour les retraites ouvrières. Il estime que la moitié de ces 20 milliards — qui excitaient hier chez notre honorable collègue de si vives appréhensions — pourrait, grâce à la loi nouvelle, sous l'impulsion et le contrôle désintéressés et autorisés de la fédération des chambres de commerce, servir, par une innovation heureuse, aux entreprises et à l'industrie nationales, au lieu, comme c'est trop souvent la coutume de l'épargne française, d'aller au dehors courir les hasards des placements étrangers (*Applaudissements à gauche*).

Dans cette conception, la loi des retraites se trouverait en même temps assurer la sécurité de l'ouvrier et favoriser l'industrie et la prospérité du patron (*Très bien! très bien!*).

Nous voilà loin, n'est-il pas vrai, des prédictions sinistres, dont nous attristait hier l'honorable M. Jules Roche. Nous voilà loin aussi de sa conclusion ; il nous demandait, sous l'euphémisme aimable du retrait de l'urgence, de voter le rejet de la loi.

M. Jaurès. — Très bien !

M. le Président de la Commission. — Suivre un tel avis, ce ne serait pas seulement faillir à des engagements solennels et réitérés ; ce serait tourner le dos à la politique qui est, dès aujourd'hui, et qui sera surtout, dans la législature prochaine, la politique nécessaire du parti républicain (*Applaudissements à gauche*).

La République a réalisé, pour une grande part, le programme politique de la démocratie. Elle a donné à ce pays les libertés de presse, de réunion, d'association qui sont l'instrument indispensable du fonctionnement normal des institutions libres. Elle lui a donné la gratuité et l'obligation de l'enseignement qui sont le corollaire indispensable du suffrage universel (*Très bien ! très bien !*)

Vous avez maintenant à poursuivre la réalisation du programme social de la République (*Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche*). Il y va de la paix intérieure de ce pays, de sa prospérité et de sa grandeur. Ainsi seulement vous pouvez espérer lui épargner les troubles et les convulsions dont nous devons tout faire pour le sauver (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

La loi que nous vous demandons d'adopter est une loi de civilisation et de paix ; c'est une victoire nouvelle de l'esprit de prévoyance et de solidarité. Son vote marquera un pas de plus vers l'accomplissement intégral de notre rayonnant idéal républicain.

Quelles que soient les critiques que l'esprit de système puisse diriger contre son principe, quelles que soient les améliorations dont ses détails soient susceptibles, telle quelle, Messieurs, la loi des retraites est une grande œuvre dont vous avez le droit d'être fiers (*Vifs applaudissements à gauche, à l'extrême-gauche et au centre. — L'orateur, de retour à son banc, reçoit les félicitations de ses amis*).

V

DISPOSITIONS VOTÉES (1).

Après avoir parcouru la discussion du projet de loi sur les retraites ouvrières, il nous semble utile de résumer l'ensemble des dispositions qui ont été votées et que nous avons reproduites en tête de ce volume.

Retraite obligatoire.

D'après le texte adopté, tout ouvrier ou employé, tout sociétaire ou auxiliaire employé par une association ouvrière à droit, s'il est de nationalité française et dans les conditions exigées, à une retraite de vieillesse à soixante ans, et, le cas échéant, à une retraite d'invalidité,

(1) Extrait du *Travail national*, article de M. Ch. Georgeot.

payable mensuellement, sur certificat de vie délivré sans frais par le maire de sa résidence.

Cette retraite est constituée par des versements des ouvriers et des patrons et un appoint fourni par l'État.

Versements de l'ouvrier et du patron.

La contribution de l'ouvrier et du patron sont égales, sauf exceptions qu'on verra plus loin.

Elles sont de 2 0/0 du salaire, y compris le salaire en nature, évalué dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique. L'ouvrier dont le salaire est inférieur à 1 fr. 50 ne verse rien.

Pour les employés qui ont des salaires supérieurs à 2.400 francs par an, la loi ne joue que jusqu'à concurrence de cette somme.

Les versements sont inscrits, ou des timbres-retraite sont apposés sur une carte annuelle d'identité qui est délivrée gratuitement à chaque assuré, et des pénalités correctionnelles sont édictées contre tout employeur ayant omis les appositions de timbres ou d'inscriptions des versements prescrits par la loi.

Il est même créé un tribunal arbitral, présidé par le juge de paix, qui a pour objet de trancher les contestations qui peuvent se produire au sujet des salaires, etc...

Contribution de l'État.

L'État verse, de son côté, la majoration nécessaire pour que la retraite atteigne le chiffre de 360 francs, pourvu que l'intéressé ait effectué pendant au moins trente ans des versements, à raison de 250 jours de travail au minimum par an.

Cependant l'ouvrier ou employé, quand il atteint l'âge de soixante ans dans ces conditions, peut ne pas demander encore la jouissance de sa retraite, qui est alors de 360 francs; s'il continue ses versements, les versements égaux de son patron s'y ajoutent pour augmenter d'autant sa retraite; mais alors, l'État n'y contribue plus pour rien. Si l'ouvrier âgé de plus de soixante ans, tout en travaillant, ne fait plus de versements pour sa retraite, le patron, lui, ne cesse pas de verser les 2 0/0 du salaire, mais ils vont alors à un fonds de bonification prévu dans la loi.

Retraites anticipées.

Par contre, pour certaines classes d'ouvriers ou employés (comme ceux des mines ou des industries particulièrement insalubres) la retraite

peut être liquidée à cinquante-cinq ans, toujours au chiffre de 360 francs.

D'ailleurs, l'ouvrier peut toujours demander la liquidation de sa retraite à partir de cinquante ans, si elle atteint le chiffre de 360 francs.

Retraites d'invalidité.

Enfin, si l'ouvrier ou employé est, avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, atteint de blessures ou infirmités involontaires qui l'empêchent absolument et pour toujours de travailler, il a le droit à la liquidation anticipée de sa retraite. Elle est alors bonifiée par le ministre du Commerce, sur des crédits spéciaux, sans toutefois qu'elle puisse devenir supérieure au triple du chiffre auquel elle avait été normalement liquidée et sans qu'elle puisse dépasser 360 francs. Ceci à condition que l'ouvrier ait travaillé pendant deux ans au moins, à raison de huit mois par an.

En cas de mort.

Si l'ouvrier ou employé décède avant sa retraite, en laissant soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et mère âgés de moins de seize ans, il est attribué par le ministre du Commerce, soit à la veuve, soit à l'ensemble des orphelins, 30 francs par mois pendant six mois, à dater du décès.

Caisse nationale.

Il est institué une Caisse nationale des retraites, qui centralise les opérations des caisses départementales, et c'est la Caisse des dépôts et consignations qui fait emploi des fonds énormes provenant des versements, par des placements dont le choix est limité par la loi.

Mais la loi permet aussi aux intéressés, pour assurer leur retraite, de recourir aux Sociétés de secours mutuels, aux caisses patronales ou syndicales, etc., sous la garantie de l'État.

Sociétés de secours mutuels.

Une Société de secours mutuels a le choix entre trois partis : ou bien rester étrangère au fonctionnement de la loi des retraites, ou, si elle s'y mêle, ne servir que d'intermédiaire entre ses membres et la Caisse nationale et, dans ce cas, elle est indemnisée de tous les frais que lui occasionne son intervention ; ou encore, elle peut vouloir assurer directement pour ses membres les retraites prévues par la loi, et alors c'est à elle que l'employeur est tenu de faire les versements.

Si la société mutuelle, agréée par le Gouvernement, réalise, en même temps que l'assurance contre la vieillesse, l'assurance contre la maladie et, le cas échéant, contre l'invalidité, ses membres pourront, par une déclaration écrite sur la carte d'identité ou sur le livret individuel, affecter le quart ou même la moitié de leur versement de 2 0/0 du salaire à l'assurance contre la maladie et l'invalidité, sans que leurs droits dans l'assurance contre la vieillesse soient amoindris et que leur retraite puisse être réduite à moins de 360 francs. Ceux d'entre eux qui, pour l'âge normal d'entrer en jouissance seront sûrs d'une retraite de 360 francs gagée sur des ressources certaines, pourront même consacrer la totalité de leur versement de 2 0/0 à l'assurance contre la maladie et l'invalidité. En vue de toutes ces assurances, la société mutuelle reçoit chaque année de l'État une allocation pour chaque sociétaire assuré.

Caisses patronales ou syndicales.

Sont dispensés d'effectuer les versements ou les appositions de timbres-retraite, les chefs d'entreprises qui ont organisé des caisses patronales, ou adhéré à des caisses syndicales de retraites, ou constitué entre eux des syndicats de garantie solidaire, après approbation du ministre du Commerce et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites.

L'arrêté approuvant chacune de ces institutions doit constater qu'elle est alimentée, au moins jusqu'à concurrence de moitié, par les employeurs et qu'elle assure des retraites de vieillesse au moins égales à celles de la Caisse nationale des retraites ouvrières.

Dans ce cas, les retenues sur les salaires pourront, du consentement des assurés, excéder 2 0/0, lorsque l'employeur verse au moins le double de ce que l'ouvrier verse en plus.

Période transitoire.

Mais, en attendant que la loi fonctionne, quelle sera la situation des ouvriers et employés qui travaillent aujourd'hui ?

« Les ouvriers, employés ou domestiques et les anciens ouvriers, employés ou domestiques visés à l'article 1^{er}, qui seront, depuis cinq ans au moins, de nationalité française, recevront une allocation viagère annuelle de 120 francs, s'ils sont âgés de plus de soixante ans au moment de la mise en vigueur de la loi, et au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, s'ils justifient de trente ans de travail à raison de deux cent cinquante journées par an, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances. La durée du service

militaire est réputée à cet égard équivalente à une même durée de travail.

Toutefois cette allocation de 120 francs, si des versements patronaux et ouvriers intervenaient pour la retraite, serait réduite de la quantité nécessaire pour que le total ne dépasse pas les chiffres suivants :

Zéro à cinq années de versement, 150 francs; cinq à dix années, 200 francs; dix à quinze années, 250 francs; quinze à vingt années, 300 francs; vingt à vingt-cinq années, 330 francs; vingt-cinq à trente années, 360 francs.

Les travailleurs agricoles.

La loi est applicable aux ouvriers et employés de l'Agriculture, ainsi qu'aux colons partiaires ou métayers et fermiers, toutes les fois qu'ils travailleront seuls ou n'emploieront que des membres de leur famille et un domestique, et qu'ils ne seront pas imposés à l'une des contributions directes pour une somme supérieure à 20 francs.

Leur versement comme celui de l'employeur, sera de 2 0/0 du salaire. Toutefois, les ouvriers agricoles dont le salaire ne dépasse pas 1 fr. 50 par jour, seront dispensés de verser; de même que les propriétaires, âgés de plus de soixante ans, et sans autres ressources, qui ne perçoivent pas des fermages supérieurs à 500 francs.

Ces retraites pourront être assurées par les syndicats professionnels agricoles agréés par le ministre.

D'autre part, les métayers ou colons partiaires et fermiers pourront, par déclaration à la mairie de leur domicile, s'affranchir de l'obligation de la retraite, dans les conditions ci-dessus; quitte à profiter de la disposition suivante :

Retraites facultatives.

En général, toutes personnes de nationalité française, non imposées à l'une des contributions pour plus de 20 francs en principal, et travaillant habituellement seules ou n'employant que des membres de leur famille, ainsi que leurs femmes ou veuves, pourront se constituer une retraite de vieillesse, pour elles ou les membres de leur famille travaillant avec elles, en opérant trimestriellement, à une caisse autorisée, des versements qui ne pourront être inférieurs à 1 franc pour chaque compte, ni excéder 500 francs par an. Un règlement d'administration publique règlera les conditions où ces versements pourront être remplacés par des timbres-retraite sur une carte d'identité.

Quand cette retraite, lors de sa liquidation dans les conditions générales fixées pour les autres retraites, n'atteindra pas 330 francs, l'État la bonifiera d'une somme qui pourra aller jusqu'à 120 francs, le chiffre de la retraite ne devant pas dépasser 360 francs. Ceci, pourvu que

des versements d'au moins 6 francs par trimestre aient eu lieu pendant trente ans.

Les moyens financiers.

Les retraites sont assurées pour la part de l'État :

1° Par un crédit spécialement inscrit chaque année au budget du ministère du Commerce;

2° Par le fonds de bonification alimenté, comme on l'a vu plus haut, par certains versements; par les amendes, les déshérences, les dons, les legs, etc.

En cas d'insuffisance des ressources budgétaires, la Caisse nationale pourra faire des avances, dans certaines conditions.

CONFÉRENCES
DE MM. MILLERAND ET GUIEYSSE
SUR LES
RETRAITES OUVRIÈRES ⁽¹⁾

DISCOURS DE M. MILLERAND.

Mesdames, Messieurs,

Devant un auditoire comme celui-ci, qui se préoccupe moins des mots que des réalités, le mieux, pour faire bien saisir l'importance et la grandeur de l'œuvre, c'est d'en exposer de la manière la plus simple et la plus claire l'économie. Je laisserai à mon ami et... complice, M. Guieysse le soin de vous parler de cette loi au point de vue financier ; ce n'en est d'ailleurs pas l'un des côtés les moins importants.

Quelles sont les *bases de la loi* des retraites ouvrières ?

La première, c'est *l'obligation*.

Les retraites sont obligatoires, c'est-à-dire que ceux qui se trouvent dans les conditions voulues pour toucher une retraite à l'heure où sonnera pour eux la vieillesse doivent se la constituer par leurs versements. Ayant à cœur d'esquisser devant vous les grandes lignes du projet beaucoup plus que d'entrer dans des discussions théoriques, je ne m'attarderai pas à justifier ce principe de l'obligation, qu'il était indispensable de poser, si l'on voulait vraiment faire une œuvre réelle et sérieuse. J'indique simplement d'un mot que, d'une part, l'obligation ne peut être représentée comme une nouveauté scandaleuse dans une législation où déjà l'obligation des retraites est imposée à la catégorie des ouvriers mineurs, c'est-à-dire à près de 200.000 travailleurs. Au surplus, la pratique a démontré la nécessité de l'obligation et prouvé à quel point Thiers avait raison, lorsqu'en 1850, discutant devant la Législative la création de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui existe encore aujourd'hui et qui date de cette époque, il disait : L'obligation, nous n'en voulons pas, d'abord parce qu'elle lèse la liberté,

(1) Ces conférences ont été faites, au lendemain du vote de la Chambre (28 mars), par le président et le rapporteur de la Commission de prévoyance sociale de la Chambre, sous les auspices de la Ligue de l'enseignement. Nous les publions presque intégralement.

et, ensuite, et surtout, parce que, si elle était adoptée, l'institution remplirait trop bien son but : il y aurait trop d'assurés, trop de dépenses. Laissons la liberté. Nous sommes tranquilles, les charges ne seront pas lourdes, parce qu'il n'y aura pas beaucoup de gens pour profiter de la liberté. Thiers avait raison et, un demi siècle plus tard, on pouvait constater que, les travailleurs ayant la pleine liberté de porter leurs économies à la Caisse des retraites pour la vieillesse, n'usaient pour ainsi dire pas de cette liberté. Sans doute, de grandes usines, de grandes compagnies, ont-elles obligatoirement fait inscrire tout leur personnel en bloc à la Caisse, mais on pouvait dire, en 1901, lorsque s'est ouverte devant la Chambre la première discussion sur la loi des retraites ouvrières, que l'ouvrier portant volontairement son épargne à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse était un mythe. Je sais bien que bon nombre d'entre les travailleurs ont fait partie de Sociétés de secours mutuels, mais les mutualistes ont été les premiers à reconnaître, — les plus autorisés d'entre eux l'ont avoué au cours de la discussion, — que les sociétés de secours mutuels, quelque développement qu'elles aient pris, quelques progrès admirables qu'elles aient accomplis, sont restées infiniment au-dessous de la tâche à remplir en ce qui concerne les retraites; à l'heure actuelle, le taux moyen des retraites servies par les sociétés de secours mutuels ne s'élève guère à plus de 100 francs; encore est-il inférieur à ce chiffre, si, au lieu de calculer la moyenne sur l'ensemble des mutualistes, on n'envisage que les travailleurs manuels.

Ainsi donc, la démonstration a été faite par un demi-siècle d'efforts à peu près vains que le libre droit pour les individus de se constituer des retraites n'avait pas suffi à résoudre le problème. L'opposition acharnée que rencontra dès l'abord le principe de l'obligation a diminué peu à peu d'intensité et lorsqu'on compare les débats de 1901 et ceux de 1905, il est impossible de ne pas être frappé du changement de ton à cet égard; en 1901, les adversaires de l'obligation sont irréductibles; en 1905, l'on n'entend plus formuler que des réserves sur le principe de l'obligation et ceux-là mêmes qui les formulent ajoutent que si cependant l'expérience se tourne contre eux, il leur faudra bien en venir à admettre le principe qu'ils discutent. Quant à nous, à ceux qui, depuis de longues années, se sont toujours montrés partisans de l'institution de retraites ouvrières et au premier rang desquels il convient de citer M. Guieysse, qui déposait son premier rapport en 1893, nous avons toujours défendu le principe de l'obligation et nous avons réussi à le faire adopter par la Chambre, comme nous avons réussi à lui faire adopter également les deux autres principes qui se trouvent à la base de la loi, d'une part la contribution égale et corrélative de l'employeur et de l'employé, le mot « employé » pris ici dans un sens générique et désignant l'ouvrier aussi bien que l'employé proprement dit, et, d'autre part, la majoration par l'État.

Obligation des retraites, contribution égale et simultanée de l'employeur et de l'employé, majoration de l'État, telles sont les trois bases sur lesquelles dès le début les défenseurs de la loi annonçaient qu'on édifierait le projet, ajoutant que sur ces bases ils ne transigeraient pas. Ils n'ont pas transigé et les bases du projet sont devenues les bases de la loi votée par la Chambre.

A qui sont dues les retraites que crée cette loi ?

Pour les obtenir, il faut être Français, il faut être âgé de 60 ans.

Il faut être Français, dis-je, et j'effleure ainsi tout de suite un problème très important, très grave qui se pose dans la question des retraites, qui se dresse aussi, à vrai dire, dans toutes les lois sociales. Ne serait-il pas juste que la même situation fût faite aux ouvriers étrangers résidant en France qu'aux Français ? Est-ce que, s'agissant de lois qui naissent de la conception des devoirs de la société vis-à-vis de tous ceux qui souffrent, victimes d'accidents, de maladies, du chômage ou de la vieillesse, est-ce que, s'agissant de mesures destinées à venir en aide à ces victimes du sort, il est possible de faire une distinction entre les hommes selon leur nationalité ? Est-ce qu'en particulier ce n'est pas pour notre pays, pour la France, un devoir de ne faire aucune acception entre les misères et d'accorder le même traitement à tous les malheureux, quelle que soit d'ailleurs la nationalité dont ils se réclament.

C'est là, citoyens, l'idée qui, à mon avis — et j'ai déjà eu l'occasion de la défendre dans les Congrès internationaux, — doit finir par triompher, mais à une condition pourtant : nous devons être généreux, mais nous devons autant que possible ne pas être dupes de notre générosité. Que nous acceptions ce principe, soit, mais il n'y a rien d'excessif à demander aux autres nations de l'accepter en même temps que nous et il me semble que c'est être à la fois humain et sage de dire : Nous sommes prêts à accorder le bénéfice de nos lois sociales à tous les étrangers, quels qu'ils soient, travaillant en France ; nous ne demandons qu'une chose, c'est que les Gouvernements des autres pays accordent à nos nationaux le même traitement, c'est, en d'autres termes, que le principe que nous posons, égal traitement pour toutes les misères, quelle que soit la nationalité des intéressés, soit partout appliqué.

Remarquez que, même en posant ce principe, un pays comme le nôtre fait encore des sacrifices de beaucoup supérieurs à ceux, par exemple, que fera, le même principe y étant admis, tel pays voisin comme l'Italie ou la Belgique. Pourquoi ? Parce qu'il y a infiniment plus d'Italiens et de Belges travaillant chez nous qu'il n'y a de Français allant travailler en Italie ou en Belgique. Néanmoins, non seulement nous avons admis dans la loi que les étrangers dont les gouvernements respectifs auraient accordé à nos nationaux le bénéfice de la réciprocité, auraient droit à tous les avantages de la loi, nous avons été plus loin et sans aucune distinction, nous avons dit que tout ouvrier étranger

immatriculé et résidant en France depuis cinq ans, était de droit assimilé aux Français et avait en France, au point de vue de la loi des retraites, les mêmes droits que nos nationaux.

Ainsi donc, les deux premières conditions à remplir pour avoir droit à la retraite de vieillesse sont d'être Français et âgé de 60 ans. Il y en a une troisième, c'est d'être un salarié. Tous les salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, ajoutons tous les domestiques, ont droit, de par la loi, à la retraite de vieillesse à 60 ans et sont, en même temps, par une conséquence indivisible, soumis au versement obligatoire.

Tel est, esquissé à larges traits, le régime des retraites obligatoires.

Mais, ceci posé, une grosse question se présente : elle vous vient naturellement à l'esprit, elle a d'ailleurs été formulée, et souvent avec éloquence, à la tribune de la Chambre. On nous a dit : pourquoi ne comprendre dans votre loi que les seuls salariés ? Un petit commerçant, un artisan à façon, une femme travaillant exclusivement dans son ménage ne sont-ils pas aussi dignes d'intérêt que l'ouvrier ? N'ont-ils pas souvent une vie plus dure et plus difficile que l'artisan qui gagne d'assez fortes journées et qui cependant n'a ni les mêmes charges, ni les mêmes soucis. Vous faites de cette façon aux ouvriers une situation en apparence privilégiée, puisque, tandis que votre loi englobe tous les salariés, leur assure à tous une retraite obligatoire, elle laisse en dehors les non-salariés.

Voici la réponse.

Tout d'abord, une loi de ce genre ne peut procéder que par vues d'ensemble et je suis le premier à reconnaître que, dans certains cas, que j'appellerai des cas-limites, les non-salariés sont aussi intéressants et parfois même plus malheureux que tels salariés. Est-ce à dire que la loi laisse complètement de côté toute cette catégorie si importante et si intéressante, surtout dans un pays comme le nôtre où la petite bourgeoisie est si nombreuse ? Notre loi ne s'occupe-t-elle ni du petit commerçant, ni du petit artisan, ni du petit propriétaire agricole ? S'adressant exclusivement aux salariés, abandonne-t-elle à leur sort, sans y intéresser en aucune manière l'État, toute la catégorie de travailleurs dont je viens de parler ? En aucune façon. A côté des retraites obligatoires, qui constituent le véritable objet de la loi, nous avons établi des retraites facultatives. Tout citoyen Français, payant à l'une des contributions directes moins de 20 francs en principal, peut se constituer une retraite dans les conditions déterminées par la loi. Est-il catégorie plus large, plus générale ? Tous ceux qui en font partie, s'ils consentent à faire chaque année des versements de 24 francs au maximum, ont droit, les 60 ans venus, tout comme les salariés, non seulement à la retraite correspondant à leurs seuls versements, mais encore à la subvention de l'État de 120 francs que la société leur remettra en reconnaissance de la dette qu'elle a contractée envers eux, comme envers les salariés.

Ainsi, entre les salariés et les non-salariés la loi n'établit qu'une seule différence, c'est qu'aux salariés, qui constituent une masse de douze millions d'individus environ, elle impose l'obligation des retraites; aux non-salariés, petits commerçants, petits artisans ou petits propriétaires agricoles, au contraire, elle n'impose pas l'obligation, elle se borne à leur dire : Si vous voulez faire les versements facultatifs indiqués, vous vous mettez sur le même pied que vos camarades, les travailleurs salariés, et vous avez droit vous aussi, à la majoration de l'État.

Entre ces deux catégories des retraites obligatoires, — lesquelles, je le répète, constituent l'objet essentiel de la loi, — et des retraites facultatives, il y en a une troisième, que la Commission, je puis bien le dire, n'avait rien fait pour créer et qui est née des hasards de la discussion : c'est celle qui comprend les métayers, les colons partiaires et les fermiers.

Beaucoup de membres de la Chambre qui s'intéressent et avec juste raison à l'agriculture, ont dit à la Commission : dans nos circonscriptions, nous voyons une masse de travailleurs agricoles, qui, pour n'être pas des ouvriers, cependant, ne sont pas plus heureux qu'eux, ce sont les métayers qui paient la terre qu'ils louent en partageant les produits du sol avec le propriétaire, ce sont les colons partiaires, un autre nom de ces travailleurs, ce sont même les fermiers.

La Chambre, entraînée par ces adjurations éloquentes, malgré les résistances obstinées et infructueuses du rapporteur et du président de sa Commission, la Chambre a passé outre à l'opinion de la Commission, elle a déclaré qu'il convenait d'assimiler les métayers, les colons partiaires et les fermiers aux ouvriers. Ceci fait, elle a cependant eu un remords et, après avoir reconnu à cette autre catégorie de travailleurs le droit à la retraite de vieillesse, elle a ajouté à l'article le leur conférant, un petit paragraphe où il est dit : Néanmoins, si lesdits métayers, colons partiaires et fermiers faisaient la déclaration qu'ils ne tiennent pas à la retraite, ils n'en auraient pas.

Autrement dit, nous avons maintenant dans la loi — je sou mets au Sénat cette anomalie — trois catégories de retraites, les retraites obligatoires, les retraites facultatives et, ce qu'on pourrait appeler, les retraites facultativement obligatoires.

Nous venons de voir quels sont ceux qui ont droit à la retraite ou qui peuvent se la constituer. Voyons donc maintenant comment sont constituées ces retraites.

Je vous ai dit qu'en principe l'employeur et l'employé devaient faire un versement égal et simultané, chacun, de 2 0/0 du salaire. Mais à ce principe la loi apporte une exception importante, tout à fait justifiée d'ailleurs à mon avis : elle décide que les salaires inférieurs à 1 fr. 50 par jour n'auront à supporter aucun prélèvement. On a en effet estimé

que, dans ces limites, le salaire était vraiment trop minime pour qu'on pût sans cruauté lui imposer le même prélèvement de 2 0/0. Seuls, dans ce cas, les employeurs auront à inscrire sur les livrets de leurs ouvriers ou à coller sur les cartes de timbres 2 0/0 des salaires payés à leurs employés ou ouvriers.

La retraite ainsi constituée par ce prélèvement de 4 0/0 sur les salaires, 2 0/0 versés par l'employé, 2 0/0 versés par l'employeur, sauf l'exception signalée pour les salaires inférieurs à 1 fr. 50, est majorée par l'État. Dans quelles limites? Il faut ici distinguer trois régimes. Je vous demande pardon d'entrer dans des détails un peu arides, ils sont indispensables pour bien vous faire comprendre le mécanisme et le fonctionnement de la loi. Ces trois régimes sont le régime de liquidation, le régime transitoire et le régime normal.

Qu'est-ce que le régime de liquidation?

La loi dit que désormais tout vieillard de 60 ans a droit à une retraite. Mais au moment où ce texte paraîtra au *Journal officiel*, au moment de la promulgation de la loi, il y aura en France quelques centaines de milliers de vieillards qui auront atteint cet âge de 60 ans et qui n'auront jamais fait aucun versement en vue de leur retraite : ils auront travaillé trente ans, quarante ans, peut-être plus. Va-t-on assister à ce spectacle d'une loi disant que désormais les vieillards âgés de 60 ans ont droit à une retraite et n'en délivrant aucune pendant trente ans? C'est impossible et on a très bien compris que, pour faire une loi, dont les charges ne fussent pas repoussées par ceux auxquels on les imposerait, il fallait qu'au moment où on leur demanderait un prélèvement quotidien de 2 0/0 on les mit en face d'autre chose que de l'espérance de voir dans trente ans les jeunes générations d'aujourd'hui toucher des retraites ; on a compris qu'il fallait que tout de suite la population laborieuse vit la loi s'appliquer. Mais vous entendez très bien, — car il faut appeler les choses par leur nom, — que ce n'est pas une loi d'assurance qui va jouer à l'égard de ces vieillards âgés de 60 ans et plus au moment de la promulgation : ce n'est pas le produit de leurs versements, majoré par l'État, qu'ils toucheront, ils bénéficieront de dispositions d'assistance. La loi reconnaît que les vieillards âgés de 60 ans au moment de la promulgation doivent ressentir les bienfaits des dispositions nouvelles et elle leur accorde une pension de 120 francs. Tel est le régime de liquidation.

Passons au régime transitoire.

Supposons un vieillard âgé de 57, 58 ou 59 ans au moment de la promulgation de la loi. Qu'aura-t-il versé au moment où il arrivera à l'âge normal de la retraite? Il aura versé 2 0/0 de son salaire pendant 1, 2 ou 3 ans ; son patron en aura versé autant. Il est bien certain que ces 4 0/0 versés pendant 1, 2 ou 3 ans ne lui constitueraient qu'une retraite infime. Aussi la loi décide-t-elle que par une série de paliers, établis d'après l'âge et le nombre d'années de versement, la retraite versée aux

ayants droit s'élèvera des 120 francs que toucheront les vieillards de 60 ans au moment de la promulgation, jusqu'aux 360 francs retraite minima du régime normal. Ce n'est plus dans ce cas, comme dans le régime de liquidation, une pension pure et simple d'assistance, puisque le retraité, ayant fait quelques versements, une part de la retraite représentera ces versements.

La loi décide donc que pour les travailleurs, âgés, au moment de la promulgation, de 35 ans à 59 ans, cinq paliers seront établis, le premier comprenant les travailleurs qui auront versé de 0 à 5 ans; pour ceux-là, la pension pourra aller de 120 à 150 francs; pour les travailleurs ayant versé pendant 5 à 10 ans, la pension sera portée de 150 à 200 francs; pour ceux du troisième palier, elle sera portée de 200 à 250 francs; pour ceux du quatrième, de 250 à 300 francs; pour ceux du cinquième, de 300 à 330 francs; enfin le dernier échelon qui nous mène à la période normale, verra la pension s'élever de 330 francs à 360 francs.

En régime normal, tout vieillard, âgé de 60 ans, a droit quel que soit le produit de ses versements, à une retraite minima de 360 francs, étant entendu que la différence entre le produit de ses versements et la somme de 360 francs sera comblée par une subvention de l'État.

Par qui sont servies les retraites constituées, comme je viens de l'indiquer, au profit de ceux qui atteignent l'âge de 60 ans?

Elles sont d'abord servies par deux caisses de l'État, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et la Caisse nationale des retraites ouvrières. Nous avons tenu d'autre part à faire une large part aux Sociétés privées, sous une seule réserve, et vous l'approuverez certainement comme la Chambre l'a approuvée, c'est que ces Sociétés privées assurent à ceux qui leur auraient porté leurs versements la même retraite que les caisses d'État. En d'autres termes, nous avons dit aux caisses patronales, aux caisses syndicales, aux Sociétés de secours mutuels : non seulement nous acceptons votre intermédiaire, mais nous le réclamons; non seulement nous n'entendons pas réserver aux caisses de l'État le monopole du service des retraites, mais nous serons ravis qu'à côté de ces caisses d'État se maintiennent et se développent les caisses privées qui feront elles-mêmes un service analogue. Nous n'exigerons d'elles qu'une seule condition, c'est que par leur constitution, par les garanties qu'elles donneront au public, ceux qui leur porteront leurs versements soient assurés que leur argent sera bien gardé et qu'il y sera également bien employé, de telle façon qu'à versements égaux correspondent des retraites égales, quels que soient les guichets auxquels les déposants auraient porté leurs fonds.

Voilà la règle.

Nous ne nous en sommes cependant pas tenus à cette règle si stricte. Non seulement, nous avons admis l'intermédiaire des Sociétés de secours mutuels, pour ne parler que de celles-là, de beaucoup les plus nom-

breuses et les plus importantes, mais nous les avons particulièrement favorisées. Je ne vous citerai qu'une des faveurs que leur fait la loi, c'est la plus importante et la plus caractéristique. Sur les 4 0/0 qu'il verse pour se constituer une retraite de vieillesse, tout mutualiste a le droit de prendre un quart, soit 1 0/0, et de l'affecter au service maladie, dans une Société de secours mutuels, au lieu de le laisser pour la constitution de sa retraite. Cependant, quand viendra l'âge de la retraite, il aura droit à la même retraite que son voisin, non mutualiste, qui aura versé intégralement ses 4 0/0 au service de vieillesse. Autrement dit, $\frac{3}{4}$ de versements de mutualiste égalent $\frac{4}{4}$ de versements non mutualistes.

Pourquoi avons-nous inscrit cette règle dans la loi? Pour deux raisons essentielles. La première, c'est qu'il était, à notre avis, indispensable de reconnaître les services rendus par la mutualité, de favoriser les Sociétés de secours mutuels, de les encourager, d'aider à leur développement et puis, parce que par ce mode de procéder, vous l'avez bien compris, en même temps que nous constituions de toutes pièces l'assurance-vieillesse, nous créions à côté l'assurance-maladie. Nous encourageons, comme jamais elle ne l'a été, l'assurance-maladie, et, ce faisant, nous n'imposons pas à l'État des dépenses inutiles et vaines, nous faisons au contraire l'emploi à la fois le plus utile et le plus fécond des ressources publiques, puisque nous les employons à développer un service dont la nécessité se fait chaque jour sentir davantage et dont l'efficacité est indéniable, et puisqu'en même temps que nous créions la première branche de l'assurance sociale, la branche vieillesse, nous plantions déjà profondément en terre le rejeton d'où jaillira demain la deuxième branche, l'assurance-maladie.

J'aurai terminé ce trop long exposé en vous disant un mot des deux avantages accessoires, mais non négligeables, que la loi des retraites assure à tous les travailleurs qui bénéficient de ses dispositions.

L'invalidité totale et permanente, d'une part, est assimilée à la vieillesse; le travailleur qui devient invalide jusqu'à ne plus pouvoir travailler, est par cela même assimilé au vieillard et a droit à une pension.

D'autre part, toutes les fois que disparaît un chef de famille ouvrier, laissant derrière lui une veuve ou des orphelins, immédiatement, c'est l'art. 10 de la loi qui en décide ainsi, l'État intervient pour servir à cette famille, chez laquelle le deuil se double de la misère, une pension de 300 francs, payable par mensualité de 50 francs en six mois. C'est une forme d'assurance en cas de décès.

Telles sont les grandes lignes de la loi sur les retraites ouvrières.

N'avais-je pas raison de vous dire et n'ai-je pas raison de vous répéter qu'on ne peut pas sans injustice traiter une loi ainsi construite, quels que soient d'ailleurs les défauts qu'on puisse y relever, de pure et vaine manifestation?

DISCOURS DE M. PAUL GUIEYSSE

Mesdames, Messieurs,

Vous venez d'entendre le magistral exposé de la loi des retraites que la Chambre a votée, fait par mon ami M. Millerand, président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Ma tâche est beaucoup plus ingrate. Je vais être obligé de vous parler des conséquences financières de la loi ; toute idée généreuse se traduit toujours par des dépenses.

Nous ne devons considérer la loi des retraites que comme un des chapitres du Code d'assurance sociale. Nous en avons déjà mis en application une des parties : la loi sur les accidents. Mais l'œuvre n'est pas achevée et sollicite encore sur bien des points l'attention la plus sérieuse du Parlement. Il faut que le travailleur, l'agent le plus directement actif de la richesse publique, soit mis à l'abri de toutes les éventualités qui peuvent l'atteindre dans son existence et dans celle de sa famille.

Quels sont ces ennemis du travail, qui rendent la vie du travailleur si dure et le mettent si souvent en présence du spectre trop réel de la misère ?

En premier lieu il y a le chômage involontaire, le manque de travail, qui fait tomber l'outil des mains de l'ouvrier et apporte à son foyer la famine et la désolation.

Une première amorce de l'assurance contre le chômage existe, dans la proposition qu'a fait justement adopter M. Millerand, comme président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, et qui permet d'accorder des subventions aux associations contre les effets du chômage. C'est l'embryon d'une assurance qui, je l'espère, prendra un grand développement. Pour la maladie, il y a l'assistance médicale et ses organes si actifs, les sociétés de secours mutuels, qui doivent s'accroître encore et se propager. Pour les accidents, la loi est en pleine application. Pour les invalides prématurés, en dehors des victimes d'accidents proprement dits, il y a la loi sur l'assistance obligatoire qui va fonctionner pratiquement, réellement, le 1^{er} janvier de l'année prochaine. Et enfin vient la loi sur les retraites de la vieillesse dont nous nous occupons actuellement.

L'assurance sociale générale a été très éloquemment défendue à la Chambre par un de nos collègues, M. Vaillant, dont je tiens à prononcer le nom ici pour rendre hommage à la générosité de ses idées et de son esprit.

Si la commission n'a pu se rendre à ses vues, c'est qu'elle se trouvait en face d'impossibilités de réalisation immédiate. Elle a jugé bon dès lors de suivre le plan déjà élaboré depuis plusieurs années, et

d'aborder les diverses questions d'assurance chapitre par chapitre, au lieu d'en faire un ensemble unique, parce que toute idée de réforme sociale se traduit par des dépenses, qu'il importe de pouvoir en évaluer le coût, et de ne réaliser successivement que ce qui est possible. Lorsque la commission a eu à défendre son texte devant la Chambre contre 10 contre-projets et 130 amendements, dont certains se rapportaient à plusieurs articles, il est vraisemblable que, si l'on avait pu chiffrer les dépenses à provenir de l'adoption de quelques-uns de ces amendements que la commission a dû accepter ou subir, les votes de la Chambre auraient pu quelquefois être modifiés.

La commission se trouvait sur un terrain très brûlant; elle avançait avec précaution, avec prudence, pour ne pas se laisser déborder, pour résister aux entraînements auxquels elle aurait été tentée de se laisser aller elle-même, mais qui auraient fini par rendre la loi impraticable. La commission est restée irréductible non seulement sur les principes que M. Millerand vous a exposés, mais aussi sur un autre principe, qu'il m'a laissé le soin de défendre, celui de la capitalisation, opposée à la répartition, chère à tant de très bons esprits. J'y reviendrai dans un moment.

Je voudrais d'abord expliquer simplement, avec quelques chiffres, le mécanisme de la retraite. Je prends l'exemple d'un homme arrivé à l'âge de 65 ans auquel on constitue une retraite de 1.000 francs qui devra lui être servie pendant sa vie durant. S'il a le bon esprit d'obéir aux lois de la statistique, cet individu isolé devra vivre 11 ans; évidemment il n'est pas certain qu'il vive exactement ce laps de temps; mais ce qui n'est pas exact pour un individu pris en particulier, le devient lorsqu'il s'agit, non plus d'une seule personne, mais de 2.000 ou 3.000 du même âge. On peut alors faire les calculs en considérant qu'étant donnée une population suffisamment nombreuse de personnes du même âge, leur ensemble suit la loi indiquée par la statistique, laquelle d'ailleurs n'enregistre que le résultat de l'observation. On peut ainsi calculer qu'une rente de 1.000 francs établie sur une tête de 65 ans, — je m'excuse d'employer ces expressions techniques; mais nous sommes ici en chapitre d'assurance, — représente un capital de 9.300 francs. Ce capital placé à 3 0/0 — c'est le taux qui a été adopté, — doit être absorbé intégralement pour permettre de servir la rente de 1.000 francs jusqu'à la fin de la vie de la personne en question.

Quels procédés emploie-t-on pour la constitution de ces rentes viagères? Il y en a trois. Supposons que la personne à assurer soit âgée, au début de l'engagement de retraite, de 25 ans et qu'on veuille lui assurer cette retraite de 1.000 francs à l'âge de 65 ans. On peut d'abord verser tous les ans pour elle, de 25 à 65 ans, une somme de 77 francs qui, capitalisée à intérêts composés et en tenant compte de la mortalité des personnes entrées au même âge, servira à constituer, à l'âge déterminé, une rente de 1.000 francs.

On peut aussi, au moment de l'entrée en jouissance de la rente, placer le capital de 9.300 francs nécessaire à la servir.

On peut encore prendre l'engagement moral de servir à l'ensemble de ces personnes actuellement âgées de 25 ans, quand elles arriveront à l'âge de 65 ans, des arrérages de 1.000 francs pendant leur existence.

Voilà les trois procédés praticables pour servir des rentes. Le dernier ne peut avoir une valeur quelconque que s'il s'agit de l'État, dont les engagements sont formellement tenus, ou bien de grandes et puissantes sociétés dont la longévité ou la sécurité sont absolues.

Nous avons, heureusement pour nous, en dehors de la théorie, des exemples pratiques du second et du troisième procédé. En Allemagne, en Autriche, depuis bien des années déjà, fonctionne la loi sur les accidents. Voici comme on la pratique en Autriche : on calcule tous les ans quel est le capital nécessaire pour servir des rentes déterminées aux individus blessés ; et on fait le partage de ce capital entre tous les industriels, dans des conditions que je n'ai pas à examiner ici.

En Allemagne, au contraire, ce n'est pas le capital que l'on constitue, c'est simplement l'arrérage que l'on sert. De sorte que la première année l'on a eu des charges relativement très modestes, la seconde année, ces charges se sont augmentées par suite de l'entrée de nouveaux bénéficiaires superposés à ceux de l'année précédente et ainsi de suite.

L'expérience, d'accord du reste avec la théorie, a montré qu'au bout d'une quinzaine d'années, la dépense par la méthode des arrérages égalait celle de la seconde méthode, celle des capitaux ; et l'on prévoit que, lorsque la loi battra son plein, les dépenses d'arrérages seront le triple de celles de la constitution des capitaux.

Pour revenir à la première méthode, celle de la constitution d'une rente par les annuités — c'est le système que nous proposons — on peut facilement établir que la méthode du capital constitutif coûte, au moment de la période pleine, deux fois plus cher que celui de la constitution par annuités et que le système du paiement des arrérages revient à trois fois plus cher.

Il est facile de s'en rendre compte d'une façon sommaire en voyant que, dans le système du capital constitutif, on n'a pendant la vie de l'intéressé fait aucun placement, tenu compte ni de l'intérêt ni de la mortalité et que dans celui du paiement par arrérages, on n'a fait que reculer le paiement de l'échéance, rejetant ainsi toujours sur l'avenir les charges du présent, et je dirai même celles du passé.

Devions-nous chercher à rejeter toujours sur l'avenir les charges que la génération présente doit avoir à assumer, non seulement parce qu'elle adopte des projets qui entraîneront des dépenses considérables, mais parce qu'elle doit en même temps parer aux défaillances dues à l'ignorance des générations antérieures ? Je ne le pense pas.

Je vais vous en donner encore une autre preuve. Le système employé par l'État pour le service des pensions de ses employés, d'après la loi de 1853, a abouti en 1904, à une dépense inscrite au budget de 226 millions. D'après les prévisions du ministère des Finances, ces dépenses, dans 30 ans d'ici, atteindront 330 millions. Jamais personne, d'ailleurs, ne s'est inquiété de savoir comment on pourrait faire face à ces charges énormes, — ou plutôt je me trompe, il y a déjà eu deux rapports à la Chambre sur cette question, un troisième est en préparation, et nous ne voyons pas encore la solution à intervenir. Or, si l'État avait pris les précautions voulues au moment où il a établi la loi sur les retraites, ces charges d'après le calcul que je vous ai indiqué, au lieu de 330 millions dans 30 ans, ne devraient être que de 110 millions.

Cette perturbation à redouter dans nos finances pour le paiement des retraites des fonctionnaires a encore une autre cause : c'est que l'État ne s'est jamais préoccupé de savoir s'il y avait une corrélation exacte entre les prélèvements qu'il fait sur les traitements de ses fonctionnaires et qui sont de 5 0/0 au maximum et les retraites éventuelles qu'il leur garantit. On a pu calculer que ce n'est pas une retenue de 3 à 5 0/0 qu'il aurait fallu faire, mais une retenue évaluée à 10 à 12 et quelquefois 15 0/0 et il aurait fallu toujours conserver ces sommes pour ne pas avoir de charges à supporter dans l'avenir.

Ce défaut de prévoyance se retrouve également dans toutes les caisses des Compagnies de chemins de fer, et malheureusement aussi dans des proportions beaucoup moindres comme résultat total, mais aussi douloureuses pour ceux qui en sont les victimes, dans un trop grand nombre de sociétés de secours mutuels ; ces sociétés commencent heureusement à sentir le danger de la situation et sont prêtes à faire les réformes nécessaires.

Je crois vous avoir suffisamment montré avec quelle prudence il faut marcher lorsqu'on se trouve sur un terrain aussi délicat que celui des retraites et lorsqu'il s'agit surtout de sommes aussi considérables, étant donné le personnel immense auquel nous avons affaire.

Pour en revenir à l'examen des conséquences financières des différents projets que nous avons à examiner, je reviens à l'idée fondamentale du projet Vaillant. Il s'agissait de donner à tous les travailleurs, à toutes les personnes vivant de leur travail, une retraite de 2 francs par jour dans les grandes villes et des retraites équivalentes dans les campagnes, avec en plus toute la charge des différents risques dont je vous ai fait l'énumération, et des indemnités aux familles pour parer à toutes les éventualités qu'il faudra bien un jour que nous envisagions.

Comme ressources, le contre-projet Vaillant mettait à la disposition de l'assurance sociale tout le fonctionnement de l'assistance publique et du service des hospices des villes et des communes, plus une subvention de 10 centimes par jour à la charge des employeurs. Cette subvention

pourrait produire 200 millions au maximum. Quelles étaient d'autre part les charges correspondant aux retraites seules : la retraite pouvait être évaluée en moyenne à 400 francs. Le nombre des retraités ainsi que je vais vous l'exposer, doit s'élever à 3 millions environ. Cela faisait donc une dépense annuelle de 1 milliard 200 millions. En défalquant la contribution des employeurs, il restera toujours 1 milliard ; et je ne sais pas encore avec quoi on pourrait satisfaire à toutes les charges supplémentaires.

L'idée de M. Vaillant était extrêmement généreuse en principe : je tiens à lui rendre cet hommage ; mais la Commission, je l'ai déjà dit, a reculé devant ses conséquences, non seulement d'ordre financier, à raison de cette énorme dépense, mais d'ordre général, parce que, je le répète, nous avons voulu étudier séparément la loi des retraites et en faire un chapitre de cette grande assurance sociale que nous devons un jour ou l'autre réaliser complètement.

D'autres contre-projets du même ordre ont été présentés. Je ne les analyserai pas, même avec la brièveté que j'ai dû apporter à l'examen du contre projet Vaillant. Ils tendaient tous à peu près au même but et consistaient généralement à partir d'un chiffre de pension jugé nécessaire, pour les uns 360, pour les autres 600, pour d'autre 1.000 francs, à examiner la situation des intéressés au moment où ils arriveraient à un âge déterminé, 60 ans par exemple, et à compléter alors le revenu personnel dont ils pourraient jouir, des sommes nécessaires pour faire le revenu minimum préalablement déterminé.

Ces contre-projets demandaient des ressources, les uns à la contribution des employeurs, d'autres à la contribution simultanée des employés et des employeurs ; ils aboutissaient presque tous à une dépense d'environ 1 milliard. Vous pensez que la commission n'a pas pu s'y arrêter, malgré le désir qu'elle aurait eu de retenir de ces différents contre-projets certaines dispositions fort heureuses, qui pourront d'ailleurs être reprises isolément quand la loi proprement dite sera définitivement votée.

D'autre part un certain nombre de ces contre-projets avaient à nos yeux un défaut beaucoup plus grave : ils partaient d'un principe que je considère essentiellement comme dangereux, le principe de la répartition en opposition à celui de la capitalisation.

En quoi consiste la répartition ? A recueillir tous les ans la contribution des intéressés, que ce soient les employeurs seuls ou bien les employeurs et les employés, à y ajouter les ressources fournies par l'État, à disposer de ces sommes en les *répartissant* suivant des règles déterminées et qui varient avec les divers projets entre les bénéficiaires, entre ceux dont parlait tout à l'heure M. Millerand et parmi lesquels figurent les gens qui n'ont fait aucun versement, aucun sacrifice en vue de la retraite.

Je n'insiste pas sur la justice ou plutôt l'injustice qu'il y aurait à

traiter de la même façon ceux qui ont fait des versements et ceux qui n'en ont pas fait. J'envisage la question au point de vue technique.

La répartition est un système fort simple et fort séduisant; mais qu'arrivera-t-il si à un moment donné nous voulons résoudre un de ces problèmes d'assurance sociale que je vous ai exposés et faire paraître un nouveau chapitre de l'assurance générale? Nous nous trouverons en face d'engagements pris envers des personnes pour lesquelles on aura fait des sacrifices, auxquelles on aura demandé des contributions. Il faudra bien pourtant que l'on tienne envers elles ces engagements.

Supposons que les employeurs et les employés n'aient contribué en rien à la formation de ces retraites, que ce soit simplement la société qui ait fourni les ressources sous forme d'impôt. On pourra bien dire alors qu'il n'y a pas eu d'engagement pris pour l'avenir envers des individus particuliers et qu'on aura le droit de remanier la loi comme on le voudra. Mais c'est envers la société tout entière que l'on est responsable des espérances que l'on aura fait luire pendant tant d'années, il y a un pacte moral qu'il faut toujours tenir. Il faudra toujours payer les pensions à ceux qui se trouveront dans les conditions requises et annoncées de longues années à l'avance pour avoir la retraite qu'on leur avait promise. Avec quoi servira-t-on ces retraites? Avec les ressources seules de l'État, en continuant longtemps encore les mêmes sacrifices. Ces sacrifices iront bien en diminuant, puisqu'ils ne se poursuivront que pendant la durée de la vie d'un groupe considérable mais limité d'assurés. Ce n'en seront pas moins des charges très lourdes, et si l'on voulait y superposer les dépenses nécessaires pour réaliser d'autres formes de l'assurance sociale, on arriverait à un total de dépenses que la société serait absolument hors d'état de supporter.

Tout autres sont les conséquences de ce qu'on appelle la *capitalisation*, c'est-à-dire la mise en réserve, la mise en valeur des sommes qu'on recueille tous les ans et dont le surplus est mis en placement après qu'on a prélevé chaque année les sommes nécessaires pour le service des retraites. On fait à la capitalisation cette objection principale : « A quelle difficulté de placement n'allez-vous pas vous heurter? D'après vos propres calculs, vous arrivez à un capital de 20 milliards. Qu'en ferez-vous? Nous avons répondu d'abord que ce capital de 20 milliards ne serait effectif qu'au bout de 60 à 80 ans, que nous avons par conséquent un certain temps devant nous, que ce n'est que peu à peu que ces capitaux viendraient s'accumuler dans les caisses, que la Caisse des dépôts et consignations fait fructifier annuellement un capital qui représente 7 milliards, et que ce n'est que dans 10 ou 15 ans que nous arriverions à avoir dans notre caisse des retraites un capital semblable.

Et puis nous avons prévu que ce capital ne resterait pas purement et simplement dans les caisses à se transformer en fonds d'État et à absorber ainsi les valeurs qui alimentent le marché financier. Il y a en

France de grands travaux publics à entreprendre par des groupements qui offrent toute sécurité, — je veux parler des Chambres de commerce. L'État même peut avoir intérêt, à un moment donné, à se servir de ces fonds dans une certaine mesure pour de grandes entreprises. Mais alors l'État ne s'en servira qu'en donnant un gage correspondant. Les sommes ne seront pas mises simplement à la disposition de l'État sans qu'il y ait une contre-partie. Il faudra que l'État, s'il veut se servir, dans une mesure quelconque des sommes déposées à la caisse des retraites donne un gage, non pas un simple morceau de papier représentant un engagement moral, mais un gage réel.

C'est ainsi que nous avons combiné le système de la répartition avec celui de la capitalisation. Nous avons admis que l'État, qui ne pourrait pas trouver tous les ans les sommes nécessaires pour pourvoir aux dépenses considérables dont je vais vous donner une énumération rapide, pourra se servir des sommes existant en caisse, mais à la condition, lorsqu'il prendra les millions qui y seront déposés, d'y mettre, non pas des engagements fictifs, mais des titres, des valeurs réelles, qui seront toujours à notre disposition si nous voulons à un moment donné transformer la loi d'une façon quelconque, par exemple en développant les caisses de chômage.

Si les ouvriers préfèrent un autre mode de prévoyance à celui que nous leur offrons actuellement, nous aurons toujours l'argent nécessaire pour faire face à tous les engagements pris. Par conséquent, tous ceux à qui l'on aura demandé des sacrifices pour satisfaire à la loi des retraites sauront qu'il y a toujours dans la caisse une valeur réelle représentant le sacrifice qu'ils auront consenti, et s'ils tiennent à ce que la prévoyance prenne une autre forme, il y aura toujours les sommes nécessaires pour opérer cette transformation.

Voilà pourquoi la commission a tenu si fermement au système de la capitalisation.

Permettez-moi maintenant de faire une énumération très rapide des charges de la loi. Nous arrivons au point douloureux, l'exposé de la carte à payer. Je vous ai dit avec quelle prudence la commission avait procédé, ne voulant pas s'avancer sur un terrain qu'elle pouvait considérer avec quelque raison comme dangereux ; malheureusement, en effet, les statistiques mises à notre disposition ne sont pas toujours suffisantes. Mais enfin, en les prenant comme elles sont, voici quels sont les points de départ et d'arrivée, avec les modifications que la Chambre et la Commission elle-même ont introduites successivement dans la loi.

A l'origine, nous partions d'une population active de 10 millions de travailleurs des deux sexes donnant à l'âge de 60 ans, en période pleine, un nombre de 2.500.000 retraités. Nous servions alors 900 millions de francs de retraites effectives. Depuis les modifications introduites dans le texte, nous avons maintenant affaire à une population active de 12

millions de travailleurs; le total des retraites s'élève ainsi, proportionnellement, à 1.100 millions environ, qui seront tous les ans mis en circulation. Il est d'ailleurs essentiel de faire remarquer que si l'on demande annuellement un prélèvement de 200 millions environ sur le salaire des travailleurs actifs, on restitue plus que cette somme, 250 millions, comme nous allons le voir, à la masse devenue inactive des anciens travailleurs.

Nos charges initiales étaient très modestes, trop modestes même; mais, je le répète, nous préférons agir avec prudence et laisser une marge pour forcer ultérieurement, s'il y avait lieu, les dépenses, plutôt que d'avoir à les diminuer. Les charges initiales étaient de 48 millions, pour des allocations de 50 francs que nous ne donnions qu'à partir de l'âge de 65 ans. L'âge de 65 ans était l'âge initial, descendant par paliers successifs jusqu'à l'âge de 60 ans, pour rejoindre alors au bout de 30 ans la période pleine. Il fallait ajouter d'autre part une somme de 10 millions et demi pour les allocations en cas de décès.

Nous partions donc d'un total de 58 millions et demi.

La Chambre a introduit d'abord dans la loi les domestiques, ce qui représente une charge de 7 à 8 millions. La Commission a élevé les allocations de 50 à 120 francs, d'où une augmentation de 67 millions. Enfin, en abaissant l'âge initial de 65 à 60 ans, la Chambre a porté le nombre des parties prenantes initiales de 960.000 à 1.650.000 et les charges ont augmenté de 83 millions.

L'introduction des métayers et des fermiers a augmenté les charges de 38 millions, dont la Commission peut prendre la moitié pour son compte, puisque c'est elle qui, sur les instances d'un grand nombre de députés, a accepté cette mesure.

Je sais bien que la Chambre a ensuite modifié les conditions dans lesquelles les retraites fonctionneraient pour les métayers et les fermiers; mais enfin je suppose que ces dispositions aient leur plein effet.

Nous arrivons ainsi à une augmentation de dépenses de 86 millions introduite par la Commission, et à une augmentation de 108 millions introduite par la Chambre par des amendements successifs.

De sorte que nos dépenses qui étaient primitivement de 58 millions et demi s'élèvent approximativement, — nous ne tenons pas compte de 2 ou 3 millions dans ces questions — à 250 millions pour les charges initiales; et, je le répète, sur ces 250 millions, il y en a 83 qui résultent simplement de l'abaissement de l'âge initial de 65 à 60 ans.

Je n'ai pas pu tenir compte des charges résultant des avantages faits aux sociétés de secours mutuels, vu qu'il est impossible de savoir *a priori* combien nous aurons d'assurés qui seront mutualistes. Le nombre des retraités atteint près de 3 millions. Il faut en défalquer tous ceux dont le salaire est inférieur à 1 fr. 50 et même 2 francs, et qui

seront dans l'impossibilité d'entrer jamais dans des sociétés de secours mutuels. La mutualité pourra s'estimer très heureuse et très fière si le nombre des retraités provenant des mutualistes atteint 4 à 500.000 au maximum. Comme pour 100.000 retraités mutualistes la dépense serait de 3 millions et demi, l'augmentation de dépenses, à en résulter pour l'avenir serait de 17 millions et demi.

Mais ces chiffres représentent les charges initiales, et nous avons une période très dure à passer; c'est celle où les deux systèmes, celui de la période transitoire et celui de la période normale viendront à se superposer. Avec les modifications introduites par la Chambre, nous arrivons, pour cette période transitoire, à un total qui n'est pas moindre que 360 millions.

Dans ce total il y a une charge sur laquelle je retiens votre attention, parce que c'est le meilleur exemple des entraînements auxquels on peut se laisser aller dans les votes, sans en avoir bien pesé les conséquences.

Nous avons toujours considéré que les salariés de l'agriculture devaient avoir un régime différent de celui des salariés du commerce et de l'industrie. En nous inspirant des opinions manifestées par un très grand nombre de collègues, nous avons même fixé le minimum de retraite garantie à des taux différents pour l'agriculture et l'industrie.

Sur l'initiative de la Chambre, nous avons renoncé à ce système. Tenant compte du très grand nombre de salariés agricoles pour lesquels on ne ferait pas de prélèvement sur des salaires inférieurs à 1 fr. 50, nous avons établi que les ouvriers de l'agriculture seraient soumis à un prélèvement uniforme de 5 centimes par jour, nous disant qu'en raison de la variété des salaires agricoles, dont une bonne partie se trouve payée, non pas seulement en argent, mais en nature, en nourriture, en logement, il serait impossible de fixer ce salaire de façon à opérer des prélèvements de 2 0/0. La Commission n'a pas été écoutée. La Chambre a adopté le principe de prélèvement de 2 0/0 pour les ouvriers agricoles.

Or ce changement de formule amène une majoration de dépenses de 65 millions. Si nous avons pu mettre ce chiffre en évidence au moment du vote, j'ai la conviction, — peut-être me trompé-je — que la Chambre aurait accepté les propositions de la Commission.

Je citerai un dernier chiffre, pour ne pas vous laisser sous l'impression de ce chiffre énorme de 360 millions, qui sera le sommet : Lorsque la loi battra son plein, c'est-à-dire pratiquement 45 à 50 ans après sa mise en application, les charges totales seront de 160 millions seulement. C'est donc le début de la loi qui sera le plus dur. Si nous pouvons vaincre les difficultés des premières années, nul doute que, ces difficultés allant en diminuant, il ne soit ensuite plus facile, — c'est une vérité bien évidente, — d'arriver au fonctionnement complet, et même à des améliorations.

J'ai fait ces calculs très rapidement, pressé par le temps, car je n'ai pu faire les appréciations nécessaires qu'après le vote de l'ensemble de la loi; mais je sais que ces études sont poursuivies en détail par des services compétents; et j'ai eu la satisfaction d'apprendre qu'on avait considéré mes évaluations comme plutôt fortes. J'en ai été heureux; j'aurais été vraiment désappointé si j'avais pu me dire que j'étais resté encore au-dessous de la vérité.

Les chiffres que je vous ai cités sont donc vraisemblablement et heureusement au-dessus de la réalité.

Je ne dis pas qu'il n'y ait de grandes difficultés à vaincre. L'essentiel, c'est que les principes de la loi sont restés absolument les mêmes depuis le vote du premier article jusqu'au vote du dernier. Ces principes sont nettement posés, ils sont acceptés. On peut modifier des chiffres, on peut changer des formules, des sommes ou des âges, mais la loi reste intacte en elle-même. C'est lors de l'application qu'on pourra la retourner, la modifier, l'améliorer même, quand on aura pu juger de ses résultats pratiques.

GRANDE-BRETAGNE

PROJETS DE MODIFICATION DE LA LÉGISLATION

SUR LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾

Analyse par M. Ed. FUSTER.

Le 26 mars 1905, M. Gladstone, secrétaire d'État à l'Intérieur, a déposé un projet de loi consolidant et amendant la législation relative à la réparation des accidents subis par les ouvriers au cours de leur travail. Il en a exposé les dispositions principales, avant même de faire distribuer à ses collègues le texte imprimé.

Voici les principales déclarations du ministre et les plus intéressants passages de la discussion qui a suivi.

Le projet, dit le ministre, tend à améliorer les conditions dans lesquelles sont indemnisés les ouvriers victimes d'accidents du travail. Le ministre espère qu'il n'aura pas à abuser de l'attention de la Chambre, le sujet étant familier à la plupart des membres, et une portion considérable du projet de loi ayant été exposée en détail dans les propositions de la Commission ministérielle, qui étaient plus propres à être examinées en commission que devant toute autre assemblée.

La question traitée par le projet de loi a progressé par étapes, et elle n'est pas encore arrivée à sa solution complète. Jusqu'en 1880, le droit commun était applicable à l'ouvrier, et à cette époque, il fut renforcé par le *Employers' Liability Act*, qui fut appliqué jusqu'en 1897 avec tous les désavantages résultant des distinctions faites par la loi en ce qui concerne la négligence ou le *common employment*, c'est-à-dire le fait du compagnon de travail. En 1897, intervint une législation totalement nouvelle, le *Workmen's Compensation Act*; elle s'inspirait de la doctrine établie par M. Chamberlain : lorsqu'une personne, sous sa propre responsabilité,

(1) Cf. Le texte de la loi, traduit par M. Bellom, dans le *Bulletin du Comité permanent des accidents du travail* de 1897.

Voir aussi, *Bulletin*, 1906, p. 8 et s., l'analyse par M. Monnier, d'une enquête officielle sur l'application de la loi de 1897.

crée une cause de risque pour autrui, elle doit être rendue responsable de ce qu'elle fait. L'admission de la responsabilité des employeurs fut subordonnée en 1897 à deux considérations : d'abord, le droit à compensation fut limité aux industries les plus dangereuses, et 2° on admit une réparation pécuniaire du risque payée directement par l'employeur ou avec l'intermédiaire d'une assurance.

En 1900, le *Workmen's Compensation Act* fut étendu aux ouvriers agricoles et horticoles. Cette fois, on abandonna deux des grands principes de l'acte de 1897 : on admettait en effet au bénéfice de la loi deux catégories d'ouvriers dont l'industrie est une des moins dangereuses du pays ; et, en second lieu, cette extension de la loi exposait les petits fermiers à des risques considérables, car ils étaient hors d'état de payer les fortes indemnités prescrites dans le cas d'accidents graves, la prime d'assurance étant hors de proportion avec le risque.

Le moment est venu maintenant d'étendre à toutes les classes de travailleurs la loi de 1897. Un nouveau principe a été adopté dans le projet de loi, qui le différencie de la loi de 1897. Ce dernier excluait toutes les classes d'ouvriers qui n'y étaient pas nominativement et expressément comprises.

On proposait maintenant de renverser ce principe, et de considérer comme impliqués dans l'expression « ouvriers » du projet de loi, *tous les travailleurs, sauf ceux qui seront expressément exclus*. La définition est importante, et constitue l'un des principes directeurs du projet de loi. « Un ouvrier » signifie tout individu (sauf les agents de police, les employés, les ouvriers à domicile, les domestiques, ou les membres de la famille du patron habitant dans sa maison), travaillant contre salaire avec un contrat de travail ou bien travaillant comme apprenti d'un travail manuel ou autre. Peu importe que le contrat soit exprès ou tacite, oral ou écrit. La Chambre observera que les ouvriers d'atelier, ceux des transports, les pêcheurs, les agents des postes et les marins tomberont sous le coup de la loi.

En ce qui concerne les *marins*, la commission qui a étudié la question il y a deux ans a recommandé que leur cas fût solutionné par l'article 207 du *Merchant Shipping Act* ; les membres de la Chambre remarqueront qu'une garantie serait ainsi accordée aux marins blessés durant un voyage, mais qu'une fois à terre, ils retomberaient sous la loi actuelle.

Le Gouvernement a pensé que la meilleure solution et la plus simple, serait de les assujettir au *Workmen's Compensation Act*, et a proposé, en conséquence, de les viser dans cette loi, contrairement aux propositions de la Commission. Quand un marin débarquera d'un voyage pendant lequel il aura subi une diminution totale ou partielle de sa capacité de travail, il pourra donc se réclamer du *Workmen's Compensation Act*.

La difficulté relative aux petits patrons, qui a considérablement gêné le Parlement en 1897 existe encore. Il y a un grand nombre de *petits*

ateliers dans le pays, et de petites industries, dans lesquelles l'employeur est, en fait, ouvrier lui-même; et, on le sait, le petit patron, en règle générale, néglige de s'assurer; en cas d'accident grave, il est incapable de payer une forte indemnité. D'après les dépositions faites devant la Commission, 25 0/0 des patrons, dans l'industrie du bâtiment, ne s'assurent pas du tout, et la plus grande partie de ces 25 0/0 consiste bien entendu en petits patrons, cela bien entendu, sauf exceptions. Les petits patrons préfèrent conserver le risque des accidents, plutôt que de payer la prime minimum, qui est hors de proportion avec les risques de leurs industries respectives.

La Commission a employé beaucoup de temps à étudier ce point, et elle a reconnu que *le succès de la loi de 1897 était dû, pour beaucoup, à l'organisation du système des assurances mutuelles et à l'action des grandes trade-unions*. Là, où la coopération a été organisée, la loi de 1897 a eu d'excellents résultats. Mais la Commission fut amenée à démontrer que dans les industries où travailleurs et patrons n'étaient pas organisés, il était douteux que les mêmes résultats pussent être atteints, et qu'il était difficile de dire jusqu'à quel point les petits patrons s'assureraient. Il était dangereux de concéder par la loi un droit qui dans beaucoup de cas resterait illusoire.

On propose pour cette raison que *les patrons qui n'emploient pas plus de cinq ouvriers* ne tombent pas sous le coup de la loi. Mais il y a une *limitation importante à cette exception* des ouvriers employés moins de cinq ensemble. Il a été prévu que si un accident arrivé à un ouvrier compris dans la définition de la loi est attribuable à l'emploi, par le patron, d'une machine à vapeur, à eau, ou de toute autre machine mue mécaniquement, ou si l'ouvrier, au moment de l'accident, était employé aux soins ou à la conduite des chevaux, au travail des mines, des carrières, aux travaux du bâtiment, ou à la pose, ou à la réparation des lignes ou travaux électriques, la limite de cinq hommes n'aurait pas d'application en l'espèce.

Cette limitation ne s'applique pas non plus à *l'agriculture*. La clause relative à l'agriculture spécifie qu'il suffit d'un ouvrier permanent pour que la loi trouve son application. Cette limitation amènera des difficultés et des anomalies, mais le projet n'est pas et ne peut pas être définitif.

Il n'y a pas non plus de raisons d'exclure du bénéfice de la loi certaines classes de travailleurs, tels que *les employés de magasin et les employés de commerce*. Mais dans certains cas leurs petits patrons auraient à payer une prime hors de toute proportion avec le risque de leur profession particulière, et pour cette raison, un grand nombre ne s'assureraient pas du tout. Aussi, en cas d'accident, l'employé n'aurait pas en face de lui quelqu'un de solvable ou bien l'employeur serait probablement ruiné.

La solution définitive de la question considérée dans son intégralité

pourrait sans doute être trouvée dans un système d'assurance obligatoire. Lorsque l'on aura vu la loi à l'œuvre, on pourra faire de nouvelles propositions pour remédier à ses défauts, pour l'étendre à d'autres classes, et pour supprimer les limitations, *et un système d'assurance bon marché et simple, fonctionnant avec l'aide du service des postes, deviendra possible.* Mais, on n'en est pas encore là.

Un avantage accessoire de la nouvelle réglementation serait de faire disparaître de l'assurance-accidents « notre vieil ami l'entrepreneur ».

La plupart des dispositions du projet sont tirées, en tout ou en partie, des excellentes indications fournies par la Commission ministérielle présidée par Sir Kenelm Digby.

Cette Commission proposait notamment d'étendre la loi sur les accidents du travail aux *maladies professionnelles*. C'était une toute nouvelle question. De toutes les infortunes dont l'armée industrielle est malheureusement victime, celles provenant de la maladie sont les plus désastreuses et les plus dignes de pitié. La Commission n'a pas cru devoir recommander l'incorporation complète des maladies professionnelles dans la loi. Mais le Gouvernement a considéré malgré l'importance des difficultés, qu'en face d'une si grave question, un grand effort était nécessaire. En conséquence, il propose de viser dans la loi les maladies suivantes : l'anthrax, les empoisonnements par le plomb, par le mercure, par le phosphore, par l'arsenic, et l'ankylostomiase. L'article qui vise cette question contient la disposition générale suivante : Quand un ouvrier est reconnu atteint d'une maladie, et que par là même sa capacité de gain est totalement ou partiellement diminuée, et si sa maladie est due à la nature de l'emploi qu'il a occupé durant les douze derniers mois, il a droit à indemnité, l'indemnité devant être payée par le dernier patron. Mais si ce dernier patron prouve que l'homme avait contracté sa maladie, ou en avait souffert, étant au service de son ou de ses précédents patrons, il y a lieu à responsabilité collective et proportionnelle.

Dans ces cas de *maladies professionnelles*, la limite de cinq hommes ne joue pas, et le ministre de l'Intérieur est autorisé, par disposition provisoire, à *étendre ces dispositions à d'autres maladies*.

On a satisfait aux désirs de la Commission en ce qui concerne les *sous-traitants*, et la loi sera amendée de façon à donner à l'ouvrier toute sécurité pour le recouvrement de l'indemnité contre le sous-traitant, le traitant principal n'étant pas responsable des accidents arrivant dans des locaux qui ne sont point sous son contrôle ou sa direction.

En ce qui concerne le paiement de l'indemnité, la loi actuelle exigeait que quinze jours se fussent écoulés depuis l'accident, pour qu'il y ait lieu à un versement. La Commission a pensé que toute atteinte à cette disposition impliquerait une grave modification du système de 1897. Le Gouvernement a pris cette question en très sérieuse considération, n'ignorant pas que toute modification à la loi actuelle sur ce point soulè-

verait de graves objections. On a considéré le cas des industries que l'on présentait déjà comme entravées par la charge des lois sur les accidents. La Commission a pensé que jusqu'ici la charge pécuniaire imposée par ces lois n'avait pas été excessive. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que les patrons n'en sont point encore au point où la loi sur les accidents de 1897 atteindra son plein effet, après quoi d'ailleurs la charge imposée pourra diminuer jusqu'à un certain point. Mais depuis 1897, en tenant compte de l'expérience acquise, le Gouvernement est arrivé à cette conclusion que l'industrie n'a pas été entravée par la loi au point qu'il faille s'interdire ce que l'on considère comme une mesure de plus grande justice.

La Commission a pu se convaincre par de suffisants témoignages, qu'un très grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants dont les salaires varient entre 5 et 25 shellings, la semaine, étaient exposés à de réelles « nuisances » par l'application de la loi actuelle.

La Commission est donc arrivée à la conclusion qu'il fallait *réduire de deux semaines à une la période non indemnisée*. Il va de soi que cela entraînera pour le patron quelques charges supplémentaires. Les experts ont varié dans l'estimation de cette surcharge; les uns parlant de 25 et les autres de 50 0/0. Ce n'est pas le moment de hasarder une opinion sur l'incidence de cette nouvelle charge; il est possible qu'elle se répartisse dans une petite proportion sur les salaires, mais il est probable qu'elle se répartira surtout entre le patron et le consommateur, et, d'une manière générale, qu'elle se répartira sans causer de dommage à l'ensemble de l'industrie.

Le projet ne pouvait se concevoir sans cette mesure de justice.

Sous la loi actuelle, l'indemnité était basée sur les *salaires* reçus ou convenus aussi longtemps que l'ouvrier était au service du même patron, mais cette disposition de la loi actuelle a été très défavorable à quelques catégories d'ouvriers, notamment à ceux qui effectuent des travaux casuels et temporaires. La Commission a pris connaissance à cet égard d'anomalies qui doivent absolument disparaître, c'est pourquoi le Gouvernement a suivi la Commission dans sa proposition. Lorsqu'un ouvrier a travaillé avec un patron pendant deux semaines continuellement, son indemnité en cas de blessure doit être basée sur les salaires qu'il a effectivement reçus, mais si ledit ouvrier n'a pas travaillé d'une façon continue pendant deux semaines au moins, le tribunal doit tenir compte des salaires que cet ouvrier recevrait dans la même industrie avec le même travail et dans la même circonscription.

En ce qui concerne l'*indemnité pour incapacité partielle*, le projet propose que l'indemnité hebdomadaire ne dépasse pas la moitié de la différence entre le montant des salaires hebdomadaires moyens payés avant l'accident et le montant du salaire effectif de l'ouvrier après l'accident, ou du moins de celui qu'il est capable de gagner. En d'autres termes,

si un homme qui gagnait 2 livres par semaine a été blessé, l'indemnité qu'on lui a accordée étant par conséquent calculée sur le taux d'une livre par semaine, et si lors de son rétablissement on l'a trouvé capable de gagner encore une livre par semaine, il recevra 10 shillings par semaine d'indemnité, ce qui le mettra en situation de recevoir au total 30 shillings par semaine.

Quant aux *personnes âgées et infirmes et aux mineurs*, la Commission a dû constater que les lois sur les accidents ont aggravé la situation des vieillards qui veulent conserver du travail, et cette difficulté, a-t-il semblé, ne fait que croître. La Commission est arrivée à la même conclusion de fait en ce qui concerne les personnes déjà infirmes. Elle propose donc qu'on accorde à ces deux catégories de personnes une *indemnité inférieure* à l'indemnité des autres ouvriers. Le Gouvernement n'a pas pensé que la situation de ces deux catégories pût être réglée tout à fait de la même façon. M. Gladstone serait personnellement tenté de leur appliquer à toutes deux la proposition de la Commission, mais il est incontestable que la situation des infirmes est plus grave que celle des ouvriers âgés. D'autres motifs encore ont été invoqués, si bien que le Gouvernement s'est décidé à ne suivre la Commission qu'en ce qui concerne les ouvriers âgés. Le patron est donc autorisé à conclure des arrangements spéciaux avec les personnes âgées de 60 ans au moins, arrangements aux termes desquels en cas de mort une somme maxima de 25 livres sera payée, et en cas de blessure et incapacité, une indemnité hebdomadaire maxima de 10 shillings par semaine. La Commission proposait 5 shillings seulement, par semaine, mais le Gouvernement a pensé que cette somme était vraiment insuffisante.

Quant aux mineurs d'âge leur situation se trouvait être également aggravée par la loi actuelle. Un garçon par exemple qui gagne 4 shillings par semaine et qui a été atteint d'une incapacité permanente, ne recevra que deux shillings par semaine d'indemnité. Le projet prévoit donc que lorsqu'un mineur d'âge a été blessé et qu'il gagnait moins de 20 shillings par semaine, l'indemnité basée sur ses gains hebdomadaires serait non pas de 50 0/0 comme pour l'ensemble des ouvriers, mais bien de 100 0/0. Toutefois l'indemnité hebdomadaire ne pourrait pas dépasser 10 shillings.

Si la situation de ces mineurs blessés est révisée plus de douze mois après l'accident, le montant de l'indemnité hebdomadaire pourra être porté à une somme supérieure, mais qui ne dépassera pas 50 0/0 de la somme que l'ouvrier aurait probablement gagnée par semaine à l'époque de la révision s'il était resté intact. Toutefois, cette indemnité majorée ne pourrait dans aucun cas dépasser une livre par semaine.

Le projet autorise le paiement par le patron par devant le tribunal, d'une somme forfaitaire en cas d'accident mortel laissant des ayants-droit. Le *registrar* répartira cette somme au mieux.

Le projet s'occupe également de la situation des *veuves*. Lorsqu'il sera prouvé au tribunal qu'une veuve qui a été indemnisée en vertu de la loi, se conduit mal, le tribunal pourra appliquer tout ou partie de l'indemnité à secourir les autres survivants.

M. Gladstone s'occupe encore de la question des *experts médicaux*. Sous la loi actuelle, lorsqu'un accident survient, l'ouvrier doit se soumettre à l'examen du médecin du patron. S'il y a désaccord, il faut en venir à un procès. L'expertise médicale devant le tribunal est définitive, mais elle entraîne des délais et des frais considérables. C'est pourquoi le projet prévoit que s'il y a désaccord après l'accident entre le patron et l'ouvrier sur le rapport du médecin du patron, le patron ou l'ouvrier, en déposant une consignation, pourra s'adresser au tribunal et le *registrar* pourra désigner immédiatement un expert médical dont le jugement sera définitif. Dans le cas de revision, l'une ou l'autre partie pourra de même s'adresser au tribunal et le *registrar* procédera à une désignation d'expert. Le Gouvernement espère que cette disposition permettra d'économiser des frais et des délais. D'après le projet, le secrétaire d'État pourra désigner des hommes de l'art pour être experts aux termes de la loi et, sous réserve de la réglementation édictée par le Trésor, leur rémunération et frais divers seront imputés sur les dépenses budgétaires.

Le ministre fait allusion à une autre question qui préoccupe le Gouvernement : celle de la sécurité des ouvriers sous l'empire de la législation actuelle. En 1897 on a exprimé la crainte que l'adoption du nouveau principe n'ait pour effet une *augmentation du nombre des accidents*. Le Gouvernement répliquait que le contraire allait se produire. Rien n'est venu prouver à la Commission que des progrès se soient effectués à cet égard sous l'influence de la loi.

La Commission s'exprimait ainsi « en somme, nous ne nous sentons pas en mesure de conclure que l'application de la loi de 1897 ait eu un effet appréciable, bon ou mauvais, sur la sécurité des travailleurs, c'est pourquoi on ne doit pas se flatter d'accroître la sécurité en prévoyant des indemnités. Cette sécurité, c'est l'application d'autres lois, particulièrement du *Factory and Workshop Act* et de la loi sur les mines qui permettra de l'accroître ».

M. AKERS-DOUGLAS félicite le ministre. La Chambre est unanime à désirer la modification de la loi de 1897. Cette loi était une expérience. Il n'est pas surprenant que huit ou neuf ans d'application aient appris que des modifications devaient y être apportées. Mais l'expérience faite a été, dans l'ensemble, très satisfaisante. Le moment est venu où l'on peut, sans quitter ces bases, étendre les bienfaits apportés par cette législation. L'orateur, faisant allusion aux indemnités promises en cas d'*intoxication professionnelle*, fait observer qu'il sera extrêmement dif-

ficile de dire à quel moment l'intoxication s'est produite et de découvrir quel est le patron qui doit être rendu responsable. Quelques-unes de ces maladies professionnelles sont très lentes et insidieuses, et d'autre part, les ouvriers victimes peuvent avoir fréquemment changé de lieu de travail.

L'orateur est satisfait de voir comprendre dans le régime, les marins, notamment les pêcheurs. Faisant allusion à la réduction de la période pendant laquelle l'indemnité n'est pas due, l'orateur espère que la Chambre ne rendra pas la loi inapplicable en imposant aux patrons des charges déraisonnables. La Commission a entendu des dépositions de compagnies d'assurances relativement à la charge additionnelle qui frapperait l'industrie si l'indemnité était payée même pour la première semaine, comme le demandent certains députés en amendement au projet de loi. La *General Accident Insurance Company* estime cette surcharge à 35 0/0. Le *Sun* et le *General Insurance Company* à 50 0/0. Sera-t-il possible d'imposer réellement une surcharge pareille aux patrons? Les critiques faites par l'orateur ne l'empêchent pas d'être, en général, favorable au projet.

M. BARKER, qui se donne comme un patron, espère que la loi actuelle sera simplifiée, et aussi que l'indemnité partira du jour de l'accident.

M. BARNES est un partisan décidé de cette législation. La loi de 1897 est un des meilleurs chapitres de la nouvelle législation sociale et M. Chamberlain en la faisant voter a rendu un éminent service à la nation. On a bien fait d'abandonner le principe d'indemniser seulement les ouvriers des industries dangereuses, car l'agriculture s'est révélée aussi dangereuse que d'autres métiers.

L'orateur n'est pas d'avis d'exclure de la loi les personnes au service des patrons occupant moins de cinq « employés ». Il est probable que les conditions de travail sont plus dangereuses dans les petits ateliers que dans les grandes usines, et le personnel de ces ateliers devrait bénéficier de la législation, mais en ce cas, il faudrait être certain que l'argent sera payé, ce qui oblige à prévoir un procédé quelconque d'assurance obligatoire. Dans beaucoup de cas les compagnies d'assurances ont refusé d'assurer des patrons parce que ceux-ci n'avaient pas satisfait aux prescriptions habituelles en ce qui concerne la sécurité dans leur atelier. Une meilleure inspection du travail est donc nécessaire si l'on veut faciliter l'application de la loi sur les accidents. Le nombre des inspecteurs aussi bien que leur compétence devraient être accrus et l'on devrait les recruter parmi les personnes qui ont une connaissance pratique de la vie des ateliers. En ce qui concerne l'assurance, l'orateur envisage trois questions. D'abord, le Gouvernement devrait encourager les petits patrons à s'assurer. S'il ne veut pas rendre l'assurance obligatoire, il devrait, à côté de l'assurance par les compagnies privées, ouvrir une assurance par l'intermédiaire de la poste. D'autre part, il

devrait être interdit dorénavant aux agents d'assurance de visiter les blessés dans les hôpitaux et de traiter là avec eux. Les accords conclus en pareilles circonstances devraient être simplement nuls et non avendus. Enfin, il faudrait empêcher les compagnies d'assurances d'obliger les patrons à rejeter les ouvriers âgés ou infirmes. L'orateur se réjouit de voir les maladies professionnelles indemnisées d'après le projet, mais il n'est pas satisfait du procédé employé pour aboutir à cette protection. Il recommande de préférence la méthode adoptée déjà dans l'industrie de la poterie. Un fonds syndical a été créé par les patrons, et quel que soit le chantier dans lequel un ouvrier a été blessé, l'indemnité lui est accordée sur ce fonds. Elle est répartie ainsi sur les larges épaules de l'industrie des poteries dans son ensemble. L'orateur se félicite encore de voir que des dispositions sont prises pour protéger les ouvriers à domicile, mais il semble qu'on veuille ne les indemniser que lorsqu'ils travaillent dans un lieu expressément prévu par le projet. L'orateur croit qu'au contraire un ouvrier devrait être indemnisé dans tous les cas où il subit une blessure au service d'un patron.

L'orateur approuve d'ailleurs la plupart des autres modifications proposées par le Gouvernement.

SIR CHARLES DILKE. — L'assurance obligatoire est la clef de tout le problème. L'orateur regrette qu'on n'ait pas voulu suivre à cet égard l'exemple donné par les autres pays. Le système allemand n'est pas le dernier mot en la matière ; le système français est absolument applicable aux conditions de la vie économique anglaise. L'orateur se félicite par contre de voir disparaître de la loi « l'entrepreneur ». Il y a cependant des cas où le sous-traitant devrait être responsable. La seule difficulté est de savoir comment atteindre cet homme. Comment savoir qui l'on doit considérer comme ouvrier dans les cas très nombreux où une personne est pour partie ouvrier, et pour partie petit patron ? Ces cas sont réglés par la loi française. Elle accorde l'indemnité minima, c'est-à-dire l'indemnité des ouvriers ordinaires. Toute exclusion du bénéfice de la loi nuira à quelqu'un, même si on supprime aujourd'hui un certain nombre des exclusions admises en 1897. Sans l'assurance obligatoire, on court le risque que les intentions des auteurs du projet soient ruinées par la banqueroute des petits patrons. L'exclusion des ouvriers à domicile du bénéfice de la loi est simplement due au maintien d'une tradition qui a déjà été abandonnée par la plupart des autres nations. D'un bout à l'autre du Continent on est tellement en progrès sur la loi anglaise et même sur le projet, que les ouvriers jouissent d'une protection internationale grâce à des traités entre les États lorsqu'ils sont employés hors de leur pays.

En somme, l'orateur demande une extension plus radicale encore des bienfaits de la loi.

M. ROBERTS, grand industriel de Sheffield, dit que la loi de 1897 a réussi à éviter bien des procès. Sur les 349 affaires que sa compagnie aurait eu à régler par devant les tribunaux, par l'application de la loi 347 ont pu être réglées sans recours aux tribunaux. L'expérience d'usines aussi importantes que celle d'Elswick prouve que toute réduction de la période non indemnisée augmente totalement le nombre des accidents. L'orateur estime qu'il eut mieux valu régler par un autre projet de loi la question des maladies professionnelles et pense avec la Commission qu'un système d'assurance résoudrait le mieux cette difficile question. En ce qui concerne les ouvriers âgés, il estime qu'il doit en effet être permis de les indemniser à un taux inférieur, car un vieillard risque plus facilement d'être blessé qu'un jeune homme, et une fois blessé, il risque d'être plus gravement atteint. Les industriels n'auraient pas renvoyé un si grand nombre d'ouvriers âgés si la loi actuelle ne les frappait pas d'indemnités si lourdes, et le Gouvernement rendrait un grand service si son projet aidait les industriels à conserver leurs ouvriers âgés.

M. EDWARDS, président de la Fédération des mineurs, remercie le Gouvernement d'avoir déposé ce projet. Ce que les ouvriers désirent le plus, c'est de voir disparaître les procès coûteux. Son syndicat a dû déjà dépenser des sommes considérables uniquement pour créer une jurisprudence. Les mineurs sont nettement opposés à toute loi qui ne prévoira pas l'indemnité à dater du jour de l'accident. Il est d'autre part de l'intérêt de l'État de prendre des mesures pour contraindre à l'assurance et cela, non seulement les petits patrons, mais même les plus grandes affaires. Il faudrait en outre en finir radicalement avec les contrats hors la loi. Les ouvriers, enfin, en ce qui concerne l'expert médical, protestent contre l'obligation où ils sont d'accepter l'expert ainsi que l'avoué du patron. Ils estiment que l'expert médical devrait être un fonctionnaire indépendant, payé par l'État.

M. TAYLOR expose notamment que l'ouvrier peut difficilement instruire son affaire contre les agents très expérimentés des compagnies d'assurances. Pourquoi n'y aurait-il pas un fonctionnaire analogue à l'expert médical dont il vient d'être question, et payé par l'État, qui examinerait *prima facie* toutes les affaires? Une certaine somme pourrait d'ailleurs être demandée à titre de consignation pour garantir que les demandeurs sont de bonne foi. L'orateur est d'avis que la législation en discussion devra aboutir à un système d'assurance obligatoire.

M. TENNANT ne comprend pas pourquoi les employés de magasin seraient exclus des bienfaits de la législation, car ils courent des risques considérables. L'orateur cite comme exemple les vendeurs d'essence pour automobiles. Il proteste également contre l'idée d'exclure les

ateliers où travaillent moins de cinq personnes. Cette limitation serait absolument inutile, si on adoptait un groupement des industries entre elles et si on les rendait solidairement responsables des accidents. C'est le système qui semble avoir été adopté dans la poterie, avec grand succès.

M. SEDDON proteste, lui aussi, contre l'exclusion des employés de magasin. Il n'y a que deux classes dans ce pays, dit-il, les travailleurs et les paresseux, et tous les travailleurs, soit intellectuels, soit manuels, devraient bénéficier d'une législation de ce genre. A propos des magasins, il cite les machines actuellement employées pour peser le sucre, pour emballer le thé. Un employé de magasin, d'après lui, finira par avoir besoin de l'apprentissage d'un excellent mécanicien. Au nom des 3/4 de million d'employés de magasin, il demande donc pour eux le bénéfice de la loi.

M. COCHRANK, est nettement en faveur d'une législation spéciale sur les maladies professionnelles, qui rejetterait le fardeau de l'indemnité sur l'ensemble des industriels intéressés. Il pense aussi qu'il vaudrait mieux recourir à une loi spéciale pour régler la situation des marins. Il rappelle par exemple le cas heureusement fréquent des marins qui risquent leur vie pour lancer une barque de sauvetage ou en général pour aller au secours d'un navire en détresse. Quelle sera la situation du capitaine lorsqu'il viendra dire à ses armateurs qu'un accident lui est survenu au cours de ce sauvetage et leur a coûté trois ou quatre vies humaines? Il deviendra, en pareil cas, extrêmement difficile de faire son devoir.

LE SOLICITOR GENERAL répond notamment en ce qui concerne la limite de cinq personnes au-dessous de laquelle certains ateliers sont exclus de la loi. Le projet s'applique bien à tous les emplois autres que ceux expressément exclus, et ceux-ci ne sont pas nombreux; ils ne comprennent pas surtout la catégorie des personnes généralement qualifiées d'ouvriers. Le projet s'applique à toutes les personnes employées dans les entreprises qui ont été jusqu'à présent considérées comme des entreprises plus ou moins dangereuses. La limite de cinq ne s'applique pas au cas où interviennent des machines. Pratiquement, tous les métiers dangereux sont couverts par la nouvelle législation. Il y en a un certain nombre qui ne sont pas absolument dangereux, et dans lesquels il y a de faibles risques, pour lesquels on devrait payer de faibles primes, mais lorsqu'on cherche à atteindre les petits patrons de ces industries, on voit bien que le risque est faible, mais on ne voit pas intervenir la faible prime. Les compagnies d'assurances en pareil cas exigent une prime considérable. Pour les fermes, par exemple, alors que le risque

est très faible, la prime s'élève de 7 sh. 6 à 10 sh. 0/0, ce qui représente bien dix à douze fois la valeur du risque, si bien que le petit patron, dans une industrie non dangereuse, finit par n'être pas assuré et que, en le faisant entrer dans le régime de réparation des accidents, on confère à ses ouvriers un bénéfice illusoire. Ces petits patrons en vérité ne sont autre chose que des compagnons de travail. Qu'on suppose l'apprenti d'un cordonnier de village; cet apprenti a été envoyé chez un client avec une paire de chaussures. En cours de route, il est blessé. Le petit patron pourra en pareil cas être obligé à payer la somme de 10 sh. par semaine pendant la vie entière peut-être à un homme dont la situation économique était vraiment bien peu différente de la sienne. Le Gouvernement avait à tenir compte de ces situations spéciales. En somme, tout en cherchant à comprendre dans la loi le plus grand nombre de personnes possible, il a estimé qu'il ne serait pas désirable de viser les petits patrons pour lesquels le principe de la responsabilité personnelle, en cas d'accidents survenus à leurs ouvriers, est inapplicable, ces petits patrons étant en fait eux-mêmes les simples compagnons de travail desdits ouvriers.

On a suggéré que les ouvriers employés dans ces conditions devraient avoir le moyen d'être protégés aussi bien que les ouvriers ordinaires, grâce à quelque artifice autre que les méthodes inscrites dans la loi. Le Gouvernement tiendra compte de cette suggestion importante. La législation n'est d'ailleurs pas arrêtée.

Quant à l'assurance d'État, le Gouvernement n'a pas voulu encombrer le projet déjà extrêmement étendu en prévoyant une disposition si sujette à controverse (*with a proposal so disputable*). Sans doute, Sir Charles Dilke posera la question en commission, mais il n'est peut-être pas bien conforme aux faits de dire, comme il l'a fait, que l'Angleterre est en retard au point de vue de la législation des accidents du travail sur toutes les nations européennes.

On a encore parlé des ouvriers à domicile. Ce qu'on appelle en effet, un « outworker », c'est une personne à laquelle on a donné du travail à faire à son domicile personnel, où elle ne se trouve pas du tout sous le contrôle du patron. Or, la législation en discussion est inapplicable à un travailleur de cette catégorie.

Quant aux maladies professionnelles, on peut dire que les dispositions du projet de loi ont un caractère purement expérimental. Les auteurs du projet n'ont nullement songé à définir les maladies professionnelles. Ils ont spécifié certaines maladies dont les causes sont exactement connues et dont les effets peuvent être bien identifiés. Ces cas bien déterminés motiveront indemnité aussi bien que s'il s'agissait d'accidents, parce qu'en vérité ce sont des crises de la vie ouvrière qui ressemblent singulièrement à des accidents.

En ce qui concerne les marins, il y a bien longtemps qu'on a reconnu

qu'ils devaient bénéficier d'une législation de ce genre, et le motif qu'on a donné à leur exclusion est plutôt paradoxal. C'est que les accidents sont si fréquents pour cette catégorie d'ouvriers que la prime imposée aux patrons deviendrait intolérable!

M. CHAMBERLAIN est aussi d'avis qu'il serait dangereux d'encombrer le projet de dispositions qui pourront être reprises plus utilement plus tard et qui provoqueraient aussi de longues et vives discussions, par exemple l'introduction d'une assurance d'État. L'orateur désirerait voir indemniser les employés de toutes les petites entreprises. Il ne comprend pas non plus comment on peut exclure tous les employés de bureau, si intéressants au point de vue social, et qui subissent certains risques positifs, surtout lorsque leur bureau se trouve près d'un atelier. Enfin, il estime que les domestiques pourraient être bénéficiaires de la législation en discussion. Il voudrait que les représentants des ouvriers à la Chambre n'insistassent pas pour les faire indemniser depuis le jour de l'accident, car cela coûterait extrêmement cher à l'industrie et ouvrirait la porte à beaucoup de fraudes et de procès.

M. WILSON dit au contraire que le principal grief contre la loi de 1897 est le non-paiement des deux premières semaines, car les ouvriers gravement atteints se trouvent souvent ensuite chargés de dettes.

Le projet est alors lu une première fois et renvoyé à la Commission.

°°°

Le 4 avril, Sir Charles Dilke a déposé le projet de résolution suivant :

« La Chambre désire voir organiser les garanties de l'assurance, de façon à prévenir toute perte des droits légaux à indemnité, prévus par la présente loi ».

Les auteurs de cette résolution, dit-il, sont partisans de l'extension à tous les ouvriers de toutes les industries du principe de l'indemnité. L'orateur ajoute que la France et la Belgique indemnisent avant même le septième jour. La loi française comprend les employés de commerce et n'exclut pas les ateliers employant moins de cinq ouvriers. En ce qui regarde les ouvriers à domicile, d'attristants témoignages ont été présentés devant la Commission au sujet du travail des femmes. L'orateur a dès 1893 déclaré que l'*Employers' Liability Act* n'était pas satisfaisant, parce qu'il ne prévoyait pas d'indemnité pour tous les ouvriers et pour toutes leurs blessures. Il demandait une responsabilité universelle garantie par une assurance universelle. La Chambre, depuis lors, tout en émettant des votes de principe en faveur de cette idée, n'a pas résolu

pratiquement la question. La Commission a cependant attiré très sérieusement l'attention, dans son rapport, sur le risque, croissant à mesure que s'étend l'application de la loi, de voir un grand nombre de patrons ne pas s'assurer. Ce danger, déjà grave, le devient infiniment plus dans les petites industries auxquelles on doit appliquer la loi. Il est impossible de se prémunir contre ce danger, à moins de créer un fonds commun. Il est singulier que ce pays seul n'offre aucune garantie contre l'insolvabilité. L'orateur rappelle encore les traités internationaux, qui sont intervenus depuis deux ans pour régler la situation des ouvriers étrangers, et il espère que le législateur anglais prendra des mesures pour que l'Angleterre puisse conclure des traités analogues.

M. MAC-ARTHUR appuie le projet de résolution et insiste sur le fait que le projet, pas plus que la loi de 1897, ne garantit l'indemnité promise à l'ouvrier blessé. Cette garantie n'est possible que si l'obligation intervient.

M. RELL croit, lui aussi, qu'un système d'assurance obligatoire, sous le contrôle de l'État, supprimerait les difficultés. Trop souvent les ouvriers sont insidieusement amenés à signer de véritables renonciations à leurs droits. L'article 3, qui vise la banqueroute du patron, devrait être renforcé. Dans peu d'années, certainement, le Gouvernement sera obligé de présenter un projet sur l'assurance obligatoire.

M. GLADSTONE réplique que la plupart des nations étrangères n'ont pas encore résolu la difficulté de l'assurance des petits patrons. Sans doute, plus vaste est le champ d'application de la loi et plus il devient urgent d'instituer un système d'assurance qui garantisse la situation des victimes, mais, par contre, plus l'on tend à assujettir les petits patrons et plus il devient difficile d'organiser à la satisfaction de tous une assurance générale. M. Mac-Arthur voudrait que la question fût abordée dès maintenant, pour que les compagnies d'assurances ne soient pas obligées de reviser leurs tarifs de temps en temps, ce qui les trouble ainsi que les industriels. Mais il est vraiment impossible pour le Gouvernement de faire trancher maintenant cette question d'une assurance nationale. Le Gouvernement voudrait faire aboutir très rapidement le projet. Il faudrait une enquête très minutieuse avant d'élaborer un système quelconque. D'ailleurs quelle forme d'assurance adopterait-on ? Serait-ce l'assurance obligatoire des patrons auprès des compagnies actuelles ? Ou bien le Gouvernement devrait-il instituer de toutes pièces une assurance ? Les nations européennes diffèrent d'avis et n'ont pas réglé toutes les difficultés. La France notamment n'a pas réglé la question des petits patrons. Elle a limité sa législation aux industries qui étaient nettement dangereuses et qui étaient importantes et bien organi-

sées. En Belgique, en Autriche, en Allemagne, un grand nombre d'ouvriers sont exclus de la loi. En Allemagne, en 1902, deux millions au moins de personnes n'étaient pas assujetties. L'Allemagne n'a donc pas résolu cette question. Si l'on suggère que dans un autre projet de loi, on devrait proposer un système d'assurance nationale, auquel devrait recourir nécessairement toute personne employant un ouvrier ou une ouvrière ou un domestique, en ce cas, comment organiser l'inspection des compagnies d'assurances et quelles garanties leur demanderons-nous pour ces opérations spéciales? Il est en outre très difficile d'établir des tarifs de risques. Le ministre rappelle les principales dispositions du système allemand et l'existence de corporations patronales, ainsi que de caisses de maladie qui interviennent pendant les treize premières semaines. Il affirme que les patrons paient 45,20 0/0 des indemnités totales et les ouvriers 37,64 ; les subsides de l'État s'élèveraient à 6,43 et les intérêts des capitaux à 10,73. On ne peut s'attendre à voir l'Angleterre avec ses idées, se conformer à ce système. Le ministre rappelle les dispositions prises dans d'autres pays. Il reconnaît que l'Italie a été très prudente et a adopté un procédé que l'Angleterre pourrait s'approprier. C'est un compromis entre l'assurance volontaire et l'assurance obligatoire, puisque la loi italienne permet aux patrons de s'assurer à la Banque nationale ou bien à des mutualités.

Évidemment le principe de l'assurance obligatoire, sous la forme adoptée soit en France, soit en Italie, est le meilleur, et devra, aussitôt que ce sera possible, être adopté par l'Angleterre comme la solution générale de la question des indemnités en cas d'accident. Le Gouvernement est donc en pleine sympathie avec Sir Charles Dilke sur le principe de sa résolution et il mettra à l'étude par des enquêtes précises la question de l'organisation de l'assurance obligatoire, sans pouvoir dire s'il en parlera à la Chambre cette année ou l'année prochaine.

M. COCHRANE constate que le ministre a critiqué différents systèmes étrangers et exprimé sa sympathie en faveur du principe de l'assurance obligatoire, mais les arguments du ministre, spécialement ceux qu'il emprunte à l'expérience de la France, semblent en contradiction avec le procédé que le Gouvernement a employé cette fois-ci en déposant un simple projet de modification à la loi de 1897. L'orateur revient sur quelques-unes des dispositions les plus contestées et notamment sur la réduction de la période non indemnisée. Il regrette que le projet étende la loi à toutes sortes d'ouvriers, sans avoir pris les sauvegardes nécessaires. L'exclusion des *outworkers* a pour conséquence de favoriser une forme de travail qui est la moins désirable de toutes.

M. WALSH proteste notamment contre les contrats hors la loi (*contracting out*). Il affirme que si l'indemnité est payée depuis le jour de

l'accident, la surcharge ne dépassera pas $1/2$ d. par tonne de charbon dans les mines. Il proteste aussi contre la situation défavorable faite aux personnes âgées de soixante ans et plus.

Plusieurs autres orateurs, notamment du parti ouvrier, parlent en faveur de la suppression de toutes les limitations contenues dans la loi actuellement en vigueur et en faveur de l'indemnisation à partir du jour de l'accident.

°°.

La Commission depuis lors a minutieusement discuté le projet. Elle a notamment discuté le premier article du projet, déclarant qu'un patron ne sera pas responsable d'un accident qui ne cause pas une incapacité totale d'au moins une semaine.

SIR ANDREW NOBLE a exposé, dans une lettre au *Times*, très commentée, que cette modification causerait un notable préjudice aux patrons. Il donnait les résultats de cinq années d'application d'un système de réparation des accidents, aux grandes usines d'Elswick, avant l'entrée en vigueur de la loi de 1897, et de cinq années d'application depuis la loi de 1897. L'usine payait les $3/5$ du coût total de l'indemnité volontaire avant la loi de 1897, et l'indemnité était payée à dater de l'accident. Or le pourcentage des accidents, qui était d'abord de 10,84 est monté régulièrement jusqu'à 14,68. Sous la loi de 1897, le pourcentage débuta à 3,38, et descendit jusqu'à 2,80, le pourcentage des accidents indemnisés descendant de son côté de 2,12 à 1,68. Ainsi donc le pourcentage total des accidents survenus sous le régime de deux semaines représentait moins d'un cinquième du pourcentage constaté dans un régime où l'indemnité était due à dater de l'accident, et même le pourcentage réellement indemnisé en vertu de la loi de 1897 ne représentait qu'un 8^e du pourcentage constaté sous l'ancien régime. La modification prévue par le projet de loi nouveau aggraverait donc dans une très large proportion la situation actuelle. Or, la commission a réduit encore de une semaine à *trois jours* la période pendant laquelle l'indemnité ne sera pas due. Les membres du parti ouvrier assurent bien qu'il n'y a pas à craindre de simulation ni de mauvaise foi, mais les chiffres donnés par Sir Andrew Noble autorisent toutes les craintes. Les ouvriers ont les faiblesses comme les vertus du reste de l'humanité et l'on ne voit pas comment ils résisteraient plus que d'autres classes à la tentation de tirer tout le profit possible des modifications apportées à la loi.

Nous reviendrons, s'il y a lieu, sur les autres décisions prises par la Commission.

ALLEMAGNE

VOTE DU PROJET DE LOI PRUSSIEN

RELATIF AUX

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES DES MINEURS

Nous avons analysé⁽¹⁾, le projet de loi par lequel le Gouvernement a voulu donner satisfaction à des revendications déjà anciennes et toujours plus pressantes. Ce projet avait été accueilli d'une façon plutôt favorable par les porte-parole des ouvriers. Voici en quels termes la *Bergarbeiterzeitung* (organe du vieux syndicat socialiste) analysait les réformes proposées par le Gouvernement.

« Le projet veut mettre fin au morcellement des caisses, il veut dissoudre ou fondre ensemble les petites associations incapables de se suffire. — Il supprime les membres instables ou stagiaires, du moins il interdit qu'on leur fasse verser des cotisations en vue d'une pension (qui ne leur est pas due). — Il veut assurer le libre passage des assurés d'une caisse à l'autre, par des traités de mutation qui garantissent aux assurés le maintien de leurs droits à la pension. — Il veut que patrons et assurés paient les mêmes cotisations, ce qui vaudrait aux caisses une recette supplémentaire en cotisations patronales de cinq à six millions de marcs (actuellement, dans 45 caisses sur 72, les patrons ne paient que 50 à 75 0/0 de ce que paient les assurés). — Il institue les élections d'*anciens* (ou administrateurs) au scrutin secret, afin de garantir aux assurés une participation effective à la gestion (dans 13 caisses seulement, les anciens ont cette garantie, ailleurs le scrutin est public, ça et là les ouvriers n'ont même qu'un droit de présentation et le bureau de la Caisse choisit). Le projet veut de même que des ouvriers et non des fonctionnaires de la mine soient nommés anciens ... »

Le projet est venu en discussion le 22 janvier 1906, il a été le jour même renvoyé à une Commission; mais déjà les orateurs de la majorité avaient manifesté leur mécontentement de voir le projet instituer partout le *scrutin secret*.

La deuxième lecture a eu lieu le 16 mai. La Commission avait notamment biffé les dispositions y relatives (et maintenu le *statu quo*), ainsi que le paragraphe actuel autorisant les statuts à dire que les

(1) *Bulletin*, 1906, p. 95.

invalides seraient éligibles ; elle avait, par contre, introduit le scrutin proportionnel. Ensuite, elle avait maintenu une disposition, très attaquée par les ouvriers, d'après laquelle les anciens devaient savoir lire et écrire l'allemand. Elle avait enfin intercalé un paragraphe d'où il résultait que le président devait être un exploitant.

On vint expliquer que la Commission avait voulu faire un compromis. Le scrutin secret profiterait seulement aux agitateurs socialistes et polonais ; *il fonctionne d'ailleurs déjà* en Westphalie et dans la Sarre et l'on songe d'autant moins à le supprimer que les deux Caisses de ces districts font fonction de Caisses d'assurances impériales contre l'invalidité, aux termes d'une loi qui impose le scrutin secret pour les élections ; mais ailleurs, en Silésie, par exemple, on craint l'agitation polonaise. Quant à la présence des invalides dans les comités, elle est fâcheuse : en Westphalie, où les 2/3 des anciens sont invalides, nombre des délibérations n'aboutissent pas, les représentants ouvriers étant systématiquement opposés aux exploitants ; les invalides cherchent notamment à obtenir qu'on rende rétroactives à leur profit toutes les mesures prises en faveur des assurés eux-mêmes comme contrepartie de sacrifices nouveaux.

La Chambre ayant approuvé la Commission, une vive agitation s'est manifestée dans les syndicats des mineurs, qui ont tenu de nombreuses réunions de protestation.

Le projet est venu en troisième lecture le 24 mai. Le Centre catholique (le député mineur Brust et M. Trimborn) a repris ses amendements et insisté notamment sur le fait que les invalides sont de sens plus rassis et plus pacifique que les ouvriers en activité. La Chambre a néanmoins confirmé son vote.

Le 30 mai, la Chambre des seigneurs a approuvé le projet venu de la Chambre des députés.

La loi se trouve donc votée et ne modifie le projet que sur les deux points indiqués : elle maintient le *statu quo* en ce qui concerne le mode de scrutin, et elle exclut les invalides.

ALLEMAGNE

UNE ENQUÊTE OFFICIELLE

SUR

L'ASSURANCE CONTRE LE CHÔMAGE

Par M. ED. FUSTER.

Un volume de 1.450 pages in-folio nous vient d'Allemagne, nouvelle contribution à l'étude du remède que la Société pourrait apporter à la crise la plus grave qui menace l'ouvrier, sous le régime économique actuel, le chômage involontaire. Le Reichstag avait, le 31 janvier 1902, invité le Gouvernement à nommer une commission d'études : le Gouvernement se contenta de charger un fonctionnaire très distingué d'une étude systématique des institutions existantes. L'Office impérial de statistique vient de publier le résultat des recherches effectuées par ce spécialiste.

La première partie de l'ouvrage traite d'abord de la notion même du chômage, de ses causes, des mesures préventives ou réparatrices, puis des institutions étrangères (Angleterre, Suisse, Belgique, etc...), enfin des institutions allemandes. La seconde partie s'occupe du placement, la troisième contient de très intéressantes annexes.

Ce remarquable ouvrage est indispensable à tous ceux qui veulent étudier de près le difficile problème de la protection contre le chômage.

°°

L'Office impérial de statistique se contente d'ailleurs de placer sous les yeux des parlementaires et des spécialistes tous les documents utiles. Il ne formule pas de propositions. Tout au plus se hasarde-t-il à conclure par des termes que nous croyons devoir reproduire *in-extenso*.

« *Le remède au chômage ne peut pas être cherché dans l'assurance. Il convient de recourir d'une part à des mesures préventives d'un caractère général (réglementation de la production, politique économique générale, éducation populaire, réglementation de l'apprentissage), d'autre part à l'organisation du placement (établissement d'un intermé-*

diaire entre l'offre et la demande de main-d'œuvre) et à l'offre de travail (ouverture de chantiers pour les sans-travail).

Il résulte bien de l'exposé des faits relatifs au manque de travail ou chômage temporaire qu'il s'agit d'un phénomène économique offrant une certaine régularité, soumis dans une certaine mesure à des lois; il est possible d'arriver à évaluer l'époque, la durée du chômage, le nombre de personnes atteintes. L'institution d'une assurance ne présenterait donc pas de difficultés d'ordre actuariel insurmontables.

L'enquête a révélé, en outre, que les diverses industries subissent le risque du chômage dans des proportions très différentes; elles n'éprouvent donc pas toutes également le besoin de voir établir une garantie contre les conséquences du chômage.

Dans quelques professions même (agriculture, navigation intérieure, bâtiment), l'arrêt momentané des entreprises pendant une saison est une caractéristique de l'exploitation, un phénomène normal qui parfois trouve sa contre-partie dans le taux du salaire; ou qui fait partie, comme c'est le cas pour l'agriculture, d'un ensemble de circonstances toutes spéciales.

C'est pour d'autres motifs qu'on déclare difficile d'organiser une assurance contre les suites du chômage. En quoi consiste exactement, comment délimiter ce « chômage » qui donnerait droit à une indemnité? Comment, dans la pratique, contrôler l'application de la définition ainsi établie? Puis, comment régler l'obligation d'accepter le travail offert? Pratiquement, personne n'a encore résolu le problème du contrôle du chômage pour des masses importantes de chômeurs non organisés.

On a cherché à utiliser, par divers moyens, *l'action publique*. Là où a été organisée l'assurance générale *obligatoire* contre les suites du chômage, c'est-à-dire à Saint-Gall seulement, on a chargé principalement une catégorie d'habitants qui ne court pas ou guère le risque de chômage, et l'on s'est aperçu qu'il est extrêmement difficile de sérier les cotisations d'une façon qui corresponde réellement aux différences de risque. On peut se demander s'il était réellement besoin de donner à l'organisation d'assurance une telle étendue. Mais, quoi qu'il en soit, on s'est aperçu que toute assurance générale bureaucratique est obligée de recourir à des précautions toutes spéciales; elle doit définir et délimiter le chômage d'une façon si étroite que les ouvriers sont portés à se plaindre qu'on gêne leur liberté de mouvement et qu'on empêche leurs organismes professionnels d'atteindre leurs buts. Cela se manifesta surtout lorsqu'il fallut régler la question du congédiement par le patron et fixer l'obligation d'accepter du travail lorsqu'il s'en offre. A cet égard, dans une assurance de trop vaste étendue, le danger des abus est très sérieux. Jusqu'à présent le contrôle exclusif par les institutions de placement s'est révélé insuffisant: il n'empêche pas par exemple un prétendu chômeur d'accepter un travail accessoire. Il n'est d'ailleurs pas encore

prouvé que, dans les grandes villes, le service du placement soit en mesure de faire tout ce qu'exige de lui l'organisation d'une assurance obligatoire contre les suites du chômage.

Lorsqu'on veut, au contraire, donner à cette assurance le caractère *facultatif*, on doit ne plus compter que sur les groupes d'individus qui ressentent eux-mêmes le besoin de s'assurer. Groupes bien restreints, exception faite pour les ouvriers syndiqués. Les ouvriers qui sont dans la situation la plus triste, l'expérience le montre, manquent de l'initiative nécessaire à l'assurance ou bien sont hors d'état de prendre sur leurs gains le montant des cotisations. C'est pourquoi les caisses facultatives de chômage n'ont jamais eu qu'un nombre restreint de membres, venant tous des catégories d'ouvriers les mieux payées. Les ouvriers du bâtiment sont ceux qui ont le plus agi dans cet ordre d'idées.

On peut considérer comme une solution intermédiaire, présentant de sérieux avantages, le système auquel ont recouru des municipalités belges et le Gouvernement français ; il consiste à *subventionner* les caisses de secours déjà existantes des associations ouvrières et des organisations qui secourent en cas de chômage par l'intermédiaire d'institutions publiques. Pourtant, le nombre des ouvriers organisés est faible dans ces différents pays, si bien que la très grosse majorité des ouvriers est laissée hors du système. On a songé à donner un équivalent aux ouvriers non organisés, sous la forme de majorations de leurs versements aux caisses d'épargne ; mais ce procédé présente de grandes difficultés, et, là où il a été adopté, l'institution n'a pris aucun développement. Il faudrait, au bénéfice des non-organisés, des caisses générales d'assurance complémentaire : mais il n'en existe nulle part. Le système belge et français doit être perfectionné au moyen des procédés préconisés par les commissions norvégienne et danoise chargées de l'étude de ces questions : elles s'efforcent de répondre aux objections tirées du fait que les subventions vont uniquement aux ouvriers organisés, en perfectionnant le régime des caisses d'épargne et des subventions aux épargnants non organisés. Tout système, sauf en Belgique, est encore dans la période embryonnaire. En tout cas, on manque encore de données concluantes sur le caractère et les effets de la participation de l'État. Quant à la participation des *communes*, les expériences faites en Belgique ne sont, dans leur ensemble, pas défavorables (Les objections parfois très sérieuses qui peuvent cependant être faites à ce système, sont exposées dans les différents chapitres du mémoire).

La protection contre les conséquences du chômage par l'aide mutuelle *sans intervention de l'action publique* se réalise de plus en plus, dans tous les pays, pour des catégories restreintes du monde ouvrier, soit par l'organisation syndicale, soit au moyen d'une combinaison avec la coopération de consommation. Mais les ouvriers n'admettent que dans une certaine mesure que l'aide mutuelle exclusive soit la forme normale de

la protection contre les conséquences du chômage, et il est à leurs yeux de principe que l'ouvrier rejeté dans l'aide mutuelle privée subit une charge injuste, car le chômage n'est, disent-ils, qu'une conséquence de l'organisation économique actuelle : ils estiment donc que les frais de leur protection devraient être supportés par la collectivité. Mais, à ce propos, on ne doit pas perdre de vue que ce principe n'est pas applicable aux seuls travailleurs manuels : il peut être aussi bien invoqué en faveur de tous les individus en état de dépendance économique, et ce raisonnement a pour conséquence logique la revendication d'une assurance publique de *toutes* les personnes en état de dépendance économique.

L'objection que l'ouvrier est injustement surchargé lorsqu'on le rejette à l'aide mutuelle privée, est également invoquée contre l'*obligation de l'épargne*, souvent proposée comme substitut de l'assurance contre le chômage, et qui s'inspire, par opposition au principe de l'assurance « tous pour un », du principe individualiste « chacun pour soi ».

Tous les projets sont unanimes à proposer, et toutes les expériences à démontrer qu'il est extrêmement important, pour le succès de toute forme de secours ou d'assurance contre le chômage, qu'on crée ou qu'on perfectionne le *placement*.

ALLEMAGNE

Une amorce de l'assurance des veuves et orphelins : les projets de la corporation des armateurs

Par M. Ed. FUSTER.

Le 11 décembre dernier, en présence de délégués de l'Office impérial des assurances et du ministère de l'Intérieur, les représentants des armateurs allemands ont pris des décisions qui feront date dans l'histoire de la législation sociale allemande. Ils ont adopté un projet d'organisation générale de l'assurance des victimes d'accidents du travail, des invalides et vieillards, des veuves et des orphelins.

Depuis 1895, la corporation maritime d'assurance contre les accidents s'efforçait de prouver que la conception actuelle de l'assurance des invalides tenait trop peu compte des conditions toutes spéciales dans lesquelles sont placés les marins. Elle offre cet inconvénient primordial que les services rendus par l'assurance aux marins sont très loin de correspondre aux contributions exigées de la navigation. Les statistiques démontrent en effet que les marins se trouvent rarement en situation de jouir d'une rente de vieillesse ou même d'invalidité. Cela est d'autant plus vrai qu'un très grand nombre quittent prématurément, vers la 45^e année environ, leur métier de marin et trouvent une situation indépendante : ils cessent donc d'être assujettis à l'assurance. Mais d'une manière générale, les risques courus par les marins et les besoins de ce groupe de travailleurs ne ressemblent pas à ceux que l'on constate dans la plupart des autres métiers. Sans même insister sur les accidents du travail — qui sont couverts par une assurance spéciale — la vie des marins les expose fréquemment à des maladies graves, le plus souvent mortelles : aux effets par exemple des maladies climatiques, la fièvre jaune, le béri-béri, etc...; la mort en est trop souvent la conséquence, tandis qu'elles provoquent rarement l'invalidité

prévue par la loi. C'est dire qu'une assurance protégeant les veuves et les orphelins est, dans ce cas spécial, au moins aussi nécessaire qu'une assurance contre l'invalidité.

Le législateur n'a pas méconnu, d'ailleurs, cette situation exceptionnelle. Sur la demande de la Corporation d'assurance maritime contre les accidents, il a introduit dans la loi de l'invalidité de 1899 (art. 11) une disposition autorisant cette corporation — après avis conforme du Conseil fédéral — à créer une « caisse autonome » analogue aux caisses instituées pour les chemins de fer et les mines, mais à cette condition expresse que la dite caisse autonome assurerait en même temps des secours aux veuves et aux orphelins de ses assurés.

La direction de la Corporation soumit donc en novembre 1899 à l'approbation du Conseil fédéral un projet de statuts qui s'inspirait de ce programme. L'assurance des veuves et orphelins était organisée dans les mêmes conditions financières que l'assurance contre les accidents, c'est-à-dire selon le système de la répartition. Le ministère de l'Intérieur fit énergiquement opposition, réclamant l'adoption du système des primes moyennes, en vigueur déjà pour l'ensemble de l'assurance contre l'invalidité. Le projet de statuts voulait en outre que les secours payables déjà aux veuves et orphelins fussent aussi élevés que les rentes payables à une catégorie spéciale de veuves et orphelins, à la suite d'accidents mortels : la corporation redoutant en effet les contestations sans nombre que ne manquerait pas de faire naître la question. Le marin est-il mort d'un accident de travail ou non ? Mais, depuis lors, la loi sur les accidents a été modifiée de telle sorte que les charges ont augmenté de 50 0/0 environ. Il n'était plus possible, dans ces conditions, de faire payer par la caisse projetée des secours aussi considérables que les rentes des ayants droit d'accidentés.

Le nouveau projet, adopté par l'assemblée générale de la corporation le 11 décembre mais encore mal connu, crée, pour le service des secours aux veuves et orphelins, cinq classes correspondant aux cinq classes de l'assurance contre l'invalidité. Le système financier proposé constitue une sorte de compromis ; on a voulu éviter le coûteux système des primes moyennes et tenir compte de la déplorable situation économique d'un grand nombre de maisons d'armement. Pour couvrir les charges résultant de l'ensemble de l'assurance (c'est-à-dire de l'assurance-invalidité aussi bien que de l'assurance des veuves et orphelins) on a donc

prévu des cotisations dépassant les cotisations fixées par la loi sur l'invalidité de 6 pfennigs pour les classes I et II, de 8 pfennigs pour la classe III, de 10 pfennigs pour les classes IV. et V. C'est ainsi que la surcharge annuelle serait pour un matelot faisant partie de la classe IV et cotisant pendant 44 semaines de 4 m. 40. En chiffres ronds, outre une somme de 158.000 marcs par an qui d'après les actuels peut être considérée comme n'étant pas nécessaire pour le service de l'assurance-invalidité tout en ayant été versée à cet usage et reste ainsi disponible, il suffirait de trouver encore 200.000 marcs par an, moitié dans la poche des armateurs, moitié dans celle des marins, pour qu'on puisse faire le service de l'assurance des veuves et orphelins.

A tous autres égards, la caisse autonome satisferait aux exigences de la loi sur l'invalidité. Le projet prévoit même l'entrée en vigueur, dans quelques années, d'une assurance impériale des veuves et orphelins, et la caisse est organisée de façon à pouvoir subsister en pareil cas. En particulier le montant des secours a été fixé de telle sorte que, grossis de la subvention d'État qui viendrait à être payée, ils équivaldraient aux secours exigés par la loi en élaboration dans les bureaux du ministère de l'Intérieur.

Le Conseil fédéral est saisi de ce projet et l'on espère cette fois aboutir. S'il en est ainsi, toute la protection des marins et de leur famille se trouvera confiée à une corporation patronale d'assurance, assistée bien entendu de représentants des assurés. C'est le plan d'unification des assurances du D^r Bödiker qui reçoit un commencement de réalisation. A cet égard, comme pour les auteurs du projet de loi, si impatiemment attendu, sur l'assurance des veuves et des orphelins, l'entrée en vigueur du projet dont nous venons d'indiquer les grandes lignes constituera la plus utile des expériences d'un précédent dont on s'empressera de tenir compte.

P.-S. — A propos des projets d'assurance des veuves et orphelins, il est intéressant de signaler que, dans le budget impérial de 1906 se trouve pour la première fois inscrit un crédit de 22 millions de marcs, premier versement à la réserve que le Parlement veut constituer sur les excédents de recettes provenant de divers droits de douane dont sont frappés des produits alimentaires, pour faciliter l'organisation en 1910 (?) de l'assurance des veuves et orphelins.

AUSTRALIE

PENSIONS DE VIEILLESSE

Ann. par M. FUSTER

La Commission nommée par le Gouverneur général du *Commonwealth* australien pour procéder à une enquête sur l'état de la question des retraites pour la vieillesse a déposé un instructif rapport. Il s'agissait particulièrement d'étudier les effets des lois de Victoria et de la Nouvelle-Galles du Sud et d'estimer le coût probable d'établissement d'un régime analogue dans l'ensemble du *Commonwealth*.

Ce rapport fait en passant une comparaison avec les résultats de la législation néo-zélandaise. Il rappelle que la pension maximum est, dans la Nouvelle-Galles du Sud et en Nouvelle-Zélande de 12 fr. 50 par semaine et dans la Victoria de 10 francs. La loi de Nouvelle-Galles du Sud contient des dispositions spéciales aux personnes mariées, la pension maximum est de 9 fr. 35 par semaine pour chacune.

Le coût total de ces pensions est approximativement :

Dans la Nouvelle-Galles du Sud, pour 22.000 pensionnés, de 635.000 francs par an.

Dans la Victoria du Sud, pour 11.452 pensionnés, de 256.250 francs par an.

Dans la Nouvelle-Zélande, pour 11.770 pensionnés, de 406.250 francs par an.

Dans chaque colonie, le montant de la pension payable varie, au-dessous du maximum indiqué ci-dessus, selon le revenu que le pensionné perçoit par ailleurs ; on effectue aussi des réductions correspondant à la valeur des propriétés ou capitaux qu'il se trouve posséder. Il n'est pas garanti de pension aux personnes dont le revenu ou le capital dépasse un certain chiffre.

L'âge d'entrée en jouissance de la pension est 65 ans, mais dans la Nouvelle-Galles du Sud et la Victoria, la pension est payable à un âge moins avancé s'il y a invalidité. Dans la Victoria, lorsque cette invalidité résulte d'un travail dangereux et malsain, la pension peut être accordée quel que soit l'âge.

Le droit à la pension est également subordonné à certaines exigences

relatives à la durée de la résidence. La Nouvelle-Galles du Sud et la Nouvelle-Zélande exigent une résidence continue de 25 ans, la Victoria se contente de 20 ans. Partout, on autorise des absences jusqu'à concurrence d'une certaine durée. Des enquêtes sont faites sur le « caractère » des candidats avant toute attribution de pension.

Le système appliqué en Allemagne (contribution des patrons, des ouvriers, majoration par l'État) n'est pas considéré par la Commission comme applicable à l'Australie, « en raison des conditions extrêmement divergentes qui prévalent dans les deux pays ».

La Commission estime que le coût d'un système de pensions de retraites tel qu'elle le recommande serait de 37.500.000 francs par an (pour tout le *Commonwealth*). Déduction faite des annuités déjà dépensées en Nouvelle-Galles du Sud et en Victoria (plus de 17.500.000 francs par an). On peut d'autre part compter sur une réduction considérable des secours d'assistance qui, dans bien des cas, constituent de véritables pensions.

Les recommandations de la Commission sont, dans une large mesure, d'accord avec la législation actuelle de la Nouvelle-Zélande. Les pensions seraient payées par l'État, le maximum serait de 12 fr. 50 par semaine, l'âge de 65 ans, avec réduction à 60 ans lorsque le candidat est déjà invalide. Diverses autres conditions (résidence, caractère, etc.) devraient être remplies, et des réductions seraient effectuées lorsque les candidats posséderaient un capital ou jouiraient d'un revenu quelconque.

STATISTIQUE

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail, sur la situation des sociétés d'assurances admises à pratiquer les assurances régies par ladite loi et sur le fonctionnement du fonds de garantie.

Paris, le 7 mars 1906.

Monsieur le Président,

L'article 15 du règlement d'administration publique rendu le 28 février 1899 pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 dispose que « le ministre du Commerce présente chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation de toutes les sociétés d'assurances contre les accidents du travail, soumises à sa surveillance ».

L'article 27 du règlement d'administration publique rendu à la même date pour l'exécution de l'article 26 de ladite loi, prévoit, d'autre part, que « le ministre du Commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898 ».

Ce sont ces rapports que, suivant les errements précédemment adoptés (1), j'ai l'honneur de vous adresser en un rapport unique.

Ce rapport comprend, pour l'année 1904, ce qui concerne le fonctionnement du fonds de garantie et des organismes d'assurances par l'État ; pour l'année

(1) Rapport du 27 février 1905 (Bulletin, 1905, p. 154).

1903 seulement; ce qui concerne le contrôle des sociétés d'assurances, dont les comptes rendus requièrent un long examen préalable, et il résume en même temps les résultats généraux de la législation nouvelle sur le risque professionnel.

PREMIÈRE PARTIE

Application générale de la loi.

CHAPITRE I^{er}

Interprétations administratives et judiciaires.

I. — L'application première de la loi du 9 avril 1898 ne pouvait manquer de révéler à la fois des imperfections de détail, inévitables dans une législation d'une telle portée sociale et d'un ordre aussi nouveau, et des lacunes ou des obscurités de rédaction que pouvaient aggraver certaines tendances d'une jurisprudence judiciaire étroitement rattachée par ses traditions aux principes du droit civil.

Après avoir fait face à son œuvre initiale de vulgarisation administrative, précisé les bases et le mécanisme général de la loi, appelé l'attention des assujettis sur les divers procédés d'assurance qui leur étaient ouverts, mis en évidence le caractère d'ordre public de la loi, indiqué nettement à qui incombait la charge du risque professionnel, le ministère du Commerce ne pouvait plus guère qu'attendre et provoquer de la part du législateur lui-même les interprétations décisives ou les modifications nécessaires.

De concert avec les commissions parlementaires de la Chambre et du Sénat, il s'efforça d'introduire dans la législation des accidents du travail les améliorations que la pratique de la loi avait fait apparaître comme désirables, et, en même temps, d'obtenir une rédaction plus explicite sur les points importants qui n'avaient pu encore rallier l'interprétation unanime des tribunaux judiciaires.

Ces efforts amenèrent le vote de la loi du 31 mars 1905, dont les dispositions principales ont été signalées par la circulaire du 3 mai 1905.

II. — Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, institué auprès du ministre du Commerce par l'article 16 du règlement d'administration publique du 28 février 1899 et organisé par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899, a vu la loi du 31 mars 1905 non pas seulement consacrer son existence, mais fixer sa composition, définir et fortifier ses attributions et réserver à un décret le mode de nomination et de renouvellement de ses membres, ainsi que la désignation de ses président, vice-président et secrétaire (1).

Avec la constitution d'un corps de jurisprudence de jour en jour plus solide et plus complet, le rôle interprétatif du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est devenu nécessairement moins actif. Les problèmes juridiques, souvent délicats, qu'avait soulevés dès l'origine l'application de la loi du 9 avril 1898, non seulement avaient été déjà l'objet de ses avis interprétatifs,

(1) Le décret susvisé est intervenu à la date du 20 mai 1905 (*Journal officiel* du 1^{er} juin).

mais encore avaient été solutionnés depuis par la jurisprudence, souvent même par des arrêts de la Cour de cassation.

La délimitation du champ d'application de la loi, principal objet des efforts du comité consultatif à l'origine, avait été peu à peu tracée par tout un ensemble de décisions judiciaires, inspirées pour la plupart par ses travaux et où domine finalement le critérium, auquel il s'était dès l'abord attaché, de la « transformation industrielle » des produits mis en œuvre.

Si le rôle interprétatif du comité est ainsi, par la force des choses passé au second plan, il n'en garde pas moins une importance considérable.

Mettant au service du ministère du Commerce les compétences variées qu'il renferme, il a commencé à défricher le champ nouveau sur lequel s'étendra progressivement le domaine d'application du principe du risque professionnel. Son activité s'est tout d'abord manifestée à cet égard par l'élaboration de la législation sur la réparation des maladies professionnelles et ce sont ses solutions et sa rédaction mêmes que reproduit le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des députés par mon prédécesseur, le 16 mai dernier.

La nouvelle rédaction de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, comblant une lacune dont les inconvénients s'étaient à plusieurs reprises fait sentir, a, d'autre part, conféré au comité consultatif des attributions qui confinent à celles d'un véritable tribunal, en ce qui concerne les arrêts de fonctionnement des sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail. Elle a réglementé avec une précision minutieuse la procédure suivant laquelle pourra désormais s'engager et se poursuivre devant lui l'action de l'Administration contre les sociétés d'assurances qui ne rempliraient pas les conditions prévues par la loi ou dont la situation financière ne présenterait plus de garanties suffisantes (1).

(1) Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est actuellement composé comme suit (les membres dont le nom est précédé d'un astérisque font partie du comité depuis l'origine) :

MM.

*Louis Ricard, ancien garde des sceaux, *président*.

*Guieysse, député, président de l'Institut des actuaires français, *vice-président*.

Thuillier, sénateur.

Petitjean, sénateur.

Puesch, député.

Decker-David, député.

Mas, député.

*Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.

*Arthur Fontaine, directeur du travail.

Delatour, conseiller d'État, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

*Cheysson, membre de l'Institut, inspecteur général des ponts et chaussées, professeur à l'École nationale des mines et à l'École libre des sciences politiques.

Louis Fontaine, chef de division à la Caisse des dépôts et consignations.

Laurent, président du tribunal de commerce de la Seine.

David-Mennet, membre de la chambre de commerce de Paris.

*Keufer, vice-président du conseil supérieur du travail.

Briat, membre du conseil supérieur du travail.

*Lyon-Caen, professeur à la faculté de droit de Paris, membre de l'Institut.

*Pinard, président du conseil d'administration de la *Mutualité industrielle*.

III. — Comme par le passé, le ministère du Commerce s'est efforcé de réaliser, autant qu'il pouvait dépendre de lui, le maintien de l'unité d'interprétation entre les différentes administrations appelées à appliquer la loi. Il est resté à cet effet en contact avec les divers départements ministériels intéressés.

C'est ainsi, par exemple, qu'il s'est préoccupé, après s'être concerté avec le ministère de la Justice, d'assurer l'affichage intégral du texte modifié de la loi du 9 avril 1898 et qu'il étudie le moyen de provoquer l'apposition dans les salles accédant aux prétoires des tribunaux d'avis mettant en garde les ouvriers contre les agissements des agents d'affaires et leur rappelant l'essentiel des dispositions légales à cet égard.

IV. — A mesure que s'affirmait la doctrine, que la jurisprudence prenait corps en matière d'accidents du travail, le ministère du Commerce continuait et étendait son œuvre vulgarisatrice, mettant à la portée des intéressés, en des publications simples et brèves, non seulement les documents officiels, mais aussi l'analyse méthodique des résultats obtenus tant dans le domaine judiciaire que dans le domaine administratif. Il convient notamment de citer la publication d'un répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail et d'un nouveau recueil de décisions rendues en la matière par les diverses juridictions judiciaires et par le Conseil d'État.

V. — Les arrêts de la Cour de cassation, particulièrement nombreux durant les derniers mois écoulés, constituent, dès à présent, un corps de jurisprudence assez complet pour offrir, sur presque tous les points de quelque importance, un solide appui à l'interprétation, un peu flottante à l'origine, des tribunaux et des cours d'appel.

L'action de la Cour suprême a continué de s'exercer dans le sens déjà indiqué au précédent rapport.

Certains de ses arrêts, sans doute, laissent place à des tendances différentes et à la consécration de solutions où les principes nouveaux introduits par le législateur de 1898 se heurtent à des règles de droit commun pour aboutir à des décisions quelque peu inattendues. Mais il semble permis, à certains égards, de les considérer comme transitoires et de retenir que, dans son ensemble, la dernière jurisprudence de la Cour de cassation n'a pas trompé les prévisions de ceux qui attendaient d'un droit nouveau des conséquences nouvelles.

Par arrêt du 17 février 1902, signalé au précédent rapport, la Cour (chambre

Villemin, président du conseil d'administration du *Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics*.

*Mayen, directeur de *La Prévoyance*, président du syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes.

De Serbonnes, directeur de *l'Abeille*.

*Chaufon, avocat au Conseil d'État.

*Griolet, vice-président du conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer du Nord.

*Gruner, ingénieur civil des mines, secrétaire-général du comité central des bouillères.

Rossy, commissaire-contrôleur des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, *secrétaire*.

Pannier, commissaire-contrôleur des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, *secrétaire-adjoint*.

civile), dégageant les éléments constitutifs du risque professionnel, avait considéré comme survenu par le fait du travail tout accident causé par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ouvrier était soumis à la direction du chef d'entreprise. Elle a eu, au cours de ces deux dernières années, occasion de faire application de cette définition :

Au cas de l'employé d'un chef d'industrie envoyé en course par son patron et blessé en nettoyant la bicyclette dont il se servait et qui faisait partie de l'outillage industriel de l'entreprise (Req. rej., 11 mai 1904) ; plus récemment, au cas d'un marinier tombé, pendant la nuit, de son bord, où l'obligeait à vivre son contrat de travail, l'exposant ainsi à tous les dangers de sa profession (Civ. cass., 26 juillet 1905).

De la définition précédemment rappelée de l'accident professionnel doivent être rapprochées les solutions données par deux arrêts de rejet de la chambre des requêtes. Le premier du 28 mars 1905, écarte l'application de la loi du 9 avril 1898 à l'accident dont a été victime un jeune ouvrier tombé d'une fenêtre en jouant dans les bâtiments attenants à l'atelier, sa journée finie, avec plusieurs de ses camarades. Le second, du 4 juillet 1905, admet que les juges du fond ont pu considérer comme s'étant produit en dehors des heures de travail et dans un lieu qui ne pouvait être considéré comme une dépendance du lieu du travail l'accident survenu à un ouvrier chargé d'effectuer à distance certains travaux et qui, ces travaux achevés et après avoir été à la poste pour l'annoncer à ses patrons, avait été, au retour, sur la voie publique, renversé et blessé par un cycliste.

La Cour de cassation (chambre civile) a eu également à se prononcer, le 27 juillet 1905, sur le cas d'un ouvrier mort de tuberculose pulmonaire, les juges du fait n'ayant pas admis que le décès fût en relation directe et immédiate avec un accident dont cet ouvrier avait été la victime, tout en reconnaissant cependant que l'accident, en diminuant les forces du blessé et en le retenant au lit, avait déterminé une évolution plus rapide de sa maladie et hâté un dénouement fatal, et elle a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt incriminé. La Cour a fait état, en l'espèce, de l'affirmation initiale de l'arrêt que la *maladie* du blessé, cause directe de sa mort, ne pouvait être considérée comme une conséquence de l'accident du travail dont il avait été la victime.

Par ailleurs, la Cour de cassation n'a pas cessé d'affirmer sa jurisprudence antérieure qui maintient, en matière d'accidents du travail, l'application des règles de l'article 1315 du Code civil et impose à l'ouvrier, à l'employé ou à ses représentants, demandeurs en indemnité, de prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettissement de l'industrie dans laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la relation de cause à effet entre l'accident et le travail (Req. rej., 29 février 1904, 4 mai 1904, 22 juin 1905). L'arrêt du 4 mai 1905, sans s'opposer à l'arrêt de la Chambre civile du 26 juillet 1905 précédemment rappelé, a ainsi pu écarter comme insuffisamment justifiée la demande de l'ayant droit d'un batelier dont le corps avait été trouvé noyé dans le port où son bateau était stationné, mais sans qu'il fût établi que cet événement ait été le résultat d'un accident survenu pendant que la victime était en service sur ledit bateau.

En matière d'assujettissement, la Cour de cassation a eu occasion d'affirmer que les dispositions de la loi du 9 avril 1898 s'appliquaient uniquement aux industriels ou commerçants énumérés à l'article 1^{er} de ladite loi, à l'exclusion des

personnes qui n'exercent aucune profession ou qui exercent une profession non assujettie; lorsqu'elles font, par exception, exécuter par des ouvriers de leur choix et sous leur direction des travaux qui rentrent dans la catégorie de ceux que vise la loi (Civ. rej., 6 janvier 1904).

Elle a décidé, par contre, au cas d'une entreprise assujettie, qu'un accident survenu au cours de travaux d'une catégorie non visée donne droit aux indemnités légales lorsqu'il frappe un ouvrier attaché à cette entreprise et les exécutant à son profit (Req. rej., 4 janv. 1905).

La Cour de cassation a confirmé d'autre part sa jurisprudence antérieure relative au non-assujettissement des « travaux et chantiers forestiers » qu'elle considère comme des exploitations purement agricoles auxquelles la loi du 9 avril 1898 ne serait applicable qu'au cas d'emploi de machines mues par des moteurs inanimés et seulement pour les accidents occasionnés par l'emploi de ces machines ou moteurs (Req. rej., 8 février 1904; Civ. cass., 19 avril 1904).

Enfin elle a continué de condamner les solutions de certains tribunaux qui, faisant un départ selon leur importance entre les divers établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi, tendaient à limiter arbitrairement l'application du principe du risque professionnel soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie (C. cass., 15 mars 1904; 5 juillet et 2 août 1905), et elle a jugé à nouveau, englobant tous les ateliers industriels dans les termes « usines et manufactures » de l'énumération légale : que tous les métiers qui comportent transformation des objets auxquels ils s'appliquent, ce qui est le propre des métiers industriels, sont assujettis aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 (Civ. cass., 2 arrêts, 5 juillet 1904). Les juges du fait doivent, précise-t-elle, en chaque espèce, spécifier les conditions dans lesquelles s'effectue le travail qui a été la cause ou l'occasion de l'accident.

En se réclamant de cette jurisprudence, la chambre des requêtes a déclaré non assujetti le boulanger qui n'emploie pas pour faire son pain de moteur inanimé, et dont l'industrie, qui consiste à pétrir et à faire cuire de la farine, utilise simplement la matière première sans opérer de transformation industrielle (Req. rej., 26 avril 1904, 10 avril 1905 et 6 juillet 1905); au contraire, la chambre civile, statuant sur le cas de bouchers, a jugé que le fait de convertir un animal vivant en viande de boucherie d'une part, et en déchets divers (suifs, cornes, pieds et peaux) de l'autre, constituait une transformation de la marchandise et par suite une opération industrielle de la part de celui qui s'y livre, assujettie au régime légal du risque professionnel (Civ. cass., 24 octobre 1904, 2 et 3 août 1905).

A son interprétation large des mots « usines et manufactures », la Cour de cassation a continué d'opposer une interprétation plus étroite des autres termes de l'énumération des entreprises assujetties et notamment du mot « chantier ». La chambre des requêtes a jugé à nouveau en ce sens (Req. rej., 13 mars 1905), que les chais et les caves d'un marchand de vins en gros ne sauraient être considérés, quel que soit le nombre des fûts qui y sont manipulés ou des ouvriers qui y travaillent, comme un chantier au sens de la loi du 9 avril 1898, et qu'il en était de même de l'établissement d'un négociant en fer qui ne fait subir aux pièces emmagasinées dans ses entrepôts aucune appropriation industrielle proprement dite (Req. rej., 25 juillet 1904).

De ces deux décisions doivent être rapprochés deux arrêts, l'un de la chambre civile du 24 octobre 1904, l'autre de la chambre des requêtes du 12 décembre

1904, qui déclarent non assujetties comme ne rentrant dans aucun des termes de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi, les entreprises de balayage de rues ou d'enlèvement des immondices dans une ville.

Dans le même ordre d'idées encore doit être signalée la solution d'un arrêt de la chambre civile du 11 juillet 1905 qui décide, s'appuyant sur la terminologie du Code de commerce, que les mots « entreprises de transport par terre et par eau » ne s'appliquent pas aux transports maritimes et que les accidents survenus à bord des bâtiments de mer sont, en ces conditions, exclusivement régis par l'article 1382 du Code civil.

La Cour de cassation a eu également à se prononcer sur le cas d'établissements où l'opération industrielle n'apparaît qu'exceptionnelle ou tout accessoire et où le caractère dominant, sinon exclusif, de la profession considérée est de nature proprement commerciale (toute mise en œuvre de substances explosives ou tout emploi de moteurs réservés) et elle a rejeté, dans deux espèces particulières, dont celle du négociant en fer faisant accidentellement couper ou percer les pièces de métal par lui mises en vente, les pourvois formés contre les décisions de débouté des juges du fait (Req. 27 avril et 25 juillet 1904).

Lorsqu'un même chef d'entreprise exerce deux professions dont une seulement est assujettie, la Cour de cassation restreint naturellement le bénéfice de l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents survenus par le fait ou à l'occasion de la profession assujettie (Civ. cass., 24 juillet 1905), mais à bon droit elle ne déclare opposable à la victime la distinction à établir entre les deux professions que si celle-ci ressort nettement du travail au cours duquel l'accident s'est produit (Civ. rej., 12 juillet 1905) et, à cet égard, elle a admis qu'un arrêt statuant sur le cas d'un employé d'un marchand de fourrages-entrepreneur de transports avait pu faire état de la confusion des deux professions dudit chef d'entreprise pour appliquer à un des ouvriers de l'entreprise, blessé en conduisant une voiture de foin, le bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

Pendant ces deux dernières années, la Cour de cassation eut à faire plusieurs applications du principe antérieurement posé par elle (Req. rej., 2 décembre 1901) « que le risque professionnel établi par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage d'ouvrage entre le chef de l'entreprise et les ouvriers qu'il emploie ». Elle a ainsi écarté l'action d'un ouvrier que les circonstances de la cause, pour un travail assumé à forfait, permettaient de considérer comme devenu momentanément chef d'entreprise, le lien de droit à dégager cessant d'être en l'espèce celui de louage d'ouvrage pour devenir celui de louage d'industrie (Req. rej., 7 novembre 1904); et, en sens inverse, elle a considéré qu'avait été à bon droit traité comme ouvrier, bénéficiaire des dispositions légales, un chef d'entreprise temporairement chargé, moyennant un salaire, d'un travail à effectuer pour le compte d'un industriel assujetti, sous la surveillance des agents ou préposés de ce dernier (Civ. rej., 6 mai 1905).

Un arrêt de la Chambre civile intéressant à d'autres titres (Civ. cass., 14 mars 1904), a également déclaré, au cas de prêt d'un de ses ouvriers par un industriel à un autre, que le chef d'entreprise responsable de l'indemnité était celui qui avait loué les services de l'ouvrier et seul contracté avec lui.

Deux arrêts des 5 janvier 1904 (Req. rej.) et 24 juin 1905 (Civ. cass.) ont affirmé à nouveau le caractère impératif et forfaitaire des indemnités légales; le

second casse et annule comme ne justifiant pas suffisamment la légalité de ses fixations, un arrêt qui accordait à la victime d'un accident de travail une rente viagère égale aux deux tiers du salaire annuel, sans avoir constaté que l'incapacité était à la fois permanente et absolue.

Plusieurs arrêts ont eu à se prononcer sur la question de la fixation de l'indemnité lorsque les conséquences de l'accident se sont trouvées aggravées du fait de l'état physique de la victime (prédispositions morbides ou infirmités antérieures) (Civ. cass., 25 juillet et 24 octobre 1904; 18 juillet 1905 [2 arrêts]). Les arrêts précités statuent respectivement, le premier et le troisième, au cas de faiblesse préexistante de l'œil non atteint par l'accident; le deuxième au cas de prédisposition herniaire; le quatrième au cas d'arthritisme et d'habitudes d'intempérance. Conformément à une jurisprudence heureusement établie, la Cour de cassation a décidé de ne pas tenir compte de ces prédispositions ou infirmités, le rôle du juge devant se borner dans l'application de la loi du 9 avril 1898 à constater matériellement le préjudice souffert et à en assurer la réparation forfaitaire, à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées (salaire effectif de l'ouvrier blessé, d'une part, facultés de travail ravies par l'accident, d'autre part).

D'un arrêt de rejet de la chambre des requêtes en date du 18 janvier 1905, il est permis de tirer une définition de l'incapacité permanente absolue qui doit s'entendre non de l'incapacité du travail de la profession, mais de l'incapacité de tout travail, les juges du fait ayant à apprécier, à cet égard, les conséquences de l'accident.

Enfin la chambre des requêtes (Req. rej., 16 janvier 1905) a fait à juste titre découler du caractère d'insaisissabilité et d'incessibilité des rentes d'accidents inscrit à l'article de la loi l'impossibilité pour le chef d'entreprise débiteur de se payer lui-même par voie de compensation légale, sur le montant de sa dette, des sommes que pourrait lui devoir l'ouvrier et notamment des frais exposés pour défendre en appel à l'action de ce dernier.

L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 prévoit pour le calcul du salaire de base deux modes de computation, selon que l'ouvrier victime d'accident a été occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, ou pendant moins de douze mois. La Cour de cassation a eu à faire de ce texte une application au cas d'un ouvrier blessé qui avait pris part au cours des douze mois écoulés avant l'accident à une grève survenue dans l'entreprise. Conformément à sa jurisprudence générale, d'après laquelle la grève n'est pas seulement une suspension, mais une rupture du contrat de travail, de sorte qu'un nouveau contrat est formé lorsque, la grève terminée, l'ouvrier reprend le travail, la Cour a décidé (Civ. cass., 4 mai 1904), que, pour le calcul du salaire de base, l'ouvrier en pareil cas devait être considéré comme n'ayant point été pendant les douze mois écoulés avant l'accident occupé dans l'entreprise.

Parmi les éléments constitutifs du salaire servant de base au calcul de la rente, la Cour (Civ. cass., 15 mars 1904) a fait rentrer le pourboire, pour les entreprises où le pourboire est d'usage. Cette solution est d'ailleurs conforme à sa jurisprudence qui, pour la fixation du salaire, base du calcul de la rente, distingue parmi les allocations autres que le salaire proprement dit, entre celles qui sont la rémunération d'un travail et qu'elle fait entrer en ligne de compte, et celles qui constituent seulement le remboursement d'une dépense que le travail a occasionnée à l'ouvrier et dont elle ne fait point état.

La loi du 31 mars 1905, sanctionnant l'interprétation administrative qui s'était heurtée à la divergence de nombreux tribunaux et aux solutions mêmes de la Cour suprême (1), ne permet plus de douter que l'indemnité dont l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 autorise la revision ne soit aussi bien celle qui est accordée à la victime d'un accident du travail en réparation d'une incapacité qui paraît ne devoir être que temporaire, que celle qui lui est allouée, sous forme de rente viagère, lorsque l'incapacité est considérée comme permanente. En déclarant que, s'il n'y a pas eu attribution de rente, le délai pendant lequel l'action en revision pourra être exercée courra à compter de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, la loi nouvelle interprète en effet l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 de façon définitive, et implique nécessairement que le législateur a entendu permettre la revision de l'une et de l'autre indemnités. La Cour de cassation a fait elle-même, à la date du 12 avril 1905, une prompt application de ce nouveau texte en déclarant que la loi nouvelle interprète à cet égard l'article 19 et précise, sans les modifier, la portée des dispositions initiales de la loi du 9 avril 1898 (2).

En matière de prescription, où la Cour de cassation s'est refusée au contraire à considérer comme interprétatives les précisions apportées au texte de l'article 18 par la loi du 22 mars 1902, la rigueur persistante de ses solutions, qui ne font état, comme causes d'interruption ou de suspension de la prescription, ni de la minorité de la victime, ni de son interdiction, ni de l'ignorance où elle était des suites de l'accident, ni de l'inaction des magistrats chargés de mettre en œuvre la procédure, ni même, en cas d'action à fin de rente, du paiement antérieur par le patron de l'indemnité journalière, commence cependant à se tempérer par une jurisprudence qui, d'une part, reconnaît le caractère interruptif à la convocation en conciliation adressée aux parties par le président du tribunal (3), et qui surtout donne en toute hypothèse, à la victime ou à ses représentants, le droit de citer directement le chef d'entreprise devant le tribunal compétent, sauf au tribunal à ordonner avant jugement l'accomplissement des formalités omises (4).

Il est à remarquer d'ailleurs qu'au cas où la Cour suprême admet l'interruption de la prescription, elle n'en subordonne pas les effets à une assignation subséquente formée dans le délai prévu à l'article 57 du Code de procédure civile (5) et qu'elle applique à l'instance liée par la convocation du président les délais de prescription du droit commun (6).

Certaines décisions rendues par la Cour de cassation en matière de compétence et de procédure qui eussent été intéressantes à signaler sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 n'offrent plus, depuis la mise en application de la loi du

(1) C. de cass., ch. des req., 15 novembre 1904, 30 décembre 1904, 31 janvier, 29 mars 1905.

(2) C. de cass., ch. civ., 12 avril 1905.

(3) C. de cass., ch. civ., 16 avril 1904, 18 avril 1904, 25 juillet 1904; ch. des req., 20 décembre 1904.

(4) C. de cass., ch. civ., 7 juin 1904, 31 octobre 1905.

(5) C. de cass., ch. civ., 2 mars 1904, 7 juin 1904, 23 juin, 25 juillet 1904, 20 décembre 1904.

(6) C. de cass., ch. civ., 23 juin 1904 (affaire Chulot c/ Pansin).

31 mars 1905, qu'un intérêt rétrospectif. Au contraire doivent être encore retenus et signalés les arrêts par lesquels la Cour de cassation ; a) s'est pour la première fois prononcée sur la question du cumul de la rente d'accident avec une pension de retraite servie par le chef d'entreprise; b) a délimité et précisé le rôle du magistrat conciliateur appelé à homologuer l'accord des parties; c) a déterminé, sous le deuxième alinéa de l'article 23, à quelles créances de la victime ou de ses ayants droit s'applique le bénéfice de la garantie de la caisse nationale des retraites organisé à l'article 26.

En ce qui touche la question délicate du cumul de la pension de retraite que s'engage à servir un chef d'entreprise à ses ouvriers ou aux ayants droit de ces derniers avec la rente allouée en cas d'accident par la loi du 9 avril 1898, la Cour de cassation (Civ. cass.) par trois arrêts en date des 21 juillet 1904, 24 juin et 27 juillet 1905, s'est nettement prononcée en faveur du cumul. Elle estime en pareil cas que les créances des intéressés ont chacune une cause juridique distincte, l'une dérivant du contrat de travail et constituant une des conditions de sa formation et de son maintien, l'autre ayant sa source dans les dispositions de la loi du 9 avril 1898 qui impose au chef d'entreprise la charge intégrale des indemnités forfaitaires qu'elle établit. Il y a lieu de noter, au surplus, que, sur ce point, la jurisprudence du Conseil d'État s'est pleinement accordée avec celle de la Cour de cassation, ainsi qu'en témoigne la solution de son arrêt du 18 novembre 1904 (1), le premier qu'il ait rendu sur cette importante question. Mais la Cour de cassation ne statue ainsi que s'il s'agit d'une pension de retraite d'âge ou d'ancienneté de services et l'ouvrier blessé ne saurait prétendre cumuler avec les indemnités légales la retraite anticipée que lui réserverait, pour le cas de *blessures*, son contrat de travail (Civ. cass., 13 décembre 1905).

A plusieurs reprises l'attention du ministère du Commerce avait été appelée sur la teneur d'ordonnances où le magistrat conciliateur sanctionnait l'accord des parties sur l'allocation d'un capital après avoir reconnu avec elles que la loi de 1898 n'était pas applicable. Il lui avait semblé que la mission du juge en pareil cas était terminée avec la constatation de la non-application de la législation spéciale sur les accidents du travail, qu'il n'appartenait pas au juge de couvrir des accords de cette nature, qui risquaient de prêter à des collusions pour échapper à la loi, et qu'en en donnant acte, dans les formes prévues à l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, le président du tribunal ou le magistrat appelé à le suppléer excédait ses pouvoirs.

Son interprétation paraît confirmée, en même temps que ses appréhensions dissipées, par un arrêt de la Chambre des requêtes, en date du 26 avril 1904 qui, incidemment sans doute, mais très nettement, déclare les présidents des tribunaux incompétents pour exercer leurs pouvoirs de juges conciliateurs à l'égard des actions en dommages-intérêts basées sur l'article 1382 du Code civil.

Appelée enfin à interpréter les articles 23, 24 et 26 de la loi du 9 avril 1898 en ce qui touche l'étendue de la garantie, la Cour de cassation (ch. civ.) a, par son arrêt du 1^{er} août 1905, limité cette garantie aux seules rentes ou pensions allouées à la victime ou à ses représentants, à l'exclusion des indemnités temporaires de demi-salaire, ces dernières, calculées sur un salaire de base par-

(1) Conseil d'État, arrêt du 18 novembre 1904.

ticulier, accordées par un juge spécial, servies jusqu'à la consolidation de la blessure, conservant, dit-elle, leur caractère propre, quelle que soit l'issue de la maladie et lors même que le blessé serait finalement atteint d'une incapacité permanente.

Si ce dernier arrêt et quelques autres laissent place à des réserves, il importe de constater que, dans l'ensemble des solutions qu'elle a consacrées, la Cour de cassation a remarquablement fait progresser l'interprétation de la loi de 1898 : il est maintenant loisible d'espérer que tous les tribunaux, en se pénétrant de l'esprit qui l'anime et de l'unité qui se dégage de ses arrêts, voudront contribuer à l'application intégrale de la législation sur les accidents du travail.

CHAPITRE II

Statistiques des accidents.

Les statistiques des avis transmis par les maires à l'inspection du travail pour son service de prévention et qui s'appliquent aux accidents suivis de mort ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical ont fait l'objet, au rapport établi le 11 décembre 1905, sur l'application en 1904 de la loi du 12 juin 1893, de cinq tableaux que le présent rapport reproduit ci-après en annexe à titre documentaire.

Quant aux statistiques des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi de 9 avril 1898, dressées par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales et publiées trimestriellement au *Journal officiel*, elles donnent, pour l'année 1904, les résultats consignés aux tableaux ci-dessous :

Statistique, par branche d'industrie, des ordonnances et des jugements rendus en 1904, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DE PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	I. — Agriculture et forêts.....	2	251	»	8	261	41	5	215	31	56	8
	II. — Industries extractives.											
2	a) Mines, minières et salines.	31	1.328	»	10	1.369	194	26	1.149	168	350	24
3	b) Carrières.....	4	623	»	4	631	84	20	527	72	118	11
	III. — Industries de l'alimentation.											
4	a) Meuneries et minoteries.	»	166	»	»	166	29	»	137	25	27	4
5	b) Sucreries et raffineries...	3	154	2	6	165	18	»	147	11	30	4
6	c) Distilleries.....	1	96	»	1	98	13	3	82	8	21	2
7	d) Brasseries et malteries...	3	140	»	6	149	12	»	137	8	17	1
8	e) Autres industries de l'alimentation.....	4	223	3	27	257	17	2	238	14	29	4
	IV. — Industries chimiques.											
9	a) Industries chimiques en général.....	2	296	»	21	319	39	6	274	29	48	8
10	b) Usines à gaz.....	»	71	»	»	71	4	2	65	5	5	»
11	c) Teintures, blanchiment, apprêt, nettoyage...	9	124	4	22	159	7	»	152	4	12	»
	V. — Papiers, caoutchouc, etc.											
12	a) Caoutchouc et succédanés	»	35	»	1	36	»	»	36	»	»	»
13	b) Papier et carton	21	174	7	19	221	11	2	208	7	6	2
14	c) Industries du livre et industries polygraphiques.	23	116	1	16	166	6	1	159	2	1	2
	VI. — Textiles.											
15	a) Industries textiles proprement dites.....	49	368	52	180	649	27	5	617	21	30	6
16	b) Travail des étoffes et vêtements.....	5	132	7	54	199	7	1	191	4	1	4
	VII. — Cuirs et peaux.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	1	114	1	8	124	11	1	112	10	10	»
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.....	10	81	1	14	106	3	»	103	2	5	»

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des accidentés.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
	VIII. — Industrie du bois.											
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, me- nagerie.....	10	675	»	1	686	61	7	628	44	54	5
20	b) Autres gros ouvrages en bois.....	10	619	»	»	629	32	5	592	23	27	9
21	c) Ébénisterie et tabletterie.	6	195	»	6	207	4	»	203	3	6	»
	IX. — Métaux.											
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie....	45	1.351	3	13	1.412	78	10	1.324	61	83	22
23	b) Charpente en fer et ser- rurerie.....	17	257	»	1	275	10	6	259	3	7	7
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et cons- tructions mécaniques..	42	1.075	»	19	1.136	38	5	1.093	25	23	13
25	d) Métallurgie, fonderie et travail des métaux or- dinaux autres que le fer et l'acier.....	9	103	»	19	131	11	2	118	6	9	3
26	e) Mécanique fine.....	5	73	2	17	97	»	»	97	»	»	»
27	f) Métaux précieux.....	4	21	»	3	28	1	»	27	1	1	»
	X. — Travaux publics et bâtiments.											
28	a) Distribu- 1 ^o Electricité.	3	227	1	4	235	20	3	212	15	12	6
29	2 ^o Autres dis- tributions.	»	5	»	»	5	1	1	3	1	1	»
30	b) Autres entreprises de tra- vaux publics et de bâ- timent.....	18	2.223	»	4	2.245	254	32	1.959	180	231	57
	XI. — Travail des pier- res et des terres au feu.											
31	a) Chaufournerie et brique- terie.....	13	300	2	4	319	35	1	283	26	46	9
32	b) Céramique.....	2	41	»	2	45	5	1	39	4	5	»
33	c) Verrerie.....	18	132	2	7	159	10	3	146	8	10	»
	XII. — Manutention et transports.											
34	a) Entreprises de charge- ment et déchargement. Entrepôts et magasins	3	334	»	17	354	30	2	322	19	29	5
35	b) Transports par terre....	1	1.055	»	»	1.056	173	11	873	130	170	26
36	c) Transports par voie ferrée.	»	791	»	6	797	239	30	528	208	266	28
37	d) Transports par eau.....	1	324	»	1	326	45	3	278	34	51	10
	XIII. — Industries in- suffisamment désignées....	»	13	»	2	15	1	1	13	1	»	»
	TOTAUX.....	386	14.806	88	523	15.803	1.580	197	13.546	1.213	1.849	230

*Pourcentage par groupes d'industrie des accidents judiciairement réglés
(en 1904).*

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES GROUPES et industries.	NOMBRE total d'accidents graves survenus dans chaque groupe.	%
1	Métaux.....	2.079	20 12
2	Manutention et transports.....	2.533	16 55
3	Travaux publics et bâtiments.....	2.465	16 24
4	Industries extractives.....	2.000	13 08
5	Industrie du bois.....	1.522	9 94
6	Industries textiles.....	848	5 54
7	Industries de l'alimentation.....	885	5 46
8	Industries chimiques.....	549	3 59
9	Travail des pierres et des terres au feu....	523	3 41
10	Papiers, caoutchouc, etc.....	423	2 76
11	Agriculture et forêts.....	281	1 71
12	Cuir et peaux.....	230	1 50
13	Industries insuffisamment désignées.....	15	0 10
	TOTAUX.....	15.303	100 00

La récapitulation des renseignements détaillés qui précèdent pour chacune des années 1899 (2^e semestre), 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904 fournit d'autre part, à la date du 1^{er} janvier 1905, les résultats d'ensemble suivants :

Statistique, par branche d'industrie, des ordonnances et des jugements rendus en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1904).

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapa- cité perma- nente	NOMBRE pour le cas de mort				
		Hommes		Femmes		Total.			totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des accidents
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.								
1	I. — Agriculture et forêts.....	18	958	1	21	998	179	28	791	108	239	26	
	II. — Industries extractives.												
2	a) Mines, minières et salines.	123	4.706	3	27	4.869	936	122	2.811	780	1.626	189	
3	b) Carrières.....	17	2.098	1	9	2.123	412	63	1.638	232	515	66	
	III. — Industries de l'alimentation.												
4	a) Meuneries et minoteries.	4	728	»	»	732	172	13	547	145	212	31	
5	b) Sucreries et raffineries..	19	589	2	20	630	112	10	507	90	149	14	
6	c) Distilleries.....	9	470	»	6	485	64	11	410	46	86	17	
7	d) Brasseries et malteries..	7	511	»	15	533	75	2	456	59	92	6	
8	e) Autres industries de l'a- limentation.....	21	847	10	86	964	82	6	876	62	103	12	
	IV. — Industries chimiques.												
9	a) Industries chimiques en général.....	10	1.170	3	68	1.251	194	19	1.038	144	224	42	
10	b) Usines à gaz.....	1	255	»	»	256	25	3	218	24	27	1	
11	c) Teintures, blanchiment, apprêt, nettoyage....	27	427	18	101	592	38	»	555	21	27	10	
	V. — Papiers, caoutchouc, etc.												
12	a) Caoutchouc et succédanés	4	106	1	7	112	3	»	115	3	5	»	
13	b) Papier et carton	61	751	15	75	902	86	11	805	63	102	23	
14	c) Industries du livre et industries polygraphi- ques.....	106	239	9	50	504	14	1	489	6	6	5	
	VI. — Textiles.												
15	a) Industries textiles pro- prement dites.....	216	1.749	198	829	2.992	138	24	2.830	99	148	23	
16	b) Travail des étoffes et vêtements.....	24	452	26	177	689	28	5	656	23	20	4	
	VII. — Cuirs et peaux.												
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	14	291	1	21	427	65	10	352	50	70	14	
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.....	20	302	6	48	386	12	»	373	8	16	2	

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapa- cité perma- nente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale	partielle.	des enfants.	des conjoints.	des ascendants
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
VIII. — Industrie du bois.												
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, me- nagerie.....	39	2.593	»	1	2.633	268	24	2.351	198	262	46
20	b) Autres gros ouvrages en bois.....	37	2.345	»	11	2.393	178	28	2.187	138	212	29
21	c) Ebénisterie et tablette- rie.....	16	600	1	33	650	18	3	629	13	15	1
IX. — Métaux.												
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie....	234	5.165	6	56	5.461	388	73	5.000	296	427	100
23	b) Charpente en fer et ser- rurerie.....	103	1.172	»	6	1.281	97	17	1.167	67	103	28
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et construc- tions mécaniques....	223	4.453	9	112	4.797	233	36	4.528	174	222	49
25	d) Métallurgie, fonderie et travail des métaux or- dinares autres que le fer et l'acier.....	21	291	2	42	356	28	5	323	20	32	4
26	e) Mécanique fine.....	13	179	3	20	215	6	1	208	5	4	1
27	f) Métaux précieux.....	5	48	»	9	62	4	»	58	3	3	»
X. — Travaux publics et bâtiments.												
28	a) Distribu- (1 ^o Electricité.	7	601	1	16	625	72	5	548	50	62	20
29	tions (2 ^o Autres dis- tributions.	2	41	»	3	46	6	1	39	4	5	»
30	b) Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....	77	9.395	»	15	9.487	1.676	197	7.615	1.262	1.901	319
XI. — Travail des pier- res et des terres au feu.												
31	a) Chaufournerie et bri- queterie.....	69	940	3	16	1.028	141	14	863	114	174	26
32	b) Céramique.....	11	190	»	16	217	34	6	177	29	29	4
33	c) Verrerie.....	39	433	4	27	503	40	9	454	34	52	»
XII. — Manutention et transports.												
34	a) Entreprises de charge- ment et de décharge- ment. Entrepôts et magasins.....	14	1.787	3	62	1.866	335	27	1.504	252	385	40
35	b) Transports par terre....	5	2.588	»	2	2.595	745	43	2.807	567	785	99
36	c) Transports par voie fer- rée.....	1	2.629	»	45	3.675	1.366	116	2.193	1.166	1.689	204
37	d) Transports par eau....	7	1.020	»	5	1.032	225	15	792	158	228	73
XII. — Industries in- suffisamment désignées....												
		4	73	»	15	92	15	5	72	10	19	4
TOTAUX....		1.668	55.400	326	2.072	59.466	8.522	953	49.991	6.653	10.310	1.512

Pourcentage par groupe d'industries des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1904).

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES GROUPES d'industries.	NOMBRE total d'accidents graves survenus dans chaque groupe.	%
1	Métaux.....	12.179	20 47
2	Manutention et transports.....	10.188	17 10
3	Travaux publics et bâtiments.....	10.188	17 08
4	Industries extractives.....	6.992	11 76
5	Industrie du bois.....	5.876	9 84
6	Textiles.....	3.681	6 19
7	Industries de l'alimentation.....	3.344	5 62
8	Industries chimiques.....	2.100	3 53
9	Travail des pierres et des terres au feu....	1.748	2 94
10	Papiers, caoutchouc, etc.....	1.524	2 56
11	Agriculture et forêts.....	998	1 68
12	Cuir et peaux.....	813	1 37
13	Industries insuffisamment désignées.....	92	0 16
TOTAUX.....		59.466	100 00

Relevé des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1904).

ANNÉES.	TOTAL.	CAS de mort		INCAPACITÉ permanente totale		INCAPACITÉ permanente partielle	
		Nombre.	%	Nombre.	%	Nombre.	%
1899 (2 ^e semestre).....	899	534	59 4	13	1 4	352	39 2
1900.....	6.543	1.562	23 9	139	2 1	4.842	74 0
1901.....	10.627	1.739	16 3	227	2 1	8.671	81 6
1902.....	12.241	1.613	13 2	198	1 6	10.430	85 2
1903.....	13.853	1.524	11 0	179	1 3	12.150	87 7
1904.....	15.303	1.560	10 2	197	1 3	13.546	88 5
TOTAUX.....	59.466	8.522	14 3	953	1 6	49.991	84 1

Ainsi qu'il est exposé au chapitre II de la deuxième partie du précédent rapport, les sociétés d'assurances soumises au contrôle de l'État font parvenir au ministère du Commerce, pour tous les accidents dont les conséquences entraînent où

sont présumées devoir entraîner une incapacité permanente de travail ou la mort, des avis de sinistres établis conformément aux modèles annexés à l'arrêté du 26 décembre 1899.

Ces avis ont atteint les chiffres suivants :

2.808	pendant l'année 1899		
9.867	—	—	1900
11.459	—	—	1901
12.971	—	—	1902
13.808	—	—	1903

Parmi les différents sinistres visés par ces avis, certains n'ont pu être enregistrés que pour ordre, les renseignements définitifs les concernant n'étant pas encore parvenus au service de statistique. Les sinistres de cette catégorie atteignent, à l'heure actuelle, les chiffres suivants :

9	pour l'année 1899		
45	—	—	1900
137	—	—	1901
444	—	—	1902
1.534	—	—	1903

Le nombre des sinistres dont on ignore les suites définitives est naturellement plus important pour les années les plus proches, les règlements de ces sinistres n'étant point encore effectués ou dénoncés.

Les nombres respectifs des sinistres réglés chaque année de 1899 à 1903 sans que soit intervenue une décision judiciaire, soit par suite de prescription acquise, soit par suite de mort, sans que la victime ait laissé d'ayant droit, soit irrégulièrement par suite de transactions amiables qui tendent maintenant à disparaître, sont les suivants :

ANNÉES.	NOMBRE de sinistres n'ayant pas donné lieu à décision judiciaire.	NOMBRE de sinistres observés.	%
1899.....	592	2.799	21 15
1900.....	2.236	9.822	22 76
1901.....	1.755	11.322	15 50
1902.....	1.436	12.527	11 46
1903.....	1.119	12.274	9 12

Parallèlement à ces nombres sont relevés ci-dessous les nombres de cas où est intervenu un règlement judiciaire par voie d'ordonnance, de jugement ou d'arrêt; ces règlements judiciaires se sont élevés à :

ANNÉES.	NOMBRE de sinistres ayant donné lieu à une décision judiciaire de nature connue.	NOMBRE de sinistres observés.	%
1899.....	1.741	2.799	62 20
1900.....	6.895	9.822	70 19
1901.....	9.493	11.322	83 84
1902.....	11.091	12.527	88 53
1903.....	11.155	12.274	90 88

Il faut ajouter à ces chiffres pour les premières années d'application de la loi (1899, 1900 et 1901) les décisions dont la nature est demeurée inconnue et qui n'ont pu, par suite, être classées dans aucune des deux catégories précédentes. Ces décisions ont d'ailleurs disparu lorsque l'Administration, après la période nécessaire à l'organisation de son service de contrôle, a été à même d'en asseoir le fonctionnement. Elles ont été de :

En 1899.....	466
1900.....	691
1901.....	74
1902.....	»
1903.....	»

Il est intéressant de comparer le nombre des ordonnances à celui des jugements et arrêts rendus. Le tableau ci-dessous donne, pour chaque année observée, les chiffres afférents à chacune de ces deux catégories, avec rappel du nombre total des décisions judiciaires intervenues. Il fait nettement ressortir la part grandissante que, suivant le vœu du législateur, les accords devant les présidents des tribunaux continuent à prendre dans les règlements d'indemnités.

ANNÉES.	NOMBRE de sinistres ayant donné lieu à décisions judiciaires.	ORDONNANCES.	% DU TOTAL.	JUGEMENTS et arrêts.	% DU TOTAL.	DÉCISIONS inconnues.	% DU TOTAL.
1899.....	2.207	696	31 53	1.045	47 24	466	21 11
1900.....	7.588	2.870	37 83	4.025	53 05	691	9 10
1901.....	9.587	4.788	50 05	4.705	49 18	74	0 77
1902.....	11.091	6 203	55 93	4.888	44 07	»	»
1903.....	11.155	7.306	65 49	3.849	34 51	»	»

En ce qui concerne la durée du délai écoulé entre l'époque de l'accident et la date de la décision judiciaire, il y a lieu de relever les chiffres suivants :

1° En ce qui concerne les ordonnances :

ANNÉES.	NOMBRE d'ordonnances rendues au cours de l'année.	% du total.	NOMBRE d'ordonnances rendues après un délai supérieur à un an.	% du total.
1899.....	626	93 85	41	6 15
1900.....	2.609	96 08	135	4 92
1901.....	4.322	95 83	188	4 17
1902.....	5.224	95 31	257	4 69
1903.....	6.062	96 10	246	3 90

2° En ce qui concerne les jugements et arrêts :

ANNÉES.	NOMBRE de jugements et arrêts rendus au cours de l'année.	% du total.	NOMBRE de jugements et arrêts rendus après un délai supérieur à un an.	% du total.
1899.....	418	48 21	449	51 79
1900.....	1.845	55 04	1.507	49 96
1901.....	1.980	50 16	1.918	49 84
1902.....	1.970	50 78	1.911	49 24
1903.....	1.755	58 98	1.255	41 79

Il y a lieu de noter au surplus que, pour l'année 1903, un grand nombre de décisions judiciaires définitives n'avaient pu être enregistrées à l'époque où les relevés ci-dessus ont été effectués.

L'Administration s'est, d'autre part, préoccupée de réduire autant que possible le délai qui sépare le règlement financier de la décision judiciaire intervenue.

Pour les sinistres dont le règlement consiste dans le rachat d'une rente (ou irrégulièrement dans le versement d'un capital immédiat), ce délai est naturellement des plus brefs.

Le nombre des sinistres ayant donné lieu à des règlements de cette espèce a été pour les années :

1899, sur 2.799 sinistres observés, de	464, soit 16,18 %
1900, sur 9.821 sinistres observés, de	2.289, 18,47 %
1901, sur 11.322 sinistres observés, de	3.141, 27,14 %
1902, sur 12.527 sinistres observés, de	4.033, 32,19 %
1903, sur 12.274 sinistres observés, de	4.787, 39 %

Lorsque le sinistre donne lieu à une constitution de rente, les tolérances administratives accordent en principe à la société un délai de deux mois, soit pour le versement du capital représentatif à la caisse nationale des retraites, soit pour l'inscription dudit capital au compte des rentes viagères de la société.

Les règlements ainsi effectués ont été les suivants :

ANNÉES.	NOMBRE de constitutions de rentes.	NOMBRE de règlements effectués dans un délai inférieur à deux mois.	%
1899.....	1.527	313	29 49
1900.....	4.474	1.558	30 26
1901.....	5.268	1.984	37 66
1902.....	5.329	2.511	47 12
1903.....	4.543	2.699	59 41

Les chiffres suivants se réfèrent à des règlements plus tardifs :

ANNÉES.	NOMBRE de constitutions de rentes.	NOMBRE de règlements effectués dans un délai supérieur à deux mois, mais inférieur à un an.	%	NOMBRE de règlements effectués dans un délai supérieur à un an.	%
1899.....	1.527	670	43 88	125	8 19
1900.....	4.474	2.168	48 45	288	6 45
1901.....	5.268	2.837	53 85	214	4 06
1902.....	5.329	2.664	49 99	44	0 83
1903.....	4.543	1.794	39 49	11	0 24

Le nombre des règlements dont la date est inconnue s'est élevé respectivement pour chacune des années qui précèdent à :

En 1899.....	419,	soit 27,44 %
1900.....	660,	14,74 %
1901.....	233,	4,43 %
1902.....	110,	2,06 %
1903.....	39,	0,86 %

Enfin, le tableau suivant fait apparaître pour chacune des années envisagées le nombre des sinistres initialement présumés graves, mais dont le règlement n'a définitivement donné lieu à aucune indemnité, ou n'a donné lieu qu'à une indemnité journalière seulement :

En 1899, sur	2.799 sinistres relevés :	734
1900,	9.821 — —	2.904
1901,	11.322 — —	2.869
1902,	12.527 — —	3.162
1903,	12.274 — —	2.944

Les résultats détaillés de ces statistiques sont au surplus consignés par année dans un tableau reproduit ci-après (pages 296-297).

L'examen des résumés qui précèdent permet à lui seul de s'assurer des progrès relatifs réalisés d'une année sur l'autre et des résultats appréciables dus : 1° aux efforts concertés du ministère du Commerce et de la chancellerie, pour hâter, dans la mesure du possible, la rapidité des procédures ; 2° à l'action du contrôle sur les sociétés contrôlées, pour obtenir d'elles dans les délais prescrits le règlement financier des sinistres.

CHAPITRE III

Procédure.

La loi du 31 mars 1905 est venue accentuer par quelques heureuses précisions les avantages caractéristiques de la procédure spéciale édictée par le législateur de 1898 pour mettre en action les droits des victimes d'accidents et leur assurer l'exacte attribution des indemnités que leur réserve le régime de la réparation forfaitaire.

Les principes directeurs en sont restés les mêmes : déclaration de l'accident comme base de cette procédure (art. 11) ; décision du juge de paix, en dernier ressort (sauf la limitation inscrite au quatrième alinéa de l'art. 15), pour les accidents suivis d'une simple incapacité temporaire de travail (art. 15, § 1^{er}) ; enquête de ce magistrat, lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente (art. 12) ; intervention nécessaire, en pareils cas, du président du tribunal de l'arrondissement, soit pour sanctionner l'accord amiable des parties, soit pour le provoquer (art. 16, §§ 1 et 2) ; renvoi devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, en cas de désaccord (même article, § 3).

Cependant, s'inspirant plus encore des tendances qui l'avaient conduit à introduire dans la procédure innovée en 1898 une rapidité particulière, le législateur de 1905 s'est préoccupé d'écarter les lenteurs les plus sensibles à l'ouvrier dont les besoins sont généralement pressants, en imposant au juge de paix de statuer dans les quinze jours de la demande sur les contestations relatives aux indemnités temporaires.

D'autre part, le caractère tutélaire de l'intervention du magistrat conciliateur est affirmé par la loi nouvelle, en même temps que son rôle est rendu plus actif.

Le paragraphe 1^{er} de l'art. 16 règle à cet égard les conditions diverses dans lesquelles, soit sur communication de pièces de la part du juge de paix, soit sur l'intervention des parties, soit même de sa propre initiative, le président du tribunal doit convoquer devant lui les intéressés pour assurer aux victimes d'accidents le bénéfice des fixations légales.

Mais c'est surtout sur les dispositions nouvelles du deuxième alinéa du même article qu'il convient d'insister : elles imposent au magistrat conciliateur de constater dans son ordonnance la conformité de l'accord des parties aux prescriptions impératives de la loi et d'indiquer, sous peine de nullité, le salaire de base de la victime et la réduction que l'accident lui aura fait subir. Elles auront définitivement mis fin, il faut l'espérer, à l'insouciance ou à l'inaction de trop de présidents de tribunaux qui acceptaient encore de sanctionner des accords, conclus devant eux ou en dehors d'eux, sur des bases illégales. Il n'est que juste de reconnaître toutefois que la grande majorité des présidents, avertis par les cir-

culaires adressées par la chancellerie aux chefs de cours à l'instigation du ministère du Commerce, mieux éclairés ainsi sur les dangers d'homologations imprudentes, instruits aussi par leur propre expérience, avaient progressivement renoncé aux errements périlleux que l'Administration du Commerce avait dû signaler avec insistance à l'attention du garde des Sceaux.

Ainsi que l'avait présumé mon administration, alors qu'elle avait renoncé à pro-

Nombre de sinistres observés: 48.744

SINISTRES AYANT DONNÉ LIEU A DÉCISION JUDICIAIRE: 41.606

ordonnances :

21.863

1899 : 696
1900 : 2.870
1901 : 4.788
1902 : 6.203
1903 : 7.306

jugements :

13.401

1899 : 744
1900 : 2.912
1901 : 3.267
1902 : 3.486
1903 : 3.002

ANNÉES.

délai couru depuis l'accident

délai couru depuis l'accident

Moins
de 1 mois.
1 mois
à 3 mois.
3 mois
à 6 mois.
6 mois
à 1 an.
1 an à 2 ans.
2 ans
et au-dessus.

ordonnances
n'allouant pas
d'indemnité.

Moins
de 1 mois.
1 mois
à 3 mois.
3 mois
à 6 mois.
6 mois
à 1 an.
1 an à 2 ans.
2 ans
et au-dessus.

jugements
n'allouant pas
d'indemnité.

1899.....	9	284	176	157	37	4	29	»	4	94	266	222	36	122
1900.....	24	901	960	724	126	9	126	2	137	401	1.087	763	96	428
1901.....	73	1.333	1.753	1.173	177	11	278	3	66	491	1.106	920	116	534
1902.....	50	1.458	2.195	1.521	243	14	722	»	36	433	1.221	1.018	121	637
1903.....	26	1.679	2.664	1.693	235	11	998	1	39	417	1.109	808	45	581
TOTAUX.....	182	5.645	7.748	5.268	818	49	2.153	6	282	1.836	4.789	3.731	414	2.344

voquer des pourvois dans l'intérêt de la loi contre les jugements et arrêts signalés comme contenant soit des attributions d'une régularité douteuse, soit des solutions faisant échec formel aux dispositions légales, la plupart de ces décisions critiquables sont demeurées isolées ou se sont trouvées déferées par les parties elles-mêmes à la censure de la Cour suprême. Les arrêts de cassation qui ont suivi ses pourvois ont eu raison des résistances de quelques tribunaux à l'exacte application des principes de la législation nouvelle, ou mis un terme à

la négligence de certains autres qui ne s'étaient point suffisamment préoccupés de dégager l'exacte portée du nouveau texte et ses conséquences les plus certaines. Les jugements et arrêts faisant flagrant échec aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont à l'heure actuelle une exception à peu près négligeable.

Cependant, il convient de signaler encore, au regard de l'application du texte

Années.....	1899 :	2.799
	1900 :	9.822
	1901 :	11.322
	1902 :	12.527
	1903 :	12.274

ANNÉES		1899 : 2.907 1900 : 7.686 1901 : 9.567 1902 : 11.091 1903 : 11.156						RÈGLEMENTS FINANCIERS effectués en vertu des décisions judiciaires : 35.855												SANS Indemnités : 12.613				INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).									
arrêts : 5.111		1899 : 301 1900 : 1.118 1901 : 1.448 1902 : 1.402 1903 : 847						constitutions de rentes : 21.141																									
délai couru depuis l'accident							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.				par décision.		sans décision (prescription, pas d'avant-droit, etc.) et sans suite.		INDEMNITÉS TRANSACTIONNELLES (sans décision).	
de 1 mois. 1 mois à 3 mois. 3 mois à 6 mois. 6 mois à 1 an. 1 an à 2 ans. 2 ans et au-dessus. arrêts n'allouant pas d'indemnité.							délai couru depuis la décision judiciaire	délai couru depuis la décision judiciaire												versement d'un capital.				rachat de la rente.									

non modifié de la loi du 9 avril 1898, un certain nombre d'irrégularités à nouveau relevées par le ministère du Commerce, auxquelles se sont directement livrées ou qu'ont le plus fréquemment provoquées des sociétés d'assurances, pour diminuer les charges qui leur incombait du chef d'accidents qu'elles assuraient.

A ce titre doivent être retenues tout d'abord diverses ordonnances par lesquelles des présidents de tribunaux ont encore bénévolement sanctionné des rachats de rentes inférieures à 100 francs par des capitaux insuffisants au regard

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et réglemente le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

A l'article 10, indépendamment de quelques améliorations de rédaction, la loi nouvelle prévoit expressément le cas de chômage exceptionnel, dû à des causes indépendantes de la volonté de l'ouvrier; elle prescrit qu'en pareil cas, pour le calcul du salaire, il sera fait état de la rémunération moyenne qui eût correspondu à ce chômage.

Les modifications apportées aux dispositions primitives des articles 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898 en matière de compétence et en matière de procédure figurent parmi les plus importantes du nouveau texte.

Doivent être signalées tout d'abord celles qui concernent la compétence *ratione materie* du juge de paix, désormais tenu de se prononcer dans les quinze jours de la demande sur les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires et dont les décisions relatives aux frais médicaux et pharmaceutiques deviennent au-dessus de 300 francs susceptibles d'appel dans les quinze jours de la décision. Contre les jugements en dernier ressort du juge de paix, le nouveau texte ménage, d'autre part, la voie du recours en cassation pour violation de la loi.

Ratione loci, la compétence du juge de paix est étendue, pour réserver sans contestation et sans difficulté aux ouvriers d'un établissement déterminé, détachés à l'étranger et victimes d'accident, le bénéfice de la procédure spéciale. Elle est modifiée au profit des ouvriers blessés en territoire français, toutes les fois que l'accident s'est produit hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Mais c'est spécialement aux incertitudes résultant du partage de compétence établi par la loi de 1898 entre les justices de paix et les tribunaux d'arrondissement et aux divergences de la jurisprudence à cet égard que la rédaction nouvelle des articles 15 et 16 s'est efforcée de mettre un terme, par des précisions qui délimitent le champ d'action du juge de paix et celui du tribunal civil, en réservant au premier tout ce qui concerne les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires et les indemnités journalières, y compris, en toute hypothèse, la détermination de cette indemnité et au second toutes les décisions ayant trait aux rentes y compris la fixation initiale de la consolidation de la blessure.

Toutes les précautions sont également prises par le texte nouveau de l'article 16 pour assurer aux victimes d'accidents, dans les conditions légales, la liquidation de leurs indemnités. C'est ainsi, comme il a été dit déjà, que le président du tribunal, en l'absence de toute communication de pièces, est obligatoirement appelé à prendre l'initiative de la convocation des parties, et, chaque fois qu'il en a connaissance, à interrompre la prescription sur le point d'atteindre l'action de l'ouvrier.

L'imputation, sur les arrérages futurs de la rente, de l'indemnité journalière ou de la provision est consacrée par le nouveau texte au profit des chefs d'entreprise débiteurs, mais en même temps l'effet de ses compensations à l'égard des ouvriers créanciers se trouve atténué par l'intervention protectrice du président du tribunal qui peut proportionner, par des fixations successives, le montant de l'indemnité payée en cours d'instance au moment présumé de la rente probable, et du tribunal qui, au cas de disproportion finale, peut assurer immédiatement à l'ouvrier blessé le service ininterrompu de partie de ses arrérages. Sous réserve des dispositions qui précèdent, les provisions prévues à l'article 16 sont déclarées in-

cessibles et insaisissables. Elles sont payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

S'il subit ainsi quelques charges nouvelles, le chef d'entreprise reçoit d'autre part de la loi une garantie appréciable : quand il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente doit spécifier que l'assureur est substitué au chef d'entreprise, de façon à supprimer contre ce dernier tout recours de la victime et à faire de l'assurance, vœu de la loi, une couverture définitive.

Enfin le nouvel article 16, donnant aux observations réitérées du ministère du Commerce une sanction impatiemment attendue, édicte l'obligation pour le magistrat conciliateur d'indiquer, sous peine de nullité, dans le contexte de l'ordonnance sanctionnant l'accord des parties, le salaire de base et la réduction de capacité qui ont servi à déterminer le quantum de la rente allouée à l'ouvrier blessé. Cette obligation doit mettre fin, ainsi qu'on l'a vu déjà, aux pratiques fâcheuses si souvent signalées à la chancellerie et que certains présidents de tribunaux n'avaient pas encore abandonnées. La précision impérative de la loi est appelée, en outre, à pénétrer tous les magistrats conciliateurs du caractère véritablement tutélaire de leur mission et du zèle qu'attend d'eux le Parlement pour opposer leur clairvoyance impartiale et active aux artifices ou aux collusions qui, trop souvent, tentent de faire échec à la loi.

A l'article 19, la loi du 31 mars 1905 précise les conditions dans lesquelles peut être introduite l'action en revision et, en lui appliquant les règles de procédure édictées pour l'action primitive en indemnité, écarte le grave abus des accords amiables devant le juge de paix qui, sous le couvert d'analogies injustifiables avec le droit commun, commençaient à se multiplier au bénéfice de certains assureurs et au grand détriment des ouvriers.

A d'autres abus, dont le nombre et la gravité ont été précédemment signalés, parent les précisions nouvelles introduites à l'article 21, qui autorise exceptionnellement le remplacement de la pension inférieure ou égale à 100 francs par le paiement d'un capital. Ces rachats ne pourront désormais intervenir que si le titulaire est majeur et devront en tout cas être effectués, sans préjudice pour l'ouvrier, à la valeur exacte de la rente qu'ils remplacent, calculée d'après le tarif spécifié à l'article 28 de la loi.

L'absence d'une réglementation relative aux arrêts de fonctionnement des sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail et l'impossibilité où se trouvait le ministère du Commerce de mettre fin aux opérations des sociétés à une autre époque que celle prévue à l'article 18 du règlement d'administration publique du 28 février 1899 offrait de graves inconvénients et avait soulevé certaines difficultés.

Averti par cette expérience, le législateur de 1905 a pris soin de déterminer exactement les conditions qui mettront en jeu l'action du ministère, la procédure suivant laquelle elle s'engagera et se poursuivra, la composition du comité consultatif qui aura à en connaître et dont « l'avis conforme » sera requis pour que le ministre puisse appliquer la sanction prévue au texte, enfin les effets de la décision ministérielle à intervenir tant au regard de la société arrêtée qu'à l'égard de ses assurés, dont les contrats ne seront résiliés qu'après expiration d'un délai suffisant pour permettre aux intéressés de s'adresser à un nouvel assureur.

Le précédent rapport a insisté sur l'importance de l'article 30, qui imprime à la loi son caractère d'ordre public en déclarant « nulle de plein droit » toute convention contraire, et il a signalé sous ce texte l'interprétation erronée de quelques tribunaux qui, en dépit de ses termes formels, s'étaient refusés à accueillir l'action en nullité, lorsqu'une convention antérieure des parties avait substitué un accord particulier au règlement légal prévu à l'article 3. Les dispositions nouvelles de l'article 30 consacrent formellement cette action, en règlent la procédure et en spécifient les effets.

D'autre part, le nouvel article 30 s'efforce d'atteindre les agissements qui paraissent le plus menacer l'ignorance ou la faiblesse de l'ouvrier ou de nature à fausser l'exacte application des dispositions légales. L'intervention rémunérée à forfait des agents d'affaires, les retenues illégales sur salaires pour assurance, les atteintes portées au droit de la victime de choisir son médecin, les délivrances de certificats médicaux de complaisance sont expressément prévues et punies d'amendes correctionnelles.

Les modifications successives ainsi apportées en 1902, puis en 1905 au texte primitif de la loi du 9 avril 1898, en améliorant dès maintenant la législation du risque professionnel dans son application à l'industrie, auront en outre pour avantage d'en faciliter l'extension prochaine à tous les travailleurs salariés.

Le précédent rapport, parmi les propositions de loi portant généralisation sur la législation sur les accidents du travail déjà votées à la Chambre et soumises à l'examen du Sénat, indiquait celle tendant à autoriser tous les employeurs non assujettis à substituer librement à leur responsabilité de droit commun la responsabilité forfaitaire définie par la loi du 9 avril 1898 (10 février 1902) et celle tendant à étendre à toutes les exploitations commerciales la législation sur les accidents du travail (9 juin 1904). Le Sénat n'a pu encore se prononcer sur ces dispositions. Il est toutefois maintenant permis d'espérer qu'elles seront l'objet de sa part d'un vote assez prochain; elles ne rencontrent en effet aucune sérieuse opposition de principe et ne soulèvent encore d'objections que sur certaines difficultés d'application, d'ordre après tout secondaire.

Depuis la publication du précédent rapport, le ministère de la Marine, saisi de l'avant-projet de loi élaboré par la commission interministérielle qui avait été chargée d'étudier les modifications à apporter au mode de réparation des accidents survenus aux marins dans l'exercice de leur profession, s'est abstenu de réponse. Et, sur ces entrefaites, sans aucune discussion, la Chambre des députés, le 14 décembre 1905, puis le Sénat, le 16 décembre, ont adopté une proposition de loi qui se borne à refondre la loi du 21 avril 1898 et maintient les salariés de la marine marchande, au regard du risque professionnel, dans une législation d'exception.

Les travaux de la commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou dans les établissements hospitaliers sont achevés en ce qui concerne les premiers et sur le point de l'être en ce qui concerne les seconds. Un projet de loi est à la veille d'être déposé et le Gouvernement espère en pouvoir saisir la Chambre avant la fin de cette législature.

La situation est la même en ce qui concerne l'œuvre de la commission interministérielle instituée à l'effet d'examiner les conditions dans lesquelles la loi du

9 avril 1898 pourra être étendue aux exploitations agricoles. Cette commission s'est réunie en décembre 1904 et après une discussion approfondie a arrêté les bases générales sur lesquelles les deux administrations du Commerce et de l'Agriculture devaient chercher à se mettre d'accord pour préparer l'adaptation de la loi du 9 avril 1898 aux exploitations agricoles. Ces échanges de vue ainsi que la consultation officieuse de plusieurs représentants des intérêts agricoles ont eu lieu en 1905 et la commission interministérielle a achevé l'élaboration définitive du projet de loi dont la Chambre pourra sans doute être saisie à très bref délai.

Le projet de loi sur les maladies professionnelles étudié par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et déposé par mon prédécesseur sur le bureau de la Chambre des députés, le 16 mai dernier, écarte, après un examen approfondi de la question, l'assimilation directe de certaines maladies aux accidents proprement dits tout d'abord entrevue, et il tend à inaugurer, pour un certain nombre d'industries qui présentent notoirement des menaces de maladie professionnelle, un régime législatif nouveau, portant organisation partielle, pour ces industries, d'une assurance obligatoire contre la maladie. L'exposé des motifs du projet fait connaître les raisons décisives qui ont, après de longues discussions, incliné le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et le Gouvernement à proposer aux Chambres cette solution. Il doit être seulement indiqué au présent rapport que la législation projetée mettrait, en définitive, à la charge des assujettis précisément les prestations que leur eût imposées, si elle eût été pratiquement réalisable, l'application pure et simple de la législation sur les accidents du travail aux maladies professionnelles, et que, de même, elle assure aux ouvriers, pour ces incapacités, selon leur nature, des indemnités calculées sur les mêmes bases que celles prévues aux articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

En ce qui concerne l'application à l'Algérie des dispositions de la loi du 9 avril 1898, le Gouvernement général a préparé le projet de loi spécial visé au précédent rapport qui, sous quelques conditions particulières d'adaptation, appelle les indigènes au bénéfice de la législation sur les accidents du travail, en même temps qu'il règle la situation propre de la main-d'œuvre étrangère dans les industries algériennes et se préoccupe d'assurer la constitution d'un fonds de garantie spécial à l'Algérie sur des bases s'écartant assez sensiblement de la même organisation pour la métropole. De nombreux échanges de vues ont eu lieu à cet égard entre le département du Commerce et le Gouvernement général de l'Algérie. Le texte sur lequel ils se sont accordés a été communiqué aux autres départements intéressés et pourra sans doute incessamment être déposé sur le bureau de la Chambre.

Enfin le ministère du Commerce a élaboré et transmis dès le mois de février 1904 au ministère des Finances un projet de loi destiné à régler l'application de la législation des accidents du travail aux employés et ouvriers des exploitations de l'État, et à faire disparaître les anomalies révélées par la pratique de certaines administrations ou par le conflit de la législation sur les accidents du travail et des législations sur les pensions civiles et militaires. Les deux départements se trouvent maintenant à peu près complètement d'accord sur les bases de ce projet de loi dont le Gouvernement pourra sans doute également saisir les Chambres à très bref délai.

DEUXIÈME PARTIE

Contrôle des assurances.

CHAPITRE I^{er}*Contrôle financier des sociétés d'assurances.***I. — Sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail pendant l'exercice 1903.**

Les sociétés qui pratiquent l'assurance contre les accidents du travail peuvent être rangées en cinq groupes d'après la nature et l'objet de la société.

Le premier groupe comprend les sociétés françaises à primes fixes.

Les sociétés de ce groupe peuvent être, quand on envisage leur façon de procéder au point de vue du service des pensions, divisées en deux sous-groupes.

Le premier est formé par les sociétés qui assument le service des rentes et sont astreintes au régime du cautionnement plein. Les sociétés de cet ordre ayant opéré en 1903 sont les suivantes :

	Chiffre du cautionnement pour 1903.
L'Abeille.....	2.000.000 fr.
La Prévoyance.....	2.000.000
L'Urbaine et la Seine.....	2.000.000
La Société générale des assurances agricoles et industrielles (1).....	1.279.297
La Providence.....	2.000.000
La Thémis.....	400.000

Le deuxième sous-groupe réunit les sociétés de cette nature qui versent à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse le montant des capitaux constitutifs des pensions et bénéficient d'une réduction de moitié dans le cautionnement. Il comprenait en 1903 :

	Chiffre du cautionnement pour 1903.
Le Patrimoine.....	1.000.000 fr.
La Préservatrice (anonyme).....	880 517
Le Secours (2).....	1.000.000
La Foncière.....	1.000.000
Le Soleil-Sécurité générale.....	779 268
La Paix.....	274 949
La Flandre.....	200.000

(1) Cette société n'a plus figuré sur la liste annexée à l'arrêté du 29 novembre 1903.

(2) Antérieurement à l'exercice 1903, *Le Secours* assumait le service des rentes.

	Chiffre du cautionnement pour 1903.
L'Eternelle.....	797.992 fr.
L'Union industrielle du Nord.....	200.000
La Compagnie générale d'assurances.....	540.611
La Gauloise.....	200.000
La Conservatrice.....	200.000
La Garantie.....	200.000

Le deuxième groupe, formé par les sociétés d'assurances mutuelles, comporte également deux sous-divisions, suivant que ces sociétés effectuent ou non le service des rentes.

Dans la première sous-division, ont opéré en 1903 :

La Participation, dont les opérations s'étendent à toutes les professions et qui était astreinte au régime du plein cautionnement, soit, d'après les salaires assurés, 486.296 francs.

La Caisse des entrepreneurs et la Caisse syndicale mutuelle, à Armementières, dont les opérations étaient limitées à une seule profession et qui, fonctionnant dans les conditions de l'article 6 du décret du 28 février 1899, bénéficiaient d'une réduction de moitié dans le cautionnement, soit 200.000 francs.

La deuxième sous-division, formée par les sociétés d'assurances mutuelles qui versent à la caisse des retraites les capitaux constitutifs des rentes à leur charge, comprend, tout d'abord, les sociétés dont les opérations ne sont pas limitées à une seule profession et qui, de ce fait, bénéficient d'une réduction de moitié du cautionnement. Ces sociétés, en 1903, étaient les suivantes :

	Chiffre du cautionnement pour 1903.
La Préservatrice.....	891.834 fr.
La Mutuelle générale française.....	1.000.000
L'Union industrielle.....	200.000
Le Syndicat du Nord.....	312.744
La Mutualité industrielle.....	780.581
L'Association industrielle des travailleurs français.....	200.000
L'Industrie française.....	200.000
L'Auxiliaire.....	200.000
L'Alimentation.....	200.000

Elle comprend, d'autre part, les sociétés qui, limitant leurs opérations à une seule profession dans les conditions de l'article 6 du décret du 27 février 1899, bénéficient ainsi d'une double réduction de cautionnement.

Ces sociétés en 1903 étaient les suivantes :

	Chiffre du cautionnement en 1903.
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	376.424 fr.
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.	500.000
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	165.857

Dans le troisième groupe se placent les sociétés étrangères. Ont fonctionné en 1903 :

	Chiffre du cautionnement en 1903.
La Société suisse d'assurances contre les accidents, à Winterthur (Suisse).....	1.500.000 fr.
La Zurich, compagnie générale d'assurances contre les accidents et la responsabilité civile, à Zurich (Suisse).....	1.500.000

Ces deux sociétés étaient soumises au régime du demi-cautionnement, comme versant à la caisse des retraites les capitaux constitutifs des pensions. Les deux autres sociétés étrangères assumant le service des rentes étaient astreintes au plein cautionnement :

	Chiffre du cautionnement en 1903.
The Ocean Accident and guarantee Corporation.....	3.000.000 fr.
La Union et Le Phénix espagnol.....	808.834

Les syndicats de garantie se placent dans le quatrième groupe. Les organismes de cette nature, fonctionnant sous le régime de la responsabilité solidaire, ne sont pas astreints au dépôt de cautionnement.

En 1903, deux syndicats seulement fonctionnaient :

- Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics ;
- Le Syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.

Enfin, dans un cinquième groupe prennent place les sociétés qui limitent statutairement leurs opérations aux exploitations agricoles, viticoles et forestières et aux entreprises industrielles y annexées, sous condition que ces dernières ne soient pas assujetties à la patente et fassent l'objet de polices spéciales.

Les sociétés qui fonctionnaient sous ce régime en 1903, sont :

La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France, qui, assumant le service des rentes, était astreinte à un cautionnement de 40.000 francs.

La Responsabilité agricole, qui, versant à la caisse des retraites les capitaux constitutifs des rentes, était assujettie à un cautionnement de 20.000 francs.

II. — Situation générale des sociétés surveillées.

Relevé des soldes des comptes généraux de profits et pertes. — Les dispositions actuelles de la loi du 9 avril 1898 ne permettent pas au ministère du Commerce d'approfondir la situation générale des sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail; ses investigations ne s'exercent pleinement que sur les opérations de leur gestion spéciale.

Il convient cependant de remarquer qu'il s'écoule un temps plus ou moins long entre la date d'un sinistre et celle de son règlement financier. Pendant cette période qui dure quelquefois deux et même trois années, le sinistre n'est pas réglé et la valeur des rentes dont la charge, en cas d'insolvabilité du chef d'entreprise non assuré, ou de la société d'assurance, pourra finalement incomber au fonds de garantie, n'est pas fixée. Cet état de choses détermine la formation pour chaque compagnie d'une sorte de dette flottante, plus ou moins élevée, suivant les diligences apportées à la liquidation des sinistres et que l'assureur doit évaluer soigneusement et le plus exactement possible, en fin d'exercice, afin de dégager rigoureusement le résultat de ses opérations.

En dehors de la garantie du cautionnement qui doit couvrir tous les aléas de gestion des sociétés, notamment pendant l'intervalle compris entre l'examen d'un inventaire et l'arrêt possible de fonctionnement, le contrôle ne dispose d'aucun moyen lui permettant d'éviter avec certitude que le règlement des sinistres non encore réglés au moment où une société cesse ses opérations, n'ait finalement sa répercussion sur le fonds de garantie. Pour toute société prospère, le contrôle trouve dans l'actif social une couverture suffisante à toutes les charges; pour toute société périlissante, il ne peut plus compter que sur le cautionnement et doit éviter avec soin que les sinistres à régler de la gestion spéciale ne prennent une importance trop grande par rapport au montant du nantissement.

Bien que la situation d'ensemble des sociétés soumises à sa surveillance doive à ce titre constamment préoccuper le contrôle, il faut reconnaître que les moyens d'appréciation dont il dispose à cet égard sont assez précaires. Le plus grand nombre des sociétés surveillées pratique, en effet, non pas seulement l'assurance contre les risques d'accidents du travail, mais encore un très grand nombre d'assurances diverses, soit contre les accidents de toute nature, soit contre la responsabilité civile, soit contre la grêle ou la mortalité du bétail, soit contre l'incendie et les risques de transport. La multiplicité de ces opérations échappe au contrôle, qui est obligé de s'en tenir aux résultats déclarés par les sociétés, sans se dissimuler que ces résultats ne sont certainement pas accusés toujours avec sincérité : un élément extrêmement important des charges de la société, les sinistres à régler, n'est connu que par l'évaluation de la compagnie, évaluation qui ne peut être appréciée avec quelque sécurité par le contrôle que quand il s'agit d'accidents du travail; il y a encore à tenir compte des encaissements non réalisés et de toutes autres créances dont le caractère est plus ou moins aléatoire.

On ne saurait donc enregistrer que sous les plus prudentes réserves les bénéfices ou les pertes relevés dans les comptes rendus généraux des opérations des sociétés. Si dans certains cas, grâce à des rapprochements soit entre les comptes de plusieurs exercices pour une même société, soit entre les comptes de plusieurs sociétés, on peut être amené à porter un jugement approximatif sur la

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et réglemente le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et régit le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluider les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et régit le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et réglemente le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et réglemente le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et régit le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

du tarif prévu à l'article 28 de la loi; puis, différentes décisions qui ont homologué des remplacements de rente allouées à des ouvriers étrangers, par l'attribution de capitaux atteignant sept, huit et jusqu'à dix fois le montant des rentes et dont la prestation dissimulait sans doute le plus souvent un accord illégal de l'assureur avec l'ouvrier blessé, conduit par l'appât du versement immédiat d'un capital à avancer ou à feindre un départ pour son pays d'origine; enfin, l'étrange empressement de certains juges de paix à se déclarer compétents en matière de revision et à appliquer les règles de la procédure préliminaire de conciliation du droit commun à l'action de l'article 19. Ces facilités permirent à certaines sociétés d'éluder les obligations impératives résultant pour elles de la loi du 9 avril 1898 et, en fraude de la loi, d'établir des transactions sur des décisions de justice antérieurement rendues dans les conditions et sous des garanties protectrices édictées par le législateur. A la faveur de cette condescendance judiciaire, une société a pu aller jusqu'à effectuer ainsi en justice de paix toutes ses revisions, sans aucune des sauvegardes légales voulues par le législateur.

Par contre, le dépouillement et l'examen individuel par la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales de tous les règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurance qu'elle contrôle a permis de dresser une statistique des fautes intentionnelles et inexcusables invoquées en justice pendant l'année 1904, et de constater que sur ce point les parties et les juges ont exactement interprété la loi et singulièrement donné raison aux prévisions qui n'entrevoyaient le jeu de la *faute inexcusable* que comme tout à fait exceptionnel. De l'examen des 982 jugements intervenus au cours de cette année, il apparaît que la faute inexcusable, du patron ou de l'ouvrier, n'a été invoquée devant les tribunaux que 22 fois (8 fois contre le chef d'entreprise et 14 fois contre l'ouvrier), et qu'elle n'a été retenue que deux fois seulement.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

Le précédent rapport a déjà indiqué que les efforts du juge, limités par les textes et tenus d'y chercher leur véritable appui, eussent été impuissants à parfaire l'œuvre d'application normale de la législation sur les accidents du travail, si le législateur n'était intervenu à nouveau pour les rendre plus efficaces, et aussi pour combler les lacunes ou pour parer aux inconvénients que la mise en œuvre de la loi nouvelle avait successivement fait apparaître.

Il a analysé à cet égard les heureux résultats déjà consacrés par la loi du 22 mars 1902 et laissé pressentir ceux plus importants que l'accord des deux Chambres était à la veille de réaliser.

La loi du 31 mars 1905, sans toucher d'ailleurs aux principes essentiels de la loi du 9 avril 1898, a apporté à la rédaction de plusieurs de ses articles d'importantes modifications.

Tout d'abord, en ce qui touche l'indemnité journalière, le quatrième alinéa de l'article 3 est remanié dans l'intérêt des victimes d'accidents; il supprime le délai de carence des quatre premiers jours d'incapacité, pour tous les cas où celle-ci aura duré plus de dix jours; il établit sur des bases précises le mode de calcul

des indemnités de demi-salaire pour les cas où le salaire quotidien est un salaire variable; il fixe les époques et le lieu de paiement de l'indemnité en lui appliquant en principe les règles suivies dans l'entreprise pour le paiement du salaire lui-même.

Les dispositions relatives au service des rentes sont, elles aussi, complétées. Le lieu de paiement de la rente s'y trouve déterminé de telle façon que l'ouvrier titulaire ne soit plus jamais exposé à être contraint de s'adresser, chaque trimestre, hors du canton de sa résidence, pour obtenir le versement de ses arrérages. Bien que la rente reste, conformément au droit commun, payable à terme échu, le nouveau texte, en considération de situations de fait particulièrement intéressantes, autorise le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

La situation des représentants étrangers des ouvriers étrangers victimes d'accidents, ainsi que les conditions du rachat de leurs rentes, sont plus explicitement déterminées : un abus possible s'y trouve prévenu.

Enfin le nouvel article 3 prévoit, en ce qui concerne d'une manière générale les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la modification éventuelle, par voie de réciprocité diplomatique, des fixations légales.

En ce qui concerne les soins médicaux et pharmaceutiques, les droits de l'ouvrier blessé sont favorablement élargis par la loi du 31 mars 1905. La faculté pour la victime de choisir librement dans tous les cas son médecin et son pharmacien est plus explicitement inscrite dans la loi, en même temps qu'est mise hors de contestation l'obligation du chef d'entreprise, qu'écartaient encore un certain nombre de décisions judiciaires (1), d'acquitter cumulativement en cas d'hospitalisation, avec la totalité des frais d'hôpital, l'entier paiement de l'indemnité de demi-salaire.

La limite des remboursements pour frais médicaux et pharmaceutiques à la charge des patrons n'est plus fixée d'autre part par les tarifs, à tant de titres insuffisants, de l'assistance médicale gratuite. Elle est déterminée par un tarif spécial nouveau, que vient d'établir un arrêté ministériel du 30 septembre 1905 pris après avis d'une commission dont la loi du 31 mars 1905 a prévu elle-même la composition et qui comprend des représentants des divers intérêts en présence (ouvriers, patrons, médecins et pharmaciens, assureurs). En ce qui concerne les frais d'hospitalisation, le troisième alinéa de l'article 4 prévoit également une base particulière de remboursement et dispose que ces frais ne pourront, tout compris, dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Au regard, d'ailleurs, des charges qui peuvent résulter de ces fixations, le texte nouveau de l'article 4 introduit et régit le droit du chef d'entreprise de contrôler, dans les conditions qui respectent l'indépendance de la victime et celle de son médecin, les effets du traitement librement suivi par l'ouvrier blessé et de s'assurer périodiquement de ses progrès.

(1) Justice de paix du Havre, 21 novembre 1899.

Justice de paix de Versailles, 13 septembre 1900.

Tribunal civil de Versailles, 22 février 1901.

Cour d'appel de Nancy, 28 décembre 1900.

Justice de paix de Fécamp, 18 mars 1904.

finance est de 39 0/00; pour les sociétés anonymes étrangères, le chiffre atteint 54 0/00. Les deux syndicats de garantie donnent au contraire un léger excédent de 8 0/00 par rapport aux primes.

L'examen du même tableau permet d'apprécier le *rendement* de l'assurance, mesuré par le rapport des rentes et indemnités aux primes. Il est intéressant de rapprocher à cet égard les chiffres de l'exercice 1903 de ceux des exercices 1901 et 1902.

Si l'on retient seulement comme premier terme du rapport le montant des capitaux constitutifs et des indemnités journalières (y compris les charges éventuelles de revision), on obtient pour les trois exercices considérés les résultats suivants pour 100 fr. de primes.

	1901	1902	1903
Sociétés anonymes étrangères.....	71 7	84 2	64 7
— — françaises.....	67 2	75 4	65 »
— d'assurances mutuelles.....	82 6	87 7	68 5

Si l'on tient compte, dans cette comparaison, non seulement des capitaux constitutifs et des indemnités journalières, mais aussi des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais funéraires, on obtient les pourcentages ci-après :

	1901	1902	1903
Sociétés anonymes étrangères.....	82 5	97 7	76 2
— — françaises.....	77 6	88 »	76 2
— d'assurances mutuelles.....	92 3	99 9	79 3

L'abaissement des chiffres pour l'exercice 1903 s'expliquent par le relèvement du taux des primes et on peut s'attendre à ce que cet abaissement se poursuive pendant les exercices suivants.

Comme terme opposé au rendement de l'assurance, on peut dégager le rapport aux primes des dépenses qui sont exclusivement affectées au fonctionnement des sociétés (frais généraux, commissions, frais judiciaires). Ce rapport permet d'apprécier la portion de primes absorbée par les rouages des entreprises d'assurances; c'est le coefficient de déperdition inhérent aux opérations pratiquées, coefficient que, dans l'intérêt de tous, il est désirable de voir réduit le plus possible.

A cet égard, les chiffres obtenus sont les suivants pour 100 francs de primes :

	1901	1902	1903
Sociétés anonymes étrangères.....	30 2	31 5	33 8
— — françaises.....	26 4	27 9	27 7
— d'assurances mutuelles.....	21 »	23 »	20 9

Ces chiffres, tirés, comme il est dit plus haut, des comptes de catégories, ne correspondent sans doute pas entièrement à la réalité. C'est ainsi que certaines sociétés ne paraissent pas faire supporter aux catégories la totalité des commissions, une partie de celles-ci étant alors supportée par la gestion générale. On peut notamment faire les rapprochements suivants : pour une société, le total de toutes les commissions s'élève à 17,47 0/0 d'après le compte général des profits et pertes, et le tableau XII donne, pour les affaires-accidents du travail, 12,8 0/0.

Pour une autre, les commissions accusées par les catégories ne s'élèvent qu'à 9 0/0 (taux bien inférieur à la moyenne générale qui est de 12 0/0), alors que dans l'ensemble des opérations, les commissions de cette société forment les 14,60 0/0 des primes.

Cet arbitraire dans la ventilation des commissions entre les comptes de catégories et la gestion générale explique comment les chiffres de commissions et de frais généraux des catégories, pour des sociétés opérant sensiblement dans les mêmes conditions et sur un portefeuille suffisamment important pour qu'on puisse attribuer quelque valeur aux moyennes, varient de l'une à l'autre dans de très larges proportions. Ainsi les frais généraux et les commissions dans trois sociétés s'élèvent à 27 et 25 0/0 des primes, les mêmes dépenses s'abaissant pour trois autres sociétés à 21, 19 et 18 0/0.

Il serait particulièrement intéressant de mettre en évidence dans les taux ci-dessus la fraction correspondant aux frais judiciaires. C'est une indication de nature à éclairer le législateur sur l'importance des frais de justice, tels qu'ils peuvent ressortir des diverses réglementations en vigueur et qui, au point de vue des frais incombant respectivement aux diverses sociétés, ne serait pas sans fournir quelque indice utile sur leurs tendances en matière de procédure contentieuse. Les chiffres de 1903 sont seuls rapportés ci-après, les chiffres relevés dans les comptes rendus de 1901 et de 1902 ne pouvant servir d'éléments à une comparaison utile. En prenant les sociétés par groupes, on établit les moyennes suivantes pour le pourcentage des frais judiciaires aux primes :

Sociétés d'assurances mutuelles.....	3 3 %
Sociétés anonymes françaises.....	3 3
Sociétés anonymes étrangères.....	7 3 (1)
Syndicats de garantie.....	2 1

Dans le tableau ci-après, on a relevé le pourcentage des frais judiciaires par société. Les sociétés dont le taux s'écarte beaucoup des moyennes sont en général, comme on peut s'en assurer d'après le relevé des primes, des sociétés de faible importance et pour lesquelles on doit s'attendre *a priori* à des écarts inévitables. Pour les autres cas paraissant exceptionnels, ils appartiennent à des sociétés qui peuvent comprendre une partie des frais judiciaires dans le coût du sinistre, ou qui sont animées d'une très vive ardeur de procédure.

Sociétés mutuelles.		Pourcentage des frais judiciaires aux primes.
Préservatrice.....		0 4
Mutuelle générale française.....		4 8.
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....		3 3
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....		2 7
Union industrielle.....		0 5
Syndicat du Nord.....		2 8

(1) Le relèvement de la moyenne pour les sociétés étrangères est dû, comme le montre le tableau ci-après, au chiffre élevé fourni par une compagnie prodigue de procès, dont les frais judiciaires s'élevaient à 26 0/0 des primes.

	Pourcentage des frai <i>s</i> judiciaires aux primes.
Mutualité industrielle.....	4 8
Association industrielle des travailleurs français.....	4 4
Participation.....	3 »
<i>Industrie française</i> (1).....	4 5
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.	»
Auxiliaire.....	1 9
Caisse des entrepreneurs.....	6 »
Caisse syndicale mutuelle (Armentières).....	4 »
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	2 8
Responsabilité agricole.....	0 3
Alimentation.....	0 05

Sociétés anonymes.

Abeille.....	3 5
Patrimoine.....	0 8
Préservatrice.....	0 3
Prévoyance.....	3 2
Urbaine et Seine.....	4 »
Secours.....	3 8
<i>Société générale des assurances agricoles et industrielles</i> (2).....	9 9
Foncière.....	1 2
Soleil-Sécurité générale.....	0 2
Providence.....	2 2
Paix (anciennement Caisse générale des familles).....	2 8
Flandre.....	3 2
<i>Éternelle</i> (2).....	21 5
Union industrielle du Nord.....	4 4
Compagnie générale.....	6 7
Thémis.....	3 4
Gauloise.....	2 9
Conservatrice.....	2 3
Garantie.....	0 2

Sociétés étrangères.

Société suisse d'assurance contre les accidents (Wintherthur)....	5 4
Zurich.....	4 2
The Ocean accident and guarantee corporation.....	25 9
Union et Phénix espagnol.....	3 3

Syndicats de garantie.

Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.	2 6
Syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	1 8

(1) Cette société n'a plus figuré sur la liste annexée à l'arrêté du 29 novembre 1903.

(2) Cette société n'a plus figuré sur la liste annexée à l'arrêté du 29 novembre 1903.

Enfin, le tableau ci-dessous fait apparaître la proportion des frais de gestion et des frais judiciaires par rapport au coût des sinistres, en rappelant également les résultats des exercices 1901 et 1902 :

	1901	1902	1903
	—	—	—
	%	%	%
Sociétés anonymes étrangères.....	36 6	37 4	44 1
— — françaises.....	34 1	36 7	36 4
— d'assurances mutuelles.....	22 8	26 2	26 4

Résultats généraux. — Les résultats généraux de l'application de la loi du 9 avril 1898 par les diverses sociétés d'assurances, rapprochés des résultats fournis par les exercices 1901 et 1902, donnent lieu aux constatations suivantes :

Salaires assurés :

En 1901.....	2.828.498.832 francs.
1902.....	2.949.882.941 —
1903.....	3.056.854.767 —

L'augmentation des salaires assurés, déjà constatée pour l'exercice 1902, s'est poursuivie pendant l'exercice 1903. Si on relève dans les chiffres qui précèdent la part afférente à chacun des groupes formés par les diverses entreprises d'assurances, on a, par exercice, les chiffres suivants :

	1901	1902	1903
	—	—	—
Sociétés d'assurances			
mutuelles.....	593.964.095	642.803.450	716.956.274
Sociétés anonymes..	2.142.819.484	2.218.162.486	2.220.877.508
Syndicats de garantie.	91.715.253	88.917.005	119.020.985

L'augmentation des salaires assurés est donc plus importante pour les sociétés d'assurances mutuelles et les syndicats de garantie que pour les sociétés anonymes.

Primes ou cotisations. — Le total des primes ou cotisations perçues s'élevait pour les trois exercices envisagés :

En 1901 à	52.451.438 francs.
1902 à	54.048.626 —
1903 à	59.874.899 —

Les primes susindiquées se répartissent comme suit dans les trois groupes de sociétés envisagés :

	1901	1902	1903
	—	—	—
Sociétés d'assurances mutuelles.	11.399.054	11.936.627	13.999.547
— anonymes.....	38.884.027	39.659.212	42.203.875
Syndicats de garantie	2.168.357	2.452.787	3.671.477

La prime moyenne brute réclamée était, pour 100 francs de salaires, de :

1,854 en 1901
1,832 en 1902
1,958 en 1903

L'augmentation des primes en 1902 était de 1.597.188 francs, soit 3,4 0/0 sur les primes en 1901, et de 5.826.273 en 1903, soit 10,77 0/0 sur les primes de 1902.

Sinistres. — Le règlement des sinistres : indemnités journalières, capitaux constitutifs des rentes, réserves complémentaires, frais médicaux et pharmaceutiques, frais funéraires réunis, a occasionné les dépenses suivantes pour les trois exercices susvisés :

En 1901.....	43.525.140 francs.
1902.....	49.670.079 —
1903.....	46.313.476 —

Toutes les sociétés ne portant pas exclusivement au débit des catégories les seuls sinistres de l'exercice, les chiffres précités ne sont pas rigoureusement comparables entre eux et on ne peut guère en tirer d'inductions sur l'augmentation du coût des sinistres. Il n'est cependant pas excessif de conclure, du rapprochement de ces chiffres et de ceux des primes, que l'insuffisance de certains tarifs résulte moins de l'aggravation du coût des sinistres que de l'insuffisance initiale des primes réclamées.

Les chiffres ci-dessus, rapportés à 100 francs de salaires, font apparaître la prime pure résultant du coût des sinistres. Cette prime s'établit à :

1,539	pour 1901
1,683	1902
1,515	1903

Les rapprochements de ces trois moyennes ne peuvent que confirmer la remarque précédente.

Dans le coût des sinistres, il faut comprendre les chiffres suivants, pour frais médicaux et pharmaceutiques :

En 1901.....	5.416.893 francs.
1902.....	6.464.425 —
1903.....	6.640.409 —

Les dépenses pour règlements de sinistres se répartissent de la manière suivante dans les trois groupes de sociétés déjà envisagés :

	1901	1902	1903
Sociétés d'assurances	—	—	—
mutuelles.....	10.544.516	11.922.670	11.074.434
Sociétés anonymes..	30.614.084	35.609.135	32.180.350
Syndicats de garantie.	2.366.540	2.138.274	3.058.692

Frais de gestion et frais judiciaires. — Les dépenses de cette nature se sont successivement élevées à :

En 1901.....	13.440.973 francs.
1902.....	14.494.312 —
1903.....	15.808.442 —

Il faut comprendre dans ces dépenses les frais judiciaires pour :

1901.. . . .	1.609.137 francs.
1902.....	2.572.897 —
1903.....	2.336.897 —

L'ensemble des frais de gestion et des frais judiciaires rapportés à 100 francs de salaires donne pour :

1901.....	0 475
1902.....	0 491
1903.....	0 517

Ces dépenses entraînent, pour la prime pure moyenne calculée plus haut, un chargement de :

30 87 % en 1901
29 18 en 1902
34 13 en 1903

Réparties entre les trois groupes de sociétés, ces dépenses se présentent comme suit, pour les trois exercices considérés :

	1901	1902	1903
Sociétés d'assurances mutuelles.....	2.391.503	2.747.838	2.929.175
— anonymes.....	10.593.049	11.328.927	12.296.957
Syndicats de garantie.....	456.421	417.547	582.310

Total des dépenses. — Si l'on groupe les dépenses de toute nature et si on les oppose aux primes reçues, on relève pour les trois exercices les insuffisances de recettes suivantes :

	Primes. — Francs.	Dépenses. — Francs.	Insuffisances de recettes. — Francs.
1901.....	52.451.438	56.966.113	4.514.675
1902.....	54.048.626	64.164.391	10.115.765
1903.....	59.874.899	62.121.918	2.257.019

La même comparaison pour les trois groupes de sociétés envisagés donne les résultats suivants :

Sociétés d'assurances mutuelles.

	Primes. — Francs.	Dépenses. — Francs.	Insuffisances de recettes. — Francs.
1901.....	11.399.054	12.936.019	1.536.965
1902.....	11.936.627	14.670.508	2.733.981
1903.....	13.999.547	14.003.609	4.062

Sociétés anonymes.

	Primes. — Francs.	Dépenses. — Francs.	Insuffisances de recettes. — Francs.
1901.....	38.884.027	41.207.133	2.323.106
1902.....	39.659.212	46.938.062	7.278.850
1903.....	42.203.875	44.477.307	2.273.432

Syndicats de garantie.

	Primes.	Dépenses.	Insuffisance de recettes.	Excédent.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
1901.....	2.168.357	2.822.961	654.604	»
1902.....	2.452.787	2.555.821	103.034	»
1903.....	3.671.477	3.641.002	»	30.475

Ces divers résultats se dégagent, au surplus, de l'examen des tableaux ci-après, pages 329 et 330 qui mettent en parallèle, pour les trois exercices 1901, 1902, 1903, les salaires assurés, les primes encaissées, les sinistres indemnisés ou les sommes mises en réserve à cet effet, et l'ensemble des charges supportées par les diverses entreprises d'assurances surveillées.

V. — Sociétés ayant cessé d'être admises à pratiquer l'assurance
contre les accidents du travail.

Pendant les deux premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1898, l'administration a pris, pour organiser la surveillance et le contrôle qui lui incombait à l'égard des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, un certain nombre de dispositions résumées dans le précédent rapport du 27 février 1905 et destinées à assurer, d'une part, au point de vue comptable, la distinction de gestion prescrite par l'article 10 du décret du 28 février 1899, d'autre part, au point de vue de la régularité des opérations, et particulièrement en ce qui concerne les règlements de sinistres, l'observation exacte des prescriptions légales dans l'intérêt des victimes d'accidents.

A ce double point de vue, la circulaire adressée le 16 avril 1901 aux sociétés intéressées précisait leurs obligations et leur montrait nettement que l'administration, peu satisfaite des résultats produits par l'initiative qu'elle leur avait laissée jusqu'alors était décidée à rendre son contrôle plus étroit et à employer à cet effet tous les moyens et toutes les sanctions réglementaires. Les sociétés comprirent à peu près toutes, la nécessité d'appliquer strictement ces prescriptions. Quelques-unes, cependant, se montrèrent si rebelles à l'observation des règlements et compromirent si gravement leur équilibre financier que l'administration dut, après avoir usé envers elles de mesures provisoires restées infructueuses, mettre fin à leurs opérations d'assurances contre les accidents du travail.

En 1902, l'*Espérance*, dont la situation était jugée désespérée par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail le 19 novembre 1902, a cessé de figurer sur la liste annuelle publiée le 30 novembre, en exécution de l'article 18 du décret du 28 février 1899, et elle a été mise en faillite le 1^{er} décembre 1902.

Dès la même époque, trois autres sociétés, l'*Industrie française*, l'*Éternelle* et la *Société générale des assurances agricoles et industrielles* ne devaient qu'à la réalisation immédiate de mesures conservatoires indiquées par l'administration d'être maintenues une année encore sur la liste officielle. Leur situation, loin de dissiper en 1903 les craintes qu'elle avait fait naître, alla s'aggravant, et elles cessaient, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail en date des 21 et 28 novembre 1903, de figurer sur la liste arrêtée le 29 novembre 1903.

	SALAIRES assurés.	PRIMES.	RÈGLEMENT des sinistres. Indemnités et frais médicaux.	FRAIS DE GESTION. Commissions et frais judiciaires.	TOTAL des dépenses.
<i>Exercice 1901.</i>					
Sociétés d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.....	686.679.848	13.567.411	13.911.056	2.847.924	16.768.980
Sociétés anonymes.....	2.149.819.484	38.884.037	30.614.084	10.598.049	41.907.128
TOTAUX.....	2.836.498.332	52.451.438	43.525.140	13.445.973	66.366.113
<i>Exercice 1902.</i>					
Sociétés d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.....	731.720.455	14.389.414	14.060.944	3.165.886	17.226.399
Sociétés anonymes.....	2.218.169.486	39.689.313	36.609.135	11.328.937	46.338.063
TOTAUX.....	2.949.889.941	54.048.686	49.670.079	14.494.813	64.164.391
<i>Exercice 1903.</i>					
Sociétés d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.....	836.977.259	17.671.024	14.183.126	3.511.485	17.544.611
Sociétés anonymes.....	2.220.877.508	42.203.875	32.180.350	12.298.967	44.477.307
TOTAUX.....	3.056.854.767	59.874.899	46.313.476	15.808.442	62.121.918

*État comparatif des recettes et des dépenses rapportées à 100 fr. de salaires
et pourcentages moyens des dépenses aux primes.*

	PRIME MOYENNE payée pour 100 fr. de salaires.			PRIME PURE MOYENNE pour 100 fr. de salaires.			CHARGEMENT RÉEL pour 100 fr. de prime payée.			CHARGEMENT RÉEL pour 100 fr. de prime pure.		
	1901	1902	1903	1901	1902	1903	1901	1902	1903	1901	1902	1903
Sociétés d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.....	1 978	1 966	2 113	1 882	1 931	1 690	4 83	2 28	20 02	5 08	2 33	25 03
Sociétés anonymes.....	1 815	1 788	1 900	1 429	1 605	1 448	21 26	10 21	23 75	27 01	11 37	81 14
ENSEMBLE.....	1 894	1 882	1 958	1 659	1 683	1 515	17 01	8 10	22 64	20 50	8 81	29 28
	PRIME PURE MOYENNE pour 100 fr. de salaires.			FRAIS DE GESTION commissions et frais judiciaires pour 100 fr. de salaires.			FRAIS DE GESTION commissions et frais judiciaires rapportés à 100 fr. de prime payée.			FRAIS DE GESTION commissions et frais judiciaires rapportés à 100 fr. de prime pure.		
	1901	1902	1903	1901	1902	1903	1901	1902	1903	1901	1902	1903
Sociétés d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.....	1 882	1 921	1 690	0 415	0 432	0 430	20 99	21 99	19 87	22 05	22 51	24 84
Sociétés anonymes.....	1 429	1 605	1 448	0 494	0 510	0 553	27 34	28 56	29 13	24 60	81 81	34 21
ENSEMBLE.....	1 639	1 683	1 515	0 476	0 491	0 517	29 62	26 81	26 40	30 87	29 18	34 13

Les conditions dans lesquelles a été conduite et contrôlée la liquidation de ces diverses sociétés fera d'ailleurs l'objet d'observations spéciales quand cette liquidation sera terminée.

CHAPITRE II

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers.

Si le service du contrôle devait surveiller dans l'intérêt du fonds de garantie le fonctionnement financier des sociétés d'assurances, il devait également, comme l'a exposé le précédent rapport, vérifier, dans l'intérêt des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, la régularité des liquidations de rentes.

Cette dernière vérification s'effectue au moyen des documents (fiches de sinistres, décisions judiciaires, état de constitutions de rentes à la caisse nationale des retraites) produits périodiquement au ministère du commerce par les sociétés d'assurances surveillées. Elle a été longtemps rendue difficile par l'insuffisance et même l'inexactitude de ces documents, ce qui a obligé l'administration à adresser aux sociétés de nombreuses demandes de renseignements ou d'explications afin de pouvoir utiliser les pièces qui lui étaient ainsi produites. Il faut cependant signaler qu'à la suite d'observations répétées, une amélioration sensible a pu être constatée et que les irrégularités matérielles sont devenues peu à peu beaucoup plus rares.

Moins fréquents également se constatent les irrégularités et les retards dans le règlement des sinistres.

Le remplacement des rentes ne dépassant pas 100 francs par un capital de rachat inférieur au prix de la rente, calculé d'après le tarif établi par la caisse nationale des retraites, s'est rencontré moins souvent qu'au cours des années précédentes. Encore fallait-il tenir compte des règlements corrects en apparence, mais où le capital de rachat servait en réalité de base à la transaction, le chiffre de la rente étant fixé *a posteriori*, contrairement à la lettre comme à l'esprit de la loi. Contre ses irrégularités, disposent à l'heure actuelle les articles 21 et 16, § 2, (modifiés), de la loi du 9 avril 1898, qui ont été précédemment analysés.

Les exemples fournis par les sociétés l'*Espérance*, l'*Industrie française*, l'*Eternelle* et la *Société générale des assurances agricoles et industrielles* ont amené l'administration à se préoccuper tout particulièrement d'éviter que les règlements de sinistres subissent des retards. Grâce au soin qu'elle a apporté à faire appliquer strictement les dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1902, qui prescrit la consignation d'un titre de rente 3 0/0 comme garantie des règlements qui n'ont pas été effectués dans les délais réglementaires, grâce aux vérifications mensuelles auxquelles elle se livre, afin qu'autant que possible aucun retard ne lui échappe, grâce enfin aux constitutions de rentes avec effet différé qu'elle a pu décider la caisse nationale des retraites à accepter, dans les cas où les sociétés sont fondées à opérer des compensations pour paiements effectués à titre de provisions ou d'indemnité journalière sur les arrérages de la rente définitivement fixée, les retards relevés mensuellement sont, dès l'année 1903, allés en décroissant, ainsi que le fait apparaître le tableau A ci-après (annexe III). Il y a lieu d'ajouter qu'à l'heure actuelle, il suffit assez généralement d'appeler sur ces retards l'attention des sociétés pour qu'elles les fassent cesser, soit en réglant définitivement les sinistres, soit en effectuant des consignations.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de rentes qui, n'ayant pu être cons-

titrées en raison du défaut de production des pièces exigées par la caisse nationale des retraites, ont fait l'objet en 1903 de consignations de titres de rente 3 %, ainsi que le montant des titres consignés comme garantie de la liquidation desdites rentes :

NOMS DES SOCIÉTÉS	CONSIGNATIONS effectuées en 1903		RESTAIENT CONSIGNÉS au 31 décembre 1903	
	Nombre de rentes.	Montant des titres consignés.	Nombre de rentes.	Montant des titres consignés.
Mutuelle générale française.....	31	8.764	22	6.466
Secours.....	6	1.709	4	1.522
Compagnie générale d'assurances contre les accidents.....	35	5.528	24	3.520
Zurich.....	32	5.835	9	1.585
Société suisse d'assurances contre les accidents, à Winterthur.....	3	420	3	420
TOTAUX.....	107	22.256	62	13.513

En ce qui concerne les constitutions de rentes avec effet différé, dans le cas où les sociétés ont versé, à titre d'avances, de provisions ou d'indemnité journalière, des sommes supérieures à celles que la détermination du montant et de la date d'entrée en jouissance des rentes met réellement à leur charge, la caisse nationale des retraites faisait connaître au mois de mai 1903 qu'elle ne se refuserait pas à accepter des contrats de cette nature. Mais le contrôle, afin d'éviter des abus aisés à prévoir, s'est réservé d'admettre par espèces ces constitutions exceptionnelles, après examen des justifications produites par les sociétés.

Une autre cause de retard dans le règlement des sinistres était le refus opposé au patron, par l'assureur, de prendre à sa charge les indemnités attribuées à la victime ou à ses ayants droit, parce que le chef d'entreprise ne se serait pas strictement conformé aux obligations que lui imposait la police. Mises en demeure par l'administration de régler les sinistres, sauf à exercer contre leurs assurés un recours en remboursement des sommes payées par elles, certaines sociétés se sont avisées de demander aux tribunaux de déclarer les contrats nuls afin d'échapper à tout règlement. Une société, la *Société générale des assurances agricoles et industrielles*, qui n'est plus depuis le mois de novembre 1903 admise à pratiquer les assurances contre les accidents du travail, avait surtout usé de cet expédient et était parvenue de la sorte à retarder le règlement de 31 sinistres. Les tribunaux ont d'ailleurs, dans la plupart de ces cas, refusé d'admettre les prétentions de la société qui a, au surplus, décidé spontanément de se désister de quelques instances, de telle sorte qu'elle a dû prendre à sa charge 15 règlements sur les 31 qui avaient fait de sa part l'objet de procès.

L'examen des documents fournis à l'administration a permis de constater que du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1903 les sociétés d'assurances contre les accidents du travail avaient constitué à la caisse nationale des retraites 3.709.854 francs de rentes liquidées en application de la loi du 9 avril 1898 et versé à ce titre un capital de 50.512.791 francs ce qui donne, comme prix moyen de 1 franc de rente, 13 fr. 61.

Pendant l'exercice 1903, les sociétés ont réglé financièrement 10.723 sinistres

ayant donné lieu à attribution de rentes. Le montant des rentes allouées a atteint 1.775.453 francs et leur règlement a coûté 24.961.950 francs soit 2.328 francs comme coût moyen brut d'un sinistre en capital.

5.001 sinistres ont fait l'objet de rachats de rentes. Ces rentes s'élevaient à 282.255 francs et le montant des rachats à 4.024.040 francs.

4.526 sinistres ont été réglés par constitution de 1.097.259 francs de rentes à la caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs versés s'élevant à 15.146.934 francs.

Enfin, 1.476 sinistres ont été réglés par inscriptions au compte des rentes viagères des sociétés gérant leurs réserves; ils représentaient 392.939 francs de rentes et 5.790.976 francs de capitaux.

Le nombre des règlements ayant fait l'objet de revision en application de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, nul en 1899 et en 1900, a été de 6 en 1901, de 56 en 1902, de 294 en 1903, soit au total de 356. Le nombre total des sinistres réglés au 31 décembre 1903 étant de 42.909, la proportion des revisions au nombre des règlements n'est encore que de 0,8296 %.

Enfin, en ce qui concerne l'attribution en espèce du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement des rentes que les victimes d'accidents peuvent demander après le délai de revision, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, 4 cas seulement ont été jusqu'ici relevés, 1 en 1902 et 3 en 1903. Ils se décomposent de la façon suivante :

ANNÉES.	NOMBRE de rentes.	TOTAL des rentes primitives.	TOTAL des rentes réduites après application de l'art. 9 de la loi du 9 avril 1898.
1902.....	1	360 »	270 »
1903.....	3	627 50	478 10

CHAPITRE III

Budget du contrôle.

Les crédits d'ordre alloués par le Parlement en application de l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898 pour couvrir les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents du travail, ainsi que des syndicats de garantie, se sont élevés pour l'année 1904 à 220.000 francs.

Les dépenses réellement liquidées ont atteint pour l'année 1904 le chiffre de 204.928 fr. 78.

Elles se décomposent de la façon suivante :

Personnel administratif du contrôle.....	81.890 ¹ 11
— des commissaires-contrôleurs et frais de tournées.....	97.644 54
Matériel, chauffage et éclairage, mobilier, fournitures de bureau, abonnements, achats de livres et documents, reliures, impressions, autographies, etc.....	25.394 13
TOTAL.....	204.928 78

Leur répartition opérée au cours de l'année 1905, dans les conditions indiquées, au précédent rapport, a établi aux sommes ci-dessous indiquées, pour l'exercice écoulé, la part contributive de chaque société ou syndicat :

LISTE DES SOCIÉTÉS.	1904 DÉPENSES : 204.928 78 — Montant de la contribution.	1904 DÉPENSES : 204.928 78 — Montant de la contribution.	LISTE DES SOCIÉTÉS.	1904 DÉPENSES : 204.928 78 — Montant de la contribution.	LISTE DES SOCIÉTÉS.	1904 DÉPENSES : 204.928 78 — Montant de la contribution.
	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.
			<i>Report.</i>		<i>Report.</i>	
La Prévoyance (mutuelle).....	5.360 »	40.429 90	La Responsabilité agricole.....	132 97	La Thémis.....	155.699 90
La Mutuelle générale française.....	6.648 70	1.329 74	L'Alimentation.....	13.297 41	La Gauloise.....	2.659 48
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	2.626 89	1.329 74	L'Abellie.....	6.648 70	La Conservatrice.....	1.329 74
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	3.324 35	1.329 74	La Patrimoine.....	13.297 41	La Garantie.....	1.329 74
L'Union Industrielle.....	2.280 32	6.042 12	La Prévoyance.....	13.297 41	La Société suisse d'assurances contre les accidents, à Winterthur.....	9.973 06
Le Syndicat du Nord.....	6.042 12	1.551 57	L'Urbaine et la Seine.....	6.648 70	La Zurich.....	9.973 06
La Mutualité Industrielle.....	1.551 57	4.670 38	Le Secours.....	8.505 87	The Ocean accident and guarantee cor- poration.....	6.566 48
L'Association Industrielle des Travailleurs français.....	4.670 38	1.329 74	La Société générale des assurances agri- coles et industrielles.....	6.648 70	L'Union et le Phénix espagnol.....	7.721 15
La Participation.....	1.329 74	265 95	La Foncière.....	5.865 54	La Compagnie Internationale d'assurances contre les accidents.....	1.994 61
L'Industrie française.....	265 95	1.329 74	Le Soleil-Sécurité générale.....	13.297 41	Le Syndicat général de garantie du Bâti- ment et des Travaux publics.....	1.561 48
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	1.329 74	1.329 74	La Providence.....	1.961 19	Le Syndicat de garantie de l'Union pari- sienne des entrepreneurs et industriels	4.790 39
L'Auxiliaire.....	1.329 74	911 90	La Paix (anciennement Caisse générale des Familles).....	1.329 74		
La Caisse des entrepreneurs.....	1.329 74		La Flandre.....	5.805 61		
La Caisse syndicale mutuelle.....	1.329 74		L'Éternelle.....	1.329 74		
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	911 90		L'Union Industrielle du Nord.....	3.074 84		
			La Compagnie générale d'assurances contre les accidents.....			
<i>A reporter.</i>	40.429 90		<i>A reporter.</i>	155.699 90	<i>TOTAL.</i>	204.928 78

TROISIÈME PARTIE

Organismes d'assurances par l'État.

CHAPITRE I^{er}*Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.*

Le présent rapport, comme le précédent, doit se borner à extraire du rapport établi par la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents (publiés pour l'exercice 1904 au *Journal officiel* du 29 juillet 1905), les indications relatives aux opérations d'assurances contre les accidents du travail visés par la loi du 24 mai 1899 et par celle du 30 juin de la même année.

Le nombre des contrats d'assurance en cours au 31 décembre 1904 s'élevait à 1.087, en augmentation de 259 sur celui constaté au 31 décembre précédent.

Ces 1 087 contrats se répartissaient ainsi :

1° Au titre de la loi du 9 avril 1898.....	1.024
2° Au titre de la loi du 30 juin 1899.....	63
ENSEMBLE	<u>1.087</u>

Les 1.024 contrats couvrant des risques industriels portent sur 21.869.159 francs de salaires assurés, chiffre qui, en 1903, était seulement de 17.071.954 francs.

Les recettes opérées du 1^{er} janvier au 31 décembre 1904 se sont élevées à 517.669 fr. 88, se décomposant comme suit :

	Francs.
1° Provisions à titre de garantie.....	63.484 50
2° Primes échues et centralisées dans les écritures....	437.197 87
3° Intérêts sur les fonds placés en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	4.549 74
4° Recettes diverses.....	<u>12.437 77</u>
SOIT AU TOTAL.....	517.669 88

Les 437.197 fr. 87 de primes s'appliquent pour 433.713 fr. 87 aux risques industriels et pour 3.484 francs aux risques agricoles (loi du 30 juin 1899).

Les paiements effectués en 1904 se sont élevés à 487.333 fr. 61, se décomposant comme suit :

	Francs.
a) 1° Capitaux versés à la Caisse nationale des retraites pour constitution de rentes.....	321.103 »
2° Rachats.....	25.997 30
3° Arrérages payés avant constitution de rentes.....	14.281 38
4° Indemnités journalières.....	24.216 64
b) 5° Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires....	13.836 03
6° Frais judiciaires, honoraires et divers.....	40.128 16
7° Frais administratifs de l'année 1903 remboursés à la Caisse des dépôts et consignations, en 1904.....	34.819 70
c) 8° Remboursement d'excédents de provisions.....	<u>12.951 40</u>
SOIT AU TOTAL	487.333 61

Pour établir la situation de la caisse au 31 décembre 1904, il convient d'ajouter aux recettes :

	France.
1° Le solde au 31 décembre 1903.....	304.434 77
2° Le montant des primes acquises, mais non centralisées au 31 décembre 1904.....	127.120 50
3° Les intérêts courus dans l'exercice 1904, évalués approximativement à.....	2.200 »

Le total des ressources au 31 décembre 1904 s'élevait donc à 951.425 fr. 15.

Par contre, il faut ajouter aux charges :

	France.
1° Les réserves pour règlements de sinistres en cours.....	320.659 50
2° Les réserves destinées à couvrir les charges éventuelles de la caisse par suite de revisions.....	52.417 81
3° Les réserves pour provisions de primes payées d'avance.....	187.272 »
4° Les frais d'administration de l'année 1904 (à rembourser à la Caisse des dépôts et consignations en 1905).....	41.523 81

Le total des charges au 31 décembre 1904 s'élevait donc à 1.089.206 fr. 73.

Il en résulte un déficit, à cette date, de 137.781 fr. 58.

La perte accusée au 31 décembre 1903 ne s'élevait qu'à 25.386 fr. 35. La situation déficitaire de la caisse, déjà constatée dans les exercices antérieurs, continuant à s'accroître, il a paru nécessaire de procéder à un relèvement de tarifs, qu'imposait également un accroissement du coût des rentes d'invalidité servies par la caisse nationale des retraites. Cette mesure et l'extension relative des opérations de la caisse nationale d'assurances donnent à penser que dans les prochains exercices le solde prévisionnel déficitaire finira par disparaître.

Il y a lieu de signaler, aux états de situation de 1904, la création d'une réserve complémentaire de plus de 52.000 francs destinée à couvrir les aggravations de charges pendant la période de revision. Le précédent rapport avait indiqué l'absence de cette réserve aux états de situation antérieurs.

CHAPITRE II

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Du rapport sur l'année 1904 présenté par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et publié au *Journal officiel* du 29 juillet 1905, sont extraits ci-dessous les résultats des opérations afférentes à l'application de la loi du 9 avril 1898 :

1° Rentes émises.

Il a été émis pendant l'année 1904 :

a) 5.502 rentes viagères pour 1.234.754 francs contre 6.304 rentes viagères pour 1.466.221 francs en 1903, soit une diminution de 802 rentes pour 231.467 francs.

b) 1.658 rentes temporaires pour 210.531 francs contre 1.731 rentes temporaires pour 235.617 francs en 1903, soit une diminution de 73 rentes pour 25.086 francs.

La moyenne des rentes émises pendant l'année 1904 ressort ainsi à 224 francs pour les rentes viagères contre 233 francs en 1903 et à 127 francs pour les rentes temporaires contre 136 francs en 1903.

2° Rentes en cours.

Les rentes en cours au 31 décembre 1903 étaient de 18.418 s'élevant à 3.916.346 francs.

La réserve mathématique afférente à ces rentes était de 55.211.309 francs.

Les émissions de 1904 portent sur 7.160 titres pour 1.445.285 francs et les extinctions pendant la même période sur 771 rentes pour 154.486 francs; il en résulte que les rentes en cours au 31 décembre 1904 ressortaient à 24.805 titres (deux titres ont été annulés par réunion de titres multiples) représentant 5.207.145 francs de rentes, soit une moyenne générale de 210 francs par titres contre 213 francs en 1903.

La réserve mathématique afférente à ces rentes était de 76.755.627 francs.

Les 771 extinctions qui se sont produites en 1904 se décomposent comme suit :

289 au nom de victimes d'accidents;

107 au nom de conjoints de victimes;

367 au nom d'orphelins;

8 au nom d'ascendants.

3° Versements des capitaux constitutifs.

Il a été effectué pendant l'année 1904, 6.561 versements pour 7.930 bénéficiaires contre 6.355 versements et 7.761 bénéficiaires en 1903.

Les sommes versées se sont élevées :

	Francs.
Pour le montant des capitaux constitutifs représentant les rentes initiales, à.....	23.364.317 »
Pour le montant des rentes subséquentes allouées à la suite de revision, à.....	23.539 »
Pour arrérages antérieurs à la constitution de la rente, à...	138.497 41
SOIT AU TOTAL, A.....	23.526.353 41

Sans tenir compte des versements pour arrérages antérieurs à la constitution de la rente, les capitaux constitutifs s'élèvent à 23.387.856 francs, se décomposant de la façon suivante, relativement aux parties versantes :

Sociétés anonymes à primes fixes françaises.....	9 395.212
Sociétés anonymes à primes fixes étrangères.....	5.146.973
Sociétés d'assurances mutuelles.....	5.375.796
Syndicats de garantie.....	2.299.119
Fonds de garantie.....	520.019
Caisse nationale d'assurance contre les accidents.....	321.103
Divers particuliers.....	183.972
Administrations publiques (guerre, travaux publics, etc.).....	145.662
TOTAL.....	23.387.856

4^e Remboursement de capitaux et paiement d'arrérages.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, le conjoint survivant d'une victime d'accident qui se remarie et l'ouvrier étranger, victime d'accident, qui cesse de résider sur le territoire français, perdent tous droits à la rente qui leur a été allouée et reçoivent à titre d'indemnité totale le triple de cette rente.

La caisse nationale des retraites a payé à ce titre 82.311 francs en 1904 contre 53.841 francs en 1903.

D'autre part, soit comme conséquence de la déchéance dont il s'agit, soit par suite de revisions de pensions, elle a remboursé aux débiteurs de rentes la réserve afférente aux pensions supprimées, soit 1.101.802 fr. 46 contre 541.508 fr. 31 en 1903.

La somme de 1.184.113 fr. 46 qu'elle a payée au total se décompose comme suit :

	France.
Remboursements par application de l'article 3.....	498.084 »
Remboursements par application de l'article 9.....	121.783 35
Remboursements par application de l'article 19.....	164.111 »
Remboursements par application de l'article 21.....	3.145 »
Annulations de contrats irréguliers.....	396.990 11
TOTAL ÉGAL.....	1.184.113 46
Le paiement des arrérages s'est élevé d'autre part à.....	4.552.176.82
Ce qui, pour le montant des remboursements et le paiement des arrérages, donne un total général de.....	5.736.290 28

Sur ces données, un compte de résultats relatif au service des rentes constituées en vertu de la loi du 9 avril 1898 s'établirait de la manière suivante :

	France.
<i>Au Crédit :</i>	—
Réserve mathématique au 31 décembre 1903.....	55.211.309 »
Capitaux constitutifs versés dans l'exercice.....	23.526.353 41
Intérêts calculés au taux conventionnel de 3,50 % sur une année entière pour la réserve ; sur une demi-année pour les capitaux versés, défalcation faite d'une demi-année pour les remboursements.....	2.243.721 90
TOTAL DU CRÉDIT.....	80.981.384 31
<i>Au Débit :</i>	
Arrérages et remboursements.....	5.736.290 28
Réserve mathématique au 31 décembre 1904.....	76.755.627 »
TOTAL DU DÉBIT.....	82.491.917 28

Le solde débiteur du compte s'élèverait à 1.510.532 fr. 97, sans faire état des frais administratifs qui s'y rapporteraient.

Les chiffres ci-dessus relatés permettaient de dégager l'insuffisance des recettes de la Caisse nationale des retraites pour les opérations afférentes à l'applica-

tion de la loi du 9 avril 1898. La Commission supérieure, a en conséquence, trouvé nécessaire d'alléger de ce chef les charges futures de la caisse des retraites et a consacré pour le calcul des rentes de l'espèce un nouveau tarif spécial qui, pas plus que le premier, n'a pu encore être établi sur des bases rigoureusement scientifiques. Pour obtenir un relèvement reconnu nécessaire dans le prix des rentes elle a fait état d'une mortalité moindre que celle qui était indiquée par la table C. R. I., pour les premières années qui suivent la date de l'accident, et a cru devoir fixer un taux d'intérêt spécial de 3,25 0/0 au lieu de 3,50 0/0.

Le nouveau tarif est entré en application à partir du 1^{er} janvier 1905, mais, à titre de mesure transitoire, la Caisse nationale des retraites a accepté aux conditions des anciens tarifs les constitutions des rentes dues pour accidents survenus à une date antérieure au 1^{er} janvier 1905 et qui auraient été fixées par une décision judiciaire (ordonnance, jugement, arrêt, même à la suite d'une instance en revision) postérieure au 1^{er} novembre 1904.

QUATRIÈME PARTIE

Fonctionnement général du fonds de garantie.

Des chiffres et renseignements transmis au département du commerce par la caisse des dépôts et consignations, chargée de la gestion du fonds de garantie par le règlement d'administration publique du 28 février 1899, le présent rapport doit retenir les éléments suivants relatifs aux mouvements de ce fonds pendant l'année 1904.

Le fonds de garantie a reçu 591 déclarations de non-paiement pour une somme totale de 119.684 fr. 41, contre 700 déclarations en 1903, pour une somme de 147.812 fr. 50.

Sur ces 591 déclarations, 240 concernent des chefs d'entreprise non assurés, pour une somme de 55.934 fr. 83, et 351, des chefs d'entreprise assurés, pour une somme de 63.749 fr. 58.

518 demandes ont été prises en considération par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dont 229 visant des chefs d'entreprise non assurés, pour 53.750 fr. 96 et 289 visant des chefs d'entreprise assurés, pour 53.492 fr. 19.

Les causes ordinaires de non-paiement ou les motifs de refus opposés peuvent être rangés sous les catégories suivantes d'après les déclarations :

1° Retard involontaire.....	116
2° Décisions non définitives.....	2
3° Demandes de justification de la créance (production d'actes de l'état civil, de pièces de procédure, de certificats de vie, etc.).....	76
4° Désaccord sur le montant de la dette (compensation avec l'indemnité journalière, avec les frais d'hospitalisation, point de départ de la rente, etc.).....	39
<i>A reporter....</i>	<i>233</i>

	<i>Report.</i> ...	233
5° Contestation sur la couverture du risque.....		30
6° Contestation sur la légalité de la décision.....		13
7° Causes diverses		75
TOTAL.....		351

Les *recettes* du fonds de garantie établies pour l'année 1904, conformément aux dispositions de l'article 28 du décret du 28 février 1899, comprennent :

1° Les versements effectués par le Trésor public représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, déduction faite des frais de perception et des dégrèvements.....	1.314.845 ⁶⁹
2° Les recouvrements effectués après paiement, contre quatre-vingt-deux débiteurs d'indemnités, dans les conditions énoncées au titre II du décret du 28 février 1899 :	
Sans poursuites.....	10.437 ⁴³
Après poursuites :	
Après mise en demeure.....	7.150 66
Après contrainte.....	7.940 04
Après opposition à contrainte.....	592 67
Après jugement sur opposition à la contrainte.....	2.623 57
Sur voies d'exécution.....	1.157 67
Après délais ou transactions.....	358 85
	30.620 89
3° Les revenus, arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises, en conformité de l'article 30 du décret du 28 février 1899.....	88.371 »
4° Les intérêts du fonds de roulement (compte courant à la Caisse des dépôts et consignations) prévu au second alinéa de l'article 30 précité.....	8.810 21
5° Les recettes diverses constituées par :	
a) Les versements de la Caisse nationale des retraites..	24.249 13
b) Les versements de l'administration des postes pour sommes non encaissées par les ayants droit.....	237 46
Soit, pour le total des recettes de l'année 1904.....	1.466.774 ³⁸

Les *dépenses* du fonds de garantie fixées par l'article 29 du décret du 28 février 1899 comprennent :

1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités à la suite d'un appel adressé au fonds de garantie :	
a) Arrérages et indemnités diverses.....	92.029 ⁶⁵
b) Veuves remariées, ouvriers étrangers ayant cessé de résider en France....	283 50
	92.313 ¹⁵

	<i>Report</i>	92.313 ^r 15
2° Les sommes versées sur des livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux constitutifs des pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, § 3, de la loi du 9 avril 1898.		520.019 »
3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie :		
a) Frais de gestion de l'année 1903.....	40.358 ^r 36	
b) Frais d'assiette des taxes mises en recouvrement.....	59.034 85	
c) Émoluments et débours des greffiers, frais de poursuites et dépens des instances, frais de poste.....	52.178 ^r 10	151.571 31
4° Les dépenses diverses (restitutions et versements sur les taxes recouvrées).....		953 38
Soit pour le total des dépenses de l'année 1904.....		764.856 84

La situation du fonds de garantie au 31 décembre 1904 s'établit donc comme suit :

Recettes des années antérieures.....	6.135.176 ^r 20
Recettes de l'année 1904.....	1.466.774 38
AU TOTAL.....	7.601.950 58
Dépenses des années antérieures.....	2.768.554 99
Dépenses de l'année 1904.....	764.856 84
AU TOTAL.....	3.533.411 83
L'excédent des recettes sur les dépenses ressort ainsi, au 31 décembre 1904, à.....	4.068.538 ^r 75

Sur cette somme, 3.667.004 fr. 35 ont été employés pour l'acquisition de 109.371 francs de rente 3 0/0, conformément aux dispositions de l'article 30 du décret susvisé; la différence, soit 401.534 fr. 40, donne le solde créditeur au 31 décembre 1904 du compte du fonds de garantie à la Caisse des dépôts et consignations.

Les raisons exposées au précédent rapport en faveur de l'accroissement pendant quelques années encore des disponibilités du fonds de garantie n'ont d'ailleurs à l'heure actuelle rien perdu de leur valeur.

Le présent rapport, rapproché du premier rapport présenté à votre prédécesseur à la date du 27 février 1905, permet de constater l'efficacité progressive des efforts de l'administration du commerce en vue d'atteindre à une application de jour en jour plus entière de la législation sur les accidents du travail.

Il fait ressortir, en même temps qu'une amélioration nouvelle du texte légal,

la formation d'une jurisprudence généralement mieux pénétrée de l'esprit et du caractère propres de cette législation et témoigne de progrès sensibles dans le fonctionnement des différents organismes appelés à concourir à son exécution.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

Georges TROUILLOT.

FRANCE

APPLICATION DE LA LÉGISLATION
sur les accidents du travail.

*Extraits du rapport du Syndicat général de garantie
du bâtiment et des travaux publics, 1905 (1).*

En nous élevant, il y a trois ans, contre les modifications de la loi du 9 avril 1898 votées par la Chambre des députés, nous nous efforcions de convaincre le Sénat que ces modifications entraîneraient pour les industriels une augmentation considérable de leurs charges d'assurance.

Nous insistions tout particulièrement sur les conséquences, non seulement matérielles, mais morales, qu'aurait la suppression du délai de carence des quatre premiers jours, car nous étions certains qu'elle contribuerait à multiplier le nombre des petits accidents, qu'elle favoriserait la prolongation abusive des chômages et constituerait ainsi une prime à la simulation et à la paresse.

Non seulement nos prévisions, jugées pessimistes par des industriels eux-mêmes, se sont réalisées, mais elles ont été de beaucoup dépassées; la suppression du délai de carence pour tous les accidents ayant entraîné plus de dix jours de chômage a eu des conséquences beaucoup plus graves que celles que nous avions redoutées, ainsi que l'atteste la comparaison de nos statistiques pour les exercices 1904 et 1905.

Le nombre des accidents déclarés en 1905 s'est élevé à 8.167 contre 5.400 en 1904, tandis que l'augmentation des cotisations n'a été que de 19,87 0/0; la progression nette des accidents, défalcation faite de l'augmentation des cotisations, a donc été de 28,67 0/0.

(1) Salaires assurés 60.339.558 francs. Ouvriers complets (*vollarbeiter*), 35.387. Accidents déclarés, 8.167; accidents indemnisés : temporaires, 6.722, permanents, 376, morts, 55.

Cette progression s'est manifestée avec une égale intensité dans les deux grandes catégories d'entreprises du bâtiment et des travaux publics assurées par le Syndicat.

Si l'on recherche dans nos statistiques les causes de cette multiplication anormale des accidents, on voit que la progression la plus accentuée est accusée dans les fausses manœuvres d'outils, 170 0/0; dans les efforts, 95 0/0, et dans les chutes d'ouvriers, 41 0/0.

Cette constatation absolument caractéristique confirme pleinement les explications que donnent les industriels allemands de l'augmentation du nombre des accidents qui sévit en Allemagne avec autant d'intensité qu'en France; l'augmentation des accidents dus aux fausses manœuvres d'outils est la conséquence du manque de précaution d'un trop grand nombre d'ouvriers et de leur insouciance devant le danger, tandis que dans l'augmentation du nombre des accidents causés par les efforts et les chutes, la simulation a certainement la plus large part.

La progression du nombre des accidents a été aggravée par la progression de leur durée moyenne et, par conséquent, du coût moyen des incapacités temporaires.

C'est ainsi que, depuis l'application de la loi, la durée moyenne des incapacités temporaires a passé de : 17 jours 02 en 1899 à 17 jours 06 en 1900; à 19 jours 09 en 1901; à 20 jours 03 en 1902; à 20 jours 07 en 1903; à 20 jours 97 en 1904 et s'est élevée à 22 jours 70 en 1905, soit pour les six années, une augmentation du chômage moyen de 33 0/0 (1).

Cette exagération de plus en plus accusée du chômage se manifeste, comme d'ailleurs la progression des accidents dans toutes les industries, ainsi que le constatent dans un des livres les plus remarquables qui ait été publié sur les accidents du travail deux médecins éminents, MM. Ollive et Le Meignen qui, après avoir

(1) Il y a lieu de signaler tout particulièrement — dit ailleurs le rapport — que le nombre des accidents de 5 à 10 jours a sensiblement diminué par suite de la prolongation du chômage jusqu'au 11^e jour, afin de pouvoir toucher les quatre premiers jours.

La proportion des accidents de 5 à 10 jours qui avait été de 23,04 0/0 en 1903, de 24,71 0/0 en 1904, s'est abaissée à 18,05 0/0 en 1905, et il y a lieu de noter que les quatre premiers mois de l'année n'ont pas été affectés par la suppression du délai de carence qui n'est entrée en vigueur que le 3 mai.

Il faut donc s'attendre à voir réduire de plus en plus le nombre des accidents de 5 à 10 jours, car il n'est pas douteux que l'attrait du paiement des quatre premiers jours incitera tous les blessés à attendre le 11^e jour avant de reprendre leur travail.

parlé de la fraude résultant de traumatismes n'ayant jamais existé, ajoutent :

« Un autre genre de fraude, de beaucoup le plus fréquent de tous, est l'exagération du chômage dans les cas d'incapacité temporaire. A la suite d'un léger accident, le blessé accuse des douleurs dans une cicatrice, dans un membre contusionné et se fait octroyer un repos plus ou moins long. Secretan a étudié ce qu'il appelait le chômage abusif; il pense que l'on peut estimer le nombre des journées de repos supérieur à 20 0/0 à ce qu'il devrait être. De fait, tous les médecins connaissent cet abus. Certes, beaucoup d'ouvriers reprennent leur travail aussitôt que la chose leur est possible; mais un certain nombre, par indolence, pusillanimité, manque d'énergie, prolongent leur chômage plus qu'il est nécessaire ».

Contre la simulation des accidents et contre la prolongation abusive des chômages, les industriels et les assureurs sont entièrement désarmés, car, pour les contester, ils s'exposent à des frais d'expertise médicale et de jugement qui, à eux seuls représentent plusieurs fois le montant de la contestation et comme ils savent que presque toujours ces frais leur incomberont, il leur est encore moins onéreux de payer l'indemnité qui leur est indûment réclamée.

Il en est de même des honoraires d'un trop grand nombre de médecins librement choisis par les ouvriers et qui, pour un traumatisme insignifiant qui n'aurait pas dû entraîner plus de quelques jours d'incapacité de travail, mais que l'intérêt du médecin traitant a prolongée du double, s'élèvent couramment à une centaine de francs.

Comment pouvoir contester, après guérison du blessé, la nécessité d'une radiographie et de séances quotidiennes de massage et d'électricité, sans s'exposer également à la centaine de francs de frais que représentent le jugement et l'expertise ?

Combien d'autres abus encore dont les industriels et les assureurs sont victimes : abus d'enquêtes en justice de paix, alors que rien dans la déclaration d'accident ni dans les certificats médicaux produits ne fait prévoir la moindre incapacité permanente, abus dans l'expédition desdites enquêtes qui, au lieu de contenir dix syllabes à la ligne, ainsi que le voudrait le décret du 16 février 1807, en contiennent à peine quatre ou cinq, et surtout abus commis par un trop grand nombre d'avoués de province, qui, pour conserver une

affaire, empêchent toute conciliation et multiplient les chicaneries de procédure : pose de qualités, prestation de serment des experts, etc., etc. Il est certains états de frais, *taxés*, qui atteignent 30 0/0 du capital constitutif de la rente allouée au demandeur ; hier encore il nous en a été signifié un, où non seulement en violation de la loi, exigeant que les procès d'accidents soient jugés comme en matière sommaire, l'avoué avait obtenu du juge qu'il lui taxe des frais comme en matière ordinaire, mais où il avait même fait taxer une indemnité de 150 francs, pour avoir accompagné son client à une expertise ayant eu lieu à 100 kilomètres de sa résidence.

Sans doute il est possible de s'opposer à une exagération aussi scandaleuse, mais les frais qu'entraîneront les deux procès que nous serons obligés d'intenter devant le Tribunal et devant la Cour seront certainement de beaucoup supérieurs à la réduction que nous obtiendrons.

Si l'on ne parvient pas à porter remède à tous ces abus, nous devons nous attendre à voir augmenter d'année en année nos cotisations d'assurances.

Il nous paraît impossible que les industriels français, résignés, acceptent une pareille alternative, alors que la loi sur les retraites ouvrières va augmenter considérablement leurs charges ; il est de leur devoir de faire entendre aux pouvoirs publics une énergique protestation contre l'exploitation éhontée dont ils sont victimes :

Vous pouvez être persuadés qu'en ce qui nous concerne, nous n'y faillirons pas et que nous ne manquerons jamais de défendre de toutes nos forces, sans jamais nous lasser, les intérêts dont nous avons la charge.

ALLEMAGNE

STATISTIQUE DE L'ASSURANCE-MALADIE ⁽¹⁾

(1900-1904)

(d'après les fascicules trimestriels de statistique
de l'Empire, 2^e fasc., 1906).

en marks

	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de membres (moyenne de l'année) sans les caisses minières.	CAS de maladie ayant entraîné incapacité.	JOURS de maladie ayant motivé indemnité ou hospitalisation.
1900....	23.021	9.520.763	3.679.285	64.916.827
1901....	23.064	9.641.742	3.617.022	66.652.488
1902....	23.214	9.858.066	3.578.410	67.377.057
1903....	23.271	10.224.297	3.782.620	71.726.598
1904....	23.193	10.710.720	4.229.177	83.259.967
Dont :				
Assurance commu- nale	8.513	1.515.789	398.617	7.935.817
Caisses locales.....	4.709	5.387.967	2.142.616	44.123.156
Caisses de fabriques.	7.695	2.693.927	1.256.162	22.830.888
Caisses des entrepri- ses de construction.	45	22.712	17.205	290.981
Caisses des corpora- tions d'artisans...	681	249.054	97.155	1.912.524
Caisses libres enregis- trées (satisfaisant à l'art. 75 de la loi).	1.380	853.897	306.141	5.931.578
Caisses libres soumi- ses aux législations locales (id.).....	170	37.374	11.281	235.023

(1) Cette statistique ne comprend pas les membres des Caisses de secours des mines.

	RÉCETTES ordinaires (Intérêts, droits d'entrées, cotisations, subventions, remboursements, etc...) moins les recettes effectuées pour le compte de l'assurance-invalidité.	DONT : cotisations (y compris cotisations supplémentaires et droits d'entrée).	DÉPENSES ordinaires (frais de maladie, remboursement, frais d'administration moins les frais faits pour l'assurance-invalidité, etc...)
	M.	M.	M.
1900.....	177.766.351	166 045.995	171.584.173
1901.....	183.688.628	171.353.270	178.039.195
1902.....	193.417.667	180.782.378	183.328.868
1903.....	206.730.399	193.541.940	199.896.723
1904.....	246.005.055	230.685.129	234.084.806
Dont :			
Assurance communale.....	17.166.250	16.273.654	17.234.842
Caisses locales.....	127.788.619	120.625.660	121.251.828
Caisses de fabriques.....	74.767.029	68.748.487	70.579.854
Caisses des entreprises de construc- tion.....	768.941	742.622	680.442
Caisses des corporations d'artisans.	5.837.697	5.622.775	5.520.344
Caisses libres enregistrées (satis- faisant à l'art. 75 de la loi).....	18.957.575	18.051.448	18.076.883
Caisses libres soumises aux législa- tions locales (<i>id.</i>).....	718.944	620.483	740.613

	DÉCOMPOSITION des dépenses	SUR LES FRAIS DE MALADIE INCOMBENT :		
	a) Frais de maladie.	1° Au traitement médical.	2° Aux médicaments.	3° Aux indemnités de maladie
	M.	M.	M.	M.
1900....	157.865.199	34.331.368	25.995.630	69.955.542
1901....	163.355.589	35.636.010	26.194.989	72.992.996
1902....	167.801.376	37.499.311	26.576.604	74.383.502
1903....	180.841.677	40.765.699	28.905.813	79.113.677
1904....	213.931.462	47.914.471	32.139.348	95.783.051
Dont :				
Assurance commu- nale.....	16.652.926	4.939.305	2.727.161	5.232.733
Caisses locales.....	106.317.716	22.357.966	15.937.890	47.458.032
Caisses de fabriques.	68.836.011	16.191.532	10.861.533	31.297.831
Caisses des entrepri- ses de construction.	662.065	155.853	60.535	303.580
Caisses des corpora- tions d'artisans...	4.841.565	997.365	623.749	2.016.463
Caisses libres enregist- rées (satisfaisant à l'art. 75 de la loi).	15.981.353	3.141.916	1.821.827	9.162.562
Caisses libres soumi- ses aux législations locales (<i>id.</i>).....	639.826	130.534	106.653	311.850

	SUR LES FRAIS DE MALADIE INCOMBENT :			
	4° Aux secours de couches.	5° Aux secours funéraires.	6° Au traitement hospitalier.	7° Aux secours de convalescence.
	M.	M.	M.	M.
1900....	2.554.484	5.302.629	19.607.832	117.714
1901....	2.615.621	5.143.697	20.641.166	131.110
1902....	2.712.562	5.142.793	21.342.985	143.619
1903....	2.851.355	5.388.897	23.658.831	157.405
1904....	4.285.524	5.964.915	27.694.385	149.768
Dont :				
Assurance communale.....	34	124	3.751.511	2.058
Caisses locales.....	2.696.555	2.824.452	14.938.812	104.009
Caisses de fabriques.....	1.518.549	2.430.958	6.497.120	38.488
Caisses des entreprises de construction.....	527	8.110	133.379	81
Caisses des corporations d'artisans.....	46.700	113.387	1.041.623	2.278
Caisses libres enregistrées (satisfaisant à l'art. 75 de la loi).....	22.455	535.327	1.295.009	2.257
Caisses libres soumises aux législations locales (<i>id.</i>).....	704	52.557	36.931	597

	b) FRAIS d'administration (moins les frais faits pour l'assurance- invalidité).	EXCÉDENT de l'actif sur le passif.
	M.	M.
1900.....	9.662.761	156.388.993
1901.....	10.281.573	163.013.163
1902.....	10.930.722	178.442.529
1903.....	11.826.331	180.451.036
1904.....	13.596.480	190.941.089
Dont :		
Assurance communale.....	»	751.563
Caisses locales.....	10.451.999	84.686.923
Caisses de fabriques.....	621.094	83.805.162
Caisses des entreprises de construction.....	5.464	267.370
Caisses des corporations d'artisans.....	550.280	3.353.900
Caisses libres enregistrées (satisfaisant à l'art. 75 de la loi).....	1.911.528	16.283.785
Caisses libres soumises aux législations locales (<i>id.</i>).....	56.115	1.792.386

Roger MERLIN : *Guide social de Paris*. Un fort volume in-12 de 441 pages. — A. Rousseau, éditeur.

I. Renseignements généraux. — II. Syndicats professionnels. — III. Participation aux bénéfices. — IV. Sociétés coopératives de consommation. — V. Hygiène sociale. — VI. Habitations à bon marché. — VII. Éducation. — VIII. Réglementation du travail et garantie contre les accidents. — IX. Prévoyance. — X. Associations coopératives de crédit. — XI. Associations coopératives de production.

Cet ouvrage est destiné à faire connaître les principales institutions au moyen d'une courte notice consacrée à chacune d'elles. Chaque chapitre, traitant de l'une des branches de l'économie sociale, est précédé d'une note résumant l'état de la question, ainsi que d'une bibliographie. Cette étude est indispensable aux sociologues, philanthropes, fondateurs d'œuvres qui désirent connaître les institutions similaires et éviter les tâtonnements du début.

Elle constitue en même temps une sorte de *Bottin social* où chaque œuvre est indiquée en quelques mots caractéristiques et permet à toute personne de se renseigner immédiatement sur son but et son utilité. Un index alphabétique facilite une recherche rapide.

La position de l'auteur comme archiviste du Musée social lui a fait obtenir des sociétés auxquelles il s'est adressé les documents les plus récents sur l'œuvre sociale de Paris.

Les principales divisions de cet ouvrage que nous reproduisons ci-dessus, suffisent pour faire juger de son grand intérêt.

Suite de la liste des Membres du Comité.

France. — MM. **Arquembourg**, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de France, pour prévenir les accidents.
(suite).

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.

Cheysson, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.

De Cône, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.

Fernand Daguin, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.

Delatour, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

F. Dujardin-Beaumetz, Membre du Comité central des Houillères de France.

Dumont, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Arthur Fontaine, Directeur du travail au Ministère du commerce.

Albert Gigot, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.

Griolet, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C^{ie} des Chemins de fer du Nord.

Guieysse, Député, ancien Ministre, Président de l'Institut des Actuares.

Jouanny, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.

Octave Keller, Inspecteur général des Mines en retraite.

Liébaut, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.

Lyon-Gaen, Membre de l'Institut, Professeur à l'École de Droit.

Marestaing, Directeur de la Société d'assurances *La Prévoyance*.

Léon Marie, Secrétaire général de l'Institut des Actuares.

Mayen, Directeur de la C^{ie} d'assurances *La Prévoyance*.

Millerand, Député, ancien Ministre du Commerce.

Okry, Ingénieur en chef des Mines.

G. Paulet, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Commerce.

Eugène Rostand, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

E. Vermot, Secrétaire général du Syndicat des C^{ies} d'assurances-accidents.

Villemin, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux publics.

Hollande. — MM. **A. van Løben Sels**, membre de la 2^e Chambre des États généraux.

Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

Loup (Dr Robert Macalester), Président à Amsterdam.

Hongrie. — M. **Sztérényi**, Conseiller du Ministère du Commerce.

Italie. — MM. **Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

Besao, Administrateur de la Cie d'assurances générales de Trieste.

Luigi Bodio, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

B. Chimirri, Député, ancien Ministre.

Marquis Ferrero di Cambiano, député.

le Dr V. Magaldi, Directeur au Ministère du Commerce.

N. Pollati, Inspecteur général des Mines.

Luxembourg. — M. **le Dr Neumann**, Conseiller d'État.

Norvège. — M. **O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

Russie. — MM. **Arthur Raffalovich**, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

Comte Louis Skarzynski, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

Stoff, Conseiller privé, adjoint du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Suède. — M. **le Professeur Lindstedt**.

M. J. May, Chef de l'Office royal des Assurances.

M. le Dr Elis Sidenblad, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

Suisse. — MM. **le Dr Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

Moser, Professeur, Directeur du Bureau fédéral des assurances.

de Steiger, Conseiller d'État.

SOMMAIRE DU NUMÉRO.

LÉGISLATION

	Pages.
FRANCE. — Accidents du travail : Loi du 12 avril 1906 étendant aux exploitations commerciales, les dispositions de la loi du 9 avril 1898.....	129
— Accidents du travail : Extrait du rapport de M. Puech sur la proposition relative aux exploitations commerciales.....	133
AUSTRALIE OCCIDENTALE. — Accidents du travail : Loi du 19 février 1902 modifiant la loi sur la réparation des accidents du travail.....	137
FINLANDE. — Assurance des marins : Loi du 10/23 janvier 1902.....	148
— Arrêté du Sénat du 9 octobre 1902.....	151
FRANCE-BELGIQUE. — Accidents du travail : Convention du 31 février 1906 relative à la réparation des accidents du travail.....	162

ÉTUDES ET CHRONIQUE

FRANCE. — Retraites ouvrières : La proposition Millerand-Guieysse devant la Chambre des députés : analyse des débats parlementaires par Ch. Renard.....	164
— Retraites ouvrières : Conférences de MM. Millerand et Guieysse.....	229
GRANDE-BRETAGNE. — Accidents du travail : Projets de modification de la législation, analyse par E. Fuster.....	247
ALLEMAGNE. — Vote du projet de loi prussien relatif aux caisses de secours et de retraites des mineurs.....	263
— Une enquête officielle sur l'assurance contre le chômage, par E. Fuster.....	265
— Une amorce de l'assurance des veuves et des orphelins : les projets de la corporation des armateurs, par E. Fuster.....	269
AUSTRALIE. — Pensions de vieillesse, par E. Fuster.....	272

STATISTIQUE

FRANCE. — Accidents du travail : Deuxième rapport sur l'application de la législation relative aux accidents.....	274
— Accidents du travail : Extraits du rapport sur l'exercice 1905 du syndicat de garantie du bâtiment.....	343
ALLEMAGNE. — Statistique de l'assurance-maladie (1900-1904).....	347

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	351
----------------------	-----

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

Les adhésions et versements doivent être adressés à

M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,
55, Rue de Châteaudun, PARIS, 9^e.

Prix d'un numéro : 3 francs.

Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.

Soc 1654.1

Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

DIX-SEPTIÈME ANNÉE — 1906
N° 3. — JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE-OCTOBRE

PARIS
Secrétariat général du Comité
55, Rue de Châteaudun, 9°

COMITÉ PERMANENT

DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président :

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaires Généraux Adjointes :

M. Édouard Fuster, Secrétaire général honoraire de l'Alliance d'hygiène sociale.

Secrétaire de la rédaction du Bulletin :

M. Éd. Cauville, Attaché au Comité central des houillères de France.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — **M. le Dr Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — **M. Beernaert**, Ministre d'État.

Espagne. — **M. Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — **M. Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — **M. Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — **M. L. Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, ancien Ministre
du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — **MM. Bielefeldt**, Président de Sénat à l'Office impérial des assurances.

Freund, Directeur de la Caisse d'assurance contre l'invalidité de Berlin.

Krabler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le **Dr von Mayr**, ancien Sous-Secrétaire d'État.

Dr Zacher, Conseiller intime de Gouvernement, Directeur à l'Office impérial
de statistique.

Angleterre. — **MM. Geoffroy Drage**, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Schloss, Directeur au Board of Trade.

Australie. — **M. Cockburn**, Délégué de la ligue fédérale australienne.

Autriche. — **MM. le Dr Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'Intérieur,
à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Von Wolff, chef de section au Ministère de l'Intérieur.

Belgique. — **MM. Ch. Dejace**, Professeur à l'Université de Liège.

Ch. Lagasse, Directeur général à l'Administration des ponts et chaussées.

Jean Dubois, Directeur général de l'Office du travail au Ministère de l'Industrie
et du Travail.

O. Lepreux, Directeur à la Banque nationale de Belgique.

Morisseau, Directeur général du Secrétariat au Ministère de l'Industrie
et du Travail.

Danemark. — **M. Trap**, Chef du Bureau de statistique de la ville de Copenhague.

États-Unis. — **M. le Dr E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail,
Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université
de John Hopkins, à Baltimore.

Finlande. — **M. Hjeldt**, Directeur du bureau central de statistique de Finlande.

France. — **MM. Aguilon**, Inspecteur général des Mines.

(Voir la suite page 3 de la couverture)

Congrès international
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

1906 — N° 3

LÉGISLATION

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

LOI

du 17 avril 1906.

ART. 59.

Le troisième paragraphe de l'article 22 de la loi du 22 mars 1902 sur les accidents du travail est modifié ainsi qu'il suit :

« Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel et, le cas échéant, à l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier ».

FRANCE

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

LOI DU 22 JUIN 1906**modifiant l'article 26 de la loi du 15 février 1902
sur la protection de la santé publique (1).**

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième paragraphe de l'article 26 de la loi du 15 février 1902 est complété comme suit : « Pour servir de base à cette répartition, il est établi préalablement, pour chaque commune, un contingent déterminé proportionnellement à la population municipale, sur la totalité des dépenses effectuées, à l'exception de celles concernant les bureaux d'hygiène, d'après la liquidation faite par le préfet à la clôture de l'exercice.

« Celles des dépenses qui n'auraient pas été comprises dans cette liquidation demeureront à la charge du département ».

(1) Voir *Bulletin*, 1902, p. 34.

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

PROJET DE LOI

concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État (1).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

La loi du 9 avril 1898 qui, au regard de son application aux industries et exploitations privées, ne soulève plus à l'heure actuelle de sérieuses difficultés, laisse subsister, au contraire, en ce qui touche les exploitations de l'État, des incertitudes et des doutes auxquels il semble indispensable de mettre fin par une intervention législative.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898 et aux textes de ses articles 1^{er}, 13, § 5, et 32, on peut s'étonner de ces difficultés. En effet, alors que le projet voté à la Chambre des députés le 10 juin 1893 renfermait une disposition finale portant que la loi en préparation « n'était pas applicable aux fonctionnaires, agents et employés déjà soumis au régime de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles ou tributaires d'une caisse de l'État, d'un département, d'une commune ou d'un établissement public admettant le droit à pension, en cas d'accident », on voit ultérieurement cette disposition disparaître et le rapporteur au Sénat, en 1895, déclarer formellement qu'aucune différence ne doit être faite entre les entreprises et exploitations particulières et les entreprises et exploitations de l'État et que les agents des premières ne doivent pas être traités autrement que les agents des autres.

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 traduit à l'heure actuelle cette

(1) Chambre des députés, 9^e législature, n° 86. Projet déposé par MM. Doumergue et Poincaré le 14 juin 1906 et renvoyé à la Commission d'assurances et de prévoyance sociales.

interprétation en ne distinguant, pour les industries qu'il énumère, ni entre les employeurs responsables, ni entre les employés bénéficiaires. Indépendamment d'ailleurs de l'argument d'ordre général que ce texte fournit, la loi du 9 avril 1898 contient deux arguments particuliers et décisifs à l'appui de son application aux établissements et aux employés de l'État. Le premier résulte de la disposition de son article 13, § 5, qui, en écartant toute nomination d'expert « dans les entreprises de l'État placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, et dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets », montre clairement que l'État ne peut pas se soustraire à l'application des autres dispositions de la loi et qu'il reste, comme entrepreneur privé, soumis à la responsabilité du risque professionnel.

Un second argument de même nature découle des termes de l'article 32, qui ne soustrait exclusivement à l'application de la loi que « les ouvriers, apprentis et journaliers », des ateliers de la marine et « les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la Guerre ».

En ces conditions, le garde des Sceaux, dans la circulaire interprétative du 10 juin 1899, a pu indiquer sans hésitation que la loi nouvelle s'appliquait non seulement aux entreprises privées énumérées à l'article premier de la loi, mais aussi aux entreprises similaires de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

Cette solution a été suivie par la jurisprudence et si l'on peut critiquer certaine décision restrictivement interprétative, au profit de l'État, de l'un des termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 dans une instance où l'Administration des Postes était partie, on n'en saurait, en tout cas, trouver aucune qui, statuant dans l'hypothèse d'une industrie à la fois exercée par l'État et par un particulier, déclarât la loi applicable à l'un et inapplicable à l'autre.

Ne sont pas davantage spéciales au cas de l'État les contestations pouvant naître du caractère mi-industriel ou mi-commercial de certaines de ses exploitations ou de la nature des fonctions de l'employé blessé, lorsque l'entreprise ou l'établissement assujettis ressortissent à un organisme administratif plus étendu, avec une frontière plus ou moins marquée et un mélange de personnel.

Les difficultés signalées n'ont eu, à la vérité, pour cause que les hésitations de certaines administrations au regard de la situation déjà faite à diverses catégories d'agents par les dispositions des différentes lois sur les pensions civiles ou militaires, qui, à côté des pensions de retraites pour ancienneté de service, prévoient généralement au cas d'accidents la liquidation de pension ou l'attribution d'allocations exceptionnelles au profit des victimes de ces accidents ou de leurs ayants droit.

Au cas d'un employé d'une exploitation de l'État assujettie à la loi du 9 avril 1898 et prétendant, à la suite d'accident, invoquer les dispositions de la législation sur les accidents à l'exclusion de la législation sur les pensions civiles ou militaires ou cumulativement avec elle, les administrations se refusèrent au paiement de deux rentes et tentèrent même le plus souvent d'écarter l'application de la loi de 1898, presque toujours plus onéreuse pour le budget de l'État. La même tendance devait pareillement amener l'Administration, lorsque l'agent blessé ou ses ayants droit en cas de mort se trouvaient à même de bénéficier, en dehors de l'accident, de pensions ou d'allocations d'ancienneté de services, à écarter également, et bien qu'alors la solution n'eût plus la même base, l'attribution des indemnités de la loi sur les accidents.

Ces procédés ont indirectement fait échec, pour certaines catégories d'agents, à l'effective application de la loi du 9 avril 1898. On se trouve ainsi en présence d'administrations sans unité de doctrine, aboutissant, au moins dans la pratique, à réduire sensiblement, au regard de leurs agents, les dispositions de la loi du 9 avril 1898 qui, en toute logique comme en toute équité, devaient s'appliquer indistinctement aux exploitations privées et aux exploitations similaires assumées par l'État.

Il n'est que juste d'ajouter que certaines administrations donnèrent leur préférence à l'application des lois sur les pensions civiles parce qu'en certains cas, et pour certains agents, ce régime demeurerait plus avantageux que le régime de la loi sur les accidents.

Bien que ce dernier régime et celui de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles soient tout différents et se prêtent malaisément à un parallèle exact, il importe cependant d'établir, sinon par une comparaison précise, du moins par des rapprochements caractéristiques, que, dans le plus grand nombre des cas, et pour le plus grand nombre des intéressés, l'application de la législation sur les pensions civiles se rencontre moins avantageuse que celle de la loi sur les accidents.

Aux termes de l'article 11, paragraphe premier, de la loi du 9 juin 1853, peuvent exceptionnellement obtenir pension quels que soient leur âge et la durée de leur activité :

VICTIMES. — 1^o Les fonctionnaires et employés mis hors d'état de continuer leurs services soit par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, soit par suite de lutte ou combat dans l'exercice de leurs fonctions ;

2^o Ceux qu'un accident grave résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions met dans l'impossibilité de les continuer.

Le paragraphe premier de l'article 11 ne vise pas expressément l'accident ; cependant il peut être nécessaire de le rappeler, attendu que la lutte soutenue dans l'exercice des fonctions se rattache à la catégorie

d'événements que la loi du 9 avril 1898 comprend sous la dénomination collective d'accidents. Dans ce cas, d'ailleurs exceptionnel, la pension est fixée par l'article 12 de la loi du 9 juin 1853 à la moitié du dernier traitement : la jurisprudence regarde cette quotité comme un minimum susceptible de s'élever jusqu'aux maxima dont il sera parlé ci-après.

Lorsqu'il y a eu accident ordinaire, la pension est décomptée, pour chaque année de services, dans la partie active à raison de un cinquantième, et, dans la partie sédentaire, à raison de un soixantième du dernier traitement. Elle ne peut être inférieure à un sixième de ce traitement. Les maxima sont les mêmes que pour les pensions d'ancienneté : trois quarts du traitement, lorsqu'il ne dépasse pas 1.000 francs ; pour les traitements au-dessus de 1.000 francs, les maxima théoriques sont, le plus souvent, inférieurs aux deux tiers et l'on peut dire qu'en fait ils ne sont jamais atteints.

D'après l'article premier de la loi du 9 avril 1898, l'indemnité est due à raison des « accidents survenus, par le fait ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. . . . ».

Tandis que la loi du 9 juin 1853 exige des justifications rigoureuses relativement à l'origine de l'accident, les termes très compréhensifs de l'article premier de la loi du 9 avril 1898 : « *par le fait ou à l'occasion du travail* », se prêtent à une interprétation beaucoup plus large de la jurisprudence.

C'est ainsi que des décisions judiciaires ont pu, sans cesser de donner de la loi une exacte interprétation et en se conformant certainement à son esprit, attribuer des indemnités soit à un ouvrier blessé par la balle d'un revolver que maniait imprudemment un autre ouvrier, soit à un ouvrier victime d'un accident survenu au cours d'une lutte engagée sur le chantier avec un de ses camarades par forme d'amusement.

Il n'est pas nécessaire enfin pour être indemnisé, aux termes de la loi du 9 avril 1898, que l'ouvrier soit mis hors d'état de travailler : une incapacité *partielle* et permanente suffit pour ouvrir le droit à une rente.

La rente est alors égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire, tandis que, si l'accident entraîne une incapacité totale et permanente, la victime reçoit une rente égale aux deux tiers du salaire annuel.

Ces proportions sont fixées à forfait, sans tenir compte de l'âge ni de la durée des services. Elles ne subissent de modifications que dans le

cas tout exceptionnel de faute « inexcusable » du patron ou de l'ouvrier.

Toutefois, les ouvriers et employés dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficient intégralement des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils ont droit seulement au quart des rentes ou indemnités précédemment indiquées, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de cette quotité.

AYANTS DROIT. — D'après l'article 14 de la loi du 9 juin 1853 ont, d'autre part, droit à une pension :

1° La veuve de l'employé qui, dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, a perdu la vie soit dans un naufrage, soit par suite de lutte. La pension est alors des deux tiers de celle que le mari aurait obtenue ou aurait pu obtenir;

2° La veuve dont le mari a perdu la vie par suite d'un accident. Sa pension est égale au tiers de la pension du mari.

La veuve qui se remarie avec un Français conserve sa pension.

Enfin, l'article 16 dispose qu'à défaut de veuve habile à recueillir la pension, les enfants du fonctionnaire ont droit, jusqu'à leur majorité, à un secours annuel égal à pension de veuve. Lorsque le fonctionnaire laisse à la fois une veuve et des orphelins d'un mariage antérieur, il est prélevé sur la pension de la veuve, et sauf réversibilité en sa faveur, un quart au profit de l'orphelin du premier lit, s'il n'en existe qu'un, et la moitié s'il en existe plusieurs.

Le système de la loi de 1898 est tout autre :

Lorsque l'accident est suivi de mort, l'article 3, § A, accordé au conjoint survivant (mari ou femme) non divorcé, ni séparé de corps, une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime.

Cette rente n'est allouée au conjoint que si l'accident est suivi de mort dans les délais déterminés.

La rente attribuée à la victime elle-même n'est réversible sur son conjoint qu'à titre exceptionnel (pour moitié au plus), à charge par elle d'en faire la demande à l'époque du règlement définitif de l'indemnité (article 9) et de subir une réduction de rente de manière qu'il ne résulte de cette réversibilité aucune augmentation de capital constitutif.

Le service de la rente du conjoint cesse en cas de nouveau mariage; le titulaire touche seulement une indemnité égale à trois fois la rente annuelle (article 3, § A, 2°).

Le même article (3, § B) attribue :

Aux orphelins de père *ou* de mère, légitimes ou *naturels*, reconnus avant l'accident, âgés de moins de 16 ans, une rente égale à 15, 25, 35 ou 40 0/0 du salaire annuel de la victime, selon qu'il y a 1, 2, 3, 4 orphelins ou davantage;

Aux orphelins de père *et* de mère, 20 0/0 du salaire pour chacun d'eux avec limitation à 60 0/0.

Ainsi, d'après la loi du 9 juin 1853, les orphelins ne sont appelés à pension qu'à défaut de leur mère ; s'ils concourent avec une veuve d'un autre lit, leur part est prélevée sur la pension de la veuve. Sous le régime de la loi du 9 avril 1898, les rentes attribuées aux orphelins sont indépendantes de la rente de la veuve ; elles s'y ajoutent intégralement, au moins tant que le total des rentes ne dépasse pas 60 0/0 du salaire.

De plus, l'article 3 (§ C) appelle en seconde ligne au bénéfice de la loi une catégorie d'ayants droit que passe sous silence la loi du 9 juin 1853.

Si la victime ne laisse ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants ou des descendants qui était à sa charge reçoit une rente (viagère pour les ascendants, payable jusqu'à 16 ans pour les descendants). Cette rente est égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Par ce qui précède, il est facile de voir que la loi du 9 avril 1898 est, dans son ensemble, beaucoup plus favorable aux intéressés que celle du 9 juin 1853.

Cette dernière ne paraît préférable que sur très peu de points :

- 1° La pension est de droit réversible pour partie au profit de la veuve ;
- 2° La veuve qui se remarie avec un Français conserve ses droits à pension ;
- 3° Les orphelins ont, jusqu'à leur majorité, la jouissance des secours qui leur sont attribués.

Il importe également de relever que certains cas d'incapacité permanente partielle, qui sous le régime de la loi de 1898 donneraient lieu seulement à une réduction de capacité de moitié par exemple, et par suite à une pension du quart du salaire, pourraient éventuellement mettre l'employé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et ouvrir son droit à une pension plus élevée aux termes de la législation sur les pensions civiles.

Enfin, on pourrait être tenté de relever la disposition de l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 9 avril 1898 en vertu de laquelle les ouvriers et employés dont le salaire annuel est supérieur à 2.400 francs n'ont droit, pour la portion qui dépasse cette somme, qu'au quart seulement des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3. Mais l'examen de quelques liquidations établies d'après les lois de 1853 et de 1898 laisse constater qu'en dépit de cette réduction, le système de la loi du 9 avril 1898 demeure encore à ce point de vue plus avantageux.

Les exemples qui suivent mettent en lumière les avantages résultant le plus généralement de l'application de la loi du 9 avril 1898.

VICTIME D'ACCIDENT : Traitement, 2.400 francs.

SERVICE : 20 ANS (PARTIE ACTIVE).

*Indemnités attribuées à la victime :***Loi du 9 juin 1853.**

$$\frac{2.400}{50} = 48.$$

$$\frac{20}{50} = 48 \times 20 = 960 \text{ francs.}$$

Loi du 9 avril 1898.*Incapacité permanente absolue :*

2/3 de 2.400 = 1.600 francs (sauf diminution pour rendre la pension réversible, à concurrence de moitié au plus, sur la tête du conjoint).

*Indemnités attribuées aux ayants droit.***Loi du 9 juin 1853.**

*Veuve et orphelins légitimes mineurs
de 21 ans :*

En tout : 1/3 de la pension du mari :

$$\frac{960}{3} = 320 \text{ francs.}$$

Loi du 9 avril 1898.

1° (Art. 3, § A), *Conjoint* : (si l'accident entraîne le décès dans les trois ans), 20 0/0 du salaire :

$$\frac{2.400 \times 20}{100} = 480 \text{ francs.}$$

2° (§ B), *Orphelins de père ou de mère* légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, jusqu'à l'âge de 16 ans, concurremment avec le conjoint : de 15 à 40 0/0 du salaire, soit 360 francs au minimum et 960 francs au plus.

Lorsqu'il s'agit d'orphelins de père et de mère, la rente est de 20 0/0 pour chacun d'eux; le total peut s'élever à 60 0/0.

3° (§ C), A défaut de conjoint et d'orphelins, les *ascendants* et *descendants* à la charge peuvent recevoir des rentes, viagères pour les premiers, payables jusqu'à 16 ans pour les descendants et égales à 10 0/0 du salaire sans qu'elles puissent dépasser 30 0/0 (soit de 240 à 720 francs).

Fonctionnaire de la partie active ayant 4.000 francs de traitement et 20 ans de service.

Indemnités attribuées à la victime :

Loi du 9 juin 1853.

$1/50^e$ de 4.000 = 80 francs par année de services.

Pension :

$80 \times 20 = 1.600$ francs.

Loi du 9 avril 1898.

Décompte de salaire :

1° Portion à compter pour la totalité..... 2.400 fr.

2° Le surplus ou 1.600 francs compté pour un quart. 400 »

Salaire servant de base au calcul de la rente..... 2.800 fr.

$\frac{2.800 \times 2}{3} = 1.866$ fr. 66.

Indemnités attribuées aux ayants droit : veuve et orphelins :

Loi du 9 juin 1853.

$1/3$ de 1.600 = 533 francs.

Loi du 9 avril 1898.

1° (Art. 3, § A), *Conjoint* : 20 0/0 du traitement (après la réduction prescrite par l'article 2, § 2).

$\frac{2.800 \times 20}{109} = 560$ francs.

2° (Art. 3, § B), Plus, rentes aux orphelins de père *ou* de mère, de 15 à 40 0/0 du salaire réduit, soit de 420 francs à 1.120 francs (voir à l'exemple précédent le paragraphe relatif aux orphelins de père *et* de mère).

3° (Art. 3, § C), Éventuellement rentes aux ascendants et descendants à la charge, de 10 0/0 à 30 0/0 du salaire, soit 280 à 840 francs.

Bien que ces exemples aient été choisis de manière à obtenir en vertu de la loi du 9 juin 1853 des pensions élevées (20 ans de services rendus dans la partie active), la loi du 9 avril 1898 est encore plus avantageuse pour les intéressés.

Pour mettre en relief ces données de comparaison générale, il est d'ailleurs utile d'envisager quelques situations d'espèces empruntées aux réalités administratives signalées au ministère du Commerce.

En supposant qu'un agent, au traitement de 600 francs, soit tué acci-

dentellement en service dans les conditions qui rendraient applicables, pour un ouvrier ordinaire, les dispositions de la loi du 9 avril 1898, sa veuve recevra, sous le régime de la loi du 9 juin 1853, une pension pouvant s'élever, si le mari comptait 45 années de services ou plus, au maximum de 150 francs, mais tombant pour 30 années de services et au dessous au minimum de 100 francs. Si l'agent n'a que 500 francs de traitement, le maximum et le minimum de la pension de la veuve seront respectivement de 125 francs et de 100 francs.

Dans l'hypothèse de l'application de la loi du 9 avril 1898, le traitement se trouverait augmenté, pour le calcul du salaire de base des émoluments accessoires que pouvait recevoir l'agent. Si on les évalue par hypothèse à 200 francs en moyenne par année, les deux veuves prises précédemment en exemple auraient droit conséquemment, quelle que fût la durée des services du mari et à raison de 20 0/0 de son dernier salaire annuel (800 francs environ dans le premier cas, 700 francs environ dans le second), à des rentes viagères de 160 francs et de 140 francs, sensiblement supérieures aux précédentes.

En outre, si la victime a laissé des orphelins, ils ne peuvent prétendre, sous le régime de la loi de 1853, à aucune pension tant que leur mère vit. Si celle-ci est décédée, ils ont droit tous ensemble, et jusqu'à l'âge de vingt et un ans, à un secours annuel global égal à la pension qu'aurait touchée la mère.

Sous le régime de la loi du 9 avril 1898, les orphelins ont un droit propre à l'indemnité, indépendant de celui de leur mère, de sorte qu'en cas de survie de celle-ci la rente qui leur est attribuée vient s'ajouter à la sienne. Cette rente serait, dans les deux cas précédents et respectivement, de 120 ou 105 francs pour un orphelin, de 200 ou 175 francs pour deux orphelins, de 280 ou 245 francs pour trois orphelins, de 320 ou 280 francs pour quatre orphelins ou davantage. Elle cesse toutefois d'être payée lorsque l'orphelin a atteint l'âge de seize ans, tandis que le secours de la loi de 1853 est servi jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

En supposant maintenant que l'agent au traitement de 600 ou de 500 francs ait survécu à sa blessure, mais se trouve frappé d'une incapacité de travail absolue et permanente, la loi du 9 juin 1853 lui accordera une pension qui sera respectivement de 450 francs ou de 375 francs pour quarante-cinq années de services et au-dessus, de 400 ou de 333 francs pour quarante années de services, de 300 ou de 250 francs pour trente années de services, de 200 ou de 166 francs pour vingt années de services, de 100 ou de 83 francs pour dix années de services et au dessous.

Avec la loi du 9 avril 1898, le même agent aurait droit, dans le premier cas, et en supposant encore une moyenne de 200 francs d'émoluments accessoires, à une rente de 533 francs, dans le second cas à une rente de

466 francs, et ce, alors même qu'il ne compterait que quelques jours de services.

Dans une seule hypothèse, celle où l'accident n'entraîne pour l'agent qu'une incapacité temporaire, le régime de la loi de 1853 est toujours plus favorable, puisqu'il permet de maintenir pendant toute la durée de l'incapacité l'intégralité du salaire, tandis que la loi de 1898 ne prévoit en ce cas que le paiement du demi-salaire.

Enfin, si l'incapacité de travail est permanente et partielle, l'avantage sera tantôt pour l'une tantôt pour l'autre loi, suivant que l'agent sera ou non maintenu en fonctions et aussi suivant le degré de l'incapacité.

Lés résultats seront, toutes proportions gardées, sensiblement les mêmes pour les ouvriers ayant des traitements plus élevés : 700, 800, 900, 1.000, 1.200, 1.600, 2.000 francs.

Pour le personnel secondaire, il y aura encore, en général, avantage, alors que le traitement ne dépassera que de très peu 2.400 francs, à appliquer la loi du 9 avril 1898. Ainsi, un agent au traitement de 2.800 francs, blessé dans l'exercice de ses fonctions et frappé désormais d'incapacité de travail absolue, a droit sous le régime de la loi du 9 juin 1853, s'il compte vingt années de services, à une pension de 933 francs. S'il a succombé à sa blessure, et toutes autres conditions égales, sa veuve recevra — ou en cas de prédécès de celle-ci ses orphelins mineurs de vingt et un ans, — une pension de 311 francs.

Sous le régime de la loi du 9 avril 1898, le traitement s'augmentant des émoluments accessoires, qui peuvent atteindre pour un agent marié de 800 à 1.200 francs par an suivant les situations et les résidences, donnera une base de liquidation de 3.600 francs ou de 4.000 francs.

En raisonnant sur le chiffre de 3.600 francs, la rente s'élèvera, si l'agent est frappé d'incapacité permanente absolue et quelle que soit la durée de ses services, à 1.800 francs (au lieu de 933 francs d'après la loi de 1853).

Si l'agent a succombé à ses blessures, sa veuve aura droit à une rente de 540 francs (au lieu de 311 francs d'après la loi de 1853).

S'il y a, en outre, un, deux, trois, quatre orphelins mineurs de seize ans, ils auront droit, indépendamment de la rente attribuée à leur mère, à une rente globale de 405, 675, 945, 1.080 francs.

Ce ne seront que les fonctionnaires et agents ayant un traitement élevé, comptant un grand nombre d'années de services et exposés en fait généralement à de moindres risques (ingénieurs des manufactures de l'État, ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, ...) qui se trouveraient lésés par l'application de la loi du 9 avril 1898. Ainsi un fonctionnaire supérieur (ingénieur en chef de 1^{re} classe des ponts et chaussées, par exemple), au traitement de 8.000 francs, comptant vingt-huit

ans de services, qui se trouverait blessé sur un chantier, aurait droit, d'après la loi du 9 juin 1853, à une pension de 3.733 francs. La loi du 9 avril 1898 ne lui donnera, au contraire, en évaluant à 10.580 francs, frais fixes compris, son salaire de base, qu'une rente de 2.950 francs. Pareillement sa veuve recevrait, avec la loi de 1853, une pension de 1.244 francs et, avec la loi de 1898, touchera seulement une rente de 885 francs. Dans le cas où il y aurait un ou plusieurs orphelins mineurs de seize ans, la loi de 1898 reprendrait l'avantage et donnerait des résultats plus favorables.

En définitive, la loi du 9 avril 1898 est, en cas d'accident, pour presque tous les ouvriers, employés de l'État, agents inférieurs et subalternes, et pour la majorité des agents secondaires beaucoup plus avantageuse que la loi du 9 juin 1853. La législation des pensions civiles ne se rencontre plus favorable que pour le personnel supérieur ou comptant une longue ancienneté.

Il convient de noter par surcroît que, dans la pratique, il est beaucoup plus aisé d'établir qu'il y a accident de service dans les conditions de la première de ces législations que dans les conditions de la seconde, que tel agent à qui la pension de la loi de 1853 serait refusée obtiendrait la rente de la loi de 1898 et, ce qui n'est point à négliger, que l'application de cette dernière loi implique au profit des agents et de leurs ayants droit la compétence des juridictions civiles et la procédure de droit commun en matière d'accidents du travail.

Le tableau suivant met en lumière, en ce qui concerne les victimes d'accidents pour diverses quotités de traitements et à diverses anciennetés, les différences résultant de l'application respective de la loi sur les pensions civiles et de celle du 9 avril 1898.

LOI DU 9 AVRIL 1898				LOI DU 9 JUIN 1853									
SALAIRE annuel.		INCAPACITÉ permanente totale.		INCAPACITÉ permanente partielle, moyenne de 50 0/0.		SERVICE SÉDENTAIRE				SERVICE ACTIF			
francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	Augmentation de 1/60 ^e par année			Augmentation de 1/50 ^e par année				
				10 ans de services et au-dessous : 1/8 ^e .	15 ans.	20 ans.	25 ans.	30 ans.	Au-dessous de 8 ans et 4 mois de services.	15 ans.	20 ans.	25 ans.	
800	533 33	200	133	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1.200	800 »	300	200	200	200	266	333	400	133	240	320	400	
1.800	1.200 »	450	300	300	300	400	500	600	200	360	480	600	
2.400	1.600 »	600	400	450	450	600	750	900	300	540	720	900	
4.000	1.866 66	700	666	600	600	800	1.000	1.200	400	720	960	1.200	
6.000	2.200 »	825	1.000	1.000	1.000	1.333	1.666	2.000	666	1.200	1.600	2.000	
				1.500	1.500	2.000	2.500	3.000	1.000	1.800	2.400	3.000	

Cette différence de traitement peut devenir plus frappante encore et particulièrement irritante lorsqu'un même accident atteint dans un établissement ou un service de l'État un ouvrier ou un agent bénéficiaire de la loi des retraites et un manœuvre auxiliaire embauché à la journée pour lequel la loi de 1898 se trouve sans contestation applicable.

Un exemple fourni par le département des Travaux publics est particulièrement significatif à cet égard. Il oppose le cas d'un éclusier titulaire, comptant 10 années de services et recevant un traitement de 600 francs, à celui d'un aide éclusier auxiliaire embauché de la veille et touchant un salaire de 2 francs par jour. Si tous deux sont, dans une même manœuvre, victimes d'un même accident, les rendant incapables de tout travail, l'application au premier de l'article 11 de la loi du 9 juin 1853 lui vaut une pension de 100 francs, alors que l'application au second de la loi du 9 avril 1898 fait obtenir à ce dernier une rente d'environ 400 francs. Il n'est pas inutile d'indiquer que l'application à l'éclusier titulaire, au cas d'un accident d'incapacité permanente absolue, de la loi du 9 avril 1898 lui vaudrait, calculée sur un traitement de 600 francs, sur la valeur représentative de son logement gratuit et sur quelques autres suppléments qui viennent s'y ajouter, une rente d'environ 500 francs.

Bien qu'une différence soit à relever entre *l'incapacité permanente absolue* de la loi du 9 avril 1898 et *l'impossibilité de continuer les fonctions* visée à l'article 11, 2°, de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et qu'il s'ensuive que la rente des deux tiers du salaire ne puisse être attribuée par les tribunaux dans tous les cas où certaines administrations ont pu faire à leurs agents blessés le service de la pension prévue par la loi des retraites, les disparités précédemment relevées expliquent et justifient les interventions parlementaires répétées qui ont critiqué les errements en vigueur et réclamé au législateur l'application intégrale pour les agents de l'État du régime de réparation établi, sans distinction, par la loi du 9 avril 1898.

Les propositions de M. Mirman, des 30 octobre et 1^{er} décembre 1902 et ses observations à la séance de la Chambre des députés du 30 janvier 1903, l'intervention de M. Dejeante le 7 juin 1904 lors de la discussion à la Chambre de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi sur les accidents du travail, ne sauraient à cet égard être passées sous silence.

Il y a lieu de noter cependant que, si les propositions de M. Mirman prenant texte, sur espèces, d'interprétations judiciaires ou administratives erronées, les condamnent et s'efforcent d'en prévenir le retour, elles ne tranchent pas la difficulté résultant pour certaines catégories d'employés de la coexistence des deux régimes de réparation de la loi du

9 avril 1898, d'une part, et des lois sur les pensions civiles ou militaires d'autre part, et qu'elles se bornent simplement à cet égard à inviter l'Administration à présenter au Parlement ses propositions de réforme ou de modification.

La discussion de l'amendement présenté par M. Dejeante, qui reproduit le texte de la proposition de loi de M. Mirman du 1^{er} décembre 1902, a démontré, d'autre part, abstraction faite de la précédente difficulté, qu'une formule se bornant à déclarer applicable la loi du 9 avril 1898 à tous les services publics lorsque la nature des travaux exécutés entraînerait, si ceux-ci étaient dirigés par un entrepreneur, l'assujettissement de cet entrepreneur à la loi, serait à d'autres égards insuffisante.

La tâche qui incombait au Département du Commerce, spécialement chargé de l'application d'ensemble de la législation sur le risque professionnel, apparaissait particulièrement délicate à raison des échanges de vues et des accords qu'elle impliquait entre les différents ministères intéressés, comme aussi des complexités de situations ou des disparités de réglementations intérieures, qui jusqu'ici, sur des bases très diverses adaptaient plus ou moins les faits au droit. Grâce au bon vouloir de toutes les administrations en cause et à une étude approfondie de la matière, il a paru possible d'atteindre au but sans faire échec aux dispositions respectives des deux législations en présence.

En ce qui touche le principe d'assujettissement, l'application de la loi de 1898 à tous les *ouvriers* de l'État ne fait ni difficulté, ni question.

Quant aux *employés*, il ne saurait s'agir pour le moment d'appeler au bénéfice de la loi de 1898 ceux qui, dans les administrations centrales ou dans les emplois sédentaires, ne participent pas directement à l'exploitation industrielle et ne se trouvent pas exposés normalement à plus de risques que leurs collègues de toutes les autres administrations de l'État. Il en est autrement des employés qui, par des services d'exécution ou de surveillance, concourent immédiatement aux travaux des ouvriers et partagent à quelque degré leurs risques. Comme entre ces deux catégories le départ est délicat, qu'il doit être étudié séparément pour chaque administration et qu'il doit pouvoir être successivement modifié d'après les modifications mêmes des exploitations envisagées, il semble nécessaire d'en remettre le soin à un règlement d'administration publique, qui serait rendu après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, particulièrement qualifié par ses attributions et sa compétence pour assurer une répartition conforme à l'esprit général de la législation sur les accidents du travail.

En ce qui concerne les ouvriers et ceux des employés ainsi désignés qui se trouvent tout ensemble appelés au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 et de la législation sur les pensions civiles et militaires, il semble nécessaire de distinguer la solution à adopter, suivant qu'au moment de

l'accident ils se rencontreraient, ou non, en situation d'obtenir une pension à titre d'ancienneté de services.

Dans le premier cas, il n'y a pas de raison de refuser aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit le cumul de la pension d'ancienneté acquise par la durée de leurs services et de la pension d'accident fondée sur le risque professionnel.

Le cumul, en l'espèce, n'est d'ailleurs qu'apparent. Les deux pensions représentent à la charge de l'État deux obligations distinctes, qui ont chacune une origine et une cause différentes : l'une découle du contrat passé entre l'employeur et l'employé et a pour fondement la durée des services effectués ; l'autre trouve sa source dans l'accident survenu et dans la législation qui contraint l'employeur à le réparer, en dehors de toute idée de retraite d'ancienneté.

Ce cumul d'une pension d'ancienneté, dérivant du contrat et d'une pension d'accident dérivant du dommage, a d'ailleurs été admis sans difficulté, au regard des industriels privés ayant constitué des caisses patronales de retraites, par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation en date du 21 juillet 1904 et par de nombreuses décisions judiciaires. Il a été, au surplus, expressément admis, au regard même de l'État, par le Conseil d'État statuant au contentieux dans un arrêt rendu, le 28 novembre 1904, en faveur de la veuve d'un ouvrier de l'État employé dans un établissement relevant du ministère de la Guerre.

Il a paru toutefois que la règle de réparation forfaitaire admise par la législation des accidents du travail permettait d'introduire au principe du cumul une double limitation : le premier alinéa de l'article 2 spécifie à cet égard que le montant cumulé de la rente d'accident et de la pension d'ancienneté ne pourra dépasser le dernier traitement d'activité de la victime, ni excéder jamais 6.000 francs.

Dans le second cas, c'est-à-dire si l'accident est survenu avant que l'agent n'ait eu droit, à raison de la durée de ses services, à une retraite d'ancienneté, la pension dérivant de l'accident paraît seule due.

Mais il ne semble pas que la loi à intervenir puisse, par une disposition inflexible, substituer alors de plein droit l'application de la loi du 9 avril 1898 à l'application de la législation sur les pensions civiles ou militaires, ou inversement. En raison des disparités d'avantages que, suivant les circonstances, les quotités de traitement ou la durée des services, les intéressés peuvent, comme on l'a vu ci-dessus, retirer soit de l'une, soit de l'autre de ces législations, il est plus conforme à l'équité de les laisser eux-mêmes supputer ces avantages respectifs et de leur ménager un droit d'option. Ce système se trouve d'ailleurs déjà pratiqué, en fait, à l'égard des ouvriers dépendant du département de la Guerre, en vertu d'un avis rendu par le Conseil d'État à la date du 26 mars 1902.

Comme il importe toutefois d'éviter que l'État puisse être inutilement en butte à des demandes simultanées de pensions à titres différents et de prévenir le cours parallèle, aussi bien que les contrariétés possibles, d'une jurisprudence administrative et d'une jurisprudence judiciaire, l'option cesserait d'être recevable dès que l'intéressé aurait soit obtenu du ministre compétent la liquidation de sa pension civile ou militaire, soit saisi le tribunal visé par l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 à fin d'obtention de rente.

Ce texte, tout en ne permettant pas à la victime de mettre en mouvement, sous le couvert de l'assistance judiciaire, la procédure de jugement de l'article 16, pour faire simplement fixer par le tribunal un chiffre éventuel de rente d'accident comme simple indication pour l'usage de son droit d'option, l'autorise au contraire à s'adresser initialement au ministre compétent pour connaître ses droits à pension civile ou militaire et à saisir ensuite, le cas échéant, le tribunal civil dans les termes de la législation sur les accidents du travail.

Le droit d'option se trouve d'ailleurs définitivement épuisé pour les représentants de la victime aussi bien que pour la victime elle-même, par le choix que celle-ci aura librement fait.

Pour le cas où la victime serait décédée sans avoir exercé son droit d'option, il a paru équitable, en dépit des objections que peut soulever cette solution, de reconnaître aux différents ayants droit la faculté de se prévaloir chacun du bénéfice de l'une ou de l'autre législation dans les conditions spécifiées pour l'option de la victime elle-même. Pour restreindre toutefois les complications pratiques que peut, dans certains cas, entraîner cette solution, il a semblé indispensable de préciser qu'en pareille hypothèse les droits de chacun des représentants seront respectivement calculés dans la législation pour laquelle ils auront opté, comme si tous les ayants droit laissés par la victime s'étaient réclamés de ladite législation.

Il conviendrait d'autre part, pour mettre les agents de l'État sur le même pied que les agents des industries privées assujetties à la législation sur les accidents du travail, d'écarter en cette matière l'application de l'article 15 de la loi du 5 novembre 1790, qui prévoit dans toute instance contre l'État la production préalable d'un mémoire et qui ne semble pas compatible avec l'application normale de la loi du 9 avril 1898.

Enfin, pour lever toute incertitude en ce qui concerne les ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la Marine et les ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la Guerre, une disposition expresse abroge formellement l'article 32 de la loi du 9 avril 1898.

Telles sont, Messieurs, les dispositions relativement simples, de

nature à régler la situation des ouvriers et employés de l'État, qui intéresse à si juste titre le Parlement comme le Gouvernement. Elles achèveraient de réaliser en la matière l'unité nécessaire de traitement entre les agents des exploitations privées et ceux des exploitations de l'État, sans faire perdre à ces derniers les droits préférables que, dans certains cas exceptionnels, ils pourraient tenir des lois en vigueur et sans imposer, en principe, au budget d'autres sacrifices que ceux qu'il doit supporter de ce chef au même titre que l'industrie.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La législation relative aux responsabilités des accidents du travail est applicable à tous les ouvriers occupés dans les exploitations et travaux de l'État, ainsi qu'aux employés dont les catégories seront déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

ART. 2.

Si la victime d'accident se trouve placée sous le régime des pensions civiles ou militaires et si elle compte le temps de services nécessaire pour obtenir à ce titre une pension d'ancienneté, elle aura simultanément droit à ladite pension et aux indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898, dans les formes et suivant les procédures respectivement applicables, sans toutefois que le montant des indemnités et de la pension puisse dépasser le dernier traitement d'activité, ni excéder en aucun cas six mille francs (6.000 fr.).

Si elle ne compte point le temps de services nécessaire pour obtenir une pension d'ancienneté, elle peut opter entre la pension à laquelle elle aurait droit pour le cas d'accident en vertu de la législation sur les pensions civiles ou militaires et la rente à laquelle lui donne droit la loi du 9 avril 1898.

Le droit d'option de la victime est épuisé soit lorsqu'elle a obtenu du ministre compétent la liquidation de sa pension, soit lorsqu'elle a saisi le tribunal visé par l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, à fin d'obtention de rente ou qu'il y a eu accord à cette fin entre elle et l'État, dans les termes dudit article.

ART. 3.

Les droits des représentants de la victime sont déterminés d'après la législation pour laquelle elle a opté.

En cas de décès de la victime sans qu'elle ait exercé son droit d'option, ses représentants pourront chacun se prévaloir du bénéfice de l'une ou de l'autre législation, dans les conditions spécifiées au dernier alinéa de l'article 2. S'ils n'ont pas tous opté pour l'application de la même législation, leurs droits respectifs seront établis au regard de chaque législation à appliquer comme si tous les ayants droit s'étaient réclamés d'elle.

ART. 4.

L'article 15 de la loi du 5 novembre 1790 n'est point applicable aux instances suivies en exécution de la loi du 9 avril 1898 et de la présente loi.

ART. 5.

Sont abrogées les dispositions de l'article 32 de la loi du 9 avril 1898 précitée.

PRUSSE

LOI

DU 19 JUIN 1906

SUR

LES CAISSES MINIÈRES DE SECOURS ET DE RETRAITES

Modification au titre VII de la loi générale des mines

Traduite par E. FUSTER (1)

ARTICLE PREMIER

Le titre VII de la loi générale des mines pour la Prusse, du 24 juin 1865 (2), est modifié ainsi qu'il suit :

ART. 165.

Les ouvriers des mines, établissements de préparation mécanique, salines, et installations annexes, qui sont soumis à la présente loi, doivent, sauf exceptions expresses prévues par la loi, constituer des caisses minières de secours et de retraites (*Knappschaftsvereine*), qui ont pour but d'accorder des secours à leurs membres et aux proches de ceux-ci, d'après les dispositions de détail de la loi et des statuts (art. 169).

Les articles 171 et 172 déterminent dans quelle mesure les employés des exploitations et les employés administratifs des caisses sont assujettis et sont autorisés à l'affiliation.

Si les établissements industriels visés à l'alinéa 1^{er} sont en même temps combinés avec des installations industrielles qui ne sont pas sous le contrôle des autorités minières, les ouvriers et employés

(1) Cf. nos notes précédentes sur le projet de loi et les débats parlementaires (*Bulletin*, 1906, p. 95 et 263).

(2) Les articles 165 à 186 de la loi de 1865 ont été traduits notamment dans les *Annales des mines*, partie administrative, 1868, p. 120.

occupés dans ces installations peuvent, sur la demande commune des exploitants et de la majorité des membres éventuellement assujettis à l'affiliation, être admis par la direction de la caisse dans la dite caisse.

ART. 166.

Les caisses minières de secours et de retraites et autres caisses de maladie spéciales aux mineurs, actuellement existantes, restent en activité, mais le présent Titre leur est applicable.

Les propriétaires, ainsi que les employés et ouvriers des usines métallurgiques et des établissements de préparation mécanique non soumis à la présente loi, quand ils appartiennent déjà à une caisse minière de secours et de retraites, cessent, sur leur demande commune, de faire partie de cette caisse.

A la même condition, les propriétaires, employés et ouvriers des installations industrielles visées à l'art. 165, 3^e alinéa, et non soumises au contrôle des autorités minières, cessent de faire partie de la caisse, lorsque leurs installations cessent d'être combinées avec des établissements assujettis à l'affiliation.

La cessation d'affiliation d'un établissement autorisé à cette cessation par les alinéas 2 et 3 n'est réputée accomplie que lorsqu'un règlement portant liquidation financière est intervenu entre l'établissement et la caisse. Les contestations qui peuvent naître à l'occasion de ce règlement, entre l'établissement et la caisse, sont, à défaut d'accord amiable, réglées par une décision arbitrale du tribunal arbitral supérieur (art. 186 *m*).

ART. 167.

La détermination des circonscriptions pour lesquelles doivent être créées de nouvelles caisses ainsi que la détermination des caisses déjà existantes auxquelles ressortiront, lors de leur ouverture à l'exploitation, les mines, établissements de préparation et salines, situés hors de la circonscription d'une caisse existante, dépendent en premier lieu de la décision des intéressés. Si l'accord ne peut s'établir, la question est tranchée, après audition des exploitants et d'une commission élue par les futurs membres assujettis et sur la proposition de l'*Oberbergamt* ⁽¹⁾.

(1) Administration supérieure des mines du bassin.

Là où existe un comité ouvrier permanent ⁽¹⁾, celui-ci doit être entendu. La commission visée à l'alinéa 1 n'est alors nommée que par les employés assujettis à l'affiliation.

ART. 168.

Toute caisse minière de secours et de retraites doit, selon les dispositions de détail de la loi et des statuts, accorder :

1° L'assurance contre la maladie de ses membres, d'après les articles 171 *b* à 171 *e* (prestations des caisses de maladie);

2° Des secours aux membres devenus incapables de travail ainsi qu'aux proches des membres décédés, conformément aux articles 172 *a* à 172 *e* (prestations des caisses de pensions).

La comptabilité doit être distincte (caisse de maladie et caisse de pensions) pour les deux fonctions qui incombent ainsi aux caisses minières de secours et de retraites. Les exceptions à cette règle ne sont admissibles que lorsque l'importance des affaires est très faible; ces exceptions sont soumises à l'approbation spéciale de l'autorité de contrôle.

ART. 168 *a*.

Il peut être institué au sein d'une seule et même caisse minière de secours et de retraites, des caisses de maladie particulières (*besondere Krankenkassen*) pour les établissements affiliés à la caisse minière de secours et de retraites : à savoir pour un établissement en particulier ou pour un groupe de plusieurs; il faut que les exploitants intéressés et les Anciens de la caisse minière de secours et de retraites (*Knappschaftsältesten*) le demandent en commun, et que la direction de la caisse minière de secours et de retraites et l'assemblée générale de celle-ci donnent leur approbation. L'établissement de caisses spéciales de maladie peut aussi être limité à une partie des établissements affiliés.

La création d'une caisse spéciale de maladie n'est admise que lorsque le nombre des ouvriers régulièrement occupés dans la circonscription de cette caisse spéciale, ou bien lorsque d'autres circonstances permettent de croire suffisamment garantie la solvabilité permanente de ladite caisse.

La gestion des caisses spéciales de maladie est contrôlée par la

(1) Comités créés dans toute mine occupant plus de 100 ouvriers, par les articles 80 *f* à *g* de la modification à la loi générale des mines, effectuée en 1905.

direction de la caisse minière de secours et de retraites. Les dispositions de détail éventuellement nécessaires à ce contrôle sont inscrites dans les statuts de la caisse minière de secours et de retraites.

ART. 169.

Pour toute caisse minière de secours et de retraites nouvellement fondée, les exploitants doivent établir, avec la collaboration d'une commission élue par les futurs membres assujettis à l'affiliation, des statuts rédigés en conformité de la loi. Ces statuts sont soumis à l'homologation de l'*Oberbergamt*. Cette homologation ne peut être refusée que si les statuts contreviennent aux prescriptions légales ou contiennent des dispositions qui ne soient pas en concordance avec le but légal des caisses minières de secours et de retraites.

En même temps que la demande d'homologation des statuts, on doit indiquer les données qui doivent permettre d'apprécier si les prestations de la caisse de pensions (art. 173 c, al. 2) pourront être assurées d'une façon permanente. Avant de rendre sa décision relative à l'homologation des statuts, l'*Oberbergamt* doit procéder à un examen technique de ces données. Si ces données ne sont pas accompagnées d'un mémoire actuariel, les frais de l'établissement de cette expertise actuarielle peuvent être mis à la charge de la caisse minière de secours et de retraites.

Si l'homologation est refusée par l'*Oberbergamt*, ce refus doit avoir lieu par délibération formelle. Cette délibération, en tant qu'elle conteste que les prestations de la caisse de pensions soient garanties d'une façon permanente, peut être attaquée devant le tribunal arbitral supérieur (art. 186 m) par voie de plainte, dans le délai d'un mois à dater du jour de la notification du refus à la direction de la caisse. Les prescriptions des articles 191 à 194 restent au surplus applicables.

Là où il existe un comité ouvrier permanent, celui-ci élit les représentants des ouvriers à la commission prévue à l'alinéa 1.

Si les statuts, après une mise en demeure, ne sont pas présentés dans le délai de six mois, l'*Oberbergamt* établit lui-même ces statuts, qui ont force légale.

Les dispositions des alinéas 1, 4 et 5 sont applicables à la création des caisses spéciales de maladie. Si l'une de ces caisses est créée dans le sein d'une caisse minière de secours et de retraites

déjà existante, les membres de la caisse spéciale de maladie sont représentés par les anciens de la caisse minière de secours et de retraites.

Les caisses minières de secours et de retraites et les caisses spéciales de maladie reçoivent la capacité juridique par le fait de l'homologation de leurs statuts.

ART. 170.

Pour toutes modifications aux statuts des caisses minières de secours et de retraites et des caisses spéciales de maladie, il est nécessaire que les modifications soient délibérées par l'assemblée générale, conformément aux dispositions de détail des statuts, et qu'elles soient ensuite homologuées par l'*Oberbergamt*, conformément à l'article 169.

ART 170 a.

Les statuts des caisses minières de secours et de retraites et des caisses spéciales de maladie doivent contenir des dispositions concernant :

- 1° Le nom, le siège et la circonscription de l'association ;
- 2° Les classes de personnes soumises à l'obligation d'affiliation et les personnes autorisées à l'affiliation ;
- 3° Le lieu où doit être effectuée la déclaration d'entrée et la déclaration de sortie des ouvriers, et les dates auxquelles doivent être faites ces déclarations ;
- 4° Le calcul, le lieu et la date du paiement des droits d'entrée qui pourraient être prescrits, ainsi que des cotisations ;
- 5° La nature et l'importance des divers secours ;
- 6° Le mode de constitution et le mode de convocation de la direction, la nature de ses délibérations, et l'indemnité qui doit être accordée aux membres de la direction et aux anciens pour les frais de voyage et d'entretien résultant de leur participation aux assemblées générales ainsi qu'aux séances de la direction et des commissions, et l'indemnité également due aux anciens et aux membres de la direction élus par eux pour la perte de salaires qu'ils subissent à la même occasion ;
- 7° La composition et la convocation de l'assemblée générale, la nature de ses délibérations et l'importance de ses attributions, dans la mesure où l'article 181 ne règle pas la matière ;
- 8° L'administration de l'association, en tant que les articles 181 et 182 ne règlent pas la matière ;

9° L'établissement et le contrôle des comptes annuels;

10° La nature des publications légales concernant les affaires de l'association;

11° La modification des statuts.

Tout membre de la caisse minière de secours et de retraites et de la caisse spéciale de maladie reçoit un exemplaire des statuts et éventuellement des modifications.

ART. 171.

Sont membres de la caisse de maladie de la caisse minière de secours et de retraites, ou bien sont membres de la caisse spéciale de maladie là où il en existe une : les ouvriers occupés dans l'exploitation des mines, établissements de préparation, saline, et installations, annexes, situés dans la circonscription d'une caisse minière de secours et de retraites déjà existante ou nouvellement fondée, ainsi que les ouvriers des usines et autres établissements industriels affiliés à la caisse minière de secours et de retraites, à moins que leur emploi ne soit limité soit par la nature même du travail, soit à l'avance, par le contrat de travail, à une durée de moins d'une semaine. Une déclaration d'affiliation n'est pas nécessaire.

Sont également membres des caisses de maladie : les employés d'exploitation ainsi que les employés administratifs des caisses minières de secours et de retraites et des caisses spéciales de maladie, lorsque leurs salaires ou traitements ne dépassent pas 6 m. 66 par jour de travail ou, en cas de salaires ou traitements calculés par plus longues périodes, 2.000 marcs par an. Sont réputés également salaires ou traitements, les tantièmes et perceptions en nature, et leur valeur moyenne, évaluée par l'ingénieur du corps des mines, est ajoutée aux salaires en espèces.

Sont autorisés à l'affiliation : les autres employés d'exploitation et employés administratifs des caisses minières de secours et de retraites et des caisses spéciales de maladie.

Dans les exploitations appartenant à l'État, les employés qui ont droit à une retraite ne sont pas soumis aux prescriptions des alinéas 2 et 3 ; ils sont cependant autorisés à l'affiliation, avec l'autorisation de leurs supérieurs.

ART. 171 a.

Sont libérées de l'obligation d'affiliation, sur leur demande, les personnes qui ne sont, par suite de blessures, infirmité, maladies

chroniques ou vieillesse, que partiellement ou temporairement capables de gain, lorsque l'administration d'assistance publique tenue au secours consent à cette libération.

Si la demande est rejetée par la direction, l'autorité de contrôle décide souverainement, sur la plainte de l'intéressé.

ART. 171 b.

Les prestations que les caisses minières de secours et de retraites et les caisses spéciales de maladie doivent accorder à leurs membres et aux proches de ceux-ci en cas de maladie et de mort, doivent être au moins égales aux prestations minima prévues par la loi sur l'assurance contre la maladie pour les caisses de maladie d'entreprises (de fabriques).

Une augmentation et extension de ces prestations est possible, dans les conditions de détail fixées aux statuts, et dans les proportions prévues pour les caisses de maladie d'entreprises par la loi sur l'assurance contre la maladie. En outre, il est permis de mettre dans les statuts des dispositions d'après lesquelles pourront être accordés aux invalides miniers et à leurs proches, contre versement de cotisations, le traitement et les médicaments gratuits en cas de maladie, ou bien d'après lesquelles des secours extraordinaires pourront être accordés, en cas de détresse et selon l'estimation discrétionnaire de la direction, aux membres de la caisse minière de secours et de retraites ou de la caisse spéciale de maladie et à leurs proches ou survivants. Si, d'après les statuts d'une caisse minière de secours et de retraites, le traitement et les médicaments gratuits en cas de maladie sont accordés aux invalides miniers et à leurs proches sans que les invalides aient versé des cotisations correspondantes, ces prestations doivent être mises à la charge de la caisse de pensions.

Les modifications de statuts par lesquelles les prestations jusqu'alors en vigueur de la caisse de maladie sont diminuées, ne sont pas applicables, pendant la durée de leur maladie, à ceux des membres qui, au moment de la modification, avaient déjà, en raison d'une maladie, droit à un secours. Les modifications de statuts par lesquelles les prestations jusqu'alors en vigueur de la caisse de maladie sont augmentées, sont applicables au cas visé ci-dessus, lorsque les statuts le disent expressément.

Le montant maximum de l'amende qui peut, d'après les statuts,

frapper un membre de la caisse, ne peut, pour chaque cas motivant amende, dépasser trois fois le montant de l'indemnité quotidienne de maladie, et pour les invalides miniers, il ne peut dépasser trois fois la somme qu'ils avaient en dernier lieu le droit d'exiger à titre de secours de maladie.

Les traités conclus avec des médecins, pharmaciens et hôpitaux pour le traitement médical, la fourniture de médicaments, ainsi que les soins et l'entretien des membres, doivent être communiqués à l'*Oberbergamt*.

ART. 171 c.

Les membres des caisses qui quittent l'emploi motivant leur affiliation à la caisse de maladie de la caisse minière de secours et de retraites ou à une caisse spéciale de maladie, soit volontairement, soit parce qu'ils ont reçu congé de leurs exploitants, soit parce qu'ils ont été renvoyés, perdent tout droit aux prestations de la caisse, sauf exceptions prévues par la présente loi.

Les membres des caisses qui ne sont pas assujettis à l'affiliation perdent en outre leur droit aux prestations de la caisse lorsqu'ils déclarent à la direction qu'ils quittent la caisse ou lorsqu'ils n'ont pas payé leurs cotisations à deux échéances successives.

ART. 171 d.

Les membres des caisses qui, avant de quitter l'emploi motivant leur affiliation ou leur donnant droit à l'affiliation, ont appartenu pendant deux ans sans interruption à la caisse de maladie d'une caisse minière de secours et de retraites ou à une caisse spéciale de maladie, restent, à condition de déclarer leur intention à la direction dans le délai d'une semaine, membres de la caisse, pourvu qu'ils soient domiciliés dans l'Empire d'Allemagne, et ne passent pas à un emploi en vertu duquel ils deviendraient membres d'une autre caisse minière de secours et de retraites ou bien d'une caisse d'assurance-maladie locale, ou d'entreprise, ou du bâtiment, ou d'artisans. Le paiement de l'intégralité des cotisations de maladie statutaires, lors de la première échéance, équivaut à une déclaration expresse de continuation, lorsque la dite échéance tombe dans le délai d'une semaine prévu ci-dessus pour la déclaration.

La qualité de membre s'éteint lorsque les cotisations ne sont pas payées à deux échéances successives.

Pour conserver leur qualité de membre, les membres visés à

l'alinéa 1^{er} doivent payer, sur leurs propres ressources, l'intégralité des cotisations imposées pour les autres membres à ceux-ci et à leurs patrons (art. 174 et 175). Ils ne peuvent émettre de votes ni remplir des emplois dans les caisses.

ART. 171 e.

Les personnes qui cessent de faire partie de la caisse de maladie par suite de chômage conservent leur droit aux prestations légales minima de la caisse, dans les cas, motivant secours, qui se produisent pendant le chômage et au cours des trois semaines consécutives à leur sortie de la caisse (art. 171 c), lorsque celui qui quitte la caisse a appartenu pendant trois semaines ininterrompues au moins avant sa sortie à une caisse minière de secours et de retraites ou à une caisse d'assurance-maladie locale ou d'entreprise ou du bâtiment ou d'artisans.

Leurs droits tombent s'ils ne restent pas sur le territoire de l'Empire allemand, sauf exceptions prévues par les statuts.

ART. 172.

Ceux des ouvriers et employés qui, conformément aux articles 171 al. 1 et 2, sont membres de la caisse de maladie de la caisse minière de secours et de retraites, ou sont membres d'une caisse spéciale de maladie, doivent être admis comme membres dans la caisse de pensions de la caisse de secours et de retraites sans qu'ils aient à le demander et pourvu que, au point de vue de l'âge et de la santé, ils répondent aux exigences prévues par les statuts. Comme condition de cette admission, on ne peut fixer un âge minimum supérieur à 18 ans et un âge maximum inférieur à 40 ans.

Ceux des employés qui sont autorisés, en vertu de l'article 171 al. 3, à entrer dans les caisses de maladie, sont également autorisés, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, à entrer comme membres dans les caisses de pensions.

Pour les employés il peut être constitué une section spéciale de la caisse de pensions.

Les ouvrières peuvent être, par les statuts, exclues de l'affiliation à la caisse de pensions.

Les personnes qui, ne satisfaisant pas aux exigences statutaires, ne sont pas admises comme membres de la caisse de pensions, ne peuvent être astreintes à payer des cotisations pour ladite caisse

de pensions. Cependant, les personnes qui, par leurs actes mêmes, ne permettent pas d'apprécier si elles satisfont aux exigences statutaires pour l'admission, peuvent être astreintes au paiement des cotisations de la caisse de pensions jusqu'à ce que cette estimation soit possible. Lesdites personnes n'ont droit aux prestations de la caisse de pensions qu'à partir du moment où il est établi que leur admission est justifiée.

ART. 172 a.

Les prestations minima que les caisses de pensions des caisses minières de secours et de retraites doivent accorder, selon les dispositions de détail des statuts, sont les suivantes :

1° Une pension viagère d'invalidité en cas d'incapacité au travail professionnel;

2° Une pension pour les veuves, payable pendant leur vie entière ou jusqu'à leur remariage;

3° Une contribution aux frais d'entretien des enfants des membres et invalides décédés, jusqu'à ce que l'enfant ait accompli sa quatorzième année;

4° Une contribution aux frais d'inhumation des invalides.

Le membre de la caisse n'a pas droit à la pension d'invalidité lorsqu'il a volontairement provoqué l'incapacité de travail. L'attribution de la pension d'invalidité peut être refusée totalement ou partiellement lorsque le membre de la caisse a subi l'incapacité de travail en commettant un crime ou délit volontaire établi par une décision judiciaire. Dans ce dernier cas, la pension d'invalidité, si l'assuré possède une famille habitant sur le territoire de l'Empire et dont il a jusqu'alors assuré l'entretien par son salaire, peut être transférée totalement ou partiellement à ladite famille.

Les prestations peuvent être subordonnées par les statuts à l'accomplissement d'un certain stage. Le stage ne peut être fixé à une durée dépassant cinq années.

La pension d'invalidité prévue par l'alinéa 1 chiffre 1°, doit être payée avant même l'achèvement du stage, lorsque l'incapacité de travail est causée par un accident survenu au cours du travail professionnel.

Si l'un des secours visés à l'alinéa 1 chiffres 1° à 3° doit être alloué à un étranger, celui-ci, au cas où il ne possède pas de domicile en Allemagne ou bien au cas où il cesse d'être domicilié en

Allemagne, peut se voir attribuer, à titre de rachat, une somme égale à trois fois le montant annuel du secours.

S'il survient, dans les circonstances où se trouve le bénéficiaire d'une pension d'invalidité, une modification qui ne permette plus de le considérer comme incapable au travail professionnel, la pension peut lui être retirée.

ART. 172 b.

Le mode de calcul des pensions d'invalidité et des pensions de veuves est établi par les statuts. Ces pensions doivent être exclusivement constituées par des majorations soit annuelles, soit mensuelles, soit hebdomadaires, de telle sorte que le montant de la pension à accorder dans un cas donné soit égal à la somme des majorations inscrites au crédit du membre intéressé. Le taux des majorations doit faire l'objet d'une fixation spéciale selon qu'il s'agit des pensions d'invalidité ou des pensions de veuves, et en outre pour chaque classe de membres (là où l'on a institué des classes de membres correspondant à des prestations différentes de la caisse de pensions). Il est permis de calculer les majorations de façon différente selon la durée de services.

Les pensions d'invalidité et les pensions de veuves, à accorder dans ces conditions, doivent être indiquées toutes chiffrées dans les tableaux annexés aux statuts.

Le mode de calcul des secours pour l'entretien des orphelins de membres et invalides décédés est établi par les statuts, soit eu égard à la durée de services du membre décédé (après quoi il est procédé d'après les règles précédentes), soit eu égard à cette durée de services, mais en accordant des mensualités fixes pour les différentes classes de membres éventuellement existantes.

ART. 172 c.

Les membres des caisses de pensions, lorsqu'ils prennent un emploi dans la circonscription d'une autre caisse minière de secours et de retraites, deviennent, sans qu'il soit tenu compte de leur âge, membres de la caisse de pensions de cette caisse, au bénéfice de leur durée de services antérieure, à moins qu'ils ne soient devenus membres d'une caisse de pensions seulement à un moment où ils se trouvaient avoir déjà dépassé l'âge fixé pour l'admission par les statuts de la seconde caisse, et à moins, d'autre part, qu'ils ne soient déjà inaptes au travail professionnel (art. 172 a, al. 1, chif-

fre 1). Si, entre la cessation de l'emploi qui motivait l'affiliation à la première caisse et l'entrée dans un emploi de la circonscription de la seconde caisse, il s'est écoulé plus de 3 mois, l'entrée dans la caisse de pensions de la seconde caisse n'est admise que sous une autre condition, à savoir que le membre intéressé satisfasse, en ce qui concerne sa santé, aux exigences inscrites dans les statuts de la seconde caisse pour l'admission dans sa caisse de pensions.

Si un membre, qui a ainsi appartenu à deux ou plusieurs caisses de pensions, ou si sa veuve entre en jouissance des prestations indiquées à l'article 172 a, alinéa 1, chiffre 1 ou 2, chaque caisse de pensions intéressée doit, pour la période pendant laquelle le membre lui a appartenu, accorder le total des majorations inscrites par elle au crédit du membre. A cet égard, les périodes d'affiliation inférieures à un an entrent en compte même quand il s'agit de caisses de pensions qui pratiquent le système des majorations annuelles, et cela dans la mesure où ces courtes périodes peuvent, combinées avec des périodes accomplies dans d'autres caisses de pensions intéressées, constituer des années entières. La majoration correspondant à ces périodes inférieures à une année représente alors une fraction de la majoration annuelle, fraction calculée d'après le nombre des mois complètement accomplis.

Le calcul, la fixation et le paiement des prestations des caisses de pensions intéressées sont effectués par celle des caisses minières de secours et de retraites à la caisse de pensions de laquelle le membre intéressé a appartenu, en dernier lieu. Cette caisse doit aussitôt aviser les autres caisses intéressées de la participation qui leur incombe d'après ce calcul. Les parts qui viennent ainsi à échéance au cours d'un trimestre doivent être remboursées au plus tard avant la fin du premier mois du trimestre suivant, faute de quoi intervient la procédure de recouvrement administratif.

Les contestations sur l'importance de cette participation sont tranchées en pareil cas, à l'exclusion des voies de droit, par l'*Oberbergamt*, et, lorsque les caisses ressortissent à divers *Oberbergämter*, elles sont tranchées par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Les prestations visées à l'article 172, alinéa 1, chiffres 3 et 4, sont toujours calculées d'après les statuts de celle des caisses minières de secours et de retraites à laquelle le décédé appartenait au moment de sa mort à titre de membre ou d'invalidé, et ces prestations sont supportées exclusivement par cette caisse minière de secours et de retraites.

ART. 172 d.

Les membres des caisses de pensions qui, sans être incapables de travail, quittent l'emploi motivant leur affiliation ou les autorisant à l'affiliation, et qui ne deviennent pas membres d'une autre caisse minière de pensions, sont autorisés, lorsqu'ils ont au moins 5 ans de services, à s'assurer le maintien des droits acquis aux prestations des caisses de pensions, en payant une contribution spéciale fixée dans les statuts et dont le montant mensuel ne peut dépasser 1 mark.

La perte des droits acquis n'intervient en pareil cas que lorsque le paiement de cette contribution spéciale n'a pas été effectué pendant six mois consécutifs.

Les statuts peuvent indiquer que, et dans quelles conditions, une augmentation des droits aux pensions peut bénéficier à l'intéressé, même après qu'il a quitté son emploi.

ART. 172 e.

Lorsque les conditions prévues aux articles 172 c et 172 d ne sont pas réalisées, les membres qui quittent soit volontairement, soit parce que l'exploitation leur a donné congé ou les a renvoyés, l'emploi motivant leur affiliation à la caisse de pensions, perdent tout droit aux prestations de la caisse de pensions.

Les membres non assujettis à l'affiliation perdent en outre leurs droits aux prestations de la caisse de pensions lorsqu'ils avisent la direction de leur départ ou qu'ils omettent de payer les cotisations lors de six échéances consécutives.

Lorsqu'une personne qui était autrefois membre d'une caisse de pensions entre de nouveau à titre de membre dans une caisse minière de pensions, les droits qu'elle avait autrefois aux pensions entrent de nouveau en vigueur au bout d'une année d'affiliation.

ART. 173.

Les droits aux secours prévus par la présente loi sont prescrits au bout de la seconde année à dater du jour de la naissance du droit.

Le transfert à des tiers des droits acquis sur les prestations des caisses de secours et des caisses de maladie, ainsi que la dation en gage, n'a d'effet légal que s'il a lieu :

1° Pour couvrir une avance qui a été accordée à l'ayant droit du secours, sur ses droits éventuels, par le patron ou un organe de la caisse minière de secours et de retraites ou de la caisse de maladie ou bien par un membre d'un tel organe, avant que le secours ait été mandaté;

2° Pour couvrir les créances visées à l'article 850, al. 4, du Code de procédure civile.

Les droits au secours peuvent être réduits du montant des droits d'entrée et cotisation qui se trouveraient dus, du montant des avances versées, du montant des secours versés par erreur et du montant des amendes qui auraient été prononcées par les organes de la caisse minière de secours et de retraites ou de la caisse de maladie d'après les dispositions de détail des statuts. Ces droits au secours peuvent en outre être réduits du montant des sommes que l'ayant droit a touchées en vertu des lois sur l'assurance-accidents, mais qu'il se trouverait avoir à rembourser à la caisse minière de secours et de retraites ou à la caisse de maladie. Toutefois les droits acquis sur le secours de maladie en espèces ne peuvent être réduits que jusqu'à concurrence de la moitié.

Exceptionnellement, l'ayant droit peut transférer tout ou partie de ses droits à d'autres personnes, lorsque cela est approuvé par l'ingénieur du corps des mines.

ART. 174.

Les membres, aussi bien que les exploitants, doivent verser des cotisations aux caisses de maladie et aux caisses de pensions. Les cotisations des exploitants pour les membres assujettis à l'affiliation ne peuvent pas être inférieures aux cotisations payées par ces membres eux-mêmes.

Les exploitants ne sont pas astreints à verser des cotisations pour les membres non assujettis à l'affiliation. Lorsqu'un exploitant ne verse pas de cotisation pour un membre non assujetti, ce dernier doit verser, outre sa cotisation de membre, la cotisation correspondant à la part de l'exploitant.

ART. 175.

Les cotisations des membres à la caisse de maladie doivent être calculées sous forme de fraction de leur salaire ou traitement, ou sous forme de somme fixe, de telle façon que, en y ajoutant les

cotisations des exploitants et les autres recettes éventuelles de la caisse, elles suffisent à couvrir les dépenses légales et statutaires, et en outre à constituer un fonds de réserve égal au moins à la dépense moyenne annuelle des trois dernières années, ainsi qu'à compléter, le cas échéant, le fonds de réserve pour qu'il atteigne cette proportion.

ART. 175 *a*.

Si les ressources d'une caisse spéciale de maladie ne suffisent pas à couvrir les dépenses courantes, les exploitants sont tenus de faire les avances nécessaires.

ART. 175 *b*.

Si les prestations minima légales d'une caisse spéciale de maladie (art. 171 *b*) ne sont pas couvertes par les cotisations alors que celles-ci ont atteint pour les membres 4 0/0 du salaire ou traitement moyen, les exploitants doivent verser eux-mêmes les sommes complémentaires nécessaires pour que les prestations minima légales soient couvertes.

ART. 175 *c*.

Les cotisations des membres à la caisse de pensions doivent être calculées sous forme de fraction de leur salaire ou traitement, ou sous forme de sommes fixes.

Le montant des cotisations doit être calculé de telle sorte que, en y ajoutant les recettes éventuelles diverses de la caisse et en tenant compte de toutes les autres circonstances qui peuvent agir sur la solvabilité de la caisse minière de secours et de retraites, lesdites cotisations permettent à la caisse de pensions de tenir ses engagements d'une façon permanente.

Dans les diverses classes de membres, la cotisation doit être calculée de la même façon pour chaque membre et elle doit être graduée uniquement d'après le montant moyen des secours d'invalidité qui doivent être accordés dans ladite classe.

ART. 175 *d*.

S'il est établi que les cotisations à la caisse de maladie ou à la caisse de pensions ne satisfont pas aux dispositions des articles 173 ou 175 *c*, alinéa 2, une augmentation correspondant des cotisations ou une réduction correspondante des prestations des caisses

doit être effectuée. La réduction peut aussi s'étendre aux prestations des caisses de pensions déjà accordées ou régulièrement fixées, pour autant que ces prestations ne sont pas venues à échéance avant l'entrée en vigueur de la réduction.

Si la caisse minière de secours et de retraites ou la caisse spéciale de maladie omet de prendre elle-même une délibération sur ces modifications, l'*Oberbergamt* doit ordonner qu'il soit délibéré à ce sujet. Cette ordonnance fait l'objet d'une délibération formelle de l'*Oberbergamt*. Elle peut être attaquée par voie de plainte devant le Tribunal arbitral supérieur (art. 186) dans le délai d'un mois à dater du jour de la notification à la direction. S'il n'est pas donné suite à cette ordonnance alors qu'elle est devenue inattaquable, l'*Oberbergamt* peut procéder directement, avec force légale, à la modification nécessaire des statuts.

Si, pour maintenir ou rétablir la solvabilité d'une caisse minière de secours et de retraites ou d'une caisse spéciale de maladie, il est nécessaire d'augmenter promptement ses recettes ou diminuer ses dépenses, l'*Oberbergamt*, sous réserve de la procédure décrite ci-dessus, peut ordonner à titre provisoire et immédiat une augmentation des cotisations ou une réduction des prestations. Le recours contre cette mesure n'a pas d'effet suspensif.

ART. 176.

Les exploitants doivent déclarer à la direction de la caisse minière de secours et de retraites, et là où il existe des caisses spéciales de maladie, également à la direction de la caisse de maladie compétente, l'entrée au travail de toute personne occupée par eux et pour laquelle, conformément aux articles 171 et 172, l'affiliation à la caisse minière de secours et de retraites est de règle. Cette déclaration doit avoir lieu aux époques et selon le procédé fixés par les statuts (art. 170 a, al. 1, chiffre 3). Les exploitants doivent faire une nouvelle déclaration (de sortie) après la cessation d'emploi.

Si la déclaration d'entrée est omise, les directions sont autorisées à estimer elles-mêmes le nombre des personnes pour lesquelles les cotisations à la caisse minière de secours et de retraites ou à la caisse de maladie doivent être perçues.

Les exploitants qui, volontairement ou par négligence, ne satisfont pas à cette obligation de déclaration d'entrée ont en outre

à rembourser toutes les sommes que la caisse minière de secours et de retraites ou la caisse spéciale de maladie a eues à dépenser, en vertu des prescriptions légales ou statutaires, au bénéfice de la personne non déclarée, dans un cas de secours survenu avant la déclaration. Il est également permis de prévoir dans les statuts une amende, qui peut atteindre 20 m., à la charge de l'exploitant qui omet de déclarer l'entrée ou la sortie du membre.

ART. 176 a.

Les exploitants sont tenus de percevoir sur les personnes occupées par eux les cotisations des membres, les droits d'entrée éventuellement prescrits et les amendes imposées en vertu des statuts. Ils sont en même temps tenus de verser ces sommes ainsi que leur propre cotisation aux dates et aux endroits fixés par les statuts. Ils sont responsables comme d'une dette personnelle de la perception et de la transmission des cotisations, droits d'entrée et amendes des membres assujettis.

Les membres sont tenus de se laisser retenir lors de la paie leurs cotisations, droits éventuels d'entrée et amendes imposées en vertu des statuts. Les retenues pour les cotisations doivent être réparties aussi également que possible entre les diverses périodes de paie auxquelles elles correspondent.

ART. 177.

Les versements visés à l'article 176 a, al. 1, phrase 1, au bénéfice des caisses minières de secours et de retraites et des caisses spéciales de maladie, peuvent être recouvrés par la procédure de recouvrement administratif, après fixation préalable par l'*Oberbergamt*.

Il n'est pas fait obstacle à ce mode de recouvrement par le recours aux moyens de droit prévus à l'article 186, al. 2.

Les cotisations, droits d'entrée et amendes en retard sont prescrits au bout de deux ans à dater de l'échéance.

ART. 177 a.

Si, en raison de la baisse continue du nombre des membres jusqu'à un chiffre qui ne garantit plus la solvabilité, ou pour d'autres motifs, la solvabilité permanente d'une caisse minière de secours

et de retraites ou d'une caisse spéciale de maladie paraît à tel point compromise qu'on ne puisse plus espérer la rétablir d'une façon permanente en recourant aux mesures indiquées à l'article 175 d, l'autorité de contrôle peut dissoudre la caisse minière de secours et de retraites ou la caisse spéciale de maladie, et en transférer les membres à une autre caisse minière de secours et de retraites ou à une autre caisse spéciale de maladie, — sous cette réserve qu'il ne peut pas être opposé à la deuxième caisse de droits résultants des périodes de cotisation effectuées auprès de la première caisse, et que les personnes faisant jusque-là partie de la première caisse de pensions appartiennent avec leur durée de services antérieure à la deuxième caisse de pensions, si elles satisfont aux exigences prévues à l'article 172 c, alinéa 1. Ceux des membres de la première caisse de pensions qui, au moment du transfert, satisfont, quant à l'âge et à la santé, aux exigences prévues pour l'admission dans la caisse de pensions par les statuts de la seconde caisse minière de secours et de retraites, sont admis dans la caisse de pensions de la seconde caisse sans qu'on tienne compte de leur durée antérieure de services; s'ils renoncent expressément lors du transfert à ce qu'il soit tenu compte de cette durée antérieure de services pour le calcul de leurs droits sur la seconde caisse minière de secours et de retraites.

En outre, l'autorité de surveillance doit dissoudre une caisse minière de secours et de retraites ou une caisse spéciale de maladie :

1° Lorsque l'exploitation ou les exploitations pour lesquelles est instituée la caisse ont été dissoutes ;

2° Lorsque la caisse minière de secours ou de retraites comprend seulement des exploitations du genre de celles visées à l'article 166, al. 2, et que les propriétaires de ces exploitations ainsi que les membres occupés dans ces exploitations demandent en commun la dissolution ;

3° Lorsqu'une caisse spéciale de maladie comprend seulement des exploitations du genre de celles visées à l'article 166, al. 2, et que ces exploitations sont sorties de la caisse minière de secours et de retraites de la façon régulière prévue à l'article 166, al. 2 et 4.

Les droits acquis au bénéfice des membres jusqu'à la dissolution de la caisse minière de secours et de retraites ou de la caisse spéciale de maladie, restent valables contre la caisse dissoute, mais ne peuvent s'accroître à partir du moment de la dissolution.

L'avoir existant au moment de la dissolution doit être pris en charge par l'autorité de surveillance, géré par elle, et affecté à satisfaire d'une façon aussi égale que possible aux droits acquis.

Lorsqu'il est ainsi satisfait aux droits acquis vis-à-vis de la caisse de pensions d'une caisse minière de secours et de retraites dissoute, on doit d'abord satisfaire les droits de celles des personnes qui, au moment de la dissolution, se trouvaient déjà en jouissance d'une pension. Les droits entrés plus tard en vigueur doivent être satisfaits proportionnellement au reste de l'avoir. L'autorité de surveillance doit en pareil cas dresser un plan de liquidation.

Si, tous les ayants droit étant disparus, aucune réclamation n'est plus produite, le reste éventuel de l'avoir est attribué à la caisse minière de secours et de retraites à laquelle ont été transférés les membres qui avaient appartenu à la la caisse dissoute. S'il n'y a pas eu de transfert de cette nature, le reste éventuel de l'avoir doit être employé de la façon qui correspond le mieux à son objet antérieur.

ART. 177 b.

Après avis des assemblées générales des caisses minières de secours et de retraites intéressées, l'autorité de surveillance peut, en vue de garantir d'une façon permanente les droits des membres, ordonner la réunion de deux ou plusieurs caisses de pensions, de telle façon qu'il y ait soit fusion complète des caisses de pensions, soit maintien de leur autonomie et simple réunion en une association de réassurance. Les articles 169 à 170 *a* sont applicables dans leur esprit à l'établissement des statuts. Les associations de réassurance reçoivent la personnalité civile par le fait de l'homologation de leurs statuts.

ART. 177 c.

La dissolution prévue à l'article 177 *a*, al. 1, et l'ordonnance de réunion prévue par l'article 177 *b* ont lieu toutes deux par voie de délibération. S'il s'agit de la réunion de caisses de pensions qui sont contrôlées par plusieurs *Oberbergämter*, l'ordonnance de réunion est rendue par délibération commune de ces différentes administrations. La délibération peut être attaquée par voie de plainte devant le tribunal arbitral supérieur (art. 186 *m*) dans le délai d'un mois à dater de la notification à la direction.

ART. 177 d.

Si une caisse minière de secours et de retraites ou une association de réassurance s'étend sur la circonscription de plusieurs *Oberbergämter*, le ministre du Commerce et de l'Industrie indique l'autorité à laquelle les attributions incombant aux *Oberbergämter* doivent être confiées en ce qui concerne cette caisse ou cette association de réassurance.

ART. 178.

Toute caisse minière de secours et de retraites est administrée, avec la participation d'Anciens, par la direction et l'assemblée générale.

Là où il existe des caisses spéciales de maladie, une direction distincte doit exister pour elles.

ART. 179.

Les Anciens sont élus directement par les membres cotisants, mâles et majeurs, en possession de leurs droits civiques. Ils doivent être choisis parmi eux. Leur nombre est fixé par les statuts. Les statuts fixent les conditions d'éligibilité. Les Anciens doivent être de nationalité allemande et savoir lire et écrire l'allemand. Lorsque, au sein d'une caisse minière de secours et de retraites, il a été institué des caisses spéciales de maladie, les statuts de la caisse minière de secours et de retraites peuvent indiquer qu'il sera élu des Anciens pour les caisses spéciales de maladie.

Le scrutin proportionnel est admis. Le vote peut être limité à des listes présentées à l'avance et établies dans un délai indiqué par les statuts.

Les Anciens ont, d'une manière générale, le droit et le devoir, d'une part, de surveiller l'application des statuts par les membres de la caisse, et d'autre part, de défendre les droits des membres vis-à-vis de la direction. Les Anciens ou les délégués élus par eux représentent les membres dans les assemblées générales.

Leurs obligations de service sont réglées par les statuts ou par un règlement de service spécial (art. 181).

ART. 180.

Les membres de la direction sont élus pour moitié parmi les

exploitants ou leurs représentants (art. 117, 127, 134) et pour moitié parmi les membres assujettis à l'affiliation.

Le scrutin proportionnel est admis. Le vote peut être limité à des listes présentées à l'avance et établies dans un délai indiqué par les statuts.

Sont aussi éligibles comme représentants des exploitants, les personnes qui ont la charge de la direction des exploitations affiliées ou qui font partie de l'administration de ces exploitations.

La direction élit son président et son vice-président parmi les membres de la direction élus par les exploitants ou leurs représentants.

ART. 180 a.

Les délibérations de la direction sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, la proposition est ajournée à un mois pour nouvelle délibération.

Si le nouveau vote a encore pour résultat un partage égal des voix, et si de notables intérêts de la caisse paraissent lésés par la non-adoption de la proposition, il peut en être appelé à la décision de l'*Oberbergamt* sur l'admission ou le rejet de la proposition. Cette décision doit être demandée par au moins un tiers des représentants des membres ou des représentants des exploitants dans la direction, et cela seulement dans le délai d'un mois à dater du jour du second vote.

L'*Oberbergamt* se prononce par voie de délibération. Cette délibération peut être attaquée par voie de plainte devant le tribunal arbitral supérieur (art. 186 m) dans le délai d'un mois à dater du jour de la notification à la direction.

ART. 181.

La direction représente la caisse, judiciairement et extra-judiciairement. Les statuts peuvent confier à un membre ou à plusieurs membres de la direction la représentation extérieure. A la direction appartient la gestion courante, à moins que celle-ci ne soit confiée par les statuts à un ou plusieurs membres de la direction ou fonctionnaires. La décision sur les demandes de reconnaissance d'invalidité, ainsi que la fixation des secours à accorder par la caisse de pensions restent cependant toujours confiées à la direction ou à une commission composée selon les dispositions de détail des statuts. L'article 180 est applicable à la constitution de ces

commissions; elles sont élues par l'assemblée générale, à moins que leur élection ne soit confiée par les statuts à la direction.

La direction, pour légitimer ses pouvoirs de représentation, reçoit un certificat dressé par l'autorité de surveillance, indiquant les personnes qui la constituent.

Les obligations de la direction comprennent en particulier :

1° L'organisation des élections des Anciens, à moins qu'il ne s'agisse des Anciens des caisses spéciales de maladie, et, le cas échéant, la publication d'un règlement de service pour les Anciens;

2° Le choix des fonctionnaires et des médecins de la caisse et la conclusion des contrats avec eux ainsi qu'avec les pharmaciens;

3° La gestion de l'avoir de la caisse et le placement des fonds disponibles;

4° La surveillance de la gestion des caisses spéciales de maladie, s'il en existe;

En ce qui concerne le placement des fonds disponibles, sont applicables les règles en vigueur pour le placement des biens de mineurs, sauf dans les cas spéciaux où, sur la demande de la direction, l'autorité de surveillance autorise un autre mode de placement.

ART. 181 a.

Dans tous les cas où l'administration de la caisse n'incombe pas, aux termes de la loi ou des statuts, à la direction de la caisse, doivent être réservées à l'assemblée générale :

1° La modification des statuts;

2° L'élection de la direction;

3° L'élection d'une commission :

a) Pour l'examen et le quitus des comptes annuels;

b) Pour l'usage éventuel de la disposition qui permet de faire défendre par des mandataires spéciaux les droits des membres de la caisse contre les membres ou fonctionnaires de la direction.

ART. 181 b.

L'assemblée générale se compose des exploitants ou de leurs représentants (art. 190, al. 1) et des Anciens, ou des délégués des Anciens élus parmi les Anciens et par ceux-ci selon les dispositions de détail des statuts. Les exploitants, aussi bien que les Anciens peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par des per-

sonnes munies de pouvoirs spéciaux. Toutefois, ne peut être mandaté comme représentant d'un Ancien qu'un autre Ancien.

Les délibérations et les élections se font à part pour chacune des deux catégories, selon une proportionnalité réglée de plus près par les statuts. Les demandes qui ne sont pas approuvées par les deux parties sont réputées rejetées.

ART. 182.

Quitus des comptes annuels ne peut être donné aux fonctionnaires de la caisse qu'après l'examen et l'approbation de ces comptes (art. 181 *a*, al. 2, chiffre 3 *a*).

ART. 182 *a*.

Les membres de la direction ainsi que les fonctionnaires de l'administration, de la comptabilité et de la caisse, sont responsables pour leur gestion comme les tuteurs vis-à-vis de leurs pupilles.

ART. 182 *b*.

Les dispositions des art. 179 à 182 *a* sont applicables aux caisses spéciales de maladie sous les réserves suivantes :

1° Si les élections des Anciens n'ont pas été confiées aux caisses spéciales de maladie par les statuts de la caisse minière de secours et de retraites, il n'y a pas lieu à élection spéciale d'Anciens et l'élection à laquelle la caisse minière de secours et de retraites a procédé vaut également pour la caisse spéciale de maladie ;

2° Les statuts peuvent indiquer qu'à la place des Anciens, tous les membres de la caisse qui sont majeurs et en possession de leurs droits civiques peuvent prendre part à l'assemblée générale.

ART. 183.

Les *Oberbergämter* surveillent l'exécution des lois et statuts en vigueur pour les caisses de secours et de retraites. Ils peuvent assurer l'exécution de ces prescriptions en menaçant ou en frappant d'amendes les membres de la direction.

Ils surveillent en particulier le maintien de la solvabilité des caisses et le respect des statuts pour la gestion de l'avoir.

Ils sont autorisés à faire valoir aux lieu et place de la caisse ou par un mandataire les droits éventuels des caisses contre les membres de la direction ou les fonctionnaires, en raison de leur gestion.

ART. 184.

En vue de l'exécution de ce droit de surveillance, l'*Oberbergamt* désigne un commissaire pour chaque caisse minière de secours et de retraites. Le commissaire est autorisé à assister à toutes les assemblées générales et séances des directions ou commissions, qui doivent à cet effet lui être notifiées trois jours à l'avance. Il peut faire objection à toute délibération contraire à la loi ou aux statuts. L'*Oberbergamt* décide si la délibération attaquée doit être cassée comme contraire à la loi ou aux statuts ou si les réserves faites doivent être retirées.

ART. 184 a.

L'*Oberbergamt* peut demander la convocation des directions, commissions et assemblées générales, et, s'il n'est pas satisfait à ses désirs, il peut provoquer lui-même les réunions.

Le commissaire peut prendre la direction des débats dans les séances convoquées par l'*Oberbergamt*.

Aussi longtemps que n'a pas abouti l'élection de la direction ou des commissions ou bien l'assemblée générale, ou bien lorsque les organes de la caisse ne remplissent pas leurs obligations légales ou statutaires, l'*Oberbergamt* peut se charger lui-même des attributions et obligations de ces organes ou en charger des mandataires, aux frais de la caisse.

ART. 185.

La direction doit en tout temps autoriser l'*Oberbergamt* et son commissaire à prendre connaissance des pièces relatives à ses délibérations ainsi qu'aux délibérations des commissions et des assemblées générales, des livres de caisse et de la comptabilité, ainsi que leur permettre la revision de la caisse.

La direction doit également adresser à l'*Oberbergamt*, dans les délais prescrits et selon les formulaires à indiquer, les renseignements nécessaires à la statistique des caisses minières de secours et de retraites. Elle doit aussi tous les ans lui transmettre un compte rendu financier.

Les directions sont tenues en outre d'obéir aux ordonnances de l'*Oberbergamt* relativement à la nature et à la forme de leur comptabilité.

ART. 185 a.

Toutes les délibérations et pièces originales de justice arbitrale ou extrajudiciaire, qui servent à définir les rapports de droit entre les caisses de secours et de retraites ou caisses spéciales de maladie, d'une part, et les exploitants ou membres et ayants droit de ces derniers, d'autre part, sont exemptes de droits de timbre. Il en est de même pour les certificats officiels adressés aux directions pour leur donner pouvoir (art. 181, al. 2, et 182 b) ainsi que pour les pouvoirs privés adressés par des exploitants aux Anciens qui veulent se faire représenter aux assemblées générales (art. 181 b, al. 1, et 182 b).

ART. 186.

Les plaintes relatives à la gestion de la direction doivent être adressées à l'*Oberbergamt*, et, en dernière instance, au ministre du Commerce et de l'Industrie, sous réserve des dispositions contraires ci-après.

Les décisions visées ci-après sous les chiffres 1 à 3 et prises par les organes compétents de la caisse minière de secours et de retraites sont attaquables par les moyens de droit indiqués ci-après :

1° Les décisions par lesquelles est rejetée une demande de prestations de la caisse de maladie ou par lesquelles sont fixés le montant ou bien la durée de ces prestations, ainsi que les décisions concernant la qualité de membre de la caisse de maladie ou bien les droits d'entrée et cotisations payables à cette caisse, sont attaquables par la voie de la plainte auprès de l'*Oberbergamt*. La décision de l'*Oberbergamt* est définitive, à moins que, dans le délai d'un mois à dater de sa notification, une plainte ne soit portée par les voies de droit ordinaires ;

2° Les décisions par lesquelles est rejetée une demande de prestations de la caisse de pensions ou par lesquelles sont fixés le montant ou bien la durée de ces prestations, ainsi que les décisions concernant la qualité de membre de la caisse de pensions ou bien les droits d'entrée et cotisations payables à cette caisse, sont attaquables, à l'exclusion de la voie de droit ordinaire, par l'appel à la décision arbitrale ;

3° Toutes les autres délibérations sont attaquables, à l'exclusion de la voie de droit, par la plainte visée à l'al. 1.

Les moyens de droit indiqués à l'al. 2 doivent être employés,

sous peine de forclusion, dans le délai d'un mois à dater du jour où l'organe compétent de la caisse minière de secours et de retraites a fait connaître sa décision. Cette décision doit mentionner le moyen de droit admis par l'al. 2, les délais impartis et l'autorité compétente. Lorsque les décisions sur les prestations de la caisse de maladie sont rendues sur la foi de certificats de maladie, il suffit que la désignation du moyen de droit, des délais et de l'autorité compétente, soit faite sur le certificat de maladie.

ART. 186 a.

Il est constitué, pour la circonscription de chaque *Oberbergamt*, et d'après les besoins, un ou plusieurs tribunaux arbitraux.

Le nombre, le siège et la circonscription des tribunaux arbitraux sont fixés par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

La création de tribunaux arbitraux spéciaux n'a pas lieu lorsque les décisions confiées par la présente loi aux tribunaux arbitraux sont confiées par l'article 186 i à un tribunal arbitral d'assurance ouvrière.

ART. 186 b.

Chaque tribunal arbitral comprend un président permanent et des assesseurs. Le nombre des assesseurs doit être de douze au moins; il est au surplus fixé pour chaque tribunal arbitral par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le président est nommé par le ministre et choisi parmi les fonctionnaires publics de la circonscription pour laquelle a été créé le tribunal arbitral. Un vice-président au moins doit être nommé de la même façon.

Les assesseurs sont élus à la majorité simple par l'assemblée générale des caisses de secours et de retraites. Ils doivent comprendre en nombre égal, et à la suite de scrutins distincts, des exploitants ou représentants d'exploitants (art. 180, al. 1) et des Anciens. Peuvent être élues également, comme représentants des exploitants, des personnes chargées de la direction des exploitations affiliées ou employées dans l'administration de ces exploitations, mais qui ne sont pas elles-mêmes membres de la caisse. Les élections ont lieu au scrutin secret. Les membres de la direction de la caisse minière de secours et de retraites et des commissions visées à l'article 181, al. 1, ne sont pas éligibles.

Si un tribunal arbitral est compétent pour la circonscription de

plusieurs caisses, l'élection des assesseurs est faite par l'assemblée générale des caisses intéressées, d'après un règlement édicté par l'autorité de surveillance. Si cette élection ne donne pas de majorité, l'autorité de surveillance a le droit de nommer les assesseurs parmi les personnes qui ont obtenu des voix.

Les assesseurs sont élus pour cinq ans; les élus restent, à l'expiration de ce délai, en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient pris fonctions. Les assesseurs sortants sont rééligibles.

Lorsqu'une élection n'a pas abouti, l'*Oberbergamt* nomme les assesseurs parmi les personnes éligibles. Il en est de même lorsqu'un assesseur cesse ses fonctions avant le moment de leur expiration normale. La nomination a lieu alors pour le reste de la période à courir.

ART. 186 c.

Ne sont éligibles aux fonctions d'assesseur que les personnes du sexe masculin, domiciliées dans la circonscription des caisses minières de secours et de retraites intéressées. Elles doivent être de nationalité allemande, être âgées de plus de trente ans, et savoir lire et écrire l'allemand. Ne sont pas éligibles les personnes incapables de remplir les fonctions de juré (art. 32 de la loi sur l'organisation de la justice).

Le refus d'élection n'est admis que pour les motifs qui permettent, d'après l'article 1786, al. 1, chiffres 2 à 4 et 8 du Code civil, de refuser les fonctions de tuteur.

La réélection peut être, sans plus, refusée pour une période nouvelle.

ART. 186 d.

Le président et le vice-président ainsi que les assesseurs, doivent s'engager par serment à remplir consciencieusement les obligations de leurs fonctions.

Le président et le vice-président sont assermentés par un fonctionnaire mandaté à cet effet par le ministre du Commerce et de l'Industrie; les assesseurs sont assermentés par le président.

Les assesseurs prêtent serment en séance publique la première fois qu'ils remplissent leurs fonctions; leur serment vaut pour la durée de la période. En cas de réélection, il est référé à la précédente prestation de serment.

Au surplus, sont applicables à cette prestation de serment les dispositions de l'article 51 de la loi sur l'organisation de la justice.

ART. 186 e.

Les assesseurs reçoivent une indemnité pour les frais de voyage et autres dépenses en espèces qui résultent pour eux de la participation aux séances du tribunal arbitral. Les représentants des membres reçoivent en outre une indemnité pour perte de salaires. La détermination des frais de voyage, dépenses en espèces et pertes de salaires, est effectuée par le président.

Les *Oberbergämter* sont autorisés à frapper d'amendes allant jusqu'à 500 marks les personnes qui refusent les fonctions d'assesseurs sans motifs plausibles (art. 186 c) ou qui, sans excuse suffisante, ne sont pas exactes aux séances ou qui se soustraient de toute autre manière à leurs obligations. Les amendes sont versées à la caisse minière de secours et de retraites dont l'assemblée générale a élu l'assesseur. Si l'élection a été faite par les assemblées générales de plusieurs caisses minières de secours et de retraites, le montant de l'amende est réparti entre elles selon une proportion à déterminer par l'*Oberbergamt*.

Si un assesseur refuse d'une façon permanente d'accomplir ses fonctions ou si, au regard d'un assesseur, on prend connaissance de faits qui le rendent inéligible aux termes de la présente loi ou qui constituent de grossières violations de ses devoirs d'assesseur, il doit être relevé de ses fonctions par délibération de l'*Oberbergamt*, après que l'occasion lui a été fournie de se faire entendre à ce sujet. Le retrait de ses fonctions n'est pas suivi de la perte des fonctions d'Ancien, aussi longtemps que les conditions d'éligibilité aux fonctions d'Ancien sont encore remplies. Le recours contre la délibération de l'*Oberbergamt* n'a pas d'effet suspensif.

ART. 186 f.

Le nom et le domicile des présidents et des vice-présidents, ainsi que des assesseurs, doivent être régulièrement publiés par le ministre du Commerce et de l'Industrie. Cet avis doit être affiché dans toutes les exploitations affiliées.

ART. 186 g.

Le président convoque le tribunal arbitral et dirige ses discussions.

Le tribunal arbitral est autorisé à entendre des témoins et des experts et à faire prêter serment.

Le tribunal arbitral doit statuer sur les demandes en tenant compte du contenu total des délibérations et du résultat des témoignages éventuels, ainsi qu'en appréciant en toute liberté d'esprit toutes les circonstances de la cause.

Le tribunal, pour pouvoir statuer, doit comprendre cinq membres parmi lesquels deux représentants des exploitants et deux représentants des membres de la caisse.

Les décisions du tribunal arbitral sont prises à la majorité des voix ; elles doivent être notifiées aux parties au plus tard dans les trois jours à dater du moment où elles ont été rendues.

L'appel des assesseurs aux séances a lieu, en règle générale, d'après un roulement établi à l'avance par le président. Si le président, pour des motifs spéciaux, veut déroger à ce roulement, ces motifs doivent être consignés au procès-verbal.

ART. 186 h.

Les frais du tribunal arbitral sont supportés par la caisse minière de secours et de retraites pour la circonscription de laquelle il a été créé.

Si le tribunal arbitral s'étend sur la circonscription de plusieurs caisses minières de secours et de retraites, les frais sont répartis par l'*Oberbergamt* entre celles-ci, proportionnellement au nombre des membres.

Les frais de procédure résultant des diverses contestations sont payés par la caisse minière de secours et de retraites contre la décision de laquelle l'appel a été interjeté, mais le tribunal arbitral est autorisé à mettre à la charge des intéressés les frais de procédure qui résultent de leur mauvais vouloir ou d'actes calculés en vue de faire traîner l'affaire ou de tromper le tribunal.

ART. 186 i.

Lorsqu'une caisse minière de secours et de retraites a été admise comme caisse autonome autorisée aux termes de la loi sur l'assurance contre l'invalidité, ou bien lorsqu'elle fait partie, conjointement avec d'autres caisses de secours et de retraites, d'une de ces caisses autonomes d'assurance contre l'invalidité, les décisions arbitrales sur les contestations concernant cette caisse minière de

secours et de retraites (art. 186, al. 2, chiffre 2) sont renvoyées par le ministre du Commerce et de l'Industrie à un tribunal arbitral d'assurance ouvrière, fonctionnant pour la caisse autonome d'assurance-invalidité. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, après avoir entendu la direction de la caisse minière de secours et de retraites et la direction de la caisse autonome d'assurance-invalidité, peut également confier à un tribunal arbitral la décision arbitrale sur les contestations qui concernent une caisse minière de secours et de retraites non affiliée à la caisse autonome d'invalidité.

Les dispositions des articles 186 *b* à 186 *h*, al. 2, ne sont pas applicables aux tribunaux arbitraux d'assurance ouvrière auxquels est renvoyée la décision arbitrale sur les affaires des caisses minières de secours et de retraites.

La procédure, en cas d'affaires des caisses de secours et de retraites minières devant les tribunaux arbitraux d'assurance ouvrière, est réglée d'après les dispositions en vigueur pour ces tribunaux.

Les frais du tribunal arbitral sont, à l'expiration de l'exercice de la caisse autonome d'invalidité, remboursés proportionnellement par les caisses de secours et de retraites minières intéressées; on adopte à cet égard la proportion du nombre des appels, interjetés auprès du tribunal arbitral et réglés au cours de l'année, au nombre total des appels réglés par le tribunal arbitral pendant la même période. La répartition des frais entre les caisses autonomes d'invalidité, les corporations d'assurance-accidents, et les caisses minières de secours et de retraites, est opérée par le président du tribunal arbitral.

ART. 186 *k*.

L'appel à l'intervention du tribunal arbitral doit être adressé au tribunal compétent.

Le délai d'appel est réputé ne pas courir lorsque, dans ce délai, l'appel a été interjeté auprès d'une autre administration officielle ou d'un organe de la caisse minière de secours et de retraites; ces institutions doivent immédiatement adresser l'appel au tribunal arbitral compétent.

L'appel n'a pas d'effet suspensif.

La décision du tribunal arbitral doit être notifiée en expédition à l'appelant, ainsi qu'à la direction de la caisse minière de secours et de retraites intéressée.

ART. 186 l.

Les décisions des tribunaux arbitraux peuvent être attaquées par les deux parties par la voie de la revision, auprès du tribunal arbitral supérieur pour les affaires des caisses minières de secours et de retraites. La revision demandée par les caisses minières de secours et de retraites a un effet suspensif, en tant qu'il s'agit de sommes qui doivent être payées rétroactivement pour la période courue avant la date de la décision attaquée. Dans les autres cas, la demande de revision n'a pas d'effet suspensif.

La demande de revision doit être adressée, sous peine de forclusion, au tribunal arbitral supérieur, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la décision du tribunal arbitral. Les dispositions de l'article 186 k, al. 2, sont applicables.

La demande de revision ne peut être appuyée que sur les motifs suivants :

1° La décision attaquée repose sur la non-application ou l'application inexacte du droit en vigueur ou sur une violation du contenu évident des actes ;

2° La procédure présente des défauts notables.

En déposant la demande de revision, on doit indiquer où se manifeste la non-application ou bien l'application inexacte du droit en vigueur ou bien la violation du contenu évident des actes ou bien les défauts de la procédure. Le tribunal arbitral supérieur n'est pas lié dans sa décision par les motifs qui ont été invoqués pour justifier la demande de revision.

Si la sentence arbitrale attaquée est cassée, le tribunal arbitral supérieur doit statuer lui-même sur l'affaire ou renvoyer l'affaire au tribunal arbitral ou bien à la direction de la caisse. En ce cas, le tribunal arbitral supérieur doit indiquer qu'un secours doit être payé à titre provisoire au demandeur de secours et il en fixe le montant. En cas de renvoi, les motifs juridiques par lesquels le tribunal arbitral supérieur motive la cassation doivent servir de base aux décisions ultérieures.

ART. 186 m.

Le tribunal arbitral supérieur a son siège à Berlin.

Les articles 186 b à 186 h sont applicables à l'institution du tribunal arbitral supérieur et à sa procédure, sous les réserves suivantes :

1° Les assesseurs sont élus par les assemblées générales de toutes les caisses minières de secours et de retraites, d'après un règlement édicté par le ministre du Commerce et de l'Industrie;

2° Les attributions confiées aux *Oberbergämter* sont confiées au ministre du Commerce et de l'Industrie.

3° Le tribunal arbitral supérieur, statuant sur les plaintes portées par application de l'article 180 *a*, al. 3, doit être composé de trois membres, à savoir du président et d'un représentant de chacune des parties. Dans les autres cas, le tribunal arbitral supérieur doit être composé de cinq membres, y compris le président et un représentant des exploitants ainsi qu'un représentant des membres des caisses. Les deux autres membres sont :

a) Dans le cas de contestations visées à l'article 166, al. 4, un fonctionnaire judiciaire et un expert d'assurances;

b) En cas de contestations visées à l'article 169, al. 3, à l'article 175 *d*, al. 2 et à l'article 177 *c*, un expert d'assurances et un expert en matière de mines;

c) En cas de demandes de revision (art. 186 *l*) deux fonctionnaires judiciaires.

Les membres indiqués en *a*, *b* et *c*, ainsi que leurs suppléants, sont nommés par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

4° Les frais du tribunal arbitral supérieur sont supportés par l'État.

ART. 186 *n*.

La procédure des tribunaux arbitraux et des tribunaux arbitraux supérieurs est au surplus réglée par ordonnances royales.

ART. 186 *o*.

Les autorités publiques sont tenues de satisfaire aux demandes qui leur sont adressées pour l'exécution de la présente loi, par le tribunal arbitral supérieur, les tribunaux arbitraux, les autres autorités publiques, les directions des caisses minières de secours et de retraites et caisses spéciales de maladie, ainsi que les commissions (art. 181, al. 1, et art. 181 *a*, al. 2, chiffre 3) et elles sont tenues de transmettre, sans y être invitées, aux organes des caisses minières de secours et de retraites toutes les communications qui sont présentées pour la gestion de ces dernières. La même obligation est imposée aux organes des caisses minières de secours et de retraites les uns vis-à-vis des autres, ainsi que vis-

à-vis des autorités ou vis-à-vis des organes des caisses d'assurance contre l'invalidité, des corporations d'assurance contre les accidents et des caisses de maladie.

Les frais résultant de l'accomplissement de ces obligations doivent être remboursés par les caisses minières de secours et de retraites à titre de frais d'administration, en tant qu'ils consistent en indemnités de journée et frais de voyage, ainsi qu'en frais pour des témoins et experts ou en autres dépenses en espèces.

ART. 186 p.

Il est interdit aux exploitants d'exclure ou de limiter par des contrats (au moyen de règlements de travail ou d'accords spéciaux) l'application des dispositions du présent titre, pour nuire aux ouvriers ou aux employés assujettis à l'affiliation.

Les dispositions contractuelles qui contreviennent à cette défense n'ont pas de valeur légale.

°°.

ART. II.

En temps que les lois contiennent des renvois aux dispositions du VII^e titre de la loi minière générale du 24 juin 1865, les dispositions de l'article I sont substituées à ces dernières.

ART. III.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1908.

Les dispositions de l'article 172 c ne sont pas applicables aux cas dans lesquels, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, des membres des caisses ont quitté la circonscription de caisse dans laquelle ils étaient occupés.

L'Oberbergamt peut, sur la demande de la majorité des Anciens d'une caisse minière de secours et de retraites dans laquelle les membres invalides étaient, eux aussi, jusque-là éligibles aux fonctions d'Anciens, permettre que les Anciens élus aux termes des anciens statuts et les membres de directions élus par ces Anciens restent en fonctions jusqu'à l'expiration de leur période, même si les conditions exigées à l'art. 179 pour l'élection des Anciens ne sont pas toutes remplies en ce qui les concerne.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'application de la présente loi.

ART. IV.

Si, jusqu'au 1^{er} janvier 1908, les statuts d'une caisse de se-

cours et de retraites ou d'une caisse spéciale de maladie n'ont pas subi les modifications exigées par la présente loi, ces modifications seront effectuées avec force légale par l'Oberbergamt compétent. Les dispositions de l'al. 2 sont applicables en ce cas.

L'Oberbergamt est autorisé à accorder l'homologation aux modifications de statuts effectuées pour la première fois en vue de la présente loi, même si ces modifications ne répondent pas aux dispositions de l'article 169, al. 2 ou si la solvabilité permanente de la caisse de pensions n'est pas établie, mais lorsque les nouveaux taux prévus pour les prestations de la caisse de pensions permettent de penser que la situation financière de la caisse ne sera pas en général plus défavorable qu'auparavant. En pareil cas, la direction de la caisse de secours et de retraite doit faire procéder sans retard à un examen de sa situation financière par un expert afin de faire établir si elle peut satisfaire à la disposition de l'article 175 c, al. 2, et elle doit transmettre à l'Oberbergamt, dans un délai à fixer par celui-ci, le rapport de l'expert avec les bases sur lesquelles il s'appuie. L'expiration de ce délai ne peut être fixée à une date postérieure au 31 décembre 1908 que si le ministre du Commerce et de l'Industrie l'autorise.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie est autorisé à accorder aux diverses caisses de secours et de retraites des délais dans lesquels elles devront satisfaire par le moyen de leurs statuts aux dispositions de l'article 175 c, al. 2. Ces délais ne peuvent être étendus au delà du 31 déc. 1908 ⁽¹⁾.

(1) Le 25 mai 1906, le ministre de l'Intérieur et le ministre du Commerce et de l'Industrie ont pris un arrêté qu'il est intéressant de signaler, parce qu'il concerne le contrôle des caisses ouvrières de secours (*arbeiterunterstützungskassen*) qui sont des Caisses privées organisées par les mines et qui complètent utilement l'action des caisses officielles de secours et de retraite visées par la loi du 19 juin.

La loi du 14 juillet 1905, qui a modifié diverses dispositions de la loi minière du 24 juin 1865-1892, a, dit l'arrêté ministériel, modifié entre autres l'article 80 d, al. 2, concernant les caisses ouvrières de secours, et il a accordé aux *Oberbergämter* des droits de surveillance assez étendus.

Les caisses en question seront ainsi profondément modifiées et améliorées. En particulier, c'est aux *Oberbergämter* qu'il incombe, après avoir entendu le comité ouvrier permanent de la mine, d'approuver les dispositions inscrites dans le règlement de travail ou dans des statuts spéciaux relativement à la gestion des caisses de secours de celles des mines qui occupent au moins cent ouvriers. Cela suppose que l'*Oberbergamt* aura examiné matériellement si le contenu des statuts concorde bien avec les dispositions de la loi relatives à l'organisation des caisses de secours et cela suppose aussi que les *Oberbergämter* surveilleront d'une façon continue l'application de ces dispositions. Un exposé des recettes et des dépenses et de l'avoir des caisses doit être adressé tous les ans à l'*Oberbergamt*, après avoir été porté, pendant deux semaines, par voies d'affiches à la connaissance des ouvriers.

ÉTUDES ET CHRONIQUE

5^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA SCIENCE DE L'ASSURANCE ⁽¹⁾.

Analyse par M. EDOUARD FUSTER.

Le congrès des actuaires, qui a pris pour la circonstance le nom plus compréhensif de *Congrès de la Science de l'Assurance*, s'est réuni pour la cinquième fois à Berlin, du 10 au 14 septembre.

Le succès a été considérable : 19 gouvernements s'étaient fait représenter par des chefs de service ou des spécialistes éminents, et la salle des séances du Reichstag, qui avait été prêtée par le Gouvernement allemand, était presque comble.

On sait que ces congrès sont organisés sous la responsabilité d'un comité permanent international présidé par M. *Lepreux*, directeur à la Banque nationale de Belgique.

Le congrès de Berlin a été plus spécialement l'œuvre de l'Association allemande pour la Science de l'Assurance, qui est présidée par M. *Hahn*, directeur général de la grande Société d'assurances de Magdebourg. La cheville ouvrière de l'Association allemande et du Congrès a été M. *Manes*, aux grands services duquel le Gouvernement prussien lui-même a tenu à rendre hommage : il lui a en effet accordé le titre de *professeur*, qui n'est donné ordinairement en Allemagne qu'à des savants plus âgés (M. *Manes* n'a que 28 ans).

Le Congrès a été ouvert par le sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, M. *Wermuth*. Ce haut fonctionnaire a affirmé l'intérêt que le Gouvernement allemand porte aux études des spécialistes de l'assurance, car, dit-il, les affaires d'assurance se sont, au cours des dernières décades, greffées à l'organisme administratif comme l'une des branches les plus vigoureuses. Au regard de

(1) Analyse des articles consacrés au Congrès par l'excellente revue de M. Neumann, de Berlin, la *Zeitschrift für Versicherungswesen*.

la politique sociale, qui commence à inspirer tous les pays du monde, à la grande joie de l'Allemagne initiatrice, les principes de l'assurance obligatoire constituent en quelque sorte l'épine dorsale de tout système législatif. En effet, ces principes répondent aux besoins moraux et industriels les plus profonds; ils laissent libre carrière à l'activité personnelle et au sentiment de la liberté, et pourtant ils font intervenir la solidarité humaine. Ils font agir un citoyen au profit de l'autre et ils reconnaissent le droit de chacun au secours, même contre la volonté de l'intéressé. Tout aussi actifs sont les corps législatifs et administratifs en matière d'assurance privée, surtout depuis que l'Allemagne possède un Office impérial de l'Assurance privée. Le gouvernement tirera grand profit des renseignements et des idées qui lui seront fournis par le Congrès, notamment en ce qui concerne l'assurance populaire et l'assurance des enfants dont l'application soulève encore tant de difficultés. Le sous-secrétaire d'État rappelle encore que, sur l'initiative de son département, des négociations ont été entamées avec divers États pour aboutir à une réglementation internationale uniforme et cohérente du contrôle des sociétés d'assurances qui s'étendent à divers pays. De même, conclut M. *Wermuth*, que l'assurance obligatoire des ouvriers a pour but la protection des plus faibles, et atteint ce but en assurant des secours en cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de vieillesse, et bientôt sans doute des secours aux veuves et orphelins, de même l'assurance privée a pour but le maintien de la propriété et du bien-être; elle facilite l'essor de l'Industrie et de l'Agriculture; elle fait l'éducation de la prévoyance. Ces deux grands groupes d'assurances concourent éminemment au progrès de la nation tout entière et de la civilisation.

Le président du Congrès, M. *Hahn*, dans un long discours introductif, a rappelé l'origine des congrès et défendu en particulier l'attitude de l'Association allemande. Après avoir rappelé que, en 1900, au Congrès de Paris, le ministre Millerand avait pu soutenir, aux applaudissements de tous, que la solution des problèmes sociaux sera possible seulement par l'assurance, M. *Hahn* a exposé comment l'Association allemande a été amenée à se constituer en faisant appel à tous ceux qui ont à faire intervenir l'assurance dans la solution des problèmes économiques ou sociaux.

M. *Hahn*, visiblement (et au cours des débats un certain nombre d'orateurs ont fait allusion à cette préoccupation générale), répon-

daît à des objections faites de divers côtés à l'organisation du congrès et à son ordre du jour. Jusq' à présent, on n'entendait parler que de congrès « des actuaires », organisés sur l'initiative d'actuaïres belges, et avec le concours des instituts d'actuaïres nationaux; mais cette fois-ci, des questions nouvelles, plus sociales que mathématiques, et un monde nouveau de juristes et de praticiens, de médecins même, ont fait leur apparition. Cela s'explique par les tendances de l'Association allemande. Les mathématiciens n'y jouent pas le même rôle qu'en Angleterre et dans d'autres pays. Depuis longtemps, l'enseignement universitaire de l'assurance, qui a pris un si grand développement non seulement au séminaire de Göttingue, mais ailleurs, porte sur l'ensemble des assurances, et non pas seulement sur les mathématiques. Les sciences juridiques, l'économie politique, la médecine elle-même, sont intervenues à titre de collaboratrices, et l'article 1^{er} des statuts de l'Association allemande a pu dire que sous le nom de sciences de l'assurance on comprend aussi bien les sciences juridiques et économiques que les sciences mathématiques et naturelles, dont la pratique peut être utile aux institutions d'assurances.

Telle quelle, l'Association compte aujourd'hui 133 membres collectifs, c'est-à-dire sociétés ou institutions, et en outre un millier de membres individuels, ayant toutes les origines intellectuelles.

L'Association, dit M. *Hahn*, est ainsi une sorte de terrain neutre sur lequel toutes les formes de l'assurance, l'assurance de droit public et l'assurance privée, et, dans le cadre de cette dernière, l'assurance mutuelle et l'assurance commerciale, peuvent se réunir; un terrain neutre sur lequel les spécialistes de l'assurance, qu'ils soient administrateurs, praticiens ou savants, peuvent travailler en commun et se renseigner l'un l'autre. C'est parce qu'il en est ainsi que le Gouvernement tient en si grande considération l'Association allemande. Il lui soumettait naguère, à la fin de 1903, son projet de loi sur le contrat d'assurance. Ainsi, de même, l'Association a pu victorieusement pousser à l'organisation de l'enseignement des sciences de l'assurance dans les universités ou les écoles supérieures de commerce. L'Association considère comme un gain inestimable pour la science de l'assurance que les hommes de la pratique soient venus sans réserve à ce groupement. Si l'assurance a pris, à la fin du xix^e siècle, un développement si colossal, c'est bien sans le concours de la science spéculative, et l'on pourrait dire que les jambes des agents ont plus fait pour les progrès de

l'assurance que les cerveaux des savants. D'ailleurs, l'esprit d'entreprises des hommes de la pratique est resté toujours, si l'on peut dire, en contact avec les travaux des savants et notamment des statisticiens.

En somme, tout en ayant joué peut-être le rôle d'un nouveau venu dont la forme surprenait les anciens, le groupement allemand n'abandonne rien de ce qui a fait la force et la gloire des actuaux et de leurs congrès. Il veut seulement sur certains points moderniser leur action et faire entrer davantage la science de l'assurance dans la vie nationale.

Tout cela explique pourquoi certains des rapports présentés au Congrès émanent de personnalités qui ne sont pas des actuaux ou concernent des sujets qui paraissent à première vue plutôt du domaine de l'assurance sociale ou en général de l'économie sociale : l'alcoolisme, l'assurance des femmes, l'assurance populaire.

En même temps, et cela est plus caractéristique encore, l'Association allemande a organisé un Congrès international (le 4^e) pour la médecine de l'assurance (1), congrès qui s'est tenu en même temps que le grand congrès de la science de l'assurance, dans un autre local officiel, la salle des séances de la Chambre des députés prussienne. Des séances communes ont été organisées et l'Association allemande s'est efforcée d'instruire un groupe par l'autre et de les faire sortir du cadre un peu étroit de leurs préoccupations de naguère.

M. *Hahn* a fait en terminant allusion à la définition de l'assurance qui vient d'être donnée par M. Manes qui a provoqué ou provoquera encore de vives discussions.

En voici le texte, littéralement traduit :

« On comprend sous le nom d'assurance des organisations économiques reposant sur la mutualité, en vue de couvrir un manque de ressources accidentel et possible à évaluer ».

« Que ces mots, conclut M. *Hahn*, semblent pauvres, froids et modestes. Qui pourrait croire qu'ils ont la puissance d'éveiller l'intérêt le plus vif dans tous les gouvernements, d'exciter à des recherches scientifiques, presque toutes les facultés? C'est que derrière ces simples mots se dresse, gigantesque, l'assurance créatrice, la plus bienfaisante et la plus féconde de toutes les institutions humaines, qui est née de l'idée de la fraternité entre les hommes puis-

(1) Voir plus loin le compte rendu de ce Congrès.

qu'elle fait intervenir l'un pour l'autre, qui garantit toute sécurité à la vie de l'individu et de la famille vis-à-vis des dangers de chaque jour qui accepte de lutter contre les éléments eux-mêmes en compensant les dommages qu'ils causent, qui suit le pavillon du commerce sur les mers, qui procure à la production industrielle, à l'échange des richesses, au commerce et aux métiers la base solide dont ils ont besoin et qui s'est enfin donné pour tâche suprême de servir la paix sociale ! »

M. le professeur *Elster*, représentant du ministère prussien de l'Instruction publique, a salué ensuite le Congrès au nom de son département. Il a, lui aussi, insisté sur le souci qu'a l'Allemagne d'introduire les questions d'assurances dans le programme des Universités ou des écoles supérieures. C'est ainsi que son département a patronné l'« Association pour les études complémentaire de sciences sociales », à Berlin, et l'organisation analogue qui fonctionne à Cologne, associations qui, toutes les deux, ont fait une large place aux questions d'assurance dans leurs programmes. De même, l'« Académie pour les sciences commerciales et sociales » de Francfort et les écoles supérieures de Leipzig, de Cologne et de Berlin.

Des représentants de diverses nations ont ensuite, selon l'usage, fait une série d'allocutions.

Le Congrès a alors abordé son ordre du jour. Il avait cette année le privilège d'avoir pu étudier à l'avance les rapports, car M. Manes, dont l'activité a été extraordinaire, est arrivé à distribuer aux congressistes, plusieurs semaines à l'avance, deux gros volumes cartonnés, contenant tous les rapports au Congrès, en même temps d'ailleurs qu'il distribuait un autre volume contenant les rapports au Congrès de la médecine de l'assurance.

Tous les sujets rapportés ou discutés ne sont naturellement pas d'un égal intérêt pour les spécialistes de l'assurance *sociale*. Nous insisterons donc plutôt, au cours de cette analyse, sur deux ou trois d'entre eux.

Le premier thème de discussion était l'**assurance populaire, en particulier l'assurance des enfants**. Dix rapports avaient été distribués ; ils émanaient de spécialistes belges, danois, allemands, anglais, hollandais, américains. La plupart de ces rapports sont

d'accord pour déclarer que l'assurance populaire a trouvé son origine dans les caisses mortuaires, petites caisses dont l'organisation financière est ordinairement très rudimentaire. C'est ensuite seulement que les grandes compagnies ont cherché à exploiter ce mode d'assurance. Plusieurs rapporteurs constatent aussi que les frais d'enterrement représentent toujours, pour les gens du peuple, une dépense très notable et que c'est ce motif plus que tout autre qui les pousse à s'adresser à une compagnie d'assurances.

M. Léon *François* a fait un rapport au nom de la Belgique. Là aussi, l'assurance populaire se caractérise par des primes faibles et morcelées, par la perception à domicile de ces primes, par l'absence d'examen médical. Les Belges ont adopté le système de la « Victoria », de Berlin, qui consiste à utiliser des cartes portant des coupons détachables. La législation n'est pas intervenue jusqu'ici. Toutefois, le rapporteur rappelle la campagne contre l'assurance en cas de mort des enfants âgés de moins de 12 ans et le projet de loi qui doit empêcher cette spéculation. Il est d'ailleurs opposé aux propositions législatives.

Le Danemark (rapport *Hostrup*) n'a pas non plus de dispositions légales. L'assurance des enfants en cas de mort ne se fait qu'exceptionnellement. On pratique au contraire souvent l'assurance de capital pour les enfants, c'est-à-dire des assurances différées avec remboursement des primes en cas de mort prématurée de l'enfant, ou des assurances avec paiement de primes aussi longtemps seulement que vit le soutien de famille.

Trois rapports ont été présentés sur l'Allemagne. Ils contiennent des renseignements et des suggestions fort intéressants. Le professeur Lexis constate que les trois caractéristiques de l'assurance populaire (faiblesse de la somme assurée, absence d'examen médical, paiement des primes par petites fractions) ne se rencontrent pas au même degré dans toutes les compagnies qui font l'assurance populaire. La plupart des sociétés ont fixé le maximum à 1.500 marks. Malgré l'absence d'examen médical, la mortalité a été moins forte qu'on ne l'aurait cru. En ce qui concerne la déchéance de l'assurance, qui est l'un des points faibles en matière d'assurances populaires, les sociétés n'auraient aucun avantage appréciable des assurances déchuës, contrairement à ce que le public croit généralement.

M. *Wendt* s'occupe spécialement de l'assurance des enfants. A la fin de 1903, il y avait 1.567.483 polices de ce type et une somme assurée de 265 millions de marks environ, ce qui portait le nombre total des polices d'assurances populaires à 4.137.847, avec un capital assuré de 728 millions de marks. La législation n'est pas encore intervenue en Allemagne, comme elle l'a fait en Angleterre et en Amérique, où une loi a fixé un maximum pour l'assurance des enfants au-dessous de 5 ans. La mortalité des enfants assurés ne représente que la moitié de ce qu'est la mortalité générale des enfants en Allemagne, tandis qu'à partir de 13 ans la mortalité des assurés représente environ les 3/4 de la mortalité, aux mêmes âges, de l'ensemble de la population. Une série de considérations et d'analyses statistiques conduit l'auteur à penser qu'on ne spécule pas en Allemagne sur la mortalité des enfants et qu'une législation restrictive est inutile.

Le professeur *Bleicher* estime entre autres choses que la reprise des petites assurances par les grandes compagnies serait recommandable. Il constate les préjugés qui règnent dans le peuple contre ces compagnies et en faveur des petites caisses mortuaires. Il se demande s'il ne faudrait pas se contenter d'une réassurance de ces petites caisses.

M. Maurice *Bellom* a présenté un rapport relatif à la France. Il constate que l'assurance populaire n'est pas encore pratiquée par les compagnies d'assurances et que les sociétés mutualistes ont gardé cette spécialité. Il les tient d'ailleurs pour très aptes à rendre des services à cet égard si elles suppriment le stage, si elles diminuent les frais d'administration et si elles peuvent abandonner la clause de déchéance.

M. Albert *Quiquet* a présenté un rapport au nom de la France; il traite particulièrement de l'assurance des enfants. Il rappelle le succès de la mutualité scolaire et s'occupe surtout de l'assurance des enfants en cas de mort, très peu pratiquée, dit-il, par les compagnies d'assurances et déjà visée par la législation à la suite de la campagne que l'on sait (loi du 8 déc. 1904 interdisant cette assurance pour les enfants au-dessous de 12 ans. Cf. art. 49 du projet de loi sur le contrat d'assurance).

L'assurance populaire et l'assurance des enfants sont, on le sait, extrêmement développées en Angleterre, M. *Schooling* constate dans

son rapport que les compagnies d'assurance ont environ 32 millions de polices en cours; il faudrait y ajouter encore 7 millions d'assurances contractées auprès d'associations corporatives ou mutualistes. L'assurance populaire fonctionne à peu près comme en Allemagne. L'assurance des enfants est en développement, malgré la disposition légale qui assigne un maximum au capital assuré. Dans une ville de province, il a pu constater que dans une certaine rue tous les enfants étaient assurés.

M. Vaz Dias a présenté un rapport sur la Hollande et M. Hoffmann a parlé au nom de l'Amérique. Ce dernier rapporteur a indiqué que l'examen médical est en général exigé; il s'est efforcé d'expliquer le montant relativement très élevé des primes d'assurance populaire, fractionnées d'ailleurs et perçues à domicile comme en Allemagne. Il y a environ 45 millions d'assurances populaires en cours, représentant un capital de 16 milliards de marcs. Les affaires sont d'ailleurs concentrées entre les mains de grandes compagnies : 74 0/0 des polices sont établies par six de ces établissements, la *Prudential* de Londres, la *Metropolitan* de New-York, la *Prudential* de Newark, la *Victoria* de Berlin, la *Friedrichswilhelm* de Berlin et la *Citizens* de Sydney.

La discussion sur ce thème a été animée et intéressante. Nous n'en retiendrons que quelques détails. Le professeur von Borkiewicz, de Berlin, a notamment cherché à établir que les déchéances de polices pour cause de cessation prématurée des paiements tendent malheureusement à augmenter, ainsi que le prouveraient les statistiques dressées par la *Victoria*. L'Allemagne paraît donner la préférence aux assurances à brève échéance, qui ressemblent par conséquent à des placements en caisses d'épargne, tandis qu'on trouve plutôt à l'étranger des assurances de longue durée. L'orateur est opposé à l'idée de provoquer la réassurance des petites caisses mortuaires : si ces caisses ne sont pas solides, ce n'est pas seulement parce qu'elles comprennent peu de membres, c'est aussi parce que les bases financières en sont mauvaises, et la réassurance ne serait pas un remède.

M. Wærner, de Leipzig, croit aussi nécessaire une réforme de l'assurance populaire, mais demande que les caisses d'épargne soient amenées à développer et seconder cette assurance. Il ne s'agit pas d'en faire les organes mêmes de l'assurance, mais seule-

ment de leur attribuer un rôle subsidiaire : la caisse d'épargne conserverait une fraction de la somme épargnée par ses clients et la consacrerait au paiement des primes de l'assurance populaire.

M. *Moldenhauer*, de Cologne, ne croit pas, lui non plus, au résultat d'une transformation des petites caisses. En ce qui concerne l'encaissement des primes, il recommande le système de la *Victoria*, grâce auquel, en cas de non-paiement, un employé peut tout de suite se mettre en contact avec l'assuré et lui faciliter le règlement, système préférable aux procédés plus automatiques des Anglais ou des Américains. L'orateur estime que l'Allemagne aurait besoin de réglementations plus rigoureuses que celles contenues dans les polices elles-mêmes; il estime par contre que la réglementation française est trop sévère.

Le Congrès s'est ensuite occupé des **surprises pour mauvais risques**, puis des **tables de mortalité pour l'assurance de rentes**. On a signalé à ce propos que l'Association allemande vient de réunir dans le fascicule XI de ses publications les tables de mortalité les plus usitées en Allemagne.

Le 13, le Congrès s'est occupé de **l'assurance des abstinents ainsi que des personnes occupées dans les industries de l'alcool**. Une série de rapports très intéressants ont été présentés : ils s'accordent à constater que les abstinents demandent à ne payer que des primes réduites ou à être organisés en groupement spécial en vue d'une participation aux bénéfices. Malheureusement, il ne suffit pas d'être abstinent au moment de la conclusion du contrat, il faut le rester, et les compagnies seraient astreintes à des contrôles perpétuels, c'est-à-dire à des augmentations notables des frais d'administration. Les orateurs d'ailleurs ne sont pas d'accord pour affirmer que les abstinents jouissent d'une meilleure santé que les non-abstinents qui font seulement un usage modéré d'alcool, si bien que la plupart des compagnies allemandes se sont jusqu'ici refusées à instituer un traitement de faveur pour les abstinents; quelques-unes toutefois réduisent les primes de 5 0/0.

Les trois rapporteurs allemands ne sont donc pas favorables à la demande des abstinents. Le rapporteur danois et le rapporteur suédois reconnaissent eux-mêmes que les données statistiques de leurs pays ne permettent pas d'affirmer au profit des abstinents une moindre mortalité.

Au cours de la discussion, plusieurs médecins ont rompu des lances, les uns pour, les autres contre les abstinents. Il ne semble pas que le Congrès soit arrivé à une conclusion nette, en tout cas pas à une conclusion en faveur des abstinents.

Le Congrès s'est ensuite occupé de **l'assurance des femmes**. Neuf rapports lui ont été présentés, qui traitaient notamment de la durée de la vie des femmes, comparée à celle des hommes.

Les rapporteurs et les orateurs ont dû constater qu'il règne une certaine défiance à l'égard des femmes du côté des compagnies d'assurances parce que leur mortalité est assez forte au début, si bien qu'un grand nombre de compagnies font payer aux jeunes femmes une surprime.

M. *von Mayr*, sous-secrétaire d'État (Bavière) a fait observer qu'actuellement du moins, les femmes qui s'assurent sont pour la plupart des femmes qui se trouvent dans une situation financière défavorable, qui doivent travailler elles-mêmes et sont peut-être déjà surmenées. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que ce soit surtout les mauvais risques qui s'offrent aux compagnies.

L'ordre du jour appelait ensuite la discussion sur **les limites de l'assurance**. Quatre rapports étaient présentés, dont deux par des Allemands. Le professeur *Emminghaus* a demandé, dans son rapport, qu'on s'entendît tout d'abord sur la définition de l'assurance, et il a soumis à la discussion la définition du professeur Manes que nous citons plus haut. Il l'approuve d'ailleurs. Il demande donc qu'on parle d'assurance seulement lorsqu'il y a risque financier à craindre, risque soudain et risque évaluable en argent, et seulement aussi lorsque l'entreprise d'assurance a un caractère économique. On ne saurait ainsi confondre l'assurance avec les institutions de secours. D'autre part la définition exclut une série d'opérations qui protégeraient une partie seulement de la population.

On ne doit pas considérer comme assurance ou du moins comme assurance ayant des chances de stabilité financière, l'assurance du crédit, l'assurance du salaire, parce que les évaluations sont en ce cas presque impossibles; d'autre part, l'assurance maternelle, dont on commence à beaucoup parler, ne présente pas le caractère de soudaineté exigé du risque, etc.

Au cours de la discussion, s'est produite une intervention très remarquée de M. *von Mayr*. En réponse à M. Emminghaus, qui semblait dénier aux assurances sociales le caractère de vraies assurances, M. *von Mayr* déclara qu'on ne devait pas insister aussi fortement sur le caractère mutuel de l'opération de l'assurance. On risquerait en effet d'exclure ainsi l'assurance ouvrière allemande. Pourtant, le législateur a bien eu l'intention formelle de faire de cette institution une assurance. Les patrons paient des cotisations et l'État lui-même contribue par voie de majorations aux charges de l'assurance-invalidité ; ainsi, ces assurances ouvrières offrent bien le caractère de mutualités, car après tout, les patrons et aussi la grande masse du peuple allemand ont un intérêt à ce que les forces productives de la nation soient soutenues et garanties. M. *von Mayr*, examinant la définition Manes au point de vue allemand, a fait une distinction entre l'assurance pure, l'assurance avec intervention de personnes (patrons) qui ont un intérêt industriel, et enfin l'assurance avec intervention plus indirecte encore de la collectivité.

La séance de clôture du 14 (car il n'y eut pas de discussion sur le dernier sujet : des impôts qui frappent l'assurance) a été occupée par les discours d'usage. Les délégués autrichiens sont venus inviter les actuaires à tenir leur prochain congrès à Vienne, et M. *Kahn* a insisté en présentant cette invitation, sur l'intérêt qu'a présenté cette année l'ouverture de ces congrès à des préoccupations économiques et sociales nouvelles.

« A côté de l'assurance privée, dit-il, qui résulte d'un contrat d'assurance, il existe désormais, dans beaucoup de pays, une assurance de droit public, une assurance obligatoire. Elle a été peut-être considérée au début avec une certaine défiance par sa sœur aînée, l'assurance privée, mais aujourd'hui l'on peut dire qu'elle est considérée de bon gré comme une collaboratrice. L'assurance publique a adopté avec reconnaissance les principes scientifiques, les méthodes et les expériences statistiques de l'assurance privée, et certainement elle a de son côté enrichi la science de l'assurance de nouvelles méthodes et de nouveaux matériaux. Les deux assurances vont donc concourir désormais au succès de ces études ».

IV^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE MÉDECINE DES ASSURANCES

Analyse par M. EDOUARD FUSTER

En même temps que se tenait à Berlin le Congrès international de la science de l'assurance, s'ouvrait (11 septembre) le 4^e congrès international de médecine des assurances.

I. — ANALYSE DES RAPPORTS

Le volume de rapports distribué avant le Congrès contient une série d'intéressants travaux relatifs aux questions suivantes :

A. — *Assurances sur la vie.*

I. Comment peut-on reconnaître le plus tôt possible la prédisposition à la tuberculose ? (4 rapports).

II. L'obésité et son importance au point de vue de l'assurance (1 rapport).

III. L'influence de la syphilis sur la durée de la vie humaine (5 rapports).

IV. Clause concernant la vaccination dans le contrat d'assurance (1 rapport).

En outre, trois rapports divers, relatifs à l'albuminurie, à un système normal de classement des risques tarés, et à l'augmentation du nombre des tables statistiques pour parer à l'insuffisance de l'examen médical.

B. — *Assurances contre les accidents.*

I. De l'influence des accidents sur les maladies internes (2 rapports).

II. L'aggravation aiguë des maladies cérébrales par les accidents (1 rapport).

III. L'influence du traumatisme sur les maladies latentes ou déclarées de la moelle épinière et du cerveau (3 rapports).

IV. Critérium de l'aggravation des névroses par les accidents.

V. Un rapport sur l'activité des médecins experts des compagnies d'assurances contre les accidents.

Les rapports sur l'assurance contre les accidents sont presque tous suivis de résumés ou de thèses qu'il nous paraît intéressant de reproduire ici, bien que les auteurs s'inspirent plutôt des besoins de l'assurance privée que des données de la législation sur les assurances sociales.

1° Des accidents en corrélation avec les maladies internes préexistantes, par M. Léopold Feilchenfeld, Berlin.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. — La science actuelle ne connaît pas de maladies internes nettement caractérisées par leur origine traumatique. La plupart des états pathologiques qui se manifestent après un accident présentent au contraire, pour le médecin-expert, la difficulté de déterminer si c'est bien l'accident qui a provoqué cet état. Afin d'appuyer le rapport médical sur des données scientifiques, on a cherché à établir quels sont les symptômes les plus saillants de la genèse traumatique, en quoi la marche des maladies internes résultant d'accidents, diffère de celle des maladies ordinaires. Mais la question de l'aggravation d'une maladie interne, par suite d'accident, est encore plus importante pour le médecin-expert. En effet, dès que l'accident a concouru, d'une manière sensible, à l'aggravation de la maladie interne, l'indemnité sera due, dans la plupart des cas, comme si cet accident était l'unique cause de la maladie.

Cette question de l'aggravation n'a pas encore été suffisamment étudiée. Il est donc de la plus haute importance pour l'expert de tenir compte des critères permettant de constater avec certitude ou du moins d'admettre avec vraisemblance qu'une maladie interne déjà existante avant l'accident a été sensiblement aggravée par ce dernier.

Comme il n'est souvent pas possible d'établir si l'accident a exercé une influence décisive sur l'aggravation de la maladie interne, il semblerait utile, pour faciliter le travail du juge, que l'on séparât les conséquences de l'accident des symptômes résultant de la maladie interne et que l'on exprimât en 0/0 la part de chacun de ces deux facteurs dans le travail clinique de la maladie, comme on le fait déjà quand il y a incapacité de travail.

Quand il s'agit d'un cas où les conséquences de l'accident sont combinées avec une maladie interne, les questions préliminaires suivantes serviront à éclaircir la situation :

- 1° Est-ce l'accident qui a provoqué la maladie interne?
- 2° Est-ce la maladie interne qui a occasionné l'accident?
- 3° L'accident a-t-il occasionné une rechute de la maladie interne?
- 4° L'accident a-t-il aggravé la maladie interne?
- 5° La maladie interne a-t-elle fait obstacle à la guérison du sinistré?
- 6° L'accident n'a-t-il eu aucune influence quelconque sur la maladie interne?

7° Est-il absolument impossible de déterminer quels sont les rapports existant entre l'accident et la maladie interne?

Les réponses aux questions préliminaires susmentionnées permettent de diviser les maladies internes, suivant la nature de leurs rapports avec les accidents, en cinq groupes ayant chacun une portée juridique différente.

A. *Maladies internes apparaissant périodiquement.* — Au nombre de celles-ci, il faut ranger : la périptyphlite, la goutte, les coliques néphrétiques et les coliques hépatiques. Pour ces maladies, il faut que la preuve de l'accident soit péremptoire, car un accès peut facilement se produire même en l'absence de tout traumatisme.

B. *Maladies constitutionnelles en voie de développement.* — Tels sont en particulier : l'alcoolisme, l'artériosclérose, l'anémie pernicieuse. Ces maladies ne peuvent jamais être engendrées par un accident, tout au plus ce dernier est-il susceptible de les aggraver.

C. *Maladies à évolution insidieuse de certains organes ou systèmes.* — Maladies du cœur, néphrites, tabes, sclérose en plaques, paralysie progressive, par exemple.

Ces maladies peuvent avoir été provoquées par un traumatisme. Il est par conséquent nécessaire de remonter soigneusement à leurs origines.

D. *Maladies constitutionnelles latentes et dont les déterminations apparaissent à l'endroit de la lésion.* — La syphilis et la tuberculose sont les plus importantes d'entre elles. Ici également, il faudra que la preuve absolue de la lésion soit rapportée pour qu'il y ait lieu à indemnité, car avec les maladies constitutionnelles, une localisation, sans cause extérieure, est toujours possible.

E. Maladies chroniques internes qui, sensiblement aggravées par l'accident, ne se manifestent qu'à la suite de ce dernier. — Presque toutes les maladies appartiennent à ce groupe. Celles qui intéressent surtout les compagnies d'assurances sont : les névroses fonctionnelles, les attaques d'apoplexie pendant le cours de maladies du cœur ou des vaisseaux, les hémorragies pulmonaires, en cas de tuberculose pulmonaire, et les hémorragies dans les tumeurs.

Quelque peine qu'on se donne pour découvrir tous les rapports qui existent entre les accidents et les maladies internes, l'essentiel n'en reste pas moins toujours d'observer minutieusement les faits en eux-mêmes, la nature de l'accident, les premières manifestations de la maladie et la chronologie de l'affection.

Ces principes qui s'appliquent aux maladies internes auxquelles l'accident a directement donné naissance, sont encore beaucoup plus utiles à suivre lorsqu'on est en présence d'une aggravation. Ainsi donc :

1° Importance de l'accident (sa soudaineté, sa violence physique et psychique);

2° Localisation de la lésion (à proximité du siège de la maladie interne).

3° Ordre d'apparition des manifestations pathologiques (vraisemblance scientifiquement établie d'une connexion entre l'accident et l'affection, d'après l'époque où les phénomènes pathologiques se produisent).

CONSIDÉRATIONS SPÉCIALES. — L'auteur passe en revue un certain nombre de maladies internes posttraumatiques en tenant particulièrement compte de leur aggravation par suite d'accidents. Cette étude est en grande partie basée sur un choix de 250 cas environ tirés des expériences des Compagnies ou des établissements officiels.

1° Tuberculose.

A. Tuberculose locale :

- a) primaire, mais indirecte, chez une personne jusqu'alors bien portante,
- b) primaire et directe, par inoculation,
- c) aggravation d'un foyer tuberculeux.

B. Tuberculose par contusion.

Tuberculose pulmonaire succédant à une pneumonie provoquée directement par une contusion de la poitrine.

C. Tuberculose pulmonaire :

- a) hémorragie initiale, avec tuberculose consécutive,
- b) hémorragie secondaire, en cas de tuberculose latente,
- c) catarrhe pulmonaire chronique à cours insidieux,
- d) tuberculose pulmonaire chronique, avec aggravation aiguë.
- e) tuberculose chronique, avec aggravation lente résultant de la longueur du traitement d'une lésion ou d'une suppuration.

D. Tuberculose miliaire générale.

2^o *Diabète sucré.*

1. Diabète sucré posttraumatique :

- a) apparaissant à l'état aigu peu après la lésion, mais disparaissant rapidement (Glycosurie),
- b) apparaissant presque immédiatement après l'accident, mais ne se développant que peu à peu et dégénérant en forme chronique (surtout après lésion du crâne).

2. Aggravation posttraumatique du diabète sucré :

- a) passage de la forme bénigne à la forme grave, avec issue mortelle,
- b) influence pernicieuse, exercée par un diabète déjà existant, sur la guérison d'une lésion.

3^o *Maladies du cœur et des vaisseaux.*

A. Lésions directes du cœur :

- a) par piqure ou coup de feu,
- b) par contusion.

B. Lésions indirectes du cœur par surmenage.

C. Aggravation d'affections cardiaques :

- a) péricardite,
- b) endocardite,
- c) faiblesse du muscle cardiaque,
- d) rupture du cœur.

D. Aggravation d'une artériosclérose :

- a) artériosclérose périphérique,
- b) artériosclérose centrale,
- c) apoplexie cérébrale.

4° Maladies des reins.

Pour que l'on puisse admettre une aggravation aigüe il faut que l'accident ait été violent ou qu'il intéresse la région des reins. A ces exceptions près, on doit exclure la possibilité d'une influence extérieure sur les affections rénales chroniques.

5° Affections de l'estomac et des intestins.

Un catarrhe stomacal traumatique ne saurait naître que sous l'action subite d'agents toxiques. Il est toujours difficile de déterminer s'il y a eu aggravation. La perforation d'un ulcère de l'estomac, le volvulus et la pérityphlite sont, par nature, des maladies si internes et si indépendantes de toute cause extérieure, qu'une aggravation par accident n'est que rarement admissible. Encore faut-il que la lésion soit absolument directe.

6° Tumeurs.

Quand un assuré prétend qu'une tumeur est la conséquence d'un accident, en général on fera bien de se montrer sceptique. Une aggravation par contre est possible, sous forme d'hémorragie dans l'ulcère. Ce fait pourra le plus souvent être évalué en pour cent.

7° Maladies de la moelle épinière.

Tandis que la syringomyélie est surtout considérée comme une affection traumatique, il faudra soigneusement observer le cours de la maladie quand on se trouvera en présence de tabes ou de sclérose multiple. Une certaine soudaineté de l'aggravation et une participation spéciale de la partie lésée au développement du mal permettront de supposer que le traumatisme n'a pas été sans influence. Ici de même on emploiera utilement le pourcentage.

8° Aliénation mentale.

Les troubles cérébraux traumatiques ont certains traits caracté-

ristiques, consistant en un état de grande surexcitation, des hallucinations effrayantes et une démence progressive. Quand un individu ayant de fortes tares héréditaires et notoirement faible d'esprit est atteint d'aliénation mentale typique, après un accident, on ne devra pas imputer la maladie audit accident, à moins qu'il n'ait été grave. Il ne suffit pas, en effet, que les idées du patient se concentrent sur l'accident, surtout si au cours de la maladie ce dernier passe complètement à l'arrière-plan.

9° *Névroses fonctionnelles.*

La méthode très perfectionnée de l'examen des nerfs joue un rôle considérable quand il s'agit d'hystérie et de neurasthénie. On prête trop peu d'attention à la nécessité d'un traitement consistant à préparer le sujet à reprendre son activité professionnelle.

10° *Hystérie de rente.*

L'hystérie de rente présente pour le médecin des caractères bien définis. Au point de vue psychique, elle est très voisine de la folie progressive, mais par rapport aux symptômes qui peuvent être objectivement constatés, elle ne se distingue guère de l'hystérie ordinaire. La tâche principale de l'expert est de la mettre en opposition avec la véritable hystérie traumatique, grâce au diagnostic différentiel. Mais ici encore une grosse difficulté se présente, c'est quand les symptômes qui, au commencement, justifiaient la supposition qu'il y avait hystérie traumatique disparaissent peu à peu. Il y a donc deux sortes d'hystéries de rente, premièrement : celle qui l'est dès l'origine et secondement : celle qui ne le devient qu'après que les manifestations considérées comme graves au début ont, en somme, pris une tournure satisfaisante.

Dans la première de ces formes, c'est-à-dire la vraie hystérie de rente, le traumatisme a été insignifiant en soi et n'a pas affecté les organes centraux du système nerveux. La guérison de la lésion qui est légère s'opère rapidement, et le médecin constate bientôt l'entière capacité de travail. De petites douleurs à l'endroit blessé incitent l'assuré à interrompre de nouveau son travail. Alors commence la lutte pour la rente, que les divergences d'opinions entre les médecins traitants et les médecins consultants qui se livrent à des examens répétés, rendent plus acharnée encore. Le point capital est que le travail ait été repris pour un temps plus ou moins long.

Dans la seconde forme, il y a vraiment eu un accident grave, mais la lésion n'a pas été remarquablement forte. Cette disproportion fait une énorme impression sur le moral du sinistré, et tôt après l'accident, souvent aussi plus tard, il se produit une série de douleurs hystériques et un manque complet d'énergie. Même lorsque de longues années, pendant lesquelles la rente a été versée, se sont écoulées et qu'une amélioration notable est constatée, toute tentative de réduire la rente est aussitôt accompagnée d'un redoublement de douleurs hystériques sans que, objectivement, de sensibles modifications apparaissent. Cet exposé est illustré par plusieurs exemples. Les symptômes « objectifs » qui, seuls, ont coutume de se manifester dans de semblables cas d'hystérie de rentes sont une expression angoissée de la physionomie, de la gaucherie dans les mouvements, une élévation de la fréquence du pouls, une légère coloration de la peau, ou de certaines régions de la peau, une petite augmentation des réflexes tendineux à la pression, et à proximité de la partie lésée, un ou plusieurs points douloureux. Les patients, contrairement à d'autres hystériques, ne demandent pas à suivre un traitement médical et évitent par-dessus tout le séjour dans un hôpital. Un patient qui touchait depuis dix ans une rente de 3.000 marks, et qui, à vrai dire, avait un aspect florissant et entreprenait chaque jour de longues promenades, n'avait pas consulté de médecin depuis six ans. Les cas dans lesquels l'hystérie est à la base d'une rente entière doivent être envisagés comme des cas d'hystérie de rente quand, d'après l'ensemble des circonstances extérieures on peut admettre que l'assuré ne se sent pas malade et quand apparemment, les douleurs ne reprennent que le jour où l'on cherche à réduire la rente.

Le fait que déjà avant l'accident incriminé, l'assuré aurait été atteint de neurasthénie, ou aurait eu des prédispositions à la névrose ou enfin n'aurait pas joui de la plénitude de ses facultés mentales, n'est pas une des conditions de l'hystérie de rente. En effet, toute personne antérieurement bien portante est sujette à cette dernière, et la preuve certaine des prédispositions nerveuses du patient permet préciment d'admettre que ladite hystérie est de forme purement traumatique. Il ne faut pas confondre l'hystérie de rente avec la simulation, car l'hystérique éprouve réellement des douleurs. Elle n'a rien de commun, non plus avec la manie de rente que l'on observe chez beaucoup de sinistrés.

2° De la distinction entre les suites d'accidents et les maladies internes au point de vue juridique, par M. Gerkrath, directeur général de compagnie d'assurances, à Berlin.

(Avant de reproduire les thèses de M. Gerkrath, dont l'opinion fait toujours autorité en matière d'assurances, il peut être utile d'analyser quelques-unes des pages consacrées par l'auteur à la jurisprudence de l'assurance ouvrière contre les accidents, jurisprudence qui a fini par influencer les tribunaux chargés de juger les affaires d'assurance privée).

Le texte de la loi sur l'assurance contre les accidents du 6 juillet 1884 se contente de parler d'une assurance contre les suites des accidents du travail et évite de définir plus exactement la notion de l'accident; il s'abstient également de définir la suite de l'accident ou d'indiquer dans quelle mesure l'obligation d'indemnité intervient lorsqu'il y a à la fois maladie interne et accident. La jurisprudence de l'Office impérial des Assurances fut rapidement fixée. Elle divergeait notamment de la jurisprudence antérieure relativement à la responsabilité civile ainsi que de la pratique habituelle de l'assurance privée. Elle mettait à la charge de l'assurance contre les accidents tous les cas où il y avait à la fois suite d'accident et maladie interne. Le cas extrême est celui-ci. Un ouvrier mineur se trouvait déjà partiellement incapable de gain à cause d'un emphysème pulmonaire et ensuite est devenu partiellement incapable de gain à cause d'une sensation de douleur dans la région du foie explicable par un accident, deux circonstances absolument indépendantes l'une de l'autre. Cependant l'arrêt n° 323 de 1887 fit de cet ouvrier un invalide total indemnisé par la loi sur les accidents. L'Office fut bien plus facilement encore tenté d'admettre comme conséquences pures et simples des accidents les aggravations par accident d'une maladie préexistante. C'est ainsi que l'arrêt n° 358 de 1887 a considéré comme indemnisable un cas de mort par tuberculose, parce que le décédé avait été obligé par une fracture de la cuisse de garder le lit, ce qui semblait avoir favorisé les progrès de la tuberculose. M. Gerkrath estime que les motifs juridiques de ces arrêts sont très pauvres. Ils consistent surtout à dire que la loi parle seulement de conséquence, sans dire qu'il s'agit de conséquence immédiate.

Cette attitude de l'Office impérial s'explique par la mentalité des

juges appelés à trancher les litiges en matière d'assurance sociale. Ils ont admis qu'ils étaient en présence d'une loi de politique sociale et se sont sentis dispensés de s'en tenir de près au droit formel ou même aux prescriptions légales sur le fardeau de la preuve. Ils ont voulu diminuer le mécontentement et la misère qui peuvent résulter des accidents du travail.

C'est ainsi qu'en 1886, les rédacteurs d'un arrêt disaient : la preuve d'un rapport causal ne peut pas être faite dans tous les cas d'une façon suffisamment impérieuse ; si l'on voulait à tout prix exiger une preuve démonstrative, on violerait l'esprit même de la législation sociale et l'on rendrait, dans bien des cas, illusoires ses bienfaits. Il ne s'agit pas ici d'une assurance de droit privé, mais bien d'une protection de droit public.

En somme, il s'agit dans tout cela d'une jurisprudence bienveillante, mais sans importance juridique, du moins inapplicable à d'autres domaines...

M. Gerkrath examine alors la situation du point de vue de l'assurance privée, et aboutit aux *thèses* que voici :

1° En matière d'assurance privée contre les accidents, il ne faut reconnaître comme conséquences de l'accident que celles auxquelles ce dernier doit nécessairement avoir contribué ;

2° Si des maladies internes déjà existantes constituent une cause suffisante pour la mort ou pour l'invalidité, le traumatisme ne saurait être pris en considération ;

3° La limitation de l'assurance aux conséquences immédiates, directes ou exclusives de l'accident n'est plus recommandable, si l'on s'en tient aux principes ci-dessus, que lorsqu'il s'agit d'assurance contre les accidents en cas de décès ;

4° Quant aux assurances contre les accidents en cas d'invalidité ou pour frais de guérison, si l'affection interne et l'accident se sont combinés de telle sorte que tous deux ont provoqué les manifestations pathologiques constatées après ce dernier, il faudra chercher à déterminer en 0/0 la part du sinistre et celle de la maladie interne ;

5° Étant donné l'état actuel de la science, on doit avouer que cette répartition offrira souvent de grandes difficultés. La tâche du corps des médecins-experts consiste précisément à découvrir de plus en plus les données permettant d'établir cette répartition et cela en observant l'influence que le traumatisme exerce sur l'évolution de chaque maladie. Au cas où ces données sont insuf-

fisantes ou ne peuvent être réunies, il faut se contenter de procéder à une estimation équitable.

**3° L'aggravation aiguë de l'aliénation mentale par les accidents,
par M. L. W. Weber, de Gottingue.**

La notion d'« aggravation » s'applique, en matière d'assurance, aux cas d'aliénation mentale par accident, où, soit une enquête sur le passé du malade, soit son état actuel, prouve l'existence d'une prédisposition avant l'accident, un état anormal, ou une maladie véritable.

Il faut de plus, pour chaque cas spécial, établir si un lien réel entre l'accident et l'aliénation est possible, s'il s'agit d'une simple conséquence de l'accident ou d'une aggravation de la prédisposition déjà existante. La prédisposition peut être causée par des germes de dégénérescence, par d'anciennes maladies infectieuses traumatiques, par des empoisonnements chroniques (alcoolisme) ou des maladies chroniques des artères, et aussi par des crises de puberté et de sénilité. Dans la plupart des cas, cette prédisposition ne peut être appelée maladie, ni en médecine, ni en sociologie, ni en matière d'assurances. L'aliénation mentale provoquée par un accident ne peut donc qu'exceptionnellement être considérée comme une aggravation, chez un sujet prédisposé, et il faut imputer à l'accident les phénomènes pathologiques déjà cités et leurs conséquences, quand l'accident n'a, en réalité, fait que de développer des germes déjà existants.

On peut cependant considérer une aggravation comme possible pour certains états de psychose de sujets faibles d'esprit et toujours mécontents; elle apparaît parfois, après un accident, chez un sujet dégénéré, provoquée qu'elle est par les conséquences indirectes de celui-ci.

On peut également envisager comme aggravation une prédisposition causée par accident et qui plus tard peut donner lieu, pour d'autres causes, à une aliénation mentale. Peut-être faut-il aussi considérer comme aggravation les états psychiques extrêmes (*delirium tremens*, folie jalouse), nés d'un état alcoolique chronique, lorsque celui-ci s'est manifesté par des symptômes évidents.

L'aliénation mentale qui, même en cas de sénilité évidente, est causée par accident, ne peut être appelée aggravation, il faut l'imputer à l'accident.

Les cas où déjà un état psychique manifeste, aux symptômes évidents, a précédé l'accident, entrent rarement en ligne de compte en matière d'assurances. Dans les cas d'aliénation mentale extrême qui se sont déclarés peu avant l'accident (*delirium tremens*), l'accident est souvent provoqué par l'aliénation mentale elle-même. Il ne saurait être question ici d'une conséquence de l'accident. Parmi les cas d'aliénation mentale chronique, ce sont le plus souvent de légers états de dépression sous forme de faiblesse naturelle d'esprit, qui, jusqu'à l'accident, permettent au sujet de gagner sa vie, quoique d'une manière restreinte. Les troubles psychiques de nature grave, passagers ou durables, provoqués par l'accident, peuvent souvent être considérés comme des aggravations.

Dans des cas isolés, soit de faiblesse d'esprit légère, soit d'autres états psychiques chroniques, une aggravation par accident peut être impossible; ce dernier a seulement fourni à la maladie déjà existante à une intensité égale l'occasion de se manifester. L'accident fait découvrir, mais ne provoque pas la maladie mentale. L'hypothèse qu'avant l'accident une maladie mentale a existé sous forme latente, que l'accident a mise au jour, est difficile à prouver en pratique, du moins pour des états psychiques provoqués par accident, car nous n'avons pas de symptômes objectifs pour une maladie mentale latente. Quand l'accident provoque un accès de folie périodique ou chronique, il faut considérer celui-ci comme un fait nouveau, non comme une aggravation.

Entre la syphilis, l'accident et la vraie paralysie progressive il peut y avoir les rapports suivants : la syphilis peut créer une prédisposition, et l'accident provoque ensuite la paralysie. On peut admettre que l'accident en est la cause quand, avant l'accident, on ne pouvait reconnaître les symptômes cliniques d'une paralysie, quand la blessure causée par l'accident ou le choc psychique a été d'une certaine intensité, quand un trop grand intervalle n'a pas séparé l'accident de la paralysie, quand celle-ci est marquée par une évolution foudroyante, subite, ou par un certain état anatomique. Dans ces cas, on ne peut se contenter de l'hypothèse d'une aggravation, il faut rendre l'accident responsable de la paralysie, que la syphilis antérieure soit sûrement établie ou non. Il est très rare que l'intensité et la gravité des phénomènes pathologiques immédiatement prouvés après l'accident, fortifient l'hypothèse que la paralysie a existé déjà avant l'accident sous forme latente.

Dans ces cas et quand des phénomènes cliniques certains ont été constatés déjà avant l'accident, on peut admettre une aggravation par accident à peu près dans les conditions où l'on établit qu'il y a un lien de cause à effet entre l'accident et la paralysie.

Pour l'application de la notion d'aggravation dans la pratique, il faut ne pas oublier que l'on tient compte, pour fixer la rente, des états maladiques ou anormaux, qui existaient avant l'accident, car on part du fait que le sujet a des moyens restreints de gagner sa vie.

Enfin (d'après une ordonnance du « Reichs-Versicherungsamt ») une incapacité de gagner sa vie causée par accident est admise, quand l'accident n'est pas la seule cause de la maladie mentale en question, quand il n'est que l'une des causes agitantes. Toutes ces raisons, et l'idée que l'on ne peut évaluer numériquement la part qu'un accident a dans l'aggravation, s'opposent à une application étendue de la notion d'aggravation dans la pratique.

4^e De l'influence du traumatisme sur les maladies latentes ou déclarées de la moelle épinière et du cerveau, par M. J. Riedinger, de Würzburg.

1^o La question de savoir si les affections, à cours généralement insidieux, des fibres et du système de la moelle épinière (atrophie spino-musculaire progressive, paralysie spinale spastique, sclérose latérale amyotrophique, tabes dorsalis) et les lésions localisées : syringomyélie et sclérose multiple, ainsi que les tumeurs du système nerveux central, peuvent être influencées soit dans leur *naissance*, soit dans leur *nature* par une irritation traumatique des centres ou des périphéries du système nerveux, présente un intérêt plus pratique que scientifique.

2^o Les résultats des recherches scientifiques exactes parlent *contre* la vraisemblance d'une telle influence. Si l'on se place au point de vue scientifique, il faut, au contraire, admettre dans tous les cas l'existence d'une prédisposition malade, car les altérations traumatiques primaires et les dégénérescences traumatiques secondaires sont en principe différentes des affectations sus-indiquées et le traumatisme ne saurait avoir d'effet électif.

° L'expérience nous apprend qu'une influence sur le *cours* de la maladie, c'est-à-dire une aggravation des symptômes et par

conséquent une péjoration du tableau clinique de la maladie, est possible. C'est dans ce sens seulement que l'on peut prétendre que la maladie a été provoquée par un facteur exogène.

4° Le traumatisme peut donc être une complication de l'affection mais non l'affection une complication du traumatisme.

5° Lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur l'état de la maladie, il faut faire entrer en ligne de compte l'influence que les altérations organiques auront exercées sur les idées et les sentiments du sinistré.

6° En cas d'affection organique bien établie et typique du système nerveux central, le tableau clinique de la maladie ne pourra point être imputé d'une manière durable à l'accident.

7° Les conséquences de l'accident devront toutefois être estimées plus haut dans un cas semblable.

8° On ne peut établir des règles générale pour l'estimation en pour cent.

5° De l'influence du traumatisme sur les maladies latentes ou déclarées de la moelle épinière et du cerveau, par M. O. Vulpus, de Heidelberg.

1° Les certificats médicaux établissent beaucoup plus souvent que les symptômes ne le justifient, le diagnostic d'une affection organique du système nerveux central comme suite d'accident. En effet, alors que pour le diagnostic de certaines maladies, telles que la syringomyélie et l'atrophie musculaire progressive, l'existence évidente d'une tendance à progrès est absolument essentielle; ce caractère fait souvent défaut.

2° Pour que l'on puisse considérer à bon droit qu'une affection, dont le diagnostic est bien établi, a été influencée d'une manière quelconque par l'accident, diverses conditions sont nécessaires :

a) L'espace de temps qui sépare la date de l'accident de celle à laquelle la maladie a éclaté ou à laquelle l'aggravation s'est produite, ne doit être ni supérieur à un certain maximum, ni inférieur à un certain minimum. Si, par exemple, des mois ou même des années se sont écoulés avant l'apparition de ces symptômes, on ne pourra pas prétendre qu'ils sont en corrélation avec l'accident. Il serait, par contre, tout aussi erroné d'attribuer, en cas de prédisposition latente, une origine traumatique à l'éclosion de la maladie, quand l'affection se manifeste distinctement quelques jours ou quelques semaines après l'accident.

b) Pour qu'il y ait connexion probable entre le traumatisme et une affection organique du système nerveux central, il faut que le dit traumatisme ait atteint directement et assez fortement la *tête* ou le *dos*.

3° Le processus anatomo-pathologique d'une affection du système nerveux central ne saurait en aucun cas être influencé par des accidents périphériques. Il n'existe point de *névrite ascendante*.

4° Le fait que le membre lésé est plus sérieusement atteint, ce qui est le cas dans certaines maladies organiques de la moelle épinière, *ne prouve pas* que l'éclosion ou l'aggravation de la maladie, soit la conséquence du traumatisme, mais provient simplement de la moindre résistance de ce membre.

5° Il s'ensuit que la société d'assurance n'aura pas à verser une indemnité pour la maladie et pour toutes ses manifestations consécutives, mais uniquement pour le membre dont les fonctions auront souffert, et cela encore à condition qu'il y ait eu traumatisme au sens légal du terme (souvent, par exemple, l'origine de fractures ou de luxations ne pourra pas être qualifiée de traumatique dans ce sens, quand le malade est atteint de tabes ou de syringomyélie).

6° Une indemnité sera, par contre, due pour incapacité de travail, lorsque, par suite de l'accident (même s'il y a localisation périphérique) les symptômes morbides s'accroissent graduellement jusqu'à constituer une incapacité de travail totale, quoique l'altération du système nerveux central ne soit pas directement imputable au traumatisme et que ce dernier n'ait eu qu'indirectement une influence pernicieuse sur le cours de la maladie (long séjour au lit, alimentation insuffisante, air vicié, soucis, etc.). Une amélioration est toutefois possible, même dans de tels cas.

7° On n'a point encore démontré, jusqu'ici, en *anatomie pathologique*, que le traumatisme exercé sur le système nerveux central influençât directement l'affectation organique de la *moelle épinière*. *Cliniquement*, il semble, d'après certains auteurs, que le traumatisme central joue un rôle comme agent d'éclosion ou d'accélération dans quelques cas d'ailleurs rares, notamment quand il s'agit de sclérose multiple.

8° On peut aussi admettre, jusqu'à un certain point, que la formation d'une *tumeur cérébrale* est d'origine traumatique, mais seulement quand le siège de la tumeur tel qu'il est indiqué par des

symptômes localisés est en rapport avec la lésion de la tête ou quand l'autopsie établit que la tumeur à l'intérieur du crâne se trouve à un endroit qui correspond à la lésion externe subie antérieurement.

6° Du versement d'un capital à titre d'indemnité transactionnelle dans les cas de névroses traumatiques, par M. August Wimmer, de Copenhague.

Dans les cas de névroses traumatiques le versement d'un capital au lieu d'une rente est recommandable pour des raisons tant thérapeutiques que financières. Toutefois étant donné qu'il est toujours très difficile, parfois même impossible d'évaluer exactement pendant le court laps de temps dont il s'agit nécessairement ici, l'invalidité permanente résultant de l'accident et les complications organiques qui peuvent éventuellement surgir plus tard, il ne semble pas que l'on doive convenir d'un versement unique, et le système appliqué au Danemark, lequel consiste dans une transaction à deux degrés, mérite d'être pris en considération.

7° Des critères de l'aggravation des névroses fonctionnelles, par suite d'accidents, par M. A. Cramer, de Goettingue.

1° Tout accident ne provoque pas nécessairement l'aggravation d'une névrose existante;

2° Certaines aggravations de névroses sont accompagnées des mêmes symptômes que ceux qui sont consécutifs à un accident, sans toutefois qu'il y ait ni accidents, ni autre cause apparente :

3° Les aggravations sans cause apparente se rencontrent principalement dans les névroses qui se développent sur le terrain d'une forte prédisposition endogène, laquelle est fréquemment en corrélation avec des facteurs psychogènes; une semblable prédisposition endogène existe aussi dans beaucoup de névroses qui suivent un accident, bien que souvent elle ne résulte pas du dossier de l'accident;

4° En général l'aggravation qui succède à un accident consiste en une accentuation quantitative des symptômes de la névrose;

5° Mais l'apparition qualitative de nouveaux symptômes est aussi possible;

6° Une aggravation quantitative des symptômes de la névrose ne peut pas être imputée sans autre à l'accident;

7° Si une modification qualitative des signes existants de la névrose vient s'ajouter à une aggravation quantitative, celle-ci pourra sans hésitation être attribuée à l'accident;

8° La nuance qualitative des symptômes de l'aggravation peut se manifester sous forme plutôt corporellement locale ou être caractérisée d'une manière psychiquement locale;

9° Une anamnèse exacte est une nécessité pour le jugement à porter sur l'aggravation d'une névrose, nécessité dont on devrait tenir compte beaucoup plus que ce n'est le cas actuellement, quand on établit le dossier de l'accident.

8° Critériums de l'aggravation des névroses fonctionnelles par suite d'accidents,
par M. F. Windscheid, de Leipzig.

1° L'épilepsie peut être aggravée par un accident, en ce sens que la prédisposition à l'épilepsie étant latente, le premier accès a été provoqué par le traumatisme. En cas de maladie déclarée, on ne saurait prouver que l'accident a exercé une influence sur la fréquence et la violence des attaques épileptiques.

Une épilepsie déjà existante peut être aggravée par l'accident en ce sens qu'il se produira une hystérie dite d'accident et que ces deux maladies se combineront.

2° Une chorée peut augmenter d'intensité par suite du traumatisme ou se compliquer d'une hystérie dont l'accident est cause.

3° Le goitre exophthalmique est, en général, considérablement renforcé par l'accident. Cette maladie offre un terrain propice au développement d'une hystérie dont les symptômes viennent accroître les manifestations de l'affection principale.

4° Il n'est pas impossible qu'un accident aggrave la paralysie agitante, mais ce phénomène n'est pas encore suffisamment connu.

5° Quant à la neurasthénie et à l'hystérie, l'accident est capable d'exercer une influence nuisible en cas de prédisposition congénitale résultant d'un système nerveux défectueux et cela d'autant plus que les symptômes nerveux auront été plus prononcés avant l'accident.

L'accident transforme la simple neurasthénie et la simple hystérie en une affection connue sous le nom de névrose traumatique et dont le tableau clinique offre une combinaison de neurasthénie, d'hystérie et d'hypocondrie, car la rente à laquelle il prétend

éveille chez le sinistré des idées de cupidité, contre lesquelles, par suite de son peu de force de résistance nerveuse, il ne parvient pas à lutter. La débilité corporelle favorise encore ces phénomènes pathologiques. Ni l'intensité, ni l'étendue de l'accident ne jouent un rôle.

L'aggravation causée par l'accident consiste surtout dans le fait qu'il provoque des symptômes nerveux locaux à côté de ceux déjà existants et qui étaient d'un caractère général. Les sensations se concentrent peu à peu à l'endroit où s'est produit le traumatisme et finissent par supplanter toutes les anciennes manifestations.

Les formes de neurasthénie et d'hystérie que l'accident influence le plus sont celles qui se teintaient d'hypocondrie déjà auparavant.

Chez les neurasthéniques et les hystériques, l'accident fait naître la fâcheuse tendance à mettre toutes les manifestations pathologiques postérieures au sinistre sur le compte de celui-ci et cela précisément parce que l'espoir d'obtenir une rente éveille en eux l'idée de se faire indemniser pour les dites maladies également. Mais ce serait une erreur de croire à une intention malveillante ou à une simulation de leur part.

Le traitement des neurasthéniques et des hystériques est rendu beaucoup plus difficile par l'accident, car les malades attachent généralement bien plus de valeur à la rente qu'à leur guérison. L'assuré-type, victime d'un accident et atteint d'une maladie nerveuse, n'avouera jamais de lui-même que son état s'est amélioré.

9° De l'activité des médecins-experts des compagnies d'assurance contre les accidents, par M. Paul Frank, de Berlin-Charlottenbourg.

1° Le champ d'activité du médecin en chef de la Compagnie d'assurance contre les accidents doit être élargi;

2° On devra, autant que faire se pourra, soumettre au médecin en chef toutes les propositions d'assurances et toutes les déclarations de sinistres;

3° Le médecin en chef devra suivre d'une manière permanente chaque sinistre;

4° Le médecin en chef aura voix prépondérante quand il s'agira du choix des autres médecins attachés à la Compagnie;

5° Le médecin en chef représentera la Compagnie devant tous les tribunaux d'arbitrage et lors de toutes les autopsies;

6° Il devrait être créé une nouvelle catégorie de médecins attitrés de Compagnies d'assurance contre les accidents. Ceux-ci recevraient un traitement fixe, ne seraient point autorisés à avoir une clientèle particulière et auraient pour tâche de fixer, avec le médecin traitant, le degré de l'incapacité de travail et sa durée ;

7° Là où le nombre des affaires est peu considérable et où, par conséquent, la nomination de semblables médecins attitrés serait impossible pour des raisons financières, on devra cependant éviter de laisser au seul médecin traitant le soin de fixer le degré de l'incapacité de travail et charger des médecins-experts de la Compagnie de procéder à cette opération de concert avec lui.

II. — ANALYSE DES DISCUSSIONS(1).

Le Congrès a été ouvert par le directeur au ministère de l'Instruction publique, Dr *Förster*, qui a insisté sur le rôle de plus en plus considérable dévolu aux médecins dans l'administration des assurances.

Le président, professeur *Florschütz*, a rappelé qu'il y a huit ans, le Dr *Poels*, de Bruxelles, a, pour la première fois, convoqué les médecins d'assurances de tous les pays en vue de délibérer en commun. C'est au médecin qu'il appartient d'évaluer la durée de la vie, par conséquent de savoir au préalable quelle influence vont exercer les diverses maladies ou prédispositions, les professions, etc. Les archives des institutions d'assurance livrent aux médecins les statistiques dont ils ont besoin pour ces études. Mais les moyennes qu'on obtient avec les statistiques ne sont, dans le détail de la vie, que des chiffres morts. Lorsqu'un médecin visite un malade, il importe peu de savoir que la maladie est mortelle dans 20 0/0 des cas. La médecine des assurances ne se substitue donc pas à la médecine proprement dite : elle ne prédit pas la durée de la vie d'un individu pris en particulier ; elle s'efforce seulement de connaître le plus exactement possible la moyenne de la mortalité de certaines catégories de candidats à l'assurance.

Le professeur *Unverricht*, de Magdebourg, constate que l'assu-

(1) D'après la *Berufsgenossenschaft*.

rance sur la vie a depuis très longtemps des bases scientifiques, alors que l'assurance contre les accidents n'a été scientifiquement établie que dans la seconde moitié du XIX^e siècle; elle doit notamment l'impulsion à l'assurance allemande contre les accidents du travail.

Le médecin s'est trouvé, à cette occasion, vis-à-vis de responsabilités qu'il aurait autrefois cru impossible d'accepter. Encore aujourd'hui, l'expert consciencieux est bien souvent tenté de poser la plume et de s'avouer qu'il n'est pas en mesure, dans l'état actuel de nos connaissances, de répondre aux exigences de la législation : trop souvent, il doit se contenter de parler de vraisemblances, alors que le juge attend une expertise décisive. Cependant, d'une manière générale, l'art médical est assez perfectionné pour qu'on ait pu appliquer des lois, qui, à bien des égards, par la hardiesse des hypothèses qui les avaient fait adopter, se trouvaient en avance sur les mœurs.

A vrai dire, les jugements qu'on porte sur l'intervention des médecins dans l'assurance ouvrière sont des plus différents. M. Flügge, président de chambre à l'Office impérial des Assurances, a dit que toute l'assurance ouvrière allemande n'avait été applicable que parce qu'on avait pu s'appuyer sur des médecins consciencieux et instruits. Par contre, une commission de l'Office impérial des Assurances reproche aux médecins tous les défauts possibles : ignorance des lois, arbitraire, etc.

Les difficultés des expertises médicales, en matière d'assurance ouvrière, sont complètement méconnues, et l'on oublie que la législation est rien moins que simple et compréhensive : c'est ainsi que la loi connaît trois sortes d'incapacité de gain. Il faut ajouter que la jurisprudence des tribunaux a subi des modifications : on nomme aujourd'hui accident ce qui autrefois n'était pas considéré comme tel. Puis, les tribunaux civils ont jugé selon la jurisprudence des tribunaux d'assurances sociales. En cas de doute, on a jugé en faveur du blessé. D'autre part, on n'attachait pas autrefois grande importance à la simulation ; maintenant l'Office impérial des Assurances lui attribue une grande importance et l'orateur lui-même est de cet avis. Mais combien de temps doit s'écouler jusqu'à ce que les experts dissipent la méfiance que l'on ressent à leur égard par suite des simulations ouvrières !

Après ces discours d'ouverture, le Congrès a discuté les rapports sur la *reconnaissance précoce de l'existence d'une prédisposition*

à la tuberculose et notamment à la tuberculose pulmonaire, sur l'influence de la syphilis, et enfin sur l'assurance contre les accidents. Les deux premiers groupes de rapports ayant moins d'importance pour l'assurance ouvrière, nous ne parlerons que du dernier.

Le Dr *Feilchenfeld*, de Berlin, à propos des accidents qui viennent compliquer des maladies internes préexistantes, a constaté qu'il y a des rapports étroits entre accident et maladie interne. Tantôt l'accident peut causer la maladie, tantôt la maladie peut causer l'accident; l'accident peut réveiller une maladie, il peut l'aggraver; en sens inverse, la maladie peut aggraver les conséquences de l'accident. Le mieux est d'évaluer en 0/0 les phénomènes pathologiques qui peuvent se rattacher à la maladie et ceux qui sont provoqués par l'accident.

Le Dr *Gerkrath*, de Berlin, parlant de la même question au point de vue plutôt juridique, estime que la médecine joue, en matière d'accidents, un rôle tout à fait déterminant, car il faut ici considérer chaque cas en particulier. L'Office impérial des Assurances a une jurisprudence très bienveillante pour les ouvriers en ce qui concerne les rapports entre accidents et maladies internes. La jurisprudence civile se rapproche de plus en plus à cet égard de la jurisprudence sociale, mais il faut tenir ferme aux principes reproduits ci-dessus.

Le conseiller *Siefarth*, membre de l'Office impérial des Assurances, a adressé au Congrès, au nom de l'Office, un mémoire relatif à la *notion de l'incapacité de gain*. Contrairement à l'opinion de M. Gerkrath, il croit que l'Office impérial des Assurances a pris une attitude tout à fait équitable. L'individu qui est déjà lésé dans sa santé est, en général, beaucoup plus gravement affecté par les conséquences d'un accident qu'un individu jusque-là sain et solide. Quant à l'estimation, si difficile pour le médecin, de l'existence ou de la non-existence de rapports entre l'accident et la maladie interne préexistante, l'orateur reconnaît qu'il est rarement possible de donner des preuves immédiates. On se contentera donc de considérer les rapports comme établis lorsqu'il y aura une suffisante probabilité et on les niera lorsqu'il y aura simplement possibilité.

Les tribunaux ne pourront résoudre cette difficulté que grâce à

une collaboration cordiale des médecins et des juges. L'Office impérial des Assurances a tout fait pour établir de bons rapports entre les deux groupes et il estime que ces rapports existent. Il serait donc fâcheux qu'on pût croire, comme le donnait à entendre un orateur précédent, qu'il y a, à l'Office impérial des Assurances, deux opinions divergentes en ce qui concerne les médecins. Les paroles de M. Flügge seront approuvées par tous les membres de l'Office impérial des Assurances : il ne doit pas y avoir même l'ombre d'un malentendu, sans quoi toute l'assurance ouvrière en souffrirait gravement.

Le professeur *Unverricht*, de Madgebourg, parla longuement des expertises en cas d'accident. Il ne peut pas se ranger à l'opinion de M. Gerkrath, relativement à l'estimation en 0/0 de la part revenant à l'accident et de celle revenant à la maladie interne dans l'incapacité de gain. La collaboration du médecin à la jurisprudence sociale doit être plus grande encore que maintenant : le médecin ne doit pas seulement être convoqué à titre consultatif, comme cela arrive occasionnellement dans les tribunaux arbitraux : il doit avoir voix délibérative. Les juges se laissent trop souvent encore déterminer par de soi-disant autorités. Ce doit être absolument l'affaire du médecin, non seulement de communiquer au juge un rapport médical, mais encore de se prononcer sur le degré d'incapacité de gain. Il semble que l'Office impérial des Assurances ait modifié son attitude. L'ancien président (M. Gaebel) considérait la simulation comme très peu importante. Le nouveau président lui attribue au contraire un réel degré de gravité. Cela résulte des rapports de la commission de l'Office impérial sur les rentes d'invalidité, commission aux travaux de laquelle le nouveau président a pris autrefois une part prépondérante, ainsi que de sa circulaire aux chambres médicales.

M. le conseiller *Siefarth* fait observer que le nouveau président n'est en fonctions que depuis peu de semaines.

Le D^r *Werner*, de Leipzig, réclame de toute assurance-accidents qu'elle prévoie une liquidation simple, rapide et sûre du risque. Or, il ne peut en être ainsi si l'on applique les procédés recommandés par M. Gerkrath : le public à son tour se défierait de l'assurance, et, sans le public, il n'y a pas d'assurance privée. Tou-

tes les difficultés seraient évitées si, même dans l'assurance privée, on procédait à un examen médical.

Le Dr *Lennhoff*, de Berlin, est également adversaire de la division préconisée par M. Gerkrath. L'assurance privée est en mesure de compenser le risque élevé par une prime elle-même plus élevée. Mais dans l'assurance publique, l'Office impérial a pris la seule attitude possible ; les déclarations de M. Siefarth doivent être accueillies avec satisfaction. La circulaire relative aux attestations d'invalidité qui a été si mal accueillie par les médecins émane plutôt du ministère de l'Intérieur que de l'Office impérial. Le mémoire présenté au Congrès sur la notion de l'incapacité est une preuve excellente que l'Administration fait des efforts pour utiliser la collaboration des médecins. D'autre part, l'année dernière, un autre membre de l'Office impérial des assurances, M. le conseiller Bielefeldt, a collaboré aux travaux de la Société de médecine sociale et a fait approuver par tous les médecins ses déclarations sur les rentes d'invalidité et les certificats médicaux.

M. le Dr *Becker* approuve à son tour la jurisprudence de l'Office impérial des Assurances et expose en passant que l'étude des rapports entre accidents et maladies avait été poussée plus loin qu'on ne l'a dit, bien avant l'entrée en scène de l'assurance contre les accidents du travail.

Le professeur *Cramer* et M. *Weber*, de Göttingue, ont adressé au Congrès un rapport sur l'aggravation aiguë de l'aliénation mentale par les accidents (Voir ci-dessus). On constate, dit M. *Cramer*, même lorsqu'il n'y a pas d'accident, des aggravations soudaines des maladies mentales, et l'on rencontre des malades qui subissent sans contre-coup psychique un accident, ou même qui voient leur état s'améliorer à la suite d'un accident. Il n'y a donc pas, lorsqu'un malade psychique est victime d'accident, d'aggravation nécessaire, mais il est possible qu'il y ait aggravation. Les accidents ont peu d'influence en général sur les maladies mentales chroniques qui ne se manifestent pas par une lésion cérébrale. Ce sont les maladies mentales aiguës qui subissent les plus vives influences du fait des accidents. De même qu'il n'y a pas de maladie mentale spécifique résultant des accidents, il n'y a pas non plus de forme caractéristique de l'aggravation des maladies mentales par accident.

M. Cramer présente ensuite des observations sur l'*aggravation des névroses fonctionnelles par les accidents et ses différents critères* (Voir ci-dessus les conclusions de son rapport). Tous les accidents n'ont pas pour conséquence une névrose, mais les accidents légers peuvent entraîner de graves névroses, tandis que des accidents graves peuvent occasionner des névroses légères, ou s'il y a déjà névrose, peuvent ne provoquer aucune aggravation. Les accidents après lesquels on voit une névrose ne sont pas nécessairement des accidents de la tête ou particulièrement du cerveau. Les névroses fonctionnelles peuvent subir une aggravation soudaine sans qu'il y ait accident. De même, tous les accidents n'ont pas pour conséquence une aggravation des névroses préexistantes. Les aggravations des névroses peuvent se produire sans accident ou sans cause reconnaissable et sans les mêmes manifestations qu'avant l'accident. L'aggravation sans cause reconnaissable se rencontre particulièrement dans les névroses qui atteignent des individus fortement prédisposés. De ce que les manifestations de la névrose augmentent, on ne doit pas nécessairement conclure à l'influence de l'accident. Mais si à cette augmentation se joint une modification, on peut conclure à l'influence de l'accident. Une anamnèse précise est indispensable.

Le professeur *Windscheid*, de Leipzig (Voir ci-dessus ses conclusions), parle sur le même sujet et cite toutes les maladies que l'accident peut défavorablement influencer, maladie de Basedow, neurasthénie, hystérie, etc. L'accident transforme la simple neurasthénie ou l'hystérie en un ensemble de phénomènes pathologiques connus sous le nom de névrose traumatique, parce que la perspective de la rente à obtenir éveille dans l'esprit du blessé des états d'envie, de véritables hallucinations que son absence de résistance nerveuse ne lui permet pas de combattre. Il ramène à l'accident tous ses troubles, sans pour cela être un simulateur. Il tient à la rente plus qu'à la guérison. Le vrai nerveux n'admettra jamais qu'il est guéri.

Entre autres orateurs, M. *Gumpertz*, de Berlin, trouve cette conclusion exagérée, et M. *Rémy*, de Paris, insiste sur l'importance du *choc*, de la crise nerveuse.

M. *Riedinger*, de Wurzburg, et M. *Vulpius*, de Heidelberg, résument leurs rapports (Voir ci-dessus) sur les aggravations des maladies de la moelle épinière. Au cours de la discussion,

M. *Windscheid* rappelle que les médecins ne sont pas les juges, et peuvent très bien dans les cas douteux se contenter de déclarer l'impossibilité où ils sont de se prononcer. M. *Riedinger* ne croit pas que le médecin puisse se soustraire à une appréciation.

Le D^r *Gross*, de Berlin, constate que le nombre des cas où l'on veut rattacher une maladie à un accident *croît sans cesse*. Le mieux serait de supprimer définitivement le mot d'accident et d'*indemniser purement et simplement toute incapacité de travail*.

En somme, loin d'avoir éclairci la notion d'*accident*, les discussions l'ont plutôt compliquée, il faut espérer, avec M. Poëls, que le Congrès médical de l'assurance contre les accidents, qui aura lieu l'an prochain en Belgique, apportera quelques précisions.

ALLEMAGNE

CHRONIQUE

Par M. Edouard FUSTER

LES PROJETS DE RÉORGANISATION

de l'assurance ouvrière.

La question de l'unification des assurances ouvrières est plus vivement que jamais débattue en Allemagne. Tout le monde est d'accord, à vrai dire, sur la nécessité de procéder à une transformation et surtout à une simplification. Le Gouvernement et le Parlement eux-mêmes le reconnaissent. Le 20 avril 1903, le Reichstag après avoir voté la loi qui modifiait la législation sur l'assurance contre la maladie, adoptait une résolution proposée par le député du centre, M. Trimborn, ainsi conçue :

« Les Gouvernements confédérés sont invités à examiner si les trois assurances ouvrières (maladie, invalidité, vieillesse) ne devraient pas, eu vue d'une simplification et d'une diminution des frais, être organiquement reliées l'une à l'autre et si les trois lois d'assurance ne devraient pas être confondues en une seule ».

Le 2 mars 1905, le comte de Posadowsky répondit affirmativement, devant le Reichstag, à cette question. Il déclarait entre autres choses que c'était une des tâches réservées à l'avenir de concentrer les trois grandes lois d'assurance en un texte unique.

Enfin, le 6 février 1906, le même ministre donnait à entendre que le ministère impérial de l'Intérieur présenterait, d'ici à la fin de 1907, un projet de loi d'unification.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que le Gouvernement soit si pressé de mettre sur le chantier une législation dont il a récemment et complètement refondu deux parties sur trois (l'assurance-invalidité en 1899 et l'assurance-accident en 1900). A un article de *Gazette de Cologne* qui l'invitait à procéder comme il a fait en

maintes occasions et comme a procédé l'an dernier le Gouvernement autrichien, c'est-à-dire à soumettre à l'opinion publique les projets avant de les présenter au Conseil fédéral, une note officielle est venue répondre que le Gouvernement ne projette rien d'extraordinaire. Il voudrait seulement réformer le régime de l'assurance *maladie* et notamment assurer les agriculteurs, domestiques et ouvriers à domicile. Quant à la *fusion*, ce sera un travail de codification, de rédaction, et non une transformation profonde. On ne sait d'ailleurs si le projet pourra être présenté en 1907. Quant à la communication au public avant la présentation au Conseil fédéral elle ne se fera probablement pas. Par contre, il est bien possible qu'on communique le projet sur l'assurance des *veuves et orphelins*.

En attendant, le public discute, et nous croyons utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs, des analyses : 1°) d'un intéressant article de M. Sydow (*Soziale Praxis*, 13-20 septembre 1906) qui résume les principales propositions; 2°) de vœux adoptés par des associations industrielles. Nous reviendrons ultérieurement sur les vœux des médecins allemands.

1° Analyse des principaux systèmes proposés, d'après M. Sydow.

On discute depuis longtemps, entre spécialistes, constate M. Sydow, les conditions dans lesquelles pourrait s'effectuer la transformation des assurances ouvrières, et l'annonce des intentions du Gouvernement a mis plus que jamais en mouvement tous les groupements intéressés. Chacun s'est empressé d'exprimer son avis sur le procédé le plus favorable à ses yeux et de donner libre cours à ses désirs intéressés.

Non seulement les fonctionnaires de l'assurance, mais les patrons, par l'intermédiaire des corporations, les ouvriers, par l'intermédiaire des caisses de maladie, et les médecins enfin, ont pris la parole, si bien que les meilleurs connaisseurs de la matière ont fini par mettre sous les yeux du public une série de propositions qui constitueront pour le législateur une base très sérieuse pour ses travaux.

Il n'est point facile de dégager de travaux conçus la plupart du temps selon des méthodes toutes différentes les grands principes directeurs, d'en faire la synthèse, de mettre de côté les désirs et

les intérêts de certains groupes, en un mot de mettre un peu de système dans cet ensemble de propositions.

De plus, tous ces matériaux sont à tel point épars dans les publications, brochures, discours, etc., qu'il est également malaisé d'en faire simplement la collation. C'est pourquoi, l'analyse que M. Sydow a tenté d'en faire, dans les articles que nous résumons, n'a pas la prétention d'être absolument complète. Il semble bien toutefois que l'auteur ait réussi à grouper les propositions les plus caractéristiques.

La question essentielle, la plus difficile et aussi la plus minutieusement examinée par les divers auteurs, est celle de l'organisation qu'il conviendrait de donner aux futures assurances unifiées. A très peu d'exceptions près, tout le monde est d'accord pour penser que sous une forme quelconque il faut aboutir à une concentration des trois assurances actuellement distinctes, mais de quelle nature sera cette concentration? C'est sur ce point de fait que les appréciations diffèrent.

On peut toutefois distinguer, dans la série des propositions, deux tendances nettement différentes. Certains auteurs préconisent une fusion complète de l'assurance, fusion qui serait progressive ou immédiate, mais qui aboutirait en tout cas à une organisation unique et bien cohérente, avec abandon complet des organes actuels.

Les représentants de l'autre système préconisent sans doute également une unification de l'assurance, mais ils voudraient conserver les organes actuels et ne transformer la législation qu'en vue d'une unification et non pas d'une fusion proprement dite.

Le plus ancien défenseur et en quelque sorte le père de l'idée de la fusion complète (fusion qu'il ne prévoit à vrai dire au début qu'entre l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité), est le Dr Richard *Freund*, président de la caisse d'assurance contre l'invalidité de Berlin. En 1886 déjà, deux ans seulement après l'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance-maladie, M. Freund, dans l'*Annuaire* de Schmoller (2^e année, 2^e cahier), à l'article relatif aux principes corporatifs dans l'assurance-maladie, indiquait les abus qui résultaient de la décentralisation de l'organisation dans le domaine de l'assurance-maladie, et il préconisait une centralisation de cette assurance, réforme qu'il voulait voir suivre d'une centralisation de l'ensemble des assurances ouvrières.

Depuis lors, M. Freund a défendu cette idée dans de très nombreux articles. La fusion, comme nous le disions, devrait à ses yeux porter d'abord sur l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité. L'auteur estime en effet que ces deux assurances sont de même nature, que chaque invalidité constitue la fin d'une maladie plus ou moins longue, et que toute dépense faite pour le service de l'assurance-maladie bénéficie à l'assurance-invalidité.

M. Freund a donné lui-même la quintessence de son projet dans la phrase suivante : « Fusion de l'assurance-maladie avec l'assurance-invalidité dans les caisses d'assurance contre l'invalidité et création d'un organe subsidiaire local, administré à la fois par les ouvriers et les patrons, pour l'ensemble de l'assurance (office d'assurance ouvrière) ».

Pour M. Freund par conséquent le but le plus prochain et d'ailleurs le but principal, c'est la fusion de deux des assurances actuelles, qui lui paraissent étroitement parentes, mais il n'exclut pas la possibilité de fondre ensuite l'assurance-accidents dans le système ainsi créé.

Analogues aux propositions de M. Freund sont celles de M. H. von *Frankenberg*, mais cet auteur demande tout de suite qu'on comprenne dans l'opération l'assurance contre les accidents. « On ferait, dit-il, une réforme absolument incomplète et nullement satisfaisante si, au moment actuel, alors que tout le monde désire marcher de l'avant, on réstait à mi-chemin » (*Sozial Praxis*, XIII, n° 48).

M. von *Frankenberg* est d'accord avec M. Freund pour penser que les caisses d'assurance contre l'invalidité sont la meilleure base pour l'organisation future. Les offices d'assurance ouvrière constitueraient l'armature locale, c'est eux qu'on chargerait d'appliquer l'assurance contre la maladie et de faire le premier examen des demandes de rentes, tandis que la caisse d'assurance contre l'invalidité resterait chargée d'admettre ou de rejeter les rentes et d'en faire le montant.

Le tribunal arbitral pour l'assurance ouvrière servirait de tribunal d'appel même pour les affaires d'assurance-maladie et l'Office impérial des assurances serait l'autorité de révision pour tout l'ensemble.

M. von *Frankenberg* recommande expressément aussi de relier étroitement les offices d'assurance ouvrière aux autorités administratives inférieures et il insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à avoir

des fonctionnaires de ces administrations connaissant les circonstances personnelles et les besoins locaux. Cette dernière idée se retrouve aussi chez un certain nombre d'auteurs.

M. Robert *Schmidt*, lui, est partisan de la fusion (*Sozialistische Monatshefte*, 1^{er} volume, 6^e cahier, 1906). Pour donner une constitution cohérente à l'assurance ouvrière, il ne faut pas, d'après lui, se contenter d'une simple coordination des divers organes : il faut que ces organes se fondent complètement dans un organisme unique. Une réforme des assurances ouvrières qui conserverait les corporations et le morcellement des caisses de maladie ne serait qu'un rapiécage. M. Schmidt est d'accord avec les auteurs précédents en ce qu'il considère aussi la caisse d'assurance contre l'invalidité comme la meilleure base de la réforme, parce que c'est elle qui a l'organisation la plus simple ; il diffère de MM. Freund et von Frankenberg en ce qu'il veut conserver les caisses de maladie, centralisées, il est vrai, sous la forme de vastes caisses « locales », mais sans modifier leur organisation administrative. En outre, son projet s'oppose à celui de M. von Frankenberg en ce qu'il exclut toute participation des autorités communales à titre d'autorité de surveillance ou de tribunal de première instance. D'ailleurs, les propositions socialistes ont toutes pour condition *sine quâ non* le maintien des caisses de maladie. Ces propositions sont de plus nettement opposées à toute modification de la proportionnalité des voix dans les comités des caisses de maladie.

Le plus radical des auteurs est M. Paul *Lohmar*, gérant d'une caisse corporative d'assurances contre les accidents (*Réforme et unification de notre assurance ouvrière*, Cologne, 1905). Ainsi que les trois auteurs précédents, M. Lohmar rejette toute unification qui ne serait qu'extérieure et demande une fusion effective. Mais il repousse en même temps le maintien des organes d'assurance actuels et il préconise une transformation complète. Il est d'ailleurs, lui aussi, partisan d'une organisation dont la base serait représentée par des offices administratifs locaux, mais ces offices seraient absolument indépendants des autres autorités et ils seraient pourvus des attributions les plus étendues. La loi désirée ne leur confierait pas seulement la préparation des demandes de rentes, mais aussi la fixation de l'indemnité, la surveillance des indemnisés et la perception des cotisations. La direc-

tion de ces offices locaux serait confiée à un employé de carrière, auquel seraient adjoints, à titre honorifique, un représentant des patrons et un représentant des ouvriers, ainsi qu'un médecin. Toutes les contestations seraient portées devant un tribunal arbitral dénommé « Office régional de bien-être ouvrier », et les plus importantes pourraient aller devant un tribunal supérieur (Office impérial des assurances).

Telles sont les idées maîtresses des protagonistes de la fusion complète. Si l'on veut résumer en quelques mots ces projets, on constate qu'ils sont d'accord pour exiger une fusion systématique et complète des trois assurances actuelles. Tous sont également d'accord pour demander des organes locaux, qui, d'après M. Freund, M. von Frankenberg et en somme aussi M. Lohmar, seraient des offices administratifs d'un nouveau type, tandis que M. Schmidt demande le maintien des caisses de maladie et de leur organisation actuelle. M. Frankenberg et M. Lohmar diffèrent en ce qui concerne l'organisation des offices inférieurs : le premier veut les relier aux autorités administratives, tandis que l'autre veut les rendre complètement indépendants. Pour le reste de l'organisation, les propositions ne diffèrent pas sensiblement. Les trois premières sont d'accord pour demander qu'on confie aux caisses d'assurance régionales la décision sur toutes les demandes de rentes et que le tribunal arbitral et l'Office impérial des assurances soient des tribunaux uniques. De même M. Lohmar, qui confie la première décision aux offices locaux, prévoit deux instances pour la révision.

En tête des adversaires de l'idée de la fusion, il convient de nommer le Dr *Bödiker*. M. Bödiker préconise, il est vrai, une simplification de l'assurance actuelle, mais, contrairement à M. Freund et dès la conférence tenue au ministère de l'Intérieur en novembre 1905, il est intervenu en faveur du maintien des organes actuels. Le point de vue de M. Bödiker est bien connu. On le retrouve dans un article récent de l'*Annuaire* de Schmoller (XXX, cahier 1). L'ancien président de l'Office impérial considère que l'assurance-invalidité et l'assurance-accidents étant toutes deux des assurances de rentes, peuvent être confondues en une seule organisation, tandis que l'assurance-maladie resterait une assurance distincte. Dans les assurances de rentes, il s'agit de prestations relativement rares mais permanentes, et représentant un capital assez considé-

nable. Au contraire, dans l'assurance-maladie, il s'agit de secours fréquents, passagers et d'une valeur assez faible. En outre, le secours de maladie doit être attribué immédiatement, tandis que l'allocation de rentes n'a lieu qu'après des délais de carence assez étendus. C'est pourquoi l'assurance-maladie exige des organes locaux où l'intéressé peut se rendre facilement et qui peuvent prendre une décision immédiate. Aussi il faut maintenir l'organisation actuelle de l'assurance-maladie. Par contre, rien ne s'oppose à une réunion des deux assurances de rentes, ni au point de vue administratif, ni au point de vue juridique. Mais cette réunion ne doit avoir lieu que sous la condition du maintien des deux catégories d'organes actuels, qui se répartiraient la tâche de la façon suivante :

Les caisses d'assurances contre l'invalidité, prenant le nom de caisses d'assurances régionales, seraient l'organe essentiel et régulier de l'assurance contre les accidents et l'invalidité, et, à côté d'elles, fonctionneraient les corporations industrielles d'assurance contre les accidents, par analogie avec les caisses autonomes professionnelles d'assurance contre l'invalidité, déjà admises par le Gouvernement. L'assurance agricole contre les accidents serait enlevée à des corporations et confiée aux caisses régionales d'assurances. Ainsi donc, ce n'est plus comme chez M. Freund, une réunion de l'assurance-invalidité et de l'assurance-maladie, mais bien une réunion de l'assurance-invalidité et de l'assurance-accidents, qui est préconisée et l'assurance-maladie, au lieu de disparaître, resterait intacte. Mais M. Bödiker recommande, lui aussi, de donner aux assurances une armature locale. La gestion locale ne serait pas, il est vrai, complètement enlevée aux autorités administratives, mais du moins elle constituerait une section distincte de l'administration du cercle ou de la ville, etc...

On peut rapprocher du projet Bödiker les propositions de M. Düttmann (*Arbeiter-Versorgung*, XXI, cahiers 17 à 19), mais M. Düttmann veut, comme M. Freund, réunir l'assurance-maladie à l'assurance-invalidité, en laissant provisoirement de côté l'assurance contre les accidents. Les propositions de M. Düttmann se caractérisent par une spécialisation particulièrement minutieuse. Il a nettement déterminé dans le détail les attributions des institutions locales sur lesquelles lui aussi veut faire reposer tout l'ensemble.

De même que M. Freund, il veut créer des autorités locales d'assurance ou de bien-être ouvrier, composées d'un fonctionnaire

président et de deux représentants des ouvriers et des patrons comme assesseurs. Ces offices locaux, de même que dans les propositions précédentes, auraient à gérer la caisse de maladie de la circonscription. (Il pourrait y avoir d'autres caisses de maladie, à titre de caisses subsidiaires, et pour des secours complémentaires; elles s'occuperaient des affaires locales de l'assurance contre l'invalidité et plus tard, si on faisait entrer l'assurance-accidents dans le système, on pourrait leur confier certains travaux préparatoires comme organes de cette assurance). La surveillance des offices de bien-être ouvrier serait confiée à la direction de la caisse d'assurances régionale et des tribunaux arbitraux et au-dessus d'eux, dans certains cas, l'Office impérial des assurances, servirait de tribunal de même que dans la proposition Freund. Toutefois, M. Düttmann se prononce énergiquement contre la fusion des patrimoines des diverses assurances, qu'il considère comme de nature à ruiner complètement l'assurance ouvrière.

M. de Jagwitz, dans sa brochure : *L'unification de l'assurance ouvrière* (Berlin, 1906), émet des propositions qui rappellent les deux précédentes. Lui aussi voudrait confier les attributions de l'assurance-maladie et de l'assurance-accidents aux caisses régionales d'assurance; lui aussi voudrait décentraliser la gestion en créant des autorités locales d'assurance. Il est particulièrement d'accord avec M. Bödiker, en ce qu'il voudrait rattacher ces autorités locales d'assurance aux autorités administratives locales existantes, et utiliser ainsi les connaissances spéciales de la situation locale que peuvent avoir les fonctionnaires administratifs actuels.

M. Sayffaerth a présenté un plan minutieux de reconstruction de l'assurance ouvrière, mais avec conservation des organisations existantes (discours à la Société de médecine sociale, *Medizinische Reform*, XIV^e année, n° 8). Comme les auteurs des propositions précédentes, il réclame une armature locale, mais il voudrait y faire une place aux caisses de maladie. Quant aux corporations professionnelles et aux caisses régionales d'assurances, elles serviraient d'organes supérieurs. De même que les offices de bien-être ouvrier ou d'assurance ouvrière, les caisses de maladie seraient rattachées au cercle et aux autres autorités administratives inférieures, et ceux qui ont la responsabilité des autorités de surveillance, en première ligne le landrath (sous-préfet), auraient la pré-

sidence de la caisse de maladie modifiée, de l'office de politique sociale du cercle, pour employer l'expression de M. Sayffaerth.

La direction de ces offices varierait d'ailleurs selon qu'il s'agirait d'affaires de maladie ou d'affaires d'accidents. Dans le premier cas, la proportion des patrons et des ouvriers correspondrait à la proportion des cotisations qu'ils versent; dans le second cas, on constituerait au sein de la direction une commission des accidents comprenant quatre patrons pour deux ouvriers. Les décisions de cet office de cercle seraient attaquables en première instance devant les tribunaux arbitraux de l'assurance ouvrière et en dernière instance devant l'Office impérial des assurances, mais M. Sayffaerth s'efforce de réduire au minimum le nombre des cas dans lesquels l'Office impérial devrait intervenir.

On peut citer aussi, parmi les propositions présentées par des membres de la Société de médecine sociale (qui s'est occupée très utilement de grouper les avis sur la réforme de l'assurance ouvrière), celle du professeur *Mayet* (*Medizinische Reform*, XIV^e année, n° 10). M. Mayet, lui non plus, ne veut pas une unification complète des assurances : il se contenterait d'une coordination entre les institutions actuelles. Il demande une armature locale et dénomme caisses d'assurances de circonscription ces organisations locales. La circonscription de ces caisses correspondrait à ce qu'on nomme les grandes circonscriptions administratives allemandes, qui sont au nombre de 86. Tous les cas motivant indemnité passeraient d'abord pour décision devant ces caisses de circonscription. Les caisses de circonscription auraient en même temps la gestion des 48 corporations agricoles d'assurances contre les accidents, tandis que les 66 corporations industrielles subsisteraient avec un comité central. Les corporations industrielles supporteraient, par l'intermédiaire de leur comité central, toutes les charges relatives aux affaires d'accidents qui leur seraient notifiées par les caisses de circonscription. Les décisions des 86 caisses de circonscription pourraient être attaquées devant un nombre égal de tribunaux arbitraux. L'Office impérial subsisterait comme tribunal suprême.

Les médecins, eux aussi, ont pris position. Comme le remarque M. *Lennhoff*, dans un discours sur les revendications des médecins en ce qui concerne la réforme de l'assurance ouvrière (*Medi-*

zinische Reform, XIV^e année, n° 6), le médecin est à la fois le conseiller médical des assurés et l'expert invoqué par les institutions d'assurances, et à ce double titre, il collabore d'une façon minutieuse et permanente à l'application des lois d'assurance, acquérant ainsi une expérience consommée; et en outre sa situation morale et matérielle est, dans une plus ou moins large mesure, dépendante des institutions d'assurance. Il était donc naturel que les médecins exprimassent leur avis dans la circonstance.

Ils n'ont d'ailleurs pas encore fait une proposition expresse relative à l'unification des assurances. Les avis qui ont été exprimés jusqu'ici de leur côté concernent plutôt les intérêts spéciaux des médecins, tels que le libre choix du médecin, le mode de paiement, les arbitrages en cas de contestation avec les caisses de maladie, etc., tandis que les questions de principe qui se posent à propos de la coordination ou de la fusion semblent laisser froids les médecins. La *Commission des caisses de maladie, de l'Association générale des médecins*, a distribué en septembre 1905 au congrès international des assurances sociales de Vienne, un mémoire intitulé : « Revendications et propositions des médecins relativement à la modification des assurances ouvrières allemandes ». On lit, dans l'avant-propos, qu'à aucun prix, les médecins n'approuveraient une unification de l'assurance.

D'autre part, dans les thèses présentées au congrès médical de Halle, et relatives à la position que les médecins devraient prendre vis-à-vis de ce problème, on lit que la fusion des trois assurances ouvrières ne s'impose pas, qu'elle n'est même pas recommandable, et qu'à certains égards et jusqu'à nouvel ordre, elle n'est même pas réalisable.

Par contre, une résolution votée par la chambre syndicale de Berlin-Brandenburg, dit entre autres choses qu'une simplification de l'organisation de l'assurance ouvrière est désirable. On recommanderait la combinaison de l'assurance-invalidité et de l'assurance-maladie, et on laisserait intacte l'assurance-accidents. Mais ce qui est de toute nécessité, c'est, dit la résolution, la concentration de l'assurance-maladie en organisations locales plus étendues qu'aujourd'hui.

La chambre médicale de Schleswig-Holstein s'est prononcée dans le même sens. On peut dire, en général, et M. Jaffé arrive au même résultat dans un récent article (*Soziale Medizin und Hygien*, I, n° 1) que les médecins participeront avec sympathie à une unifika-

tion de l'assurance, si les revendications qu'ils émettent à propos de cette réforme, au profit de leur corporation, sont suffisamment prises en considération.

Les groupements de patrons et d'ouvriers commencent, eux aussi, et, quoique en petit nombre encore, à s'occuper de la question. On peut en tout cas mentionner que l'association des corporations d'assurances du fer et de l'acier, dans sa conférence du 26 mai 1906, s'est déclarée opposée à une unification des assurances, mais parce qu'elle ne trouve pas dans les propositions jusqu'à présent faites, des bases d'une réforme satisfaisante (cf. plus loin). Au contraire, l'assemblée de l'Union générale des associations ouvrières protestantes de l'Allemagne, réunie le 5 juin à Fribourg, a déclaré urgente une fusion matérielle des assurances, qui permettrait, dit-elle, à la fois de diminuer les frais d'administration et d'assurer des prestations plus élevées ou plus équitables aux assurés.

En somme, conclut M. Sydow, aucun des auteurs des projets analysés ne s'est montré opposé à une réunion des trois assurances. La plupart au contraire ont insisté sur l'urgence de cette réforme. Les auteurs sont également d'accord pour demander que l'assurance unifiée ait de solides bases locales : la plupart pensent que l'institution des caisses régionales d'assurances doit rester la pierre angulaire du nouvel édifice. Ils maintiennent en même temps les tribunaux arbitraux et l'Office impérial comme appareil judiciaire. Presque tout le monde pense que les trois assurances doivent faire partie de l'organisation unifiée et les auteurs eux-mêmes qui ont eu en vue tout d'abord une fusion de deux des assurances actuelles ont expressément prévu ou même recommandé l'incorporation ultérieure de la troisième.

Les projets au contraire diffèrent lorsque les auteurs en viennent à examiner s'il faut procéder à une fusion complète ou seulement à une coordination. Les opinions diffèrent aussi sensiblement sur la conception des administrations locales. En ce qui concerne la première divergence, les partisans de la fusion et ceux de la coordination sont à peu près en nombre égal. Il semble toutefois que les partisans de la simple coordination soient l'élément le plus nouveau et que l'opinion soit plutôt en leur faveur. En ce qui concerne les organes locaux, les uns demandent qu'on les relie aux autorités administratives actuelles; d'autres veulent qu'on en fasse des organes

indépendants, ayant des attributions autonomes; un 3^e groupe enfin, composé notamment de socialistes, n'admettra une réforme de l'assurance ouvrière que si les caisses de maladie jouent le rôle de ces organes locaux et conservent en particulier la répartition actuelle des voix entre patrons et ouvriers.

Cette analyse tendrait à prouver qu'une unification de l'assurance ouvrière ne se heurterait pas à des difficultés insurmontables, et le Gouvernement pourra utilement s'appuyer, pour l'élaboration de ses projets, sur les intéressantes propositions que M. Sydow a résumées.

2^e Opinions industrielles.

L'Association des corporations d'assurances contre les accidents pour le fer et l'acier s'est occupée, le 26 mai dernier, de la réforme de l'assurance ouvrière allemande. Elle a tout d'abord affirmé que les propositions jusque-là publiées lui paraissaient peu satisfaisantes et tenaient insuffisamment compte des nécessités pratiques et des difficultés juridiques; en particulier, le caractère tout spécial de l'assurance contre les accidents semble avoir été méconnu par les différents auteurs de projets. L'Association a voté à l'unanimité la déclaration que voici :

« L'Association ne peut considérer les propositions déjà publiées au sujet de l'unification des assurances sociales comme une base satisfaisante pour la réforme orientée dans ce sens.

« Elle est également d'avis qu'étant donné l'origine des lois en question ainsi que les différences qui existent pratiquement et juridiquement entre les différentes assurances, il n'est pas désirable de réaliser une unification, et qu'une tentative aurait pour seule conséquence de substituer à une saine autonomie une organisation toute bureaucratique.

« L'Association ne voit pas non plus un avantage dans la création de ce qu'on appelle l'armature locale commune aux trois assurances, car cette organisation locale, si on veut lui attribuer des fonctions décisives, ne pourra pas se concilier avec le principe de la gestion de l'assurance par les intéressés aux charges, et, si l'on veut ne confier à ces organes locaux que des fonctions préparatoires ou purement exécutives, on aboutira non à une simplification, mais à une complication de la gestion.

« D'autre part, les expériences faites par les corporations d'assurance-accidents en ce qui concerne les hommes de confiance, et

les expériences faites par les caisses d'assurance-invalidité avec les bureaux de rentes, montrent que ces assurances n'ont pas réellement besoin de bureaux locaux. Quant aux caisses de maladie, elles sont déjà organisées localement. Il est vrai qu'on pourrait établir entre les organes de l'assurance-invalidité et ceux de l'assurance-maladie des rapports plus étroits et les amorces existent déjà.

« En tout cas, il n'y a pas le moindre motif plausible pour enlever aux corporations l'autonomie dont elles jouissaient et qui a donné de si bons résultats, ou même pour la restreindre.

« Une réforme des lois d'assurance ouvrière devrait se borner, sous réserve du maintien des bases légales et des organisations actuelles, à une révision de détail qui pourrait être faite dans le sens que voici :

« 1° Pour l'assurance-maladie, concentrer autant que possible les petites caisses qui ont peu de solidité financière, mais maintenir certaines caisses particulièrement utiles par diverses particularités et par l'importance de leurs prestations, telles que les caisses d'exploitations. En outre, régler les relations entre caisses de maladie et médecins ;

« 2° Pour l'assurance contre les accidents, instituer des corporations spéciales pour les artisans, en les reliant à l'organisation des chambres de métiers, et enlever ainsi aux autres corporations professionnelles tous les ateliers de petits métiers. En outre, supprimer les versements supplémentaires au fonds de réserve prévus par les lois de 1900, car ils ne sont nullement justifiés pour des corporations de droit public ;

« 3° Pour l'assurance-invalidité, faire percevoir les cotisations par les caisses de maladie et faire intervenir plus largement les communes dans les divers services de l'assurance.

« L'association recommande d'autre part de délimiter plus exactement les indemnités payables par les trois sortes d'assurances ainsi que leurs obligations réciproques de remboursement. Elle recommande aussi d'unifier la jurisprudence relative aux contestations entre les divers organes de l'assurance.

« Quant à l'assurance des veuves et orphelins qui est en projet, l'Association croit que le procédé le meilleur serait de la rattacher à l'assurance contre l'invalidité ».

L'Association des fabricants de la région moyenne du Rhin a longuement discuté le 12 avril dernier la même question. Les

membres de cette association ont été unanimes à déclarer que la législation actuelle est dans l'ensemble satisfaisante et a rendu de précieux services à la population assurée.

Il y a lieu de déplorer certaines conséquences indirectes, notamment l'excitation à la simulation, mais un contrôle rigoureux pourrait les réduire dans de très fortes proportions.

Il est regrettable qu'une assurance si coûteuse pour les industriels allemands soit encore si peu imitée à l'étranger, ce qui porte un grand préjudice à la capacité de concurrence de l'industrie allemande sur le marché mondial.

Les assurances ont notablement réduit les charges de l'assistance. Cet avantage, et les autres avantages résultant de l'assurance pour la vie générale, justifient qu'on mette certaines prestations d'assurance à la charge de la collectivité.

On ne peut nier que les institutions actuelles présentent un certain nombre de lacunes ou de défauts. C'est ainsi qu'il y a des conflits de compétence entre les organes de l'assurance ; c'est ainsi aussi qu'il y a un trop grand nombre de caisses de maladie petites et peu solides, et que les rapports entre médecins et caisses de maladie ont trop souvent abouti à un régime intolérable. En matière d'assurance-accidents, des difficultés résultent de l'extension de l'assurance à des exploitations de petits métiers et à leur affiliation aux corporations d'assurance, primitivement conçues pour la grande industrie. En outre, l'accumulation du fonds de réserve enlève des sommes beaucoup trop considérables et très inutilement à l'industrie. Enfin, dans l'assurance contre l'invalidité, certains abus résultent de la façon par trop schématique de régler les demandes de rentes, et de l'institution des timbres adhésifs.

Mais le remède à ces défauts ne doit pas être cherché dans une unification de l'organisation, ni dans la création d'une armature locale commune.

De même que les industriels du fer et de l'acier, cette association reproche à ces deux procédés de porter atteinte à l'autonomie des institutions actuelles d'assurance et d'y substituer le schématisme et le bureaucratisme. L'assurance contre les accidents en particulier a donné de bons résultats à cause de la collaboration de gens du même métier, vivant en pleine vie pratique. L'unification de l'organisation ruinerait d'autre part les bases juridiques et pratiques des différentes assurances et n'aboutirait pas non plus à rendre l'administration moins chère.

On devrait donc se borner à rendre impossible les conflits de compétence et à mieux délimiter les obligations réciproques de remboursement; à favoriser la centralisation des caisses de maladie sans supprimer certaines caisses petites, mais très solides et en particulier les caisses d'entreprises; à régler légalement les rapports entre médecins et caisses de maladie; à séparer les petits métiers des grandes corporations industrielles et à créer pour eux des corporations spéciales; à supprimer les versements complémentaires au fonds de réserve de l'assurance-accidents; à instituer un contrôle rigoureux en matière de rentes d'invalidité avec participation des communes; à simplifier les procédés de contribution à l'assurance-invalidité, par exemple grâce à la perception des cotisations par les caisses de maladie; enfin, en ce qui concerne l'assurance des veuves et orphelins, c'est à l'assurance contre l'invalidité qu'on devrait confier le soin de la gérer.

On voit que cette Association a exprimé un avis presque identique à l'avis des industriels du fer et de l'acier.

ASSURANCE OUVRIÈRE ET ALCOOLISME

Les diverses institutions d'assurance sociale allemandes semblent se préoccuper plus que par le passé des dangers de l'alcoolisme et nous signalerons avec d'autant plus d'intérêt l'intervention de l'Office impérial des assurances dans la lutte contre ce fléau social, que tout récemment encore, les actuaires et représentants des assurances privées semblaient mettre en doute la gravité de l'alcoolisme ou du moins de ses conséquences pratiques pour les assureurs (Cf., plus haut, notre analyse du Congrès international de la science de l'assurance).

M. *Weymann*, l'un des hauts fonctionnaires de l'Office impérial, a pris la parole le 18 octobre 1905 devant la Ligue allemande contre l'abus des boissons spiritueuses. M. Weymann ne se dissimule pas que les recherches sur l'influence de l'alcool sont loin d'être achevées et réservent encore des surprises, mais il tient pour certain que l'assurance sociale se ferait à elle-même le plus grand tort si elle ne prenait pas nettement parti. Les conclusions de M. Weymann sont les suivantes :

1° Toute fluctuation dans la santé publique se traduit par de grands suppléments de recettes ou de grosses dépenses, dans le budget de l'assurance ouvrière ;

2° L'abus de l'alcool accroît les frais de l'assurance ouvrière :

a) en ce qui concerne l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité : d'une façon immédiate, en ce qu'il provoque le délire, les maladies nerveuses, les maladies de l'estomac, du foie et d'autres organes ; et d'une façon médiate, en ce qu'il favorise puissamment le développement de la tuberculose, des maladies sexuelles et des maladies nerveuses, et rend plus difficile ou impossible la guérison d'autres maladies ;

b) en ce qui concerne l'assurance-accidents : d'une façon immédiate, en ce qu'il diminue notablement le désir et la capacité d'éviter les accidents ; d'une façon médiate, en ce qu'il aggrave notablement les conséquences de ces accidents ;

c) en ce qui concerne les trois assurances ; en ce qu'il diminue

l'activité au travail, qu'il augmente le désir d'avoir une rente ou un secours en espèces, en ce qu'on lui doit une descendance tarée et incapable de résistance ;

3° Abus de l'alcool ne signifie nullement qu'il faille, pour abuser de l'alcool, aller jusqu'à l'ivresse ;

4° L'alcoolisme est l'un des plus graves dommages qui puissent être portés à la santé publique ; il est de l'intérêt immédiat de l'assurance ouvrière de le combattre ; cela sera le cas plus que jamais lorsque fonctionnera l'assurance des veuves et des orphelins, lorsque l'assurance-maladie aura été étendue et lorsque l'assurance-invalidité aura atteint le point où le nombre des rentes cessera de s'accroître ;

5° Les organes de l'assurance ouvrière peuvent et doivent contribuer à la lutte :

a) d'une façon générale :

en s'appropriant et en propageant (en particulier parmi les représentants des patrons et des ouvriers) les résultats des recherches scientifiques qui sont indispensables pour permettre de juger la question de l'alcool ; en faisant des relevés statistiques relatifs aux fâcheux résultats de l'abus de l'alcool ; en pesant sur l'esprit public par leur intervention officielle dans la lutte ;

b) les caisses de maladie et les caisses d'invalidité :

en traitant dans des asiles spéciaux les buveurs qui désirent se guérir de cette maladie ;

c) les caisses d'invalidité :

en soutenant financièrement les institutions philanthropiques de lutte contre l'abus de l'alcool ;

d) les corporations d'assurances-accidents :

en complétant leurs prescriptions de police préventive dans le sens de la lutte contre l'abus de l'alcool et en éveillant, parmi leurs collègues, éventuellement par des majorations ou inversement par des réductions de contribution, l'intérêt aux installations techniques qui peuvent faciliter aux ouvriers la limitation dans la consommation de l'alcool ;

6° Les dispositions légales qui limitent le paiement de sommes en espèces à des buveurs devraient être développées ;

7° Les moyens les plus importants pour la lutte contre l'alcoolisme sont ceux qui sont indiqués au § 5° a), parce qu'on ne peut attendre une modification profonde que d'une transformation des esprits et des habitudes.



Le 17 juillet, l'*Office impérial* adressait aux caisses d'assurances et aux corporations une *circulaire* reproduite dans les A. N. du 15 août.

Il rappelle qu'il y a d'ores et déjà un certain nombre de données acquises établissant que l'alcoolisme crée des charges nouvelles pour l'assurance. L'Office a toujours favorisé les efforts des caisses pour la diminution de l'alcoolisme. Il y a, en matière d'actes de prévention des accidents, des dispositions approuvées par l'Office, qui prévoient l'expulsion des ivrognes de l'atelier, la non-admission des ouvriers qui sont des buveurs habituels à des travaux trop dangereux, l'interdiction de vendre ou de boire des boissons alcooliques sur les chantiers, l'obligation pour les patrons de fournir de la bonne eau potable.

En ce qui concerne l'assurance-invalidité, des caisses ont été autorisées à affecter des capitaux à la construction d'asiles de buveurs.

L'Office a également signalé l'importance des publications populaires et les succès du traitement dans les asiles de buveurs.

La circulaire rappelle un certain nombre d'autres documents officiels et les efforts que font les pouvoirs publics pour lutter contre le développement de l'alcoolisme dans leur personnel.

L'Office invite donc les organes de l'assurance-accidents et invalidité à examiner de nouveau comment ils pourraient exercer une action éducative, préventive et curative. Il n'y a pas lieu, dit-il, de se préoccuper d'obtenir un résultat qui se traduise en chiffres, c'est-à-dire par une économie, car le succès ne peut devenir appréciable qu'au bout d'un temps assez long. Il faut, avant tout, s'efforcer d'instruire avec insistance les assurés et surtout les jeunes gens et la population féminine de tous les dangers de l'abus de l'alcool, prescrire des dispositions préventives et les appliquer exactement, interdire ou limiter la consommation de boissons alcooliques pendant la durée du travail, mettre de l'eau potable à la disposition des ouvriers, etc., enfin, favoriser le traitement dans les asiles spéciaux; l'on diminuera ainsi les conséquences des accidents, et l'on préviendra dans bien des cas l'invalidité.

Les établissements d'assurances sont invités à adresser des renseignements à l'Office impérial, qui publiera sans doute les résultats de cette enquête.

HONGRIE

PROJET DE LOI

SUR

L'ASSURANCE OUVRIÈRE ⁽¹⁾

Le Gouvernement hongrois (cabinet Wekerlé) a prévu dans son programme d'action un grand nombre de réformes sociales. Il vient de préparer et va présenter à la Chambre le texte d'un projet de loi sur l'assurance ouvrière. Ce projet serait une première tentative d'unification des assurances contre la maladie et contre les accidents. A ce titre, il mérite de retenir l'attention.

Lorsqu'un État se trouve dans cette situation particulièrement heureuse de n'être arrêté, en fait d'assurance ouvrière, par aucune institution de vieille date, lorsqu'il peut, en d'autres termes, construire de toutes pièces, la première question qui se pose pour lui est de savoir s'il n'est pas possible de réaliser cette unification des différentes assurances dont les spécialistes de tous les pays se préoccupent si vivement.

Les auteurs du projet hongrois ont étudié de très près le problème et les différentes solutions possibles.

On sait que la différence essentielle entre l'assurance contre la maladie et l'assurance contre les accidents consiste en ceci : dans la première, ce sont les ouvriers, et dans la seconde ce sont les exploitations dangereuses, qui sont assurés. Or, le projet hongrois respecte à tel point cette différence fondamentale qu'on ne saurait vraiment dire qu'il réalise une unification.

L'unification consisterait simplement en ceci que les caisses de maladie de circonscription serviraient également d'intermédiaires pour l'assurance contre les accidents. Ainsi, les ouvriers n'auraient

(1) D'après la *Kölnische Zeitung* et la *Soziale Praxis*.

plus jamais affaire qu'à une seule et même caisse, quelle que fût l'origine de leur incapacité : maladie ou accident. Les conflits éventuels de compétence ne sauraient donc mettre obstacle au rapide règlement des créances ouvrières. Par contre, en ce qui concerne l'instance supérieure, l'unification des assurances n'est qu'apparente. Sans doute, on a bien prévu la création d'une seule et unique caisse d'assurances ouvrières contre les maladies et les accidents, mais cette caisse a deux comptabilités, deux statistiques, deux gestions de fonds. Il est vrai que dans certaines conditions, l'excédent de recettes réalisé dans l'une des deux assurances peut être affecté à couvrir le déficit qui se produirait dans l'autre. Ainsi que nous le disions, les catégories de personnes assurées par les deux institutions restent différentes. L'assurance contre la maladie s'applique à tous les ouvriers de l'industrie et autres salariés qui peuvent avoir également besoin de secours, tandis que l'assurance contre les accidents ne s'applique qu'aux exploitations dangereuses. En outre, le mode de déclaration est différent : dans l'assurance contre la maladie, les patrons doivent déclarer chacun de leurs ouvriers assujettis à l'assurance, tandis que, pour l'assurance contre les accidents, ils se bornent à déclarer les exploitations assujetties par la loi.

La contribution ou cotisation est également réglée de façon différente.

Ainsi donc, ce que les spécialistes actuels nomment unification des assurances ouvrières n'est nullement réalisé par le projet hongrois, bien qu'une simplification de l'organisation rapproche davantage les deux institutions.

En ce qui concerne les ressources nécessaires, le projet hongrois pose le principe que les frais de l'assurance contre la maladie seront supportés pour moitié par les patrons et pour moitié par les ouvriers, tandis que les frais de l'assurance contre les accidents seront supportés intégralement par les patrons. Ce projet de loi charge donc les patrons plus que toute autre législation en vigueur, et plus encore que les projets de réforme publiés ci et là dans ces derniers temps. On doit pourtant constater que les représentants de l'industrie hongroise ont expressément approuvé cette répartition. On sait que l'assurance allemande met à la charge des ouvriers les deux tiers des frais de l'assurance contre la maladie et que l'assurance autrichienne fait de même, mais en outre exige, au moins sur le papier, que 100/0 des frais d'assurance contre les accidents soient

payés par les ouvriers. Les ouvriers hongrois auront donc $\frac{1}{6}$ de moins à payer que les ouvriers autrichiens.

Le système hongrois rappelle à cet égard le projet Körber de réforme de l'assurance ouvrière en Autriche ; mais le projet hongrois est encore plus favorable aux ouvriers. Il ne fait supporter par les caisses de maladie les frais de l'assurance contre les accidents que pendant une période de 10 semaines, tandis que, d'après le projet Körber, les caisses de maladie devaient supporter pendant une année entière les frais de l'assurance-accidents.

Pour compenser les concessions faites aux ouvriers en rejetant la moitié des frais de l'assurance-maladie et la totalité des frais de l'assurance-accidents sur les patrons, ces derniers ont du moins cherché à obtenir que la direction des caisses de maladie (auxquelles nous avons dit qu'était confiée la gestion de l'assurance-accidents) fût mise entre les mains de comités composés pour moitié de patrons et pour moitié d'ouvriers. On sait qu'actuellement les caisses de maladie sont gérées par des comités composés pour $\frac{2}{3}$ d'ouvriers et pour $\frac{1}{3}$ seulement de patrons. Le parti socialiste a fait naturellement une très vive opposition à cet article du projet : il parle de droits acquis et qu'on ne saurait enlever aux ouvriers, et déclare que ceux-ci préféreraient encore payer les $\frac{2}{3}$ des frais que perdre leurs droits à nommer la majorité des membres des comités.

Les prestations des caisses d'assurance contre la maladie et contre les accidents sont à peu près les mêmes qu'en Allemagne, à cette différence près que la somme payée en cas d'incapacité totale résultant d'accident ne serait en Hongrie, comme elle l'est d'ailleurs en Autriche, que de 60 0/0 du gain annuel (en Allemagne, 66 $\frac{2}{3}$).

Le fait que l'assurance-accidents et l'assurance-maladie ont des régimes malgré tout différents et qu'on ne prévoit encore aucune assurance contre l'invalidité et la vieillesse, aurait certaines conséquences fâcheuses : il paraît peu équitable qu'un ouvrier victime d'accident ait droit à une véritable rente viagère, tandis que la victime d'une maladie professionnelle par exemple perd tout droit au secours au bout de vingt semaines. C'est pourquoi le Gouvernement hongrois projette l'organisation d'une assurance contre l'invalidité et la vieillesse et promet de déposer assez prochainement un projet de loi réglant la matière.

Parmi les autres détails qu'on peut signaler dès maintenant,

nous retiendrons le règlement des rentes de survivants : les enfants naturels non légitimés d'un assuré tué auront droit à la pension s'ils vivaient dans le ménage du décédé ou si celui-ci était astreint par jugement à contribuer à leur entretien.

Le Gouvernement a d'autre part profité de l'occasion pour mettre fin au véritable désordre qui sévissait dans le domaine de l'assurance contre la maladie, par application des dispositions tout à fait insuffisantes de la loi sur le secours en cas de maladie de 1891. D'après le nouveau projet, ne doivent subsister que les caisses de maladie de circonscription, les caisses industrielles ou d'entreprise comptant plus de 500 membres et les caisses privées comptant plus de 5.000 membres, ainsi que les caisses des mineurs. Par contre, disparaissent : les caisses dites *gewerbevereins-kassen*, les caisses du bâtiment, les caisses industrielles ayant moins de 500 membres et les caisses privées ayant moins de 5.000 membres. Le projet réalise donc une centralisation des caisses de maladie, insuffisante d'ailleurs aux yeux de beaucoup de spécialistes.

Le projet est l'œuvre du secrétaire d'État au ministère du Commerce, M. Joseph Szterenyi. La rédaction du projet a été précédée d'une longue enquête sur l'assurance en Hongrie et à l'étranger : les résultats de cette enquête ont été publiés en six gros volumes.

LUXEMBOURG

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET L'ASSURANCE CONTRE LA MALADIE (1)

Par M. le conseiller d'État NEUMANN.

1° Aperçu législatif (loi du 11 juillet 1894).

Il y aura bientôt vingt ans que M. le Ministre d'État, Président du Gouvernement, *P. Eyschen*, alors directeur général de la justice, saisit la législature d'un projet de loi concernant les sociétés de Secours mutuels.

« Inutile de relever, s'exprime-t-il dans son exposé des motifs, les « avantages que, dans l'ordre matériel, ces sociétés assurent à l'associé, « à sa veuve et à sa famille, en échange d'une légère épargne prélevée « sur le produit de son travail et versée à la caisse commune ».

« Dans l'ordre moral, ces sociétés provoquent les bons instincts de « l'homme; elles favorisent en lui les habitudes d'ordre et de pré-
« voyance; elles soustraient l'associé, dans les mauvais jours de son exis-
« tence, à la tutelle de l'aumône et des secours publics, en lui conser-
« vant un sentiment de dignité et d'indépendance qui agit d'une manière
« si puissante sur la conduite et la moralité des participants ».

Après un examen approfondi de la part du Conseil d'État et de la Chambre des députés, le projet de loi fut sanctionné parmi une des premières lois depuis son avènement au trône, par notre très regretté et vénéré Grand-Duc Adolphe, ce grand ami et ce bienveillant protecteur de la classe laborieuse, comme le constatent ses actes de Haute sollicitude, décrétant la fondation Grand-Duc-Adolphe, au moment même de la

(1) A l'occasion du troisième congrès international de la Mutualité qui avait mis à l'ordre du jour la *Revue des organisations mutualistes de tous les pays*, M. Neumann, conseiller d'État, président de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels, a publié un important travail sur la situation de la Mutualité dans le Grand-Duché et, ce qui est particulièrement intéressant, sur les effets de l'assurance-maladie obligatoire. Nous en reproduisons les passages qui présentent le plus d'intérêt au point de vue international. Cf. au sujet de l'assurance-maladie dans le Grand-Duché, le *Bulletin*, 1901, p. 302

sanction de la loi (Lettre du secrétaire du Grand-Duc au Ministre d'État).

Une analyse succincte de cette loi du 11 juillet 1891 s'impose ici.

D'après l'art. 1, la reconnaissance légale avec les bénéfices afférents, ne peut être accordée qu'aux sociétés de secours mutuels qui ont pour objet :

- 1° de procurer les soins du médecin et les médicaments aux sociétaires malades ou blessés, de même qu'à leur famille;
- 2° de payer aux sociétaires une indemnité temporaire pendant leur incapacité de travail;
- 3° de pourvoir à leurs funérailles ou à celles des membres de leur famille;
- 4° d'accorder une indemnité à la famille en cas de décès du sociétaire;
- 5° d'accorder des secours temporaires et extraordinaires aux sociétaires devenus vieux ou infirmes;
- 6° d'accorder des indemnités de déplacement aux sociétaires qui sont obligés de changer de résidence;
- 7° d'accorder des indemnités extraordinaires en cas de chômage; ou
- 8° d'allouer aux sociétaires une indemnité en cas de mort du bétail ou en cas de dommage causé à la récolte par la grêle ou par d'autres cas foruits;
- 9° de favoriser l'épargne.

Cette dernière disposition a été ajoutée par la loi du 14 février 1900, pour répandre et développer parmi les populations laborieuses le goût de l'épargne. « Car ces sociétés d'épargne fournissent aux associés l'occasion de placer avec facilité, sans frais et sans dérangement, les petites économies qu'ils peuvent réaliser sur leurs modestes ressources et parviennent ainsi à recueillir bien des menues sommes qui, sans ces avantages, seraient laissées improductives ou gaspillées dans des dépenses futiles. L'obligation même de faire les versements à des époques fixes et rapprochées est une invitation directe et incessante à l'épargne et à habituer peu à peu à vivre avec prévoyance et économie ».

Ces espérances n'ont pas été déçues. Depuis deux ans il y a un véritable engouement dans nos campagnes pour ces sociétés d'épargne, dont l'initiative revient de droit et de fait à M. le député Ludovic de Larochette.

La loi, par le § final de son article 1^{er}, interdit aux sociétés reconnues d'assurer des pensions viagères à leurs adhérents.

Cette interdiction ne peut trouver sa justification que dans l'état d'esprit de 1887, où d'un côté ces espèces de sociétés de secours par suite de leurs finances ruinées faisaient présager des déroutes plus que néfas-

tes et où de l'autre côté la science actuarielle n'avait pas encore la diffusion et l'application d'aujourd'hui.

L'art. 2 indique les formalités à remplir pour parvenir à la reconnaissance légale qui doit garantir aux sociétés la stabilité et en même temps une salubre émulation. Ces formalités consistent dans l'envoi en double expédition des statuts à l'administration communale du lieu où la société a son siège et dans l'envoi d'un troisième exemplaire aux commissaires de district. L'avis de l'administration communale n'est pas justifié par la pratique et pourrait disparaître ; dans la plupart des cas il ne forme qu'un moyen de ralentir l'instruction.

L'art. 3 a généralisé l'affiliation des hommes et des femmes dès l'âge de 18 ans aux sociétés de secours mutuels. Pour couper court à la question controversée d'alors, l'exposé des motifs invoque les débats du congrès national des sociétés de secours mutuels tenu à Lyon en 1883 qui avait reconnu l'utilité morale et matérielle de l'admission des femmes dans ces sociétés, « car les femmes coopèrent non seulement par une « large part à l'économie qui permet au mari le paiement de ses cotisations, mais combien de ménages n'y a-t-il pas qui ne se soutiennent « que par les privations, le travail et l'économie de la femme ? L'exclusion de la femme transformerait l'association de secours mutuels en une « institution égoïste, parce qu'elle séparerait ceux qu'elle devrait unir ».

Ces considérations rétrospectives nous donnent encore une fois une idée des progrès immenses des principes mutualistes ; aujourd'hui l'exclusion des femmes serait accueillie par un cri de protestation générale.

Les mineurs âgés de 15 ans, mais moins de 18, peuvent être membres d'une société de secours mutuels avec le consentement de leur père ou de leur tuteur ; les femmes mariées avec l'autorisation de leur mari ; en cas de refus de la part du mari, ou en cas d'absence ou d'éloignement du mari, le juge de paix peut suppléer à l'autorisation maritale.

L'art. 4 précise d'une façon absolue la destination des cotisations perçues, qui doivent trouver emploi pour des objets indiqués aux statuts et l'art. 5 prescrit la voie arbitrale en cas de contestation soulevée au sein de la société.

L'art. 6 est de la plus haute importance en ce sens qu'il règle les droits et les privilèges dont jouissent les sociétés reconnues. Nous reproduisons ici le texte complet.

Les sociétés reconnues jouissent des droits suivants :

- 1° faculté d'ester en justice, à la poursuite et à la diligence de leur administration. Elles sont assimilées aux établissements de bienfaisance mentionnés dans la loi du 7 juillet 1845, pour l'obtention de la faveur de plaider en débet ;
- 2° faculté de posséder des objets mobiliers, de les prendre à bail ainsi que des immeubles, de posséder des immeubles

reconnus par l'autorité supérieure favorables à l'existence et à la prospérité des sociétés, et de faire tous les actes relatifs à ces droits ;

- 3° faculté de recevoir des dons et legs. L'autorisation d'accepter ces libéralités est accordée par le Gouvernement, lorsque la valeur des dons et legs n'excède pas 5.000 francs ; au delà de ce chiffre ou bien s'il y a réclamation de la part des héritiers, il est statué par arrêté grand-ducal.

Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire seront aliénés dans le délai qui sera prescrit par l'arrêté qui en autorise l'acceptation, à moins que la possession de ces immeubles ne soit reconnue favorable à l'existence et à la prospérité de la société ;

- 4° exemption des droits de timbre, d'enregistrement et de succession pour tous les actes passés en leur nom ou en leur faveur. Seront délivrés gratuitement et exempts de tous droits, tous certificats, actes de notoriété, d'autorisation ou de révocation et autres, dont la production devra être faite par les sociétaires, en cette qualité.

L'art. 7 a pour objet de faciliter les placements à intérêts rémunérateurs des fonds disponibles de la société quel qu'en soit le montant, soit à la caisse d'épargne de l'État, soit en fonds publics, soit en obligations communales. Tant pour les fonds publics étrangers que pour les obligations communales du Grand-Duché ou de l'étranger, l'autorisation gouvernementale est nécessaire, tandis que pour l'achat de titres de la Dette luxembourgeoise cette restriction n'existe pas. Les sociétés ont donc pour ainsi dire une liberté entière pour autant que le placement est bien garanti.

Les placements hypothécaires ont été exclus à cause des formalités assez compliquées.

L'art. 8 statue que les parts des sociétaires dans les associations de secours mutuels sont incessibles et insaisissables.

L'art. 9 oblige les communes à mettre à la disposition des sociétés de secours un local convenable pour la tenue des assemblées générales, en vue de soustraire les membres à la dépense et aux entraînements qu'occasionnent les assemblées dans les débits de boissons.

L'art. 10 règle la marche à suivre en cas de liquidation et les art. 11, 12 et 13 déterminent les conditions requises pour l'approbation des statuts, les causes qui peuvent entraîner la révocation de l'acte d'approbation, les formes et les conditions de dissolution et de mode de liquidation, les moyens de contrôle du Gouvernement, etc.

L'art. 14 prévoit l'institution d'une commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels.

Conformément aux dispositions afférentes de la loi, deux arrêtés grand-ducaux du 22 juillet 1891 ont déterminé les mesures d'exécution nécessaires, notamment celles prévues par les art. 11 à 14 susdits.

En somme, outre les sociétés de secours mutuels, les caisses de décès subsidiées directement par l'État et les sociétés mutuelles d'épargne sont les formes de mutualités les plus usitées dans le Grand-Duché.

2° Subsidés de l'État.

... La Commission estime le moment venu de faire complètement abstraction dans la répartition des subsides des sociétés qui n'ont pas encore obtenu le bénéfice de la reconnaissance légale et de limiter cette répartition aux seules sociétés reconnues.

Jusqu'ici, on avait admis au bénéfice des subsides les sociétés non reconnues, bien que le Gouvernement n'ait eu, pour ainsi dire, pas de moyen d'action pour assurer et contrôler l'emploi conforme aux principes de la mutualité, des sommes leur attribuées.

La loi réglant l'organisation des mutualités fonctionne en effet depuis assez longtemps, pour que toutes les sociétés sans exception aient pu être à même d'en apprécier les résultats heureux.

Aussi, si nonobstant la constatation de ces résultats qui ne sauraient être niés, un certain nombre de sociétés n'ont pas encore cru devoir conformer leurs statuts aux exigences de la loi, il n'y a guère qu'une seule explication possible à cet état de choses : c'est ou que pour un motif ou pour un autre, ces sociétés ne veulent pas soumettre, soit leurs statuts, soit leur gestion, au contrôle des autorités compétentes, ou qu'elles n'ont de la mutualité que le nom, en ce sens qu'elles ne réalisent pas l'œuvre de l'assistance par soi-même, mais qu'elles sont plutôt des institutions de bienfaisance déguisées sous le manteau de la mutualité qui, si tant est qu'elles puissent parvenir à faire honneur pendant quelque temps à leurs charges obligatoires, n'y parviennent que grâce à des ressources extraordinaires provenant soit des cotisations d'un nombre plus ou moins considérable de membres honoraires, soit de subventions d'un autre ordre, mais en tout cas de ressources qui sont loin de revêtir le caractère de stabilité indispensable pour assurer le fonctionnement régulier de la caisse, respectivement du service des secours.

Les demandes d'approbation des statuts de plusieurs des sociétés non encore reconnues n'ont d'ailleurs pu aboutir pour le seul motif qu'il n'y avait pas moyen de convaincre ces sociétés de la nécessité de calculer les cotisations ordinaires des membres effectifs de telle sorte que les ressources à en provenir eussent suffi normalement, ainsi que le veulent les vrais principes de la mutualité, à balancer les charges obligatoires.

Quel que puisse du reste être le motif qui ait pu déterminer ces socié-

tés à se passer jusqu'ici de la reconnaissance légale, une chose au moins est certaine, c'est que leur gestion échappe à toute surveillance efficace de la part de l'autorité supérieure, et que, dans de telles conditions, l'allocation d'un subside en leur faveur ne saurait se justifier plus longtemps, à aucun point de vue.

Il n'est au surplus pas impossible qu'en voyant se tarir la source des subsides sur lesquels elles avaient pris l'habitude de compter, l'une ou l'autre des sociétés non encore reconnues comprenne à la fin où est son intérêt véritable et consente à adapter ses statuts aux vrais principes de la mutualité.

Quant à la répartition du crédit entre les sociétés reconnues, la Commission estime qu'il y a aura lieu de la faire au prorata des recettes par cotisations ordinaires des membres effectifs et des dépenses en secours obligatoires.

De cette façon l'élément « Nombre » et l'élément « Sacrifice » seraient également pris en considération, ce qui semble devoir garantir la répartition la plus rationnelle et la plus équitable du subside.

La Commission ne pense pas qu'il y ait également lieu de prendre en considération les frais de gestion, alors que ces frais sont plus ou moins considérables suivant que l'esprit de sacrifice est plus ou moins développé chez les sociétaires chargés de la gestion des intérêts de l'association, notamment chez les secrétaires ou trésoriers, qui tantôt se font payer leur temps et leur travail et tantôt les fournissent gratuitement et sans autre compensation que la satisfaction que tout homme de cœur éprouve en face du devoir accompli.

Ces principes furent maintenus intacts pour les exercices 1900, 1901.

Pour 1902 et les années suivantes un événement législatif exigea une certaine restriction. En effet, en vertu de la loi du 31 juillet 1901 concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies, quelques sociétés de secours mutuels ont été transformées en caisses de fabriques, de sorte que le marc-le-franc calculé sur les sommes réunies des cotisations ordinaires des membres effectifs et des dépenses ordinaires des sociétés restantes a été un peu plus élevé et que le subside à allouer à plusieurs de ces sociétés constituait un produit supérieur au tiers des recettes par cotisations des membres effectifs.

La Commission a estimé qu'un subside dépassant le tiers des recettes par cotisations est excessif et qu'il aurait pour résultat de fausser le principe de la mutualité, en faisant perdre aux sociétés visées le caractère de l'assistance par soi-même qui tient à l'essence de l'œuvre mutualiste.

Il semble d'autant plus indiqué de ramener ces chiffres au tiers des cotisations que ce sont précisément les sociétés dont les dépenses ordinaires sont en disproportion manifeste avec les cotisations qui se trouveraient avantagées au détriment des sociétés qui sont organisées de façon

à équilibrer, dans la mesure du possible, leur budget au moyen de leurs ressources ordinaires.

Comme d'un autre côté il serait injuste de traiter les sociétés bien organisées, moins favorablement que celles dont l'organisation prête à critique, la commission proposa de leur allouer à titre de prime spéciale une somme égale à la différence entre la quote-part devant leur revenir normalement d'après les bases adoptées en principe pour la répartition et le tiers de leurs recettes par cotisations de membres effectifs.

Ces principes ont été approuvés par le Gouvernement et sont encore appliqués depuis lors aux caisses de maladie et de décès légalement reconnues. Le subside atteignant le tiers des cotisations des membres effectifs correspond en réalité à la cotisation obligatoire des patrons dans les caisses de maladie créées en vertu de la loi susdite sur l'assurance obligatoire des ouvriers contre la maladie.

On ne semble pas avoir chez nous une idée exacte du but des subventions publiques accordées aux mutualités par la législation.

A l'occasion de la dernière distribution des subsides, M. le Ministre d'État, Président du Gouvernement, a cru devoir insister sur la portée de l'intervention financière de l'État.

« Le but fondamental de toute société de secours mutuels »
dit M. le Ministre d'État — « est et doit être l'assistance par
« soi-même, comme l'esprit de solidarité doit être l'étoile diri-
« geante du véritable mutualiste. Il n'est donc pas admissible
« qu'une société mutualiste, digne de ce nom, prélève les
« secours qu'elle dispense sur des fonds autres que ceux créés
« par la cotisation de ses membres. Dans les subsides que lui
« prodigue l'État, l'œuvre mutualiste bien comprise doit voir
« une expression tangible de la sollicitude que lui portent les
« pouvoirs publics, mais nullement une aumône indirecte en
« faveur de ses adhérents. L'action bienfaisante de ces subsi-
« des doit être dans l'effet moral plutôt que dans la monnaie
« sonnante. Dès le principe, le but des subsides n'était autre
« que d'encourager et de stimuler le zèle des mutualistes, de
« les soutenir dans les difficultés de la première heure, d'aider
« les associations viables à assurer et à solidifier leurs bases
« financières. Ainsi envisagés, il semble que les subsides de
« l'État seraient détournés de leur véritable but, s'ils étaient
« employés autrement que pour la constitution du fonds de
« réserve qui doit former la base immuable de l'existence de
« toute mutualité et la garantie indispensable de son fonc-
« tionnement normal. Ce serait en tout cas se méprendre sin-
« gulièrement sur la nature de ses allocations que de les
« escompter pour une réduction des cotisations statutaires,

« alors que rien n'autorise à les considérer comme une recette
« ordinaire, fixe et durable ».

Quant aux sociétés d'épargne la répartition des subsides doit se faire naturellement sur d'autres bases.■

Une somme proportionnelle au nombre des sociétés reconnues et au crédit budgétaire est réservée à ces sociétés d'un avenir florissant.

Une somme fixe et égale (75 francs) est prélevée au profit de chacune des sociétés, le surplus est divisé en quatre fractions égales, dont trois à répartir proportionnellement au nombre des membres, respectivement des sections et caisses locales et la quatrième en raison inverse de la moyenne des versements hebdomadaires et proportionnellement au nombre des membres de chaque société.

Le résultat ainsi obtenu sera tout à fait en rapport avec la somme de travail et les frais que nécessite l'administration des sociétés suivant l'importance de chacune d'elles.

Le budget de l'État pour 1906 prévoit un crédit de 22.500 francs à titre de subsides aux sociétés de secours mutuels, qui est réparti comme nous venons de l'exposer entre les sociétés mutualistes contre les maladies et contre le décès ainsi qu'entre les sociétés d'épargne.

A côté des sociétés de secours mutuels reconnues et subsidiées selon les bases indiquées ci-dessus sur une allocation globale du budget de l'État, le Grand-Duché compte encore dix sociétés reconnues jouissant d'une subvention spéciale de l'État (42.200 francs) et se recrutant parmi le personnel des fonctionnaires de l'État ou des communes.

La dépense totale et annuelle de l'État au profit de toutes les espèces de sociétés de secours reconnues s'élève à 64.700 francs sur une population totale de 245.000 habitants, soit donc par tête d'habitant 0,26 centimes. Il semble que ces sacrifices du Grand-Duché peuvent rivaliser avec ceux de beaucoup de pays plus riches en ressources publiques.

3° Reconnaissance légale accordée depuis 1893-1905.

(M. Neumann énumère 41 sociétés reconnues de 1893 au 31 décembre 1905).

4° Effets de la loi assurance-maladie sur les sociétés de secours mutuels.

La loi du 31 juillet 1901 (1) concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies a forcé les ouvriers de l'industrie, des

(1) Cf. *Bulletin*, 1901, p. 302.

Métiers et du Commerce, par le fait même que les intéressés s'adonnent à l'une ou à l'autre occupation visée par la loi (art. 1), de faire partie d'une caisse de maladie, soit d'une caisse régionale, soit d'une caisse de fabrique, organisée conformément aux nouvelles stipulations.

Par une disposition spéciale (art. 3 a) les sociétés de secours mutuels reconnues accordant au moins aux assurés, en cas de maladie, le minimum des secours indiqués par la loi prévisée ont été assimilées aux caisses susdites par rapport à l'assurance obligatoire.

Au moment de la mise à exécution de la loi de 1901 l'opinion publique a été convaincue que les sociétés de secours mutuels n'auraient plus de raison d'être et qu'elles seraient complètement absorbées par les nouvelles caisses de maladie.

Comme celles-ci ont certains avantages : participation du patron pour un tiers aux cotisations, franchise postale et autres privilèges (art. 13 de la loi de 1901), ce raisonnement qui se basait sur la réalité brutale, se justifiait dans une certaine mesure.

Néanmoins les sociétés de secours mutuels, grâce à leur libre organisation, tant par rapport aux adhérents que par rapport au choix des organes auxiliaires, à leur gestion autonome et économique, à l'esprit d'abnégation et de solidarité des membres, et nous ne le cachons pas, grâce aux subsides de l'État, ont aussi leurs avantages fort appréciables.

De plus jusqu'en 1901 les sociétés de secours mutuels reconnues composées de la classe *ouvrière* tombant sous l'application de la nouvelle loi, n'étaient ni nombreuses ni importantes, abstraction faite de quelques sociétés organisées par les soins des patrons et subsidiées largement par ceux-ci. La classe *ouvrière* proprement dite manquant complètement d'initiative, les sociétés de secours mutuels du Grand-Duché ont dû recruter leurs membres plutôt parmi les artisans, les petits commerçants, les employés, etc.

Le champ d'application n'est donc guère modifié ou plus restreint qu'avant 1901; et au lieu d'étendre les bienfaits de la mutualité aux ouvriers, les mutualistes devront diriger tous leurs efforts vers les autres travailleurs.

Les conséquences directes de la loi susdite de 1901 sur l'existence des sociétés de secours ne sont guère importantes. Dans le Grand-Duché même on a une opinion erronée à cet égard, et pour dissiper cette erreur et pour que notre cas puisse servir au besoin de leçon et d'exemple, nous nous permettons de reproduire ici quelques extraits des rapports de la Commission supérieure adressés au Gouvernement au sujet de la matière.

La Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels a estimé dès le principe que la loi du 31 juillet 1901 ne saurait avoir pour effet d'amener la disparition d'un bien grand nombre de sociétés de secours mutuels fondées en vertu de la loi du 11 juillet 1891.

Cette manière de voir a été depuis consacrée par l'expérience.

En faisant abstraction des mutualités fondées pour certaines catégories de fonctionnaires, qui émargent chaque année individuellement au budget des dépenses de l'État, il existait, au 31 décembre 1901, 36 sociétés de secours mutuels légalement reconnues avec 7.884 membres et un capital de réserve de 409.116 fr. 50.

Les 7.884 mutualistes payaient, en 1901, 88.502 francs de cotisations.

De ces 36 mutualités reconnues 8 seulement (la plupart organisées et subsidiées par les patrons) ont cessé leurs opérations.

Les cinq premières de ces sociétés, avec ensemble 1.007 membres effectifs, 23.370 fr. 96 de cotisations annuelles et une réserve de 101.470 fr. 43, se sont transformées en caisses de fabrique.

Les caisses de décès, au nombre de 7 avec 4.229 membres, 35.205 fr. 98 de cotisations annuelles et un capital de 171.973 fr. 81 ne sont touchées en rien par la nouvelle loi et subsistent sans aucun changement comme par le passé.

Il en est de même des sociétés qui n'accordent pas la gratuité des soins médicaux et des médicaments, mais seulement un secours pécuniaire. Elles sont au nombre de 12 avec 1.150 membres.

Dans aucune de ces sociétés, le secours pécuniaire n'excède la moitié du salaire quotidien moyen.

Les membres d'aucune des différentes caisses régionales ou de fabrique ne touchent actuellement une indemnité supérieure à la moitié du salaire journalier.

Rien ne s'oppose dès lors, d'après l'art. 18 de la loi du 31 juillet 1901, à ce que ces sociétés continuent d'exister comme « Zuschusskasse » à côté des caisses régionales ou de fabrique, et c'est ce qu'elles ont fait en réalité.

Une société avec 128 membres effectifs, 2.265 francs de cotisations et un capital de 22.641 fr. 61, ne compte que 4 membres qui sont soumis à l'assurance obligatoire. Ces quatre membres ont déclaré qu'ils font partie d'une caisse régionale ou de fabrique. La société a modifié ses statuts en ce sens qu'elle fonctionne comme « Zuschusskasse » pour ceux des membres qui font partie d'une des caisses de maladie (régionales ou de fabrique).

Restent 8 sociétés, avec 1.076 membres, 14.000 francs de cotisations annuelles qui, avant la mise en vigueur de la nouvelle loi, assuraient à la fois la gratuité des soins médicaux et des médicaments, le secours pécuniaire et l'indemnité funéraire.

Deux de ces sociétés (dont presque tous les membres, sinon la totalité, font partie de la caisse régionale afférente), pour ne pas devoir payer deux fois pour un seul et même objet, ont décidé de ne plus accorder à l'avenir les soins médicaux et les médicaments et de se transformer en

« Zuschusskassen », assurant seulement des secours en argent, c'est-à-dire l'indemnité journalière et une indemnité en cas de décès.

Ce secours supplémentaire est fixé dans les deux sociétés à 1 fr. 50 par jour ouvrable.

Le salaire journalier moyen étant pour tous les membres au moins du double de cette somme, rien n'empêche qu'elle puisse venir s'ajouter, dans la main du malade, au secours qu'il touche de la caisse régionale, alors que cette dernière ne paie que la moitié du salaire.

Une société supprime la gratuité des soins médicaux et des médicaments pour ceux des sociétaires qui sont assujettis à l'obligation de l'assurance-maladie et continuera pour le reste à fonctionner comme par le passé.

Deux sociétés ont adapté leurs statuts aux prescriptions de la loi sur l'assurance obligatoire et leurs statuts ont été agréés pour opérer cette assurance conformément à l'art. 3 de la loi du 31 juillet 1901.

Deux autres associations ont suivi plus tard le même exemple.

En faisant l'addition des membres, des cotisations payées annuellement par les sociétaires effectifs et des réserves des sociétés de secours mutuels dont l'existence reste assurée, on arrive à un total de 6.600 sociétaires payant annuellement 63.000 francs de cotisations et ayant un capital de réserve de 309.000 francs au regard des 1.200 membres, 25.000 francs de cotisations et 102.000 francs de réserves par les sociétés qui ont cessé leurs opérations depuis la mise en vigueur de la loi du 31 juillet 1901.

Il suit des développements qui précèdent qu'il ne saurait être soutenu d'une façon générale que les sociétés de secours mutuels actuellement existantes fassent double emploi avec les caisses de maladies obligatoires et que partant elles soient devenues inutiles depuis la création de ces dernières caisses; la plupart de ces sociétés de secours mutuels étant appelées à procurer des avantages qui sortent du cadre des caisses régionales, telles qu'elles sont organisées actuellement, secours pécuniaire supérieur à la moitié du salaire et indemnité de décès dépassant le maximum de 80 francs prévu par l'art. 16, n° 6, de la loi.

Un grand nombre des sociétés qui restent, surtout de celles dont les membres ne ressortissent pas de la loi sur les assurances ouvrières, n'ont qu'un effectif restreint et des ressources limitées.

Ces petites sociétés, dont les membres se recrutent principalement parmi les artisans de nos villes et villages, ont été, à quelques rares exceptions près, les premières à donner l'exemple de la mutualité dans le pays et à se soumettre à la tutelle de la loi du 11 juillet 1891.

On peut dire hardiment que ce sont elles qui ont préparé le terrain à l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies.

Elles font un bien inappréciable dans leur petite sphère d'action, et leur disparition constituerait une perte irréparable pour une population des plus dignes d'intérêt à tous les points de vue.

Une partie des sociétés fonctionnant comme caisses supplémentaires assurent les secours en argent pour la durée de six mois, tandis que les autres limitent la prestation de ces secours à trois mois.

La Commission supérieure d'encouragement n'a pas manqué de signaler à ces mutualités le danger de simulation résultant du fait que, pouvant toucher simultanément deux indemnités distinctes dont le total pourra être égal ou presque égal au salaire gagné par un ouvrier valide, des sociétaires peu scrupuleux puissent trouver qu'ils n'ont plus qu'un médiocre intérêt à travailler, et préférer dès lors ne rien faire, sauf à simuler l'une ou l'autre maladie difficile à contrôler.

Pour parer à ce danger, nous avons conseillé, dès le début, aux caisses supplémentaires de n'accorder au commencement de la maladie que des secours modiques et de continuer par contre les secours au delà de l'expiration de la treizième semaine, ou mieux encore de n'intervenir qu'au moment où les caisses créées en vertu de la loi du 31 juillet 1901 cessent les secours, et d'étendre par compensation, dans la mesure du possible, leur action également aux femmes et aux enfants des affiliés.

Il n'est pas à méconnaître que du moment que les sociétés de secours mutuels fonctionnant comme caisses supplémentaires s'engageront dans la voie ainsi tracée, elles seront appelées à rendre à l'avenir, tout comme par le passé, les plus grands services à la classe ouvrière.

Il en est certainement de même des sociétés de secours mutuels dont les membres se recrutent parmi les personnes non visées par la loi sur l'assurance obligatoire et pour lesquelles elles constituent l'unique moyen de s'assurer contre l'aléa de la maladie.

Toutes ces mutualités-caisses supplémentaires et sociétés de secours mutuels créées pour les personnes non visées par la loi sur l'assurance obligatoire contre les maladies sont dignes au plus haut point de toute la sollicitude des pouvoirs publics et méritent d'autant plus d'être encouragées que leur création est exclusivement due à un mouvement d'initiative privée qu'il importe de seconder par tous les moyens possibles.

Il ne saurait, à notre sentiment, être fait œuvre plus méritoire que de favoriser la création de nouvelles sociétés semblables, en assurant le fonctionnement de celles qui existent déjà et en les mettant à même de continuer à faire de la propagande par le bon exemple.

Malheureusement les ressources des personnes qui se voient dans la nécessité d'avoir recours à l'assurance mutuelle contre les maladies et les accidents sont généralement fort limitées et ne leur permettent guère d'en détourner une bien grande partie de leur destination la plus immédiate, qui est le logement et l'entretien de la famille.

Il tient à la nature des choses que les dépenses qui sont dictées par la prévoyance et qui, comme telles, ne visent qu'un avenir plus ou moins éloigné et toujours incertain, revêtent dans la pensée de celui qui les fait le caractère d'un véritable sacrifice.

Il importe de faire en sorte que ce sacrifice ne devienne pas trop lourd pour les épaules du mutualiste, sinon on court le risque de voir celui-ci se désintéresser complètement de l'assurance contre la maladie et s'en remettre à cet égard exclusivement à la bienfaisance publique. Il ne pourrait pas arriver de plus grand malheur à l'individu et à la société.

Inutile, nous pensons, d'insister. L'État a donc le plus grand intérêt à aider par des subventions non seulement les sociétés de secours mutuels qui tiennent lieu à leurs membres de caisses régionales et de fabrique, mais encore et surtout peut-être celles qui fonctionnent comme caisses supplémentaires.

Si la guérison ne survient pas avant l'expiration de la treizième semaine, ce sera en effet dans bien des cas la misère noire pour l'ouvrier malade, alors généralement à bout de ressources, si rien ne vient remplacer, au moins dans une certaine mesure, les secours que les caisses régionales se voient hors d'état de continuer plus longtemps.

Les sommes que les mutualités pourraient toucher de la part de l'État sans qu'elles en aient un besoin immédiat ne seront pas de l'argent jeté.

Au contraire, elles recevront une destination éminemment utile, en servant comme par le passé, à la constitution, respectivement à la majoration d'un fonds de réserve, dont les intérêts permettront dans un avenir plus ou moins rapproché, d'accorder aux membres, plus que le strict minimum des secours prévus par la loi sur l'assurance obligatoire, notamment de continuer les secours au delà de l'expiration de la treizième semaine, de les étendre aux femmes et aux enfants et de majorer les indemnités payables en cas de décès.

5° L'organisation technique et la comptabilité rationnelle des sociétés de secours mutuels.

N'ayant pas l'honneur de faire partie de la corporation des actuaires, il serait téméraire de notre part d'examiner ce sujet. Pourtant en 1899 le Grand-Duché a voulu faire des efforts pour guider nos sociétés vers les principes d'une organisation scientifique reposant sur des bases logiques et rationnelles.

L'établissement d'une répartition entre les recettes et les dépenses afférentes était surtout visé ainsi que la nécessité impérieuse pour les sociétés de dresser périodiquement un bilan complet, comprenant à son passif un poste spécial intitulé « *réserves mathématiques* » représentant la dette de la société envers ses membres. Cette comptabilité devait permettre aux sociétés de fonctionner en connaissance de cause, d'apprécier exactement leur situation pécuniaire, tandis qu'aujourd'hui leurs bilans, se bornant à de simples comptes de recettes et de dépenses, sans envisager les enga-

gements de l'avenir envers leurs sociétaires, les laissent dans l'ignorance absolue de leur situation véritable.

Nous ne savons pas si l'organisation scientifique a eu plus de succès pratique dans les autres pays que dans le Grand-Duché, où elle est restée nulle, malgré la distribution de brochures, de conférences, etc. Le principal obstacle doit être cherché dans le défaut absolu d'auxiliaires compétents et dans l'attachement à la routine.

Nous avons cherché à remédier à la situation en recommandant spécialement les points suivants.

1° Aux lieu et place d'une cotisation graduée sur l'âge à l'entrée du membre dans la société recommandée par les actuaires, il y a lieu de percevoir au moins un droit d'entrée variable selon l'âge des membres.

2° Le « grand nombre » étant la base capitale de toute association mutuelle, il y a lieu d'éviter la constitution de ces petites sociétés nullement à l'abri des effets trop prépondérants du hasard.

Les sociétés se composant plus ou moins de la même classe de sociétaires devraient se fusionner et former des associations d'au moins 500 membres, nombre qui permet d'éviter les écarts par trop considérables de la morbidité et de la mortalité. Ce groupement dispenserait les sociétés de charger leurs cotisations d'une façon trop exagérée pour se mettre, dans une certaine mesure, à l'abri des faits aléatoires. Les frais d'administration seraient diminués également dans une notable proportion.

3° La coutume des sociétés de ne pas faire de séparation de leurs différents services est condamnable et il faut décréter nettement la séparation des diverses branches (maladies, décès, etc.), de façon à éviter les confusions, qui seront nuisibles à la bonne marche des sociétés. Une comptabilité distincte de chaque branche du service s'impose.

4° Il faut se garder, dans la mesure du possible, de contracter des obligations dont les risques sont, pour ainsi dire, inévaluables, moyennant des cotisations uniformes, ne tenant pas compte des conditions plus que particulières des divers membres; dans cette catégorie appartiennent les secours promis aux membres de la famille, aux enfants dont l'âge, le nombre, l'existence même sont inconnus, etc.

5° La réduction de l'indemnité pécuniaire, en cas de maladie, à mesure que l'incapacité de travail se prolonge, n'est pas recommandable. Abstraction faite de la question budgétaire, cette réduction ne semble pas se justifier, puisqu'elle s'exerce au moment où les ressources du malade commencent à diminuer singulièrement et même à s'épuiser. Pour équilibrer les finances, il est plus rationnel de supprimer l'indemnité pécuniaire pour les maladies de courte durée et de prolonger le droit de secours au delà du délai ordinaire de trois mois ou même de six mois. Les statistiques seraient plus faciles et plus probantes.

6° Quoique toute valeur scientifique fasse défaut au grand principe régulateur de la taxe mensuelle, à savoir que la cotisation mensuelle des

membres effectifs doit, dans la mesure du possible, être égale au chiffre du secours quotidien garanti en cas de maladie ou d'accident, il y a lieu d'observer scrupuleusement cette règle fondamentale, comme critère minimum de la viabilité de la société. Ce principe longtemps admis dans les pays étrangers et paraissant se dégager des statistiques des sociétés qui ont pris un essor considérable, ne saurait trouver, sous aucune condition, une dérogation défavorable chez nous. Les sociétés qui n'entendent donc pas respecter au moins ce précepte, ne peuvent obtenir la reconnaissance légale, à moins qu'elles ne justifient d'autres ressources stables et permanentes, p. ex. les revenus d'un fonds de réserve, l'allocation garantie de subsides publics, etc.

7° Les sociétés d'assurance contre le décès « Sterbekassenvereine », qui ne jouissent pas d'un fonds de réserve fort considérable, ou qui n'ont pas la garantie absolue de secours publics pour l'avenir, ne doivent pas fixer exclusivement les cotisations en raison du nombre de décès qui surviennent annuellement (primes naturelles). Certainement ces sociétés peuvent rendre de grands services pendant un certain temps, mais elles présentent également de grands inconvénients, à savoir : une grande variation du montant des cotisations avec la composition de l'association, l'accroissement des versements avec l'avancement en âge des membres, le prix élevé de revient de l'assurance ainsi pratiquée, parce que l'intérêt de l'argent n'a qu'une influence fort restreinte dans cette combinaison.

Il faut donc abandonner ces pratiques et adopter résolument le système des primes variables avec l'âge d'entrée, ou du moins celui des droits d'entrée variables, et exiger dans l'un et l'autre cas des cotisations constantes pour toute la durée du sociétariat.

8° Une fédération des sociétés luxembourgeoises, surtout des sociétés contre les risques des décès, est indispensable à la longue parce que, par la fédération, les avantages résultant du « grand nombre » des participants seront ainsi atteints dans notre petit pays.

L'éparpillement des assurés entre un nombre exagéré d'associations similaires ne saura produire de bons résultats, surtout si les jeunes éléments ne remplacent pas les membres avancés en âge.

Depuis quelques mois des propagandistes bien intentionnés font des démarches en ce sens et cherchent à réaliser une fédération, en se laissant guider, il est vrai, encore par d'autres motifs plausibles.

Pourtant il reste à remarquer que notre loi actuelle ne prévoit pas une situation légale à cette combinaison ; mais de la part du législateur luxembourgeois il n'est pas à redouter que des obstacles soient opposés à la réalisation de ce vœu dès qu'il reste dans des limites justifiées.

6° Statistiques diverses.

Les renseignements statistiques qui suivent concernent principalement les sociétés de secours mutuels reconnues : 1° en cas de maladie, 2° en cas de décès et 3° en cas de maladie et de décès.

(Nous citerons seulement quelques-uns des chiffres contenus dans les tableaux de M. Neumann, résumant la situation depuis 1895-1905 et indiquant diverses moyennes : des membres effectifs, des secours, des journées de maladie, des décès, des cotisations, des amendes, des subventions, etc.).

Caisses-maladies reconnues.

	1895.	1901.	1902.	1905.	Moyenne annuelle générale 1895-1905.	Moyenne par tête.	Moyenne en %.	OBSERVATIONS.
Nombre des membres effectifs.	2 095	3 595	2 970	2 064	2 686	»	»	par rapport au nombre des membres effectifs.
Sociétaires malades.....	911	4 094	550	834	905	»	33 69	
Journées de maladie.....	16 392	33 151	10 290	18 633	19 049	7 00	»	
Nombre des décès.....	15	45	19	35	33	»	1 23	
1° Recettes.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Collectes des membres effectifs.....	98 838 71	50 085 35	24 481 73	21 913 87	33 737 63	19 56	»	
Amendes et droits d'entrée.....	1 408 12	984 04	840 60	719 85	1 115 32	0 42	»	
Intérêts des fonds placés.....	2 843 18	6 789 48	3 577 56	4 989 91	4 140 98	1 54	»	
TOTAL des recettes ordinaires.....	32 890 01	57 818 87	28 899 89	29 243 63	33 493 94	14 51	»	
Collectes des membres honoraires.....	3 354 37	2 853 84	2 080 18	2 119 52	2 991 15	1 10	»	par rapport aux cotisations des membres effectifs.
Subventions.....	9 973 00	12 030 25	8 892 48	9 473 25	11 095 66	4 42	35 76	
Dons et legs.....	761 80	11 501 47	202 50	121 25	1 709 19	0 66	»	
Recettes et produits divers.....	30 50	2 071 41	691 64	1 917 05	1 796 47	0 67	»	
TOTAL des recettes extraordinaires.....	14 119 07	28 432 97	12 096 81	14 031 43	17 592 73	6 55	»	
TOTAL général des recettes.....	47 009 08	86 271 84	40 996 70	43 277 30	56 586 67	21 06	»	
2° Dépenses.								
Montant des secours aux malades.....	38 732 15	43 871 16	21 998 07	22 384 07	27 769 13	10 34	30 68	par rapport au nombre des sociétaires malades.
— des indemnités en cas de décès.....	»	»	»	315 »	32 04 »	0 01	»	
Honoraires des médecins.....	9 273 91	7 375 35	3 090 96	3 255 31	4 391 97	1 62	»	
Frais pharmaceutiques.....	3 441 36	10 409 15	2 759 85	2 755 60	4 877 13	1 82	»	
Frais de funérailles.....	740 10	2 449 40	942 65	1 349 50	1 096 18	0 72	»	
Frais de gestion.....	3 275 12	4 161 61	3 067 33	3 165 14	3 555 20	1 32	»	
TOTAL des dépenses ordinaires.....	38 449 67	68 375 37	31 811 92	33 344 74	42 590 95	15 83	»	
Secours aux vieillards et aux infirmes.....	»	2 489 50	3 093 »	2 804 25	1 657 05	0 02	»	
— aux veuves ou à la famille.....	»	575 »	150 »	»	202 86 »	0 07	»	
TOTAL des dépenses extraordinaires.....	2 197 50	3 064 50	3 243 »	4 011 25	2 761 65	1 03	»	
TOTAL général des dépenses.....	40 647 17	71 439 87	35 084 92	37 355 99	45 352 60	16 80	»	
Actif social au 31 décembre y compris les excédents des années antérieures.....	86 786 84	233 518 43	134 803 32	147 644 91	151 718 07	56 49	»	

Caisse-décès reconnues.

	1895.	1901.	1902.	1905.	Moyenne annuelle générale 1895-1905.	Moyenne par tête.	Moyenne en %.	OBSERVATIONS.
1° Recettes.								
Nombre des membres effectifs.....	9.590	5.243	5.482	6.211	4.963	»	»	
Sociétaires malades.....	18	»	»	»	»	»	»	
Journées de maladie.....	»	»	»	»	»	»	»	
Nombre des décès.....	40	107	134	167	103	»	9 07	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Cotisations des membres effectifs.....	90.478 06	40.375 55	45.037 02	50.547 27	38.841 72	7 83	»	
Amendes et droits d'entrée.....	863 50	1.083 75	1.485	1.176 25	1.231 01	0 25	»	
Intérêts des fonds placés.....	9.599 06	7.212 89	7.903 08	11.675 09	6.753 17	1 36	»	
TOTAL des recettes ordinaires.....	23.933 62	49.578 19	54.425 90	63.398 61	46.824 90	9 43	»	
Cotisations des membres honoraires.....	367 25	319 75	228 50	181	331 09	0 07	»	
Subventions.....	12.450 16	10.695 47	23.395 89	37.502 90	20.235 63	4 08	»	
Dons et legs.....	470	37 50	19 50	318 50	116 29	0 09	»	
Recettes et produits divers.....	666 52	1.065 90	1.959 02	435 39	690 45	0 14	»	
TOTAL des recettes extraordinaires.....	13.683 93	21.118 71	23.795 91	28.431 79	21.388 46	4 31	»	
TOTAL général des recettes.....	37.617 55	70.690 90	78.222 31	91.530 40	68.207 36	13 74	»	50,10 par rapport aux cotisations des mem- bres effectifs.
2° Dépenses.								
Montant des secours aux malades.....	»	»	»	»	»	»	»	
— des indemnités payées en cas de décès.	13.300	36.450	45.220	65.542 50	36.382 06	7 83	353 30	
Honoraires des médecins.....	»	»	»	»	»	»	»	
Frais pharmaceutiques.....	»	»	»	»	»	»	»	
Frais de fondraillies.....	»	»	»	»	»	»	»	
Frais de gestion.....	1.867 30	3.493 81	4.046 63	4.333 73	3.318 22	0 67	»	
TOTAL des dépenses ordinaires.....	15.167 30	39.943 81	49.246 13	89.876 23	30.700 88	8	»	
Secours aux vieillards et aux infirmes.....	»	»	»	»	»	»	»	
— aux veuves ou à la famille.....	»	336 23	177 80	9.865 82	728 50	0 14	»	
TOTAL des dépenses extraordinaires.....	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL général des dépenses.....	15.167 30	40.280 04	49.424 43	78.142 05	40.429 44	8 14	»	
Actif social en 31 décembre, y compris les excé- dents des années antérieures.....	92.803 75	948.643 55	979.457 36	390.500 49	241.494 31	48 66	»	

Caisse-maladies et décès reconnues.

	1895.	1901.	1902.	1905.	Moyenne annuelle générale 1895-1905.	Moyenne par tête.	Moyenne en %.	OBSERVATIONS.
1° Recettes.								
Nombre des membres effectifs.....	838	1.290	1.304	1.704	1.494	0 04	»	par rapport au nombre des membres effectifs.
Sociétaires malades.....	30	47	25	480	68	0 73	»	
Journées de maladie.....	1.535	750	750	2.430	987	»	2 93	
Nombre des décès.....	4	36	51	56	35	»	»	
2° Dépenses.								
Collations des membres effectifs.....	3.717	43.850	43.674	44.294	40.527	fr. c.	fr. c.	
Amendes et droits d'entrée.....	1.594	50	138	717	534	8 82	»	
Intérêts des fonds placés.....	1.098	48	5.326	30	3.799	0 45	»	
TOTAL des recettes ordinaires.....	6.409	88	49.583	63	44.861	3 18	»	
Collations des membres honoraires.....	907	50	785	»	484	45	»	par rapport aux collations des membres effectifs.
Subventions.....	7.500	»	45.364	57	11.925	0 41	»	
Dons et legs.....	25	»	12 50	»	292	9 09	113 29	
Recettes et produits divers.....	411	»	1.057	46	3.230	0 24	»	
TOTAL des recettes extraordinaires.....	8.143	50	46.914	53	14.531	1 53	»	
TOTAL général des recettes.....	14.553	48	36.305	33	59.393	12 17	»	
2° Dépenses.								
Montant des secours aux malades.....	1.587	62	9.130	91	1.866	24 63	»	par rapport au nombre des sociétaires malades.
— des indemnités payées en cas de décès.....	1.022	50	13.175	73	8.743	1 56	29 63	
Honoraires des médecins.....	»	»	3.407	85	3.038	7 32	249 80	
Frais pharmaceutiques.....	»	»	2.346	67	1.909	2 54	»	
Frais de funérailles.....	118	80	72	50	53	1 60	»	
Frais de gestion.....	1.204	25	3.263	68	2.587	0 05	»	
TOTAL des dépenses ordinaires.....	3.903	17	22.870	95	18.139	2 12	»	
Secours aux vieillards et aux infirmes.....	»	»	50	25	1.077	15 10	»	
— aux veuves ou à la famille.....	»	»	3.203	30	1.830	0 90	»	
TOTAL des dépenses extraordinaires.....	»	»	5.475	50	4.304	1 54	»	
TOTAL général des dépenses.....	3.903	17	29.878	26	22.444	3 60	»	
Actif social au 31 décembre, y compris les excédents des années antérieures.....	54.518	32	164.007	80	122.704	18 79	»	
			166.877	09	122.704	10 28	»	

STATISTIQUE

BELGIQUE

RETRAITES OUVRIÈRES ET PRÉVOYANCE LIBRE

OPÉRATIONS DE LA CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

Les discussions sur les effets du régime de la « liberté subsidée » ne sont pas closes. Il nous paraît utile de reproduire ici, in extenso, les principaux passages du dernier rapport annuel de la Caisse générale que dirigeait encore en 1905 M. Lepreux et que dirige aujourd'hui M. Hankar. Nous avons cru bon de compléter le chapitre relatif à l'application de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse ⁽¹⁾, par des renseignements concernant le développement de l'épargne et de l'assurance privée, et notamment le développement pris par les sociétés d'habitations ouvrières sous l'influence de la Caisse générale ⁽²⁾.

I. CAISSE DE RETRAITE.

Voici comment la Caisse résume elle-même, sur la couverture de ses rapports, les avantages et la nature de ses opérations.

Les versements à la Caisse de retraite sont reçus à la Caisse centrale à Bruxelles, aux agences de la Banque nationale de Belgique, aux bureaux de poste et aux Succursales.

Préalablement au premier versement, l'intéressé signe une demande d'inscription de rente; il n'y a pas d'autre formalité à remplir.

(1) Voir cette loi dans le Bulletin 1903, p. 5.

(2) Il n'est pas inutile de rappeler quelques données statistiques générales. La Belgique comptait, lors du recensement de décembre 1900 : 6.693.000 habitants, dont environ 700.000 personnes occupées dans les professions agricoles et 1 million 1/3 dans l'industrie.

Les affiliés ne sont liés par aucun engagement; ils peuvent, à volonté, augmenter ou diminuer leurs versements; ils peuvent même cesser d'effectuer leurs versements, sans qu'il en résulte pour eux aucune déchéance des droits antérieurement acquis.

Les sommes versées à *capital abandonné* sont entièrement affectées à la constitution de rentes.

Les sommes versées à *capital réservé* sont remboursées, lors du décès de l'affilié, mais constituent des rentes moins élevées.

Le versement minimum est de 1 franc.

L'État accorde d'importantes primes aux personnes versant à la Caisse de retraite.

Les affiliés nés depuis le 1^{er} janvier 1860 reçoivent 0 fr. 60 de prime par franc, sur les 15 premiers francs versés, soit une prime maximum de 9 francs par an.

Les affiliés nés en 1855, 1856, 1857, 1858, 1859 reçoivent 1 franc de prime par franc, sur les 6 premiers francs versés, et 0 fr. 60 par franc versé de 7 à 24 francs, soit une prime maximum de 16 fr. 80 par an.

Les affiliés nés en 1850, 1851, 1852, 1853, 1854 reçoivent 1 fr. 50 de prime par franc, sur les 6 premiers francs versés, et 0 fr. 60 par franc versé de 7 à 24 francs, soit une prime maximum de 19 fr. 80 par an.

Les affiliés nés avant le 1^{er} janvier 1850 reçoivent 2 fr. de prime par franc, sur les 6 premiers francs versés, et 0 fr. 60 par franc versé de 7 à 24 francs, soit une prime maximum de 22 fr. 80 par an.

Les primes de l'État cessent d'être accordées lorsque les versements effectués suffisent à constituer une rente de 360 francs, calculée à 65 ans, capital abandonné.

Les provinces accordent également des primes qui viennent augmenter les rentes acquises.

TABEAU indiquant approximativement, pour chaque âge, le montant de la rente acquise par des versements mensuels ininterrompus de 1 fr. 25, en tenant compte des primes de l'État (a).

(Loi du 10 mai 1900 modifiée par celle du 20 août 1903 concernant les pensions de vieillesse).

AGE au début des versements.	CAPITAL ABANDONNÉ			CAPITAL RÉSERVÉ		
	entrée en jouissance			entrée en jouissance		
	55 ans.	60 ans.	65 ans.	55 ans.	60 ans.	65 ans.
6 ans	250	397	682	171	269	458
10 —	216	344	593	147	233	397
20 —	150	242	420	104	166	283
30 —	88	150	270	60	100	179

(a) Il n'a pas été tenu compte dans les calculs des primes des provinces et des com-

Mouvement général des opérations de la Caisse de retraite.

Exposé général.

En 1905, il y a eu 85.138 affiliations nouvelles; dans ce chiffre sont compris 11.967 militaires affiliés en vertu de la loi du 21 mars 1902 sur la milice.

En 1904, on constatait 78.861 affiliations nouvelles, comprenant 12.036 militaires.

En ce qui concerne le nombre et le montant des versements, le mouvement progressif s'est continué en 1905.

Le tableau ci-après donne des indications générales au sujet du mouvement des opérations de la Caisse de retraite depuis 1900.

ANNÉES.	NOMBRE de comptes nouveaux.	NOMBRE de versements.	MONTANT des versements.	NOMBRE approximatif d'affiliés au 31 décembre (1)	MONTANT du fonds des rentes (en millions).
1900.....	136.384	856.116	5.121.056 02	300.000	31,0
1901.....	133.606	1.368.406	8.853.414 08	430.000	39,4
1902.....	90.597	1.810.402	9.900.404 21	517.000	49,0
1903.....	114.978	4.903.540	10.476.321 15	627.000	59,6
1904.....	78.861 (2)	4.991.416	11.823.401 44	700.000	71,8
1905.....	85.138	2.122.080	12.685.100 71	790.000	85,2

(1) Les chiffres de cette colonne n'indiquent plus comme dans le compte rendu de l'année précédente, le nombre de comptes existants, mais bien le nombre approximatif d'affiliés. Les différences que l'on observera entre les premiers et les seconds proviennent du fait que d'assez nombreux affiliés possédaient chacun plusieurs comptes.

(2) Le rapport sur l'exercice 1904 constate cette décroissance. Mais, dit-il, « il ne faudrait pas conclure à l'affaiblissement de l'esprit de prévoyance en vue de la vieillesse. Le champ d'action de la propagande s'est amoindri en raison même des progrès accomplis. Les résultats atteints en 1900 et 1901 ne pourraient se reproduire que si les employeurs en général se décidaient résolument à entrer dans le mouvement ».

5.202 sociétés mutualistes ont effectué des versements à la Caisse de retraite en 1905. Ce chiffre est en augmentation de 149 sur celui de l'exercice précédent (1).

Les Mutualités patronales ou mutualités de retraite fondées au sein d'établissements industriels ou commerciaux n'étaient, fin 1905, qu'au nombre

munes, ni de la subvention de 2 francs accordée annuellement par l'État aux sociétés de retraite reconnues, pour chaque membre ayant versé 3 francs au moins sur son livret de retraite.

(1) Le rapport sur 1904 constatait que sur 4.979 sociétés de retraites créées de 1898 à 1902, 287, soit 57 pour 1.000, n'ont pas effectué de versements au cours de 1903 (on pensait en effet que beaucoup plus de sociétés disparaîtraient).

de 175 (1) groupant 52.793 affiliés (n. approximatif), dont 42 avec 26.779 affiliés dans la province de Liège et 56 avec 11.446 affiliés dans le Brabant.

Les articles 8 et 9 de la loi du 10 mai 1900 et la loi du 20 août 1903 accordent des avantages particuliers aux *affiliés âgés*.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'influence exercée par ces dispositions sur le recrutement de ces affiliés.

ANNÉES.	NOMBRE DE livrets créés.	Nombre d'affiliés nouveaux âgés de :		Proportion des affiliés nouveaux âgés de :	
		41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1897.....	17.159	1.196	403	% 7,00	% 2,40
1898.....	43.873	3.028	917	6,90	2,10
1899.....	66.712	4.314	1.320	6,50	2,00
1900.....	136.384	14.187	9.079	10,40	6,60
1901.....	133.606	12.340	14.942	9,30	11,20
1902.....	90.597	7.378	16.419	8,10	18,20
1903.....	114.978	6.393	10.447	8,90 (1)	14,50 (1)
1904.....	78.881	5.175	7.764	7,70 (1)	11,00 (1)
1905.....	85.138	5.068	6.765	6,90 (1)	9,20 (1)

(1) Pour établir les chiffres proportionnels des colonnes 5 et 6, il n'a pas été tenu compte du nombre de livrets de retraite créés à partir de l'exercice 1903, au nom de militaires.

Le tableau ci-après groupe les affiliés âgés conformément aux catégories déterminées par la loi du 20 août 1903 ; il dégage en outre la catégorie des nouveaux affiliés nés du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, visée par l'article 9 de la loi du 10 mai 1900.

DÉSIGNATION.	ANNÉE DE L'AFFILIATION		
	1903.	1904.	1905.
Affiliés nés du 1 ^{er} janvier 1855 au 31 décembre 1859.....	3.459	2.473	2.376
Affiliés nés du 1 ^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1854.....	2.815	2.285	1.983
Affiliés nés avant le 1 ^{er} janvier 1850.....	9.400	8.179	11.557
(Article 8 de la loi du 10 mai 1900 et loi du 20 août 1903).	15.674	12.937	15.916
Affiliés nés du 1 ^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845.....		6.117	9.730
(Article 9, 2 ^e alinéa, de la loi du 10 mai 1900).			

(1) Ce chiffre ne comprend pas les sociétés mutualistes groupant le personnel d'administrations publiques et financières (comparer au tableau relatif au « classement par intermédiaires », où ces sociétés sont rattachées à la catégorie des mutualités patronales).

Versements.

Il a été reçu, pendant l'année 1905, à titre de versements réguliers, une somme de 12.685.100 fr. 71. Le nombre de versements s'est élevé à 2.122.080.

Versements pour militaires. — L'article 18 de l'arrêté royal du 12 septembre 1902, pris en exécution de la loi du 21 mars 1902 sur la milice, stipule que « le département des Finances et des Travaux publics fera prélever annuellement une somme de 15 francs sur le fonds déposé à la Caisse d'épargne, au nom de chaque militaire qui aura été rémunéré dans le courant de l'année ».

Paievements et remboursements.

Au 31 décembre 1904, le nombre de personnes jouissant de leur rente était de	6.438
Le nombre de personnes entrées en jouissance de leur rente pendant l'année 1905 est de	1.170
Le nombre de décès de rentiers constatés en 1905 est de . . .	276
Au 31 décembre 1905, le nombre de personnes jouissant de leur rente était donc de	7.332

Le montant total des rentes annuelles auxquelles elles avaient droit s'élevait à la somme de 1.662.472 fr. 06.

En 1905, il a été fait 24.440 paiements d'arrérages de rentes viagères pour la somme de 1.645.912 fr. 28.

En 1905, aucune demande n'a été introduite pour l'application des dispositions de l'arrêté royal du 24 septembre 1902, relatif aux *rentes temporaires*, pris en exécution de l'article 7 de la loi du 10 mai 1900, concernant les pensions de vieillesse.

Il a été fait en 1905, 18 paiements d'arrérages de rentes temporaires pour la somme de 447 fr. 96.

2.834 comptes, portant inscription de *capitaux réservés* pour un total de 188.183 francs, ont été liquidés en 1905 après le décès des titulaires, conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 16 mars 1865.

Par application de l'arrêté royal du 11 mars 1901 pris en exécution de l'article 7 de la loi du 10 mai 1900, il a été remboursé 39.322 fr. 49 représentant la *valeur de rachat de capitaux réservés* inscrits sur 173 comptes de retraites.

393 comptes portant inscription d'une rente inférieure au minimum fixé par la loi ont été *remboursés* en 1905 par application de l'article 53, § 2 de la loi du 16 mars 1865.

119 de ces comptes ont été remboursés aux titulaires eux-mêmes; les autres, soit 274, ont été remboursés après le décès des titulaires.

Primes des pouvoirs publics.

Les *primes de l'État* afférentes aux versements de 1904 s'élèvent à 3.549.997 fr. 20 et ont été réparties entre 503.548 affiliés; 3.547.770 francs ont été alloués à 503.332 mutualistes et militaires; 2.227 fr. 20 à 216 affiliés versant à titre particulier.

La *subvention de deux francs par livret* sur lequel il a été versé une somme de 3 francs au moins, a été accordée à 4.933 sociétés de retraite et s'est élevée à un total de 848.344 francs.

Une partie notable de cette subvention est versée à la Caisse de retraite par les sociétés.

Les affiliés versant à la Caisse de retraite sont répartis en 5 catégories pour l'attribution des primes de l'État.

A. — Affiliés nés depuis le 1^{er} janvier 1860; — obtiennent 0 fr. 60 par franc versé jusqu'à 15 francs;

B. — Affiliés nés en 1855, 1856, 1857, 1858 et 1859; — obtiennent 1 franc par franc versé jusqu'à 6 francs et 0 fr. 60 par franc versé de 7 à 24 francs;

C. — Affiliés nés en 1850, 1851, 1852, 1853 et 1854; — obtiennent 1 fr. 50 par franc versé jusqu'à 6 francs, et 0 fr. 60 de 7 à 24 francs;

D. — Affiliés nés avant 1850; — obtiennent 2 francs par franc versé jusqu'à 6 francs, et 0 fr. 60 de 7 à 24 francs;

E. — Affiliés exclus du bénéfice des primes.

La statistique suivante s'applique aux affiliés mutualistes et militaires qui ont effectué des versements au cours de l'année 1904 :

CATEGORIES.	NOMBRE d'affiliés.	MONTANT		RAPPORT du montant des primes au montant des versements.	NOMBRE D'AFFILIÉS ayant versé	
		des versements.	des primes correspondantes.		3 francs au moins.	moins de 3 francs.
A	407.420	4.928.351 20	2.353.942 »	47,80 %	365.918	41.502
B	25.676	501.881 80	293.416 40	58,50 %	24.290	1.386
C	20.118	379.475 10	280.634 50	74,00 %	18.989	1.138
D	50.118	527.895 10	619.773 10	117,40 %	46.686	3.432
E	503.332	6.337.603 20	3.547.770 »	56,00 %	455.874	47.458
	9.727	356.448 60			8.921	803
	513.059	6.694.051 80			464.795	48.261

Primes des provinces. — Voici le montant des sommes versées directe-

ment à la Caisse de retraite par les provinces, au profit des affiliés ayant effectué des versements de retraite au cours de l'exercice 1904 :

Anvers.....	Fr.	40.780 42
Brabant.....		79.833 50
Flandre Occidentale.....		119.645 60
Flandre Orientale.....		54.049 50
Hainaut.....		118.000 »
Liège.....		20.189 40
Limbourg.....		15.000 »
Namur.....		79.992 »

La plupart de ces sommes ont pu être versées aux comptes de retraite des bénéficiaires en même temps que les primes de l'État.

Les règlements fixant les bases d'allocation des primes des provinces sont reproduits en annexe.

Toutes les provinces versent leurs primes directement à la Caisse de retraite, à capital abandonné, exception faite pour la province du Luxembourg, qui continue à distribuer ses primes aux sociétés de retraite.

Les provinces de la Flandre Orientale et de Liège continuent à réserver leurs primes aux affiliés âgés.

La province de Liège a adopté un nouveau mode de répartition de ses primes inspiré par la loi du 20 août 1903 et simplifiant largement le travail préparatoire.

Primes des communes. — Un certain nombre de villes et de communes accordent des primes d'encouragement aux personnes affiliées à la Caisse de retraite : on peut citer, entre autres, Liège, Verviers, Bruges, Ypres, Ostende, Lierre, Ixelles, etc.

Ces communes sont particulièrement nombreuses dans la Flandre Occidentale. Viennent ensuite les communes des provinces de Hainaut, de Liège, de la Flandre Orientale, etc.

Plusieurs d'entre elles réservent leurs encouragements aux sociétés scolaires de retraite.

Renseignements statistiques

Statistiques concernant les affiliés nouveaux
(Livrets créés).

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	1904			1905		
	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
1 Ouvriers mineurs.....	1.355	»	1.355	768	»	768
2 Ouvriers d'industrie.....	3.629	198	3.827	3.189	238	3.427
3 Ouvriers exerçant un métier quelconque.....	11.232	2.810	14.042	7.238	3.102	10.340
4 Journaliers et ouvriers agricoles..	6.670	1.547	8.226	4.464	1.791	6.255
5 Domestiques.....	517	1.096	1.613	299	1.150	1.449
6 Militaires.....	479	»	479	3	»	3
7 Militaires (loi du 21 mars 1902)...	»	»	»	11.967	»	11.967 (1)
8 Commerçants et détaillants.....	704	589	1.290	727	658	1.385
9 Professeurs et instituteurs.....	150	171	321	145	156	303
10 Fonctionnaires et employés.....	2.023	163	2.186	1.735	192	1.927
11 Professions libérales.....	298	26	324	197	27	224
12 Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	503	110	613	519	128	647
13 a) Propriétaires, rentiers et personnes n'exerçant aucune profes.	490	1.968	2.458	349	2.227	2.576
14 b) Ménagères.....	»	6.663	6.663	»	7.866	7.866
15 Mineurs d'âge a) écoliers et sans profession.....	14.531	11.903	26.434	15.367	13.115	28.482
16 b) exerçant un métier quelconque.	6.778	2.252	9.030	5.227	2.292	7.519
TOTAL.....	49.385	29.496	78.881	52.194	32.944	85.138

(1) Il a été créé pendant l'année 1905, 11.967 comptes de retraite au nom de militaires, par application de la loi du 21 mars 1902. Au point de vue de la statistique, ces affiliés n'ont plus été classés, comme en 1904, d'après la profession qu'ils exerçaient au moment de leur incorporation; ils ont tous été compris sous la rubrique « Militaires ».

		1904.	1905.
Femmes majeures	mariées.....	8.090	9.233
	veuves.....	1.519	2.316
	célibataires.....	5.732	5.988
Nombre total de livrets créés au nom de femmes majeures.		15.341	17.537

Dans ce tableau, si l'on considère que la 5^e catégorie (Militaires) comprend, presque en totalité, des affiliés appartenant à la classe ouvrière, on peut grouper sous la rubrique « Ouvriers » les affiliés rangés dans les catégories 1, 2, 3, 4, 5 et 12^b. Les « non ouvriers » comprennent les catégories 6, 7, 8, 9, 10 et 11^a.

On peut ainsi condenser les indications du tableau précédent de la manière suivante :

CATÉGORIES.	1904		1905	
	Nombre.	Tantième % du total.	Nombre.	Tantième % du total.
I. Ouvriers.....	38.572	48,90	41.728	49,00
II. Non ouvriers.....	7.192	9,10	7.062	8,30
III. Ménagères.....	6.663	8,50	7.866	9,20
IV. Mineurs écoliers ou sans profession....	26.434	33,50	28.492	33,50

Ce tableau permet de constater que les affiliés nouveaux se répartissent en groupes professionnels suivant une proportion qui, à peu de chose près, reste constante d'une année à l'autre.

Répartition des livrets nouveaux au point de vue de l'âge des titulaires.

AGES.	1904		1905	
	Nombre.	Tantième % du total.	Nombre.	Tantième % du total.
6 à 9 ans inclus.....	13.533	17,20	14.787	17,40
10 à 20 —	21.981	27,90	23.219	27,30
21 à 30 —	20.615	26,10	20.544	24,10
31 à 40 —	7.629	9,70	7.876	9,20
41 à 50 —	5.195	6,60	5.099	6,00
51 à 60 —	7.769	9,80	6.778	8,00
61 et plus.....	2.139	2,70	6.835	8,00
	78 861	100,00	85.138 (1)	100,00

(1) Ce nombre comprend 11.967 affiliations de militaires se décomposant comme il suit : 1.958 de moins de 21 ans, 9.908 de 21 à 30 ans, 54 de 31 à 40 ans, 31 de 41 à 50 ans, 13 de 51 à 60 ans et 3 de plus de 61 ans.

Ce tableau permet de constater que les proportions pour cent des affiliés nouveaux groupés par âges varient peu d'une année à l'autre. Seul, le groupe des affiliés âgés de 61 ans au moins déroge à cette règle, mais ce fait n'est que la conséquence des dispositions transitoires de la loi du 10 mai 1900, relatives aux versements que les ouvriers nés en 1843, 1844 et 1845 doivent effectuer à la Caisse de retraite pour pouvoir prétendre à l'allocation de 65 francs à 65 ans (art. 9, 2^e alinéa).

Statistique des versements en 1905 par catégories de bureaux de recettes.

		Francs.
Caisse centrale : capital abandonné.....		5.175.941 83
capital réservé.....		1.070.466 56
Bureaux de poste : capital abandonné.....		1.719 979 97
capital réservé.....		4.340.550 91
Banque nationale : capital abandonné.....		218.887 34
réservé.....		117.132 10
Succursales : capital abandonné.....		10.354 »
capital réservé.....		31.788 »
TOTAL des versements à capital abandonné.	{ nombre	1.178.252 »
	{ sommes.... Fr.	7.125 163 14
— capital réservé....	{ nombre	943.828 »
	{ sommes.... Fr.	5.559.937 57
TOTAL GÉNÉRAL...	{ nombre	2.122.080 »
	{ sommes.... Fr.	12.685.100 71
Nombre de comptes nouveaux : caisse centrale.....		17.863 »
postes.....		65.530 »
banque.....		1.266 »
succursales.....		479 »
TOTAL.....		85.138 »

Classement des intermédiaires.

PROVINCES.	SOCIÉTÉS MUTUALISTES						INTERMÉDIAIRES non mutualistes (2)	
	patronales (1)		scolaires		diverses		total	
	nombre de sociétés.	sommes versées.	nombre de sociétés.	sommes versées.	nombre de sociétés.	sommes versées.	nombre d'intermédiaires.	sommes versées.
ANVERS.....	16	59.833 »	70	58.659 »	351	477.765 »	437	590.347 »
BRABANT.....	68	397.900 77	78	69.201 »	610	693.991 »	750	1.161.098 77
Flandre Occidentale.....	8	35.663 »	27	21.091 »	340	576.919 »	425	633.666 »
Flandre Orientale.....	18	33.963 »	166	63.078 »	668	664.026 »	848	761.066 »
Hainaut.....	27	68.955 »	230	195.871 »	607	754.845 »	954	1.038.971 »
Liège.....	43	662.210 10	94	84.423 »	472	506.776 »	608	1.253.409 10
Limbourg.....	5	31.977 »	20	8.257 »	246	154.542 »	271	194.778 »
Luxembourg.....	5	5.200 »	41	28.362 »	866	259.491 »	419	283.053 »
Namur.....	7	21.933 »	39	21.684 »	457	504.601 »	508	548.218 »
	190	1.336.929 87	765	541.620 »	4.247	4.592.949 »	5.908	6.474.498 87
							158	147.056 05

(1) Fondés au sein d'établissements industriels, commerciaux, d'administrations publiques ou financières, etc.	40.174 »
(2) La catégorie des non-mutualistes se décompose comme il suit :	21.377 »
1° Administrations communales et provinciales.....	6 »
2° Etablissements industriels, chemins de fer et tramways.....	14 »
3° Ecoles.....	8 »
4° Etablissements financiers.....	18 »
5° Divers.....	188 »
	147.056 65

Statistiques concernant les rentiers
(Affiliés entrés en jouissance de leur rente).

Le tableau suivant indique le nombre et le montant des arrérages de rentes viagères payés en 1905, à la Caisse centrale à Bruxelles et dans les bureaux de postes du Royaume.

	Nombre.	Montant. Fr. c.
Caisse centrale.....	5.097	523.785 64
Bureaux de postes.....	19.343	1.122.126 64
TOTAL.....	24.440	1.645.912 28

De plus, il a été fait en 1905, 18 paiements d'arrérages de rentes temporaires pour la somme de 447 fr. 96.

Les rentes en cours se décomposent de la manière suivante :

PROVINCES.	RENTES de 4 à 12 fr.	De 12,01 à 24.	De 24,01 à 480.	De 480,01 à 360.	De 360,01 à 720.	De 720,01 à 1.200.	TOTAUX
Anvers.....	122	77	49	62	73	55	438
Brabant } Caisse centrale....	20	61	117	116	229	327	870
} Bureaux de poste..	277	106	87	85	111	128	794
Flandre occidentale.....	247	106	71	70	68	37	509
Flandre orientale.....	247	68	71	110	128	87	711
Hainaut.....	386	206	571	153	91	66	1 473
Liège.....	322	218	509	122	104	88	1.363
Limbourg.....	102	14	15	29	9	11	180
Luxembourg.....	88	21	25	17	20	6	177
Namur.....	286	114	202	62	36	27	727
	2.097	991	1.717	826	869	832	7.332

*Classement des rentiers au 31 décembre 1905, d'après leur
année de naissance.*

ANNÉE de naissance	NOMBRE de rentiers.	MONTANT des rentes annuelles.	ANNÉE de naissance.	NOMBRE de rentiers.	MONTANT des rentes annuelles.
1810.....	1	30 00	<i>Report.....</i>	5.871	1.339.584 92
1812.....	3	2.400 00	1849.....	352	49.519 63
1814.....	1	504 00	1850.....	239	46.049 64
1815.....	3	1.131 02	1851.....	148	29.511 29
1816.....	1	846 64	1852.....	152	36.077 66
1817.....	3	1.292 86	1853.....	140	25.235 86
1818.....	7	4.263 06	1854.....	145	23.000 22
1819.....	6	4.230 16	1855.....	97	29.673 47
1820.....	15	8.196 43	1856.....	12	5.415 12
1821.....	13	7.340 71	1857.....	18	10.709 81
1822.....	25	11.223 95	1858.....	20	6.667 26
1823.....	27	11.302 63	1859.....	10	4.285 44
1824.....	26	9.479 52	1860.....	13	5.442 67
1825.....	43	19.359 04	1861.....	13	3.859 80
1826.....	54	24.302 80	1862.....	8	3.278 21
1827.....	57	31.846 08	1863.....	17	10.175 95
1828.....	59	22.753 27	1864.....	10	2.695 13
1829.....	76	29.841 70	1865.....	9	2.448 96
1830.....	82	44.467 11	1866.....	8	2.492 76
1831.....	96	36.462 88	1867.....	7	5.772 11
1832.....	110	44.961 11	1868.....	8	3.540 68
1833.....	144	59.483 57	1869.....	2	1.215 82
1834.....	153	57.700 20	1870.....	5	568 03
1835.....	207	83.264 01	1871.....	3	1.230 24
1836.....	238	65.237 66	1872.....	5	3.042 54
1837.....	324	67.665 56	1873.....	1	493 42
1838.....	451	62.087 98	1874.....	3	2.952 00
1839.....	671	85.728 89	1875.....	2	1.003 44
1840.....	644	78.991 34	1876.....	1	644 08
1841.....	240	66.750 80	1877.....	1	13 96
1842.....	290	61.281 01	1878.....	2	1.930 00
1843.....	378	64.750 54	1879.....	2	312 01
1844.....	421	56.541 52	1880.....	2	2.343 50
1845.....	343	73.053 25	1881.....	1	450 03
1846.....	163	45.996 69	1885.....	1	600 00
1847.....	234	48.059 46	1894.....	2	33 40
1848.....	259	46.121 45	Rentes réversibles...	2	203 00 (1)
<i>A reporter.....</i>	5.871	1.339.584 92	<i>TOTAL.....</i>	7.332	1.662.472 06

(1) Par exception aux dispositions de la loi organique, les rentes créées en vertu de la loi du 3 juin 1870 sur la milice peuvent, en vertu de l'article 8 de cette loi, être converties en rentes réversibles sur la tête de l'épouse, en cas de décès du titulaire après l'entrée en jouissance.

Annexe

Subsides des Provinces ⁽¹⁾.

ANVERS. — 1° Les primes provinciales pour les versements effectués en 1905 sont calculées par affilié, à raison de 0 fr. 10 par franc versé jusqu'à concurrence de 15 ou 24 francs, au maximum, selon l'âge des affiliés ;

2° Il n'y a d'autres exclusions que celles prévues dans la loi du 10 mai 1900 ;

3° Les primes provinciales sont versées à capital abandonné.

BRABANT. — ARTICLE PREMIER. — Des primes annuelles d'encouragement sont accordées par la province de Brabant dans les conditions déterminées ci-après, aux personnes de nationalité belge domiciliées dans la province, qui, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste, sont assurées à la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'État.

ART. 2. — Ces primes sont calculées sur le montant des versements effectués au cours de l'année précédant l'exercice budgétaire, soit par l'assuré, soit par des tiers, à capital abandonné ou à capital réservé au profit de l'assuré, de son conjoint ou de ses héritiers.

Les primes provinciales sont toujours versées à capital abandonné.

ART. 3. — Pour la répartition du crédit provincial, il est accordé sur les 6 premiers francs versés :

4 points par franc aux affiliés nés avant le 1^{er} janvier 1850 ;

3 » » de 1850 à 1854 ;

2 » » 1855 à 1859 ;

1 point » » après 1859.

Le crédit provincial est réparti entre affiliés au prorata des points ainsi obtenus.

ART. 4. — Sont exclus de la répartition des primes provinciales :

1° Les titulaires de livrets renseignant des versements, effectués par eux, dont le montant s'est élevé, au cours de l'année, à plus de 60 francs, s'ils paient en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'État une somme d'au moins :

50 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

60 francs dans les communes de 10.000 à 25.000 habitants ;

70 francs dans les communes de 25.000 à 50.000 habitants ;

80 francs dans les communes de 50.000 habitants et plus ;

2° Les fonctionnaires, agents, employés et toutes personnes salariées par les pouvoirs publics qui ont droit à une pension de retraite ;

3° Les titulaires d'un livret contenant un ensemble d'inscriptions suffisant pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 francs.

Pour établir ce maximum, les versements à capital réservé sont censés avoir été faits à capital abandonné et l'entrée en jouissance des rentes est réputée avoir été fixée uniformément à 65 ans.

Toutefois, les rentes acquises au moyen des sommes versées avant le 1^{er} jan-

(1) Le texte reproduit ici est celui qui a été adopté par les provinces.

vier 1900 sont prises en considération à leur montant réel, quels que soient le mode de versement et l'âge d'entrée en jouissance.

ART. 5. — Les versements effectués au moyen de subsides des pouvoirs publics ne sont pas pris en considération pour le calcul des primes.

Les dispositions de la loi du 10 mai 1900, relatives à l'entrée en jouissance des rentes, sont rendues applicables à celles constituées avec le concours des primes provinciales.

ART. 6. — Les assurés qui désirent participer à la répartition de la prime provinciale en feront la demande à l'administration communale, qui la transmettra à la députation permanente avant le 1^{er} mai de chaque année. — Toute demande tardive sera considérée comme non avenue.

Les sommes allouées seront ordonnancées au nom de M. le directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, pour être, par ses soins, inscrites au livret des assurés, conformément au tableau de répartition arrêté par la députation permanente.

FLANDRE OCCIDENTALE. — 1^o Une prime de 30 centimes par franc jusque douze, est allouée aux mutualistes qui font des versements à la Caisse de Retraite.

Il est tenu compte au participant, en dehors des versements effectués par lui-même, des sommes versées à son profit, soit par son patron ou par une tierce personne, soit par la mutualité à l'aide des fonds de la société.

Les versements provenant de la répartition des subsides octroyés par le Gouvernement, par la province ou par les communes et par les établissements publics de bienfaisance, ne sont pas pris en considération pour la supputation des primes provinciales.

Il en est de même des versements effectués au moyen des subventions de 2 francs, allouées par l'État aux mutualités, pour chaque livret sur lequel une somme de 3 francs au moins a été inscrite dans le courant de l'année précédente;

2^o Sont déchus du droit aux subsides de la province, les mutualistes dont le versement *personnel* dépasse 60 francs pour l'année entière;

3^o Il est alloué une surprime de 20 centimes par franc, jusque douze, aux mutualistes *non aisés* qui, au 1^{er} janvier 1901, étaient âgés de 50 ans au moins et de 55 ans au plus.

Il est alloué également une surprime de 15 centimes par franc, jusque douze, aux mutualistes non aisés qui avaient accompli au 1^{er} janvier 1901 leur 40^e année.

Les intéressés jouiront de ces surprimes jusqu'à l'âge fixé pour leur pension.

Les surprimes sont majorées de cinq centimes lorsqu'elles comprennent une fraction de décime.

Sont considérés comme non aisés ceux qui ne paient pas plus de 10 francs de contributions, patentes comprises, au profit de l'État, dans les communes non émancipées et ceux qui ne paient pas plus de 20 francs en impôts de la même nature, dans les villes et communes émancipées;

4^o Les primes et surprimes provinciales sont versées à capital abandonné;

5^o Les primes de la province ne sont plus allouées aux mutualistes, du moment que la pension acquise s'élève à 360 francs.

Ce maximum est calculé d'après les règles fixées par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse;

6° Sont exclus de la jouissance des primes provinciales, les agents du Gouvernement qui ont droit à une pension de retraite.

Toutefois, les ministres du culte ne sont pas considérés comme agents de l'État, au regard de cette disposition;

7° Les primes vacantes, notamment celles allouées à des personnes qui, à l'époque de la liquidation, sont décédées ou se sont fait rembourser leur livret; celles dont les bénéficiaires sont privés, à la demande des mutualités, par application des statuts de la société et toutes autres qui, pour l'un ou l'autre motif, ne peuvent pas être employées à leur destination, doivent faire retour à la province;

8° Les primes provinciales revenant aux mutualistes au moment de l'entrée en jouissance de leur pension et non liquidées au moment de la création du brevet de rente, sont portées par anticipation à leur livret et entrent en ligne de compte pour la fixation de leur rente.

La restriction stipulée par le dernier paragraphe du 1° ci-dessus n'est pas applicable au calcul de ces primes anticipatives;

9° Dans tous les cas non prévus par les dispositions qui précèdent, il y a lieu d'appliquer les règles tracées par la loi sur les pensions de vieillesse.

FLANDRE ORIENTALE. — a) Un premier crédit, s'élevant à 45.000 francs, est réparti de la façon suivante entre les affiliés à la Caisse de retraite, ayant atteint l'âge de 40 ans au 1^{er} janvier 1900 et qui au 1^{er} janvier 1901 n'ont pas atteint l'âge de 55 ans (personnes nées en 1846 jusques et y compris 1859).

1° Un point est accordé pour chacun des 4 premiers francs versés par l'affilié l'année précédente, au moyen des fonds autres que ceux alloués par les pouvoirs publics;

2° La valeur du point n'est pas inférieure à 0 fr. 50; elle ne peut dépasser 2 francs;

3° Si, à raison de l'accroissement du nombre des affiliés à la Caisse de retraite, la valeur du point descendait en dessous de 0 fr. 50, la Députation permanente aurait le droit d'exclure de la répartition les personnes les moins âgées, en relevant l'âge de la participation.

4° Cesse de jouir des primes de la province, tout affilié à la Caisse de retraite, qui, par ses versements personnels à capital abandonné, joints aux subsides des pouvoirs publics, s'est constitué, pour l'âge fixé par lui, une rente de 100 francs, ainsi que celui qui, par ses versements à capital réservé, s'est constitué un capital de 250 francs.

b) Un crédit de 10.000 francs est consacré à l'octroi d'un encouragement à toute personne qui, au cours de l'exercice précédent, a obtenu son affiliation à la Caisse de retraite par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

Ce subside est partagé entre tous les intéressés, au prorata de leur nombre, sans que la part revenant à chacun d'eux puisse dépasser 2 francs.

c) Un crédit de 10.000 francs est réparti entre toutes les mutualités de retraite de la province, officiellement reconnues, au prorata du nombre de leurs membres, que ceux-ci jouissent ou non des subsides de la province. Le montant du subside ne peut dépasser 100 francs par société.

d) Sont assimilées aux personnes ayant effectué des versements à la Caisse de

retraite, celles qui ont contracté un emprunt avec stipulation d'assurance mixte sur la vie, par l'intermédiaire d'une société de prêts pour la construction de maisons ouvrières.

Il leur est alloué les primes suivantes :

1° Une prime valant au maximum 2 francs, à la création de leur police d'assurance;

2° Une prime qui peut atteindre 1 0/0 de la valeur assurée, avec maximum de 8 francs, si elles satisfont aux conditions d'âge exigées des personnes qui participent à la répartition du subside de 45.000 francs.

Les primes sont versées au profit des assurés sur un livret de retraite.

Elles ne peuvent être cumulées entre elles, ni avec celles qui leur seraient dues par la province pour les versements faits par eux personnellement à la Caisse de retraite.

Un subside de 1.000 francs est porté annuellement à cet effet au budget de la province.

e) Les primes provinciales sont versées à capital abandonné.

HAINAUT. — Les personnes domiciliées dans le Hainaut qui ont effectué pendant l'année 1905 des versements à la Caisse de retraite, ont droit à des primes provinciales dans les conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les primes annuelles d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse sont accordées par la province à toutes les personnes assurées à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État, à condition que le montant des versements effectués par elles ne dépasse pas 60 francs pour l'année entière et qu'elles ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion prévus par l'article suivant.

ART. 2. — Sont exclues du bénéfice de ces primes, les personnes qui paient en impôts directs, patentes comprises, au profit de l'État, une somme d'au moins :

25 francs dans les communes d'une population inférieure à 10.000 habitants ;

30 » » » de 10.000 à 25.000 habitants ;

35 » » » de 25.000 à 50.000 habitants ;

40 » » » de 50.000 habitants et plus.

L'exclusion d'une personne entraîne celle de son conjoint et de ses enfants habitant avec elle.

Les agents de l'État qui ont droit à une pension de retraite en vertu des lois et règlements qui les régissent, ne peuvent prétendre aux primes d'encouragement.

ART. 3. — Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement, il faut :

1° Être Belge et domicilié dans le Hainaut.

Sont admis toutefois au bénéfice des primes, les étrangers domiciliés dans le Hainaut, ayant depuis 10 ans leur résidence en Belgique et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges ;

2° Avoir fait des versements pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.

Sont seuls pris en considération, pour l'allocation des primes provinciales, les versements strictement personnels, à l'exclusion de tous autres versements opérés au profit des titulaires soit par les sociétés, soit par des tiers, soit par les pouvoirs publics.

ART. 4. — Les versements servant de base à l'attribution des primes, peuvent être effectués indifféremment à capital abandonné ou à capital réservé.

Les interventions de la province sont toujours versées à la Caisse à capital abandonné.

L'entrée en jouissance des rentes acquises ne peut être fixée qu'à partir de chaque année d'âge accomplie depuis 55 jusqu'à 65 ans.

ART. 5. — Le montant de la prime annuelle est calculé, chaque année, proportionnellement au nombre de francs subsidiables et d'après les bases indiquées ci après :

Il est donc accordé :

1° Un point par franc et par livret, jusqu'à concurrence de 12 francs, aux affiliés âgés de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1900 ;

2° Deux points par franc et par livret, jusqu'à concurrence de 12 francs, aux affiliés âgés de 40 à 50 ans au 1^{er} janvier 1900 ;

3° Trois points par franc, jusqu'à concurrence de 12 francs, aux affiliés âgés de plus de 50 ans au 1^{er} janvier 1900.

ART. 6. — L'assuré est admis au bénéfice des primes jusqu'à ce que l'ensemble des sommes inscrites sur son livret suffise pour constituer une rente annuelle et viagère de 360 francs.

LIÈGE. — La répartition des primes provinciales aux affiliés de la Caisse de retraite se fera désormais de la manière suivante :

1. Un point par franc versé jusqu'à 24 aux affiliés âgés de 40 à 45 ans au 1^{er} janvier 1900 ;

Deux points par franc versé jusqu'à concurrence de 24 aux affiliés âgés de 45 à 50 ans au 1^{er} janvier 1900 ;

Trois points par franc versé jusqu'à concurrence de 24 aux affiliés âgés de plus de 50 ans.

II. Pour les livrets comportant des versements à capital réservé, il ne sera attribué qu'un nombre de point égal à la moitié des chiffres ci-dessus déterminés.

III. Les affiliés devront, pour jouir des primes de la province, réunir les conditions requises pour l'obtention des primes de l'État.

LIMBOURG. — I. Les primes accordées aux sociétés mutualistes reconnues qui affilient leurs membres à la Caisse de Retraite sous la garantie de l'État sont réparties, à raison des versements personnels effectués par les membres des mutualités, domiciliés dans la province, pendant l'année qui précède celle de la répartition.

Sont assimilés aux versements personnels, les versements opérés au profit du titulaire par la société mutualiste reconnue dont il est membre ou par une tierce personne.

II. Il est accordé une prime de 0 fr. 50 par franc pour les six premiers francs versés par l'affilié, soit à capital abandonné, soit à capital réservé au profit des membres ou de leurs héritiers. La valeur du point peut être réduite proportionnellement, au cas où le montant des primes dépasserait le crédit provincial.

III. Ne donnent droit à aucune prime, les sommes versées en faveur d'affiliés dont le livret comporte une rente annuelle et viagère de 360 francs. Ce maximum est déterminé en supposant que tous les versements effectués depuis le 1^{er}

janvier 1900 ont été faits à capital abandonné, pour acquisition de rentes prenant cours à 65 ans.

IV. Les sommes allouées à chaque société sont ordonnancées au nom de M. le Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, chargé d'en faire inscrire le montant aux livrets des affiliés, d'après le tableau dressé par la société intéressée.

V. Les primes sont toujours versées à capital abandonné.

LUXEMBOURG. — ARTICLE PREMIER. — Les primes provinciales sont réparties entre les sociétés entenant compte des points dont elles peuvent se prévaloir.

ART. 2. — Les sociétés *mutualistes* ont droit à un nombre de points égal à la somme des cotisations annuelles payées par chacun des membres effectifs jusqu'à concurrence de 6 francs.

ART. 3. — Les affiliés aux sociétés de maisons ouvrières ont droit à un point par chacun des six premiers francs versés par eux à la Caisse d'assurances sur la vie.

ART. 4. — Un point est attribué aux membres des sociétés de retraite pour chaque franc versé par eux à leur livret jusqu'à concurrence de 6 francs annuellement.

ART. 5. — La valeur du point résulte de la division du crédit de 15.000 francs par la totalité des points des trois groupes de sociétés susénoncées.

ART. 6. — La prime allouée aux sociétés de secours mutuels sera versée à leur caisse de réserve. Celle des autres sociétés sera affectée à l'acquisition de pensions de vieillesse et versée à capital abandonné ou à capital réservé.

ART. 7. — Pour être comprises dans la répartition, les sociétés devront faire parvenir à l'administration provinciale, avant le 1^{er} avril, une demande accompagnée : 1^o d'un exemplaire de leurs statuts ; 2^o d'une copie de leurs comptes pour l'exercice écoulé ; 3^o du calcul des points qu'elles peuvent s'attribuer, établi sur la formule qui leur sera procurée en temps opportun.

ART. 8. — Ne seront admises parmi les sociétés mutualistes que celles : 1^o dont les dépenses sont habituellement couvertes par le produit des recettes ordinaires ; 2^o qui comptent au moins 20 membres pour une circonscription de 1.000 habitants, 30 membres pour une circonscription de 1.000 à 2.000, et 50 membres au delà de 2.000. Les prohibitions de l'article 8 n'entreront en vigueur qu'à partir de l'exercice 1901.

ART. 9. — Seront exclus de la répartition les membres des sociétés de retraite ou de maisons ouvrières : 1^o qui ont acquis une pension de 360 francs ; 2^o les adultes âgés de plus de 16 ans qui paient par eux-mêmes ou leurs auteurs 60 francs de contributions au profit de l'État ; 3^o les agents de l'État, de la province et des communes qui ont droit à une pension de retraite en vertu de lois et règlements qui les régissent ; 4^o les membres qui n'ont pas effectué dans le courant de l'année à leur livret, un versement minimum de 3 francs.

ART. 10. — Les sociétés qui induiront volontairement en erreur l'administration provinciale pourront être privées désormais de toute allocation.

NAMUR. — Les primes provinciales sont réparties entre les sociétés mutualistes reconnues ayant leur siège dans la province et entre les sociétés agréées par la députation permanente qui, ayant leur siège établi en dehors de la province, auraient organisé une section spéciale des membres habitant la province.

Le montant de la prime annuelle est fixé à 20 centimes par franc et par livret à concurrence de 15 francs versés.

Tout titulaire d'un livret qui, à la date du 1^{er} janvier 1900, avait 40 ans accomplis ou plus, touche la prime à concurrence de 24 francs versés.

L'intervention provinciale est limitée à 80.000 francs et, le cas échéant, la prime est réduite au quotient de 80.000 francs par le nombre de francs à subsidier.

Les primes de la province sont versées à capital abandonné.

II. CAISSES D'ÉPARGNE.

Il y avait au 31 décembre 1905 :

2.010.000 livrets de 1.000 fr. et au-dessous pour un total de dépôts de

283.000	—	1.000 à 2.000	—	262,8 millions.
19.000	—	plus de 2.000	—	424,7 —
2.312.000	—		—	76,9 —
				764,4 —

Sur 100 livrets, 42,7 ne représentaient que des dépôts de 1 à 20 francs ; puis venaient 18,3 0/0 de livrets de 20 à 100 francs, et 18,2 de livrets de 100 à 500.

Répartition par 100.000 livrets, au point de vue de la profession, des livrets créés annuellement depuis 1901 et soumis à l'observation.

	1901.	1905.
Ouvriers mineurs, bouilleurs.....	1.170	725
Ouvriers d'industrie et déposants exerçant un métier quelconque.....	15.450	13.672
Journaliers et ouvriers agricoles.....	6.590	5.696
Domestiques.....	3.098	3.256
Militaires.....	939	595
Commerçants et détaillants.....	2.962	1.915
Professeurs et instituteurs.....	475	404
Fonctionnaires et employés.....	2.862	2.585
Professions libérales.....	227	283
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	330	587
Propriétaires, rentiers, ménagères, personnes n'exerçant aucune profession.	12.320	12.022
Enfants mineurs.....	51.920	57.165
Sociétés de secours mutuels, d'épargne et diverses.....	1.458	1.095

Placements.

Les tableaux ci-dessous fournissent, pour la dernière période décennale, les montants absolus et relatifs des placements définitifs et provisoires tels qu'ils sont définis par les articles 28 et 29 de la loi organique de la Caisse générale.

PLACEMENTS DÉFINITIFS										PLACEMENTS PROVISOIRES			
des années.	Fonds de l'État.	obligations				prêts hypothé- caires.	prêts agricoles et avances aux sociétés coopératives de crédit agricole.	avances pour habi- tations ouvrières.	escompte			avances pour habi- tations ouvrières.	
		de sociétés garanties par l'État.	de provinces et communes.	de sociétés.	sur la Belgique, l'étranger.				sur l'étranger.				
										en milliers de francs.	en milliers de francs.		en milliers de francs.
1896.....	152.485	34.291	62.444	86.534	3.956	2.922	14.832	28.106	43.539	70.913	645		
1897.....	176.417	34.267	69.595	94.443	1.789	3.949	19.305	26.639	46.719	74.575	645		
1898.....	188.514	34.352	76.099	102.224	2.124	4.470	24.863	42.931	48.078	61.286	700		
1899.....	187.309	52.328	80.005	94.401	1.737	4.798	30.421	51.311	56.177	77.173	892		
1900.....	187.263	52.744	97.665	100.336	1.873	5.467	37.000	47.135	60.638	90.143	884		
1901.....	200.186	52.891	106.121	111.427	5.598	6.246	44.511	33.263	74.795	117.986	681		
1902.....	188.932	64.932	116.717	130.423	4.643	6.847	51.404	26.889	67.196	194.438	873		
1903.....	189.088	57.779	126.970	117.036	1.973	7.471	56.463	24.218	70.435	133.887	744		
1904.....	181.717	61.270	132.873	107.965	4.083	7.852	62.532	23.742	73.378	187.069	767		
1905.....	179.795	70.607	137.146	107.636	6.303	8.334	62.861	24.923	81.293	180.373	859		

Proportion % de chacune des catégories de placements.											
1896.....	20.46	6.85	12.46	17.29	0.77	0.58	2.96	5.61	8.70	14.17	0.13
1897.....	32.29	6.28	12.74	17.28	0.32	0.72	3.53	4.69	8.87	13.65	0.13
1898.....	33.22	5.85	13.00	17.46	0.37	0.76	4.91	7.32	8.92	10.46	0.12
1899.....	29.44	8.33	12.88	14.85	0.27	0.75	4.78	8.07	8.68	12.14	0.11
1900.....	27.50	7.76	14.34	14.74	0.28	0.80	5.42	6.92	8.91	13.28	0.10
1901.....	26.89	7.03	14.09	14.80	0.73	0.83	6.91	4.43	9.32	15.35	0.09
1902.....	34.44	7.10	15.10	13.87	0.60	0.86	6.66	3.48	8.69	16.10	0.09
1903.....	22.07	7.54	16.48	16.38	0.36	0.87	7.87	3.25	9.50	17.48	0.10
1904.....	22.89	7.72	16.74	13.60	0.51	1.02	7.87	2.99	9.32	17.86	0.10
1905.....	21.95	8.56	16.74	13.14	0.76	1.02	7.68	4.26	9.92	15.91	0.07

Proportion % de chacune des catégories de placements.

Habitations ouvrières.

La Caisse d'assurances sur la vie, annexée à la Caisse générale d'épargne et de retraite, a été autorisée, par arrêté royal du 21 septembre 1904, à consentir des opérations d'assurances ayant pour objet de garantir, au décès, le remboursement du solde de prêts remboursables par annuités. Ce nouveau système donne lieu à l'application du tarif VII, approuvé par l'arrêté royal prérapporté.

Les sociétés d'habitations ouvrières peuvent ainsi employer un nouveau mode de remboursement, pour les prêts conclus avec assurance, préférable au système de remboursement antérieurement en usage; aussi un grand nombre de sociétés se sont-elles empressées de l'adopter. Le mode de remboursement des prêts par annuités, avec assurance du solde au décès, présente en effet sur le système de remboursement par l'assurance mixte, des avantages importants.

Au 31 décembre 1904, 166 sociétés d'habitations ouvrières étaient agréées par la Caisse générale : 156 constituées sous la forme anonyme (capital social total 21.037.200 fr.) et 10 sous la forme coopérative.

Au 31 décembre 1905, le nombre total des sociétés agréées s'est élevé à 170 : 160 constituées sous la forme anonyme (capital social total 22.736.950 fr.) et 10 sous la forme coopérative (1).

124 sociétés de crédit avaient, au 31 décembre 1904, obtenu des avances pour 59.777.929 fr. 48 et 37 sociétés immobilières pour 2.391.813 fr. 61.

Au 31 décembre 1905 la Caisse d'épargne avait avancé 59.716.604 fr. 06 à 126 sociétés de crédit et 2.501.603 fr. 67 à 38 sociétés immobilières.

Le tableau ci-dessous groupe les sociétés agréées ayant obtenu des avances, au 31 décembre 1905, suivant qu'elles appartiennent au type de sociétés de crédit ou de sociétés immobilières, et indique, par groupe, le total des sommes avancées par la Caisse d'épargne :

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT				SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES			
anonymes		coopératives		anonymes		coopératives	
Nombre.	Somme avancée.	Nombre.	Somme avancée.	Nombre.	Somme avancée.	Nombre.	Somme avancée.
117	56.937.506 31	9	2.779.097 75	38	2.501.603 67	—	—

(1) Dans ce nombre est comprise la Société Coopérative « l'Immobilière namuroise » qui a obtenu une avance sous forme de prêt hypothécaire.

Au point de vue du taux d'intérêt des avances consenties ⁽¹⁾ le montant total des sommes avancées se subdivise comme suit : à 2 1/2 0/0, 27.790.128 fr. 13; à 3 0/0, 32.751.603 fr. 43 et à 3 1/4 0/0, 1.676.476 fr. 17.

Au 31 décembre 1905, le solde des fonds déposés en comptes courants, à la Caisse d'épargne, par les sociétés agréées, se montait à 4.344.864 fr. 11 à 3 0/0.

Le tableau suivant indique, pour les divers exercices, le rapport du nombre de prêts consentis avec assurance au nombre total d'opérations, en ce qui concerne les sociétés auxquelles la Caisse fait des avances au taux réduit :

ANNÉE (31 décembre).	NOMBRE TOTAL de prêts en cours.	NOMBRE de prêts avec assurance.	RAPPORT, en millièmes du nombre de prêts avec assurance au nombre total de prêts.
1891.....	52	11	212
1892.....	753	472	628
1893.....	1.764	1.364	773
1894.....	2.921	2.306	789
1895.....	4.380	3.443	790
1896.....	6.110	4.914	804
1897.....	8.078	6.580	812
1898.....	10.712	8.601	803
1899.....	13.697	10.914	797
1900.....	16.294	12.955	795
1901.....	19.021	15.293	804
1902.....	22.046	17.571	797
1903.....	24.622	19.529	793
1904.....	26.615	21.100	792
1905.....	26.048	21.894	840

On trouvera, ci-après, des renseignements détaillés sur la portion d'actif des sociétés de crédit d'habitations ouvrières qui couvre les avances de la Caisse d'épargne.

Montant des avances consenties aux sociétés de crédit..	Fr.	59.716.604 06
Total des capitaux souscrits et non versés.....		14.325.655 »
— des prêts hypothécaires.....		62.250.571 18
— des dépôts en comptes courants.....		3.903.728 59
— des dépôts sur livrets d'épargne.....		23.359 67
— des soldes en caisse.....		365.713 62
— des valeurs acquises par les polices d'assurance.....		7.396 600 65
		88.265.628 71
A déduire le passif des sociétés envers des tiers.....		2.177.772 »
Actif couvrant les avances.....		86.087.856 71

(1) Voir la note insérée dans le dernier tableau de ce chapitre.

La valeur totale des garanties hypothécaires fournies aux sociétés s'élève à 97.255.499 fr.

L'administration de la Caisse a recueilli, grâce à l'obligeance des sociétés agréées, des renseignements intéressants au sujet : du nombre total d'opérations traitées par elles depuis leur fondation, du nombre d'expropriations pour une cause quelconque et du nombre d'emprunteurs en retard de paiement de leurs mensualités. Ces renseignements sont résumés ci-dessous :

Nombre total de maisons construites ou acquises depuis l'origine.	Nombre d'expropriations.	Nombre de débiteurs en retard de paiement de mensualités.
—	—	—
33.046	191	1.986 (1)
1 société a conclu plus de.....		2.000 opérations.
3 sociétés ont conclu de.....		1.000 à 2.000 —
13 —		500 à 1.000 —
40 —		200 à 500 —
20 —		100 à 200 —
87 —		moins de 100 —

Il résulte des rapports fournis par le service d'inspection des sociétés agréées que, à de rares exceptions près, les sociétés qui ont été inspectées ne laissent rien à désirer; la comptabilité est généralement tenue d'une façon irréprochable, et les actes passés attestent un soin minutieux dans leur rédaction et dans la recherche des documents hypothécaires qui s'y rapportent.

Afin de rendre efficace l'interdiction de débits de boissons, la Caisse générale engage les sociétés à insérer dans leurs actes une clause aux termes de laquelle les sommes prêtées deviendraient immédiatement et de plein droit exigibles, si les immeubles hypothéqués étaient affectés, soit directement, soit indirectement, à l'établissement d'un débit de ce genre.

Le tableau, ci-après, groupe les sociétés anonymes de crédit par année de fondation, et indique le rapport des réserves constituées aux capitaux versés sur actions; il montre bien que les mesures adoptées pour assurer l'avenir de ces sociétés portent déjà leurs fruits et qu'au bout de quelques années de fonctionnement, celles-ci auront probablement accumulé des réserves relativement importantes, tout en ayant fourni à leurs actionnaires une rémunération normale des capitaux versés.

(1) L'importance relative de ce nombre résulte de ce que les sociétés tolèrent assez généralement des retards de paiement de mensualités à la fin de l'année; cette situation se régularise le plus souvent dans les premiers mois de l'année suivante.

Sociétés anonymes de crédit.

ANNÉE de fondation.	NOMBRE de sociétés	CAPITAUX versés.	RÉSERVES au 31 décembre 1905.	RÉSERVES en centièmes des capitaux versés.
1890 et 1891.....	11	375.270	891.015 04	237
1892.....	15	459.865	679.342 92	148
1893.....	16	240.770	316.618 22	128
1894.....	9	135.805	261.028 31	192
1895.....	9	96.470	140.027 30	154
1896.....	7	52.450	92.575 13	177
1897.....	17	178.175	205.820 06	115
1898.....	9	71.780	33.155 10	46
1899.....	6	40.150	12.477 03	31
1900.....	2	32.450	96.622 06	82
1901 (1).....	5	37.000	10.796 65	29
1902.....	4	40.320	11.675 23	25
1903.....	4	24.990	3.947 33	16
1904.....	1	10.000	296 67	3
1905.....	2	7.090	124 72	2

(1) La société de Wemmel, fondée en 1901, est entrée en liquidation en 1904.

Au 31 décembre 1905, le solde des prêts effectués au taux d'intérêt de 3 0/0 sous la caution d'intermédiaires personnels, s'élevait à 32.332 fr. 13 pour 8 opérations en cours.

Quatre communes ont obtenu des avances, en exécution de la circulaire ministérielle du 15 juillet 1892, réglant l'application de l'article 9 de l'arrêté du 25 mars 1891 :

Saint-Gilles (Bruxelles) a obtenu quatre avances d'ensemble 286.500 fr.

Waterloo a obtenu une avance de fr. 1.700 ;

Courtrai » » fr. 100.000 ;

St-Josse-ten-Noode » fr. 86.000.

Il reste dû sur ces avances, au 31 décembre 1905, respectivement 272.559 fr. 10, 683 fr., 95.205 fr. et 84.663 fr.

Cinq prêts hypothécaires, pour 91.418 fr. 07, complètent le montant des avances et prêts pour construction ou achat d'habitations ouvrières, au 31 décembre 1905.

Le tableau, ci-après, indique, au 31 décembre de chacune des années 1904 et 1905, le montant de ces avances et prêts :

	1904.	1905.
Avances à 2 1/2 % aux sociétés (1).....	28 048.524 48	37.790.428 13
— à 3 % —	32.617.932 50	32.751.603 43
— à 3 1/4 % —	1.503.286 11	1.676.476 17
Prêts à 3 % sous la caution d'intermédiaires personnels.....	39.713 10	32.332 13
Divers	551.965 22	544.528 17
TOTAL.....	62.754.421 41	62.795.004 03

(1) Le taux d'intérêt des avances consenties aux Sociétés d'habitations ouvrières avait été primitivement fixé à 3 % ; ce taux pouvait être exceptionnellement réduit à 2 1/2 % pour les avances consenties aux Sociétés de crédit réunissant les conditions prescrites par la Caisse générale (arrêté du conseil général du 25 mars 1891).

Ces taux d'intérêt ont été modifiés au cours de l'année 1899 et portés respectivement à 3,25 et à 3 % (arrêté du Conseil général du 27 juill. 1899).

Les avances consenties aux Sociétés d'habitations ouvrières au taux réduit de 2 1/2 % peuvent être prorogées au même taux jusqu'au 15 janvier 1920, si, bien entendu, lors des échéances, les Sociétés se trouvent dans les conditions fixées à cet égard par les arrêtés du Conseil général en date du 25 mars 1891 et du 10 novembre 1892.

III. CAISSE D'ASSURANCES.

Voici comment la Caisse résume elle-même, sur la couverture de ses rapports, les avantages et la nature de ses opérations :

La Caisse traite des opérations d'**assurance mixte** et des opérations d'**assurance vie entière**. Elle traite également des opérations d'**assurance temporaire à capital décroissant** destinées à garantir, en cas de décès, le remboursement du solde restant dû sur un emprunt remboursable par annuités constantes.

En cas d'**assurance mixte**, le capital assuré est payable à la fin de la durée du contrat, si l'assuré est en vie à cette époque, ou lors du décès de l'assuré, si le décès se produit avant la fin du contrat.

Les assurances mixtes peuvent être conclues pour une durée de 10, 15, 20 ou 25 ans, ou pour une période finissant à l'époque à laquelle l'assuré atteindra 55, 60 ou 65 ans.

En cas d'**assurance vie entière**, le capital assuré est payable lors du décès de l'assuré.

En cas d'**assurance temporaire**, le capital assuré est payable si le décès de l'assuré se produit pendant la durée du contrat.

Les assurances temporaires à capital décroissant peuvent être conclues pour une durée de 10, 15, 20 ou 25 ans.

Les assurances sont conclues **avec** ou **sans visite médicale** de la personne à assurer.

Les primes peuvent être **constantes**, payables viagèrement pendant un nombre d'années déterminé, ou **uniques**, payables à volonté.

Les **primes constantes** sont payables **annuellement** ou **mensuellement**.

En cas d'**assurance mixte**, les primes constantes cessent d'être payables si le décès de l'assuré se produit avant l'expiration de la durée stipulée au contrat ;

en cas d'assurance vie entière, elles cessent d'être payables lors du décès de l'assuré et au plus tard à 55, 60 ou 65 ans, selon le tarif, si l'assuré est en vie à cette époque.

La cessation de paiement de la prime constante n'entraîne pas la déchéance des droits acquis par les versements effectués.

Le capital assuré sur une même tête ne peut dépasser cinq mille francs.

Les primes doivent être d'un franc au moins.

Pour contracter une assurance, il faut être âgé de 21 ans au moins. La personne sur la tête de laquelle doit reposer l'assurance, doit avoir 20 ans au moins, au moment du premier versement de prime.

Les propositions d'assurance et les versements de primes sont reçus à la Caisse centrale, rue du Fossé-aux-Loups, 48, à Bruxelles, aux succursales de la Caisse d'épargne, aux agences de la Banque Nationale de Belgique et aux bureaux de Poste.

Des facilités toutes spéciales sont offertes aux groupements (sociétés mutualistes, personnel d'administration, etc.) qui s'affilient globalement à la Caisse d'assurances, en vertu de statuts ou de règlements.

On peut obtenir, sans frais, dans les mêmes bureaux, une notice détaillée avec tarifs et texte explicatif des opérations de la Caisse d'Assurance sur la Vie.



L'exercice 1905 a été particulièrement marqué par la conversion de la plupart des polices d'assurances conclues suivant l'ancien système à l'intervention des sociétés d'habitations ouvrières, en assurances à capitaux décroissants aux conditions du tarif VII approuvé par arrêté royal du 21 septembre 1904.

En raison des nombreux avantages que présente la combinaison nouvelle, la conversion a été demandée par presque toutes les sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraites; elle a été appliquée à 15.611 contrats comportant 40.635.434 fr. 14 de capitaux assurés. La conversion a eu pour conséquence immédiate, le remboursement de 3.877.908 fr. 71 provenant de la différence des réserves mathématiques afférentes aux deux systèmes d'assurances.

A part la conversion, le mouvement de la Caisse d'assurances a été pendant l'exercice écoulé, à très peu près le même que celui de l'année précédente; les tableaux insérés ci-après font nettement ressortir cette situation : 3.992 contrats nouveaux ont été conclus en 1905, alors que pendant l'année 1904, le nombre de contrats nouveaux avait été de 3.980.

Le nombre total des contrats pour lesquels l'assurance était en cours au 31 décembre dernier était de 29.099 pour 60.663.388 fr. 43 de capitaux assurés, soit comparativement à la situation au commencement de l'exercice, une augmentation de 2.786 contrats et de 348.748 fr. 61 de capitaux assurés.

Au 31 décembre 1905, la Caisse d'assurances comptait en effet :

23.254	contrats en cours conclus dans le but de garantir, en cas de décès, le remboursement de prêts consentis pour l'achat ou la construction d'habitations ouvrières, et comportant.....	Fr.	53.020.988 85	de cap. ass.
et 5.845	contrats en cours conclus par application de la loi du 21 juin 1894, comportant.	Fr.	7.642.399 58	—
Ensemble 29.099	contrats comportant....	Fr.	60.663.388 43	de cap. ass.

Le nombre ci-dessus des contrats conclus par application de la loi du 21 juin 1894, se décompose comme il suit :

5.486	contrats d'assurances à effets immédiats;	
221	—	différées de deux ans pour lesquels l'assurance est en cours;
et 138	—	différées de deux ans pour lesquels l'assurance n'est pas en cours.

Le nombre total d'assurés était de 27.287;

59 affiliés étaient assurés simultanément du chef de l'achat ou de la construction d'une habitation ouvrière et sous le régime de la loi du 21 juin 1894;

83 affiliés étaient assurés en même temps par contrats d'assurance à effet immédiat et par contrats d'assurance différée de deux ans (loi du 21 juin 1894).

Les opérations d'assurances conclues du chef de l'achat ou de la construction d'une habitation ouvrière et celles qui sont traitées conformément à la loi du 21 juin 1894 font l'objet d'une comptabilité unique; cependant elles restent séparées au point de vue des statistiques.

Opérations ayant pour objet de garantir, en cas de décès, le remboursement de prêts consentis pour l'achat ou la construction d'habitations ouvrières

L'extension des opérations d'assurances de cette nature se marque nettement dans le tableau suivant :

ANNÉES.	NOMBRE de contrats conclus.	NOMBRE de contrats liquidés.	NOMBRE de contrats existants à la fin de l'année.	SOLDE des capitaux assurés à la n de l'année.	PRIMES encaissées pendant l'année.
1900.....	2.441	350	13.289	31.598.750 48	1.549.033 04
1901.....	2.929	470	15.748	37.905.229 26	1.838.155 49
1902.....	3.006	643	18.111	43.980.636 26	2.101.704 36
1903.....	2.784	807	20.088	49.279.228 08	2.329.883 76
1904.....	2.520	834	21.774	53.646.712 39	2.533.010 33
1905.....	2.536	1.056	23.254	53.020.988 85 (*)	5.883.248 83 (**)

(*) Du chef de la conversion, les capitaux assurés ont subi une réduction de 5.534.810 fr. 62.
(**) Dont 4.419.544 fr. 54 pour conversion d'assurances aux conditions du tarif VII.

Le capital assuré sur une même tête est quelquefois réparti entre plusieurs contrats; ainsi :

1 assuré possède.....	5 contrats;
8 assurés possèdent chacun 4 contrats, soit ensemble..	32 —
87 assurés possèdent chacun 3 contrats, — ..	261 —
1.141 assurés possèdent chacun 2 contrats, — ..	2.282 —
20 657 assurés possèdent chacun 1 contrat.....	20.657 —
21.894 assurés possèdent ensemble.....	23.237 contrats;
17 contrats restent à liquider au 1 ^{er} janvier 1906 par suite du décès des assurés.....	17 —
TOTAL.....	23.254 contrats.

Au point de vue de l'importance des assurances conclues, les contrats en cours se décomposent comme il suit :

2.466 contrats de moins de 1.000 francs.
6.163 — de 1.000 à 2.000 —
5.708 — de 2.000 à 3.000 —
4.904 — de 3.000 à 4.000 —
4.013 — de 4.000 francs et plus.

Classification des assurés par profession.

PROFESSIONS.	NOMBRE d'assurés.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	3.177
Ouvriers d'industrie ou exerçant un métier.....	12.117
Journalliers, ouvriers agricoles.....	4.131
Ménagères.....	150
Agents inférieurs d'administration.....	2.319
	21.894

Opérations conclues par application de la loi du 21 juin 1894.

L'extension de ces opérations se marque nettement dans le tableau ci-dessous :

ANNÉES.	NOMBRE de contrats conclus.	NOMBRE de contrats liquidés.	NOMBRE de contrats existant à la fin de l'année.	SOLDE des capitaux assurés à la fin de l'année.	PRIMES encaissées pendant l'année.
1900.....	178	9	743	2.577.773 24	90.197 41
1901.....	562	6	1.299	3.227.106 13	114.531 64
1902.....	899	15	2.183	4.340.116 84	143.947 32
1903.....	1.021	73	3.131	5.651.910 72	207.503 94
1904.....	1.460	52	4.539	6.667.927 53	243.773 99
1905.....	1.456	150 (*)	5.845	7.642.399 58	258.935 62 (**)

(*) Dont 4 assurances conclues aux conditions du tarif VI et converties en assurances suivant le tarif VII.
(**) Dont 185 fr. 33 pour conversion d'assurance aux conditions du tarif VII.

Le plus grand nombre sont des assurances ayant pris cours immédiatement après le premier versement de prime (Le reste représente des assurances différées de 2 ans). Voir des chiffres plus détaillés relatifs aux premières.

NATURE DE L'ASSURANCE.	CONTRATS EN COURS au 31 décembre 1905.	
	Nombre.	Capitaux.
Assurances mixtes pour 10 ans.....	87	158.996 07
— 15 —	76	243.570 22
— 20 —	108	368.391 86
— 25 —	71	249.133 79
— finissant à 55 —	248	530.298 60
— 60 —	871	1.081.429 52
— 65 —	245	289.069 79
Assurances vie entière, les primes cessant d'être payables à 55 ans.	48	75.530 95
— 60 —	142	316 265 29
— 65 —	3.266	4.088.449 13
A primes uniques (Tarif IV).....	322	39.376 08
— (Tarif VII).....	2	8.520 05
	5.486	7.549.031 45

Au point de vue de l'importance des assurances conclues, les contrats en cours se décomposent comme suit :

3.372	contrats de moins de 1.000 francs.
792	— de 1.000 à 2.000 —
341	— de 2.000 à 3.000 —
181	— de 3.000 à 4.000 —
800	— de 4.000 francs et plus.

ALLEMAGNE

DERNIERS RÉSULTATS STATISTIQUES
DE L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ (1)

D'après les relevés statistiques trimestriels fournis par les caisses d'assurance, le nombre des rentes accordées, depuis le 1^{er} janvier 1891, jusqu'au 31 décembre 1905, s'est élevé à :

	TOTAL.	A SAVOIR :		
		Rentes d'invalidité.	Rentes de maladie. Invalidité temporaire.	Rentes de vieillesse.
31 Caisses régionales.....	1.696.848	1.219.812	50.427	426.609
9 Caisses professionnelles.....	88.457	73.021	4.151	11.285
	1.785.305	1.292.833	54.578	437.894

Au cours de chaque année, il a été accordé :

	NOMBRE de rentes accordées.	A SAVOIR :		
		Rentes d'invalidité.	Rentes de maladie (invalidité temporaire).	Rentes de vieillesse.
1891.....	132.957	31	—	132.926
1892.....	59.912	17.784	—	42.128
1893.....	66.260	35.177	—	31.083
1894.....	81.266	47.385	—	33.871
1895.....	86.127	55.968	—	30.144
1896.....	90.403	64.450	—	25.953
1897.....	98.066	75.746	—	22.320
1898.....	104.806	84.781	—	19.525
1899.....	112.985	96.665	—	17.320
1900.....	152.268	125.739	6.677	19.852
1901.....	152.961	120.480	7.632	14.849
1902.....	164.398	142.780	8.733	12.885
1903.....	174.517	152.871	9.216	12.430
1904.....	162.477	140.092	10.449	11.936
1905.....	145.412	122.869	11.671	10.672
	1.785.305	1.292.833	54.578	437.294

(1) *Ämtliche Nachrichten*, 15 avril 1906, Rapport de l'Office impérial des assurances.

Jusqu'à la fin de 1899, les rentes d'invalidité accordées à des assurés invalides d'une façon non permanente (rentes « de maladie ») n'étaient pas indiquées à part, car elles étaient accordées seulement lorsque l'invalidité avait duré 52 semaines consécutives. Il en résultait que le nombre en était très faible. Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1899, il suffit, pour obtenir une rente de maladie, de prouver qu'on a été invalide pendant 26 semaines ininterrompues; le nombre des rentes de maladie est ainsi beaucoup plus élevé qu'autrefois. D'autre part, les capitaux représentatifs des deux catégories de rentes d'invalidité ne se calculent pas de la même manière. C'est pourquoi on a, à dater de 1900, mentionné à part les rentes de maladie.

Le nombre des allocations de rentes de vieillesse a été, en 1891 et 1892, exceptionnellement élevé. La rente de vieillesse a été, à ce moment-là, accordée non seulement aux personnes qui achevaient leur 70^e année, mais encore à toutes celles qui se trouvaient déjà âgées de plus de 70 ans et qui au cours des 3 dernières années avaient eu 141 semaines une occupation salariée motivant l'assurance aux termes de la nouvelle législation. Le nombre des rentes de vieillesse a ensuite diminué, sauf en 1894 à cause de l'extension (par le Conseil fédéral) aux artisans à domicile de l'industrie textile, et en 1900, à cause de l'extension réalisée par la loi de 1899 et par les facilités plus grandes accordées pour la justification de stage.

Depuis 1904, le nombre des allocations de rentes d'invalidité cesse d'augmenter et recule notablement.

Les relevés trimestriels des caisses contiennent, outre ces renseignements sur le nombre de rentes accordées, des indications intéressantes sur le nombre de rentes encore en cours et le nombre de rentes éteintes.

AU 1 ^{er} JANVIER 1905.	ÉTAIENT encore en cours Rentes.	A SAVOIR :		
		Rentes d'invalides.	Rentes de maladie.	Rentes de vieillesse.
Auprès des 31 caisses régionales.	888.331	738.175	19.201	130.955
— 9 caisses profession- nelles.....	46.652	42.587	940	3.125
	934.983	780.762	20.141	134.080

Le nombre de rentes en cours n'est constaté que depuis la fin de 1896.

La récapitulation donne les résultats suivants :

AU DÉBUT de l'année.	ÉTAIENT encore en cours : Rentes.	A SAVOIR :		
		Rentes d'invalides.	Rentes de maladie.	Rentes de vieillesse.
1897.....	365.625	181.670	»	203.955
1898.....	414.503	210.859	»	203.644
1899.....	466.228	264.899	»	201.329
1900.....	519.453	324.319	»	195.133
1901.....	598.927	405.337	5.118	188.472
1902.....	675.095	486.945	8.700	179.450
1903.....	755.529	574.833	12.146	168.550
1904.....	833.944	663.140	14.186	156.618
1905.....	897.428	734.985	16.977	145.466
1906.....	934.983	780.762	20.141	134.080

Ces nombres sont, en moyenne, de 20/0 trop élevés, parce qu'on ne peut tenir compte que des décès venus à la connaissance des caisses jusqu'à la fin de l'année; mais la courbe des années reste la même. Dans les premières années, le nombre des rentes de vieillesse dépassait de beaucoup celui des rentes d'invalidité; les rentes de vieillesse atteignirent le maximum au début de 1897; depuis lors les allocations de nouvelles rentes n'ont plus compensé les extinctions pour cause de décès ou d'allocation d'une rente d'invalidité au lieu de la rente de vieillesse. Le nombre des rentes d'invalidité a dépassé dès la fin de 1897 celui des rentes de vieillesse et a augmenté depuis lors dans des proportions considérables.

Malgré la diminution du nombre des rentes accordées en 1904, il ne faut pas s'attendre à un recul dans le nombre des rentes en cours; ce nombre, pendant encore plusieurs décades, ne fera que croître.

Voici quel a été le nombre de cas où les caisses ont effectué des remboursements de cotisations (jusqu'à la fin de 1905).

	REMBOURSE- MENT en général.	A SAVOIR :		
		en cas de mariage.	après accident de travail.	après décès.
31 Classes régionales.....	1.627.044	1.336.146	2.715	268.183
9 Classes professionnelles.....	28.741	720	849	27.172
	1.655.785	1.336.866	3.564	295.355

Les indemnités payées en 1905, la subvention de l'Empire y compris, ont atteint

160 millions de marcs environ (*200 millions de francs*).

Jusqu'au début de 1905, c'est-à-dire pendant les 14 premières années de fonctionnement de la loi, il a été payé, à titre d'indemnités, la somme de

1.003.949.912 marcs (*1.255.000.000 francs*).

Voici comment ont évolué ces paiements d'année en année.

ANNÉES.	TOTAL des indemnités.	A SAVOIR :						
		Rentes d'invalides.	Rentes de maladie.	Rentes de vieillesse.	Remboursement de cotisations.	Traitement médical.	Hospitalisation des Invalides.	Secours extraordinaires (\$ 45).
	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.	M.
1891.....	15.399.506	139	»	15.399.004	»	373	»	»
1892.....	22.395.854	1.338.962	»	21.095.008	»	31.884	»	»
1893.....	28.021.045	5.307.092	»	22.705.614	»	108.339	»	»
1894.....	34.815.989	10.031.897	»	24.419.516	»	864.576	»	»
1895.....	42.680.675	15.332.799	»	26.496.741	219.346	631.789	»	»
1896.....	51.322.061	20.844.739	»	27.326.580	1.975.248	1.175.504	»	»
1897.....	59.893.831	27.061.325	»	27.555.955	3.890.931	1.886.610	»	»
1898.....	68.540.426	34.363.360	»	27.449.826	4.497.477	2.639.752	»	»
1899.....	78.658.626	42.368.463	»	26.395.558	5.446.147	4.016.458	»	»
1900.....	92.729.264	53.572.160	651.407	26.224.203	6.616.721	5.578.284	15.080	70.469
1901.....	106.271.381	65.091.700	1.299.591	24.655.737	6.925.167	7.130.643	46.080	193.463
1902.....	130.414.112	78.565.951	1.810.988	23.507.280	7.134.096	9.060.596	72.017	273.185
1903.....	185.153.239	92.795.761	2.298.803	22.112.103	7.555.522	9.903.428	146.998	399.733
1904.....	148.255.804	106.346.175	2.624.679	20.868.243	7.868.169	10.908.430	254.069	486.039
TOTAUX.....	1.003.949.913	551.651.493	8.636.468	336.472.378	51.618.895	53.416.635	534.224	1.431.889

La charge de ces indemnités s'est répartie de la façon suivante entre les caisses et l'État :

	A LA CHARGE des caisses.	A LA CHARGE de l'État.
	M.	M.
1891.....	9.249.658	6.049.848
1892.....	13.354.670	9.041.184
1893.....	16.684.149	11.336.896
1894.....	30.892.778	13.923.211
1895.....	35.747.480	16.933.195
1896.....	32.089.822	15.333.339
1897.....	38.056.959	21.836.872
1898.....	44.589.411	24.401.014
1899.....	51.548.183	27.108.444
1900.....	61.967.496	30.761.768
1901.....	71.400.646	33.870.735
1902.....	82.554.418	37.849.694
1903.....	93.298.613	41.864.727
1904.....	108.080.354	45.375.550
TOTAUX.....	664.474.535	339.475.377

Les recettes, sous forme de cotisations, encaissées pendant l'année 1905, sont évaluées à environ

461 millions de marcs (201 millions de francs).

Elles ont ainsi évolué d'année en année :

	RECETTES provenant des cotisations.	NOMBRE de cotisations hebdoma- daires (1).	SUR 1.000 COTISATIONS HEBDOMADAIRES correspondent à la classe des salaires ci-dessous.				
			I	II	III	IV	V
	M.						
1891.....	93.973.130	»	»	»	»	»	»
1892.....	95.642.802	»	»	»	»	»	»
1893.....	96.908.984	»	»	»	»	»	»
1894.....	100.035.650	»	»	»	»	»	»
1895.....	102.730.938	»	»	»	»	»	»
1896.....	109.135.596	»	»	»	»	»	»
1897.....	112.812.442	»	»	»	»	»	»
1898.....	117.952.172	»	»	»	»	»	»
1899.....	127.263.014	»	»	»	»	»	»
1900.....	128.770.416	558.978.672	177	324	243	161	95
1901.....	134.813.506	579.138.173	168	317	243	165	107
1902.....	188.985.780	588.226.769	148	311	257	171	113
1903.....	146.276.526	613.680.929	137	307	262	175	119
1904.....	154.087.799	636.551.695	130	297	256	177	140
TOTAL.....	1.659.377.755						

(1) Pour les années 1891-1899 le nombre de cotisations hebdomadaires n'est connu que pour les caisses régionales; il ressort des tableaux publiés annuellement, dans le n° de janvier des « Amtliche Nachrichten ».

Le produit de la vente de timbres adhésifs par la poste, en 1905, a été de 148.348.919 marcs 50.

D'autre part, les caisses professionnelles perçoivent elles-mêmes leurs cotisations; les cotisations des marins, ainsi que les sommes versées par les patrons pour l'assurance des ouvriers polonais-russes ou polonais-autrichiens, sont également déboursées sans intervention de la poste.

La fortune des Caisses a atteint, fin 1905, le chiffre de 4.236 millions de marcs (*1.545 millions de francs*), sans compter la valeur de l'Inventaire estimé à 4,1/4 millions de marcs.

Elle s'élevait successivement à la fin de chaque année à :

	FORTUNE de toutes les caisses.	REPRÉSENTÉ PAR			
		titres.	prêts.	immeubles.	en caisse.
	M.	M.	M.	M.	M
1891.....	81.619.055	»	»	»	»
1892.....	162.981.164	»	»	»	»
1893.....	244.932.430	»	»	»	»
1894.....	328.830.704	»	»	»	»
1895.....	413.146.354	»	»	»	»
1896.....	499.284.314	»	»	»	»
1897.....	585.199.719	»	»	»	»
1898.....	671.911.783	»	»	»	»
1899.....	762.661.840	»	»	»	»
1900.....	845.759.051	417.954.515	391.923.179	22.286.561	13.592.796
1901.....	929.153.180	441.402.375	442.515.151	31.393.539	13.851.116
1902.....	1.007.477.531	467.986.638	487.973.422	38.331.180	13.186.301
1903.....	1.084.281.005	496.023.416	528.797.315	44.067.178	15.393.096
1904.....	1.160.406.468	518.976.546	571.441.654	49.424.406	20.562.862

Jusqu'à la fin de 1905, 473.717.919 marcs, soit 592 millions de francs, ont été employés en placements sociaux, c'est-à-dire en prêts à des institutions philanthropiques ou pour des travaux sanitaires.

Procès. — 13,6 0/0 des décisions des Caisses ont été frappées d'appel devant les tribunaux arbitraux.

26,7 0/0 des sentences des tribunaux arbitraux ont été attaquées par la voie de la révision devant l'Office impérial des assurances.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages offerts à la Bibliothèque du Comité permanent.

Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger. — III. Assurance contre l'invalidité (2^e partie), par MAURICE BELLOM, ingénieur des Mines, professeur d'économie industrielle à l'École nationale supérieure des Mines.

Commencée en 1892, l'œuvre de M. Maurice Bellom en est à son neuvième et avant-dernier volume.

Après avoir consacré un premier volume à l'assurance-*maladie* et six volumes à l'assurance-*accidents*, la plus complexe et aussi la plus généralisée de ces assurances ouvrières, M. Bellom en arrive à l'assurance-*invalidité* précisément au moment où, dans notre pays se pose devant les Chambres et se discute dans les milieux les plus divers, l'assurance en faveur de ceux que l'âge ou des infirmités prématurées mettent dans l'impossibilité de gagner leur vie.

Il est heureux qu'une documentation aussi sûre soit mise à la disposition de tous ceux qui ont à préparer ou à discuter des projets d'aussi grande importance.

Après une première partie consacrée entièrement, sauf un aperçu général, à l'assurance obligatoire allemande, M. Bellom nous présente dans cette seconde partie des solutions qui répondent bien mieux aux tendances des peuples de langue française.

La LOI BELGE du 10 mai 1900 institue un régime de *liberté subsidée*, c'est-à-dire qu'elle attribue des primes d'encouragement en vue de la constitution de pensions de vieillesse au profit de toute personne affiliée à la Caisse générale de retraite ou à une Société mutualiste reconnue; et elle édicte des mesures transitoires en faveur de ceux qui, ayant dépassé 40 ans, ne pourraient plus arriver à se constituer pour le jour où ils deviendront invalides, une pension suffisante.

Sous l'action d'une active propagande, véritable apostolat de l'éminent et convaincu directeur de la Caisse de retraites de Belgique, et grâce au concours des nombreuses sociétés de mutualistes qui avaient de suite compris les avantages d'une loi aussi libérale, le nombre des affiliations nouvelles dans ce petit pays dont la popu-

lation ne dépasse pas 6.500.000 âmes, fut de 136.000 en 1900, et de 134.000 en 1901. Dans les années suivantes, les sociétés mutualistes ayant déjà assuré la grande masse de leurs membres, il y eut quelque diminution dans les affiliations nouvelles, mais elles furent encore de 91.000 en 1902, de 72.000 en 1903, et de 67.000 en 1904. Quant aux versements annuels, ils ont passé de 5.121.000 francs en 1900 à 11.823.000 francs en 1904.

Une poussée aussi vive en faveur de l'assurance libre pouvait n'être que passagère et suivie d'une réaction qu'eussent invoquée les contempteurs des solutions libérales. Il est intéressant de constater que tel n'a pas été le cas en Belgique, et d'un relevé fait des affiliés qui au 31 décembre 1903 avaient cessé leur versement depuis deux ans au moins, il résulte que la proportion des défections ne dépasse pas 17 0/0 du total et que ces défections tiennent surtout aux élèves des écoles primaires qui, inscrits en masse, ne peuvent souvent pas continuer à payer les cotisations pendant leurs années d'apprentissage, mais qui reprennent en grand nombre le chemin de la Caisse d'assurance dès que leurs ressources personnelles le leur permettent.

C'est aussi la liberté de l'assurance qui a prédominé en *Italie*. Mais dans des conditions qui ont moins habilement que dans la loi belge fait concourir au succès de l'assurance les organes mutualistes.

C'est encore ce même principe qui est à la base de la loi d'assurance du *canton de Neuchâtel* en Suisse; d'année en année les recettes de cette Caisse d'assurance augmentent, passant de 280.000 francs en 1899 à 520.000 francs en 1904, et montrent aussi que l'obligation n'est pas indispensable dans les pays où les idées de prévoyance se sont développées sous l'action du progrès général des idées de responsabilité individuelle.

A côté de ces pays qui ont réalisé l'assurance, M. Bellom étudie la longue suite des pays où des projets sont soumis aux Chambres. Le rapprochement de ces divers projets et de ces lois est particulièrement intéressant pour ceux qui peuvent avoir à se prononcer sur la législation à introduire dans leur propre pays.

Nous devons donc remercier notre collègue et ami de poursuivre avec tant de méthode et de précision le groupement de tous les documents relatifs aux assurances sociales et nous applaudissons au choix qu'a fait de lui le Gouvernement pour continuer à l'École des mines de Paris l'enseignement si brillamment inauguré par M. Cheysson.

E. GRUNER.

Publications de l'Institut Solvay (Sociologie) : E. WAXWEILER :
Esquisse d'une sociologie, 1 vol. gr. in-4°, 306 pages. Misch et Thron,
 éditeurs.

Le but que s'est proposé l'auteur n'est pas d'engager une controverse nouvelle sur les diverses théories sociologiques. Abandonnant ces discussions, il a tenté plutôt de donner aux recherches de sociologie une base positive, c'est-à-dire, en somme, expérimentale.

Comme il le dit dans son Avant-propos, « la sociologie n'avance pas : alors que les techniques modernes de l'observation et de l'expérimentation ont renouvelé toutes les sciences, elle seule reste enlisée, retenue dans son essor par cent attaches diverses, qu'en se débattant elle ne parvient pas à briser.

« Partout où l'on parle d'elle, dans les chaires où l'on tente de l'enseigner, dans les livres et les périodiques qui lui sont consacrés, on s'occupe moins de l'enrichir de données et d'analyses que de lui chercher un domaine ; il semble que, tout en la pratiquant, on s'évertue à ne pas douter d'elle. Le langage vulgaire l'a adoptée avant le langage scientifique : il y a plus de « sociologues » dans un groupe quelconque de personnes cultivées qu'il n'y a de « sociologistes » dans l'élite entière des hommes de science.

« Puisque, nulle part, on n'est d'accord, je ne dirai pas sur la réponse à donner à cette question puérile : « Qu'est-ce que la sociologie ? » mais sur la détermination du point de vue sociologique, il arrive que, partout, on croit de bonne foi s'y tenir, et que la sociologie, en n'étant rien, paraît être tout ».

Or, pour permettre des investigations fructueuses, une science doit avoir, au moins, un point de vue propre : c'est ce point de vue que veut définir l'auteur, et il le fait en s'appuyant exclusivement sur des faits d'observation et d'expérience.

De ces faits, se dégage la conclusion qu'il y a place aujourd'hui pour une science nouvelle de la vie, qui étudiera, chez les êtres doués d'aptitudes déterminées de la sensibilité physique et particulièrement chez les hommes, les phénomènes auxquels donnent lieu les réactions des individus les uns à l'égard des autres. Par définition, cette science sera une Physiologie ou plus exactement une Ethologie sociale, dans le sens reconnu par les naturalistes au mot Ethologie.

S'il en est ainsi, comment pourraient se concevoir les cadres d'une telle science ? En quoi pourrait-elle apporter sur les phénomènes sociaux les clartés que l'on attend vainement depuis le moment où AUGUSTE COMTE donna son nom à la sociologie ? Une telle science a-t-elle, pour tout dire, quelque chance d'être la sociologie elle-même ?

C'est à esquisser des réponses à ces questions que le travail d'E. Waxweiler est consacré.

L'auteur ne cherche aucunement à imposer sa manière de voir au moyen d'arguments de doctrine : il apporte plutôt une série de suggestions, destinées à provoquer les recherches ; s'il décrit les phénomènes sociaux, c'est surtout pour montrer sur quels points ils appellent des investigations.

Le point de vue biologique, adopté par l'auteur, le conduit à l'interprétation des phénomènes qui sont à la base même du droit, de la morale ou de l'économie politique.

Aussi cet ouvrage s'adresse-t-il autant aux divers spécialistes des sciences sociales qu'aux biologistes et aux psychologues. Les sociologues, en particulier, y trouveront l'exposé méthodique de ce que pourrait être une Sociologie, tout à la fois rattachée aux sciences de la vie et mise à sa place parmi les différentes branches de la connaissance de l'homme, comme l'anthropologie, l'ethnographie et l'histoire.

Publications de l'Institut Solvay (Sociologie) : CH. HENRY : *La mesure des capacités intellectuelle et énergétique, remarque additionnelle sur l'interprétation sociologique de la distribution des salaires*, par E. WAXWEILER. — 1 vol. gr. in-4° de 75 pages. Misch et Thron, éditeurs.

Le travail de M. Ch. HENRY comporte trois mémoires mathématiques, qui concourent à apporter une contribution à l'étude du problème sociologique de la mesure des capacités d'ordre intellectuel et énergétique dans une collectivité.

Se plaçant au point de vue énergétique, l'auteur a été induit à chercher à préciser un sens physique à la loi mathématique de probabilités; il formule cette conclusion : « Les propriétés considérées dans les ensembles binomiaux sont proportionnelles à des quantités élémentaires, temps ou espaces, précisables immédiatement ou non ». Dès lors, l'intelligence et l'énergie dépensées pouvant être regardées comme des quantités élémentaires, leurs mesures sont passibles de répartition binomiale.

La question se pose d'analyser les ensembles statistiques, qu'ils donnent ou non, dans la distribution statistique des effets étudiés, lieu à une telle répartition : c'est à l'examen de cette question que sont consacrés les trois mémoires de M. Ch. HENRY.

Dans le premier, l'auteur, s'occupant du *Critérium d'irréductibilité des ensembles statistiques*, établit un procédé de vérification de la binomialité de la courbe de distribution des éléments d'un ensemble homogène par rapport aux causes présumées d'un effet à statistiquer. Il montre par divers exemples que ce procédé, plus rapide que les divers procédés employés jusqu'à présent, conduit aux mêmes résultats que ceux-ci.

Dans le second mémoire, M. Ch. HENRY part de cette constatation qu'en biologie et en sociologie la plupart des ensembles statistiques qu'on est amené à considérer ne sont pas irréductibles, en raison de l'extrême complexité des phénomènes étudiés. Les courbes de distribution auxquelles ils donnent lieu ne sont donc pas binomiales; l'auteur les appelle pseudo-binomiales et il traite de la *Décomposition des courbes pseudo-binomiales en courbes binomiales*.

Enfin, le troisième mémoire comporte des remarques sur les *Cotes et Mesures* : s'appuyant, par exemple, sur des documents de l'École Polytechnique de Paris, M. Ch. HENRY dégage la différence qui apparaît dans la répartition de notes d'examens suivant qu'elles sont des mesures vraies des aptitudes des élèves, ou des pseudo-mesures, c'est-à-dire des cotes. Puis, il étudie la distribution des salaires des ouvriers industriels de Belgique, d'après une statistique dressée par M. E. WAXWEILER.

C'est ainsi que ce dernier est amené à ajouter aux mémoires de M. Ch. HENRY des commentaires d'ordre sociologique, où il analyse certains faits fondamentaux empruntés à l'évolution contemporaine du salariat industriel, tout en recherchant dans quelle mesure les salaires obéiraient effectivement à des déterminations d'ordre énergétique.

PIERRE RUBOD : Accidents du travail. — Jurisprudence de la Cour de cassation. — Tome II, 1 vol. in-8° de 76 pages, chez l'auteur, 15, rue Sainte-Catherine, Lyon.

Il était utile, et même nécessaire, de réunir, en un seul volume, toutes les décisions de la Cour suprême et de les accompagner d'une table analytique, permettant de retrouver immédiatement les questions sur lesquelles la Cour de cassation s'est prononcée.

Cet ouvrage facilitera les recherches et économisera beaucoup de temps à tous ceux que la loi-accidents intéresse.

Suite de la liste des Membres du Comité.

France. — MM. **Arquembourg**, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

(suite).

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.
Bellom, professeur à l'École supérieure des mines.

Cheysson, Membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.

De Coene, Président de l'Assoc. pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.

Fernand Daquin, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.

Delatour, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

F. Dujardin-Beaumetz, Membre du Comité central des Houillères de France.

Dumont, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Arthur Fontaine, Directeur du travail au Ministère du Travail.

Albert Gigot, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.

Griolet, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C^{ie} des Chemins de fer du Nord.

Guieysse Député, ancien Ministre, Président de l'Institut des Actuaire.

Jouanny, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.

Octave Keller, Inspecteur général des Mines en retraite.

Liébaut, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.

Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit.

Marestaing, Directeur de la Société d'assurances *La Préserveurice*.

Léon Marie, Secrétaire général de l'Institut des Actuaire.

Mayen, Directeur de la C^{ie} d'assurances *La Prévoyance*.

Millerand, Député, ancien Ministre du Commerce.

Olry, Ingénieur en chef des Mines.

G. Paulet, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Travail.

Eugène Rostand, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

E. Vermot, Secrétaire général du Syndicat des C^{ies} d'assurances-accidents.

Villemin, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux publics.

Pays-Bas. — MM. **A. van Loeben Sels**, membre de la 2^e Chambre des États généraux.

Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

Loup (Dr Robert Macalester), Président à Amsterdam.

Hongrie. — M. **Sztérenyi**, Conseiller du Ministère du Commerce.

Italie. — MM. **Ernesto de Angeli**, Sénateur, Président de l'Ass. pour prévenir les accidents.

Besso, Administrateur de la Cie d'assurances générales de Trieste.

Luigi Bodio, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

B. Chimirri, Député, ancien Ministre.

Marquis Ferrero di Cambiano, député.

le Dr V. Magaldi, Directeur au Ministère du Commerce.

N. Pellati, Inspecteur général des Mines.

Luxembourg. — M. le Dr **Neumann**, Conseiller d'État.

Norvège. — M. **O. Schjoell**, Directeur de l'Office royal des Assurances.

Russie. — MM. **Arthur Raffalovich**, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

Comte-Louis Skarzynski, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

Stoff, Conseiller privé, adjoint du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Suède. — M. le Professeur **Lindstedt**.

M. J. May, Chef de l'Office royal des Assurances.

M. le Dr Elis Sidenbladh, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

Suisse. — MM. le Dr **Guillaume**, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

Moser, Professeur, Directeur du Bureau fédéral des assurances.

de Steiger, Conseiller d'État.

SOMMAIRE DU NUMÉRO.

LÉGISLATION

	Pages.
FRANCE. — Accidents du travail : Loi du 17 avril 1906.....	353
FRANCE. — Protection de la santé publique : Loi du 22 juin 1906.....	354
FRANCE. — Accidents du travail : Projet de loi concernant l'application de la législation aux ouvriers et employés des exploitations de l'État.....	355
PRUSSE. — Loi du 19 juin 1906 sur les caisses minières de secours et de retraites.....	373

ÉTUDES ET CHRONIQUE

Congrès internationaux : Comptes rendus par M. Édouard Fuster :	
1 ^o Congrès de la science de l'assurance (actuaire). — Berlin, septembre 1906	407
2 ^o Congrès de médecine de l'assurance. — Berlin, septembre 1906.....	418
ALLEMAGNE. — Chronique par M. Édouard Fuster :	
Projets de réorganisation de l'assurance ouvrière	463
Assurance ouvrière et alcoolisme.....	458
HONGRIE. — Analyse du projet de loi sur l'assurance ouvrière	461
LUXEMBOURG. — Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie : Rapport de M. Neumann	465

STATISTIQUE

BELGIQUE. — Opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite (1903).....	484
ALLEMAGNE. — Derniers résultats statistiques de l'assurance contre l'invalidité (1904-1905).	514

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	531
----------------------	-----

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de 10 francs, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent ;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins cinquante francs.

Les adhésions et versements doivent être adressés à

M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,
55, Rue de Châteaudun, PARIS, 9^e.

Prix d'un numéro : 3 francs.

Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.

Soc 1654.1

Congrès international

des

Accidents du Travail

et des

Assurances Sociales

Bulletin

du Comité permanent

DIX-SEPTIÈME ANNÉE — 1906

N° 4. — NOVEMBRE-DÉCEMBRE

PARIS

Secrétariat général du Comité

55, Rue de Châteaudun, 9°

COMITÉ PERMANENT

DU CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET DES ASSURANCES SOCIALES.

BUREAU :

Président : /

M. Linder, Inspecteur général des Mines en retraite.

Vice-Présidents :

M. Darcy, Président du Comité central des Houillères.

M. Ricard, ancien ministre.

Secrétaire Général :

M. E. Gruner, Ingénieur civil des Mines, Secrétaire du Comité central des Houillères,
Membre de l'Institut International de Statistique.

Secrétaire Général Adjoint :

M. Édouard Fuster, Secrétaire général honoraire de l'Alliance d'hygiène sociale.

Secrétaire de la rédaction du Bulletin :

M. Éd. Cauville, Attaché au Comité central des houillères de France.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Allemagne. — **M. le Dr Bödiker**, ancien Président de l'Office impérial des Assurances.

Belgique. — **M. Beernaert**, Ministre d'État.

Espagne. — **M. Segismundo Moret**, ancien Ministre des Finances.

États-Unis. — **M. Carroll D. Wright**, Chef du Département du Travail, à Washington.

France. — **M. Engel-Gros**, ancien Président de l'Association de Mulhouse pour prévenir les accidents.

Italie. — **M. L. Luzzatti**, Député, Professeur à l'Université de Padoue, ancien Ministre du Trésor, membre associé de l'Institut de France.

MEMBRES :

Allemagne. — **MM. Bielefeldt**, Président de Sénat à l'Office impérial des assurances.

Freund, Directeur de la Caisse d'assurance contre l'invalidité de Berlin.

Krabler (geheimer Bergrath), Président de la Corporation minière.

le Dr von Mayr, ancien sous-Secrétaire d'État.

Dr Zacher, Conseiller intime de Gouvernement, Directeur à l'Office impérial de statistique.

Angleterre. — **MM. Geoffroy Drage**, ancien Secrétaire de la Commission du travail.

Schloss, Directeur au Board of Trade.

Australie. — **M. Cockburn**, Délégué de la ligue fédérale australienne.

Autriche. — **MM. le Dr Kaan**, Chef du Service des assurances au Ministère de l'intérieur, à Vienne.

Kögler, Directeur de l'Établ. d'Assurances de la Basse-Autriche, à Vienne.

Von Wolff, chef de section au Ministère de l'Intérieur.

Belgique. — **MM. Ch. Dejace**, Professeur à l'Université de Liège.

Ch. Lagasse, Directeur général à l'Administration des ponts et chaussées.

Jean Dubois, Directeur général de l'Office du travail au Ministère de l'industrie et du Travail.

O. Lepreux, Directeur à la Banque nationale de Belgique.

Morisseaux, Directeur général du Secrétariat au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Danemark. — **M. Trap**, Chef de Bureau de statistique de la ville de Copenhague.

États-Unis. — **M. le Dr E.-R.-L. Gould**, Statistical Expert du Département du Travail,
Membre de l'Institut International de Statistique, Professeur à l'Université de Johns Hopkins à Baltimore.

Finlande. — **M. Hjeldt**, Directeur du Comité central de statistique de Finlande.

France. — **MM. Aguillon**, Inspecteur général des Mines.

(Voir la suite page 3 de la couverture)

LE PRÉSIDENT BÖDIKER

Paris, 6 février 1907.

Notre Comité permanent, nos Congrès internationaux viennent de faire une perte irréparable. Le 4 février dernier le Président Bödiker succombait à une courte maladie. Il n'était âgé que de 64 ans et demi, et tous ceux qui, dans nos Congrès, admiraient sa force de résistance, son inlassable bonne humeur, pouvaient croire que longtemps encore il ferait entendre parmi nous ses alertes et généreux discours.

Tonio Bödiker avait été d'abord fonctionnaire dans diverses provinces ; sa science et sa puissance de travail le firent bientôt remarquer, mais plus encore ses convictions humanitaires, son besoin d'apostolat social. Dès le mois de mai 1881, il était appelé au Ministère de l'Intérieur, en qualité de conseiller-rapporteur, et c'est à lui, après que le fameux rescrit impérial du 17 novembre 1881 eut tracé à grands traits le programme de la législation protectrice bismarckienne, que fut confié le soin de préparer, puis d'appliquer les lois sur la réglementation du travail et sur l'assurance ouvrière. Il fut, dans cette vaste entreprise, le collaborateur préféré de Bismarck, dont sa figure même rappelait un peu le masque, et c'est fidèle à l'esprit de Bismarck que Bödiker, nommé président du nouvel Office

impérial des assurances (15 juillet 1884), appela à l'œuvre patrons et ouvriers.

L'application de la loi sur l'assurance contre la maladie, préparée par lui et votée par le Parlement en 1883, lui échappait à vrai dire, car elle restait dans la compétence du Ministère. Mais il avait à régler l'application de la loi de 1884 sur les accidents, dont l'idée maîtresse, le groupement des patrons en corporations, était *sienne* et n'avait prévalu que grâce à son énergie, puis bientôt l'application de la loi de 1889 sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, plus bureaucratique en un sens mais dont il devina aussitôt les conséquences profondes, développement de l'hygiène publique, collaboration des ouvriers à l'œuvre des réformes sociales.

Dès lors, il se multiplia, obtenant de ses amis, les grands industriels de l'Ouest, et en général de tout le patronat allemand, l'acquiescement aux mesures générales prises par l'État, les poussant à s'organiser ensuite librement, à accepter et à conserver les fonctions gratuites dans les groupements nouveaux, à faire de la prévention, du traitement, à discuter avec les ouvriers dans les tribunaux arbitraux.

Et, d'autre part, il se montrait un sincère ami des ouvriers. Par les arrêts que l'Office impérial, Cour de cassation de l'assurance ouvrière, fut appelé à rendre, il marqua dès l'abord qu'à ses yeux — comme il nous le disait il y a une quinzaine d'années — « si les patrons défendent légitimement ici quelques parcelles de leurs capitaux,

les ouvriers, eux, défendent plus encore toute leur existence et celle de leur famille : or ceci passe cela ! » Les représentants des ouvriers auprès de l'Office impérial et des tribunaux arbitraux, et tous ces membres des Comités de Caisses qui suivaient de très près la réglementation et la jurisprudence venue de l'Office, rendaient hommage au passionné désir de justice qui était le trait dominant du caractère de Bödiker. « Le nom du D^r Bödiker a sa place, sa bonne place dans les cœurs de toutes les familles ouvrières allemandes », lui disait le serrurier Gutheit, au nom des « représentants ouvriers », lorsque Bödiker quitta la présidence de l'Office, et la mort de l'ancien président a inspiré aux rédacteurs du principal journal socialiste un article élogieux et ému.

En 1897, en effet, le D^r Bödiker quittait le service de l'Empire et devenait président de la direction de la grande Compagnie d'électricité Siemens et Halske. On peut penser que de puissants motifs, des conflits de convictions, des divergences irréductibles dans la conception de l'œuvre à faire et des responsabilités à confier à l'Office des assurances, auront provoqué cette rupture entre le Ministre de l'Intérieur et le Président Bödiker. Quoi qu'il en soit, comme les ouvriers, les associations patronales adressèrent au démissionnaire l'expression chaleureuse de leurs regrets.

Mais, le titre seul avait changé : le D^r Bödiker avait marqué d'une empreinte trop profonde l'assurance ouvrière allemande ! Il conservait toute son autorité morale et nos Congrès devaient en profiter.

Depuis 1889, il les suivait. Infatigablement, il a défendu parmi nous ce qu'il croyait être la vérité. Son souvenir est trop présent au cœur de chacun, sa silhouette trop vivante aux yeux de nos collègues, pour qu'il soit nécessaire d'insister longuement. Nous admirions l'ardeur avec laquelle il plaidait par son œuvre, mais nous aimions son esprit de tolérance, sa courtoisie, ce besoin de trouver le mot fraternel pour l'étranger même dont il ne partageait pas les convictions. Il était éloquent, persuasif, et savait, par l'à-propos de ses interventions, de ses boutades parfois, désarmer les congressistes qu'avaient excités les débats.

Qui eût pensé à Dusseldorf, en 1902, à Vienne, en 1905, alors qu'il prenait souci des moindres détails et assurait le succès de nos Congrès, que ses jours étaient si parcimonieusement comptés ? Nous nous occupions ensemble, il y a quelques semaines, du Congrès de 1911 ! Cette vie, déjà si pleine, voulait s'enrichir de nouvelles expériences, s'animait pour de nouvelles conquêtes.

Trop courte aux yeux des innombrables amis qu'il avait mérités, sa vie aura été l'une des plus utiles et des plus nobles qui se puissent concevoir. Son œuvre, notre œuvre, et l'esprit généreux dont il voulut qu'elle fût inspirée, lui survivent. Par elle, jusqu'au dernier jour, il voulut travailler, afin que par elle l'humanité se fit plus juste et meilleure aux humbles. Continuer à travailler dans cet esprit, c'est encore la meilleure façon d'honorer sa mémoire.

E. FUSTER.

Congrès International
des
Accidents du Travail
et des
Assurances Sociales

Bulletin
du Comité permanent

1906 — N° 4

LÉGISLATION

FRANCE-LUXEMBOURG

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Convention signée à Paris, le 27 juin 1906, entre la France et le grand-duché de Luxembourg, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ⁽¹⁾.

Le Président de la République française et S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(1) Cette convention a été promulguée en France par un décret du 10 novembre 1906, publié au *Journal officiel* du 15 novembre.

Le Président de la République française :

M. Léon Bourgeois, sénateur, ministre des Affaires étrangères;

S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg :

M. Henri Vannerus, chargé d'affaires du grand-duché de Luxembourg, à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Les sujets luxembourgeois victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets français victimes d'accidents du travail dans le grand-duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets luxembourgeois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Art. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre État. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier État.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

Art. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise.

Art. 4. — Les autorités françaises et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et dans le grand-duché de Luxembourg un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires mentionnés plus haut ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 27 juin 1906.

(L. S.) Signé : LÉON BOURGEOIS.

(L. S.) — VANNERUS.

FRANCE-ITALIE

ARRANGEMENT

RELATIF AUX

ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾

signé à Paris le 9 juin 1906.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, également animés du désir

(1) Le Gouvernement français a soumis cet arrangement à l'approbation du Parlement par un projet de loi dont nous reproduisons ci-dessous l'exposé des motifs.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

A la suite des négociations engagées au commencement de l'année 1902 entre le Gouvernement italien et le Gouvernement français, une convention qui a pour objet d'assurer des garanties à la personne du travailleur dans les deux pays, a été signée à Rome le 15 avril 1904 entre la France et l'Italie.

Cet acte diplomatique détermine les bases sur lesquelles seront négociés des arrangements destinés à organiser des rapports réguliers entre les institutions de prévoyance et d'assurance sociales des deux pays et à faciliter l'application de leur législation protectrice des travailleurs.

Cette convention, ainsi qu'un arrangement relatif au transfert des fonds déposés à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie ont été approuvés par la Chambre des députés du royaume d'Italie dans sa séance du 30 juin 1904 et par le Sénat italien dans sa séance du 6 juillet 1904.

Les ratifications ont été échangées entre la France et l'Italie, à Rome, le 21 septembre 1904 et la convention, ainsi que l'arrangement annexe, ont été rendus exécutoires en France par un décret du Président de la République en date du 8 octobre 1904, promulgué au *Journal officiel* du 12 du même mois.

Un second arrangement, pris en exécution de l'article 1^{er}, § 2, 2^e alinéa de la convention et relatif au transfert des fonds déposés dans les Caisses d'épargne ordinaires des deux pays, a été conclu le 20 janvier 1906.

A l'encontre de la convention du 15 avril 1904 et de l'arrangement annexe, qui ont pu être ratifiés par le Président de la République en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 8, 1^{er} alinéa, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, l'intervention du Parlement était nécessaire pour approuver cet arrangement, en raison des conséquences

d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conformément aux principes énoncés dans l'article 1^{er}, § 4, de la Convention signée à Rome le 15 avril 1904⁽¹⁾ entre la France et l'Italie, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers ou employés de nationalité italienne victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants, et réciproquement.

ART. 2.

Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu, ou qui ont postérieurement cessé d'y résider.

ART. 3.

En cas d'accidents donnant lieu à enquête, avis de la clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire

financières qu'il pouvait entraîner, et la Chambre des députés, dans sa séance du 13 avril 1906, après déclaration d'urgence, a approuvé le projet de loi portant approbation de l'arrangement dont il s'agit. Ce projet a été voté par le Sénat, dans sa séance du 13 juillet 1906, après déclaration d'urgence.

En même temps, en exécution du paragraphe 4, de l'article 1^{er} de la convention sus-visée du 15 avril 1904, les négociations se poursuivaient et des conférences avaient lieu à Paris, entre les représentants du ministère du Commerce et des délégués du Gouvernement italien, en vue de l'élaboration d'un arrangement concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Cet arrangement a été signé à Paris le 9 juin 1906. Une note annexe, qui a été signée à la même date, dispose que, par application de l'article 14, les articles 1, 2 et 3 entreront en vigueur trois mois après la promulgation de l'arrangement dans les deux pays.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour la ratification à intervenir, l'article 8 prévoyant, pour les mandats postaux, ainsi que pour les envois de fonds par la Caisse nationale française des retraites à la Caisse nationale italienne de prévoyance, ou réciproquement, une dérogation à l'arrangement international de Washington analogue à celle qui figure dans l'article 5 de l'arrangement relatif aux transferts de fonds entre les Caisses d'épargne ordinaires des deux pays, le présent arrangement doit être, comme le précédent, et pour les mêmes motifs, soumis à la ratification du Parlement français.

Nous vous demandons en conséquence votre approbation, pour un acte dont vous ne sauriez méconnaître la haute portée sociale et internationale.

(1) Voir cette convention dans le *Bulletin*, 1904, p. 186.

du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

ART. 4.

Les chefs d'entreprise et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'identité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages ou des indemnités à ceux de ses nationaux qui résidaient dans son ressort au moment de l'accident.

ART. 5.

La Caisse nationale italienne d'assurances contre les accidents assurera, suivant le tarif conventionnel annexé au présent engagement, le risque d'indemnités aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard.

Ce tarif, établi à titre provisoire, sera aussitôt que possible révisé par les administrations compétentes des deux pays d'après les données techniques à recueillir.

ART. 6.

Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura constitué à la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse les rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs représentants, les arrérages, à la demande de ces derniers, leur en seront servis par les soins de la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. Dans ce cas, la Caisse nationale française se libérera vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par l'envoi trimestriel du montant des arrérages échus qu'elle eût payés en France.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, la Caisse nationale française pourra se libérer vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par le versement en capital de leur valeur actuelle d'après le tarif auquel la rente aura été acquise; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle

qu'elle résultera du tarif en vigueur, pour la Caisse nationale italienne au moment du versement.

ART. 7.

Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura versé à la Caisse nationale italienne de prévoyance les indemnités dues à des ouvriers français, cette dernière, sur leur demande, leur enverra par mandats postaux le montant des sommes qu'elle leur eût payées en Italie.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, elle pourra se libérer par le versement à la Caisse nationale française des retraites de leur valeur actuelle en capital, d'après le tarif auquel la rente aura été acquise; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse nationale française au moment du versement.

Les indemnités allouées à la suite d'accidents mortels survenus à des ouvriers français en Italie pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations de France, qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés, sous justification de leurs droits.

ART. 8.

Les mandats postaux prévus au premier paragraphe de l'article 7 ainsi que les envois de fonds par la Caisse nationale des retraites à la Caisse nationale italienne de prévoyance, ou réciproquement, en exécution des deux articles précédents, feront l'objet de mandats d'office dans les conditions spécifiées à l'article 5 de l'arrangement relatif aux transferts de fonds entre les Caisses d'épargne ordinaires de ces pays.

ART. 9.

Les deux Caisses nationales garderont toujours le droit de modifier pour l'avenir leurs tarifs respectifs.

ART. 10.

L'exemption des taxes et les avantages fiscaux actuellement accordés par la loi française pour les documents à présenter afin d'obtenir le paiement des indemnités seront appliqués aussi dans

le cas où ces documents seraient réclamés pour le paiement d'une indemnité conformément à la loi italienne, et réciproquement.

ART. 11.

Dans le cas où un ouvrier italien ne résidant point en France ne recevrait pas à échéance les arrérages auxquels il aurait droit et ferait appel au fonds de garantie institué par la loi française, les attributions dévolues en cette matière à l'autorité municipale seraient remplies, à son égard, par l'autorité consulaire italienne à Paris, dans les conditions concertées entre les administrations compétentes des deux pays.

ART. 12.

Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux Caisses nationales des deux pays. Avis en devra être donné aux administrations compétentes de l'autre État par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions relatives auxdits services cesseront d'avoir effet.

ART. 13.

Les administrations compétentes des deux pays détermineront de concert les justifications à produire dans les cas prévus par les articles 4, 5, 6 et 7 ainsi que les conditions d'application desdits articles aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideraient ailleurs qu'en France et en Italie.

Elles arrêteront en même temps toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

ART. 14.

Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les deux États conviendront, dès que la promulgation aura été faite d'après les lois particulières à chacun d'eux.

Sauf le cas prévu par la Convention du 15 avril 1904, le présent arrangement restera en vigueur pendant la durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera

prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 15.

Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière, en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera au contraire d'avoir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues par les Caisses nationales des deux pays, sauf le règlement des comptes alors encourus entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient antérieurement reçu les capitaux constitutifs.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition à Paris, le 9 juin 1906.

Signé : LÉON BOURGEOIS.
Gaston DOUMERGUE.

Signé : G. TORNIELLI.
V. MAGALDI.

Annexe.

		Prime annuelle de réassurance pour 1.000 francs de salaires.
		Fr. c.
Exploitations industrielles en général.....		4 98
Mines.....		12 36
Carrières.....		10 02
Briqueterie.....		4 62
Fer et acier.....		3 50
Métaux (hormis le fer et l'acier), mécanique de précision, instruments de musique.....		1 14
Métaux (hormis fer, acier).....		0 96
Mécanique de précision.....		1 38
Industrie chimique.....		4 26
Gaz et eau.....		3 30
Travaux de construction.....		6 96
En particulier le ramonage.....		5 82
C'est une classification économi-		
Chemins de fer d'État.	que et juridique propre à l'Allema-	} 7 92 } 6 54 } 4 20
— privés.	gne qui correspond à peu près à la	
— routiers.	classification ordinaire en grande, moyenne et petite industrie.	
Expédition, magasinage, voiturage.....		9 84
Voiturage.....		14 46
Navigation intérieure.....		18 30

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

PROJET DE LOI

Ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles
la législation sur les accidents du travail⁽¹⁾.

Exposé des Motifs.

Messieurs,

Dès que fut posée au Parlement la question de la réparation des accidents du travail et mise en œuvre la théorie du risque professionnel, deux opinions se manifestèrent en ce qui concerne l'application de la législation projetée à l'agriculture et aux travailleurs agricoles.

Un premier système soutint qu'il fallait soustraire de façon absolue l'agriculture à une charge qu'elle se disait hors d'état de supporter, tandis qu'une autre opinion déclara impossible, en équité, de légiférer pour les ouvriers de l'industrie sans le faire en même temps pour ceux de l'agriculture.

Entre ces deux théories extrêmes, un système transactionnel se fit jour, qui tendait à limiter l'application du principe du risque professionnel, pour l'agriculture, au cas où, empruntant les moyens de production industrielle, elle ferait elle-même emploi de machines ou de moteurs. Les constatations d'ordre économique tirées de la transformation des instruments de travail qui justifiaient initialement pour l'industrie, la substitution d'un régime de réparation forfaitaire au principe ancien de responsabilité personnelle, pa-

(1) Déposé le 5 novembre 1906, renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

raissaient alors à cet égard légitimer, pour l'agriculture, cette application partielle du régime nouveau de réparation.

Ce système transactionnel devait être d'ailleurs, au cours de la longue élaboration de la loi du 9 avril 1898, l'objet de modalités et d'aménagements successifs : les partisans de l'extension du principe du risque professionnel à l'agriculture, s'employant à obtenir la réparation des accidents causés non seulement par l'emploi de moteurs proprement dits, mais par l'usage de machines agricoles mues à bras d'homme ou par des animaux, leurs adversaires, au contraire, s'efforçant de limiter cette même réparation au cas d'usage de machines actionnées par un moteur inanimé et seulement pour les accidents causés par ces machines ou moteurs.

Finalement ce fut cette dernière solution qui l'emporta. On avait trouvé plus expédient de sérier les efforts et considéré qu'il y avait des raisons sérieuses de s'occuper tout d'abord des accidents résultant du travail industriel, qui présente généralement plus de risques que les exploitations agricoles proprement dites, sans compter que les conditions du travail agricole devaient motiver une adaptation particulière du régime de réparation applicable à l'industrie ; et c'est en ces conditions que fut voté l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 qui, sans faire mention expresse de l'agriculture, devait l'atteindre cependant dans les conditions précédemment rappelées, lorsqu'il y serait fait emploi « d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

Bien que les travaux préparatoires n'aient dû laisser aucun doute sur la portée de la loi nouvelle en ce qui concerne l'agriculture et aient nettement spécifié à quels accidents agricoles elle s'appliquait, le silence de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, aussi bien que la généralité de sa formule finale, remirent en présence, dès qu'il s'agit d'interpréter ce texte, les deux tendances qui s'étaient manifestées au cours de la discussion : tandis que certains commentateurs soutenaient que la loi nouvelle ne pouvait dans aucun cas et à aucun point de vue s'appliquer aux ouvriers employés aux travaux agricoles, quels que fussent le genre et la nature de ces travaux, d'autres prétendaient que l'application du risque professionnel, loin d'être limitée à tels ou tels accidents résultant de l'emploi de moteurs mécaniques, devait être généralisée pour les exploitations faisant usage de tels moyens de production et y garantir indistinctement tout accident, quelle qu'en pût être la cause.

C'est d'ailleurs vers cette dernière solution que paraissait incliner, s'attachant à la lettre du texte et à l'esprit général de la loi nouvelle, la circulaire interprétative du ministre de la Justice en date du 10 juin 1899. Concurrément une controverse était née sur le point de savoir à qui incomberait la réparation des accidents agricoles causés par les machines ou moteurs, lorsque l'exploitant agricole n'était pas en même temps le propriétaire de ces machines ou moteurs.

Ces divergences d'interprétation, qui se firent jour également à la Chambre des députés au cours de la discussion de la loi du 29 juin 1899, relative à la résiliation de polices d'assurances souscrites par des chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898, motivèrent le dépôt d'un amendement ayant pour but de préciser les conditions d'application de la loi nouvelle aux accidents agricoles causés par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

Cet amendement, qui envisageait l'hypothèse usuelle des accidents dus à l'emploi des batteuses mécaniques et qui écartait sur plusieurs points importants l'application des règles de la loi du 9 avril 1898, tant en limitant le rayon d'assujettissement au rayon d'action même de la machine, qu'en substituant la responsabilité spéciale de l'exploitant du moteur à la responsabilité générale du chef d'entreprise agricole, et en appelant exceptionnellement au bénéfice du risque professionnel les travailleurs non salariés, voisins ou amis du cultivateur, qui lui prêtaient assistance, ne parut point pouvoir être incorporé au texte de la loi en discussion et devint l'objet d'une proposition de loi distincte, d'où est issu le texte actuel de la loi du 30 juin 1899.

Ce texte, pour les accidents occasionnés par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés : 1° édicte la responsabilité spéciale de l'exploitant du moteur; 2° définit l'exploitant; 3° étend le bénéfice de ses dispositions aux personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service desdits moteurs; 4° établit un mode spécial de calcul de l'indemnité au cas où la victime n'est point un ouvrier salarié, en se référant, pour cette espèce, au salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. Il spécifie expressément, d'autre part, qu'en dehors de l'hypothèse qu'il prévoit, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

Destinée à mettre fin à toutes difficultés en coupant court à toute

controverse, la loi du 30 juin 1899 n'échappa pas au sort qu'ont parfois même les lois de cette nature; elle souleva de nouvelles discussions.

Dans une opinion qui pouvait invoquer des arguments d'ordre général décisifs, et que n'infirmèrent au surplus ni la lettre de la loi spéciale, ni les travaux préparatoires relatifs au dernier alinéa de son article unique, on soutint, qu'applicable à l'agriculture « proprement dite » pour les accidents dus à l'emploi de moteurs inanimés, elle laissait en tout cas sous l'empire de la loi du 9 avril 1898, les travaux de caractère agricole non absolument défini, qui participent de l'agriculture et de l'industrie, s'ils étaient compris d'ailleurs dans l'un des termes de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi générale.

En cet ordre d'idées, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail émit l'avis que devaient être assujetties à la loi du 9 avril 1898, comme « chantiers » ou comme « entreprises de transports » les exploitations forestières, lors même qu'elles ne feraient point usage, dans les termes de la loi du 30 juin 1899, de machines mues par un moteur inanimé.

Au contraire, la Cour de cassation appelée à se prononcer sur la même question par application de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, et le Conseil d'État par application de l'article 25 de la même loi donnèrent au mot *agriculture* une signification plus compréhensive et estimèrent que la loi du 30 juin 1899, traduisant l'intention du législateur de 1898 de s'en tenir, au regard de l'agriculture, à la conception première et à la formule initiale du risque professionnel, ne laissait aucune place à l'application de la loi générale. Entre temps, sur cette même question, la jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel s'était divisée.

L'interprétation des différentes dispositions de la loi du 30 juin 1899 se manifesta, d'autre part, avec des tendances plus restrictives encore. Elle se refusa à assimiler les canons-paragrêle et les alambics à des machines agricoles et donna aux mots « occasionnés par l'emploi des machines mues par des moteurs inanimés » un sens tellement étroit, qu'à l'heure actuelle, le bénéfice de la loi du 30 juin 1899 n'est pas acquis à l'ouvrier blessé en tombant d'une voiture ou d'une meule d'où il passait les gerbes à la machine à battre, ou au travailleur atteint par la fourche d'un autre ouvrier alors que, dans l'atmosphère de fumée, de chaleur et de trépidation du moteur, il recevait lui-même la paille au sortir de la machine. Un

arrêt de la Cour de cassation en date du 4 août 1902 a également décidé que l'accident dont est victime un ouvrier en aidant à faire sortir la machine de la cour de la ferme, le battage une fois terminé et « les feux éteints », n'était pas régi par la loi du 30 juin 1899.

Une telle interprétation devait évidemment contribuer à rendre chaque jour plus pressante la nécessité d'une intervention législative, et il n'y a point lieu de s'étonner que, rappelant des promesses faites à plusieurs reprises par le Gouvernement au cours de la discussion de la loi du 9 avril 1898, de nombreuses propositions tendant à une adaptation des principes généraux de la loi du 9 avril 1898, à l'agriculture, aient été, au cours de ces cinq dernières années successivement déposées. Ce furent, dans l'ordre chronologique, la proposition de loi de M. Mirman relative aux accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles (13 déc. 1900) (1); l'amendement de M. Breton au § 1^{er} de l'article unique de la loi du 30 juin 1899, ajoutant aux « machines mues par des moteurs inanimés » les « machines actionnées par des animaux agissant sur un manège ou un plan incliné » (3 juin 1901); le projet de résolution de M. Paul Constans et de plusieurs de ses collègues (25 mars 1903); l'amendement de M. H. Boucher, adopté par la Chambre au cours de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898, et qui assimile aux chantiers de manutention les coupes et les exploitations forestières (7 juin 1904); le projet de résolution de M. Mirman, voté par la Chambre, le 9 juin 1904, et invitant le Gouvernement à présenter dans le plus bref délai un projet de loi étendant aux travailleurs agricoles les principes généraux de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail; enfin les interventions plus récentes à la Chambre de MM. Chauvin (13 déc. 1905), Paul Constans (30 janv. 1906), Debaune (10 avr. 1906), et Paul Constans (14 juin 1906).

Ces diverses propositions indiquaient ou développaient les principaux arguments qui militent en faveur d'une intervention législative, notamment l'impossibilité de maintenir, alors que la théorie du risque professionnel, actuellement élargie et fondée sur l'idée même d'entreprise, a atteint au cas de l'industrie et vient d'atteindre au cas du commerce son entier développement, une théorie différente, liée pour l'agriculture à la conception plus étroite de

(1) V. cette proposition dans le *Bulletin*, 1900, p. 522.

l'emploi de machines ou de moteurs inanimés. Cette différenciation, inadmissible en droit, ne saurait être soutenue, que s'il était démontré que l'agriculture fût hors d'état de supporter les charges qui résulteraient pour elle de l'application du principe général du risque professionnel. Par contre, la nécessité d'une telle extension apparaît singulièrement justifiée si l'on se reporte au double enseignement des statistiques étrangères qui démontrent que les accidents dus aux machines ou aux moteurs forment à peine le dixième des accidents agricoles, le plus grand nombre ayant pour origine des chutes, des blessures causées par des animaux, des éboulements, la manutention des fardeaux, etc., et que dans la liste générale des métiers et professions classés par ordre de danger, l'agriculture, contrairement aux idées assez généralement reçues, occupe en définitive un des premiers rangs.

Il est à peine besoin d'ajouter que l'initiative et l'assurance privées qui n'avaient pu parer avant 1898 pour les accidents de l'industrie aux insuffisances du principe de responsabilité et aux incertitudes de ses réparations se sont jusqu'à présent montrées sur le terrain des risques agricoles de moindre portée encore et ne sauraient dispenser le législateur d'intervenir.

Mais, si la nécessité de cette intervention législative ne pouvait être mise en doute, il apparaissait en même temps que l'extension pure et simple à l'agriculture des dispositions de la loi du 9 avril 1898 serait particulièrement difficile et d'ailleurs actuellement trop lourde, pour la plupart des exploitations agricoles, que tous les pouvoirs publics ont le juste et commun souci de ménager. On ne pouvait dès lors demander une solution satisfaisante qu'à une *adaptation* de la loi du 9 avril 1898 à la situation spéciale de l'agriculture.

Il est certain, par exemple, qu'il y aurait, dans cette adaptation particulière, à tenir compte des conditions propres au travail agricole, soit au point de vue de l'étendue de l'assujettissement (les petites entreprises visées au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 formant le plus grand nombre des exploitations agricoles), soit au point de vue de la détermination des responsabilités dans l'hypothèse fréquente du fermage ou du métayage, soit au point de vue de la fixation des indemnités en l'absence de salaires réguliers et facilement déterminables. Les difficultés spéciales de la preuve de l'accident dans des travaux qui sont souvent isolés et dispersés, la nécessité d'établir sur d'autres bases que

celles de la loi du 9 avril 1898 l'alimentation du fonds prévu à l'article 25 de ladite loi pour les exploitations agricoles, puisqu'elles ne sont point soumises à la contribution des patentes, l'opportunité, pour rendre l'assurance plus facile et moins coûteuse, de la rapprocher des intéressés et de ménager, à côté des organismes d'assurance de la loi générale, l'intervention de mutualités locales de constitution simple et de fonctionnement aisé devaient également, à des degrés divers, attirer et retenir l'attention.

Fallait-il, à raison de la dispersion des exploitations agricoles ou du peu d'importance du plus grand nombre d'entre elles et en prévision de l'imprévoyance du petit cultivateur, faire échec, comme l'envisageait la proposition de loi de M. Mirman, dans l'intérêt commun des assujettis agricoles et des victimes d'accidents, au principe de liberté réglementée qu'a consacré, après de longues et vives discussions, le législateur de 1898? ou pouvait-on, au contraire, par quelque autre moyen, assurer la réparation des accidents de l'agriculture, sans la soumettre à un régime d'obligation que le Parlement venait d'écarter pour l'industrie?

Il parut indispensable au Gouvernement de provoquer à cet égard un échange de vues et de renseignements entre les deux départements de l'agriculture et du commerce et de confier à une commission interministérielle, qu'institua un arrêté du ministre du Commerce, en date du 25 octobre 1904, l'élaboration d'un avant-projet de loi sur la réparation des accidents agricoles.

Une étude préalable des législations étrangères permit de constater que, si quelques législations encore excluent sans exception les accidents de l'agriculture du régime de réparation applicable aux accidents industriels, ces législations forment la minorité.

Un certain nombre de législations, comme la loi française du 30 juin 1889, limitent l'application du principe du risque professionnel à l'agriculture au cas d'emploi de machines ou de moteurs, mais leurs dispositions à cet égard sont généralement moins restrictives ou moins étroitement interprétées. C'est ainsi, par exemple, que la loi autrichienne du 28 décembre 1887 et la loi espagnole du 30 janvier 1900⁽¹⁾ s'appliquent aux accidents causés par une machine agricole actionnée par des animaux. Plusieurs d'entre elles, d'autre part, déclarent assujetties au principe du risque professionnel les coupes et les exploitations forestières.

(1) Voir *Bulletin*, 1900, p. 4.

Il faut ajouter que les législations étrangères les plus importantes ou les plus récentes ont fait suivre la loi générale d'une loi spéciale d'adaptation, ou directement soumis au régime établi pour l'industrie les exploitations agricoles de quelque importance. Au surplus, l'examen de la loi allemande du 3 mai 1886 (modifiée par celle du 30 juin 1900) (1) et de la loi anglaise du 30 juillet 1900 (2) permettait de se convaincre que ces législations spéciales s'étaient peu écartées du texte des lois générales qui les avaient précédées et offraient ainsi, la seconde particulièrement, intervenue en un régime d'assurance libre, un précieux enseignement au législateur français. La loi belge du 24 décembre 1903 (3), qui énumère en son article 2 « les exploitations agricoles occupant habituellement trois ouvriers au moins » et les soumet sans modifications à l'ensemble de ses dispositions, devait également fournir un argument important en faveur de l'applicabilité à l'agriculture de la législation du risque professionnel sous réserve de quelques différences nécessaires, mais au demeurant peu nombreuses.

Les travaux de la commission interministérielle la conduisirent, d'ailleurs, à de semblables conclusions et à l'élaboration d'un texte qui déclare, en principe, la législation du 9 avril 1898 applicable aux exploitations agricoles, tout en introduisant sur plusieurs points des exceptions ou des tempéraments motivés soit par les conditions spéciales de ces exploitations, soit par le souci de modérer leurs charges.

Le Gouvernement, après examen du texte qui avait fait ainsi l'objet d'un examen approfondi de la Commission, en a adopté à peu près complètement la rédaction, et a l'honneur de vous soumettre le présent projet dont les dispositions spéciales sont motivées par les considérations suivantes.

Le premier alinéa de l'*article premier*, après avoir posé le principe général d'application à l'agriculture de la loi du 9 avril 1898, détermine les exploitations auxquelles s'appliqueront les dispositions spéciales de la loi nouvelle.

Tous les salariés de l'agriculture rentrent dans l'un des trois termes « ouvriers, domestiques ou employés » contenus au texte ;

(1) Voir *Bulletin*, 1900, p. 368.

(2) Voir *Bulletin*, 1900, p. 298.

(3) Voir *Bulletin*, 1903, p. 669.

d'autre part, en ce qui concerne les établissements assujettis, les mots « exploitations agricoles » englobent tous les établissements horticoles, maraîchers, fruitiers, viticoles, et les mots « exploitations forestières » tous les travaux et toutes les entreprises de cette catégorie ; l'article 1^{er} dénomme explicitement toutefois quelques établissements : « haras, entreprises de dressage ou d'entraînement, dépôts de vente se rattachant exclusivement à une exploitation agricole » pour lesquels, en l'absence de toute précision et lorsque seront réparés le risque professionnel commercial et le risque professionnel agricole à côté du risque industriel, on pouvait appréhender des hésitations de classement, voire d'exclusion.

Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} généralise la disposition spéciale du premier alinéa de l'article unique de la loi du 30 juin 1899, en spécifiant que le bénéfice des dispositions de la loi nouvelle s'étendra également aux personnes qui, même sans salaire, prêtent leur concours à l'exploitant pour son exploitation. D'autre part, il reproduit, en l'élargissant au bénéfice de l'agriculture, l'exception inscrite au second alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et précise que les exploitants « qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de membres de leur famille, ne pourront être assujettis par le fait de la collaboration accidentelle d'une ou deux autres personnes, salariées ou non ».

L'article 2 du projet allant au devant, pour l'écarter, d'une interprétation judiciaire qui, appliquée à l'agriculture, aurait pour résultat, à raison des conditions ordinaires d'isolement des travailleurs agricoles, de rendre à peu près vain à leur égard le bénéfice de la législation nouvelle, dispose qu'au cas de la loi projetée seront légalement *présumés* accidents du travail sauf preuve contraire, tous les accidents survenus en *cours de travail*.

L'article 3, faisant état des différents modes d'exploitation agricole et spécialement du cas où les deux qualités de propriétaire et d'exploitant du fonds ne sont pas réunies en la même personne, détermine quel sera, en toute hypothèse au regard de l'ouvrier blessé ou de ses ayants droit, l'unique responsable, tout en se préoccupant à certains égards des recours ultérieurs que pourra exercer l'exploitant contre le propriétaire ou bailleur.

Le texte, de ce chef, ne prévoit aucun recours de la part du fermier, qui a la direction et la responsabilité de l'exploitation. Il réserve, au contraire, forfaitairement jusqu'à concurrence de moitié, le recours du métayer, dont l'initiative et la responsabilité ne sont

pas les mêmes. Cette dernière disposition toutefois ne s'applique qu'au cas où il n'y a pas d'assurance. Afin de donner au bailleur un intérêt à couvrir ou à faire couvrir son exploitation par une assurance dans les termes de la loi, le deuxième alinéa de l'article 3 précise, en effet, qu'en cette seconde hypothèse aucun recours ne pourra plus être exercé; la convention des parties pourra d'ailleurs librement répartir entre le métayer et le bailleur la charge de l'assurance.

L'article 4 vise un cas d'exploitation en commun, celui de garde d'animaux appartenant à plusieurs propriétaires. Dans le même dessein que celui qui avait inspiré l'article précédent, il s'emploie à ne pas obliger la victime à diviser son action et il lui permet de poursuivre pour le tout l'un quelconque des exploitants; mais, en même temps, il réserve l'hypothèse particulière où l'ensemble du risque aura été assuré, et sans plus avoir alors à se préoccuper des facilités d'action pour l'ouvrier, il décharge de la solidarité des indemnités l'ensemble des exploitants, ne maintenant au profit de l'exploitant avisé ou du tiers (tel que la commune) qui aura contracté l'assurance qu'une action *in solidum* contre les exploitants, limitée au seul montant de la prime totale d'assurance.

Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 5 et celles de l'article 6 tendent à admettre, dans la mesure où elles ont semblé justifiées, les réclamations des représentants de l'agriculture en vue d'une atténuation des charges qui résulteraient pour elle d'une application pure et simple des fixations forfaitaires de la loi du 9 avril 1898.

L'article 5 (premier alinéa) prescrit à cet égard, pour le calcul des rentes, qu'il ne sera fait état du plein salaire des victimes d'accidents que jusqu'à concurrence de 800 francs, la réduction prévue au second alinéa de l'article 2 de la loi de 1898 s'appliquant à la partie des salaires dépassant cette somme. Le jeu de cette disposition, qui se répercute sur tout le régime d'assiette et de supputation, aboutira à une réduction assez sensible des taux d'indemnités actuellement applicables aux ouvriers industriels. Si cette disparité n'est guère soutenable en pure équité, il a semblé qu'elle s'imposait en fait, tout au moins aux débuts de la législation nouvelle, pour permettre aux agriculteurs de supporter son poids sans trop de difficultés.

Pour le calcul de l'indemnité journalière, le second alinéa de l'art. 5 tenant compte des élévations momentanées de salaires aux

époques de moissons et de vendanges, dispose, en cas de salaire variable, que l'indemnité ne sera calculée sur le salaire touché au moment de l'accident que jusqu'à l'époque où devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation où est survenu l'accident, cette indemnité n'étant plus calculée, à dater de ce moment, que d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année, tel que l'aura évalué dans des conditions déterminées, le conseil général du département.

Enfin, l'article 6 par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, mais sous réserve des conventions internationales qui pourraient intervenir en exécution dudit article, décide qu'aucune indemnité journalière ne sera servie aux ouvriers étrangers victimes d'accidents qui ne résideraient pas ou qui cesseraient de résider sur le territoire français.

Les §§ 3 et 4 de l'article 5 et l'article 8 formulent sur divers points des adaptations de textes correspondants de la loi du 9 avril 1898 et en facilitent l'application à l'agriculture.

Les deux derniers alinéas de l'article 5 visent ainsi les deux hypothèses, fréquentes en agriculture, de rémunération en nature et d'absence de salaire. Le § 3 prévoit, pour le premier cas, une détermination d'équivalence en argent, opérée tous les cinq ans dans chaque département par le conseil général ; le § 4, pour le second, une fixation locale, dans les mêmes conditions, d'un salaire fictif équivalent au salaire moyen des domestiques employés à l'année. C'est, pour l'hypothèse de concours prêté à l'exploitant par des voisins ou amis, l'amélioration du système prévu par le troisième alinéa de l'article unique de la loi du 30 juin 1899.

L'article 8, dans son § 1^{er}, prévoit un décret pour la détermination des conditions dans lesquelles, l'avis d'accident dont il est question au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, qui ne saurait être adressé en la matière au service de l'Inspection du travail, devra être transmis par les mairies. De son côté, le second alinéa du même article porte de vingt-quatre heures à trois jours le délai dans lequel le juge de paix aux termes du § 2 de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 doit procéder à l'enquête lorsque la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente de travail, absolue ou partielle, ou lorsque la victime est décédée.

Les dispositions des *articles* 7 et 9 apparaissent plus importantes.

En ce qui concerne les dispositions spéciales de l'article 7, il a paru

qu'il pourrait être utile, pour la garantie des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques, et aussi pour la surveillance des petites incapacités, de ménager l'intervention de mutuelles d'assurances locales à objet déterminé, de constitution facile et peu coûteuse, qui, d'ailleurs, pour la sûreté des engagements assumés comme pour la facilité du contrôle administratif, seraient obligatoirement affiliées à une société d'assurance fonctionnant dans les conditions prévues à l'article 17 de la loi du 9 avril 1898 dont elles constitueraient en quelque sorte les libres annexes locales. Cette organisation, sans porter atteinte aux organismes d'assurances existants, aurait l'avantage de décentraliser l'assurance et de la multiplier, tout en écartant les dangers d'insolvabilité qui pourraient être à craindre pour les mutualités cantonales ou communales d'assurance et la défaveur qui pourrait résulter de telles défaillances pour la bonne application de la loi elle-même dans son ensemble. Elle ne ferait d'ailleurs point échec à l'unité désirable de l'assurance, et même la favoriserait, l'alinéa final de l'article 7 prenant soin d'autoriser, pour les risques graves, l'assurance par police collective des membres de la mutualité locale, sauf répartition entre chacun d'eux du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

L'article 9 s'efforce de régler la difficile question de la contribution des exploitants agricoles à l'alimentation du fonds prévu à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898. Dans l'impossibilité de prendre en agriculture la base de la patente pour le calcul de cette contribution, et après avoir successivement examiné et écarté comme malaisément praticables ou peu équitables à divers titres les propositions substituant purement et simplement à cette base celle de l'impôt foncier ou celle de la contribution personnelle et mobilière, la Commission interministérielle avait finalement adopté une solution qui empruntait aux divers projets mis jusqu'alors en avant pour la modification générale du système de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ce qu'ils ont de moins contestable. Cette solution, qui échappe aux principales critiques unanimement adressées aujourd'hui au mode de perception des fonds de garantie, s'écarte du mécanisme *impôt*, que le législateur de 1898 avait provisoirement adopté à titre d'expédient et il se rapproche autant que possible de la conception même de *réassurance* qu'on s'accorde maintenant à reconnaître comme l'origine et la justification du fonds de garantie.

Ce système a d'ailleurs déjà reçu dans la loi du 12 avril 1906

une consécration législative en ce qui concerne les exploitations régies par la loi du 30 juin 1899.

Il a semblé toutefois qu'en matière agricole proprement dite, le nombre des assujettis réfractaires à l'assurance et finalement insolvables, pourrait se rencontrer assez considérable, tout au moins au début, et qu'il y aurait dès lors peut-être imprudence à ne pas demander à ces assujettis pour l'alimentation du fonds de garantie une contribution certaine préalablement à tout accident.

S'il a été reconnu que l'impôt mobilier ne pouvait se prêter utilement à l'assiette d'une contribution additionnelle pour le fonds de garantie, il a paru qu'en l'absence de base plus complètement satisfaisante et comme la taxe de garantie ne constitue d'ailleurs qu'une charge légère pour les assujettis, la contribution foncière pourrait être encore envisagée pour les exploitations agricoles, comme la base qu'il y aurait le moins d'inconvénients à adopter.

En cet ordre d'idées, l'article 9 prévoit pour la constitution du fonds de garantie deux taxes, l'une qui serait recouvrée sur les exploitants assurés par les assureurs, en proportion des primes et en même temps qu'elles; l'autre, qui serait réclamée aux exploitants non assurés par voie d'addition à la contribution foncière. La quotité de chacune de ces taxes serait d'ailleurs déterminée tous les cinq ans par la loi de finances.

L'article 10 écarte l'application aux exploitations régies par le projet, des dispositions de l'article 34 de la loi du 9 avril 1898 relative à l'affichage.

Le premier paragraphe de *l'article 11* détermine le délai d'application de la loi et abroge, au moment de sa mise en vigueur, celle du 30 juin 1899. Quant aux trois autres alinéas du même article, qui traitent de la dénonciation des contrats d'assurance antérieurement souscrits pour les exploitations visées à l'article 1^{er} et qui ne garantiraient pas le risque de la loi du 9 avril 1898, ils reproduisent presque littéralement le texte de dispositions déjà votées en pareille occurrence par le Parlement (al. 1, 2 et 3 de l'art. 2 de la loi du 12 avril 1906, qui étend à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898).

L'article 12 dispose qu'à dater de l'entrée en vigueur de la loi quatre membres nouveaux, à savoir : le directeur de l'Agriculture, un inspecteur général de l'Agriculture et deux membres du Conseil supérieur de l'Agriculture seront appelés à faire partie du Comité

consultatif des assurances contre les accidents du travail pour y représenter plus spécialement les intérêts de l'agriculture.

Enfin *l'article 13* prévoit un règlement d'administration publique pour la détermination des conditions dans lesquelles la nouvelle loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

Tel est dans son ensemble le projet que le Gouvernement a l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre.

Quelles que soient les modifications de détail auxquelles de nouvelles études puissent encore conduire, ce projet apparaîtra sans doute à la Chambre comme une base utile des travaux parlementaires qui s'imposent pour répondre à l'attente des travailleurs de l'agriculture et assurer une équitable généralisation du risque professionnel.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

La législation concernant les responsabilités des accidents du travail, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, est applicable aux ouvriers, domestiques et employés occupés dans les exploitations agricoles et forestières, ainsi que dans les haras, les entreprises de dressage ou d'entraînement et les dépôts de vente se rattachant exclusivement à des exploitations agricoles.

Elle est étendue à toutes personnes qui, même sans salaire, prêtent leur concours à l'exploitation. Toutefois, les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de membres de leur famille ne pourront être assujettis par le fait de la collaboration accidentelle d'une ou deux autres personnes, salariées ou non.

ART. 2.

Dans les exploitations visées à l'article précédent, sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus en cours de travail.

ART. 3.

Si le propriétaire n'exploite pas lui-même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou en ses lieu et place la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans le cas prévu par l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant convention contraire. Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf convention entre eux sur la charge de la prime.

ART. 4.

Lorsque l'accident survient à une personne occupée à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, la responsabilité leur incombe solidairement, sauf recours entre eux, d'après les règles du droit commun.

Si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des coexploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

ART. 5.

Les victimes dont le salaire annuel dépasse huit cents francs (800 fr.) ne bénéficient de la présente loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, elles n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

En cas de salaire variable, l'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident et, par la suite, elle sera calculée sur le taux arrêté tous les cinq ans pour chaque département par le conseil général d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année.

S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa quotité, sur le taux arrêté tous les cinq ans par le conseil général d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

Si la victime n'est pas salariée, l'indemnité due est calculée sur le taux prévu au deuxième alinéa du présent article.

ART. 6.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 les ouvriers étrangers victimes d'accident qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf clauses contraires des traités prévus par ledit article.

ART. 7.

Les exploitants peuvent s'assurer, pour toutes les indemnités autres que les rentes, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances, constituées dans les formes prévues par la loi du 4 juillet 1900, pourvu :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article ;

2° Qu'elles comprennent au moins cinquante adhérents ;

3° Que le paiement des indemnités susvisées soit garanti par une société d'assurances contre les accidents du travail, fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

Quant aux rentes, la mutualité peut, par police collective, assurer à une des sociétés visées à l'alinéa précédent tout ou partie de ses membres, sauf répartition entre eux du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

ART. 8.

Pour les accidents régis par la présente loi, un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents visés au cinquième alinéa de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 devront être transmis par les mairies.

Pour les mêmes accidents, le délai de vingt-quatre heures dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième alinéa de l'article 12 de la même loi est porté à trois jours.

ART. 9.

En vue de l'alimentation du fonds de garantie prévu à l'article 25 de la loi précitée, il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance souscrit en vue de l'application de la présente loi une contribution dont le montant sera fixé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes, et sera recouvré, en

même temps que les primes, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, par les sociétés d'assurances, qui en opéreront le versement au fonds de garantie.

Les exploitants non assurés seront soumis à une taxe annuelle, dont le taux sera fixé tous les cinq ans par la loi des finances et qui sera basée sur le principal de la contribution foncière des terrains par eux exploités à la date du 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

Les assujettis à la taxe prévue au paragraphe précédent sont tenus de déclarer, à la mairie de la commune où elles sont situées les propriétés passibles de cette taxe et le montant du revenu cadastral y afférent.

Les déclarations sont effectuées avant le 31 janvier de chaque année; elles produisent leurs effets pour les années suivantes jusqu'à déclaration contraire.

La taxe est triplée pour les éléments d'imposition qui n'ont pas été déclarés dans le délai prescrit ou qui l'ont été d'une manière inexacte.

ART. 10.

Ne sont point applicables aux exploitations régies par la présente loi les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 11.

La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation et, au terme du même délai, sera abrogée la loi du 30 juin 1899.

A partir de ladite promulgation et dans les six mois qui suivront, les contrats d'assurances souscrits antérieurement pour les exploitations visées à l'article 1^{er} ci-dessus et ne garantissant pas le risque prévu par la loi du 9 avril 1898 pourront, même s'ils couvriraient le risque spécifié par la loi du 30 juin 1899, être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré.

La dénonciation s'effectuera, soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par un acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi entièrement résilié le dixième jour à minuit, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte extrajudiciaire ou du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la

résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises, et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui; le surplus sera restitué à l'assuré.

ART. 12.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail comprendra, outre ses membres actuels : 1° le directeur de l'Agriculture au ministère de l'Agriculture, 2° un inspecteur général de l'Agriculture, et deux membres du Conseil supérieur de l'Agriculture, désignés par le ministre de l'Agriculture.

ART. 13.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies.

FRANCE**ACCIDENTS DU TRAVAIL****DÉCRET**

DU 22 NOVEMBRE 1906

approuvant le tarif complémentaire de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents ⁽¹⁾.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du Travail et de la prévoyance sociale et du ministre des Finances,

Vu la loi du 11 juillet 1868, portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu la loi du 24 mai 1899, étendant les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898 pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle;

Vu la loi du 12 avril 1906, étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail;

Vu les décrets des 26 mai 1899, 14 août 1900, 4 décembre 1901 et 8 décembre 1904, approuvant, en conformité de la loi du 24 mai 1899, les tarifs établis par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents,

(1) Publié au *Journal officiel* du 25 novembre 1906. — Voir *Bulletin*, 1905, p. 126.

Décrète :

Article premier. — Est approuvé, en conformité de la loi du 24 mai 1899, le tarif complémentaire établi par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et annexé au présent décret, sous réserve de la faculté pour la caisse de réduire ou de majorer les primes qui y figurent de 30 0/0 de leur valeur en raison des conditions particulières d'exploitation des entreprises assurées.

Lorsque les professions présenteront des risques anormaux, la majoration prévue à l'alinéa précédent pourra être portée à 60 0/0.

Art. 2. — Les primes indiquées au tarif ci-annexé correspondent à chacune des professions pouvant se rencontrer dans une même entreprise. Pour les professions non dénommées, les primes seront déterminées par assimilation avec les professions tarifées qui présentent des risques analogues.

Art. 3. — Dorénavant la somme totale à acquitter annuellement par chaque entreprise industrielle ou commerciale, pour les contrats nouveaux passés avec la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, ne pourra être inférieure à 8 francs.

Art. 4. — Le ministre du Travail et de la prévoyance sociale et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 novembre 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre du travail
et de la prévoyance sociale,*

RENÉ VIVIANI.

Le ministre des finances,

J. CAILLAUX.

*Tarif complémentaire de la caisse nationale d'assurances
en cas d'accidents.*

DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	PRIME concernant uniquement la constitution des rentes.	PRIME concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceu- tiques des jusqu'à la constitution des rentes.
Abatage d'animaux.....	4 40	5 06
Accordeurs de pianos.....	0 40	0 45
Afficheurs (sans échelles ou avec échelles portées à dos d'homme).....	1 70	1 90
Architectes (Commis d') avec surveillance de chantiers..	0 64	0 70
Armuriers (en boutique ou magasin).....	1 90	1 45
Auberge (Garçons d'), sans service d'écurie.....	1 »	1 15
Baigneurs.....	0 91	1 »
Bains de mer, de rivière (Garçons de).....	0 95	1 05
Bains urbains (Garçons de), service intérieur.....	0 63	0 70
Balayeurs et arroseurs de voies publiques.....	1 45	1 60
Bandagistes.....	0 40	0 45
Bateliers.....	3 45	3 80
Bestiaux (Conducteurs de petit bétail).....	2 50	2 75
Bijoutiers (en boutique).....	0 31	0 35
Blanchisseurs (sans machine).....	0 85	0 95
Blanchisseuses-repasseuses à la main.....	0 55	0 60
Bonnes d'hôtel, d'auberge et d'autres commerces.....	0 50	0 55
Bouchers d'abattoir.....	2 70	3 10
Bouchers (Garçons), sans abatage.....	1 25	1 45
Boulangers (Garçons), sans outillage mécanique.....	0 80	0 90
Bourreliers (petites réparations et essayage).....	1 25	1 38
Brocheurs (en boutique).....	0 35	0 40
Brocheuses (en boutique ou magasin).....	0 30	0 33
Brunissenses (sans outillage mécanique).....	0 45	0 50
Buffet dans les gares (Garçons de).....	1 25	1 40
Café, brasseries et bars (Garçons de).....	0 65	0 74
Cavistes-sommeliers (caves, entrepôts de boissons en bou- tique).....	1 95	2 25
Chapeliers (en boutique ou magasin).....	0 35	0 40
Charbonniers (en boutique en détail).....	1 90	2 20
Charentiers (en boutique au détail, garçons de).....	0 89	1 »
Charentiers (avec tuerie, garçons de).....	1 70	1 87
Chevaux (Dressage de).....	6 »	6 90
Ciseleurs (sans outillage mécanique).....	0 47	0 52
Cochers.....	2 90	3 25
Coiffeurs.....	0 35	0 40
Conducteurs d'automobiles de commerce.....	2 50	2 95

DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	PRIME	
	concernant uniquement la constitution des rentes.	PRIME concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceu- tiques jusqu'à la constitution des rentes.
Conducteurs-livreurs (selon le poids et les dangers de manipulation des marchandises).....	Paris de 2 50 à 5 » Grandes villes..... de 2 25 à 4 50 Autres localités..... de 2 15 à 4 »	de 2 75 à 5 60 de 2 50 à 5 » de 2 25 à 4 45
Confiseurs (sans outillage mécanique).....	0 60	0 65
Contrôleurs de théâtres et autres employés que les machinistes.....	0 60	0 66
Cordiers (sans outillage mécanique).....	0 69	0 76
Cordonniers (en boutique, petites réparations).....	0 60	0 75
Corroyeurs (sans outillage mécanique).....	1 85	2 05
Corsetières.....	0 23	0 27
Couleurs et vernis (Commis de marchands de).....	1 »	1 15
Coupeurs-chemisiers.....	0 40	0 45
Coueurs, dompteurs ou acrobates.....	15 »	17 25
Couteliers (en boutique ou magasin).....	0 75	0 84
Couturières.....	0 21	0 26
Cuisiniers de restaurant, d'hôtel et d'autres commerces.....	0 80	0 95
Cuisinières de restaurant, d'hôtel et d'autres commerces.....	0 65	0 75
Décorateurs pour fêtes foraines et autres.....	3 25	3 75
Découpeurs sur métaux (sans outillage mécanique).....	1 50	1 65
Déménageurs et portefaix.....	5 40	6 10
Dentistes (mécaniciens), sans outillage mécanique.....	1 »	1 10
Dépolisseurs de verre et graveurs (sans outillage mécanique).....	0 65	0 72
Dessinateurs industriels.....	0 30	0 35
Doreurs sur bois (sans outillage mécanique).....	0 31	0 35
Doreurs sur métaux (sans outillage mécanique).....	0 80	0 90
Doucheurs.....	0 90	1 »
Drogueries et couleurs (Garçons de).....	1 25	1 50
Ebénistes (en boutique ou magasin, sans outillage mécanique).....	0 86	0 95
Ecuyers (maîtres de manège).....	2 50	2 90
Emailleurs (sans outillage mécanique).....	0 68	0 75
Emballleurs (en boutique ou magasin, sans outillage mécanique).....	1 50	1 80
Embarqueurs de gros bétail et de chevaux sur voie ferrée.....	5 30	6 25
Empailleurs de chaises (sans outillage mécanique).....	0 70	0 80
Employés aux écritures.....	0 10	0 12
Employés de commerce (selon le poids et les dangers de manipulation des marchandises, des appareils ou des instruments).....	de 0 12 à 0 90	de 0 15 à 1 »
Employés de commerce (maniant des marchandises inflammables, septiques, corrosives ou explosives).....	de 1 » à 2 66	de 1 20 à 3 20

DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	PRIME concernant uniquement la constitution des rentes.	PRIME concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceu- tiques jusqu'à la constitution des rentes.
Encadreur (sans outillage mécanique).....	0 65	0 72
Epiciers (sans autre commerce).....	0 90	1 »
Epurateurs de literie.....	2 50	3 »
Equarrisseurs.....	4 »	5 »
Estampeurs sur métaux (sans outillage mécanique).....	0 65	0 72
Etameurs sur métaux.....	1 25	1 38
Ferblantiers (sans outillage mécanique).....	1 »	1 15
Ferblantiers-lampistes.....	1 27	1 40
Fleuristes en celluloïd (en boutique ou magasin).....	1 47	1 70
Fleuristes en fleurs artificielles (en boutique ou magasin).....	0 22	0 25
Fleuristes en fleurs naturelles (en boutique ou magasin).....	0 22	0 25
Fleuristes en perles (en boutique ou magasin).....	0 30	0 35
Fontainiers (petites réparations).....	0 75	0 85
Gainiers.....	0 60	0 66
Gantiers au détail.....	0 27	0 35
Garçons d'amphithéâtre d'hôpital.....	3 20	4 »
Garçons d'écurie.....	3 »	3 75
Garçons de laboratoire.....	3 »	3 75
Garçons de magasin (avec livraison à pied, selon le poids et les dangers de manipulation des marchandises ou instruments).....	de 0 80 à 2 »	de 0 90 à 2 25
Garçons de recettes.....	0 75	0 83
Garde-malades (hommes).....	0 95	1 10
Garde-malades (femmes).....	0 50	0 57
Gaufreurs.....	0 23	0 27
Gaz (allumage et entretien des réverbères).....	1 75	1 93
Géomètres en plaine.....	0 65	0 72
Grainetiers (Garçons).....	1 57	1 75
Graveurs sur bois (sans outillage mécanique).....	0 45	0 50
Graveurs sur métaux (sans moteur).....	0 45	0 50
Hâleurs de bateaux.....	3 »	3 35
Hommes de peine.....	1 90	2 18
Horlogers (en boutique).....	0 31	0 35
Hôtel (Garçons d').....	0 90	1 »
Infirmiers pour animaux.....	2 80	3 36
Infirmiers.....	1 05	1 25
Infirmières.....	0 70	0 85
Joalliers (en boutique ou magasin).....	0 40	0 45
Laitiers-crémiers, en boutique au détail (Garçons de).....	0 60	0 66

DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	PRIME concernant uniquement la constitution des rentes.	PRIME concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceu- tiques jusqu'à la constitution des rentes.
Lampistes (en boutique, sans outillage mécanique).....	0 90	1 »
Laveurs de vaisselle et verrerie.....	1 04	1 15
Lavoirs (Garçons de).....	1 90	2 10
Limonadiers et marchands de vins (Garçons).....	1 40	1 60
Lingères.....	0 21	0 26
Livreurs (employés faisant les courses, selon qu'il y a ou non emploi de voi- tures, de bicyclettes, de tri-porteurs, motocyclettes et suivant le poids et les dangers de manipulation des marchandises).....	Paris..... de 1 50 à 4 » Grandes villes... de 1 » à 2 50 Autres localités... de 0 90 à 2 15	de 1 65 à 4 40 de 1 10 à 2 75 de 1 » à 2 40
Machinistes de théâtre.....	4 »	5 »
Maîtres d'armes.....	1 70	2 »
Maîtres d'hôtel.....	0 35	0 40
Marbriers (sans outillage mécanique, travaux de petite dimension).....	1 40	1 55
Matelassiers (sans outillage mécanique).....	0 60	0 66
Mécaniciens (en boutique, petites réparations).....	1 »	1 15
Ménusiers (en boutique, sans outillage mécanique).....	1 »	1 15
Miroitiers (sans outillage mécanique, avec pose).....	1 25	1 40
Modistes.....	0 22	0 26
Monte-charges (Préposés aux).....	2 15	2 40
Monteurs en bronze (sans outillage mécanique).....	0 70	0 77
Mouleurs-décorateurs.....	2 32	2 55
Mouleurs-figuristes en plâtre.....	1 25	1 40
Nettoyeurs de vitres et de devantures.....	3 »	3 50
Oiseliers.....	0 60	0 66
Opticiens (sans outillage mécanique).....	0 80	0 88
Orfèvres (en boutique).....	0 27	0 30
Pâtisseries (Garçons).....	0 75	0 85
Peaussiers (sans outillage mécanique).....	1 25	1 50
Pêcheurs de rivières.....	3 30	3 65
Pédicures.....	0 60	0 66
Peintres en décors.....	1 80	2 »
Peintres en lettres et sur étoffes (en boutique ou maga- sin).....	0 60	0 66
Peintres en voitures.....	0 75	0 85
Pépiniéristes.....	1 75	1 94
Photographes (en atelier).....	0 40	0 44
Plumeurs sur métaux.....	0 75	0 85
Plumassiers (en boutique ou magasin).....	1 25	1 40

DÉSIGNATION DES ENTREPRISES.	PRIME concernant uniquement la constitution des rentes.	PRIME concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceu- tiques jusqu'à la constitution des rentes.
Plumassières (en boutique ou magasin).....	0 80	0 90
Poissonniers (commerce en gros).....	1 50	1 80
Poissonniers (commerce au détail).....	1 »	1 25
Polisseuse de marbre et pierres (sans outillage méca- nique, objets de petites dimensions).....	0 54	0 60
Polisseurs sur métaux (sans outillage mécanique).....	0 60	0 66
Potiers (en boutique ou magasin).....	0 65	0 72
Quincailliers (petit commerce, sans outillage mécanique).	0 70	0 77
Repasseurs de lames (sans outillage mécanique).....	1 75	2 »
Repousseurs sur métaux (sans outillage mécanique).....	1 »	1 10
Restaurant (Bonnes de).....	0 30	0 35
Restaurant (Garçons de).....	0 65	0 74
Rôtisseurs.....	0 95	1 10
Sabotiers (sans outillage mécanique).....	1 »	1 15
Sculpteurs-réducteurs.....	0 90	1 »
Sculpteurs sur bois (sans outillage mécanique).....	0 85	0 95
Selliers-bourrelliers (petites réparations).....	1 »	1 15
Stucateurs.....	2 32	2 55
Tailleurs (en boutique ou magasin).....	0 25	0 30
Tapissiers (en boutique, petites réparations).....	1 14	1 25
Tapissiers-décorateurs.....	1 50	1 65
Teinturiers (sans outillage mécanique).....	0 76	0 84
Tonnelliers.....	2 »	2 30
Toucheurs de bœufs.....	4 30	5 »
Tourneurs sur corne et ivoire.....	1 15	1 27
Treillageurs (sans outillage mécanique).....	1 35	1 50
Tripiers (en boutique au détail).....	0 89	1 »
Typographes (en boutique ou en magasin).....	0 36	0 40
Vanniers (en boutique ou magasin, sans outillage méca- nique).....	0 45	0 50
Veuilleurs de nuit.....	2 50	2 75
Vétérinaires-maréchaux-ferrants.....	2 70	3 10
Vitriers (petits travaux).....	1 81	2 »
Voyageurs de commerce (selon qu'il y a ou non emploi de voitures, bicyclettes et selon la nature des marchandi- ses).....	de 0 60 à 2 »	de 0 66 à 2 25

FRANCE

PROJET DE LOI

SUR

LE CONTRAT D'ASSURANCE

**Accompagné de notes explicatives sommaires
d'après les travaux préparatoires.**

Par M. Ch. RENARD.

De nombreux pays ont devancé la France en légiférant sur le contrat d'assurance. Nos codes se bornent à traiter des assurances maritimes, art. 332 à 336 du Code de commerce (comp. art. 1264, C. civ.).

Les trois branches d'assurance qui se sont le plus développées sont les assurances contre l'incendie, les assurances sur la vie et les assurances contre les accidents des personnes. Cependant si l'on excepte quelques dispositions contenues dans une loi du 19 février 1889 (art. 2 à 4), il n'y a pas, en France, de lois écrites sur les assurances non maritimes.

Voici, sur ce point, quel est l'état général des législations des différents pays en la matière des assurances :

Belgique, Loi du 11 juin 1874;

Espagne, Code de commerce de 1885 (art. 380 à 459);

Hongrie, Code de commerce de 1875 (art. 453 à 514);

Italie, Code de commerce de 1882 (art. 417 à 453);

Luxembourg (Grand-Duché), loi du 16 mai 1891;

Pays-Bas, Code de commerce de 1838, art. 246 et art. 686 à 695;

Portugal, Code de commerce de 1888 (art. 425 à 462);

Roumanie, Code de commerce de 1887 (art. 442 à 477).

En Allemagne, dans le courant de 1903, un projet de loi sur le contrat d'assurance a été publié par l'office de la justice de l'Empire. La situation est la même en Suisse : le projet de loi date du 2 février 1904.

En Grande-Bretagne, les assurances terrestres sont régies par les usages (common law).

Les nombreux codes des États de l'Amérique du sud et du centre renferment des titres relatifs aux assurances terrestres. Il en est de même du Code de commerce japonais de 1899 (art. 383 à 430).

Dans les États-Unis d'Amérique, il n'y a pas de loi fédérale sur les assurances : la Constitution de 1787 ne confère pas au Congrès le pouvoir de légiférer en cette matière, mais il y a quelques lois d'États.

En France nos différentes juridictions ont donné des solutions aux questions les plus variées que les assurances font fréquemment naître : il s'agirait donc de consacrer définitivement dans une loi un certain nombre des règles que les tribunaux, spécialement la Cour de cassation, ont posées dans leurs décisions.

Toutefois l'exposé des motifs observe que les principales clauses des polices imprécisées par avance sont arrêtées par les compagnies d'assurance elles-mêmes et que les assurés sont d'ordinaire obligés de les accepter telles quelles, sans être admis à les discuter.

Or il est de certaines clauses frappant de déchéances l'assuré, mettant à sa charge, quand il s'agit d'obtenir une indemnité des preuves difficiles ou réduisant la durée des actions.

Le projet prohibe certaines de ces clauses et impose, par contre certaines clauses de style.

Toutefois, respectueux de la liberté des conventions, qui est nécessaire au développement si souhaitable du commerce des assurances et souvent à l'intérêt bien entendu des assurés eux-mêmes, on s'est efforcé de réduire le plus possible le nombre des dispositions impératives et prohibitives.

Les dispositions interprétatives sont les plus nombreuses et toute les fois qu'une disposition est formulée purement et simplement, elle a le caractère interprétatif et admet par suite, les clauses contraires.

Le projet prévoit qu'une fois qu'il sera adopté, il sera dorénavant possible d'abrégier les polices en y insérant guère que les clauses dérogeant à des dispositions légales.

Le projet comprend quatre-vingt-deux articles et est divisé en cinq titres.

- TITRE I^{er}. — Des assurances en général (art. 1 à 40);
 TITRE II. — Des assurances contre l'incendie (art. 41 à 46);
 TITRE III. — Des assurances sur la vie (art. 47 à 73);
 TITRE IV. — Des assurances contre les accidents (art. 74 à 78);
 TITRE V. — Dispositions transitoires (art. 79 à 82).

Il convient après ces généralités de donner quelques explications sur les différents articles du projet.

C'est ce que nous faisons en forme de notes, sous chacun d'eux dans lesquelles nous signalons les principales modifications proposées par la commission de la Chambre, huitième législature, sur le rapport de M. Chastenet n° 3052 (comp. le n° 1218 de la même législature) ⁽¹⁾.

TITRE PREMIER

DES ASSURANCES EN GÉNÉRAL.

SECTION I

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance est un contrat par lequel l'assureur s'oblige, moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation, à indemniser l'assuré des pertes ou dommages que peut éprouver celui-ci par suite de la réalisation de certains risques relatifs à ses biens ou à sa personne.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier définit le contrat d'assurance et établit une distinction entre les deux classes d'assurance : (distinction consacrée dans les projets de loi allemand et suisse), celles des choses et celles des personnes, les premières étant des assurances d'indemnité (assurances contre les incendies, contre les risques de transport), les secondes excluant au contraire l'appréciation du préjudice (assurances sur la vie, assurances contre les accidents). Toutefois la commission de la Chambre des députés, tenant compte de ce fait qu'en

(1) Nous publions les articles du projet de loi dans la partie supérieure des pages suivantes, et, dans la partie inférieure, les notes explicatives.

ART. 2.

La présente loi régit les assurances à primes.

Elle s'applique aussi aux assurances mutuelles, sauf dans celles de ses dispositions qui sont contraires aux lois ou aux décrets qui régissent ces assurances.

Sous cette réserve, les articles de la présente loi qui visent les primes s'appliquent aux contributions à payer par les sociétaires en matière d'assurances mutuelles, qu'elles soient désignées sous le nom de cotisations ou de primes.

ART. 3.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent point aux assurances maritimes; elles demeurent exclusivement régies par le Code de commerce et par les lois qui leur sont propres.

ART. 4.

La loi répute acte de commerce, pour l'assureur, toute entreprise d'assurances à primes; pour l'assuré, toute assurance à prime ou mutuelle conclue par un commerçant et se rattachant aux risques de sa profession.

matière d'assurances sur la vie, il n'y a pas d'indemnité à proprement parler, mais plutôt un bénéficiaire qui, toujours en cas de mort et souvent en cas de survie, est une personne différente de l'assuré, propose de remplacer la phrase : « l'assureur s'oblige... à indemniser » par celle-ci « l'assureur s'oblige... à certaines prestations au cas où se réaliseraient certaines éventualités relatives aux biens ou à la personne de l'assuré ».

ART. 2 et 3. — Il était utile de déterminer les assurances aux-

quelles le projet de loi serait applicable.

Relativement aux assurances mutuelles, la portée du projet de loi est limitée par l'existence de la législation spéciale antérieure. Les dispositions du décret du 22 janvier 1868, règlement d'administration publique, rendu en exécution de la loi du 14 juillet 1867, art. 66, continuent à régir la matière.

La commission de la Chambre a estimé qu'il y avait lieu de supprimer comme inutile le § 3 de l'art. 2.

ART. 4. — Il y a une réelle

ART. 5.

Le profit espéré ne peut être assuré que dans les assurances contre les risques de transports par terre et par eau et dans les assurances de récoltes contre la grêle et contre les autres fléaux naturels.

L'assureur peut obtenir une réduction de la somme assurée quand il établit que le profit espéré a été évalué à un chiffre d'une exagération notable eu égard aux prévisions normales qui pouvaient être faites à la date de la conclusion du contrat.

utilité, au point de vue de la compétence, à déterminer si le contrat d'assurance est un acte de commerce ou un acte civil.

Le contrat d'assurance à prime a le caractère commercial pour la compagnie d'assurances ; mais pour l'assuré ce même contrat est un acte civil, à moins, bien entendu que l'assuré ne soit un commerçant ayant contracté une assurance à prime pour les besoins de son commerce, qui, par exemple, fait assurer les marchandises placées dans ses magasins, les meubles meublants qui les garnissent.

L'assurance mutuelle n'a en principe rien de commercial, mais en vertu de la théorie de l'accessoire, alors laquelle, les opérations faites par un commerçant pour les besoins de son commerce sont des actes de commerce, conduit à décider que l'assurance mutuelle constitue un acte de commerce pour le mutualiste commerçant quand elle se rattache à son commerce.

Malgré toutes ces raisons, la

commission de la Chambre des députés avait proposé de modifier l'article 4 comme suit : « sauf convention contraire, tous les litiges relatifs aux assurances sont de la compétence des tribunaux civils ».

Le rapporteur ajoutait ; il n'y a qu'un moyen d'éviter les frais, les pertes de temps, c'est d'attribuer sans distinction aux tribunaux civils, mieux préparés que les juges consulaires à résoudre les questions de droit, tous les litiges en matière d'assurance terrestre.

ART. 5. — Le dommage que font subir les risques en se réalisant cause à l'assuré une perte proprement dite et souvent une privation de gain, *damnum emergens* et *lucrum cessans*, selon les expressions latines consacrées.

Il n'est pas douteux que l'assureur doit pouvoir garantir contre la seconde comme contre la première. Ainsi, en cas d'assurance de marchandises contre

ART. 6.

L'assuré peut faire assurer le coût de l'assurance.

ART. 7.

L'assureur peut se faire réassurer contre les risques qu'il a assurés. Les règles de l'assurance régissent la réassurance.

La réassurance peut s'appliquer soit à un contrat d'assurance déterminé, soit à un certain nombre ou à la totalité des contrats d'assurance conclus par l'assureur.

La prime de réassurance peut être différente de celle de l'assurance.

Le réassureur est mis au lieu et place du réassuré, mais seulement dans ses rapports avec celui-ci.

l'incendie contractée par un commerçant, l'indemnité, par cela même qu'elle est égale à la valeur vénale des marchandises assurées, comprend la perte proprement dite éprouvée par l'assuré (égale aux frais d'achat de ces marchandises, aux frais de transport, etc...) et la privation de gains provenant de ce que l'assuré est privé du bénéfice résultant de l'élévation de la valeur de ces marchandises au moment du sinistre.

Mais il serait dangereux de permettre l'assurance du profit espéré, c'est-à-dire d'un profit que l'assuré pouvait espérer par suite de la hausse des cours ou de l'augmentation de valeur de la chose assurée après le sinistre. Une telle assurance donnerait facilement lieu à des spéculations dangereuses en créant un intérêt à la perte des actions assurées.

Par exception, conformément à ce qui est admis à l'étranger, l'assurance du profit espéré est admise dans l'assurance des risques de transport par terre, ce profit espéré s'entendant de l'augmentation de valeur qui résultera du transport des marchandises sur une autre place : le profit espéré peut encore être assuré dans les assurances de récoltes contre la grêle et les autres fléaux naturels.

ART. 6. — La prime est très souvent assurée, notamment dans les assurances en cas de vie, sous forme de contre-assurance; il y est stipulé que les primes payées seront restituées en cas de décès de l'assuré avant l'âge fixé dans la police.

ART. 7. — La loi, s'appropriant des clauses déjà très usuelles, reconnaît que le réassuré

Le réassuré peut, sans consulter le réassureur, régler tous sinistres, traiter et transiger avec l'assuré. Le réassureur est tenu d'indemniser le réassuré dans la proportion de son engagement, sans pouvoir critiquer ses actes, sauf en cas de fraude.

ART. 8.

L'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité; elle ne doit pas placer l'assuré en cas de sinistre dans une situation pécuniaire meilleure que si aucun risque ne s'était réalisé.

ART. 9.

Un contrat d'assurance consenti pour une somme supérieure à la valeur de la chose assurée, est nul à l'égard seulement de la partie convaincue de dol ou de fraude.

S'il n'y a ni dol ni fraude, le contrat est valable jusqu'à concurrence du dommage éprouvé.

Dans le cas de dol ou de fraude, des dommages-intérêts peuvent être alloués à la partie au profit de laquelle la nullité est prononcée.

S'il n'y a ni dol ni fraude, l'assureur n'a pas droit aux primes pour l'excédent, sauf en ce qui concerne les primes échues et la prime de l'année courante. Il peut, en outre, obtenir une indemnité qui ne doit pas dépasser le montant d'une prime annuelle.

ART. 10.

Par dérogation à l'article 8, en matière d'assurance sur la vie (assurance en cas de décès et assurance en cas de vie), les sommes assurées sont définitivement fixées par la police, sauf ce qui est dit à l'article 48 relativement à l'assurance contractée sur la tête d'un tiers.

La fixation des sommes assurées faite dans la police ne peut non plus être contestée en matière d'assurances contre les accidents.

peut se prévaloir contre le réassureur des actes qu'il a faits avec l'assuré, spécialement des transactions conclues avec celui-ci, des indemnités qu'il lui a payées, sauf dans le cas où la fraude de l'assureur serait établie.

principe selon lequel l'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité.

ART. 9. — Cet article tire une conséquence du principe sus-énoncé.

ART. 8. — Cet article, pose le

ART. 10. — L'article 10 ap-

ART. 11.

Une même personne ne peut contracter plusieurs assurances sur une même chose, contre les mêmes risques, pour une somme excédant la valeur de la chose assurée.

Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude soit à la même date, soit à des dates différentes, pour une somme totale supérieure à la valeur de la chose assurée, elles sont toutes valables et chacune d'elles produit ses effets en proportion de la somme à laquelle elle s'applique, jusqu'à concurrence de l'entière valeur de la chose assurée.

Cette disposition peut être écartée par une clause de la police adoptant la règle de l'ordre des dates ou stipulant la solidarité entre les assureurs.

Le présent article ne s'applique ni aux assurances sur la vie, ni aux assurances contre les accidents.

ART. 12.

Si l'assurance ne couvre qu'une partie de la valeur de la chose assurée, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une part proportionnelle du dommage, à moins qu'il ne soit expressément stipulé que dans les limites de la somme assurée, l'assuré obtiendra une indemnité complète, dès l'instant où le dommage ne dépassera pas cette somme.

ART. 13.

Toute personne ayant intérêt à la conservation d'une chose peut la faire assurer.

porte une importante exception au principe que l'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité, il ne permet pas en effet de critiquer comme exagérée la somme fixée dans les polices d'assurance-vie ou accidents : admettre le contraire conduirait à ouvrir la porte à des contributions sans nombre.

ART. 14. — L'article 11 vise le cas où plusieurs assurances ont été conclues par un même assuré pour la même chose contre les mêmes risques, pour une somme totale excédant la valeur de la chose assurée. C'est le cas prévu, pour les assurances maritimes, par l'article 359 du Code de commerce, lequel résout le problème différemment.

Il en est ainsi spécialement du propriétaire, de l'usufruitier, du créancier hypothécaire, privilégié ou antichrésiste et de toute personne exposée à être déclarée responsable de la perte ou de la détérioration de la chose qu'elle détient.

ART. 14.

L'assurance peut être contractée, en vertu d'un mandat général ou spécial, ou même sans mandat, pour le compte d'une personne déterminée. Dans ce dernier cas, l'assurance profite à la personne pour le compte de laquelle elle a été conclue, alors même que la ratification n'aurait lieu qu'après le sinistre.

L'assurance peut aussi être contractée pour le compte de qui il appartiendra.

Dans ce cas, le souscripteur est seul tenu du paiement de la prime envers l'assureur.

Les exceptions se rattachant à l'assurance souscrite pour le compte de qui il appartiendra, qui seraient opposables au souscripteur, peuvent être opposées par l'assureur au bénéficiaire de la police quel qu'il puisse être.

ART. 15.

La durée du contrat d'assurance est fixée par la police.

Il peut être stipulé qu'à défaut de déclaration de l'assuré avant l'expiration de la police actuelle, le contrat sera prolongé de plein droit. Cette prolongation ne peut être stipulée pour un délai excédant une année après l'expiration du contrat en cours. Si elle a été stipulée pour une durée plus longue, elle est réduite à cette durée.

ART. 14. — Il est possible que l'assuré, ignorant s'il sera encore propriétaire des choses assurées quand le sinistre se produira ou si ces choses auront passé en d'autres mains, ne puisse pas indiquer par avance s'il contracte pour lui-même ou au profit d'une autre personne. L'assurance est alors conclue pour le compte de qui il appartiendra (art. 14, 2^e alinéa).

ART. 15. — Dans un but de protection pour l'assuré, on réduit le temps pour lequel l'assurance peut être prolongée par une clause de tacite reconduction. Il paraît que la durée maxima de cette prolongation doit être d'une année (art. 15, 2^e alinéa).

SECTION II

De la preuve du contrat d'assurance. Des formes et de la transmission des polices.

ART. 16.

Le contrat d'assurance est rédigé par écrit. Il peut être passé devant notaire ou fait sous seing privé.

L'acte sous seing privé doit être dressé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et chaque original doit contenir la mention du nombre total des originaux qui ont été faits conformément à l'article 1325 du Code civil.

Toute addition ou modification au contrat d'assurance primitif doit être constatée par un avenant, par la correspondance ou par tout autre écrit.

ART. 17.

Le contrat d'assurance est daté du jour où il est souscrit.

Il indique :

Les noms et domiciles de l'assuré et de l'assureur;

La chose assurée;

La nature des risques garantis;

Le moment auquel les risques doivent commencer et finir;

La somme assurée;

La prime ou coût de l'assurance;

La soumission des parties à des arbitres, en cas de contestation si elle a été convenue.

ART. 16. — L'assurance est, en général, un contrat, quelque peu compliqué, contenant des clauses variées et, comme il vient d'être dit, d'une durée souvent assez longue. Aussi est-il utile d'exclure en cette matière la preuve par témoins et les présomptions de fait, en exigeant un écrit de quelque somme qu'il s'agisse.

promissoire est déjà admise par le Code de commerce (art. 332) dans les assurances maritimes. Désormais les contractants en matière d'assurances seraient libres d'attribuer à des arbitres choisis par eux la connaissance des litiges relatifs à la validité ou à l'exécution de leurs polices. Les compagnies pourraient trouver avantage à user de cette clause pour éviter les frais et les lenteurs des procédures.

ART. 17. — La clause com-

ART. 18.

La police d'assurance peut être à personne dénommée, à ordre ou au porteur.

Les polices à ordre se transmettent par voie d'endossement même en blanc.

ART. 19.

L'assureur peut opposer au porteur de la police, même à ordre ou au porteur, les exceptions se rattachant à cette police qui auraient été opposables à l'assuré originaire si la transmission de la police n'avait pas eu lieu.

ART. 18. — Les titres de créance, en général, peuvent, au gré des parties, être à personne dénommée, à ordre ou au porteur.

La jurisprudence reconnaît que la forme à ordre et la forme au porteur ne sont pas réservées aux titres pour lesquels des lois l'admettent expressément. Aussi décide-t-on que les polices d'assurance peuvent être à ordre ou au porteur. Pour qu'il ne puisse plus y avoir aucune difficulté à cet égard en matières d'assurances, l'article 18, 1^{er} alinéa, y autorise expressément l'emploi de la forme à ordre et de la forme au porteur.

Quand les polices sont à ordre, elles se transmettent par endossement, même en blanc, suivant la solution la moins formaliste et la plus conforme à

l'intention des parties, déjà adoptée en matière de chèques, par la loi du 14 juin 1865, article 1^{er}, dernier alinéa.

ART. 19. — En conservant à l'assureur le droit d'opposer au porteur les exceptions qui eussent été opposables à l'assuré originaire, au moins en tant qu'elles se rattachent à la police, cet article écarte la règle contraire suivie pour les effets de commerce, pour revenir au droit commun ; les polices d'assurances, même à ordre n'étant destinées qu'à une circulation assez restreinte, il n'y a pas lieu d'admettre que la transmission des polices puisse rendre pire la condition de l'assureur, ainsi que le fait remarquer, d'ailleurs, M. Lyon-Caen dans son rapport si documenté à la commission extraparlamentaire.

SECTION III

Des obligations de l'assureur et de l'assuré. Des nullités
et des résiliations.

ART. 20.

Les pertes et dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur.

Toutefois, l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou d'une faute lourde de l'assuré.

ART. 21.

L'assureur est garant des pertes et dommages causés même par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

ART. 22.

Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose, ne sont pas à la charge de l'assureur.

ART. 23.

L'assureur ne répond pas des pertes et dommages occasionnés soit par la guerre étrangère, soit par la guerre civile, soit par des émeutes ou par des mouvements populaires.

La preuve que les pertes et dommages proviennent d'une de ces causes incombe à l'assureur. Toute clause obligeant l'assuré à prouver que les pertes et dommages ne proviennent pas d'une de ces causes, est nulle.

ART. 20. — *Lata culpa dolo æquiparatur.*

ART. 22. — Des dommages proviennent parfois du vice propre de la chose assurée, c'est-à-dire de ses défauts ou de certains germes de destruction qu'ont, d'après leur nature, même les choses de la meilleure qualité.

Les polices excluent d'ordinaire ces dommages de l'assurance comme ne provenant pas de risques qu'elle a eu en vue. L'article 22 admet cette règle adoptée déjà pour les assurances maritimes par l'article 352 du Code de commerce.

ART. 23. — Les clauses impri-

ART. 24.

L'assureur ne peut être tenu au delà de la somme assurée.

Mais, dans les limites de cette somme, l'assureur est obligé de rembourser à l'assuré les dépenses faites pour atténuer le dommage en cas de réalisation des risques. Cette obligation existe pour l'assureur indépendamment du résultat obtenu. Les tribunaux peuvent l'écarter ou la réduire s'ils jugent que les dépenses ont été faites sans motif suffisant ou sont exagérées.

ART. 25.

En cas de perte totale de la chose assurée, l'assurance prend fin

mées des polices, stipulent presque toujours que l'assureur demeure étranger aux risques de guerre étrangère ou civile, ainsi que des mouvements populaires. La raison en est que l'importance de ces risques est trop difficile à évaluer et qu'aucune statistique même ne saurait donner de renseignements précis à cet égard. L'article 23, premier alinéa, formule cette règle conforme à l'usage.

Mais à propos de cette exclusion des risques de guerre beaucoup de polices, spécialement d'assurance contre l'incendie, contiennent, au point de vue de la charge de la preuve, une règle tout à fait exorbitante : elles obligent l'assuré à prouver, pour obtenir une indemnité, que le dommage est dû à d'autres risques et elles visent spécialement pour présumer que les dommages proviennent de risques de

guerre, le cas d'invasion. Une pareille preuve est d'une énorme difficulté pour l'assuré. L'assureur s'est engagé à répondre envers l'assuré de certains dommages, il est naturel quand ces dommages se produisent que l'assureur en réponde, à moins qu'il ne prouve qu'ils se rattachent à une cause exclusive de sa responsabilité. C'est à l'assureur, non à l'assuré, que doit incomber la charge de la preuve. Il doit y avoir là une règle impérative qu'aucune clause ne peut écarter.

ART. 24. — Il est naturel que la somme assurée forme le maximum des obligations de l'assureur envers l'assuré (art. 24). Mais, dans cette limite, il est juste que l'assureur réponde envers l'assuré des sommes que celui-ci a dépensées pour diminuer les dommages en cas de sinistre.

de plein droit et l'assuré ne peut réclamer aucune restitution sur la prime de l'année courante.

ART. 26.

L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé de plein droit dans tous les droits et actions de l'assuré contre les tiers, qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur.

L'assureur peut être déchargé, en tout ou en partie, de sa responsabilité envers l'assuré quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques demeurant habituellement chez l'assuré, sauf le cas de fraude commise par une de ces personnes.

ART. 27.

L'assuré ne peut faire aucun délaissement des objets assurés.

ART. 26. — Il paraît à la fois rationnel et juste d'étendre à toutes les assurances la subrogation légale déjà admise en matière d'assurances maritimes. Cette subrogation, qui sort peut-être quelque peu des limites qui doivent être assignées à la subrogation légale de l'article 1251-3° du Code civil, s'explique par le fait que l'assuré étant indemnisé par l'assureur, ne doit pas conserver les droits à indemnité qu'il peut avoir contre des tiers; il est juste que tous les droits se rattachant au dommage subi passent à l'assureur dès l'instant où l'assuré a été indemnisé par lui.

Mais la subrogation légale ne

doit pas aller contre l'intention probable des contractants. L'assuré qui a entendu être garanti par l'assureur contre les conséquences dommageables de ses fautes personnelles, ne veut pas, en général, qu'en raison des dommages causés par la faute des personnes demeurant habituellement avec lui (parents et alliés en ligne directe, employés, ouvriers, domestiques), l'assureur puisse être subrogé contre ces personnes. Aussi l'article 26, dérogeant à la règle générale, exclut la subrogation légale contre elles.

ART. 27. — Cette disposition consacre des usages constants

ART. 28.

L'assuré est obligé :

1° De payer la prime aux époques convenues;

2° De déclarer exactement à l'assureur, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances qui sont de nature à faire apprécier par celui-ci les risques qu'il prend à sa charge;

3° De déclarer à l'assureur, conformément à l'article 31, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence d'augmenter les risques;

4° De faire tout ce qui est en lui pour éviter la réalisation des risques ou pour en diminuer les conséquences dommageables;

5° De donner avis à l'assureur, dans les trois jours qui suivent celui où il en a eu connaissance, de tout sinistre de nature à entraîner la responsabilité de l'assureur.

Les dispositions des §§ 3, 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux assurances sur la vie.

ART. 29.

A l'exception de la première prime, les primes sont payables au domicile de l'assuré.

en excluant la faculté de délaissement admise seulement dans les assurances maritimes (art. 369 et suiv., C. com.).

ART. 28. — Les obligations de l'assuré envers l'assureur sont multiples. L'article 28 en fait l'énumération.

Deux observations seulement doivent être faites à cet égard.

Ces obligations ne reçoivent pas toutes la même sanction.

L'obligation de payer les primes est sanctionnée par la suspension et par la résiliation de l'assurance sous les conditions déterminées par l'article 29.

L'obligation de déclarer exactement toutes les circonstances de nature à faire apprécier par l'assureur les risques dont il se charge, a comme sanction la nullité pour réticence ou pour fausse déclaration admise par l'article 36.

L'inexécution de l'obligation de déclarer à l'assureur les faits qui, après la conclusion du contrat, amènent une aggravation des risques, entraîne la résiliation de l'assurance par la volonté de l'assureur (art. 31).

ART. 29. — Les primes sont d'ordinaire stipulées portables.

Que la prime soit quérable ou portable, à défaut de paiement à l'échéance de l'une des primes, l'effet de l'assurance est suspendu dix jours après la mise en demeure de l'assuré. Cette mise en demeure résulte de l'envoi d'une lettre recommandée adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes, à leur dernier domicile connu de l'assureur. Cette lettre doit indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappeler la date de l'échéance de la prime et reproduire le texte du présent article.

L'assureur a le droit, vingt jours à partir de l'expiration du délai fixé par l'alinéa précédent, de résilier la police ou d'en poursuivre l'exécution en justice. La résiliation peut se faire par une déclaration de l'assureur contenue dans une lettre recommandée adressée à l'assuré.

L'assurance non résiliée reprend pour l'avenir ses effets à midi, le lendemain du jour où la prime arriérée et, s'il y a lieu, les frais ont été payés à l'assureur.

Les délais fixés par le présent article ne comprennent pas le jour de l'envoi de la lettre recommandée. Quand le dernier jour d'un de ces délais est un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

Ces délais ne sont pas augmentés à raison des distances; toutefois, lorsque la mise en demeure doit être adressée dans un lieu situé hors du territoire continental de la France, le délai de dix jours fixé par le deuxième alinéa du présent article ne court que du jour de la présentation de la lettre recommandée, constatée sur les registres de l'Administration des postes.

Toute clause réduisant les délais fixés par les dispositions précédentes ou dispensant l'assureur de la mise en demeure est nulle.

Mais, en fait, les assureurs les font toucher chez les assurés et une jurisprudence bien établie reconnaît que cette habitude répétée a pour conséquence de substituer la quérabilité à la portabilité.

Le projet (art. 29, 1^{er} al.) tenant compte de ces usages, dispose

que les primes sont payables au domicile de l'assuré.

Mais il ne fait pas de cette disposition une règle impérative.

Du reste que la prime soit quérable ou portable, le défaut de paiement d'une prime à l'échéance entraîne, après un certain délai, courant à partir de la mise

ART. 30.

L'assureur a, pour la créance de la prime, un privilège sur la chose assurée.

Ce privilège est, alors même qu'il porte sur un immeuble, dispensé de toute inscription.

Il prend rang immédiatement après le privilège des frais de justice établi par l'article 2101-4° du Code civil.

Il n'existe que pour une somme correspondant aux primes des deux dernières années.

ART. 31.

Quand, par son fait, l'assuré aggrave les risques de telle façon que si le nouvel état de choses avait existé lors du contrat, l'assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'assuré doit en faire préalablement la déclaration à l'assureur par lettre recommandée.

Quand les risques sont aggravés sans le fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration dans un délai minimum de huit jours à partir du moment où il a eu connaissance du fait de l'aggravation.

Dans l'un et l'autre cas, l'assureur a le droit de résilier le contrat, à moins que sur sa proposition, l'assuré consente à une augmentation de prime.

Toutefois, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques, quand, après en avoir eu connaissance de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien

en demeure de l'assuré, la suspension de l'assurance et, même après un nouveau délai, permet à l'assureur de résilier le contrat.

Dans un but de protection pour l'assuré, la loi défend soit de supprimer la nécessité de la mise en demeure de l'assuré, soit d'abréger les délais fixés par la loi.

mérite l'assurance, les services qu'elle rend à l'assuré, et souvent par contre coup à ses créanciers justifient pleinement la concession d'un privilège attaché à la créance des primes. L'article fixe le rang de ce privilège et, pour éviter les frais en présence d'une prime souvent peu importante, il dispense le privilège d'inscription, même quand la chose assurée est un immeuble.

ART. 30. — La faveur que

de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

ART. 32.

Si, pour la fixation de la prime, il a été tenu compte de circonstances spéciales de nature à aggraver les risques et si ces circonstances viennent à disparaître au cours de l'assurance, l'assuré a le droit, nonobstant toute convention contraire, de résilier le contrat, si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante.

ART. 33.

En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation de la chose assurée, l'assurance profite de plein droit à l'héritier ou à l'acquéreur, à raison des risques pour lesquels la prime a été payée au moment de la mort de l'assuré ou de l'aliénation.

L'assurance prend fin pour l'avenir, à moins que l'assureur n'ait agréé l'héritier ou l'acquéreur comme assuré par une convention expresse ou en continuant à exécuter le contrat, spécialement en recevant, en connaissance de cause, une ou plusieurs primes de cet héritier ou acquéreur.

Est nulle toute clause par laquelle l'assuré s'obligerait à payer à l'assureur à titre de dommages-intérêts une somme excédant le montant de la prime d'une année pour le cas où l'aliénation de la chose assurée ayant lieu ou l'assuré venant à décéder, l'acquéreur ou l'héritier ne consentirait pas à continuer l'assurance.

Dans le cas où l'assurance continue après une aliénation, l'aliénateur ne demeure pas tenu, même comme garant, du paiement des primes à échoir.

Lorsqu'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs acquéreurs, si l'assurance continue, ils sont tenus solidairement du paiement des primes.

ART. 33. — Quel est le sort qui doit être fait au contrat d'assurance dans le cas, soit d'aliénation de la chose assurée ou de transmission par succession de cette chose à ses héritiers?

Cela revient à demander si

l'assurance est, ou non, un contrat personnel.

En partant de l'idée que l'assurance est un contrat personnel puisque l'assureur ne consent pas à conclure des assurances à une personne quelconque, et que

ART. 34.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré avant l'expiration de l'assurance, l'assureur, après sommation restée infructueuse faite au domicile de l'assuré, d'avoir à fournir caution solvable dans les huit jours, peut résilier l'assurance. La sommation et la résiliation peuvent avoir lieu par lettre recommandée.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assureur avant la fin des risques, l'assuré a les mêmes droits.

ART. 35.

L'assurance est nulle si, au moment du contrat, la chose assurée a déjà péri ou ne peut plus être exposée aux risques.

Dans ce cas, l'assuré dont la mauvaise foi est prouvée doit à l'assureur une somme double de la prime d'une année. En cas de preuve de la mauvaise foi de l'assureur, celui-ci paye une somme égale à l'assuré.

ART. 36.

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, le contrat d'assurance est nul, pour réticence ou pour fausse déclaration de la part de l'assuré, qu'il y ait dol ou négligence, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur.

L'assurance est nulle même dans le cas où, soit la réticence, soit la fausse déclaration n'aurait pas influé sur la réalisation du sinistre.

Les primes payées demeurent acquises à l'assureur. Le paiement

l'assuré lui aussi prend en considération la validité de la compagnie avec laquelle il contracte, l'article 33 décide que l'assurance prend fin en cas d'aliénation de la chose assurée, ou de mort de l'assuré.

Mais il n'y a là qu'une interprétation de la volonté des parties.

ART. 34. — Il est à noter qu'en

matière d'assurances maritimes le Code de commerce (art. 346) se borne à donner le droit au contractant demeuré *in bonis* de résilier l'assurance si une caution solvable n'est pas fournie. C'est ce système, qu'adopte pour toutes les assurances l'article 34.

ART. 36. — A propos de l'assurance maritime, les anciens

des primes dues doit avoir lieu à titre de dommages-intérêts.

L'omission ou la déclaration inexacte, sans qu'il y ait eu, de la part de l'assuré, connaissance du fait omis ou inexactement déclaré, n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Quand l'omission ou la déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, à moins que l'assureur ne consente à maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion de ce dont le taux des primes payées a été inférieur au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ART. 37.

Sont nulles :

1° Toute clause générale frappant de déchéance l'assuré en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que cette violation

auteurs, notamment Émérigon, dans un célèbre traité des assurances, énoncent l'idée que l'assurance est un contrat de bonne foi. Ils veulent indiquer par là que l'assuré est tenu de renseigner très exactement l'assureur sur les circonstances qui lui permettent d'apprécier les risques et que l'inobservation de cette obligation est de nature à entraîner la nullité de l'assurance.

Le Code de commerce consacre cette nullité dans l'article 348 pour les assurances maritimes et toutes les polices d'assurances ayant pour objet les risques les plus variés reproduisent la formule de cet article.

Il n'est pas douteux que la réticence ou la fausse déclara-

tion doive être une cause de nullité quand elle est dolosive. Mais doit-il en être de même quand il y a eu simple négligence de la part de l'assuré, ou quand l'assuré ignorait lui-même les faits qu'il n'a pas déclarés ou ne connaissait qu'inexactement ceux qu'il a fait connaître à l'assuré d'une façon inexacte?

Le projet n'admet pas la nullité sans distinction. Il l'édicte pour le cas de dol de l'assuré, il l'admet même dans le cas de négligence de sa part; mais le projet ne va pas jusqu'à admettre la nullité quand l'omission ou la déclaration inexacte provient de l'ignorance de l'assuré.

ART. 37. — Pour éviter l'a-

ne constitue un crime ou un délit correctionnel ou n'implique une faute lourde de l'assuré ;

2° Toute clause frappant de déchéance l'assuré à raison du simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités ou à des productions de pièces, sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé.

La disposition de l'alinéa 1^{er} du présent article ne met pas obstacle à ce que la déchéance soit stipulée à raison de la violation des dispositions de lois ou de règlements dont le texte est intégralement reproduit dans la police.

SECTION IV

De la prescription.

ART. 38.

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par un an à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence ou de fausse déclaration, que du jour où elle a été découverte par l'assureur ;

2° En cas de sinistre, que du jour où l'assuré en a eu connaissance, s'il prouve qu'il l'a ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

bus des déchéances, l'article 37 déclare nulles certaines des clauses de cette nature que l'on trouve souvent dans les polices d'assurances.

s'inspirant de l'esprit des clauses des polices les plus répandues, par l'admission d'une courte prescription.

ART. 38. — Dès l'instant où il est fait une loi sur les assurances, il importe qu'elle fixe elle-même la durée de la prescription et qu'elle le fasse, en

L'article 38 (1^{er} alin.) adopte la prescription annale pour toute action dérivant d'un contrat d'assurance et y assigne comme point de départ l'événement même qui donne naissance à l'action. Par conséquent l'action

ART. 39.

La durée de la prescription ne peut être abrégée par une clause de la police.

Toutefois, il peut être convenu, en matière d'assurance sur la vie que l'assureur renonce à se prévaloir absolument ou après le paiement d'un certain nombre de primes, des omissions ou des déclarations inexactes provenant d'une simple négligence de la part de l'assuré.

ART. 40.

La prescription annale court même contre les mineurs, les interdits et tous autres incapables.

en indemnité se prescrira du jour du sinistre, l'action en paiement de la prime du jour de l'échéance.

Mais pour certaines actions, un autre point de départ est assigné à la prescription : il en est ainsi pour l'action en nullité fondée sur une réticence ou une fausse déclaration, pour l'action en indemnité quand l'assuré prouve qu'il a ignoré le sinistre, pour l'action de l'assuré contre l'assureur fondée sur le recours qu'un tiers a contre lui.

ART. 39. — Dès l'instant où la loi assigne à la prescription des actions dérivant de l'assurance une durée d'un an, il importe dans l'intérêt de l'assuré d'empêcher que la durée de la prescription des actions qui lui appartiennent contre l'assureur, ne puisse être abrégée par une clause de la police. — C'est le but de l'article.

D'autre part, on insère parfois dans les polices d'assurance sur la vie des clauses d'*incontestabilité* : on désigne sous ce nom les clauses par lesquelles il est stipulé, soit que l'assureur n'aura pas le droit de demander la nullité pour réticence ou pour fausse déclaration provenant de négligence, soit qu'il sera privé de ce droit quand les primes auront été payées pendant un certain nombre d'années. L'article 30, 2^e alinea, admet la validité de ces clauses, spécialement de la seconde qui peut abréger la durée de la prescription dont, en cas de réticence ou de fausse déclaration, le point de départ est fixé, conformément au droit commun, article 1304 du Code civil, du jour où la découverte en a été faite par l'assureur.

ART. 40. — Les courtes prescriptions courent, en général,

Elle peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription. L'interruption de la prescription de l'action en paiement de la prime peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée adressée par l'assureur à l'assuré.

TITRE II

DES ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE (1).

ART. 41.

L'assureur contre l'incendie répond de tous dommages causés par conflagration, embrasement ou simple combustion. Toutefois, il ne répond pas de ceux occasionnés par la seule action de la chaleur ou par le contact direct et immédiat du feu ou d'une substance incandescente, s'il n'y a eu ni incendie ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable.

contre les incapables au profit desquels la prescription est d'ordinaire suspendue.

Des difficultés se sont parfois présentées sur le point de savoir s'il en est ainsi, même pour les courtes prescriptions établies par des dispositions légales autres que celles du Code civil. Afin qu'une question de ce genre ne puisse pas naître pour la prescription annale à laquelle sont soumises les actions dérivant du contrat d'assurances, l'article 40 (1^{er} alinéa) écarte expressément la suspension de cette prescription.

Au contraire, cette prescription est soumise aux causes d'interruption ordinaires (art. 2242 à 2248). Seulement, comme les primes n'atteignent souvent qu'une somme peu élevée, il importe d'éviter les frais pour l'interruption de la prescription de l'action en paiement de la prime. Aussi l'article 40, 2^e alinéa, admet-il que cette prescription peut être interrompue par l'envoi d'une lettre recommandée.

ART. 41. — Lorsqu'un objet tombe dans un foyer allumé ou

(1) Les assurances contre l'incendie sont certainement les plus nombreuses des assurances terrestres. Cependant, malgré l'importance considérable de ces assurances, le projet ne contient que six articles les concernant. Ce petit nombre de dispositions consacrées aux assurances contre l'incendie s'explique aisément. Les questions spéciales aux assurances contre l'incendie sont peu nombreuses et, par suite, les règles générales posées dans le titre premier leur sont toutes applicables.

ART. 42.

Les dommages matériels résultant immédiatement et directement de l'incendie ou du commencement d'incendie sont seuls à la charge de l'assureur.

ART. 43.

Sont assimilés aux dommages matériels et directs les dommages matériels occasionnés aux objets compris dans l'assurance par les secours et par les mesures de sauvetage.

ART. 44.

L'assureur répond, nonobstant toute stipulation contraire, de la perte ou de la disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie, à moins qu'il ne prouve que cette perte ou cette disparition est provenue d'un vol.

quand un vêtement est endommagé parce que celui qui le porte s'est approché d'un feu allumé, il y a destruction par le feu et personne ne saurait dire qu'il y a incendie.

ART. 42. — L'incendie cause non seulement des dommages matériels, mais il a souvent pour conséquence de faire éprouver à l'assuré des pertes pécuniaires indépendantes de toute perte ou détérioration matérielle, spécialement en suspendant l'exercice du commerce ou de l'industrie de l'assuré pendant un temps plus ou moins long. Il paraît conforme à l'intention des parties de ne rendre l'assureur garant que des dommages matériels, sans pourtant exclure la possibilité d'une clause qui éten-

drait la responsabilité de l'assureur aux autres dommages pécuniaires, tels que les pertes provenant du chômage et autres.

ART. 44. — Quand il y a perte ou disparition des choses comprises dans l'assurance pendant l'incendie et que la cause de la perte ou de la disparition ne peut pas être établie, il est naturel de supposer qu'elle est due à l'action du feu : par suite, l'assureur doit être responsable à moins qu'il ne prouve le vol.

Ce qui atténue la rigueur de la règle dont il s'agit, c'est que, bien entendu, conformément aux principes généraux du droit, l'assuré ne peut réclamer d'indemnité que pour les choses dont l'existence au moment du sinistre est prouvée.

ART. 45.

L'assureur ne répond pas des pertes et détériorations de la chose assurée provenant du vice propre, mais il garantit les dommages d'incendie qui en sont la suite, à moins que le vice propre n'ait été connu de l'assuré seul lors de la conclusion du contrat.

ART. 46.

L'assurance ne couvre pas les incendies occasionnés par les éruptions de volcans, les tremblements de terre, les ouragans, les trombes et autres cataclysmes.

TITRE III

DES ASSURANCES SUR LA VIE⁽¹⁾.

ART. 47.

La vie d'une personne peut être assurée par elle-même ou par un tiers.

ART. 48.

L'assurance en cas de décès contractée par un tiers sur la tête de l'assuré est nulle si ce dernier n'y a pas donné son consentement par écrit avec indication de la somme assurée.

Il en est de même si, lors du décès de l'assuré, l'assureur établit qu'au moment du contrat le souscripteur de la police n'avait aucun intérêt à la vie de l'assuré.

Le consentement de l'assuré doit être donné par écrit pour tout transfert du bénéfice du contrat souscrit sur sa tête par un tiers.

ART. 48. — Le danger que l'assurance en cas de décès peut courir l'assuré à raison de l'assurance contractée sur sa tête par une autre

(1) Le titre III, qui est exclusivement relatif aux assurances sur la vie, comprend les articles 47 à 73. Les dispositions du projet qui concernent ces assurances, sont donc nombreuses. Il y en a plusieurs raisons. Pour les assurances sur la vie, des dérogations aux règles générales régissant les assurances sont nécessaires.

Le projet de loi consacre avec de légers changements beaucoup des solutions admises par la Cour suprême. La plupart paraissent conformes à la volonté des intéressés et favorables au développement des assurances sur la vie que le législateur doit, surtout dans un pays démocratique, favoriser comme constituant des actes de prévoyance et d'économie particulièrement louables et utiles.

L'assuré peut, à toute époque, exiger la résiliation de l'assurance souscrite sur sa tête par un tiers s'il prouve que l'intérêt à raison duquel l'assurance a été souscrite ou transférée n'existe plus. Toutefois, l'assurance subsiste s'il existe une autre cause légitime de continuation de l'assurance.

ART. 49.

Il est défendu à toute personne de contracter une assurance en cas de décès sur la tête d'un mineur âgé de moins de 15 ans, d'un

personne, doit faire exiger le consentement de l'assuré. C'est, du reste, une exigence que consacrent les statuts mêmes des compagnies d'assurances sur la vie d'après une clause qu'impose le Conseil d'État.

L'expérience prouve que, malgré la nécessité du consentement de l'assuré, des abus peuvent se produire. Ainsi, vers la fin du second Empire, des spéculateurs avaient entrepris en Alsace de faire assurer de pauvres gens dont ils achetaient le consentement. Ils avaient soin de les choisir parmi les ivrognes ou les ouvriers exerçant des métiers dangereux. Malgré le consentement des assurés, l'opération était immorale. Afin d'empêcher autant que possible de tels abus, il importe que l'assureur puisse toujours faire résilier le contrat, à charge par lui de prouver que le souscripteur de la police, n'avait, en réalité, aucun intérêt, lors de la souscription, à la vie de l'assuré.

Il se peut qu'un tiers ait un

intérêt à la vie de l'assuré au moment du contrat auquel celui-ci a donné son consentement, mais que cet intérêt disparaisse. C'est là ce qui se présente quand un créancier ayant contracté une assurance en cas de décès sur la tête de son débiteur, celui-ci acquitte sa dette. L'assuré peut alors légitimement vouloir que l'assurance contractée sur sa tête ne subsiste point. Elle a été contractée valablement, mais le fait postérieur au contrat qui s'est produit doit permettre à l'assuré d'en obtenir la résiliation. Il en serait autrement si l'intérêt qu'avait le souscripteur de la police à la vie de l'assuré disparaissait, un intérêt nouveau se produisait. C'est là ce qui pourrait arriver si un créancier ayant contracté une assurance sur la tête de son débiteur, celui-ci, après avoir acquitté sa dette, en contractait une nouvelle envers le même créancier.

ART. 49. — Les assurances contractées sur la tête d'un tiers

interdit, d'une personne placée dans une maison d'aliénés.

Toute assurance contractée en violation de cette prohibition est nulle.

La nullité est prononcée sur la demande de l'assureur, du souscripteur de la police ou du représentant de l'incapable.

Les primes payées doivent être intégralement restituées.

L'assureur et le souscripteur sont, en outre, passibles, pour chaque assurance conclue sciemment en violation de cette interdiction, d'une amende de 100 à 5.000 francs.

Les dispositions du présent article ne mettent point obstacle à l'assurance, pour le cas de décès, du remboursement des primes payées en exécution d'un contrat d'assurance en cas de vie souscrit sur la tête d'une des personnes visées au premier alinéa du présent article.

ART. 50.

Une assurance en cas de décès ne peut être contractée par une autre personne sur la tête d'un mineur parvenu à l'âge de 15 ans, d'une femme mariée, d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire sans l'autorisation du tuteur ou du curateur du mineur, du mari, du conseil judiciaire. Cette autorisation ne dispense pas du consentement personnel de l'incapable.

A défaut de cette autorisation ou de ce consentement, la nullité du contrat est prononcée sur la demande soit du tuteur, du curateur, du mari, du conseil judiciaire, soit du souscripteur de la police ou de l'assureur.

ART. 51.

La police d'assurance sur la vie doit indiquer, outre les énonciations mentionnées dans l'article 17 :

1° Les nom, prénoms et date de naissance de l'assuré;

ont donné lieu à des abus spéciaux.

On a signalé récemment des assurances en cas de décès contractées sur la tête d'enfants âgés de quelques mois ou de quelques années par leurs parents ou par des nourrices, et l'on a cru dé-

couvrir dans ces contrats l'une des causes de la fréquence de la mortalité infantile dans certaines localités du département du Nord, spécialement à Halluin. Ces assurances ne paraissent avoir été faites que par des compagnies étrangères.

2° Les nom et prénoms du bénéficiaire, s'il y a un bénéficiaire déterminé;

3° L'événement ou le terme de la survenance duquel dépend l'exigibilité des sommes assurées;

4° Les conditions de la réduction, si le contrat implique l'admission de la réduction, conformément aux dispositions des articles 66 et 67.

ART. 52.

La police d'assurance sur la vie peut être à ordre. Elle ne peut être au porteur.

L'endossement d'une police d'assurance sur la vie à ordre doit, à peine de nullité, être daté, indiquer le nom du bénéficiaire de l'endossement et être signé de l'endosseur. L'indication de la valeur fournie n'est pas exigée.

L'endossement n'est opposable à l'assureur qu'autant qu'il a été porté à sa connaissance par lettre recommandée ou que l'assureur a reconnu par écrit le porteur comme bénéficiaire de la police.

ART. 53.

L'assureur ne peut s'engager à payer les sommes assurées en cas de suicide volontaire et conscient ou de condamnation capitale de l'assuré.

Tout contrat d'assurance contenant une clause contraire est entièrement nul.

La nullité est prononcée sur la demande de l'assureur ou de l'assuré. La restitution des primes est due par l'assureur.

ART. 52. — En matière d'assurances sur la vie, il n'y a pas de raison décisive pour ne pas admettre, outre les polices à personne dénommée, des polices à ordre. Celle-ci, sans être nombreuses, se rencontrent parfois. Mais la forme au porteur doit être exclue. Elle ne concorderait pas avec la prescription d'après laquelle une police d'assurance

ne peut être transmise sans le consentement de l'assuré et la facilité de la transmission pourrait donner lieu à des abus.

C'est pour les éviter que, lorsqu'il s'agit d'une police à ordre, l'article 52 (2° alinéa) exige que l'endossement contienne toujours le nom du bénéficiaire. Ainsi, en matière d'assurance sur la vie, l'endossement

ART. 54.

L'assurance, en cas de décès, est de nul effet si l'assuré se donne volontairement la mort. Toutefois, l'assureur doit payer aux ayants droit une somme égale au montant de la réserve.

La police fixe le nombre des primes annuelles qui doivent avoir été payées lors du suicide pour que cette somme soit due, sans que le nombre de ces primes annuelles puisse être supérieur à trois.

La preuve du suicide de l'assuré incombe à l'assureur ; celle de l'inconscience de l'assuré, au bénéficiaire de l'assurance.

en blanc, admis pour les autres assurances (art. 18, 2° al.) ne sera pas possible.

ART. 54. — Il ne faut pas confondre le cas où la police contiendrait une clause donnant effet au contrat en cas de suicide et le cas beaucoup plus pratique où aucune clause de ce genre ne se trouvant dans la police, l'assuré s'est donné la mort. Dans ce cas, le contrat est sans doute valable, seulement la mort de l'assuré est survenue par une cause qui doit exclure la responsabilité de l'assureur, c'est-à-dire qu'il n'est pas tenu de payer le capital assuré. Mais l'assureur ne saurait être entièrement libéré. On sait que dans les assurances en cas de décès, les primes étant égales pour toute la durée du contrat, celles des premières années excèdent le taux qu'elles atteindraient si l'on ne tenait compte que des risques véritables, tandis que celles des

années subséquentes sont inférieures. Les excédents de primes qui se trouvent entre les mains de l'assureur constituent la réserve dont celui-ci est débiteur envers l'assuré si le contrat ne reçoit pas sa pleine et entière exécution. Il est juste que la réserve soit remise, en cas de suicide, aux personnes qui bénéficieraient de l'assurance si elle produisait ses effets. Il y a là une sorte de rachat rendu obligatoire par la loi même et fait à des conditions qu'elle détermine.

Toutefois, cela ne doit être admis que lorsque l'assureur a, lors du suicide de l'assuré, touché les primes pendant un certain nombre d'années. Car, à l'occasion de toute police nouvelle, l'assureur a à supporter des frais divers dans lesquels il importe qu'il puisse rentrer lors même que l'assurance ne reçoit pas son entière exécution.

Mais il n'en est pas de même au cas de suicide inconscient :

ART. 55.

Les sommes assurées peuvent être stipulées payables en cas de vie de l'assuré.

Elles peuvent l'être lors du décès de l'assuré.

Elles peuvent l'être soit en cas de vie de l'assuré, à une époque déterminée, soit à son décès arrivé avant cette époque.

Le capital ou la rente assurés peuvent être payables lors du décès de l'assuré soit à ses héritiers et ayants cause, soit à un ou plusieurs bénéficiaires déterminés.

Est considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par laquelle l'assuré attribue le bénéfice de l'assurance soit à sa femme sans indication de nom, soit à ses enfants et descendants nés ou à naître, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leurs noms dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré.

Les enfants et descendants de l'assuré ainsi désignés ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires. Ils conservent ce droit même en cas de renonciation.

L'assurance faite au profit de la femme de l'assuré profite à la personne qu'il épouse même après la date du contrat.

En cas de second mariage, le profit de cette stipulation appartient à la veuve.

En l'absence de désignation d'un bénéficiaire déterminé dans la police ou à défaut d'acceptation par le bénéficiaire y désigné, le souscripteur de la police a le droit de désigner un bénéficiaire ou de substituer un bénéficiaire à un autre. Cette désignation ou cette substitution se fait soit entre vifs, par voie d'avenant, ou en remplissant les formalités édictées par l'article 1690 du Code civil, ou, quand la police est à ordre, par voie d'endossement, soit par testament.

dans ce dernier cas, le contrat doit produire ses pleins effets, le capital assuré est dû en entier.

A noter : que c'est à l'assureur de prouver le suicide et aux bénéficiaires de l'assurance qui s'en prévalent à prouver que

l'assuré n'avait pas sa raison quand il s'est donné la mort.

ART. 55. — La distinction entre l'assurance contractée au profit des héritiers et ayants cause de l'assuré et l'assurance

ART. 56.

La stipulation en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire déterminé devient irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire.

Cette acceptation peut être expresse ou tacite.

Tant que l'acceptation n'a point eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut, en conséquence, être exercé de son vivant par ses créanciers ni par ses représentants légaux.

Ce droit de révocation ne peut être exercé, après la mort du stipulant, par ses héritiers, que trois mois au moins après que le bénéfice de l'assurance est devenu exigible et un mois au moins après que le bénéficiaire de l'assurance a été mis en demeure d'avoir à déclarer s'il l'accepte.

L'acceptation par le bénéficiaire de la stipulation faite à son profit ou la révocation de cette stipulation n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il en a eu connaissance.

conclue au profit d'un bénéficiaire déterminé a, d'après une jurisprudence constante, une importance pratique considérable qu'indiquent spécialement les articles 58 et 59. Dans le premier cas, le capital assuré fait partie de la succession de l'assuré; ses héritiers viennent l'y recueillir. Dans le second cas, la somme assurée ne fait pas partie de la succession de l'assuré; l'assuré est réputé y avoir dès l'origine un droit direct né dans sa personne contre l'assureur.

Il est utile que, grâce à une disposition légale, il soit mis hors de doute que la stipulation faite au profit des enfants et descendants nés et à naître, est vala-

ble, considérée comme faite au profit des bénéficiaires déterminés et que les enfants à naître eux-mêmes en profitent.

En outre, pour éviter toute contestation, l'article 55 indique : 1° que la stipulation faite au profit de sa femme par un assuré qui n'est pas encore marié, est valable ; 2° qu'en cas de second mariage, la stipulation faite au profit de la femme de l'assuré profite à sa veuve. Cette dernière disposition empêchera qu'on puisse soutenir que le capital assuré fait partie de la succession de l'assuré quand il ne peut appartenir à sa femme prédécédée ou divorcée.

ART. 56. — C'est dans la po-

L'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurés, à moins que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ou des circonstances.

ART. 57.

Le bénéfice de l'assurance peut être affecté à titre de gage au profit d'un créancier de l'assuré, soit par un avenant, soit par un acte soumis aux formalités de l'article 2075 du Code civil.

Quand la police est à ordre, le gage constitué même pour garantie d'une dette non commerciale peut être établi par un endossement indiquant que la police a été remise en garantie.

ART. 58.

Lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désigna-

lice ou dans un avenant sans le concours du bénéficiaire déterminé que celui-ci est d'ordinaire désigné. La jurisprudence voit là une stipulation pour autrui valable comme constituant la condition du contrat d'assurance, en vertu de l'article 1121 du Code civil. Par application du même article; le stipulant, c'est-à-dire l'assuré, peut révoquer cette stipulation jusqu'au jour où le tiers en a accepté le bénéfice, et cette acceptation peut être expresse ou tacite (art. 56, 1^{er} et 2^e alinéas).

Le droit de révocation est un droit personnel pour l'assuré (art. 56, 3^e alinéa). Aussi l'assuré seul, à l'exclusion de ses créanciers, peut-il l'exercer. L'exercice n'en est pas possible, pour la même raison, par le représen-

tant légal de l'assuré. Ainsi, le tuteur de l'assuré qui a été l'objet d'une interdiction depuis la conclusion du contrat ne peut révoquer la stipulation faite au profit d'un bénéficiaire déterminé par l'assuré.

ART. 57. — Cette disposition est relative à la mise en gage du bénéfice de l'assurance.

Indépendamment du mode de constitution déterminé par l'article 2075 du Code civil, le projet de loi consacre un procédé plus simple : la dation en gage par simple avenant. En outre, l'endossement à titre de garantie, même pour une dette civile, est formellement admis par le projet.

ART. 58. — Ces dispositions

tion d'un bénéficiaire ou au profit des héritiers ou ayants cause de l'assuré, le capital assuré fait partie de la succession de celui-ci.

ART. 59.

Les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré.

ART. 60.

Les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux règles du rapport à succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré.

Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés.

ART. 61.

Le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclamé par les créanciers de l'assuré. Ces derniers ont seule-

sont au nombre des plus importantes du projet. Elles résolvent une question déjà mentionnée plus haut à propos de l'article 55. Leur but général est d'indiquer si le capital assuré, en matière d'assurance en cas de décès fait partie de la succession de l'assuré, de telle sorte que ceux qui en profitent viennent l'y prendre comme ayants cause de l'assuré, ou si ce capital ne faisant pas partie de la succession de l'assuré, le bénéficiaire a sur lui un droit né dans sa personne même et qu'il

ne tient pas, par suite, de l'assuré.

Pour résoudre cette question capitale, le projet de loi adopte la distinction admise par la jurisprudence; il distingue entre l'assurance contractée pour une somme payable au décès de l'assuré soit sans aucune indication relative aux personnes qui en bénéficieront, soit au profit des héritiers et ayants cause de l'assuré et l'assurance contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé.

ment droit au remboursement des primes, dans les cas indiqués par l'article 60, 2^e alinéa, en vertu soit de l'article 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce.

ART. 62.

Tout bénéficiaire peut, après avoir accepté la stipulation faite à son profit, transmettre le bénéfice du contrat soit par une cession faite dans la forme de l'article 1690 du Code civil, soit, si la police est à ordre, par un endossement. Toute transmission, de quelque nature qu'elle soit, est nulle si la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose, n'y a pas donné son consentement par écrit.

ART. 63.

Le bénéfice de l'assurance contractée par un époux commun en biens en faveur de son conjoint constitue un propre pour celui-ci.

Aucune récompense n'est due à la communauté à raison des primes payées par elle, sauf dans les cas spécifiés dans l'article 60, 2^e alinéa.

Les articles 559 et 564 du Code de commerce, concernant les droits de la femme du failli, sont sans application en cas d'assu-

ART. 62. — Il ne faut pas confondre les actes par lesquels l'assuré désigne un bénéficiaire avec ceux par lesquels le bénéficiaire dispose du bénéfice de l'assurance. Le bénéficiaire, du jour où il a acquis définitivement un droit à la somme assurée, que ce soit du vivant de l'assuré ou après son décès, peut le transmettre à son gré par les modes ordinaires, cession avec accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil, endossement quand le titre est à ordre ou legs. Mais les raisons qui ont fait admettre qu'un tiers

ne peut contracter une assurance sur la tête d'une personne sans le consentement par écrit de celle-ci, doivent faire décider que le bénéficiaire ne peut transmettre le bénéfice de l'assurance sans le consentement par écrit de l'assuré. Il importe toujours qu'on ne crée pas par convention au profit d'une personne un intérêt pécuniaire à la mort d'une autre, sans que celle-ci donne son assentiment à l'acte d'où l'existence de cet intérêt doit résulter.

ART. 63. — Les assurances

rance sur la vie contractée par un commerçant au profit de sa femme.

sur la vie entre époux sont fréquentes; l'un d'eux (surtout le mari) contracte souvent une assurance en cas de décès au profit de son conjoint et il n'est pas rare que deux assurances réciproques soient contractées l'une par le mari au profit de sa femme, l'autre par celle-ci au profit de son mari.

En dehors d'une question de forme que ces assurances réciproques ont parfois fait naître et que résout l'article 64, aux assurances sur la vie entre époux se rattachent des difficultés spéciales qui tiennent au régime matrimonial ou aux règles de la faillite.

Quand les époux sont mariés sous le régime de la communauté et que l'un d'eux contracte une assurance en cas de décès au profit de son conjoint, le capital assuré fait-il partie de la communauté ou appartient-il en propre au conjoint bénéficiaire? Cette question se pose également, qu'il y ait une assurance unique ou deux assurances réciproques. Elle présente un intérêt pratique très grand. Si le capital assuré tombe dans l'actif commun, la moitié en appartient aux héritiers du conjoint décédé à l'exclusion du bénéficiaire qui n'en prend lui-même qu'une

moitié ou même qui n'en prend rien si le bénéficiaire est la femme et qu'elle renonce à la communauté. Si le capital assuré est propre, le bénéficiaire le prend en entier à l'exclusion complète des héritiers du conjoint prédécédé et la femme peut le conserver malgré sa renonciation à la communauté.

Il paraît certain que l'intention de l'assuré est de faire acquérir un droit propre à son conjoint au profit duquel il a stipulé dans la police d'assurance. Mais on a soutenu, et des arrêts ont adopté cette doctrine, que les principes du régime de la communauté s'opposent à ce que l'intention de l'assuré soit réalisée : on dit, en effet, que l'un des conjoints ne peut pas augmenter la fortune propre de l'autre à l'aide de biens ou de sommes pris dans l'actif de la communauté, qu'il y a une violation de l'article 1395 du Code civil qui admet l'irrévocabilité des conventions matrimoniales.

La vérité est qu'on peut admettre que le capital assuré constitue un propre pour le tout au profit du conjoint bénéficiaire sans violer les règles du régime de la communauté et sans considérer ce conjoint comme donataire pour la portion qu'il ne

ART. 64.

Les époux peuvent contracter deux assurances réciproques sur la tête de chacun d'eux par un seul et même acte.

ART. 65.

L'assuré a seul, à l'exclusion de ses créanciers, le droit soit de maintenir le contrat, soit d'opter pour la réduction ou pour le rachat.

Quand l'assurance est maintenue, elle subsiste avec tous ses effets au profit du bénéficiaire déterminé, mentionné dans la police ou dans un avenant.

Quand il n'y a pas de bénéficiaire déterminé, toute personne peut maintenir le contrat à son profit, si l'assuré y consent, à charge par elle de rembourser aux créanciers de l'assuré la valeur de rachat.

recueille pas comme commune.

Les biens mobiliers acquis aux époux font partie de l'actif commun, mais à cette règle une exception est faite pour les biens donnés à un conjoint sous la condition qu'ils demeureront propres (art. 1401, 1^o C. civ.). On peut admettre qu'il en est ainsi des droits acquis à un conjoint en vertu d'une assurance sur la vie faite à son profit s'il résulte des circonstances que l'intention de l'assuré a été de faire du droit au capital assuré un propre. Cette intention est rendue évidente par la désignation même du conjoint comme bénéficiaire déterminé.

Mais il ne faut pas que la fortune propre d'un conjoint s'enrichisse au préjudice soit de la communauté, soit du conjoint assuré.

Aussi une récompense doit-

elle être due si les primes dépassaient manifestement les ressources de l'un ou de l'autre.

ART. 64. — Comp. art. 1097, C. civ.

ART. 65. — Les droits qui résultent pour l'assuré du contrat d'assurance sur la vie, doivent être considérés comme des droits attachés à la personne de l'assuré. Il s'agit d'un acte de prévoyance et il est naturel de laisser à l'assuré le pouvoir de déterminer en toute liberté ce qu'il veut que ce contrat devienne par la suite.

En conséquence, les créanciers de l'assuré ne peuvent pas exercer ces droits (art. 1166, C. civ.). A l'assuré seul il appartient de décider s'il entend maintenir le contrat.

Le maintien du contrat doit

ART. 66.

L'assureur n'a pas d'action pour exiger le paiement des primes.

Le défaut de paiement d'une prime n'a pour sanction, après accomplissement des formalités prescrites par l'article 29, que la résiliation pure et simple de l'assurance ou la réduction de ses effets.

Dans les contrats d'assurances en cas de décès faites pour la durée entière de la vie de l'assuré sans condition de survie et dans tous les contrats où les sommes ou rentes assurées sont payables après un certain nombre d'années, le défaut de paiement ne peut avoir pour effet que la réduction, nonobstant toute convention contraire, quand trois primes annuelles au plus ont été payées.

La réduction peut porter notamment soit sur le montant de la somme ou de la rente assurée, soit sur la durée de l'assurance.

ART. 67.

Les conditions de la réduction, quel qu'en soit l'objet, doivent

toujours être vu avec faveur. Aussi dès l'instant où l'assuré y consent toute personne peut le maintenir à son profit, à défaut d'un bénéficiaire déterminé, en continuant à payer les primes. Il faut seulement que les créanciers de l'assuré ne souffrent pas de l'exercice de ce droit. Ils doivent être mis dans la même situation que si le contrat était résilié, c'est-à-dire que la personne qui maintient le contrat doit payer la somme qui constitue la valeur de rachat. On conçoit que cette opération soit faite surtout par le conjoint ou par des parents de l'assuré.

ART. 66. — Les assurés ne peuvent, au moment où ils signent la police, savoir quelle pourra

être dans l'avenir la situation pécuniaire. Aussi beaucoup de personnes hésiteraient à contracter une assurance sur la vie si elles étaient obligées à payer leurs primes pendant tout le temps fixé de façon à pouvoir y être contraintes par l'assureur. Aussi paraît-il avoir toujours été admis que dans les assurances sur la vie, à la différence de ce qui a lieu dans les autres assurances l'assureur n'a pas d'action pour exiger le paiement des primes. Il peut donc se faire que l'assuré cesse de payer les primes. L'article 66, premier alinéa, ne fait que consacrer ce principe conforme à un usage constant.

ART. 67. — Il est indispensable que l'assureur qui rédige par

être indiquées dans la police de manière que l'assuré puisse à toute époque connaître la somme à laquelle l'assurance ou la durée de l'assurance sera réduite en cas de résiliation du contrat.

L'assurance réduite quant à la somme assurée ne peut être inférieure :

Dans les assurances en cas de décès, à celle que l'assuré obtiendra en appliquant comme prime unique à la souscription d'une assurance de même nature et conformément aux tarifs en vigueur lors de l'assurance primitive, une somme égale à la réserve de son contrat à la date de la résiliation, sous déduction de 1 0/0 au maximum de la somme primitivement assurée ;

Dans les assurances d'une somme payable après un certain nombre d'années, à une fraction de la somme primitivement assurée proportionnelle au nombre des primes versées ;

Quand l'assurance a été souscrite pour partie moyennant le paiement d'une prime unique, la partie de l'assurance qui correspond à cette prime demeure en vigueur, nonobstant le défaut de paiement des primes périodiques.

ART. 68.

Sauf dans les cas prévus par les articles 54 et 69, et dans ceux où la résiliation du contrat est imposée par l'assureur à l'assuré, le

avance la police ne puisse pas imposer à l'assuré des conditions par trop rigoureuses qui lui font subir une perte considérable. En s'inspirant des usages, le projet (art. 67, quatre derniers alinéas) détermine les conditions de la réduction de la somme assurée ; la police peut les rendre meilleures, mais non moins avantageuses pour l'assuré.

Dans l'usage, la réduction, comme cela vient d'être supposé, porte sur la somme assurée. On peut concevoir aussi que la réduction porte sur la durée du contrat. Ainsi, alors qu'il s'agit

d'une assurance en cas de décès pour la vie entière, si les primes cessent d'être payées au bout de quelques années, on comprend que l'assurance soit réduite à un certain délai durant lequel il faut que le décès de l'assuré se produise pour que la somme assurée soit due par l'assureur. Les articles 66 et 67 font allusion à cette réduction de la durée de l'assurance et l'article 67 veut que la police indique d'après quelles règles elle pourra s'opérer.

ART. 68. — Quand l'assuré

rachat est facultatif. Il en est de même des avances à faire par l'assureur à l'assuré.

Le prix du rachat, les sommes à avancer, le taux de l'intérêt des avances, le nombre des primes à payer avant que le rachat ou les avances puissent être demandés doivent être déterminés par un règlement général arrêté par l'assureur et déposé à la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce et de l'Industrie. Ce règlement ne peut être modifié que par des règlements généraux postérieurs soumis au même dépôt.

Ces règlements ne sont opposables qu'aux assurés dont les demandes de rachat ou d'avances sont postérieures au dépôt.

Ces demandes cessent d'être valables si, dans le délai d'un mois de leur date, elles n'ont pas été suivies d'effet du fait de l'assuré.

Les dispositions du règlement général ne peuvent être modifiées par une convention particulière.

En cas de rachat et d'avances comme en cas de réduction, l'assureur doit fournir à l'intéressé sur sa requête, les données nécessaires à la vérification des calculs.

cesse de payer les primes au bout d'un certain temps, on comprend qu'il désire non pas que la somme assurée réduite reste payable à l'époque convenue, mais que l'assureur lui fasse immédiatement un versement en espèces. On dit alors qu'il y a *rachat*, parce que l'assureur acquiesce ainsi à la libération et on donne à la somme payée par lui le nom de *valeur* ou de *prix de rachat*.

Dans les cas de crises, de calamités publiques, si le rachat était obligatoire pour l'assureur, de nombreux assurés le réclameraient à la fois. L'assureur ne pourrait acquitter toutes les sommes à payer comme prix de rachat à l'aide de ses disponibi-

lités. Il serait dans la nécessité de réaliser une portion de son actif composée de valeurs mobilières et d'immeubles. La baisse des cours produite par les événements ferait éprouver à l'assureur des pertes considérables dont pourraient souffrir même les autres assurés qui n'ont pas usé du droit de rachat.

Il est donc juste et nécessaire que l'assureur demeure libre de refuser ou d'accorder le rachat et d'en fixer les conditions. Aussi le projet de loi ne fixe-t-il aucun minimum quant au prix du rachat.

Le prix du rachat et le nombre des primes qui doivent avoir été payées avant qu'il puisse être réclamé doit être fixé par les

ART. 69.

Le contrat d'assurance cesse nécessairement d'avoir effet lorsque le bénéficiaire, volontairement ou par son fait, a occasionné la mort de l'assuré, à moins qu'il y ait eu une simple imprudence.

Le montant de la réserve doit être versé par l'assureur aux héritiers ou ayants cause de l'assuré si les primes ont été payées pendant un délai de trois années au plus.

En cas de simple tentative, l'assuré a le droit de révoquer l'attribution du bénéfice de l'assurance, même si l'auteur de cette tentative avait déjà accepté le bénéfice de la stipulation faite à son profit.

ART. 70.

En cas de désignation d'un bénéficiaire par testament, le paiement des sommes assurées fait à celui qui, sans cette désignation, y aurait eu droit, est libératoire pour l'assureur de bonne foi.

ART. 71.

En cas de perte d'une police d'assurance sur la vie, l'assureur est tenu d'en délivrer duplicata à l'assuré ou au dernier détenteur légitime de lui connu, sur sa simple affirmation qu'il n'a conféré aucun droit sur ladite assurance. Le duplicata tient lieu du titre perdu, sauf quand la police est à ordre.

compagnies qui veulent admettre le rachat dans un règlement général. Ce règlement doit être déposé à la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales du ministère du Commerce et de l'Industrie, afin que la date de ce règlement et les conditions du rachat y contenues ne puissent être contestées. Des modifications ne peuvent y être apportées que par d'autres règlements généraux soumis au même dépôt. Chaque règlement n'est opposable qu'aux assurés dont les

demandes de rachat sont postérieures au dépôt.

ART. 70. — Si l'assureur paye de bonne foi la somme assurée au bénéficiaire désigné dans la police ou dans un avenant, il est libéré et ne doit rien au bénéficiaire qui aurait été désigné par testament. Cette disposition ne fait qu'appliquer la règle posée par l'article 1240, C. civ.

ART. 71. — L'assureur ne peut refuser la délivrance d'un

Dans aucun cas, l'assureur ne peut refuser le paiement des sommes assurées au bénéficiaire, aux héritiers ou ayants cause de l'assuré du jour où l'assureur a le droit d'opposer la prescription à tout prétendant droit qui se présenterait ultérieurement.

ART. 72.

L'erreur sur l'âge de l'assuré n'entraîne la nullité de l'assurance que lorsque son âge véritable se trouve en dehors des limites fixées pour la conclusion des contrats par les tarifs de l'assureur.

Dans tout autre cas, si, par suite d'une erreur de ce genre, la prime payée est inférieure à celle qui aurait dû être acquittée, le capital ou la rente assuré est réduite en proportion de la prime perçue et de celle qui aurait correspondu à l'âge véritable de l'assuré. Si, au contraire, par suite d'une erreur sur l'âge de l'assuré, une prime trop forte a été payée, l'assureur est tenu de restituer la portion de prime qu'il a reçue en trop, sans intérêts.

duplicata, en cas de perte, l'assuré affirmant qu'il n'a conféré aucun droit sur l'assurance. Le duplicata tient lieu du titre perdu, sauf quand la police est à ordre.

En outre, l'assureur est tenu de payer le montant de l'assurance au bénéficiaire, aux héritiers ou ayants cause de l'assuré du jour où il peut opposer la prescription aux personnes qui pourraient survenir.

La commission de la Chambre a proposé de modifier le texte du projet en fixant à cinq ans la durée de la prescription.

ART. 72. — En matière d'assurance sur la vie, les déclarations inexactes relatives à l'âge de l'assuré sont parmi les plus fréquentes. Tantôt l'âge déclaré

est inférieur à l'âge réel et, par suite, la prime stipulée est inférieure à celle qui aurait dû être payée à raison de l'âge réel de l'assuré. Tantôt, au contraire, l'âge déclaré dépassant l'âge réel de l'assuré, la prime a été supérieure à celle qui aurait dû être stipulée.

Il est évident que, par application du principe de la nullité pour fausse déclaration, la nullité peut être obtenue si l'âge réel de l'assuré est en dehors des limites fixées par les tarifs de l'assureur pour la conclusion des contrats. Mais, dès que l'assuré avait un âge auquel l'assureur consent à assurer, la nullité serait d'une excessive rigueur.

Pour que les intérêts légitimes

ART. 73.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assureur, et sauf le cas où conformément à l'article 34, il présente une caution solvable, la créance de chacun des bénéficiaires des contrats en cours est arrêtée au jour du jugement de déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, à une somme égale à la réserve de chaque contrat calculée, sans aucune majoration, sur les bases techniques du tarif des primes en vigueur lors de la conclusion du contrat.

TITRE IV

DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS ⁽¹⁾.

ART. 74.

L'assurance contre les accidents est un contrat par lequel l'assureur s'oblige moyennant une prime, à payer un capital déterminé,

de l'assureur et de l'assuré soient saufs, il suffit d'admettre que les choses devront être rétablies comme si l'âge réel de l'assuré avait été déclaré à l'assureur. C'est là ce que décide l'article 72, 2^e alinéa. Dans le cas où la prime stipulée a été inférieure à celle qui aurait dû l'être, la somme assurée est réduite en tenant

compte de l'infériorité de la prime. Dans le cas où, à l'inverse, la prime stipulée a dépassé la prime qui aurait dû l'être, l'assureur est tenu de restituer la portion de la prime qu'il a reçue en trop.

ART. 74. — Voici quelques conséquences de l'assimilation

(1) Le projet consacre un titre aux assurances contre les accidents. Ces assurances deviennent de plus en plus fréquentes en même temps que la variété en augmente. Une liste des principales polices en usage en France donnera une idée de cette grande variété :

- Police d'assurance contre les accidents corporels de toute nature;
- Police d'assurance contre les risques de voyage et d'accidents sur terre et sur mer;
- Police d'assurance contre les périls de la navigation;
- Police d'assurance contre les accidents de chasse;
- Police d'assurance des sapeurs-pompiers;
- Police d'assurance contre les accidents de vélocipèdes;
- Police d'assurance des gardes-chasse contre les accidents;
- Police d'assurance des cochers, palefreniers et gens de maison;
- Police d'assurance contre les accidents militaires;

soit à l'assuré lui-même, soit à ses héritiers ou ayants cause, soit à des bénéficiaires désignés, en cas de mort ou d'incapacité de travail permanente ou temporaire, ayant pour cause un accident quelconque ou un accident d'une certaine sorte atteignant l'assuré. L'assuré peut être soit le souscripteur lui-même, soit une ou plusieurs personnes dans l'intérêt desquelles le souscripteur a conclu le contrat d'assurance.

Les dispositions de la présente loi relatives aux assurances sur la vie s'appliquent aux assurances contre les accidents, sauf les exceptions et modifications indiquées dans les articles suivants.

ART. 75.

Dans l'assurance contre les accidents le paiement de la prime est obligatoire.

entre les assurances contre les accidents et les assurances en cas de décès.

a) Le droit aux sommes assurées, en cas de désignation d'un bénéficiaire déterminé, ne fait pas partie de la succession de l'assuré mort victime d'un accident, mais naît directement dans la personne du bénéficiaire. Toutes les conséquences se rattachant à ce principe en matière d'assurances en cas de décès sont admises dans les assurances contre les accidents (art. 59 à 61).

b) Le bénéficiaire peut, tant qu'il n'a pas accepté le bénéfice de l'assurance, être changé par le souscripteur de la police.

c) L'assurance contre les accidents ne peut s'appliquer quand

l'accident est causé intentionnellement par l'assuré victime de l'accident (art. 53 et 54).

d) Un tiers ne peut contracter à son profit une assurance contre les accidents sur la tête d'une autre personne sans le consentement de celle-ci (art. 48).

e) Quand l'assurance contre les accidents conclue par un tiers à son profit concerne des assurés incapables, elle est soumise aux mêmes prohibitions ou conditions que les assurances en cas de décès (art. 49 et 50).

f) Une police d'assurance contre les accidents peut être donnée en gage dans les formes indiquées par l'article 57 du projet pour les polices d'assurances sur la vie.

Polices d'assurances individuelles ou collectives contre les accidents du travail concernant les ouvriers et employés des professions soumises à la loi du 9 avril 1898;

Polices d'assurance contre les accidents du travail concernant les ouvriers et les employés des professions non assujetties à la loi du 9 avril 1898, etc., etc.

ART. 76.

Les dispositions de la présente loi relatives à la réduction et au rachat en matière d'assurances sur la vie, ne s'appliquent point aux assurances contre les accidents.

ART. 77.

Quand l'assuré n'est pas le souscripteur de la police, il peut, par dérogation à l'article 54, être désigné par la seule indication de sa profession ou de sa fonction.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 49 qui défendent de contracter une assurance sur la tête d'un mineur âgé de moins de quinze ans, sont sans application.

ART. 78.

Il n'est dérogé ni aux dispositions des lois et décrets relatifs aux assurances contractées par les chefs d'entreprise à raison de la responsabilité des accidents de travail survenus à leurs ouvriers ou employés, ni aux dispositions spéciales concernant les assurances faites par les Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents.

ART. 79. — Les articles 79 et 80 posent deux règles générales.

Parmi les articles du projet, les uns sont de nature interprétative, les autres prohibitive.

Les dispositions interprétatives s'appliqueront aux contrats en cours lors de la promulgation de la loi : il n'y aura là, dit l'exposé des motifs, aucune atteinte à des droits acquis que le principe de la non-rétroactivité des lois a pour but de protéger. Au contraire, les dispositions impératives ou prohibitives ne sauraient

s'appliquer aux contrats antérieurs. L'application des dispositions à ces contrats porterait atteinte aux droits des contractants qui ont cru faire des stipulations valables par cela même que la loi sous l'empire de laquelle ils ont contracté ne les prohibait pas (art. 80).

Toutefois le projet, dans un intérêt immédiat d'ordre public, apporte quelque exception à cette dernière règle (voir notamment art. 45 et 49).

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 79.

Les dispositions de la présente loi auxquelles il est permis de déroger régissent même les contrats d'assurances en cours au moment de sa promulgation, à moins de clauses contraires,

ART. 80.

Les dispositions de la présente loi portant prohibition de certaines clauses ne régissent que les assurances souscrites après sa promulgation.

Sont pourtant applicables aux assurances antérieures :

L'article 4 déterminant la nature civile ou commerciale du contrat d'assurance;

L'article 15 limitant la durée de la nouvelle assurance en cas de tacite reconduction pour les assurances expirant après la promulgation de la présente loi;

Les articles 29 et 66 fixant les conséquences du défaut de paiement d'une prime;

L'article 32 relatif aux conséquences de la diminution des risques;

L'article 37, deuxième alinéa, déclarant nulles certaines clauses de déchéance contre l'assuré, pour les faits postérieurs à la promulgation de la présente loi;

L'article 48 relatif aux assurances en cas de décès contractées sur la tête d'un tiers;

L'article 49 prohibant les assurances contractées par d'autres personnes sur la tête d'un mineur de quinze ans, à l'exclusion de la disposition pénale sanctionnant cette prohibition;

L'article 53 déclarant nulle l'assurance contenant une clause par laquelle l'assureur s'oblige à payer les sommes assurées en cas de suicide de l'assuré.

ART. 81.

Les actions résultant des contrats d'assurance conclus antérieurement à la promulgation de la présente loi sont soumises aux prescriptions qu'elle établit.

Les prescriptions commencées, et pour lesquelles il faudrait des délais supérieurs à ceux de la présente loi, seront accomplies par les délais qu'elle détermine. Ces délais ne courront que du jour de sa promulgation.

ART. 82.

Les contrats d'assurance qui, conclus avant la promulgation de la présente loi, seront prolongés postérieurement en vertu d'une clause de tacite reconduction seront soumis sans exception à toutes les dispositions de la présente loi, pourvu qu'au jour de sa promulgation les parties contractantes se trouvent encore dans le délai utile pour éviter par une dénonciation l'effet de la clause de tacite reconduction.

Les règles spéciales de compétence en matière d'assurances édictées par la loi du 2 janvier 1902 s'appliquent aux contrats renouvelés ou prolongés par tacite reconduction depuis la mise en vigueur de cette loi, nonobstant toute stipulation contraire.

CONCLUSION

Le texte du projet sur les assurances qui a été rédigé par une commission extraparlamentaire, aux travaux de laquelle a pris une part prépondérante M. Lyon-Caen, membre de l'Institut, doyen de la faculté de droit de Paris, présente dans son ensemble une législation complète sur les assurances privées.

Il n'est pas cependant entré dans le détail de règles trop précises ⁽¹⁾; car à raison de l'extrême variété des assurances terrestres, il ne pouvait être question de légiférer sur tous les modes d'assurances usités et d'appliquer à des formes d'un développement

(1) Au nombre des questions qui n'ont pas été solutionnées expressément, se trouve la grosse question que voici :

Quand une rente viagère est stipulée par l'assuré au profit du bénéficiaire, la police contient parfois une clause d'après laquelle cette rente sera incessible. Cette clause d'incessibilité est-elle valable? Le Code de procédure civile (art. 582) admet bien les clauses d'insaisissabilité, mais ni ce code, ni aucune de nos lois ne se prononce sur les clauses d'inaliénabilité ou d'incessibilité. La validité de ces clauses est douteuse et elles font naître de fréquents procès. La question posée à propos des rentes viagères constituées au profit du bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie est donc un point de vue un peu spéciale d'une question très générale, qu'il sera peut-être utile qu'on songe à trancher un jour : les clauses d'inaliénabilité ou d'incessibilité sont-elles licites?

trop récent une réglementation qui offrirait plus d'inconvénients que d'avantages.

Il n'a pour but nécessaire et suffisant, que de fixer les règles générales auxquelles doivent dans leurs formes multiples s'adapter les contrats d'assurance dont l'usage s'universalise chaque jour davantage; mais ne trouve jusqu'ici de règles directrices que dans une jurisprudence par trop contingente.

SUISSE**PROJET DE LOI**

DU 10 DÉCEMBRE 1906

SUR

L'assurance contre les maladies et les accidents ⁽¹⁾.**TITRE PREMIER****ASSURANCE CONTRE LES MALADIES.****A. — Dispositions générales.**

ARTICLE PREMIER. — La confédération encourage l'assurance contre les maladies, par le moyen des caisses d'assurance qu'elle reconnaît, surveille et subventionne.

ART. 2. — Les cantons peuvent :

- a.* déclarer obligatoire l'assurance contre les maladies, en général ou pour certaines catégories de citoyens,
- b.* créer des caisses publiques d'assurance contre les maladies,
- c.* astreindre les employeurs à contribuer aux frais d'une assurance obligatoire, contre les maladies, des personnes qu'ils occupent.

Les dispositions prises en application de l'alinéa précédent sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral.

La Confédération contribue aux frais de surveillance des cantons qui ont déclaré obligatoire l'assurance; le Conseil fédéral fixe sans appel le montant de ces contributions.

(1) Nous publierons dans notre prochain numéro l'exposé des motifs de ce projet.

ART. 3. — Chaque canton a droit de surveillance sur toutes les caisses de secours qui ont leur siège sur son territoire et qui ne sont pas soumises à la loi fédérale du 25 juin 1885, touchant la surveillance des entreprises privées en matières d'assurance.

L'autorité fédérale fournira gratuitement aux cantons, sur leurs désirs, un concours consultatif en vue d'une surveillance cantonale des caisses de secours.

A la demande du Conseil fédéral, les cantons lui font rapport sur leur activité en matière de caisses de secours.

B. — Caisses reconnues d'assurance contre les maladies.

ART. 4. — Le Conseil fédéral reconnaît les caisses de secours qui, pratiquant l'assurance contre les maladies seule ou en combinaison avec d'autres branches d'assurance, ont leur siège principal en Suisse et satisfont aux dispositions des articles ci-après.

La décision du Conseil fédéral, touchant la reconnaissance, est sans appel.

ART. 5. — Les caisses qui désirent être reconnues doivent soumettre à l'approbation du Conseil fédéral leurs statuts ou autres dispositions touchant les droits et obligations de leurs membres; il en est de même de toute modification à ces statuts ou dispositions, de la part d'une caisse déjà reconnue. Le Conseil fédéral examine notamment si la caisse offre à ses membres la sécurité nécessaire.

Dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice, les caisses reconnues doivent envoyer leurs comptes au Conseil fédéral; celui-ci peut, dans les trois mois de l'envoi, exiger le redressement de comptes incorrects.

ART. 6. — Les caisses reconnues sont tenues d'accueillir, avec droit immédiat aux prestations en cas de maladie, toute personne.

a. qui a déjà été affiliée durant au moins deux ans à une ou diverses caisses reconnues, le temps d'affiliation antérieur à une interruption de plus de deux mois n'étant pas compté,

b. qui est obligée par les statuts de la caisse antérieure de renoncer à son affiliation, à cause d'un changement de domicile, de profession ou d'attachement, qui abandonne la caisse antérieure au moment où cette dernière cesse d'être

reconnue, ou dont l'affiliation s'éteint par suite de dissolution de cette caisse,

c. qui satisfait aux conditions générales d'admission de la caisse nouvelle, une condition de santé ou d'âge minimum ou maximum ne pouvant toutefois pas être opposée au passant,

d. et qui ne sera plus affiliée, dès le moment de son passage, à aucune autre caisse d'assurance contre les maladies.

La finance d'entrée et les contributions payables à la caisse nouvelle sont celles que cette caisse exige généralement d'un entrant du même âge.

La caisse nouvelle n'est pas tenue d'assurer au passant des prestations différant, par leur nature ou leur montant, de celles qu'à circonstances égales elle garantit à ses autres membres.

Si une caisse exige, pour l'admission de passants, qu'ils remplissent une condition de nature politique ou confessionnelle, le temps d'affiliation à cette caisse n'est pas compté pour le passage à une autre caisse.

ART. 7. — Les caisses reconnues ne peuvent refuser d'admettre, à cause de leur nationalité, des citoyens suisses.

ART. 8. — Elles doivent assurer aux mêmes conditions les personnes de l'un et de l'autre sexe.

ART. 9. — Dans les caisses reconnues, la durée minimum d'affiliation exigée pour qu'un assuré ait droit aux prestations en cas de maladie (stage) ne peut excéder trois mois; les dispositions des articles 6 et 11 demeurent réservées.

ART. 10. — Les caisses reconnues doivent, à leurs propres frais, fournir en cas de maladie, à ceux de leurs assurés qui ont droit aux prestations, au moins le traitement médical et les médicaments ou une indemnité journalière de chômage qui ne peut être inférieure à un franc pour une incapacité totale de travail.

Si la maladie a été annoncée conformément aux statuts, le traitement médical et les médicaments doivent être fournis dès le début, et l'indemnité de chômage au plus tard le troisième jour qui suit le jour du début de la maladie (délai d'attente); sauf guérison, les prestations ne peuvent, moins de six mois à partir du début de la maladie, cesser d'atteindre le minimum fixé au premier alinéa.

ART. 11. — Toute assurée en couches doit bénéficier des mêmes prestations que pour une maladie proprement dite si, au jour de

son accouchement, elle avait déjà été affiliée durant au moins six mois à une ou diverses caisses reconnues; le temps d'affiliation antérieur à une interruption de plus de deux mois n'est pas compté.

Si, au moment où elle redevient capable de travail, l'accouchée se trouve encore légalement empêchée de reprendre l'exercice de sa profession, elle doit, pour la durée ultérieure de cet empêchement, avoir droit à la moitié au moins de l'indemnité de chômage prévue pour une maladie proprement dite.

ART. 12. — Les tarifs établis ou les contrats passés par des caisses reconnues, touchant les soins médicaux ou la fourniture de médicaments, doivent prévoir une rémunération convenable, en tenant compte des circonstances locales. Le Conseil fédéral tranche sans appel toute contestation portant sur une violation de la disposition qui précède.

ART. 13. — Les caisses reconnues doivent prêter leur concours au service de l'assurance contre les accidents, suivant les articles 33 à 37 de la présente loi.

ART. 14. — Les caisses reconnues sont de plein droit personnes civiles. Sauf dispositions contraires des statuts, leurs membres sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements de la caisse.

Les caisses reconnues sont exemptes d'impôts, sauf en ce qui touche leur fortune immobilière non directement affectée au service de la caisse.

Demeurent exempts de droits de timbre et de toute autre imposition, les actes destinés au service direct de la caisse et qui sont dressés par elle ou à son intention.

ART. 15. — Les contestations de droit privé entre caisses reconnues, ou entre une de ces caisses et ses assurés ou des tiers, relèvent des tribunaux ordinaires, à moins que la législation cantonale ou les statuts, ces derniers en ce qui touche les contestations d'une caisse avec ses assurés, n'en disposent autrement.

La disposition de l'article 88, lettre *d*, demeure réservée.

ART. 16. — Une caisse peut renoncer en tout temps à sa qualité de caisse reconnue.

ART. 17. — Le Conseil fédéral peut, d'office ou sur plainte, condamner à une amende de 100 francs au maximum toute caisse qui contrevient à une disposition des articles 5 à 13.

En cas de contravention persistante et après sommation, le Conseil fédéral peut prononcer le retrait de la reconnaissance.

Ce retrait doit être prononcé contre toute caisse qui n'offre plus à ses membres la sécurité nécessaire.

La décision du Conseil fédéral portant condamnation à une amende ou retrait de la reconnaissance est sans appel.

Demeure réservée, la responsabilité civile ou pénale des personnes qui dirigent la caisse.

Le produit des amendes prononcées en application du présent article sera employé dans l'intérêt de l'assurance contre les maladies.

ART. 18. — En cas de renonciation ou de retrait, une caisse ne peut être reconnue à nouveau qu'après trois ans écoulés.

C. — Subsidés fédéraux.

ART. 19. — La Confédération paie aux caisses reconnues, pour chacun de leurs assurés, un subside de un centime par jour d'assurance.

Le subside fédéral est porté à un centime et demi pour les assurés auxquels leur caisse garantit, au sens de l'article 10 et en plus du minimum fixé par le premier alinéa dudit article, une indemnité journalière de chômage d'au moins un franc.

Pour une personne appartenant à plus d'une caisse reconnue, le subside fédéral n'est payé qu'à la caisse dont cette personne est membre depuis le temps le plus long.

Les subsides fédéraux sont versés par l'intermédiaire des gouvernements cantonaux, suivant un bordereau établi et certifié exact par le gouvernement de chaque canton pour les caisses reconnues qui ont leur siège sur son territoire. Sous réserve de recours contre la caisse intéressée, un canton auquel il a été trop versé peut être tenu à restitution. Pour les caisses dont l'activité s'étend à plusieurs cantons, le versement des subsides fédéraux peut avoir lieu directement.

Le Conseil fédéral tranche sans appel toute contestation portant sur les subsides fédéraux.

ART. 20. — Sur la demande des caisses reconnues pour lesquelles les circonstances topographiques rendent la prestation des soins médicaux et des médicaments particulièrement coûteuse, la Confédération paie à ces caisses une part de leur surcroît de frais.

Ce subside ne peut dépasser un centime par jour d'assurance ; il est fixé sans appel par le Conseil fédéral.

TITRE DEUXIÈME

ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS.

A. — Établissement suisse d'assurance contre les accidents.

ART. 21. — Il est créé un « établissement suisse d'assurance contre les accidents », qui pourvoit au service de l'assurance contre les accidents conformément à la présente loi.

Cet établissement est de plein droit personne civile et a son siège à Berne.

ART. 22. — La Confédération supporte les frais d'installation et la moitié des frais d'administration de l'établissement.

ART. 23. — Les organes de l'établissement jouissent de la franchise postale.

Pour ses paiements et ses encaissements, l'établissement peut user gratuitement des services de la poste.

ART. 24. — L'établissement est exempt d'impôts, sauf en ce qui touche sa fortune immobilière non directement affectée au service de l'assurance.

Les actes destinés au service direct de l'établissement et qui sont dressés par lui ou à son intention demeurent exempts de droits de timbre et de toute autre imposition.

Le tribunal fédéral tranche les contestations portant sur l'application du présent article.

ART. 25. — L'établissement est géré par une direction, que le Conseil fédéral nomme sur préavis du conseil d'administration.

ART. 26. — La direction est assistée d'un conseil d'administration.

Ce conseil compte trente à quarante membres ; il est composé de représentants des employeurs, des assurés obligés, des assurés volontaires et de la Confédération, suivant la proportion dans laquelle chaque catégorie participe au total des primes encaissées par l'établissement.

Les représentants des employeurs, des assurés obligés et des assurés volontaires sont élus pour une durée de six ans par les intéressés de chacune de ces catégories ; le Conseil fédéral nomme pour une même durée les représentants de la Confédération.

ART. 27. — Le conseil d'administration préavise auprès du Conseil fédéral sur les objets importants qui intéressent l'établissement, tels que :

- a.* les ordonnances à édicter en exécution du présent titre,
- b.* les rapports et comptes annuels,
- c.* la nomination de la direction.

Sur la proposition de la direction, le conseil fixe et revise le tarif des primes (art. 75) et le tableau de couvertures des rentes.

Il statue sur les recours en matière de classement des entreprises (art. 76 à 78).

Il peut, avec l'approbation du Conseil fédéral, déléguer à une ou plusieurs de ses sections telles des compétences ci-dessus.

ART. 28. — L'établissement ouvre des agences dans les divers cantons ; les agents représentent l'établissement suivant les instructions qu'ils ont reçues.

ART. 29. — Les associations professionnelles qui s'étendent à un territoire considérable peuvent être, sur leur demande, appelées à concourir au service de l'assurance, notamment en matière de :

- a.* classement des divers genres d'entreprises (art. 75, alinéa 2);
- b.* prévention des accidents.

ART. 30. — L'établissement est sous la surveillance du Conseil fédéral.

Celui-ci peut, d'office ou sur plainte, s'opposer à toute décision de la direction ou du conseil d'administration qui serait contraire à une gestion correcte ou qui compromettrait la sécurité de l'établissement.

Chaque année pour la fin de juin, la direction dresse le rapport et les comptes de l'établissement pour l'exercice écoulé et les soumet, avec le préavis du conseil d'administration, à l'approbation du Conseil fédéral.

ART. 31. — Le Conseil fédéral arrête les dispositions de détail touchant l'organisation de l'établissement, ainsi que les traitements de la direction et du conseil d'administration.

ART. 32. — Les membres de la direction et du conseil d'administration, de même que les employés de l'établissement, sont soumis au Code pénal fédéral du 4 février 1853, notamment aux articles 53 et suivants de ce Code.

**B. — Concours des caisses reconnues d'assurance
contre les maladies.**

ART. 33. — L'établissement suisse d'assurance contre les accidents peut en tout temps confier une agence à une caisse reconnue, pour le territoire auquel s'étend l'activité habituelle de cette caisse.

Il peut notamment se faire représenter par une caisse reconnue, pour l'encaissement des primes, le service des avis, des enquêtes et de la surveillance en cas d'accidents, de même que pour la fourniture des prestations de l'établissement. La caisse répond d'une exécution consciencieuse du mandat qu'elle a reçu.

L'établissement rembourse à la caisse le montant des dépenses que lui a causées l'exécution du mandat, et lui paie une commission équitable pour sa peine; sont toutefois exceptées, les dépenses causées par les prestations qui incombent à la caisse elle-même en vertu de l'article 36.

ART. 34. — L'établissement peut en tout temps réassurer auprès d'une caisse reconnue, en ce qui touche les prestations à fournir en vertu des articles 50 à 57 pour les six premières semaines d'une maladie résultant d'accident, un assuré domicilié sur le territoire auquel s'étend l'activité habituelle de cette caisse.

ART. 35. — La réassurance a lieu contre cession, par l'établissement à la caisse, d'une part des primes perçues par l'établissement lui-même. Sur la proposition de la direction de l'établissement et après avoir entendu des représentants des caisses reconnues, le Conseil fédéral fixe par un tarif les primes de réassurance et les commissions prévues à l'article 33.

ART. 36. — En cas d'accident réassuré, la caisse fournit à son propre compte mais au nom de l'établissement les prestations prévues aux articles 50 à 57, durant les six premières semaines d'une maladie résultant de l'accident.

Toutefois, la caisse doit demander et observer les instructions de l'établissement :

a. s'il s'agit d'appliquer les dispositions des articles 47, alinéas 3 ou 4, 50, alinéas 2 ou 3, 51, alinéa 2, 57, 67 à 69 ou 72;

b. s'il y a contestation sur des mesures prises (art. 48, alinéa 2) ou sur des prestations de l'assurance.

ART. 37. — Au cours des six semaines qui suivent un accident réassuré, l'établissement peut en tout temps relever la caisse des

obligations statuées à l'article 36 ; la caisse rembourse alors à l'établissement le montant des dépenses causées par les prestations qui incombent à la caisse en vertu de l'article 36.

C. — Assurance obligatoire.

I. — Personnes tenues à l'assurance.

ART. 38. — Sont tenues à l'assurance toutes les personnes occupées en Suisse, comme employés ou ouvriers, dans une entreprise des catégories suivantes :

1. les entreprises de chemins de fer, de bateaux à vapeur, ou la poste ;
2. les exploitations soumises à la loi fédérale sur le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877 ;
3. les industries qui produisent ou mettent en œuvre des matières explosibles ;
4. les industries ou travaux ci-après, lorsque l'entrepreneur occupe, durant le temps du travail, plus de cinq ouvriers en moyenne :
 - a. l'industrie du bâtiment ;
 - b. le voiturage par terre ou par eau, et le flottage ;
 - c. la pose ou la réparation de lignes téléphoniques ou télégraphiques, le montage ou le démontage de machines ou l'exécution d'installations de nature technique ;
 - d. la construction de chemins de fer, tunnels, routes ou ponts, les travaux hydrauliques, le creusage de puits ou galeries, les travaux de canalisation ou l'exploitation de mines, carrières ou gravières.

Les apprentis, volontaires et stagiaires occupés dans ces entreprises sont soumis à l'assurance même s'ils ne gagnent aucun salaire.

Dans les industries ou travaux mentionnés sous chiffres 3 ou 4, les employés ou ouvriers d'un tâcheron de l'entrepreneur sont, au sens de la présente loi, considérés comme employés ou ouvriers de l'entrepreneur lui-même.

L'obligation à l'assurance n'est pas interrompue par le fait qu'un assuré travaille passagèrement à l'étranger.

Une occupation seulement passagère en Suisse, pour compte d'une entreprise étrangère, ne fonde pas d'obligation à l'assurance.

ART. 39. — L'Assemblée fédérale peut statuer l'obligation à l'assurance pour d'autres catégories de personnes que celles visées à l'article 38.

ART. 40. — Le Conseil fédéral tranche sans appel toute contestation portant sur l'obligation à l'assurance de telle personne ou classe de personnes; il peut donner à sa décision un effet rétroactif, à partir d'une date fixée par lui.

La décision du Conseil fédéral lie les tribunaux.

ART. 41. — L'assurance auprès de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents commence ou cesse par l'acquisition ou par la perte de la qualité qui fonde l'obligation à l'assurance.

Dans les quatre jours dès le commencement ou la cessation de l'assurance de ses employés et ouvriers, l'employeur est tenu d'en aviser l'établissement (avis d'entrée et de sortie).

ART. 42. — Le défaut d'un avis d'entrée donné en temps utile ne dispense pas de payer les primes dès le commencement de l'assurance.

En cas de retard inexcusable, les primes afférentes au temps antérieur à l'avis peuvent être portées jusqu'au quintuple; la Confédération ne contribue pas au montant dont les primes ont été majorées, et l'employeur n'est pas autorisé à s'en récupérer sur l'assuré. L'employeur peut en outre être tenu de rembourser à l'établissement le coût des prestations fournies ou encore à fournir pour un accident survenu antérieurement à l'avis.

ART. 43. — En cas de retard inexcusable d'un avis de sortie, les primes courent jusqu'au jour de l'avis; la Confédération ne contribue pas aux primes courues depuis la cessation de l'assurance, et l'employeur n'est pas autorisé à s'en récupérer sur l'ancien assuré.

ART. 44. — Tout chef d'une entreprise mentionnée à l'article 38 doit tenir un état exact des employés et ouvriers occupés dans cette entreprise et renseigner l'établissement sur tout ce qui intéresse l'assurance.

ART. 45. — Dans toutes les entreprises mentionnées à l'article 38, l'employeur doit prendre, pour protéger la santé de son personnel et pour prévenir les accidents, toutes les mesures dont l'expérience a montré l'opportunité et que les progrès de la science et les circonstances permettent d'appliquer. La direction de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents peut édicter à ce sujet des prescriptions ou défenses, sous réserve d'un recours au Conseil fédéral.

II. — Objet de l'assurance.

ART. 46. — L'établissement assure contre les accidents qui entraînent une incapacité passagère de travail (maladie), une infirmité permanente (invalidité) ou le décès.

III. — Constatation des accidents.

ART. 47. — Tout assuré atteint d'un accident qui entraîne ou entraînera probablement une invalidité ou une maladie doit en aviser dans les deux jours son employeur ou le représentant de celui-ci. Si un accident entraîne le décès, la même obligation incombe solidairement aux survivants (art. 61), dans les deux jours à partir de la date où ils apprennent le décès.

L'employeur, ou son représentant, apprenant qu'un accident a entraîné ou entraînera probablement le décès, une invalidité ou une maladie pour un assuré qu'il occupe, doit en aviser dans les deux jours l'établissement.

Un retard inexcusable dans l'avis d'accident a pour conséquence au cas de l'alinéa 1^{er}, la privation totale ou partielle des prestations en argent pour le temps antérieur à l'avis et au cas de l'alinéa 2, l'obligation pour l'employeur de rembourser à l'établissement le montant de ces prestations; en outre, les contrevenants peuvent être rendus solidairement responsables, à l'égard de l'établissement, du dommage causé par le retard.

L'établissement peut refuser toute prestation si, par un retard inexcusable de l'assuré ou de ses survivants, l'accident ou le décès n'ont pas été annoncés à l'établissement dans les trois mois.

La disposition de l'article 64 demeure réservée.

ART. 48. — Sitôt informé d'un accident, l'établissement en fait constater la réalité, les circonstances et les causes.

Il prend constamment les mesures nécessaires au traitement approprié de l'assuré, ainsi qu'à la fixation de la nature et de la gravité de la lésion; toute contravention inexcusable à ces mesures peut motiver pour l'avenir une privation totale ou partielle des prestations de l'assurance.

IV. — Prestations de l'établissement.

ART. 49. — L'établissement fournit :

- a. les soins médicaux et une indemnité de chômage,
- b. une rente d'invalidité,
- c. une indemnité funéraire et des rentes de survivants.

a) *Soins médicaux et indemnités de chômage.*

ART. 50. — Dès la date de l'accident et pour la durée de la maladie qui en résulte, l'assuré a droit aux soins médicaux, médicaments et autres appareils et moyens de traitement, ainsi qu'au remboursement des frais nécessaires de voyage.

Si l'assuré manque des soins de garde indispensables, l'établissement peut les lui procurer.

Au lieu du traitement médical et des soins de garde à domicile, mais dans la règle seulement avec l'assentiment de l'assuré et des membres de sa famille, l'établissement peut ordonner le transfert dans une infirmerie.

ART. 51. — L'assuré peut choisir pour son traitement un médecin parmi ceux qui pratiquent ordinairement dans son lieu de séjour ou dans les environs.

D'office ou sur la demande du médecin traitant, de l'assuré ou de sa famille, l'établissement peut ordonner ou autoriser la consultation d'un second médecin.

Des médecins porteurs du diplôme fédéral sont seuls réputés médecins au sens de la présente loi.

ART. 52. — L'établissement n'est pas tenu de supporter des frais de traitement injustifiés, ni de payer davantage que ne prévoit le tarif.

Le tarif médical est fixé par le Conseil fédéral, sur préavis de la commission médicale suisse, en tenant compte des circonstances locales. Les noms des médecins qui acceptent le tarif, et qui par conséquent ne demandent pas aux assurés eux-mêmes un complément d'honoraires, doivent être publiés.

ART. 53. — L'assuré peut à son choix se procurer les médicaments auprès d'une pharmacie publique existant dans son lieu de séjour ou dans les environs.

Les pharmacies tenues par une personne au bénéfice du diplôme fédéral, ou par un médecin porteur d'une autorisation cantonale de tenir une pharmacie, sont seules réputées pharmacies au sens de la présente loi.

ART. 54. — L'établissement n'est pas tenu de supporter les frais de médicaments non prescrits par un médecin compétent (art. 51), ni de payer davantage que ne prévoit le tarif.

Le tarif des médicaments est fixé par le Conseil fédéral, sur préavis de la société suisse de pharmacie. Les noms des pharmaciens

qui acceptent le tarif et qui par conséquent ne demandent pas aux assurés un complément d'honoraires, doivent être publiés.

ART. 55. — Le Conseil fédéral, sur la proposition de la direction de l'établissement, peut retirer pour un temps déterminé, à tout médecin ou pharmacien qui a commis des abus à l'égard de l'établissement, le droit de traiter des assurés ou de leur fournir des médicaments pour compte de l'assurance.

ART. 56. — Dès et y compris le troisième jour qui suit le jour de l'accident et pour la durée de la maladie qui en résulte, l'assuré a droit à une indemnité journalière de chômage comportant, en cas d'incapacité totale de travail, 60 0/0 du gain journalier fixé conformément à l'article 74.

Si l'incapacité de travail n'est que partielle, l'indemnité de chômage subit une réduction proportionnelle.

ART. 57. — L'établissement peut prendre des mesures pour que tout ou partie de l'indemnité de chômage soit employée à l'entretien de l'assuré ou des personnes dont il est chargé.

Toute autorité d'assistance qui justifie en temps utile avoir fourni, durant la maladie, des secours en argent pour l'entretien du malade ou des personnes dont il était chargé, peut se faire désintéresser par l'établissement sur le montant de l'indemnité de chômage afférente au temps de cette assistance.

Pour couvrir les frais que lui causent la garde à domicile ou le transfert dans une infirmerie (art. 50, alinéas 2 et 3), l'établissement peut retenir tout ou partie de l'indemnité de chômage; toutefois, si l'assuré est chargé de membres de sa famille et que leur entretien l'exige, cette retenue ne peut être de plus d'une moitié.

b) *Rente d'invalidité.*

ART. 58. — S'il y a lieu d'admettre que l'accident entraînera une infirmité permanente (invalidité), les prestations antérieures sont remplacées pour l'avenir par une rente viagère d'invalidité.

Cette rente comporte, en cas d'incapacité totale de travail, 60 0/0 du gain annuel (art. 65) de l'assuré.

Si l'incapacité de travail n'est que partielle, la rente subit une réduction proportionnelle.

ART. 59. — Si l'incapacité de travail devient notablement autre que celle admise jusqu'alors, la rente est pour l'avenir augmentée, réduite ou supprimée.

Les dispositions de l'article 69 demeurent réservées.

c) *Indemnité funéraire et rente de survivants.*

ART. 60. — Si l'assuré succombe à l'accident, les prestations antérieures cessent et l'établissement paie les frais d'obsèques convenables, à concurrence de quarante francs.

ART. 61. — En outre, les parents survivants ont droit pour l'avenir à des rentes proportionnées au gain annuel (art. 65) de l'assuré, savoir

1. la veuve, durant sa viduité, 30 0/0;
2. le veuf déjà infirme ou qu'une incapacité permanente de travail atteint dans les cinq ans dès le décès de l'assurée, durant sa viduité, 20 0/0;
3. chaque enfant légitime, même posthume, 15 0/0; si l'enfant perd par ce décès ou plus tard le second de ses père et mère, la rente est portée à 25 0/0; elle court jusqu'à l'âge de 16 ans révolus ou, si à cet âge l'enfant est atteint d'une incapacité permanente de travail, jusqu'à ce que 70 ans se soient écoulés depuis la naissance de l'assuré;
4. les ascendants en ligne directe, leur vie durant, et les frères et sœurs jusqu'à l'âge de 16 ans révolus, 20 0/0, à répartir également entre eux tous.

Le conjoint survivant n'a droit à une rente que si la publication de son mariage est antérieure à l'accident; si au moment de l'accident le conjoint était divorcé ou séparé de corps d'avec l'assuré en vertu d'un jugement exécutoire, il n'a droit à une rente que dans la mesure où l'assuré était tenu vis-à-vis de lui à des aliments.

Les enfants qui déjà au moment de l'accident étaient légalement adoptés ou légitimés sont assimilés aux enfants légitimes.

Il en est de même de tout enfant naturel, quant aux droits qui dérivent du décès de sa mère.

Est également assimilé à un enfant légitime, quant aux droits qui dérivent du décès de son père, tout enfant naturel dont la filiation a été établie par un prononcé exécutoire ou par une reconnaissance écrite et digne de foi de l'assuré.

ART. 62. — Les rentes de survivants ne peuvent au total excéder 50 0/0 du gain annuel (art. 65) de l'assuré.

Le total des rentes du conjoint et des enfants est le cas échéant, ramené au 50 0/0 par une réduction proportionnelle.

L'extinction de la rente d'un de ces parents profite d'abord

aux autres, proportionnellement et dans la limite de leurs droits.

Les parents visés sous chiffre 4 de l'article 61 n'exercent leurs droits que sur la différence entre le 50 0/0 précité et le total des rentes du conjoint et des enfants.

L'extinction de la rente d'un parent visé sous chiffre 4 de l'article 61 profite en parts égales aux autres parents visés sous le même chiffre; toutefois, aucun de ces parents ne peut dans le même temps bénéficier d'une rente supérieure à celle du conjoint ou d'un enfant.

ART. 63. — En cas de nouveau mariage et sans préjudice de ses droits jusqu'à ce jour, la veuve reçoit en liquidation de sa rente le triple du montant annuel de cette dernière. Durant trois ans à partir de la liquidation et au sens des articles 61 et 62, la rente est, en faveur de l'établissement, réputée maintenue et au bénéfice de l'extinction d'autres rentes.

ART. 64. — L'établissement peut publier un avis invitant, sous peine de forclusion des droits résultant pour eux de l'accident, les survivants (art. 61) à s'annoncer dans un délai de six mois au moins.

d) *Dispositions communes.*

ART. 65. — Le gain annuel est réputé égal à trois cents fois le gain journalier fixé conformément à l'article 74.

Si au jour de l'accident l'assuré ne gagnait pas encore le salaire normal d'un adulte de la même profession, les rentes se calculent d'après ce salaire dès l'époque où il l'aurait probablement atteint à défaut d'accident.

ART. 66. — Sauf accord spécial, l'indemnité de chômage est payable à la fin de chaque semaine; en cas d'indigence, des acomptes sont fournis en cours de semaine.

Les rentes d'invalidité ou de survivants sont payables le premier jour de chaque mois, d'avance. Si une rente prend cours après le premier du mois, la part d'arrérage afférente aux jours du mois qui restent à courir échoit le premier jour du mois suivant.

Si une rente s'éteint ou subit une modification au cours d'un mois, il n'y a pas lieu à remboursement ou à complément pour les jours du mois qui restent à courir.

ART. 67. — L'établissement peut déclarer prescrit tout arrérage mensuel (art. 66, alinéa 2) non réclamé, par l'ayant droit ou en son nom, dans les trois mois à partir de l'échéance.

Le droit à une rente déjà allouée se trouve prescrit et doit être radié par l'établissement, si depuis deux ans aucun arrérage échu n'a été réclamé par l'ayant droit ou en son nom.

ART. 68. — Si l'assuré s'est attiré un accident intentionnellement ou par un fait délictueux ou dolosif, lui-même ou ses survivants peuvent être déclarés déchus, pour cet accident, de tous droits aux prestations de l'assurance autres que l'indemnité funéraire.

Il en est de même, en ce qui touche une rente, du survivant qui a causé l'accident intentionnellement, par un fait délictueux ou dolosif, ou par une faute grave.

Si l'assuré a lui-même causé l'accident par une faute grave, l'indemnité de chômage et les rentes d'invalidité ou de survivants peuvent être réduites à concurrence de moitié.

Il n'y a toutefois pas lieu à déchéance ou à réduction si l'auteur de l'accident se trouvait, sans sa faute en état d'irresponsabilité.

ART. 69. — Si l'on constate que le décès, l'invalidité ou la maladie n'est en rien ou seulement en partie l'effet d'un accident assuré, ou que l'invalidité ou la maladie n'existe pas ou seulement dans une mesure notablement moindre que celle admise jusqu'alors, les prestations de l'assurance sont pour l'avenir supprimées ou réduites, et l'établissement peut exiger la restitution du montant des prestations en argent indûment fournies.

L'assuré ou ses survivants, s'ils ont intentionnellement induit en erreur l'établissement, peuvent être déférés par la direction au juge pénal cantonal, sous prévention d'escroquerie ou de tentative d'escroquerie.

ART. 70. — L'établissement peut racheter en tout temps, sur la base du tableau de couverture des rentes et même contre la volonté du titulaire, toute rente d'invalidité ou de survivant dont le montant annuel n'atteint pas 100 francs ou dont le titulaire est depuis au moins un an domicilié à l'étranger.

En tout autre cas, le rachat ne peut avoir lieu qu'avec le consentement du titulaire.

Toute rente rachetée avec le consentement de son titulaire est définitivement liquidée. En revanche, l'invalidé dont la rente a été rachetée contre sa volonté peut, si son incapacité de travail devient notablement plus grave que celle admise au moment du rachat, exiger pour l'avenir, au sens des articles 58 et 59, l'allocation d'une rente complémentaire, à laquelle s'appliquent les dispositions du présent article.

Au sens des articles 61 et 62, une rente rachetée de survivant est, en faveur de l'établissement, réputée maintenue et au bénéfice de l'extinction d'autres rentes, jusqu'au moment où, d'après la probabilité prise comme base du rachat, elle se serait éteinte à défaut de rachat.

ART. 71. — Si le titulaire d'une rente d'invalidité est atteint d'un nouvel accident couvert par l'assurance et n'entraînant qu'une maladie, la rente antérieure demeure sans changement et sans influence sur l'indemnité de chômage payable en raison du nouvel accident; cette indemnité se base sur le gain journalier de l'assuré au temps du nouvel accident.

Dans tous les autres cas où un nouvel accident couvert par l'assurance atteint le bénéficiaire d'une indemnité de chômage ou d'une rente d'invalidité, les droits dérivant des divers accidents sont joints et, pour l'avenir, les prestations de l'assurance se basent sur le gain que l'assuré aurait probablement réalisé au temps du nouvel accident, s'il n'avait pas subi d'accident antérieur; l'article 63, alinéa 2, est applicable par analogie.

ART. 72. — L'établissement est subrogé, pour le montant de ses prestations, aux droits de l'assuré ou des survivants (art. 61) contre tout tiers civilement responsable de l'accident.

L'établissement ne peut toutefois faire valoir ces droits contre un parent ou survivant (art. 61) de l'assuré, contre l'employeur de l'assuré, lorsqu'il supportait au moins trois quarts des primes restantes (art. 81), ou enfin contre un parent, employé ou ouvrier de cet employeur, que s'ils ont causé l'accident intentionnellement, par un fait délictueux ou dolosif, ou par une faute grave.

V. — Primes d'assurance.

ART. 73. — Pour chaque assuré, l'établissement perçoit une prime par jour ouvrable d'assurance.

La prime est fixée d'après le montant du gain journalier (art. 74) de l'assuré et d'après les risques d'accidents de l'entreprise qui l'occupe (art. 75 à 78).

ART. 74. — Si le gain varie d'un jour à l'autre, spécialement pour un travail à la tâche ou à l'heure, il est fixé d'après une moyenne.

Les allocations supplémentaires régulières sont portées en compte comme gain.

Les assurés non salariés sont réputés gagner le salaire le plus

bas des ouvriers adultes travaillant dans la même entreprise ou partie d'entreprise, ou dans les entreprises les plus voisines de même espèce ou d'espèce analogue. Cette disposition s'applique également aux assurés qui gagnent un salaire de commençant inférieur à ce salaire de comparaison.

En cas de traitement annuel ou mensuel, la trois-centième ou vingt-cinquième partie de ce traitement est réputée gain journalier.

Avec l'approbation du Conseil fédéral, le conseil d'administration peut répartir les assurés, d'après leur gain journalier (alinéas 1^{er} à 4), en classes de salaires; un montant unique pour chaque classe est alors réputé gain journalier de tout assuré appartenant à cette classe, en ce qui touche le calcul des primes et des prestations en argent de l'établissement.

ART. 75. — Sur la proposition de la direction, le conseil d'administration dresse un tarif des primes.

Ce tarif répartit les divers genres d'entreprises, suivant leurs risques d'accidents, en classes de risques. Une même classe peut comporter divers degrés de risques, tenant compte des mesures préventives d'accidents et d'autres circonstances spéciales qui influent sur les risques.

Pour chaque classe ou degré de risques, le tarif indique le montant de la prime en proportion du gain journalier.

Chaque année, avant le 1^{er} novembre et pour le 1^{er} janvier suivant, le tarif peut être modifié d'après les expériences faites.

ART. 76. — Chaque entreprise est attribuée par la direction, conformément au tarif, à une classe et, le cas échéant, à un degré de risques.

Le classement d'une entreprise peut avoir lieu en bloc ou par groupes de son personnel.

ART. 77. — D'office ou sur la demande de l'employeur ou d'un assuré intéressé, la direction peut chaque année, avant le 1^{er} décembre et pour le 1^{er} janvier suivant, modifier le classement.

En cas de contravention à l'article 45, la direction peut en tout temps attribuer l'entreprise à un degré de risques plus élevé; le cas échéant, elle fixe la date à partir de laquelle cette attribution nouvelle déploiera un effet rétroactif.

L'employeur est tenu d'aviser dans les huit jours l'établissement de toute modification, touchant l'entreprise ou le mode d'occupation des assurés, de nature à augmenter les risques d'accidents;

la direction modifie alors le classement et, le cas échéant, fixe la date à partir de laquelle le nouveau classement déploiera un effet rétroactif.

Le défaut d'un avis donné en temps utile ne dispense pas de payer les primes suivant le classement nouveau, depuis la date de sa prise d'effet. En cas de retard inexcusable, les primes afférentes au temps du retard peuvent être majorées à concurrence du quintuple, sans que la Confédération contribue au montant de la majoration ni que l'employeur puisse s'en récupérer sur les assurés.

ART. 78. — Les décisions prises par la direction en vertu des articles 76 et 77, alinéas 1^{er} à 3, sont communiquées par écrit à l'employeur pour lui et les assurés intéressés.

Dans les vingt jours à partir de cette communication, l'employeur ou tout assuré intéressé peut recourir contre la décision au conseil d'administration; ce recours est sans effet suspensif.

ART. 79. — La Confédération contribue aux primes par un subside qui égale 30 0/0 pour une prime journalière de un centime et qui, diminuant de 1 0/0 pour chaque augmentation de un centime dans le montant de la prime journalière, égale 16 0/0 pour une prime journalière de quinze centimes; il n'est pas payé de subside au montant dont une prime journalière dépasse quinze centimes.

Le Conseil fédéral tranche sans appel toute contestation portant sur les subsides fédéraux.

ART. 80. — Le montant des subsides fédéraux est provisoirement estimé par la direction et perçu par l'établissement, pour une année d'avance.

A la fin de l'année, les subsides fédéraux sont définitivement calculés d'après le total effectif des primes de l'année, l'insuffisance ou l'excès du montant perçu d'avance fait l'objet d'une perception complémentaire ou d'une compensation.

ART. 81. — Le montant des parts de primes non couvertes par les subsides fédéraux (primes restantes) est, pour tous les assurés d'une même entreprise, provisoirement calculé par la direction et payé par l'employeur, pour une année d'avance; ce calcul se base sur le total des gains journaliers de l'année précédente dans la même entreprise ou, pour une entreprise nouvellement fondée, sur le total probable des gains journaliers jusqu'à la fin de l'année.

A la fin de l'année, les primes restantes sont définitivement calculées d'après le total effectif des gains journaliers de l'année; l'in-

suffisance ou l'excès du montant payé d'avance fait l'objet d'une perception complémentaire ou d'une compensation, lors du paiement provisoire des primes restantes de l'année nouvelle.

Le résultat de ces calculs est communiqué par écrit à l'employeur qui doit dans les trente jours payer à l'établissement, sans frais pour ce dernier, la somme indiquée; un recours sans effet suspensif au tribunal des assurances demeure réservé (art. 88, lettre c).

En cas de retard inexcusable dans le paiement, les primes afférentes au temps du retard peuvent être majorées à concurrence du quintuple, sans que la Confédération contribue au montant de la majoration ni que l'employeur puisse s'en récupérer sur les assurés.

ART. 82. — Si en cours d'année il paraît probable que les primes restantes calculées à la fin de l'année atteindront un montant notablement supérieur à celui que l'employeur a payé d'avance, la direction peut exiger de ce dernier un paiement intermédiaire.

Les dispositions de l'article 81, alinéas 3 et 4, sont applicables par analogie.

ART. 83. — L'employeur peut retenir, sur le salaire de ses employés et ouvriers, au maximum un quart de leurs primes restantes; cette retenue ne peut toutefois être exercée, pour les primes restantes afférentes à une période de paie, que sur le montant des salaires de cette période ou de celle qui suit immédiatement; toute autre mise à contribution de l'assuré est interdite.

Les dispositions des articles 42, alinéa 2, 43, 77, alinéa 4, 81, alinéa 4, et 82, alinéa 2, demeurent réservées.

D. — Assurance volontaire.

ART. 84. — Peuvent s'assurer à l'établissement, s'ils ont leur domicile en Suisse :

a. les employés et ouvriers de l'agriculture, des arts et métiers ou de la petite industrie, les personnes qui travaillent dans l'industrie à domicile, ainsi que les domestiques et journaliers;

b. les employeurs d'assurés obligés;

c. les employeurs de l'agriculture, des arts et métiers ou de la petite industrie, si tous leurs employés et ouvriers sont assurés à l'établissement.

L'Assemblée fédérale peut étendre le service de l'établissement

à d'autres domaines de l'assurance volontaire contre les accidents.

ART. 85. — Les assurés désignés sous la lettre *a* de l'article 84 ont droit au même subside fédéral que les assurés obligés (art. 79).

L'assemblée fédérale peut accorder aux personnes assurées en vertu des lettres *b* ou *c* de l'article 84, ou ensuite d'une extension (art. 84, alinéa 2), un subside fédéral qui ne dépassera pas celui prévu par l'article 79.

ART. 86. — Le Conseil fédéral détermine l'objet, les prestations et le mode des assurances volontaires prévues à l'article 84.

E. — Tribunal des assurances.

ART. 87. — Le tribunal des assurances comprend trois juges et cinq suppléants.

Les membres en sont nommés pour six ans par l'Assemblée fédérale.

Le tribunal a son siège à Berne; il peut aussi tenir audience dans un autre lieu.

ART. 88. — Le tribunal des assurances connaît, en première et dernière instance, des contestations portant :

a. entre un assuré ou une autre personne et l'établissement suisse d'assurance contre les accidents, sur les prestations imposées à l'établissement par la présente loi, sur leur déchéance totale ou partielle, leur affectation à un but spécial (art. 57, alinéas 1^{er} à 3), leur rachat, leur compensation, leur restitution ou leur prescription;

b. sur les prétentions élevées par un tiers contre l'établissement, en vertu des articles 51, 52, 53, 54 ou 57, alinéa 2;

c. sur les prétentions élevées par l'établissement en vertu de la présente loi, y compris les actions en dédommagement ou en restitution fondées sur les articles 42, alinéa 2, 47, alinéa 3, ou 69;

d. entre l'établissement et une caisse reconnue d'assurance contre les maladies, sur des prétentions élevées par l'une des parties en vue de la présente loi.

Dans les contestations portant sur les primes, le tribunal est lié par les décisions prises en application des articles 76 à 78.

La fixation du gain journalier (art. 74), par la direction, ne lie pas le tribunal dans les contestations portant sur les primes ou sur les prestations de l'assurance.

Le recours exercé par l'établissement contre un tiers, en vertu de l'article 72, relève des tribunaux ordinaires;

Il en est de même des contestations entre un employeur et son employé ou ouvrier, touchant une retenue de salaire en raison des primes (art. 83).

ART. 89. — Le tribunal siège aussi souvent qu'une expédition rapide des affaires l'exige.

Les débats et la délibération du tribunal sont publics.

La Confédération supporte les frais; toutefois, des frais spéciaux du tribunal peuvent être mis à la charge des parties ou de la partie succombante. Celle-ci peut être condamnée à des dépens en faveur de sa partie adverse.

Quant au reste, l'Assemblée fédérale fixe souverainement la procédure et l'organisation du tribunal, ainsi que les traitements de son personnel.

TITRE TROISIÈME

DISPOSITIONS PÉNALES, FINALES ET TRANSITOIRES.

ART. 90. — Au sens des articles 6, lettre *a*, et 11, l'affiliation à une caisse suisse quelconque d'assurance contre les maladies, antérieurement à l'expiration d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, est considérée comme affiliation à une caisse reconnue.

ART. 91. — Le Conseil fédéral peut supprimer les subsides fédéraux (art. 19, 79 et 85) en ce qui touche les ressortissants d'un État étranger dont la législation, en matière de prévoyance contre les maladies, les accidents, la vieillesse, l'invalidité ou la mort, traiterait les citoyens suisses ou les personnes habitant la Suisse moins favorablement que les ressortissants ou habitants de cet État.

La même faculté appartient au Conseil fédéral en ce qui touche les assurés domiciliés hors de Suisse.

Si, en une des matières énumérées à l'alinéa 1^{er}, la législation d'un État étranger attache un désavantage au fait qu'une personne est citoyen suisse ou habite la Suisse, au lieu d'être ressortissant ou habitant de cet État, le Conseil fédéral peut, quant aux prestations de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents, statuer le même désavantage pour les ressortissants ou habitants de cet État.

ART. 92. — Seront déferés par le Conseil fédéral aux tribunaux pénaux des cantons, les représentants d'une caisse reconnue d'assurance contre les maladies qui, dans les comptes ou autres infor-

mations destinées à l'autorité fédérale exposeraient intentionnellement d'une manière inexacte la situation de cette caisse. Les contrevenants seront passibles d'une amende de mille francs au maximum ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois; ces peines pourront être cumulées.

Sur plainte de la direction de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents, toute contravention intentionnelle aux articles 41, alinéa 2, 44, 45, 77, alinéa 3, ou 83 sera punie, par les tribunaux pénaux des cantons, d'une amende de cinq à cinq cents francs; en cas de récidive, l'amende pourra être doublée ou accompagnée d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

L'amende est prononcée contre l'employeur pour les fautes de son représentant.

La conversion des amendes irrécouvrables et la prescription sont régies par les articles 8, 34 et 35 du Code pénal fédéral, du 4 février 1853.

Les articles 146, 147, 149, 150, 151, 154, 155, 157 et 160 à 173 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, du 22 mars 1893, règlent la procédure.

ART. 93. — Les délais fixés par la présente loi s'entendent de jours pleins.

Si le dernier jour tombe sur un dimanche ou sur un jour légalement férié, le délai expire le premier jour ouvrable qui suit.

Les écrits doivent être parvenus à leur destination ou avoir été remis à la poste suisse, au plus tard le dernier jour du délai.

ART. 94. — La présente loi n'est pas applicable aux accidents qui donnent lieu à prestations en vertu de la loi fédérale du 28 juin 1901, sur l'assurance des militaires contre les maladies et les accidents.

ART. 95. — Sont abrogées, toutes dispositions de lois ou d'ordonnances fédérales ou cantonales qui seraient contraires à la présente loi, notamment ;

L'article 4 de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877 ;

La loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, du 25 juin 1881, la loi fédérale sur l'extension de la responsabilité civile, du 26 avril 1887, en ce qui touche les accidents ;

L'article 40 de la loi fédérale sur les installations électriques à faible et à fort courant, du 24 juin 1902 ;

La loi fédérale sur la responsabilité civile des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur et des postes, du 28 mars 1905,

de même que l'article 18 de la loi fédérale sur la régle des postes, du 5 avril 1894, en ce qui touche les accidents subis par les employés ou ouvriers de ces entreprises.

ART. 96. — En tant que les dispositions mentionnées à l'article 95 cessent d'être applicables, elles sont remplacées par celles du Code fédéral des obligations, du 14 juin 1881.

Toutefois, en cas d'accident subi par un assuré de l'établissement suisse, l'assuré ou ses survivants (art. 61) ne peuvent, pour la part du dommage non couverte par l'assurance, faire valoir un droit à dédommagement contre l'employeur de l'assuré, lorsqu'il supportait au moins trois quarts des primes restantes, ou contre un parent, employé ou ouvrier de cet employeur, que si ces tiers ont causé l'accident intentionnellement, par un fait délictueux ou dolosif, ou par une faute grave.

ART. 97. — L'article 341 du Code fédéral des obligations, du 14 juin 1881, est modifié dans ce sens que, si celui qui a engagé ses services est membre d'une caisse reconnue d'assurance contre les maladies et si le maître supportait au moins la moitié des contributions, ce dernier,

a. au cas prévu à l'alinéa 1^{er}, ne doit durant une maladie que l'excédent de la rémunération sur l'indemnité de chômage fournie par la caisse pour le même temps;

b. au cas prévu à l'alinéa 2, n'est tenu de procurer les soins et les secours médicaux que s'ils ne sont pas fournis par la caisse.

Les dispositions du même article demeurent sans application, si celui qui a engagé ses services est assuré auprès de l'établissement suisse, le maître supportant au moins trois quarts des primes restantes, et qu'ensuite d'accident l'assuré subisse une maladie pour laquelle l'établissement fournit des prestations.

ART. 98. — En dérogation à l'article 26, alinéas 2 et 3, le conseil d'administration de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents sera, pour une première période de trois ans, nommé par le Conseil fédéral et composé de trente membres.

ART. 99. — Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi; il rend à cet effet les ordonnances nécessaires.

ART. 100. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément à la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date de son entrée en vigueur.

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

CHRONIQUE

Par M. EDOUARD FUSTER.

La Caisse d'assurance des invalides, veuves et orphelins de la Marine.

Nous avons indiqué (*Bulletin*, 1906, p. 269-271), dans quelles conditions la Corporation d'assurance des armateurs allemands contre les accidents du travail, se proposait d'appliquer les dispositions de l'article 11 de la loi sur l'assurance-invalidité qui l'a autorisée, sauf approbation par le Conseil fédéral, à assurer contre l'invalidité les personnes occupées dans la marine et qui sont assujetties à la fois aux deux assurances, à la condition toutefois que la Corporation organisât en même temps l'assurance des veuves et orphelins au profit des familles de ces assujettis.

Ce nouveau régime entre en vigueur le 1^{er} janvier 1907. L'Assemblée générale constitutive de la Caisse des *invalides, veuves et orphelins de la Corporation maritime d'assurance contre les accidents* a eu lieu le 18 décembre 1906. Le président de l'Office impérial des assurances, M. le D^r Kauffmann et le rapporteur du projet, président de Sénat à l'Office impérial, M. Hanow assistaient à l'Assemblée.

On rappela, à cette occasion, l'origine du projet. L'armateur Laeitz a le premier proposé, il y a une quinzaine d'années, la création d'une telle caisse. Il s'agissait de mettre fin à l'inégalité de traitement subie par les marins : les uns étaient blessés par accident et leurs veuves ou orphelins étaient pensionnés ; les autres,

par exemple, succombaient aux fièvres tropicales et leur famille restait sans ressources.

M. le directeur Schauseil, de la corporation des armateurs, a rédigé les statuts. Le président est M. Krogmann.

On avait espéré d'abord que le Conseil fédéral autoriserait l'emploi de la *répartition* annuelle des charges. Mais il a exigé que l'on appliquât le système dit des *primes moyennes*, c'est-à-dire qu'on capitalisât. Les fondateurs voulaient donner des rentes très supérieures à celles qui sont aujourd'hui fixées par les nouveaux statuts : les calculs des actuaires obligèrent à abaisser les taux prévus, et, d'ailleurs, le ministère de l'Intérieur fit connaître à la Corporation que l'Empire, lors de l'organisation (prochaine, on le sait), de l'assurance des veuves et orphelins, ne pourrait garantir de taux supérieurs aux taux prévus par les nouveaux statuts. Mais enfin, on évitera ainsi les extrêmes misères. Aucune autre nation, dit le président, n'a jusqu'à présent accordé aux familles de marins, une telle protection.

M. le président Kauffmann félicita la Corporation du progrès accompli. Elle a fait œuvre sage et prudente, mais son exemple sera d'autant plus fécond ; puisse, a-t-il conclu, la nouvelle assurance s'inspirer, comme l'assurance contre les accidents, de l'esprit vraiment humain, dégagé de routines bureaucratiques, qui a dicté le Recueil impérial de 1881 !

Voici quelques renseignements complémentaires sur ces nouveaux statuts.

Les rentes de veuves n'atteignent que :

Classes de salaires	I.....	30 marcs.
—	II.....	40 —
—	III.....	50 —
—	IV.....	65 —
—	V.....	80 —

Le secours par orphelin est calculé de telle sorte que la rente de chaque orphelin est égale à la rente de la veuve, s'il n'y a que un ou deux orphelins ; mais, s'il y en a davantage, la veuve et les orphelins ne reçoivent toujours que trois fois le montant de la rente de veuve, soit :

Classe de salaires	I.....	90	marcs	ou	112 ⁵⁰
—	II.....	120	—	ou	150 »
—	III.....	150	—	ou	187 50
—	IV.....	195	—	ou	243 75
—	V.....	240	—	ou	300 »

Les cotisations hebdomadaires spéciales délivrées à ce service, sont de :

Classe de salaires	I.....	6 pfennigs	=	7 c. 1/2
—	II.....	6	—	= 7 c. 1/2
—	III.....	8	—	= 10 c.
—	IV.....	10	—	= 12 c. 1/2
—	V.....	10	—	= 12 c. 1/2

La Caisse rembourse aussi les cotisations en cas de mariage et de mort.

On critique beaucoup une disposition des statuts, relative aux rentes d'invalidité. Lorsqu'un marin quittera son métier, il ne pourra rester *volontairement assuré* que si son nouveau métier ne l'assujettit pas à l'assurance auprès d'une autre Caisse d'assurances régionale ou professionnelle. Et, dès qu'il perd le droit à l'assurance volontaire, par là même sa veuve et ses enfants perdent tout droit à la rente spéciale, sans même avoir droit au remboursement des cotisations.



Opinions sur la réforme des assurances.

Nous avons, dans le précédent *Bulletin* (1906, n° 3) indiqué les opinions les plus caractéristiques sur la réforme (fusion, simplification des assurances) qui, depuis dix ans, on peut le dire, est à l'ordre du jour mais qui a suscité depuis un an ou deux des discussions nouvelles. Voici un nouveau témoignage.

L'Association allemande d'assurance et de protection contre la responsabilité civile, réunie à Dusseldorf le 18 décembre, a approuvé un rapport de M. le syndic Meesmann, de Mayence, sur la réforme des assurances. Après avoir indiqué que l'assurance en dépit de certains défauts a répondu aux désirs et que l'organisation adoptée a d'une manière générale donné satisfaction, le rapporteur a continué :

Les *défauts* principaux sont les suivants :

Dans l'assurance-maladie : l'existence d'un très grand nombre de petites caisses, insuffisamment solvables, — la mésintelligence de beaucoup de caisses avec les médecins.

Dans l'assurance-accidents : l'affiliation des ateliers d'artisans aux corporations de grands industriels, — la constitution de fonds de réserve excessifs ;

Dans l'assurance-invalidité : le système souvent trop compliqué, de perception des cotisations, — le système souvent trop routinier et schématique, de fixation des rentes ;

Dans l'ensemble des assurances : le développement insuffisant du traitement médical, — l'absence d'une délimitation précise des droits et devoirs respectifs des divers organes de l'assurance.

Voici les *remèdes* préconisés, sans qu'il soit besoin de renoncer à l'organisation actuelle :

Constitution de grandes caisses de maladie par circonscriptions étendues, avec maintien des caisses professionnelles et des caisses de fabrique financièrement bien établies, — règlement par la loi des rapports entre caisses de maladie et médecins ;

Constitution de corporations spéciales pour les artisans (selon les circonscriptions des chambres de métiers), — rétablissement des anciennes dispositions relatives au fonds de réserve ;

Recouvrement des cotisations de l'assurance-invalidité par les caisses de maladie, — amélioration des procédés de fixation des rentes, et du contrôle des pensionnés, avec collaboration et responsabilité des communes ;

Perfectionnement des institutions nationales ou communales pour l'examen et le traitement des blessés, — création d'une instance unique pour le règlement des conflits entre organes de l'assurance.

Au contraire, une fusion totale ou même partielle des assurances serait désavantageuse et même nuisible. Alors que les intéressés ont fini par s'habituer aux institutions existantes, elle troublerait toutes les habitudes, créerait des difficultés juridiques, financières et techniques sans nombre, et vraisemblablement, loin de rendre la gestion plus simple et meilleure marché, elle supprimerait ou limiterait d'une façon fâcheuse l'autonomie administrative.

Les propositions de création d'une « substructure locale » pour les trois assurances ne résisteraient pas non plus à l'examen. L'assurance-accidents n'a pas besoin de ces organes locaux, l'assurance-invalidité a des collaborations locales (les meilleurs concours lui venant des autorités communales), l'assurance-maladie est par définition localement organisée. Les trois assurances ont des fonctions si différentes qu'il serait pratiquement impossible de confier

à un seul et même organe local une partie de ces attributions.

L'assurance projetée en faveur des veuves et orphelins, devrait logiquement être rattachée à l'assurance contre l'invalidité.

Une extension de l'assurance à des catégories nouvelles de personnes, et une augmentation des prestations sont en soi désirables. Mais il faut tenir compte de la capacité de concurrence de l'industrie allemande, car les industriels étrangers n'ont pas à supporter de charges comparables.

Il faut d'ailleurs tenir ferme au principe que l'assurance sociale ne peut constituer une assistance de *toutes* les catégories de personnes en état de dépendance sociale : elle n'est destinée qu'à assurer aux personnes les plus faibles, au point de vue économique, une protection contre les détresses de la vie.

A la suite de cette communication, l'assemblée a voté une résolution reconnaissant la nécessité d'une réforme de l'assurance ouvrière, en particulier de l'assurance-maladie, mais « protestant énergiquement contre une unification de l'assurance ouvrière qui aurait pour condition la suppression des corporations ou une diminution de leur indépendance. La concentration des patrons dans les corporations par eux gérées a seule permis d'assurer aux ouvriers une protection efficace contre les suites des accidents, et la prévention même de ces risques. Une suppression des corporations par voie de fusion avec l'assurance contre l'invalidité aurait en outre pour effet de réduire les taux des rentes accordées en cas d'accident ».

°°

L'extinction des rentes d'invalidité et la mortalité générale.

L'Office impérial a récemment publié un important travail (entrepris en 1905) sur l'extinction (pour cause de mort, de rétablissement, etc.) des rentes d'invalidité accordées de 1891 à 1899. Cette enquête, qui fait suite aux travaux analogues entrepris en 1894-95 et en 1901 (avec des éléments d'observation naturellement moins complets) nous fournit des données très intéressantes relatives à l'influence de la durée d'invalidité.

Les discussions sur la situation financière des caisses d'assurance contre l'invalidité rendent de plus en plus nécessaires l'établissement de bonnes tables d'extinction des rentes d'invalidité, puisque

c'est au moyen de ces tables qu'on pourra évaluer les capitaux représentatifs de rentes d'invalidité.

On avait admis, lors des travaux antérieurs que, à mesure qu'augmente la durée de jouissance de la pension d'invalidité, la mortalité des invalides se rapproche de la mortalité générale (hommes) de la nation allemande; elle finirait même par se confondre avec elle. Il s'agissait de vérifier cette première hypothèse, et de voir, en outre, si pour les premières années de jouissance de la rente, la table d'extinction allait se maintenir.

L'Office impérial disposait cette fois-ci de douze années d'observation (1891 à 1903). Les cas examinés, ou rentes accordées de 1891 à 1899 étaient au nombre de 444.654, dont 311.540 (70 0/0) rentes accordées à des hommes et 133.114 (30 0/0) rentes accordées à des femmes.

Or, depuis le jour de l'allocation de la rente jusqu'au jour anniversaire de cette allocation en 1903, 210.482 rentes s'étaient éteintes, soit :

Par suite de mort.....	200.570	(95,27 %)
Par suite de recouvrement de la capacité de gain.....	8.359	(3,97 %)
Pour autres causes.....	1.553	(0,74 %)
	210.482	

L'influence de l'âge et de la durée de jouissance sur l'extinction des rentes ressort du tableau ci-dessous :

Age lors de l'allocation de la rente.	Sexe.	Sur 100 personnes qui sont devenues invalides à l'âge ci-contre (col. 1) et qui ont commencé leur année de jouissance, ont cessé au cours de cette année d'être en jouissance de la rente.						
		1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e
20	Hommes....	60,00	35,00	21,30	14,65	10,60	8,00	6,50
	Femmes....	53,10	22,10	12,60	8,70	6,95	5,60	4,55
	Ensemble...	56,50	28,20	16,60	11,25	8,50	6,60	5,35
30	Hommes....	47,90	27,80	17,80	11,95	9,14	7,37	6,12
	Femmes....	27,00	14,00	8,40	6,00	4,80	4,00	3,50
	Ensemble...	39,90	22,25	13,35	9,45	7,24	5,93	5,07
40	Hommes....	36,95	21,50	13,45	10,00	8,17	7,00	6,09
	Femmes....	17,30	9,50	5,86	4,40	3,78	3,39	3,10
	Ensemble...	30,80	17,55	10,88	8,04	6,59	5,72	5,07

Age lors de l'allocation de la rente.	Sexe.	Sur 100 personnes qui sont devenues invalides à l'âge ci-contre (col. 1) et qui ont commencé leur 1 ^{re} 2 ^e 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e année de jouissance, ont cessé au cours de cette année d'être en jouissance de la rente.						
50	Hommes...	26,60	15,55	10,50	8,62	7,64	6,90	6,31
	Femmes...	11,70	7,26	4,92	4,10	3,72	3,45	3,35
	Ensemble...	22,15	13,05	8,73	7,15	6,33	5,75	5,35
60	Hommes...	17,20	11,10	9,01	8,05	7,60	7,45	7,85
	Femmes...	8,00	6,05	4,95	4,50	4,50	4,75	5,00
	Ensemble...	14,50	9,55	7,76	6,94	6,61	6,63	6,99
70	Hommes...	13,10	10,80	10,65	11,15	11,75	12,40	13,10
	Femmes...	7,35	7,20	7,50	8,10	8,75	9,45	10,20
	Ensemble...	11,38	9,72	9,71	10,24	10,85	11,52	12,23

Abstraction faite des âges très avancés, il y a plus de pensionnés qui disparaissent au cours de leur première année de jouissance qu'il n'y a de disparitions au cours de la deuxième année. La proportion des extinctions au cours de la première année dépend essentiellement de l'âge des pensionnés. Cette proportion est plus forte chez les jeunes gens que chez les hommes d'un certain âge. Les différences sont même considérables. En ce qui concerne les jeunes gens, la probabilité de cesser d'être en jouissance de la rente dès la première année est à peu près de moitié; pour les hommes d'âge mûr, elle tombe au quart, et diminue encore avec l'âge.

L'explication de ce fait est aisée. Les personnes jeunes qui deviennent invalides sont frappées pour la plupart de maladies très graves, promptement mortelles, et surtout de tuberculose. Au contraire, parmi les personnes qui deviennent invalides à un âge déjà plus avancé, il en est beaucoup pour lesquelles la cause de l'invalidité est une diminution progressive des forces; beaucoup aussi sont atteintes de maladies qui sans doute réduisent très notablement leur capacité de gain, mais qui n'ont pas pour conséquence une mortalité exceptionnelle.

Parmi les invalides on rencontre d'une part des personnes robustes, résistantes, d'autre part des personnes atteintes de maladies graves, moins résistantes. Le deuxième groupe fournit le plus grand nombre de ces cas de mort qui font paraître si élevée la mortalité des invalides au cours des premiers mois ou années de jouissance de la pension. Plus ce groupe est atteint par la mort,

plus favorable aux invalides du groupe résistant apparaît le pourcentage.

Il se peut, en outre, que maint invalide, mis en mesure par la pension elle-même de mieux ménager les forces qui lui restent, acquière ainsi, au cours de sa période d'invalidité, une résistance plus grande.

L'augmentation de la part prise par les résistants dans l'ensemble, a pour conséquence que le coefficient de la mortalité, d'abord très élevé, baisse bientôt très notablement. Le ralentissement d'année en année est surtout frappant lorsqu'il s'agit des jeunes invalides, — c'est d'ailleurs chez eux que la mortalité diffère le plus notablement de la mortalité moyenne des personnes du même âge. — Le ralentissement est beaucoup moins frappant lorsqu'il s'agit d'invalides âgés.

Les coefficients d'extinction sont, pour les femmes, notablement plus bas que pour les hommes, particulièrement dans les âges moyens. A mesure qu'augmente la durée de l'invalidité, la différence entre les deux sexes s'atténue. Mais elle reste toujours plus considérable que la différence constatée, entre sexes, dans la mortalité de la population allemande.

La statistique que nous analysons *n'a pas confirmé* l'hypothèse que, au bout d'un certain nombre d'années de jouissance, les probabilités d'extinction devaient se confondre avec les probabilités de mort, indiquées pour les hommes par la table de mortalité de la population allemande. Sans doute, s'il s'est écoulé depuis l'entrée en invalidité une période assez longue, dix ans à peu près pour les personnes d'un âge moyen, plus de dix pour les jeunes, moins de dix pour les personnes âgées, l'extinction ne dépend plus que de l'âge et cesse de dépendre aussi de la durée d'invalidité. Les probabilités d'extinction restent néanmoins, pour les invalides jeunes, notablement supérieures aux probabilités de mort indiquées par la table générale allemande; à mesure qu'il s'agit d'âges plus élevés, les deux courbes se rapprochent; pour les âges avancés (à partir de 70 ans à peu près) le cours de mortalité des invalides reste même au-dessous de la courbe générale.

A titre d'exemple, nous donnons ci-dessous, toujours d'après les analyses publiées par l'Office impérial, les chiffres afférents à quelques âges, pour les pensionnés soustraits déjà à l'influence de la durée d'invalidité en mettant en regard les chiffres correspondants de la table générale de mortalité allemande (hommes).

Age.	Sur 100 personnes, disparurent au cours d'une année	
	d'après la nouvelle table d'extinction des rentes d'invalidité.	d'après la table de mortalité allemande (hommes).
35.....	3,32	1,10
40.....	3,56	1,36
45.....	3,81	1,68
50.....	4,11	2,15
55.....	4,59	2,79
60.....	5,41	3,82
65.....	6,63	5,52
70.....	8,67	8,11
75.....	11,52	12,00
80.....	15,60	17,45



Le budget de l'Office impérial des assurances.

Il n'est pas sans intérêt de noter la composition et le coût de cet organe central de surveillance, tribunal suprême en même temps pour les deux assurances accidents et invalidité.

Le projet de budget de 1907 prévoit :

- 1 président;
- 2 directeurs;
- 22 présidents de Sénat (présidents des chambres arbitrales);
- 39 membres permanents;
- 1 chef de bureau des calculs;
- 2 actuaires;
- 1 réviseur des comptes;
- 2 chefs de bureau et 144 employés de bureau;
- 1 chef de chancellerie et 83 secrétaires;
- 1 chef de garçons et 37 serviteurs divers.

Au total 336 employés (332 en 1906). Le nombre des membres permanents augmente, parce que le nombre de procès à instruire s'accroît.

Le projet de budget demande qu'on porte à 5.700 marcs le traitement maximum des actuaires (2.400 à 4.800 marcs actuellement).

87 juges sont en outre chargés à titre subsidiaire de fonctions

à l'Office impérial; leur indemnité sera de 1.500 marcs (1.200 jusqu'ici).

Au total, l'Office impérial coûtera 2.140.280 marcs en 1907, si, conformément aux habitudes, le projet de budget est approuvé.



Le prochain recensement professionnel.

L'Allemagne procédera en juillet 1907 à un recensement professionnel analogue à celui de 1895.

On rejettera au second plan des questions qui avaient occupé en 1895 : l'extension de l'industrie à domicile, par exemple, et le chômage, l'une parce qu'entre temps le *Verein für Sozialpolitik* a fait des enquêtes décisives, l'autre parce que les résultats du recensement avaient été sans grande valeur.

Mais, par contre, l'assurance sociale est au premier plan. Pour la première fois, on demandera si le recensé cotise à l'assurance contre l'invalidité et s'il touche une rente d'accident ou d'invalidité.

En outre, en vue de la préparation de l'assurance des veuves et orphelins, on demandera aux veuves et orphelins quelle était la profession du père décédé.

On demandera enfin à chacun quelles ont été ses professions antérieures et s'il est devenu incapable de gain dans ces professions-là.

GRANDE-BRETAGNE

LA NOUVELLE LOI

SUR

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Note par Auguste MONNIER

Docteur en droit.

On sait quel était jusqu'ici l'état de la législation anglaise sur les accidents du travail⁽¹⁾. Le *Workmen's Compensation Act* du 6 août 1897 limitait l'application du risque professionnel aux principales industries ; cette loi avait été, avec certaines restrictions, étendue aux exploitations agricoles par l'Act du 30 juillet 1900.

Le domaine des *Compensation Acts* était, comme on le voit, assez restreint. Volontairement le champ d'action du principe nouveau avait été très circonscrit au début et ne devait être que *peu à peu*, après expérience faite, élargi et généralisé.

Ce principe de progression lente sur lequel nous insistons parce qu'il constituait la base même du Bill Ridley-Chamberlain devenu l'Act de 1897, avait été respecté par les précédents gouvernements conservateurs.

Ce n'est pas que l'on s'endormît sur les extensions projetées du Risque professionnel, mais on tenait à agir avec méthode.

C'est ainsi qu'en 1904, une Commission d'enquête fut chargée de rechercher dans quelles conditions et à quelles industries restées en dehors du *Compensation Act* de 1897, il conviendrait d'accorder le bénéfice de cette loi⁽²⁾.

Dans son rapport très documenté, la Commission royale con-

(1) Voir *Bulletin des Accidents*, 1897, p. 470 et 1900, p. 298.

(2) Voir *Report of the Royal Commission appointed to inquire into the law relating to Compensation for injuries to Workmen*.

cluait à la généralisation du Risque professionnel à *toute* l'industrie proprement dite, mais elle émettait un vœu formel pour que soit maintenue l'exclusion des employés de commerce. Elle considérait aussi comme prématuré d'étendre l'Act de 1897 aux gens de mer, déjà protégés dans une certaine mesure par les *Merchant Shipping Acts*, aux ouvriers et employés de l'État et surtout elle repoussait énergiquement l'assimilation demandée par les Trade-Unions, des maladies professionnelles aux accidents.

Le bill actuellement soumis aux Lords semble n'avoir tenu aucun compte des conclusions de la commission d'enquête.

Tel qu'il est, prêt à devenir loi, le *Workmen's Compensation Bill*, déposé sur le bureau des communes le 26 mars 1906 au nom du Gouvernement⁽¹⁾, contient après les transformations successives résultant de l'initiative du *Standing Committee* et des amendements votés par les deux Chambres, les principales dispositions suivantes :

1° La loi s'appliquera désormais en faveur de *tout ouvrier* (workman) et le mot « ouvrier » est ainsi défini par l'article 13 du bill :

« L'expression « ouvrier » exclut toute personne recevant « un salaire annuel supérieur à 250 £, ou une personne dont « l'emploi est de nature occasionnelle (*casual*) et qui est employée à d'autres travaux qu'à ceux qui se rattachent directement à l'industrie ou au commerce du patron; elle exclut « également les agents des forces de police, les ouvriers travaillant à domicile, les serviteurs attachés à la personne (*domestic servant*) ou les membres de la famille de l'employeur habitant « dans sa maison, mais, sous ces restrictions, elle s'applique à toute « personne liée à un patron par un contrat de louage de services « ou d'apprentissage et qui travaille en exécution dudit contrat soit « d'une façon manuelle, soit à un travail d'écritures (*clerical work*) « ou de toute autre manière, que le contrat soit exprès ou tacite, « verbal ou écrit ».

Ainsi, d'après ce texte, le risque professionnel englobe désormais *toute l'industrie, tout le commerce*, et même, en vertu d'un amendement de M. H. Marks, voté le 5 décembre 1906, l'exception visant les serviteurs à gage est supprimée et eux aussi vont maintenant pouvoir invoquer le *Compensation Act* en leur faveur.

(1) Cf. l'analyse des premières discussions, par M. Fuster, *Bulletin*, 1906, p. 247.

2° Par son article 7, le projet accorde aux *marins* (*seamen*) les avantages du Risque professionnel. C'est là peut-être l'innovation la plus importante, tant en raison de la gravité du risque de mer en lui-même que du nombre considérable des nouveaux éléments assujettis.

La loi s'applique de ce chef aux marins et mousses (*apprentices*) employés dans la navigation en général (*sea service*) ou dans la pêche maritime (*sea-fishing service*). Elle exclut cependant les hommes faisant partie de l'équipage d'un bateau de pêche, s'ils sont payés sous forme de participation au bénéfice de l'entreprise (§ 4, art. 7).

L'article 7 combine avec le *Compensation Act* certaines dispositions du *Merchant shipping Act* de 1894.

3° L'article 9 du Bill introduit le principe du Risque professionnel dans les usines, ateliers et manufactures de l'État chaque fois qu'il peut être considéré comme État-patron.

« Cet Act, dispose le § 4 de l'article 9, ne s'appliquera pas aux « personnes attachées au service naval (armée de mer) et militaire « (armée de terre) de la Couronne, mais autrement s'appliquera « aux ouvriers employés par la Couronne quand le travail qu'ils « exécutent est un de ceux auxquels l'Act serait applicable si le « patron était un particulier ».

4° Après avoir ainsi étendu l'application du *Workmen's Compensation Act* à tous les travailleurs, le législateur de 1906 a encore élargi le domaine du risque professionnel en lui-même.

L'article 8 du Bill *assimile* les maladies professionnelles (*industrial diseases*) aux accidents.

« Si l'incapacité résulte d'une maladie provoquée par la nature « du travail auquel l'ouvrier était employé pendant les douze mois « qui ont précédé la date de la cessation du travail, cet ouvrier ou « ses représentants auront droit à indemnité conformément aux « dispositions du présent Act, *comme si la maladie était un acci-* « *dent* et la suspension de travail en résultant un dommage physi- « que survenu à l'occasion et dans le cours du travail ».

« La naissance de l'incapacité ou la suspension du travail sera, « dans ce cas, considérée comme la survenance d'un accident ».

Dans une troisième cédula ajoutée à celles déjà existantes dans la loi ancienne, le Bill énumère les diverses maladies qui devront être assimilées aux accidents et les opérations industrielles (*process*) qui sont supposées posséder la spécialité de ces maladies.

5° En ce qui concerne l'Agriculture, l'Act de 1900 qui concernait particulièrement cette industrie est abrogé purement et simplement (art. 16, § 2); l'Agriculture rentre désormais dans le statut général.

Ainsi disparaît la restriction (qu'on pouvait pourtant juger justifiée) en faveur du petit patron agriculteur qui devait, d'après cette loi, employer au moins un ouvrier pendant toute l'année pour être soumis au risque professionnel.

6° Enfin le *Workmen's Compensation Act* de 1897 est, lui aussi, abrogé.

C'est une refonte complète du système antérieur.

7° La question du délai de carence est une de celles qui avaient le plus nettement motivé les exigences des Trade-Unions. On sait que, d'après le *Compensation Act* de 1897, les accidents n'étaient indemnisés qu'à partir du quinzième jour de l'incapacité.

Le Bill du 26 mars 1906 réduisait ce délai de deux semaines à une seule, mais le *Standing Committee* des Communes, renchérissant sur cette première concession, ramena la carence à *trois* jours malgré l'opposition du Gouvernement.

M. Herbert Gladstone a réussi néanmoins à faire voter, lors de la troisième lecture (29 novembre), un amendement rétablissant le délai d'une semaine proposé tout d'abord.

Telles sont, esquissées à grands traits, les principales innovations du projet Gladstone. Il est facile de mesurer à première vue et malgré cette analyse rapide et incomplète que nous développerons, comme il convient, dans un prochain article, l'immense portée de fait de cette œuvre législative.

Il semble qu'avant tout on ait voulu aller vite. De là, à en juger par un premier examen de la loi, un manque d'unité et aussi une généralisation excessive.

On reprochait déjà à l'Act de 1897 des obscurités de rédaction.

Il est à craindre que l'interprétation du nouveau statut, par exemple, à propos des maladies professionnelles, ne provoque d'innombrables litiges.

FRANCE

OBSERVATIONS

CONCERNANT LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1905

sur la

CAISSE DE PRÉVOYANCE DES MARINS FRANÇAIS⁽¹⁾

Par M. D. DELÉARDE

ARTICLE PREMIER. — Cet article maintient que la loi ne comprend que le personnel français, elle laisse de côté les *étrangers* : la législation applicable à ces derniers sera donc celle du droit commun et, comme il y a fréquemment dans le personnel non inscrit un certain nombre d'étrangers, puisque ceux-ci peuvent atteindre le 1/4 de l'ensemble des marins embarqués à bord d'un navire, il se trouve que la nouvelle loi laisse subsister des droits différents pour le personnel d'un même navire, alors qu'elle avait pour but, par l'incorporation des non-inscrits, d'unifier la garantie au même titre que les risques.

Dans la circonstance, les étrangers sont moins bien traités que dans la loi du 9 avril 1898 applicable aux ouvriers terriens, car la loi du 29 décembre 1905 n'a prévu à leur égard aucune disposition, et ils restent aux risques de l'armateur contre lequel ils n'auront recours qu'en vertu du droit commun.

Il est permis de se demander quel est le droit commun qu'ils invoqueront.

Sera-ce le Code civil (art. 1382 et suivants) ou la loi du 12 avril 1906 étendant aux entreprises commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 ?

(1) Le Bulletin a déjà publié relativement à cette loi qui remplace la loi du 21 avril 1898, une étude de M. Renard (*Bulletin*, 1905, p. 617), nous nous bornerons donc à des observations qui nous paraissent n'avoir pas encore été présentées.

Aux termes de l'article 633 du Code de commerce, sont réputés actes de commerce « tous engagements de mer pour le service de bâtiments de commerce » ; il s'ensuit que si les inscrits et les non-inscrits français ne peuvent, en raison de la loi du 29 décembre 1905 qui les concerne, se prévaloir de la loi du 12 avril 1906, les étrangers ne manqueront pas de réclamer l'application de cette dernière loi pour obtenir les avantages de la loi du 9 avril 1898 dont les conditions sont plus favorables et la procédure plus facile que les articles 1382 et suivants du Code civil.

Il existe donc là un conflit de juridiction qu'il sera intéressant de voir résoudre, et, comme il nous paraît difficile légalement de refuser l'application de la loi du 12 avril 1906 aux marins étrangers embarqués à bord d'un bâtiment de commerce, il se trouvera qu'à bord du même navire le personnel, suivant sa nationalité, sera assujéti soit à la loi du 29 décembre 1905, soit à celle du 9 avril 1898. Ce n'est certainement pas ce qu'ont voulu les auteurs de la nouvelle loi, puisqu'ils avaient rejeté toute application de la loi du 9 avril 1898 au personnel maritime, en refusant le projet qu'avait préparé une commission interparlementaire instituée par le ministère du Commerce.

Il y aura lieu d'amender la loi du 12 avril 1906 en la déclarant non applicable aux marins du commerce, quelle que soit leur nationalité, si l'on tient à résoudre le conflit de juridiction relevé.

Pour les marins étrangers embarqués sur des navires de plaisance, ce conflit de juridiction n'existe pas et ces marins ne pourront invoquer à l'égard des propriétaires de ces navires que les articles 1382 et suivants du Code civil.

ART. 2. — Cet article modifie les conditions établies par la loi du 21 avril 1898, l'article 81 de la loi de finances du 30 mars 1902 et le décret du 8 décembre 1902, pour les *recettes* destinées à la Caisse de prévoyance; celle-ci est toujours alimentée par les cotisations des participants, celles des armateurs, cotisations dont il sera question à propos des articles 3 et 4, par des dons et legs de particuliers et par des subsides éventuels des départements, des communes, des établissements publics et des associations; mais comme on a considérablement augmenté les rentes et indemnités, il a fallu créer de nouvelles ressources et, comme aliments nouveaux, on a prévu : 1° *Une subvention accordée sur les fonds provenant de la retenue des 6 0/0 sur les primes à la marine marchande et fixée annuellement par le ministre de la Marine dans la limite des*

deux tiers du montant de ces fonds, on estime que cette subvention donnera une somme annuelle de 1.800.000 francs; mais cette retenue sera faite d'après les dispositions de la nouvelle loi du 19 avril 1906 sur la marine marchande qui, aux termes de l'article 7, fait inscrire au budget du ministère de la Marine des crédits égaux aux primes à la marine marchande, afin d'éviter l'inconvénient de représenter comme versées par les constructeurs aux institutions d'assistance maritime des subventions dont la charge est supportée par le Trésor public. Il est à remarquer que la nouvelle loi sur la marine marchande n'a d'effet que pour une durée de 12 années, de sorte qu'on peut se demander, en admettant que cette loi ne soit pas modifiée comme l'a été celle de 1902 qui l'a précédée, si ce chapitre de recettes est bien fixe et ne subira pas des fluctuations que seul peut empêcher le maintien perpétuel au budget de la Marine de la somme de 1.800.000 francs ci-dessus prévue et indispensablement nécessaire pour le fonctionnement de la Caisse.

2° Une retenue qui ne pourra dépasser, dans aucun cas, 0,50 0/0 pour cent francs, sur les marchés à passer en France pour les dépenses de matériel de la marine; cette retenue aurait pour but de créer le supplément des ressources nécessaire au fonctionnement de la Caisse de prévoyance et à l'équilibre du système financier inauguré par le projet. C'est un retour de la retenue de 3 0/0 qui, depuis l'édit de mars 1713, a existé jusqu'à sa suppression par la loi de finances du 29 décembre 1882. Dans son projet de ressources de la Caisse, le ministère de la Marine prévoit l'application du taux de 0,40 0/0 au lieu du maximum de 0,50, pour une recette annuelle de 536.000 francs.

Pour cette recette, M. Le Bail estime, contrairement au raisonnement tenu pour la subvention accordée sur les primes de la marine marchande, que le chiffre modeste de 0,50 0/0 sur le montant des marchés de la marine peut faire présumer que cette retenue n'influencera guère les marchés des fournitures et que les conséquences les plus heureuses en résulteront pour la Caisse de prévoyance sans que l'État reçoive la répercussion de la réforme. Il vaut mieux ne pas être affirmatif en la circonstance, car ces adjudicataires des marchés de la marine sauront tenir compte dans l'évaluation de leurs prix de la charge dont on va imposer la valeur de leurs marchandises.

3° *Les intérêts des capitaux en caisse.* La nouvelle loi a supprimé

le système de la *capitalisation ordinaire* appliqué par la loi du 21 avril 1898 pour lui substituer le système de *capitalisation avec fonds de réserve* employé depuis longtemps en Belgique. Tous les fonds de la Caisse devant être placés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor et en obligations garanties par l'État, on prévoit, dans la première année d'application, un revenu de 300.000 francs pour un capital de dix millions dont se compose actuellement l'actif de la Caisse.

Enfin, comme dans la loi du 21 avril 1898 le nouveau texte prévoit qu'en cas d'insuffisance des ressources de la Caisse, il sera fait par l'État des avances, non productives d'intérêts, remboursables au moyen de ressources ultérieures annuellement versées.

ART. 3. — Cet article a apporté des réductions sensibles sur la *contribution des participants* à la Caisse de prévoyance.

La plupart des Syndicats de marins avaient réclamé la suppression de toute cotisation, se fondant sur la loi des accidents du travail applicable aux industries terrestres qui n'impose aucune contribution aux assujettis. Le Parlement n'a pas fait droit à cette demande.

A notre avis, le principe qui domine pour l'obligation des participants aux ressources de la Caisse de prévoyance est que celle-ci garantissant la maladie en même temps que les blessures, les intéressés doivent pour ce premier risque payer une contribution parce que ce risque ne saurait incomber entièrement au patron quel qu'il soit. Ce principe est d'ailleurs admis par toutes les puissances étrangères dans lesquelles l'assurance maladie est instituée et même en France dans le projet sur les maladies professionnelles déposé par le Gouvernement, le 16 mai 1905, à la Chambre des députés.

L'article 3 de la nouvelle loi stipule les cotisations à payer par les participants. Elles sont de deux sortes : 1° proportionnelles aux salaires portés sur le rôle d'équipage pour les inscrits ou non-inscrits naviguant au long cours, au cabotage international ou aux grandes pêches ; 2° déterminées fixement par mois pour les inscrits et non-inscrits pratiquant le cabotage français, la pêche au large, le pilotage, le bornage ou la petite pêche.

Dans le premier cas, la cotisation varie suivant que le participant fait ou non partie du personnel officier ou assimilé et il y a lieu de remarquer que, pour les capitaines commandant les navires de commerce, leur cotisation de 1 0/0 se calcule en outre sur tous leurs profits accessoires, tels que, notamment, chapeau, remise sur les primes. Il en est de même pour les chefs mécaniciens dont la

cotisation porte également non seulement sur le salaire inscrit sur le rôle d'équipage, mais aussi sur les remises qui leur sont attribuées pour économies de charbon. Et pour éviter toute dissimulation ou fausse déclaration sur l'évaluation de ces avantages particuliers de la part des capitaines et des chefs mécaniciens, la loi a prévu une sanction portant au triple la cotisation sur le montant des omissions constatées.

Cette disposition de l'article 3 n'a trait qu'aux capitaines commandant les navires de commerce, mais s'applique à tous les chefs mécaniciens attachés ou non à des navires de commerce, par conséquent à des navires de plaisance.

Quel sera le cas d'un capitaine commandant un navire de plaisance auquel le propriétaire allouerait des gratifications suivant une traversée effectuée dans des conditions favorables de durée ou pour d'autres motifs? Il ne devra pas les déclarer au fonctionnaire de la marine chargé de percevoir les cotisations.

En outre, il faut observer que seuls de tous les intéressés, participants et armateurs, les capitaines des navires de commerce et les mécaniciens sont astreints au paiement de la cotisation basée sur les profits accessoires de leurs fonctions; les armateurs, d'après les termes de l'article 4, ne doivent leurs taxes que sur les salaires portés au rôle d'équipage. Il est permis de se demander le mobile qui a fait agir le législateur en imposant cette charge supplémentaire à ces deux seuls assujettis, charge qui, pour eux peut avoir son prix, alors qu'elle n'augmente que dans une mesure très faible les ressources de la Caisse puisque les armateurs ne la supportent pas.

Il s'agit d'une somme qui atteindra quelques centaines de francs sur un budget total de 4 à 5 millions de recettes et comme lors de sa fixation et sa perception, elle donnera sans doute lieu à discussion, il est à prévoir que les capitaines et mécaniciens agiront de façon à être exonérés de cette cotisation supplémentaire.

Dans le second cas, la cotisation mensuelle varie de 75 à 10 centimes suivant le grade du participant depuis le capitaine, maître, officier ou assimilé jusqu'au mousse ou assimilé et, dans ce cas, il n'est plus question de chapeau, remise de primes ou d'économie de charbon entrant dans le calcul de la cotisation puisque celle-ci est mensuellement uniforme.

Il sera nécessaire de bien marquer les différents grades pour éviter les erreurs dans l'application du taux de la cotisation.

Enfin, pour en terminer avec l'article 3, il faut observer que la loi a fait une distinction particulière entre les différentes navigations. Elle les a classées en deux grandes catégories : 1° long cours, cabotage international et grandes pêches ; 2° cabotage français, la pêche au large, le pilotage, etc. Ces diverses navigations s'expliquent par leur énoncé.

Le long cours est défini par l'article 377 du Code de commerce ; toutefois, d'après l'article 15 de la loi sur la marine marchande du 19 avril 1906, l'Islande, y compris ses eaux territoriales, est considérée comme rentrant dans les limites du cabotage international. De sorte que les grandes pêches de Terre-Neuve et d'Islande sont bien classées dans la première catégorie.

Il y a cependant une particularité pour le cabotage. La loi a supprimé les appellations anciennes de grand et de petit cabotage qui s'entendaient pour le petit cabotage des ports français de l'Océan aux ports de Belgique, Hollande, Angleterre, Écosse et Irlande, des ports français de la Méditerranée à Malaga, Naples, la Sardaigne, les Baléares ; et pour le grand cabotage dans l'Océan, en ajoutant à l'énumération précédente le Danemark, l'Espagne et le Portugal ; dans la Méditerranée, en complétant par l'Algérie les ports de l'Océan et les autres ports de la Méditerranée.

La loi les a remplacées par celles de cabotage international et de cabotage français. Il s'ensuit que le personnel d'un navire de Dunkerque, Calais ou Boulogne faisant le cabotage sur les côtes anglaises et belges, sera passible, comme faisant le cabotage international, 1^{re} catégorie de la navigation, de la taxe basée sur les salaires du rôle de l'équipage, alors que le personnel d'un navire attaché à l'un desdits ports, mais visitant les ports français de l'Océan et même ceux de la Méditerranée, c'est-à-dire de cabotage français, de la 2^e catégorie de navigation, devra payer la cotisation mensuelle prévue au 2^e alinéa de l'article 3.

Cette distinction est importante pour taxer la cotisation des participants.

ART. 4. — Cet article fixe la *part contributive de l'armateur* à 3,50 0/0 des salaires portés sur le rôle d'équipage pour les inscrits ainsi que pour les non-inscrits indiqués à l'article 1^{er}. Cette part était auparavant de 1,50 0/0 ; elle a donc plus que doublé ; mais elle est susceptible d'une réduction tout comme les cotisations des participants en vertu de l'article 14, si l'élévation du fonds de ré-

serve, la situation économique et la prospérité assurée de la Caisse le permettent.

A propos des salaires sur lesquels est basée la taxe de 3,50 0/0 des armateurs, M. Le Bail explique dans son rapport qu'ils doivent comprendre les loyers et les accessoires; mais, nous l'avons dit à propos de l'article 3, nous ne partageons nullement l'avis de M. Le Bail, attendu que les termes de l'article 14 stipulent formellement et uniquement les salaires *portés sur le rôle de l'équipage* sans aucune addition.

Les accessoires ont fait l'objet d'une mention spéciale à l'article 3, pour la perception de la cotisation des capitaines et des chefs mécaniciens. Comme ils ne figurent pas à l'article 4, les armateurs peuvent à bon droit prétendre que leur part doit être calculée sur les salaires du rôle sans y ajouter les accessoires. L'absence de toute discussion au Parlement a probablement empêché de mettre cette question au point et nous estimons que l'observation du rapporteur à propos des salaires a figuré à tort à l'occasion de l'article 4 et qu'elle avait toute sa portée pour l'article 3 de la loi.

Au surplus, si on expliquait le désir du rapporteur d'adopter les mêmes bases de perception pour les cotisations des capitaines et des mécaniciens et la part contributive des armateurs, on trouverait une contradiction formelle à ce désir dans la perception de la cotisation fixe mensuelle payée par les capitaines et mécaniciens faisant le cabotage français, la pêche au large et le pilotage pour lesquels les accessoires ne contribuent pas à la fixation de leurs taxes (Voir art. 3), et cependant ces capitaines et ces mécaniciens ont aussi leurs petits profits. En outre, comme on le verra plus loin, les armateurs dont les navires sont armés à la part (ainsi le sont souvent les bateaux faisant la pêche au large et le pilotage) paient une taxe égale aux sommes fixes mensuelles supportées par les marins, en vertu de l'article 6 de la loi du 11 avril 1881, ces sommes varient suivant le grade, de 3 francs à 0 fr. 30 par mois; là encore il y a impossibilité d'ajouter les accessoires aux salaires pour le paiement de la contribution des armateurs.

Il y a donc de nombreuses dérogations établies par la loi elle-même au principe que semble indiquer le rapporteur et ces dérogations sont telles qu'elles tuent le principe.

Il nous semble enfin que si les auteurs du projet avaient eu la ferme intention de comprendre les accessoires avec les salaires pour la perception des cotisations des capitaines et des mécaniciens au

long cours et au cabotage international et pour la contribution des armateurs, ils l'auraient exprimé dans un article spécial de la loi à l'instar du salaire de base dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Notre interprétation ne pourra malheureusement être soumise à la juridiction judiciaire, mais seulement à la juridiction administrative puisque la gestion de la Caisse de prévoyance est confiée au ministre de la Marine; mais un recours au Conseil d'État pourra faire trancher définitivement la question.

Deux exceptions sont d'ailleurs faites au mode de perception des apports des armateurs, par les 2^e et 3^e alinéas.

ART. 5. — L'article 5 est le plus important de la nouvelle loi, c'est en vue de ses dispositions qu'on a remanié et abrogé la loi du 21 avril 1898 dont les *indemnités* avaient été reconnues trop faibles par tous les participants et avaient été l'objet de tant de réclamations.

Avant de parler des nouvelles indemnités allouées par la loi du 29 décembre 1905, nous devons faire ressortir une première innovation importante résultant de la nouvelle rédaction du 1^{er} paragraphe de cet article qui détermine les risques assurés, à savoir les blessures ou maladies ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de la profession survenu pendant toute la durée d'un embarquement sur un navire français ou *s'y rattachant étroitement*.

Ces derniers mots ont pour but d'empêcher les injustices qui naissent d'une application trop littérale et trop judaïque de la loi; mais à notre avis ils ont un sens aussi vague que large appelé à rendre leur interprétation extrêmement délicate et difficile; on pourra utilement, à cet égard, relire toute la partie de l'exposé des motifs de la loi relative à cette question.

L'exposé des motifs cite en effet quelques exemples se rattachant à l'exercice de la profession principale de marin, qui en sont l'accessoire obligatoire, le prolongement inévitable, la condition nécessaire; mais combien d'autres n'essaiera-t-on pas de faire rentrer dans ces cas et comme il faudra prendre garde d'éviter la fraude et la mauvaise foi de se donner carrière et combien délicate sera la démonstration qu'un acte est frauduleux et ne se rattache pas étroitement à l'embarquement! Nous prévoyons de gros conflits, dans l'application de cette disposition.

Nous relevons cependant dans l'exposé des motifs le cas de la

navigation en eaux fluviales d'un navire de mer, qui donne au personnel français de ce navire le droit absolu de profiter uniquement de la loi au profit des marins. Cette solution est heureuse et met fin aux interprétations, controversées du reste, des tribunaux qui avaient assujéti à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Cour de Paris, 20 févr. 1904, *Recueil Villetard de Prunières*, 6^e année, p. 82) les accidents survenant dans les eaux fluviales aux marins attachés à un navire de mer. Les armateurs pourront donc maintenant dans de pareils cas être exonérés de l'application de la loi du 9 avril 1898. Il en sera de même pour le personnel qu'ils emploient au gardiennage des bateaux désarmés, aux petites réparations de leurs navires comme aussi aux travaux d'armement et de désarmement, à condition toutefois que ce personnel fasse ou doive faire partie de l'équipage de ces navires.

L'article 5, nous l'avons dit, fixe le montant des pensions et indemnités suivant un *tarif* inséré à la suite de la loi.

Ce tarif présente deux importantes modifications sur celui de la loi du 21 avril 1898 :

1^o Il élève considérablement le tarif des pensions de la loi du 21 avril 1898.

2^o Il crée une catégorie nouvelle de pensions : celle relative à l'infirmité permanente partielle que ne comportait pas la loi de 1898.

Nous allons examiner successivement ces deux modifications.

1^o L'élévation des pensions est considérable, puisque pour les officiers, capitaines, mécaniciens de 1^{re} ou 2^e classe, officiers de tous grades, la pension due en cas d'infirmité permanente et absolue (1^{er} degré) se trouve quadruplée et même sextuplée par rapport à celle qu'accordait la loi du 21 avril 1898. Les pensions attribuables à leurs veuves et ascendants sont en moyenne quadruplées.

Le simple matelot figurant à la dernière catégorie du tarif reçoit 600 francs pour la pension d'invalidité du 1^{er} degré et 390 francs pour celle du 2^e degré, alors qu'auparavant il ne recevait que 204 francs lorsque son infirmité le mettait dans l'impossibilité absolue définitive de continuer la navigation et même 102 francs s'il était titulaire d'une pension militaire, civile ou de demi-solde payée par la Caisse des Invalides ; la pension de la veuve est portée de 192 francs à 360 francs ; le secours annuel aux ascendants qui n'était que de 96 francs passe à 180 francs, et le supplément annuel aux enfants âgés de moins de 10 ans, qui n'était que de 36 ou

24 francs, arrive à un taux uniforme de 50 francs en même temps qu'il est prolongé au delà de 10 ans jusqu'à l'âge de 16 ans suivant le principe adopté dans l'industrie terrestre par la loi du 9 avril 1898.

On remarquera que les pensions sont fixes et ne sont nullement calculées, comme dans la loi du 9 avril 1898, sur une base proportionnelle aux salaires. Cependant celles d'infirmité du 1^{er} degré paraissent avoir été approximativement fixées à raison des $\frac{2}{3}$ du salaire annuel des participants. Dans la 6^e et dernière catégorie cette pension est de 600 francs pour les agents de services ayant une paye mensuelle de 75 francs et au-dessous, soit un salaire annuel de 900 francs.

Il y a lieu de signaler une modification apportée par la loi de finances du 17 avril 1906 au tarif figurant dans la loi du 29 décembre 1905, en ce qui concerne les mécaniciens. Ceux-ci avaient été classés en quatre catégories suivant qu'ils étaient de 1^{re} ou de 2^e classe et dirigeaient une machine d'une force supérieure ou inférieure à 4.000 chevaux effectifs.

La Fédération des syndicats des officiers mécaniciens brevetés de la marine du commerce a protesté contre cette classification et réclamé, comme elle l'avait tant de fois demandé dans ses revendications au ministre de la Marine, de ne créer, dans la nouvelle loi, que deux catégories de mécaniciens correspondant à leurs brevets de 1^{re} ou de 2^e classe ainsi qu'on l'a fait aux capitaines aulong cours. Elle a donc demandé au ministre de la Marine de supprimer les mécaniciens de la 1^{re} catégorie et de la 4^e catégorie du tarif pour les répartir comme suit : les mécaniciens de 1^{re} classe dans la 2^e catégorie, et ceux de 2^e classe dans la 3^e catégorie, sans tenir compte de la force des machines qu'ils auront conduites.

Cette protestation a été favorablement accueillie et a fait l'objet de l'article 47 de la loi de finances du 17 avril 1906.

2^o La loi du 29 décembre 1905 a créé une nouvelle catégorie de pensions correspondant à l'infirmité permanente partielle.

La loi du 21 avril 1898 ne faisait pas de distinction entre l'incapacité de travail absolue et permanente et l'incapacité de travail partielle et permanente, elle n'accordait de pension d'infirmité que dans le seul cas d'impossibilité absolue et définitive de continuer la navigation quelles que soient les blessures ou les infirmités qui amèneraient cette impossibilité. Il y avait là une lacune et les auteurs de la proposition ont voulu placer les marins sur le pied

d'égalité des terriens en leur accordant comme à ceux-ci une rente en cas d'infirmité permanente partielle de travail; seulement ils n'ont pas adopté, comme dans la loi du 9 avril 1898, pour base de fixation de cette rente le degré de cette infirmité, ils l'ont établie d'une façon uniforme, immuable, quel que soit même le degré de l'infirmité permanente partielle, infirmité qui n'est même pas autrement définie dans la loi, à une quotité invariable qui est mathématiquement égale aux $\frac{13}{20}$ de la pension due pour l'infirmité permanente absolue; cette proposition de $\frac{13}{20}$ devient un forfait pour toute infirmité partielle même minime, fût-elle de 1 ou 2 0/0.

Cette disposition nous semble illogique et de plus appelée à coûter à la Caisse de prévoyance des sommes beaucoup plus considérables que celles prévues par les auteurs de la nouvelle loi. Ceux-ci ne se sont certainement pas inspirés de l'expérience de l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. La statistique du nombre des accidents graves (mort ou incapacité permanente absolue et incapacité permanente partielle) publiée chaque trimestre au *Journal officiel* par les soins de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au ministère du Commerce ⁽¹⁾ démontre que dans l'industrie terrestre si le nombre des cas d'infirmité permanente absolue demeure presque constant, celui des cas d'infirmité permanente partielle s'accroît chaque année dans des conditions vraiment effrayantes ainsi que le prouve le résumé ci-dessous :

Années	Nombre des cas d'incapacité permanente	
	Absolue	Partielle
1899 (2 ^e sem.).....	13	352
1900.....	139	4.842
1901.....	227	8.671
1902.....	198	10.430
1903.....	179	12.150
1904.....	197	13.546
1905.....	171	17.493

Dans les prévisions de leur budget de dépenses, les auteurs de la loi du 29 décembre 1905, secondés par la Direction de la marine marchande au ministère de la Marine, ont-ils tenu compte de cette augmentation régulière des cas d'infirmité partielle amenant avec

(1) Actuellement au ministère du travail.

eux une augmentation proportionnelle de dépenses? Nous ne le pensons pas, car s'ils avaient pris soin de se reporter à ces statistiques ils se seraient convaincus que cette augmentation est en somme rationnelle et fatale, qu'elle se retrouve chez tous les pays européens dans lesquels la législation sur les accidents du travail existe depuis longtemps et qu'elle ne cessera pas parce que les ouvriers connaîtront de plus en plus le profit qu'ils peuvent tirer de cette législation faite du reste en leur faveur et que, puisque la loi institue le principe d'une rente ou une pension, chaque fois qu'il y a infirmité partielle même minime, les tribunaux sont obligés de l'accorder quand cette infirmité est démontrée et alors même qu'elle n'empêche pas la victime de continuer à exercer la même profession et à percevoir le même salaire. La jurisprudence a formellement consacré ce principe en matière d'accidents terrestres malgré tous les efforts contraires tentés par les défenseurs des chefs d'entreprise.

En sera-t-il autrement en matière d'accidents maritimes? Il n'est pas permis de le supposer. Les auteurs de la loi sur la Caisse de prévoyance ont proclamé qu'ils voulaient accorder aux marins des avantages équivalents à ceux donnés aux ouvriers terrestres par la loi du 9 avril 1898, c'est pour atteindre ce but qu'ils ont modifié la loi du 21 avril 1898 et augmenté les indemnités dans des proportions sensibles, ils n'empêcheront pas que les tribunaux administratifs et y compris le Conseil d'Etat n'interprètent, comme la juridiction judiciaire, les cas d'infirmité partielle et, comme M. Le Bail explique dans son rapport, que cette infirmité doit résulter de sa localisation à un organe non essentiel ou indispensable et occasionner une diminution de la capacité professionnelle de l'inscrit, il donne exactement les motifs sur lesquels se basent les tribunaux et cours d'appel pour allouer des rentes à des infirmités qui ne diminuent la capacité professionnelle que de 2 à 4 0/0. Le principe sera donc le même pour l'interprétation des cas d'infirmité permanente partielle, mais, alors que pour les accidents terrestres la rente est de moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire à partir de 2 0/0 jusqu'à 99 0/0 (car à 100 0/0 l'infirmité devient permanente), pour les accidents maritimes quelle que soit la nature de l'infirmité et les conséquences qu'elle peut avoir sur la capacité professionnelle du marin, la pension sera égale aux $\frac{13}{20}$ de celle prévue pour le 1^{er} degré. Nous avons vu que la pension du 1^{er} degré atteint environ les $\frac{2}{3}$ du salaire, la pension du 2^e degré

atteindra donc les $\frac{13}{20}$ de $\frac{2}{3}$ soit $\frac{13}{30}$, ce qui correspond, en matière d'accidents terrestres, à une réduction de capacité professionnelle de $\frac{26}{30}$ presque égale, à $\frac{4}{30}$ près, à une infirmité permanente absolue. Ce qui revient à dire que, pour les accidents terrestres, le chef d'entreprise peut, en cas d'infirmité permanente partielle, payer des rentes variant de 1 à 49,99 0/0 du salaire annuel de la victime, pour les accidents maritimes et pour le même cas d'infirmité la Caisse de prévoyance paiera *toujours* une pension *minimum* de $\frac{13}{30}$ du salaire annuel soit 43,333 0/0, c'est-à-dire presque le maximum (à 6,66 0/0 près) que recevra le terrien.

Le marin est donc visiblement favorisé et nous ne nous en plaindrions pas autrement si nous pouvions être assurés que cette faveur fût maintenue.

Nous n'osons pas l'espérer en raison des charges qu'aura à supporter la Caisse de prévoyance du fait de cette largesse consentie au profit des victimes d'incapacité permanente partielle, charges dont l'évaluation ne nous paraît pas avoir été suffisamment étudiée.

Dans l'établissement d'un projet de budget annuel de la Caisse placée sous le régime de la nouvelle loi, figurant à l'annexe VI du rapport de M. Le Bail, nous voyons que les pensions d'infirmité absolue et permanente figurent pour une somme 14.688 francs et celles pour infirmité partielle et permanente pour une somme de 20.682 francs. Il y a entre ces deux sommes une différence beaucoup trop faible pour faire face à la réalité. Il est permis d'admettre que les cas d'infirmité permanente absolue et partielle sont aussi fréquents dans la marine que dans l'industrie terrestre. Les accidents de machines, ceux provenant des manœuvres compliquées et souvent dangereuses qu'exigent la conduite et la marche des navires à voiles, peuvent être comparés à ceux des professions relativement dangereuses de l'industrie terrestre. Par conséquent, il n'est pas exagéré de prétendre que le nombre des accidents survenant aux marins occasionnant une incapacité permanente totale et ceux entraînant une incapacité permanente partielle sera proportionnellement égal aux accidents atteignant les services terrestres et par suite, de soutenir que, ainsi que nous l'indiquons dans le relevé de la statistique des accidents graves de l'industrie terrestre, les cas d'infirmité permanente partielle soient cent fois (100) plus nombreux que les cas d'infirmité permanente totale.

Si donc nous prenons le montant des pensions d'infirmité absolue et permanente prévues dans le projet de budget auquel nous faisons allusion plus haut, soit 14.688 francs; étant entendu que 1° les pensions d'infirmité permanente partielle sont uniformément égales aux $\frac{13}{20}$ de celles d'infirmité totale permanente et, 2° cent fois supérieures en nombre à ces dernières, il faudra pour évaluer le montant des pensions d'incapacité permanente partielle opérer comme suit : $14.688 \times \frac{13}{20} \times 100$, soit 954.720 francs alors que le fameux projet prévoit la faible somme de 20.682 francs.

Nous n'avons pas la prétention d'avancer que dès la première année d'application et même les quatre ou cinq premières années d'application on arrivera à ce chiffre de pensions, mais nous sommes convaincus que dans un délai de 6 à 7 ans nous verrons dans les accidents maritimes la même progression d'infirmité partielle que dans les accidents terrestres, et comme les auteurs de la loi du 29 décembre 1905 semblent avoir négligé cette progression, nous sommes obligés d'en revenir à notre appréciation première, à savoir que les charges de la Caisse seront plus élevées qu'on ne l'a cru et qu'il y aura lieu de remanier la loi soit en modifiant les pensions d'infirmité partielle, soit en augmentant les recettes.

Reprenons maintenant l'examen des autres dispositions de l'article 5 de la loi nouvelle.

Le 4^e paragraphe de cet article prévoit l'allocation d'une indemnité journalière, si l'incapacité de travail n'est que temporaire, et pendant toute sa durée, cette indemnité est calculée d'après le taux prévu au tarif annexé à la loi pour la pension d'infirmité du premier degré, c'est-à-dire qu'on divise le montant de cette pension par 365, c'est ainsi que cette indemnité pour un marin de la dernière catégorie mentionnée au tarif devient de francs : 1,65 alors qu'auparavant elle n'était que de 0,56. C'est encore une charge sensible puisque le projet de budget prévoit qu'elle s'élèvera annuellement à 110.419.05; souhaitons que cette évaluation soit exacte. Il faut enfin envisager que cette indemnité, comme nous le verrons plus loin (art. 12 de la loi), ne prend effet, dans certains cas, qu'à l'expiration du quatrième mois à partir du jour où le blessé a été laissé à terre.

Le 5^e paragraphe présente un nouvel avantage, il stipule en faveur des marins une disposition analogue à celle prévue par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902,

en portant toutefois à deux ans (au lieu d'un an prévu audit article 18), le délai pendant lequel le marin atteint d'une blessure ou maladie ayant sa cause dans un accident ou un risque professionnel pourrait faire valoir ses droits éventuels à une indemnité ou à une pension. Ce délai courrait à compter du débarquement qui aurait suivi la dite blessure ou maladie, sans qu'il pût se voir opposer ses embarquements postérieurs.

Toutefois, en vue d'éviter des fraudes possibles, il a été spécifié que pour conserver ses droits, le marin blessé ou malade voulant reprendre la navigation devrait, avant chaque embarquement nouveau, faire constater son état par un médecin désigné par l'autorité maritime. Ce praticien, en rapprochant les constatations du certificat d'origine des résultats de son propre examen, reconnaîtrait l'état actuel du marin au regard de sa précédente maladie ou blessure, et ce jalon permettrait de rattacher, avec un suffisant caractère de certitude, à l'origine invoquée, la rechute qui surviendrait dans les deux ans.

Malgré ces considérations, nous croyons que cette disposition sera dans la pratique d'une application bien délicate si nous nous en référons aux difficultés éprouvées, en matière d'accidents terrestres, à faire prévaloir l'influence de l'état de santé de la victime antérieurement à l'accident. Nous craignons que la Caisse de prévoyance aura, par cette disposition, à supporter bien des cas d'infirmité dont le coût n'a pas été prévu.

Le 6^e paragraphe a été inspiré de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898, mais en matière de revision il ne prévoit que l'aggravation survenant dans un délai de deux ans (au lieu de trois), de l'incapacité permanente partielle devenant une incapacité permanente totale. Il est complètement muet sur l'atténuation de l'infirmité partielle qui reste toujours acquise même si elle disparaît et sur l'atténuation d'une infirmité permanente totale qui peut devenir partielle. Nous ne nous expliquons pas les raisons de ce mutisme qui augmente les dépenses puisqu'il crée des pensionnés à vie même si les causes qui ont motivé leurs pensions ont cessé moins de deux ans après leur apparition.

Il en est de même de l'aggravation causant la mort de la victime. Pour ce cas, la rédaction de l'article 6 implique obligatoirement les droits de la veuve à la pension prévue, quelle que soit l'époque à laquelle se produise le décès.

Le 7^e et dernier paragraphe de l'article 5 est la reproduction du

1^{er} alinéa de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, mais avec l'addition que la charge de la preuve de la provocation de l'accident ou de la maladie incombe à la partie qui allègue la fraude. Dans l'espèce, ce sera le plus souvent à la Caisse de prévoyance à faire la preuve du dol ou de la fraude, et elle s'y emploiera avec l'aide de l'armateur si celui-ci consent à lui prêter son concours, ce qui est à présumer; mais l'armateur aura à intervenir directement quand il sera lui-même recherché pour une faute intentionnelle ou inexcusable, suivant la teneur de l'article 11 (2^e alinéa).

ART. 6. — L'article 6 règle le sort de la veuve qui a droit à la pension fixée au tarif joint à la loi, suivant le grade de son mari; mais cette pension est, comme nous venons de le dire à l'occasion de l'article 5, toujours acquise, cela résulte formellement des termes du 3^e paragraphe, même si le décès du mari se produit plusieurs années après le droit à la pension d'infirmité. Il n'y a donc pas pour les marins la prescription de trois années prévue par l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 applicable aux ouvriers terriens pour forclore les droits de la veuve.

En outre, si la veuve titulaire d'une pension se remarie, elle conserve sa pension pendant toute sa vie, à l'encontre des dispositions de ladite loi du 9 avril 1898; elle a même le choix, si elle redevient veuve, de prendre la pension due à la suite du décès de son second mari si celle-ci est plus élevée que la première.

Ce sont encore des avantages très réels au profit des marins et encore plus sensibles, puisque ces pensions peuvent être accordées à la suite de maladies contractées au service de la navigation, mais ils se traduiront par des dépenses dont nous n'avons pas trouvé l'évaluation dans le projet de budget auquel nous avons déjà eu l'occasion de nous reporter.

Toutes ces pensions ne sont dues que si le mariage est antérieur à l'origine des blessures ou maladies; mais, par contre, elles ne sont jamais acquises à la femme divorcée ou contre laquelle la séparation de corps a été prononcée.

Cette dernière disposition appelle quelques réflexions.

Il est regrettable que, dans une loi créant une caisse d'assurance gérée par l'État, alimentée par lui dans une certaine mesure, et dans laquelle les grands principes d'humanité sont si souvent rappelés, on n'ait pas tenu compte de la situation de la femme divorcée au profit de laquelle le divorce a été prononcé. Pour des raisons diverses qu'il nous semble superflu de développer, la femme a dû,

dans l'intérêt de ses enfants et quelquefois même du sien, demander le divorce qui lui a été accordé à son profit avec octroi — et le cas est fréquent — d'une pension alimentaire par son mari indigne. Ce dernier continuant à naviguer, occupant, on peut le supposer, un grade élevé dans la marine marchande, vient à être victime d'un accident ou d'une maladie amenant la mort. Par cet événement, la malheureuse veuve, à cause de son divorce, se voit privée à la fois de sa pension alimentaire qui l'aidait à élever ses enfants dans des conditions normales et même favorables d'instruction et de bien-être, et de la pension de la Caisse de prévoyance. Elle est deux fois victime de son mariage, et c'est pour elle peut-être la ruine complète. Parce qu'elle a légalement régularisé son cas, régularisation qui s'imposait, cette veuve se trouve moins bien traitée qu'une veuve qui aurait quitté depuis de longues années le domicile conjugal et dont la situation n'aurait pas été, à la demande du mari, résolue soit par la séparation de corps, soit par le divorce. Il y a là une inégalité choquante, inhumaine et même contraire aux bonnes mœurs.

Que nos législateurs s'efforcent à ne pas grossir le nombre déjà trop grand des divorces, nous les approuvons ; mais que, par des dispositions mesquines, ils ne créent pas une situation plus défavorable à des citoyens qui se placent sous un régime légalement régulier qu'à ceux qui s'efforcent de se mettre dans une situation illégitime ou illégale.

Cette disposition se trouve du reste dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail appliquée à l'industrie terrestre, et est tout aussi inexplicable.

Nous croyons donc que les auteurs de la loi du 29 décembre 1905 auraient été bien inspirés en ajoutant au dernier alinéa de l'article 6 que la pension serait toutefois acquise à la femme divorcée si le divorce avait été prononcé à son profit.

D'ailleurs, nous demanderions qu'on plaçât la femme divorcée dans le même cas que la femme séparée de corps, puisque, pour cette dernière, la pension n'est pas acquise si la séparation de corps a été prononcée *contre elle*. Ce rapprochement fait ressortir davantage l'inégalité de traitement avec la femme divorcée.

Dans l'état de la séparation de corps prononcée contre le mari, la veuve du marin est mieux traitée que la veuve de l'ouvrier terrestre ; celle-ci est considérée comme une divorcée aux termes du paragraphe A de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (... pour le

conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps) qui ne font aucune allusion aux torts duquel des deux époux la séparation a été prononcée.

ART. 7. — La loi du 29 décembre 1905 n'a pas prévu, pour *les orphelins*, comme celle du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, de rentes spéciales indépendantes de celle due à l'époux survivant et proportionnelles au nombre des orphelins; elle n'a envisagé, suivant l'article 8 ci-après, en cas d'existence de la mère, qu'un supplément annuel fixe pour chaque enfant âgé de moins de 16 ans. Mais en cas de décès du père et de la mère, les orphelins des participants reçoivent un secours annuel unique dont le montant est égal à celui de la pension attribuée à la veuve et ce quel que soit le nombre des orphelins, et jusqu'à ce que le plus jeune ait accompli l'âge de 16 ans. En un mot, la pension à laquelle avait ou aurait droit la veuve est versée par la Caisse pour tous les orphelins par parts égales entre eux, et au fur et à mesure qu'ils atteignent l'âge de 16 ans, leur part est versée sur les plus jeunes jusqu'à ce que le dernier ait accompli cet âge, de sorte que cette pension reste fixe jusqu'à son extinction.

En outre, la Caisse de prévoyance ne bénéficie pas des pensions non attribuées aux femmes divorcées ou contre lesquelles a été prononcée la séparation de corps, non plus qu'aux veuves déjà titulaires d'une pension par suite du décès de leur premier mari (art. 6, § 2); ces pensions sont réparties aux enfants dans les conditions expliquées plus haut; c'est là une disposition très généreuse.

Les autres alinéas de cet article n'appellent aucune observation particulière.

ART. 8. — Cet article alloue aux participants et aux veuves titulaires de pensions et indemnités accordées en vertu des articles 5 et 6 de la loi pour chacun de leurs enfants âgés de moins de 16 ans, un supplément annuel fixe de 50 francs.

Il s'ensuit que le participant titulaire d'une pension d'infirmité du 2^e degré ou même d'une indemnité journalière pour incapacité temporaire (car le mot indemnité est formellement stipulé dans cet article) percevra en outre un secours annuel de 50 francs pour chacun de ses enfants âgés de moins de 16 ans.

La veuve ne touchera pas pour ses enfants de secours plus élevé.

Autant nous admettons ce secours quand il s'agit de veuve ou d'un participant recevant une pension au titre d'infirmité perma-

nente absolue, autant nous le trouvons exagéré et mal fondé pour un participant atteint d'infirmité permanente partielle légère ou d'incapacité temporaire ; la pension ou indemnité qu'il reçoit pour son cas a précisément pour objet de combler la diminution de salaire qu'il subit, et nous avons dit que l'expérience démontre qu'une infirmité partielle permanente n'occasionne pas toujours une réduction de salaire. Il y a peut-être là un abus qui grèvera d'autant les charges de la Caisse.

ART. 9. — Cet article règle les secours annuels accordés aux *ascendants*, qui n'y ont droit que lorsque les participants ne laissent ni veuves ni enfants. Il mentionne toutefois que, pour acquérir ce droit, les *ascendants* doivent être âgés d'au moins 60 ans et se trouver dans la situation de prétendre à une pension alimentaire, comme aussi que le même ascendant ne peut être titulaire de plus d'un secours, ce qui était bon à prévoir, car le même ascendant peut avoir plusieurs enfants ou petits-enfants embarqués sur le même bateau, périssant dans le même naufrage. Ce cas est fréquent, principalement dans la petite pêche.

On remarquera que le secours annuel fixé au tarif pour cette catégorie d'ayants droit est exactement égal à la moitié de la pension de veuve, et qu'en cas de prédécès de l'un d'eux ou de décès des deux ascendants du premier degré, le secours est reporté au profit des ascendants de degrés supérieurs de la même branche s'il en existe, c'est-à-dire des grands-parents des participants ou de leurs veuves. Ce cas se présentera assez rarement.

ART. 11. — Cet article a pour but de régler le sort de l'armateur et de ses responsabilités.

Des protestations avaient été soulevées par la Commission de l'Association française de droit maritime et par le Comité central des Armateurs de France, elles furent écoutées, et la Commission chargée d'étudier la proposition qui devint la loi du 29 décembre 1905, tout en maintenant le principe du recours des participants, de leurs ayants cause ou de la Caisse de prévoyance subrogée à leurs droits, a reconnu et fait adopter que l'armateur doit échapper à toute action dirigée contre lui, à raison de la responsabilité du fait d'autrui, c'est-à-dire des fautes sans distinction, commises par le capitaine ou les hommes de l'équipage (art. 1384, C. civ. et 216, C. comm.) ; il le doit, d'autant plus que, par ses versements obligatoirement effectués dans la Caisse de prévoyance, on doit le considérer comme s'étant au moins, en fait, assuré contre cette caté-

gorie de risques, et que, lorsque le navire a quitté le port et est en cours de voyage, l'armateur ne peut exercer aucune action ni aucune surveillance sur le capitaine et son équipage, à la différence de l'industriel dont la présence suffit à prévoir et empêcher les accidents auxquels demeurent exposés ses ouvriers.

La Commission a fait admettre aussi que l'armateur doit être affranchi de la responsabilité de ses fautes directes et personnelles, mais elle a maintenu qu'il restait responsable en cas de *faute intentionnelle ou inexcusable* de sa part.

Le Comité central des armateurs de France avait demandé que l'armateur ne répondît que de ses fautes intentionnelles constatées par une décision pénale; mais la Commission n'a pas cru possible d'aller aussi loin sous le prétexte qu'il serait dangereux de l'affranchir du soin des précautions élémentaires qui, prises avant le départ du navire, sont la sauvegarde de la vie et de la santé des hommes de l'équipage. Raison spécieuse, car l'armateur prend toutes ces précautions tant dans l'intérêt de son équipage que de son navire et de la cargaison, et il est en plus couvert par le permis de navigation donné par les autorités maritimes avant le départ du navire, de sorte que nous ne pensons pas que le caractère inexcusable ou intentionnel soit bien facile à prouver, et puisse, en conséquence, être souvent invoqué tout comme la faute inexcusable prévue par l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 applicable aux accidents terrestres.

L'armateur ou le propriétaire du navire étant exonéré de sa responsabilité du fait d'autrui, la loi a maintenu le principe de la responsabilité de droit commun à l'égard du participant à la Caisse, capitaine ou homme d'équipage, pour tout accident causé par lui à un autre participant, mais elle a accordé, à ce responsable particulier, les mêmes privilèges qu'à l'armateur, c'est-à-dire qu'il ne répond que de ses fautes personnelles intentionnelles ou inexcusables, ainsi que le stipule le dernier paragraphe de l'article. Le participant ne sera donc responsable tout comme l'armateur, que si l'on prouve qu'il a provoqué intentionnellement et inexcusablement l'accident ou la maladie.

Nous pensons que cette responsabilité sera rarement invoquée, car elle peut être onéreuse pour un capitaine ou un simple marin, et qu'au surplus l'armateur pourra, au moyen d'une assurance dont il supportera le coût, faire garantir son équipage du chef de cette responsabilité qui est d'autant plus inquiétante qu'elle peut être invoquée par la Caisse de prévoyance elle-même.

Toutefois, il est à remarquer que lorsqu'il y aura eu condamnation, soit contre l'armateur, soit contre un participant, capitaine ou homme d'équipage, du chef de revendications pour faute personnelle, intentionnelle ou inexcusable, il sera déduit des indemnités accordées par les tribunaux, les indemnités et pensions dues par la Caisse de prévoyance qui, en tout état de cause, restent à sa charge, contrairement aux stipulations de l'article 11 de la loi du 21 avril 1898.

La responsabilité établie par la loi, à l'égard de l'armateur ou d'un participant, est donc, en somme, restreinte dans son principe, puisqu'elle n'existe que pour les fautes énumérées plus haut, et dans son application, puisqu'elle ne devient réellement onéreuse qu'au delà des indemnités et pensions dues par la Caisse de prévoyance.

Mais si la personne responsable est un *tiers* autre que l'armateur ou un participant contribuant lui-même à la Caisse, les indemnités à verser par cette personne viendront en déduction des sommes à payer par la Caisse de prévoyance, ainsi le stipule l'avant-dernier alinéa de l'article 11.

Nous ferons, enfin, observer que la loi du 29 décembre 1905 n'a pas abrogé les dispositions de l'article 216 du Code de commerce, d'après lequel la responsabilité de l'armateur est limitée à la valeur du navire et du fret.

ART. 12. — Cet article fixe le point de départ des pensions et autres indemnités allouées en vertu de la loi.

Les pensions comme toutes les autres allocations, indemnités journalières comprises, prennent cours : pour les participants embarqués sur des bateaux dont les patrons ou leurs veuves sont propriétaires, *du jour de leur mise à terre* ; pour les autres participants, *du jour où ils ont cessé de recevoir leurs salaires conformément à l'article 262 du Code de commerce*.

Comme le dit très justement M. Paul de Valroger, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, dans son rapport à l'Association française du droit maritime de la commission spéciale chargée d'étudier la proposition de loi de M. Le Bail, on ne comprend pas bien cette distinction. Les articles 262 à 265 du Code de commerce, en vertu desquels le matelot est tombé malade ou décédé pendant le voyage, a droit à sa part comme s'il était resté à bord jusqu'à la fin de l'engagement, c'est-à-dire jusqu'au désarmement du rôle d'équipage, plus aux frais du traitement et au rapatriement,

s'appliquent aux engagements de pêche, sans qu'une distinction ait été faite par la loi entre la grande et la petite pêche. Les équipages des bateaux de grande et de petite pêche doivent légalement profiter de l'article 262, le ministre de la Marine l'a rappelé dans une circulaire notifiée aux quartiers maritimes le 9 mai 1906, d'après laquelle l'armateur qui ne commande pas lui-même son bateau à la mer, doit pendant tout le temps jusqu'à la limite de quatre mois, en cas de maladie ou blessure contractée à bord par les hommes de l'équipage, la part de pêche et les frais de maladie.

Ce rappel à l'application stricte des articles précités du Code de commerce pour les armements de la petite pêche a ému considérablement les nombreux armateurs de cette catégorie qui avec leurs capitaux ont armé des bateaux montés par des innombrables marins des petits ports qui peuvent ainsi travailler pour subvenir aux besoins de leur famille et, dans une réunion tenue aux Sables-d'Olonne, ils ont protesté vigoureusement et décidé l'envoi d'une pétition au Ministre pour le prier de rapporter cette décision qui amènera leur ruine, car ils ne pourront supporter cette double charge de payer la part du marin blessé ou malade comme s'il naviguait et de supporter tous les frais de traitement. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils se verront obligés de désarmer leurs bateaux, mettant à terre de braves gens qui ne pourront plus travailler et, par suite, tomberont dans la misère. Il faut en effet rappeler, pour expliquer cette émotion, que dans la pratique et depuis longtemps on avait reconnu avec l'assentiment des commissaires d'inscription maritime, que la stricte application des articles 262 à 265 du Code de commerce aux engagements de la petite pêche, amoindrirait le gain à peine suffisant pour la subsistance de la famille du propriétaire et de l'équipage et on avait créé, même avec le patronage financier du Ministère, des sociétés de secours mutuels entre patrons du littoral qui prenaient à leur charge les obligations que l'article 262 impose à l'armement.

On peut se demander, dans ces conditions, comment la loi du 29 décembre 1903 a pu faire une distinction pour l'application de l'article 262 sans le modifier entre deux catégories de participants : pour les uns cet article est inexistant puisqu'ils reçoivent de la Caisse de prévoyance les pensions et indemnités prévues par la loi, dès leur mise à terre; pour les autres il est formel, puisque ce n'est qu'après avoir profité de ses dispositions que courent les pensions et indemnités auxquelles ils ont droit. En un mot, aux uns la Caisse paie l'in-

demnité journalière en représentation de leur salaire ou de leur part de pêche; aux autres le salaire ou la part est payée par l'armateur ou le propriétaire du navire. Pourquoi cette inégalité flagrante qui a pour conséquence incompréhensible d'appliquer ou de ne pas appliquer le Code suivant qu'un participant appartient à l'équipage d'un navire dont le propriétaire est ou non capitaine ou patron? Certes, il est bon de favoriser les petits patrons de pêche montant leurs bateaux, mais pourquoi imposer une charge supplémentaire aux armateurs de petite pêche qui ne peuvent commander leurs bateaux et qui font vivre un grand nombre de marins qui sont dans l'impossibilité de réunir les fonds nécessaires pour acquérir un bateau? Les frais de ces armateurs seront plus élevés, pourront-ils obtenir des mareyeurs un prix plus élevé de leurs pêches pour récupérer ces charges? En outre, les matelots non blessés consentiront-ils à voir leur part diminuer du prorata de celle qui devra être attribuée à leur camarade atteint d'accident ou de maladie, alors qu'il faudra payer la part de celui qui le remplace à bord, car la composition de l'équipage a besoin d'être complète pour naviguer sûrement et avec profit? L'avenir répondra à ces questions et puisque les armateurs de cette petite pêche ont déjà protesté, attendons-nous à voir les intéressés réclamer contre cette inégalité de traitement qui est une illégalité.

ART. 14. — Cet article inaugure un nouveau système financier. L'article 14 de la loi du 21 avril 1898 stipulait que le paiement des pensions était garanti au moyen de la constitution annuelle du capital présumé, nécessaire pour servir, jusqu'à leur extinction, les allocations qu'elle accordait. C'était le système de la *capitalisation*, qui, à notre avis, donnait le maximum de sécurité.

D'après les dispositions du nouvel article 14, le service des pensions est assuré au moyen des ressources annuelles sans capitalisation, et quand les recettes dépassent les dépenses, l'excédent est mis en réserve pour combler les déficits ultérieurs. Ce n'est pas exactement le système de la *répartition* dans lequel les recettes sont établies en prévision des dépenses, c'est un système mixte de *répartition avec constitution d'un fonds de réserve* qui a été inauguré avec succès, dit-on, en Belgique, depuis le 1^{er} janvier 1886, pour les retraites ouvrières. La base de ce système mixte est de bien évaluer les dépenses et de prévoir des recettes toujours supérieures aux dépenses, de façon à maintenir à un niveau constant l'équilibre financier de la Caisse.

En raison des observations que nous avons eu l'occasion de présenter au cours de ce travail, peut-on dire que les dépenses ont été bien évaluées? Les recettes, assurées par les cinq premières espèces prévues à l'article 2 de la loi, seront-elles supérieures aux dépenses, dont l'élévation sera graduelle en raison du nombre des pensions qui s'augmentera chaque année? Nous en doutons; nous attendrons avec anxiété les résultats des premiers exercices afin de voir si nous nous trompons.

Ce même article 14 prévoit, en son 2^e paragraphe, que si le fonds de réserve atteint un chiffre important permettant de considérer l'avenir comme assuré, les cotisations des participants et les taxes correspondantes des armateurs pourront être réduites. La forme vague dans laquelle est rédigé ce paragraphe ne permet pas de prévoir à quel moment, s'il se produit jamais, les cotisations et taxes pourront être réduites: il aurait été préférable de préciser en fixant à une proportion déterminée, un tiers par exemple, le montant du fonds de réserves par rapport aux dépenses d'un exercice, le moment auquel, suivant l'article 16, le Conseil d'administration de la Caisse doit donner son avis aux Ministres de la Marine et des Finances en vue du décret à rendre pour la fixation du taux des réductions. Mais il nous semble inutile d'insister davantage, car la question de réduction des cotisations et taxes ne préoccupera pas de si tôt, à notre avis, le Conseil d'administration de la Caisse.

L'article 20 a porté à six mois (au lieu de deux que prévoyait la loi du 21 avril 1898), le délai accordé, sous peine de déchéance, aux intéressés pour faire valoir leurs droits à l'une des allocations prévues à l'article 5 de la loi. Il prévoit aussi dans son dernier paragraphe le cas de la revision de l'infirmité instituée par ledit article 5 que n'envisageait pas, on le sait, la loi du 21 avril 1898.

Nous ajouterons que le décret d'administration publique dont il est question dans cet article 20, a été rendu le 14 avril 1906 et publié dans le *Journal officiel* du 22 avril. Nous en donnerons le texte dans le prochain numéro.

Ce décret d'administration publique reproduit en principe les dispositions du règlement similaire qui avait été rendu en exécution de la loi du 21 avril 1898, aujourd'hui abrogée. Quelques modifications ont été cependant apportées pour tenir compte des nécessités découlant de la nouvelle loi.

La plus importante est relative à la compétence attribuée à

l'Administrateur de l'inscription maritime du lieu où se trouve le participant malade, pour la concession d'une indemnité journalière. La loi ayant confié à l'autorité locale (art. 21 de la loi) le droit de décision en pareille matière, pour que la solution intervint d'urgence, on ne pouvait conserver l'ancienne règle qui attribuait au seul quartier d'inscription du marin, peut-être fort éloigné, la préparation de l'enquête préliminaire.

L'article 3 du décret précise les indications que doivent contenir les certificats médicaux, la pratique ayant révélé l'insuffisance des mentions consignées dans la plupart des documents de ce genre. En outre, ces certificats seront désormais obligatoirement dressés, lorsqu'il existera un médecin à bord.

Enfin, le décret prescrit, en son article 14, une disposition spéciale dont il sera question à propos de l'article 29 de la loi.

ART. 21. — Après avoir établi, comme sous l'ancienne législation, que les pensions d'infirmité et celles des veuves et secours aux orphelins ou ascendants sont accordées suivant la procédure en vigueur pour la concession de la pension dite demi-solde, c'est-à-dire celle attribuée par la Caisse des invalides de la marine, cet article formule la règle à appliquer pour l'obtention de l'indemnité journalière. Cette indemnité est accordée sans délai par décision de l'Administrateur de quartier pour une durée de quatre mois ; au delà de ce terme, si elle doit être continuée, elle est convertie, après décision du ministre prise sur avis de la Commission instituée par l'art. 1^{er} de la loi du 11 avril 1881, en indemnité renouvelable de six mois en six mois, chaque renouvellement ayant lieu après nouvelle enquête. Au bout de 3 ans, cette indemnité est supprimée ou définitivement convertie après nouvel examen médical en pension définitive. Il peut y avoir recours au ministre contre la décision de l'Administrateur de quartier ; mais ce recours devra, pour être recevable, avoir lieu dans la huitaine de la ratification de la décision.

ART. 22. — Il stipule, au 2^e alinéa, que tous les fonds constituant, au moment de l'application de la loi, le capital de garantie de la Caisse créée par la loi du 21 avril 1898, seront versés tels qu'ils seront représentés au fonds de réserve institué par l'article 14 de la loi. Cette disposition s'explique par l'unification de toutes les pensions que supporte maintenant la nouvelle Caisse instituée par la loi du 29 décembre 1905, en vertu de son article 29. Les pensions créées sous le régime de la loi du 21 avril 1898 étant actuellement

servies, au moyen du système mixte de répartition avec fonds de réserve, par les ressources provenant de l'article 3 de la nouvelle loi, les capitaux qui les constituaient n'ont plus raison d'être et ils ont servi à constituer le premier fonds de réserve de la nouvelle Caisse.

ART. 29. — Cet article impose à la nouvelle Caisse la charge de toutes les pensions et les suppléments y afférents ainsi que les secours annuels concédés antérieurement pour être rétablis pour la totalité et unifiés aux taux des nouveaux tarifs. C'est le transfert à la nouvelle Caisse de prévoyance de toutes les charges instituées par la loi du 21 avril 1898 et celles prises antérieurement à cette loi, et ainsi s'expliquent les stipulations du 2^e alinéa de l'article 22.

D'après le rapporteur de la loi, cette unification coûtera à la Caisse pendant longtemps plus de 900.000 francs par an.

Mais comment unifier les anciennes pensions alors que les règlements qui les ont établies ne prévoyaient pas l'infirmité partielle? Le règlement d'administration publique du 14 avril 1906 a réglé la question par les dispositions de son article 14. Aux termes de cet article, les anciennes demi-soldes d'infirmité sont converties d'office, à compter du 1^{er} janvier 1906, en pension du 2^e degré, sauf le droit pour les intéressés de réclamer celle du premier degré, lorsque l'accident ou le risque dont ils ont été les victimes a amené en fait une incapacité absolue et permanente de travailler. Il serait intéressant de connaître le nombre et le chiffre des pensions du 1^{er} degré d'infirmité qui seront allouées de ce chef afin de pouvoir apprécier si la charge annuelle de 900.000 francs prévue est suffisante, car il y avait au 31 décembre 1904 comme titulaires de pensions ou de secours sur l'ancienne Caisse de prévoyance : 176 invalides, 1.685 veuves, 24 veuves avec orphelins, 71 orphelins de moins de 16 ans, 1.688 enfants de moins de 10 ans et 154 ascendants de 60 ans au minimum.

STATISTIQUE

FRANCE

ACCIDENTS DU TRAVAIL

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail, sur la situation des sociétés d'assurances admises à pratiquer les assurances régies par ladite loi et sur le fonctionnement du fonds de garantie ⁽¹⁾.

Paris, le 18 octobre 1906.

Monsieur le Président,

L'article 15 du règlement d'administration publique rendu le 28 février 1899 pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 dispose que « le ministre du Commerce présente chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation de toutes les sociétés d'assurances contre les accidents du travail, soumises à sa surveillance ».

L'article 27 du règlement d'administration publique rendu à la même date pour l'exécution de l'article 26 de ladite loi prévoit, d'autre part, que « le ministre du Commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898 ».

Ce sont ces rapports que, suivant les errements précédemment adoptés, j'ai l'honneur de vous adresser en un rapport unique.

(1) Voir *Bulletin*, 1905, p. 154 le rapport sur la période 1899-1903, et *Bulletin*, 1906, p. 274, le rapport sur l'année 1904.

Ce rapport comprend, dans la mesure où le permettent les dépouillements opérés au moment de sa rédaction : pour l'année 1905, ce qui concerne le fonctionnement du fonds de garantie et des organismes d'assurances par l'Etat; pour l'année 1904 seulement, ce qui concerne le contrôle des sociétés d'assurances, dont les comptes rendus requièrent un long examen préalable, et il résume en même temps les résultats généraux de la législation nouvelle sur le risque professionnel.

PREMIÈRE PARTIE

Application générale de la loi.

CHAPITRE I^{er}

Interprétations administratives et judiciaires.

I. — Les incertitudes initiales sur l'interprétation de certaines dispositions de la législation des accidents du travail, à mesure que les principes nouveaux de responsabilité forfaitaire pénétraient plus profondément les esprits, se sont progressivement dissipées.

Le régime introduit par le législateur de 1898 peut être dès aujourd'hui considéré comme faisant corps avec l'organisation industrielle du travail en France; ses conséquences juridiques, qui se heurtaient aux conceptions du droit traditionnel, sont devenues familières aux magistrats et réalisent, pour une bonne part, la rénovation profonde qu'impliquait la législation nouvelle.

Les modifications introduites par la loi du 31 mars 1905 ont reçu des tribunaux et des parties en présence une application généralement conforme aux besoins qui les ont inspirées, et le ministère du Commerce a pu se dispenser de préciser et de mettre en lumière dans de nouvelles circulaires les intentions du législateur.

II. — Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont les attributions ont été étendues par la loi du 31 mars 1905, a continué à prêter à l'administration le concours de ses avis autorisés.

Il a estimé notamment que l'article 18 du décret du 28 février 1899 se trouve implicitement abrogé par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, et que la nouvelle rédaction de cet article implique la cessation de la publication annuelle de la liste des sociétés fonctionnant dans les conditions prévues par la loi.

Mais les intéressés, ainsi qu'ils en ont été prévenus par un avis inséré au *Journal officiel* du 28 novembre 1905, peuvent obtenir à toute époque, de l'administration, la liste des sociétés admises à souscrire des contrats d'assurances contre les responsabilités des accidents du travail.

III. — Le précédent rapport indiquait que le ministère du Commerce, soucieux de réaliser dans la mesure du possible le maintien de l'unité

d'action entre les différentes administrations appelées à concourir à l'application de la loi, s'était préoccupé de provoquer l'apposition dans les salles accédant aux prétoires des tribunaux d'avis mettant en garde les ouvriers contre les agissements des agents d'affaires. Il s'est concerté à cet effet avec le ministère de la Justice et lui a transmis, en même temps qu'aux bourses du travail, des affiches rappelant aux intéressés les sanctions civiles et pénales édictées contre ces intermédiaires par les quatrième et cinquième alinéas de l'article 30 de la loi. Il a de même obtenu l'envoi d'une circulaire rappelant aux magistrats le caractère obligatoire de l'enquête prévue à l'article 12, quelle que soit la voie suivie pour saisir, dans les termes de l'article 16, le président du tribunal.

IV. — Il convient d'autre part de citer la publication dans le *Recueil de documents sur les accidents du travail* de deux nouveaux fascicules contenant, le premier, l'arrêté du 30 septembre 1905 fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail prévu par l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905 et son annexe détaillée relative au tarif des frais pharmaceutiques; le second, les décisions de jurisprudence survenues en matière d'accidents du travail.

V. — La jurisprudence de la Cour de cassation apparaissait déjà comme nettement orientée dans le sens d'une interprétation exacte des principes qui dominent la loi de 1898 et d'une déduction rigoureuse des conséquences qui en découlent. La plupart de ses arrêts nouveaux ne font que consacrer sa jurisprudence antérieure sur des points qu'elle avait eu déjà à examiner.

Confirmant ses décisions de la première heure sur la détermination des éléments constitutifs de l'accident professionnel, elle a ainsi admis au bénéfice de la loi la veuve d'un ouvrier dont le suicide était, aux dires des experts commis, la conséquence directe des troubles cérébraux et des souffrances causées à la victime par l'accident (Req. rej., 25 oct. 1905); de même, elle a considéré comme survenu à l'occasion du travail l'accident dont a été victime un charretier, alors qu'il prêtait à un tiers le renfort de ses chevaux, la décision des juges du fait ayant retenu en l'espèce qu'au lieu où l'accident s'est produit les charretiers de la région avaient l'usage de s'entraider dans l'intérêt de leurs patrons respectifs (Req. rej., 7 nov. 1905).

En matière d'assujettissement, la Cour suprême a continué à reconnaître que le législateur assujettit à la responsabilité du risque professionnel, sous la dénomination d'usines et manufactures (sans limiter cette responsabilité soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie), toutes les entreprises qui se proposent la transformation industrielle des objets, et elle a, par application de ce principe, déclaré le détartreur assujetti à la loi, considérant les diverses manipulations auxquelles se livrait le demandeur dans l'espèce du pourvoi (récolte

du tartre, mouture, purification par ébullition), comme autant d'opérations industrielles permettant de livrer à la consommation des matières inutilisables avant la transformation subie (Civ. cass., 6 mars 1906). Par un nouvel arrêt statuant sur le cas du boucher, la chambre civile (Cass., 12 mars 1906), a continué de retenir comme réalisant une transformation industrielle le fait de convertir un animal vivant en viande de boucherie d'une part et en déchets divers (suif, cornes, peaux), d'autre part. Par contre, la chambre des requêtes a persisté à écarter toute transformation industrielle dans le cas du boulanger qui travaille à la main sans faire usage d'un moteur ou appareil mécanique quelconque (Rej., 12 mars 1906), et la chambre civile s'est refusée à appeler au bénéfice des dispositions de la loi le machiniste d'une exploitation théâtrale victime d'un accident au cours de son travail (Rej., 15 nov. 1905).

Au regard du premier alinéa de l'article 2, aux termes duquel les ouvriers et employés bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 ne peuvent se prévaloir, en cas d'accidents, d'aucune autre disposition que les dispositions légales, un arrêt de la chambre des requêtes (Rej., 16 janv. 1906) a décidé que le texte devait s'appliquer à raison de son caractère absolu et de sa généralité aussi bien à l'apprenti ou à l'ouvrier mineur de seize ans qu'à l'ouvrier adulte et par suite aux représentants de l'apprenti ou de l'ouvrier de moins de seize ans comme à ceux de l'ouvrier adulte.

Pour les ouvriers occupés depuis moins de douze mois dans une entreprise, l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 assied le salaire de base sur le total de la rémunération effective qu'ils ont reçue et de la rémunération moyenne qu'ont obtenue les ouvriers de la même catégorie pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois. Une question se posait au sujet de l'ouvrier qui venait, au cours de sa période d'emploi, à changer de catégorie : devait-on s'attacher à la qualité qu'il avait lors de son entrée dans l'usine ou à celle en laquelle il travaillait au moment de l'accident? La Cour de cassation, préoccupée de maintenir une parité de traitement à cet égard entre les ouvriers visés au premier et au second alinéa de l'article 10, a décidé qu'il fallait considérer la catégorie initiale à laquelle appartenait l'ouvrier, le salaire fictif qui doit entrer dans la composition du salaire de base étant celui qu'il aurait pu gagner s'il avait travaillé plus tôt dans l'entreprise et « non celui que pouvait lui faire espérer pour l'avenir le salaire qu'il touchait en dernier lieu » (Civ. cass., 13 févr. 1906).

Deux arrêts, du 8 janvier et du 13 février 1906, ont statué sur les conditions de recevabilité de l'appel : d'après le premier, le délai d'appel des jugements rendus en matière d'accidents du travail par les tribunaux de première instance prononçant sur les indemnités dues en cas de mort ou d'incapacité permanente doit s'entendre, aux termes mêmes de l'article 17 de la loi (qui excluent l'application de l'art. 1033 du C. proc.

civ.), d'une période de trente jours commençant le jour qui suit le jugement et finissant le trentième jour (Req. rej., 8 janv. 1906), le second reconnaît à la demande d'une rente viagère, en matières d'accidents du travail, comme en toute autre matière, lorsque le fond est contesté, un caractère indéterminé qui la soumet aux deux degrés de juridiction (26 févr. 1906). Il est à noter que ce dernier arrêt s'écarte à cet égard de la solution antérieure d'un arrêt de la chambre des requêtes (Rej., 2 mars 1903), qui semblait plus exacte : si, en principe, la demande d'une rente viagère constitue, lorsque le fond est contesté, une demande de valeur indéterminée, cet arrêt reconnaissait qu'il en était autrement quand le capital représentant cette rente pouvait être déterminé par le juge, soit à l'aide de la convention, soit à l'aide des éléments de la cause et notamment par application de la loi dont le demandeur réclame le bénéfice, c'est-à-dire, au cas de la loi du 9 avril 1898, par le rapprochement de ses articles 3 et 28.

Deux arrêts sont à signaler également en matière de revision dont l'un déclare susceptible de revision, conformément au texte de l'article 19, l'indemnité accordée à la victime d'une incapacité qui paraissait à l'origine devoir seulement être temporaire (Civ. rej., 13 févr. 1906), et dont l'autre reconnaît à l'ouvrier blessé le droit d'intenter pendant le délai de trois ans fixé au texte plusieurs actions successives en revision correspondant à des situations et à des incapacités différentes (Req. rej., 9 janv. 1906).

Enfin, sous l'article 20, la Cour de cassation a eu récemment encore à redresser une erreur de droit d'un arrêt de la cour d'appel d'Orléans en date du 18 juillet 1903, qui, retenant l'ancienne idée de faute, avait refusé de faire bénéficier des indemnités forfaitaires de la législation nouvelle un ouvrier victime d'accident par ce motif que celui-ci avait abandonné le poste que lui avait assigné son patron et avait été blessé par suite de sa désobéissance à cet égard (Civ. cass., 29 nov. 1906).

CHAPITRE II

Statistique des accidents.

Les statistiques des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, dressées par la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales et publiées trimestriellement au *Journal officiel*, donnent, pour l'année 1903, les résultats consignés aux tableaux ci-dessous

Statistique, par branche d'industrie, des ordonnances et des jugements rendus en 1905, en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DE PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	I. — Agriculture et forêts.....	5	275	»	7	287	58	4	225	37	50	2
	II. — Industries extractives.											
2	a) Mines, minières et salines.	61	1.564	1	16	1.642	274	17	1.351	197	465	93
3	b) Carrières.....	7	702	»	7	716	89	12	615	69	110	17
	III. — Industries de l'alimentation.											
4	a) Meuneries et minoteries.	»	196	»	»	196	33	3	160	23	34	13
5	b) Sucreries et raffineries...	2	152	1	1	156	15	3	138	12	12	5
6	c) Distilleries.....	2	120	»	6	128	20	1	117	10	8	11
7	d) Brasseries et malteries..	»	160	»	3	163	9	»	154	8	19	»
8	e) Autres industries de l'alimentation.....	14	358	1	28	401	25	»	376	15	43	8
	IV. — Industries chimiques.											
9	a) Industries chimiques en général.....	1	248	6	40	395	39	3	353	30	45	8
10	b) Usines à gaz.....	»	116	»	»	116	8	1	109	5	4	»
11	c) Teintures, blanchiment, apprêt, nettoyage.....	13	146	6	23	188	18	2	171	11	15	4
	V. — Papiers, caoutchouc, etc.											
12	a) Caoutchouc et succédanés.	1	44	»	9	54	»	»	54	»	»	»
13	b) Papier et carton.....	16	215	3	20	254	20	2	232	17	30	2
14	c) Industries du livre et in- dustries polygraphi- ques.....	26	148	2	21	197	9	»	188	7	5	2
	VI. — Textiles.											
15	a) Industries textiles pro- prement dites.....	67	548	47	249	911	25	8	878	20	33	3
16	b) Travail des étoffes et vêtements.....	15	195	16	83	309	8	»	301	8	19	»
	VII. — Cuirs et peaux.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	1	121	»	1	123	17	1	105	14	21	2
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau.....	9	111	1	29	150	3	»	147	3	5	»

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DE PERSONNES tuées ou blessées					OAS de		OAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes.		Femmes.		Total.	mort.	totale.	partielle.		le cas de mort		
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus						des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
	VIII. — Industrie du bois.												
19	a) Travaux de bâtiment, charpente en bois, me- nulerie.....	6	836	»	»	842	70	6	766		58	96	15
20	b) Autres gros ouvrages en bois.....	12	884	»	4	900	75	10	815		60	85	11
21	c) Ébénisterie et tabletterie.	11	226	1	15	262	15	»	247		13	11	1
	IX. — Métaux.												
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, ferronnerie....	68	1.818	2	25	1.913	121	13	1.779		88	107	43
23	b) Charpente en fer et ser- rurerie.....	29	336	»	1	366	28	5	323		21	28	6
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et cons- tructions mécaniques.	72	1.542	»	10	1.624	69	7	1.548		44	73	25
25	d) Métallurgie, fonderie et travail des métaux or- dinares autres que le fer et l'acier.....	10	177	»	9	196	15	»	181		12	12	3
26	e) Mécanique fine.....	2	77	»	30	109	7	»	102		6	7	»
27	f) Métaux précieux.....	»	25	2	11	39	1	»	28		»	»	2
	X. — Travaux publics et bâtiments.												
28	a) Distribu- } 1 ^o Électricité.	2	275	»	»	278	22	5	251		15	19	2
29	tions } 2 ^o Autres dis- urbaines. } tributions.	»	15	»	»	15	»	»	15		»	»	»
30	b) Autres entreprises de tra- vaux publics et de bâ- timent.....	24	2.745	»	1	2.770	321	31	2.418		250	374	55
	XI. — Travail des pier- res et des ter- res au feu.												
31	a) Chaufournerie et brique- terie.....	9	410	»	9	428	53	2	373		35	46	8
32	b) Céramique.....	10	101	5	11	127	17	»	110		14	14	2
33	c) Verrerie.....	16	146	»	8	170	11	»	159		8	11	3
	XII. — Manutention et transports.												
34	a) Entreprises de charge- ment et déchargement. Entrepôts et magasins.	7	417	»	17	441	41	»	400		23	29	10
35	b) Transports par terre....	»	1.411	»	»	1.411	264	8	1.139		209	262	40
36	c) Transports par voie ferrée.	1	965	»	9	975	292	19	683		257	327	27
37	d) Transports par eau.....	4	478	»	»	482	47	8	427		35	48	10
	XIII. — Industries in- suffisamment désignées....	1	57	»	»	58	3	»	55		2	»	»
	TOTAUX.....	526	18.479	95	703	19.809	2.138	171	17.493		1.685	2.478	463

*Pourcentage par groupes d'industries des accidents judiciairement réglés
en 1905.*

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES GROUPES et industries.	NOMBRE total d'accidents graves survenus dans chaque groupe.	%
1	Métaux	4.247	21 45
2	Manutention et transports.....	3.309	16 71
3	Travaux publics et bâtiments.....	3.063	15 47
4	Industries extractives.....	2.358	11 91
5	Industrie du bois.....	2.004	10 12
6	Industries textiles.....	1.220	6 16
7	Industries de l'alimentation.....	1.054	5 32
8	Travail des pierres et des terres au feu.....	725	3 66
9	Industries chimiques.....	699	3 53
10	Papiers, caoutchouc, etc.....	505	2 55
11	Agriculture et forêts.....	287	1 45
12	Cuir et peaux.....	273	1 37
13	Industries insuffisamment désignées.....	58	0 30
	TOTAUX.....	19.802	100 00

La récapitulation des renseignements détaillés qui précèdent pour chacune des années 1899 (2^e semestre), 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 fournit d'autre part, à la date du 1^{er} janvier 1906, les résultats d'ensemble suivants :

Statistique, par branche d'industrie, des ordonnances et des jugements rendus en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1905).

NUMÉROS des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	partielle.	des conjoints.	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
1	I. — Agriculture et forêts.....	23	1.283	1	28	1.286	237	32	1.016	176	298	56
	II. — Industries extractives.											
2	a) Mines, minières et salines.....	194	6.370	4	43	6.511	1.210	139	5.162	977	2.091	232
3	b) Carrières.....	24	2.798	1	16	2.839	511	75	2.253	402	625	73
	III. — Industrie de l'alimentation.											
4	a) Meuneries et mino- teries.....	4	924	»	»	928	205	16	707	168	246	44
5	b) Sucreries et raffi- neries.....	21	741	3	21	786	128	13	645	102	161	19
6	c) Distilleries.....	11	600	»	12	623	84	12	527	56	94	28
7	d) Brasseries et malte- ries.....	7	671	»	18	696	84	2	610	67	111	6
8	e) Autres Industries de l'alimentation....	35	1.205	11	114	1.365	107	6	1.252	77	146	20
	IV. — Industries chimiques.											
9	a) Industries chimiques en général.....	11	1.518	9	108	1.646	233	22	1.391	174	279	50
10	b) Usines à gaz.....	1	371	»	»	372	41	4	327	29	41	1
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, net- toyage.....	50	583	24	124	781	53	2	728	32	62	14
	V. — Papiers, caoutchouc, etc.											
12	a) Caoutchouc et suc- cédanés.....	5	150	1	16	172	8	»	169	2	5	»
13	b) Papier et carton....	77	966	18	96	1.166	106	13	1.037	80	122	25
14	c) Industries du livre et industries polygra- phiques.....	132	487	11	71	701	23	1	677	13	11	7
	VI. — Textiles.											
15	a) Industries textiles proprement dites..	283	2.297	245	1.078	3.903	163	21	2.708	119	181	24
16	b) Travail des étoffes et vêtements.....	49	647	42	260	998	26	5	957	21	29	4
	VII. — Cuirs et peaux.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux.....	16	512	1	22	550	82	11	457	64	91	16
18	b) Fabrication d'objets en cuir et peau....	29	413	7	77	536	16	»	520	11	21	2

NOMBRES des groupes.	BRANCHES d'industrie.	NOMBRE DES PERSONNES tuées ou blessées					CAS de mort.	CAS d'incapacité per- manente		NOMBRE pour le cas de mort		
		Hommes		Femmes		Total.		totale.	partielle.	des conjoints	des enfants.	des ascendants.
		de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans.	de 16 ans et plus.							
	VIII. — Industrie du bois.											
19 a)	Travaux de bâtiment, charpente en bois, menuiserie.....	45	3.429	»	1	3.475	328	30	3.117	256	358	61
20 b)	Autres gros ouvrages en bois.....	49	3.329	»	15	3.393	253	38	3.002	198	297	40
21 c)	Ébénisterie et tablet- terie.....	27	835	2	48	912	38	3	876	25	26	2
	IX. — Métaux.											
22 a)	Métallurgie du fer, de l'acier, ferron- nerie.....	302	6.983	8	81	7.374	609	86	6.779	374	534	143
23 b)	Charpente en fer et serrurerie.....	132	1.508	»	7	1.647	125	22	1.500	88	131	34
24 c)	Chaudronnerie, fon- derie de 3 ^e fusion et constructions mécaniques.....	295	5.995	9	123	6.421	302	43	6.076	218	295	74
25 d)	Métallurgie, fonderie et travail des mé- taux ordinaires au- tres que le fer et l'acier.....	31	468	2	51	552	43	5	504	32	44	7
26 e)	Mécanique fine.....	15	256	3	50	324	13	1	310	11	11	1
27 f)	Métaux précieux....	5	73	3	20	101	5	»	96	3	3	2
	X. — Travaux publics et bâtiments											
28 a)	Distrib. Electricité..	10	876	1	16	903	94	10	799	65	81	23
29 b)	Autres distri- butions. tributions.	2	56	»	3	61	6	1	54	4	5	»
30 b)	Autres entreprises de travaux publics et de bâtiment.....	101	12.140	»	16	12.267	1.997	228	10.032	1.512	2.275	374
	XI. — Travail des pierres et des terres au feu.											
31 a)	Chaufournerie et bri- queterie.....	78	1.350	3	25	1.456	194	16	1.246	147	224	34
32 b)	Céramique.....	21	291	5	27	344	51	0	267	43	43	7
33 c)	Verrerie.....	55	579	4	35	673	51	9	613	42	63	8
	XII. — Manutention et transports.											
34 a)	Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entrepôts et magasins.....	21	2.204	3	79	2.307	376	27	1.904	275	414	50
35 b)	Transports par terre.	5	4.999	»	2	5.006	1.009	51	3.946	776	1.047	139
36 c)	Transports par voie fermée.....	2	4.594	»	54	4.650	1.659	135	2.866	1.423	2.016	241
37 d)	Transports par eau.	11	1.498	»	5	1.514	272	23	1.219	193	276	83
	XIII. — Industries in- suffisamment désignées....	5	130	»	15	150	18	5	127	12	21	4
	TOTAUX.....	2.198	73.879	421	2.775	79.268	10.660	1.124	67.484	8.288	12.788	1.975

Pourcentage par groupes d'industries des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1905).

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES GROUPES d'industries.	NOMBRE total d'accidents graves survenus dans chaque groupe.	%
1	Métaux.....	16.419	20 72
2	Manutention et transports.....	13.477	17 00
3	Travaux publics et bâtiments.....	13.221	16 68
4	Industries extractives.....	9.350	11 79
5	Industrie du bois.....	7.680	9 69
6	Textiles.....	4.901	6 18
7	Industries de l'alimentation.....	4.398	5 56
8	Industries chimiques.....	2.799	3 53
9	Travail des pierres et des terres au feu....	2.473	3 12
10	Papiers, caoutchouc, etc....	2.029	2 56
11	Agriculture et forêts.....	1.285	1 62
12	Cuir et peaux.....	1.086	1 37
13	Industries insuffisamment désignées.....	160	0 19
	TOTAUX.....	79.268	100 00

Relevé des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1905).

ANNÉES.	TOTAL.	CAS de mort		INCAPACITÉ permanente totale		INCAPACITÉ permanente partielle	
		Nombre.	%	Nombre.	%	Nombre.	%
1899 (2 ^e semestre).....	899	534	59 4	13	1 4	362	39 2
1900.....	6.513	1.662	23 9	139	2 1	4.842	74 0
1901.....	10.627	1.729	16 3	227	2 1	8.671	81 6
1902.....	12.241	1.613	13 2	198	1 6	10.430	86 2
1903.....	13.853	1.624	11 0	179	1 3	12.150	87 7
1904.....	15.303	1.560	10 2	197	1 3	13.546	88 6
1905.....	19.802	2.138	10 8	171	0 9	17.493	88 3
TOTAUX.....	79.268	10.660	13 5	1.124	1 4	67.484	85 1

Enfin le tableau qui suit donne le relevé par cour d'appel et le total des rentes fixées en 1905 par ordonnances ou par jugements, à la suite d'accidents ayant entraîné soit la mort, soit une incapacité permanente de travail absolue ou partielle.

Relevé, par cour d'appel, des rentes fixées en 1905 à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

COURS D'APPEL année 1905.	ORDONNANCES			JUGEMENTS		
	cas de mort.	incapacité per- manente totale.	incapacité per- manente partielle.	cas de mort.	incapacité per- manente totale.	incapacité per- manente partielle.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Agen.....	2.154 90	1.743 »	3.727 27	222 »	720 »	2.513 96
Aix.....	18.548 88	2.351 98	49.014 69	7.198 31	3.330 90	40.714 46
Amiens.....	20.193 77	730 »	36.843 51	995 51	»	30.573 50
Angers.....	12.594 85	2.094 66	20.448 81	1.125 »	650 76	7.079 28
Bastia.....	»	»	90 90	»	»	990 »
Besançon.....	10.987 99	3.774 22	16.580 45	2.071 16	674 »	13.460 22
Bordeaux.....	12.448 31	3.973 08	39.169 23	2.860 80	1.061 75	6.728 65
Bourges.....	3.799 65	»	13.327 02	»	912 31	7.190 62
Caen.....	10.547 70	545 80	17.074 84	977 05	600 »	8.336 79
Chambéry.....	3.726 80	»	8.631 80	1.841 64	»	7.112 84
Dijon.....	12.235 65	2.331 29	30.413 61	1.494 64	2.347 52	15.637 07
Douai.....	98.478 88	4.548 64	171.093 44	7.603 83	8.653 78	66.712 89
Grenoble.....	12.768 07	»	14.481 09	5.241 89	»	21.056 45
Limoges.....	13.337 81	»	13.832 35	1.095 40	»	4.053 93
Lyon.....	39.090 01	9.452 91	116.092 78	7.578 86	5.101 90	44.682 20
Montpellier.....	9.318 25	1.096 »	25.120 79	6.415 35	2.527 33	29.066 86
Nancy.....	45.303 08	4.166 56	70.761 37	5.043 76	5.809 51	39.618 67
Nîmes.....	11.765 78	1.003 »	18.158 59	3.277 50	765 »	14.231 32
Orléans.....	10.830 80	719 »	13.433 23	1.175 »	500 »	11.004 52
Paris.....	98.658 63	6.029 32	313.609 68	57.046 65	16.844 84	132.045 23
Pau.....	3.438 68	600 »	8.808 29	500 »	»	5.430 72
Poitiers.....	8.448 79	»	13.892 13	1.758 20	264 33	9.070 66
Reims.....	16.823 44	4.332 13	47.451 07	2.787 69	»	22.336 05
Riom.....	12.553 16	2.659 60	31.051 78	3.796 65	2.455 44	20.115 19
Rouen.....	25.454 87	4.620 54	41.245 33	6.127 89	2.745 68	30.161 60
Toulouse.....	5.555 05	700 »	13.244 55	2.293 37	1.041 74	10.687 68
TOTAUX.....	519.473 28	57.471 73	1.147.107 70	130.678 15	58.005 79	590.661 43
TOTAL général pour l'année 1905.....	2.503.398 10					

CHAPITRE III

Procédure.

Les heureux effets que l'on était en droit d'attendre des précisions et des modifications apportées aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 par la loi du 31 mars 1905, en ce qui concerne la procédure spéciale destinée à assurer l'exacte attribution des indemnités fixées par l'article 3, se sont traduits de façon déjà satisfaisante dans les ordonnances émanées des magistrats conciliateurs. Les décisions qu'a pu relever mon administration comme faisant échec formellement ou implicitement à la loi, sont en sensible décroissance. S'il convient de signaler encore un cer-

tain nombre d'ordonnances sanctionnant des rachats de rentes inférieures à 100 francs par des capitaux insuffisants au regard du tarif établi par la caisse nationale des retraites, quelques procès-verbaux de conciliation homologués purement et simplement par le président du tribunal sans que celui-ci ait contrôlé la légalité des conventions qu'ils contiennent, parfois encore entre les indemnités allouées et le montant du salaire qui leur sert de base un défaut de concordance dû à l'inadvertance des parties en présence et du juge qui eût dû leur servir de guide, ou enfin des taux invraisemblables d'incapacité trahissant leur illégale fixation *a posteriori*, il est permis de constater que la proportion des ordonnances entachées d'irrégularités s'est considérablement abaissée.

En prescrivant, à peine de nullité, aux présidents de tribunaux d'indiquer, dans leurs ordonnances, le salaire de base et la réduction de capacité subie du fait de l'accident, en précisant d'autre part les formes de la procédure de revision et en étendant expressément à cette procédure la garantie des dispositions tutélaires édictées pour les attributions premières d'indemnités, le législateur de 1905 a presque entièrement tari la source d'irrégularités non moins graves que nombreuses, dont les unes mettaient obstacle à un contrôle efficace des accords sanctionnés quant à la légalité de leurs bases, et dont les autres permettaient à certaines sociétés d'assurances d'obtenir, en dehors des garanties protectrices voulues par le législateur, des transactions éludant pour la plupart les obligations impératives de la loi du 9 avril 1898.

Cependant une lacune apparaît encore trop souvent dans l'application de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898. Elle a retenu tout particulièrement l'attention du ministre du Commerce et a été spécialement signalée au ministère de la Justice.

Le dernier alinéa de l'article 16, introduit par la loi du 31 mars 1905, prescrit, lorsqu'il y a assurance, que l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente substitueront, dans les termes du titre IV de la loi du 9 avril 1898, l'assureur au chef d'entreprise, de façon à supprimer contre ce dernier tout recours de la victime.

Dans le plus grand nombre des décisions judiciaires examinées, cette substitution fait défaut.

Il semble cependant qu'en cas d'accord des parties devant le président du tribunal elle puisse s'opérer sans difficulté, l'assureur devant être, aux termes du premier alinéa du même article 16, convoqué devant le magistrat conciliateur en même temps que le chef d'entreprise et la victime de l'accident.

Cette substitution pouvait être moins aisée dans les instances suivies devant les tribunaux saisis après échec de la tentative de conciliation. Elle a été l'objet d'interprétations incertaines et a provoqué des décisions déjà nombreuses, singulièrement divergentes.

La difficulté porte sur le point de savoir si la substitution de l'assureur

au chef d'entreprise prescrite par l'article 16 peut intervenir, l'assureur n'ayant point été mis en cause.

L'affirmative se trouve soutenue par un groupe important de tribunaux. Les parties qui sont renvoyées devant le tribunal sont, disent ces décisions, celles qui ont dû figurer à la procédure de conciliation, c'est-à-dire non seulement la victime et le chef d'entreprise, mais encore l'assureur; et la partie qui saisit le tribunal doit dès lors mettre l'assureur en cause en l'assignant. Le jugement devant spécifier que l'assureur est substitué au chef d'entreprise, il serait contraire aux principes du droit qu'une telle décision, qui confère à la victime une créance contre l'assureur, puisse intervenir sans que celui-ci ait été appelé.

Si l'assureur n'a pas été mis en cause, le jugement est à son égard *res inter alios judicata* et il est recevable à y former tierce opposition. Il peut avoir d'ailleurs, en tant que garant des risques d'incapacité permanente, des intérêts opposés à ceux du chef d'entreprise, en ce qui concerne la fixation de la date de la consolidation de la blessure et par suite du point de départ de la rente à servir à l'ouvrier blessé.

Sans doute, la double assignation du chef d'entreprise et de l'assureur entraînera normalement pour ce dernier, qui aura à les supporter en définitive, une augmentation des frais. Mais cette augmentation est en fait insignifiante si l'assureur prend le même avoué que l'assuré et d'ailleurs il ne tient qu'à l'assureur de les éviter en « prenant soin de se faire donner acte, soit par le juge de paix dans l'enquête, soit par le président dans le procès-verbal de non-conciliation, d'une déclaration portant qu'il s'engage envers l'ouvrier blessé à prendre à sa charge toutes les indemnités et réparations qui pourraient être mises au compte du chef d'entreprise (1) ». « Un tel engagement eût créé entre l'assureur et l'ouvrier un lien de droit permettant de laisser les chefs d'entreprise hors de cause et de prononcer directement condamnation contre l'assureur » (trib. civ. de Nantes, 26 juillet 1905 (2); trib. civ. Seine, 28 novembre 1905; C. de Paris, 17 février 1906; trib. civ. Troyes, 28 février 1906; trib. civ. Beauvais, 9 mars 1906).

A cette jurisprudence s'oppose directement celle de la cour d'appel de Toulouse (3) aux yeux de qui, l'assureur étant le débiteur principal de l'indemnité allouée à l'ouvrier, le jugement est exécutoire contre la compagnie d'assurances qui ne serait pas admise à y faire opposition, et du tribunal civil de Cambrai (4) qui voit, dans le dernier alinéa du nouvel article 16, une dérogation expresse à la maxime : « Nul ne plaide par procureur ». Selon trois décisions de ce tribunal, le législateur, dans un

(1) Tribunal civil de la Seine, 28 novembre 1905.

(2) Confirmé par la cour d'appel de Rennes, 9 janvier 1906.

(3) Cour d'appel de Toulouse, 4 novembre 1904.

(4) Cambrai, 28 décembre 1905, 8 février et 8 mars 1906.

but d'économie de temps et de frais, applique à l'assureur, sans qu'il soit mis en cause, la condamnation prononcée contre le chef d'entreprise. On ne saurait tirer argument de la convocation de l'assureur en conciliation et dire qu'il est partie en cause devant le président, puisque la conciliation peut valablement intervenir en son absence.

En fait, au surplus, c'est lui qui dirige le procès sous le nom du chef d'entreprise, sans figurer dans les pièces de la procédure, dans des conditions telles que la décision rendue doit lui être opposable et ne saurait être attaquée par la voie de la tierce opposition.

Enfin, un troisième groupe de tribunaux croit pouvoir concilier les règles générales du droit avec la disposition spéciale qui a entendu formellement maintenir seul en cause, dans un intérêt de simplification et d'économie, le chef d'entreprise, tout en le mettant à l'abri de tout recours direct de la victime (1).

Dans ce système, on n'admet pas qu'une condamnation véritable puisse intervenir contre l'assureur qui n'est partie au procès, mais on observe que le législateur n'a pas entendu faire prononcer une condamnation au profit de l'ouvrier contre la compagnie qui assure le chef d'entreprise. La substitution ordonnée par le législateur l'a été dans l'intérêt du chef d'entreprise, « de façon à éviter tout recours contre lui » et non dans celui de l'ouvrier, qui possède déjà une sécurité de paiement absolue dans la procédure rapide et sans frais mise à sa disposition pour obtenir l'acquittement de sa créance sur le « fonds de garantie » visé à l'article 24 de la loi.

Il reste toujours loisible à l'assureur, conformément au droit commun d'intervenir au procès, s'il le croit utile à la défense de ses intérêts ; mais sa substitution à l'assuré n'ayant pas le caractère d'une véritable « condamnation », au sens juridique de ce mot, peut et doit être prononcée par le tribunal contre la compagnie d'assurances sans que celle-ci ait été mise en cause par la victime.

Quelle que doive être l'interprétation finale à laquelle s'arrête la cour suprême, il n'est pas douteux qu'elle devra tenir compte du double objectif affirmé à plusieurs reprises et dans des conditions absolument explicites par le Parlement : simplicité de procédure, et mise hors de cause du patron assuré, dès que l'accord s'est établi ou que le juge a prononcé sur l'allocation de l'indemnité due.

Enfin, il peut n'être pas inutile de relever sous le premier alinéa de l'article 16 (modifié par la loi du 31 mars 1905) une erreur d'interprétation, assez inattendue, commise par plusieurs juges de paix et par quelques magistrats conciliateurs. Il importe d'observer, pour y faire obstacle, que la production par les parties au président du tribunal d'un accord écrit reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité visée

(1) Trib. civ. Lille, 23 novembre 1905 (2 jug.). Trib. civ. Caen, 3 avril 1906.

au texte, ne saurait en aucun cas faire échec à la prescription impérative de l'article 12, deuxième alinéa, qui dispose que, lorsque d'après le certificat médical produit en exécution du premier alinéa du même article la blessure paraît devoir entraîner la mort ou « une incapacité permanente, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête... »

Le président du tribunal qui doit, en cas d'accord des parties, indiquer dans son ordonnance les éléments légaux de cet accord ne saurait en effet, semble-t-il, intervenir en l'absence d'enquête lui fournissant les éléments immédiats de vérification et de contrôle prévus par la loi.

CHAPITRE IV

Modifications et extensions législatives.

L'application aux entreprises d'ordre industriel et aux exploitations similaires du principe nouveau du risque professionnel par la loi du 9 avril 1898 ne constituait qu'une première étape de la réparation forfaitaire.

Parmi les propositions de loi portant généralisation de la législation sur les accidents du travail, signalées par les précédents rapports et qui avaient fait l'objet soit d'un vote de la Chambre des députés, soit de travaux de la part des commissions parlementaires, l'une d'elles, la plus importante par le vaste champ qu'elle embrasse, a reçu la consécration définitive du législateur. La loi du 12 avril 1906 a étendu à toutes les entreprises commerciales la législation sur la responsabilité des accidents du travail.

Désormais s'évanouissent les nombreuses difficultés qu'avaient fait naître dans la pratique judiciaire, quant aux règles qui devaient être appliquées à certaines entreprises de caractère incertain, la coexistence du régime du droit commun basé sur la responsabilité de la faute dans les termes de l'article 1382 du Code civil, et du régime nouveau institué par le législateur de 1898.

Après avoir posé le principe de l'assujettissement du commerce tout entier à la législation du risque professionnel, la loi nouvelle se préoccupe de régler, avant sa mise en vigueur, le sort des contrats d'assurance souscrits sous l'empire du droit commun par les commerçants visés dans son article 1^{er}.

En ce qui concerne les polices garantissant la responsabilité civile de l'assuré, elle se borne à formuler à nouveau la règle de dénonciation et à reproduire (art. 2), avec quelques précisions de détails, les dispositions essentielles de la loi du 29 juin 1899 intervenue, dans des conditions analogues, lors de l'application de la loi du 9 avril 1898.

En ce qui concerne les contrats mixtes, conclus dans l'incertitude du champ d'action de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ou en prévision même

de l'extension législative des dispositions de cet article aux risques commerciaux, elle admet, au contraire (art. 3), que l'assurance puisse être maintenue si l'assureur remet un avenant à l'assuré le garantissant sans augmentation de prime du risque défini par les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902 et 31 mars 1905. Le silence des parties dans le délai de résiliation fixé au texte aura également pour conséquence le maintien du contrat désormais applicable à la garantie du risque déterminé par les lois susvisées.

L'article 4 de la loi du 12 avril 1906 traite de la question de contribution des entreprises commerciales au fonds de garantie et prévoit pour ces exploitations, à condition qu'elles soient exclusivement commerciales, une réduction à 1 centime et demi de la taxe additionnelle à la patente fixée à 4 centimes pour toutes les exploitations de caractère industriel par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, les fixations de ce texte sont d'ailleurs confirmées en tant que de besoin pour les exploitations mixtes et pour les ateliers.

De la taxe réduite applicable aux exploitations commerciales, la loi nouvelle fait bénéficier d'autre part par les chantiers de manutention et de dépôt déjà assujettis à la législation du risque professionnel, mais dont le risque d'exploitations industrielles, moindre que celui des exploitations industrielles, a paru au législateur plus voisin des risques commerciaux.

Le second alinéa de l'article 4 dispose que la liste des différentes exploitations soumises à la taxe de 1 centime et demi sera arrêtée dans les six mois de la promulgation de la loi nouvelle par décret rendu sur la proposition des ministres du Commerce et des Finances après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Modifiable par décret dans les mêmes conditions, cette liste sera présentée tous les cinq ans à la sanction législative. Quant au taux de la contribution, il pourra, dans les limites prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, être l'objet de modifications, fixées par décret et publiées au *Journal officiel* au moins trois mois avant l'ouverture de l'exercice à partir duquel elles deviendraient applicables.

L'article 5 a trait également à la contribution au fonds de garantie et a pour but de combler une lacune résultant de la base de calcul adoptée par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dont ont bénéficié jusqu'à présent les assujettis non passibles de l'impôt des patentes. Faisant état à cet égard de critiques d'ordre général dirigées contre le système instauré par le législateur de 1898 et de diverses propositions d'améliorations, le législateur de 1906 a imaginé pour les assujettis non patentés une organisation plus complexe empruntée au projet de loi encore à l'étude sur la réparation des accidents de l'agriculture et comportant un double régime de contribution :

En ce qui concerne les exploitants assurés de cette catégorie, le texte

porte qu'il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances en proportion des primes. Cette contribution sera recouvrée en même temps que les primes par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents qui en opéreront le versement au fonds de garantie;

En ce qui concerne les mêmes exploitants non assurés, il substitue à cette contribution annuelle, sorte de taxe d'abonnement, une contribution différente, dont le montant également fixé tous les cinq ans par la loi de finances sera seulement exigible en cas d'accident donnant lieu à attribution de rente; cette dernière contribution sera perçue lors des liquidations de rente mises à la charge des assujettis de cette catégorie en proportion du capital constitutif des rentes allouées et sera recouvrée pour le compte du fonds de garantie par les soins de l'administration de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique est appelé par ailleurs à déterminer les conditions dans lesquelles seront effectués les versements et les recouvrements dont il s'agit.

L'article 6 de la loi du 12 avril 1906 étend ses effets comme l'article 5, au domaine déjà régi par la loi du 9 avril 1898 et se préoccupe d'améliorations ou de facilités à y introduire. Il a trait aux conditions de constitution des syndicats de garantie.

Le premier rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898, rappelant les conditions légales de formation et d'existence des syndicats industriels (5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins chacun 300 ouvriers), indiquait que le Gouvernement, lors de l'élaboration du règlement d'administration du 28 février 1899, avait entrevu une solution plus libérale qui consistait à admettre la création de syndicats de garantie, soit par de grands industriels, en petit nombre, soit par de moyens ou petits industriels en nombre plus considérable, l'efficacité initiale de la solidarité paraissant pouvoir trouver des garanties à peu près équivalentes soit dans l'importance, soit dans le nombre des fondateurs solidaires.

Il ajoutait que le Conseil d'État n'avait point alors admis cette dualité, mais qu'il était à présumer que le Parlement voudrait examiner la question et la résoudre définitivement, de manière à permettre dans toute la mesure qu'autoriserait la prudence, l'extension régulière de cette institution. L'article 6 de la loi nouvelle réalise cette réforme attendue et qui s'imposait avec l'assujettissement du commerce à la législation du risque professionnel, en disposant que les syndicats de garantie prévus à l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, ou bien 2.000 ouvriers assurés et 300 chefs

d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

En ce qui touche la procédure même d'approbation, la loi nouvelle admet, d'autre part, tout en spécifiant que les syndicats de garantie continueront en principe à être autorisés par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, qu'ils pourront l'être par simples arrêtés ministériels lorsque leurs statuts seront conformes à des statuts-types approuvés par décret rendu en Conseil d'État, après avis du comité susvisé.

Il est permis d'espérer de ces innovations des effets heureux dont mon administration, en préparant sans délai, dès le lendemain du vote de la loi, les décrets qui la rendront applicable, s'efforce à hâter l'avènement.

Doivent être enfin signalés :

1° Une modification de détail apportée au troisième alinéa de l'article 22 de la loi du 9 avril 1898 par l'article 59 de la loi de finances du 17 avril 1906, aux termes duquel le bénéfice de l'assistance judiciaire, rendu applicable de plein droit à l'acte d'appel par la loi du 22 mars 1902, l'est désormais, le cas échéant, à l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel;

2° Un nouvel arrêté en date du 26 juillet 1906 fixant transitoirement pour certaines localités, par application des dispositions de l'arrêté visé au deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, le prix de la visite médicale faite au domicile du blessé.

En ce qui concerne les projets de loi à l'étude portant généralisation ou adaptation de la législation sur les accidents du travail signalés au précédent rapport, il y a lieu d'indiquer le dépôt sur le bureau de la Chambre, à la date du 14 juin 1906, du projet concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat. A cette même date a été également opérée la présentation nouvelle du projet de loi sur les maladies professionnelles rendue nécessaire par suite du renouvellement de la Chambre des députés.

Les autres projets dont l'élaboration est maintenant achevée ou sur le point de l'être seront à leur tour et dans le plus bref délai possible soumis aux délibérations et à la sanction du Parlement.

Il y a lieu de signaler d'autre part, en vue d'une extension nouvelle de la législation du risque professionnel, l'institution par arrêté du ministre du Commerce en date du 9 octobre 1906, pris après entente avec les départements de l'instruction publique, de l'intérieur, de l'agriculture et des finances, d'une commission chargée d'étudier la question de la responsabilité des accidents survenus dans les écoles d'enseignement technique et plus généralement dans tous les établissements d'instruction.

Enfin, il y a lieu d'indiquer que le *Journal officiel* du 14 juin 1906 a publié un décret en date du 12 juin portant promulgation de la convention conclue entre la France et la Belgique, signée à Paris le 21 février

1906, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. C'est le premier des actes internationaux expressément visés au dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, modifié par celle du 31 mars 1905.

II^e PARTIE

Contrôle des assurances.

CHAPITRE I^{er}

Contrôle financier des sociétés d'assurances.

I. — Sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail pendant l'exercice 1904.

Les sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail sont comprises dans la liste suivante; indiquant les cautionnements correspondants :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	CAUTIONNEMENTS	
	pleins.	réduits.
1^{re} Sociétés mutuelles françaises.		
La Préservatrice.....	»	806.172
La Mutuelle générale française.....	»	1.000.000
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	»	395.097
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	»	500.000
L'Union industrielle (à Lyon).....	»	200.000
Le Syndicat du Nord.....	»	357.998
La Mutualité industrielle.....	»	908.766
L'Association industrielle des travailleurs français.....	»	233.365
La Participation.....	702.449	»
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	»	40.000
L'Auxiliaire.....	»	200.000
La Caisse des entrepreneurs.....	»	200.000
La Caisse syndicale mutuelle (à Armentières).....	»	200.000
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	»	137.154
La Responsabilité agricole.....	»	20.000
L'Alimentation.....	»	200.000
2^e Sociétés anonymes françaises.		
L'Abessée.....	2.000.000	»
Le Patrimoine.....	»	1.000.000
La Préservatrice.....	2.000.000	»
La Prévoyance.....	2.000.000	»
L'Urbaine et la Seine.....	2.000.000	»
Le Secours.....	»	1.000.060
La Foncière.....	»	1.000.000
Le Soleil-Sécurité générale.....	»	882.357
La Providence.....	2.000.000	»
La Paix.....	»	294.963
La Flandre.....	»	200.000
L'Union industrielle du Nord.....	»	200.000
La Compagnie générale d'assurance contre les accidents.....	»	462.471
La Thémis.....	400.000	»
La Gauloise.....	»	200.000
La Conservatrice.....	»	200.000
La Garantie.....	»	200.000
3^e Sociétés étrangères.		
La Société suisse d'assurance contre les accidents (à Winterthur).....	»	1.500.000
La Zurich.....	»	1.500.000
The Ocean Accident and guarantee Corporation.....	»	987.625
La Union et le Phénix espagnol.....	1.161.301	»
La Compagnie internationale d'assurance contre les accidents.....	»	300.000
4^e Syndicats de garantie.		
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	»	»
Le Syndicat de garantie de l'union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	»	»

Les sociétés qui sont astreintes au cautionnement plein sont celles qui assument elles-mêmes le service des rentes à leur charge; au contraire, celles qui versent à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse le montant des capitaux constitutifs des pensions bénéficient d'une réduction de moitié du montant du cautionnement. Parmi ces dernières, trois sociétés bénéficient en outre, comme en 1903, d'une seconde réduction, en vertu de l'article 6 du décret du 28 février 1899, et leur cautionnement se trouve ainsi ramené au quart du taux normal; ces sociétés sont : la caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France, la caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France et la caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France. Deux autres sociétés, la caisse des entrepreneurs et la caisse syndicale mutuelle, à Armentières, assurant exclusivement, comme les précédentes, des ouvriers appartenant au même groupe d'industries, dans les termes du décret précité, ont participé, de même, au taux de faveur prévu par ce dernier; mais, comme ces deux sociétés géraient elles-mêmes les capitaux représentatifs des pensions, cette réduction ne s'ajoutait pas à celle de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 mars 1899, et leur cautionnement restait fixé à la moitié du taux normal. La caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France et la Responsabilité agricole, qui limitent leurs opérations aux exploitations agricoles dans les termes de l'arrêté ministériel du 3 mai 1899, se trouvent placées sous le régime spécial déterminé par cet arrêté; en outre, la Responsabilité agricole n'assumant pas le service des pensions, n'est astreinte qu'à la moitié du cautionnement ainsi fixé. Enfin, les syndicats de garantie qui fonctionnent dans les conditions prévues par le titre II du décret du 28 février 1899 ne sont astreints au dépôt d'aucun cautionnement.

Si l'on compare la liste qui précède à celle des sociétés qui fonctionnaient en 1903, on voit que le nombre total de ces sociétés a diminué de deux unités. D'une part, en effet, les trois sociétés : la société générale des assurances agricoles et industrielles, l'Eternelle et l'Industrie française ont cessé d'être admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail à la suite de l'arrêté ministériel du 29 novembre 1903. D'autre part, la compagnie internationale d'assurance contre les accidents, à Vienne, a commencé à fonctionner en France, dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1898, dans le cours de l'année 1904.

Cette nouvelle société verse à la caisse nationale des retraites les capitaux représentatifs des pensions. Une autre société étrangère, the Ocean accident and guarantee Corporation, qui jusqu'alors assurait elle-même le service des pensions, a changé de régime dans le cours de l'exercice et verse désormais les capitaux à la caisse nationale des retraites. Inversement, la Préservatrice (anonyme), qui se trouvait auparavant sous ce second régime, assume actuellement le service des pensions. Il en résulte que le nombre relatif des sociétés qui versent les capitaux représentatifs

des rentes s'est augmenté d'une unité : il en a été de même en 1903, où une seule société s'est placée sous ce régime, sans qu'on eût eu à enregistrer de changement inverse. Si l'on tient compte des trois sociétés ayant cessé d'être admises en 1903 à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail, dont l'une gérait les capitaux représentatifs des rentes et dont les deux autres les versaient à la caisse nationale des retraites, on voit que le nombre absolu des sociétés placées sous ce second régime a diminué d'une unité : il en est également ainsi de celles qui fonctionnent sous l'autre régime.

La liste des sociétés pratiquant l'assurance des accidents du travail s'est trouvée encore abrégée dans le cours de l'exercice 1904 par le fait de la renonciation de trois sociétés à réaliser de nouveaux contrats couvrant ce risque : ces sociétés sont la Gauloise, la Conservatrice et la Pré-servatrice (mutuelle).

II. — Situation générale des sociétés surveillées.

Le règlement de la part des sociétés des pensions et indemnités qui leur incombent en vertu de la loi du 9 avril 1898 est garanti par une créance privilégiée sur le montant de leurs réserves et cautionnements. Ce privilège ne constitue toutefois un gage véritable en faveur des créanciers que relativement aux capitaux composant le cautionnement déposés à la Caisse des dépôts et consignations ; en ce qui concerne les réserves mathématiques, les valeurs qui les représentent restent entre les mains des sociétés, et l'efficacité du privilège y est subordonnée à leur existence effective et à la solvabilité des sociétés. Cette situation pourrait présenter un danger pour le fonds de garantie, dont elle exposerait l'intégrité dans le cas où le montant du cautionnement serait insuffisant à couvrir toutes les charges de la gestion spéciale.

C'est pour parer à ce danger que la circulaire du 16 avril 1901 a prescrit la séparation effective du portefeuille afférent à la gestion spéciale ; cette mesure comporte notamment l'inscription détaillée de la nature et du numéro de chaque titre, tant dans le compte du portefeuille de la gestion spéciale que dans le compte du portefeuille général, et l'envoi d'un état spécial trimestriel, relevant la nature et le numéro de chacune de ces valeurs, avec indication des aliénations et des remplois survenus depuis la production de l'état précédent. Ces dispositions permettent aux commissaires contrôleurs de vérifier la consistance de ce portefeuille, et d'en suivre les transformations. Mais, dans l'état actuel de notre législation, aucune sanction directe n'a pour objet d'assurer l'existence effective des valeurs constituant ce portefeuille : à défaut de constitution des réserves mathématiques, le ministre peut seulement adresser à la société une injonction par voie de redressement, et au besoin, si ce procédé n'est pas suivi de résultat, user de la procédure prévue à l'article 27 pour mettre fin aux opérations de la société.

On voit l'intérêt considérable que présente pour le bon fonctionnement de la loi du 9 avril 1898 la prospérité générale des sociétés admises à assurer le risque des accidents du travail, et la nécessité où se trouve le service du contrôle de se renseigner dans la mesure du possible sur cette situation. Mais, dans l'état actuel de la législation, le service du contrôle ne peut faire porter ses investigations d'une façon spéciale et rigoureuse que sur les écritures et comptes relatifs aux accidents du travail. Il en résulte qu'en l'absence d'investigations administratives directes en cette matière, le présent rapport, comme les rapports précédents, ne peut attribuer qu'une valeur toute relative aux renseignements fournis par les comptes rendus généraux des opérations des sociétés, et c'est sous cette réserve qu'il donne ci-dessous le relevé des soldes créditeurs et débiteurs des comptes généraux de profits et pertes.

En 1904, trente-deux sociétés ont enregistré des bénéfices, à savoir :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	SOLDES CRÉDITEURS.
<i>Sociétés mutuelles françaises.</i>	
<i>France.</i>	
La Mutuelle générale française.....	968.882 07
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	143.719 43
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	74.137 98
L'Union industrielle (à Lyon).....	32.981 55
Le Syndicat du Nord.....	29.863 88
La Mutualité industrielle.....	228.603 05
L'Association industrielle des travailleurs français.....	273.925 30
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	52.255 89
L'Auxiliaire.....	22.255 90
La Caisse des entrepreneurs.....	5.417 32
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	180.179 24
La Responsabilité agricole.....	18.606 05
L'Alimentation.....	62.658 60
<i>Sociétés anonymes françaises.</i>	
L'Abelle.....	613.920 79
La Prévoyance.....	1.288.719 51
La Prévoyance.....	640.884 36
L'Urbaine et la Seine.....	665.886 18
Le Secours.....	198.601 78
La Foncière.....	1.554.858 16
Le Soleil Sécurité générale.....	821.876 18
La Providence.....	827.698 2
La Flandre.....	48.987 92
L'Union industrielle du Nord.....	87.473 11
La Compagnie générale d'assurance contre les accidents.....	69.418 10
La Thémis.....	12.700 14
La Gauloise.....	1.237.380 48
<i>Sociétés étrangères.</i>	
La Société suisse d'assurance contre les accidents, à Winterthur.....	827.902 10
La Zurich.....	1.807.699 90
The Ocean-Accident and guarantee Corporation.....	1.884.476 18
La Union et le Phénix espagnol.....	1.906.824 18
<i>Syndicats de garantie.</i>	
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	146.815 48
Le Syndicat de garantie de l'union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	173.669 76

Six sociétés ont accusé des pertes, ce sont :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	SOLDES DÉBITEURS.
<i>Sociétés mutuelles françaises.</i>	<i>Francs.</i>
La Préservatrice.....	8.086 06
La Participation (1).....	201.544 78
La Caisse syndicale mutuelle (à Armentières).....	18.168 66
<i>Sociétés anonymes françaises.</i>	
Le Patrimoine.....	1.012.033 10
La Paix.....	166.748 47
La Garantie.....	239.616 88

(1) Ce chiffre est celui de l'appel complémentaire des cotisations des sociétaires.

Indépendamment des réserves déjà faites au sujet de ces chiffres, il faut ajouter que les indications qu'ils peuvent fournir relativement à l'état de prospérité des sociétés n'ont de valeur que si on les dégage des circonstances peut-être transitoires et accidentelles auxquelles ces résultats sont dus : le seul moyen d'en tirer des conclusions admissibles consiste donc à les rapprocher des résultats antérieurs, sans attribuer une valeur propre à chacun d'eux et en se bornant à en apprécier l'ensemble.

En se plaçant à ce point de vue, on remarquera que, de 1901 à la fin de 1904, neuf sociétés mutuelles, onze sociétés anonymes et trois sociétés étrangères n'ont pas éprouvé de pertes; une seule n'a pas enregistré de bénéfices; trois ont été en pertes durant les trois derniers exercices; deux ne sont en pertes que depuis le précédent exercice.

En ce qui concerne les sociétés n'ayant enregistré que des soldes créditeurs, ceux-ci ont été en progression constante pour six sociétés pendant les quatre exercices, pour quatre pendant les trois derniers exercices; ils ont subi une diminution constante depuis 1901 pour deux sociétés.

Des quatre sociétés — autres que les sociétés arrêtées en 1903 — qui avaient éprouvé des pertes en 1901, trois n'en ont plus enregistré depuis lors, et pour l'une d'elles les bénéfices ont été en croissant jusqu'en 1904. La quatrième a eu des bénéfices dans le dernier exercice.

Quelques sociétés, quoique gérant elles-mêmes leurs réserves mathématiques, ont encore, comme en 1903, usé de la faculté qui leur était laissée de verser à la caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des rentes. Ces sociétés sont, d'après les comptes rendus :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	VERSEMENTS effectués en 1904 à la caisse nationale des retraites.
	Francs.
L'Abeille.....	160.151 68
La Préservatrice (anonyme).....	77.128 »
La Providence	1 853.328 07
La Union et le Phénix espagnol.....	225 663 »
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	651.013 »

On remarquera que le total de ces sommes est sensiblement inférieur à celui des versements qui avaient été effectués en 1903 dans les mêmes conditions. Cependant les soldes créditeurs des comptes de rentes viagères de ces sociétés, à l'exception de la Providence, présentent une augmentation sur ceux de l'exercice précédent : il n'apparaît donc pas que cette opération ait exercé une action directe et immédiate sur les bénéfices enregistrés par les sociétés. Il convient seulement de noter, à l'appui des observations qui avaient été faites sur ce point dans le rapport sur l'application de la loi en 1903, que le résultat de cette opération est avantageux pour les sociétés, et que les bénéfices qui en résultent rentrent parfois pour une part importante dans leurs bénéfices généraux ; ce fait est surtout sensible dans le cas du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics, dont le solde créditeur du compte général de profits et pertes est inférieur à celui du compte des rentes viagères.

Nous donnons ci-dessous le tableau comparatif des soldes bénéficiaires de ce dernier compte pour les deux exercices 1903 et 1904, tels qu'ils résultent du tableau modèle IV annexé aux comptes rendus :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	SOLDES bénéficiaires du compte des rentes viagères (modèle IV)	
	1903.	1904.
	Francs.	Francs.
L'Abeille.....	140.789 98	174 011 53
La Providence.....	551.033 16	519.457 79
La Union et le Phénix espagnol.....	15.975 42	41.677 30
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics...	»	184.648 75
La Préservatrice (anonyme).....	»	70.191 75

III. — Observations générales sur la comptabilité des opérations relatives aux assurances contre les accidents du travail.

La présentation de comptes rendus réguliers en la forme est une conséquence de la nécessité d'une bonne comptabilité dans toute société d'assurances bien gérée : en effet, si cette régularité peut n'être qu'apparente, et ne rend jamais inutile un contrôle direct des opérations effectives des sociétés par l'examen des livres et des écritures qui y sont portées, si, d'autre part, l'état d'une société peut être florissant et ses livres comptables bien tenus sans que les tableaux qui en résultent soient indemnes d'inexactitudes, la confection régulière de ceux-ci n'en présente pas moins une grande importance, car ils facilitent grandement l'exercice du contrôle et permettent en outre de se rendre compte de toutes les conditions dans lesquelles fonctionne la loi sur les accidents du travail.

Aussi le service du contrôle s'est-il attaché, avec un soin tout particulier, à vérifier la régularité des comptes rendus au point de vue comptable. Ses efforts semblent n'avoir pas été inutiles, et l'on peut suivre une amélioration sensible, d'année en année, dans la tenue de la comptabilité; les irrégularités relevées paraissent tenir d'ailleurs le plus souvent à une inexpérience des règles prescrites plutôt qu'à un parti pris, et toutes les sociétés ne tarderont pas, il faut l'espérer, à s'apercevoir de la nécessité d'une comptabilité claire et exacte.

Les procédés incorrects qui consistent à dissimuler les pertes, soit à l'aide d'un actif fictif, soit en utilisant de fausses dénominations de comptes, soit en absorbant des réserves statutaires, n'ont été relevés qu'à l'égard de deux sociétés et d'un syndicat de garantie. Des inexactitudes, consistant dans l'emploi de rubriques fausses ou dans l'inscription de chiffres erronés, ou dans le défaut de concordance entre les comptes rendus et les écritures, ou dans le défaut de concordance entre les indications de plusieurs comptes, se sont produites chez un syndicat de garantie et cinq sociétés, dont quatre sociétés anonymes. Il faut relever également l'omission, dans une société mutuelle, d'une caisse supplémentaire de prévoyance constituée par le moyen d'un emprunt.

On doit signaler une grave tendance, de la part de certaines sociétés, à violer les prescriptions contenues dans leurs statuts, en ce qui concerne la quotité du fonds de prévoyance ou le mode de placement des fonds sociaux.

Quelques sociétés ont encore en 1904 constitué leurs cautionnements à l'aide de valeurs indisponibles, contrairement aux prescriptions formulées dans la circulaire ministérielle du 30 janvier 1900. Deux d'entre elles avaient affecté à cet objet la réserve pour provisions de primes, qui est une dette de la société vis-à-vis des assurés; une autre avait pris le surplus de son cautionnement à constituer sur la réserve statutaire.

Ajoutons que les deux premiers errements signalés ont disparu et que les sociétés qui les avaient commis ont sur ce point donné satisfaction aux règlements.

Distinction de gestion. — L'une des conditions qui paraissent les plus difficiles à réaliser de la part des sociétés consiste dans la distinction comptable entre les opérations générales et celles de la gestion spéciale relative au cas de mort et d'incapacité permanente.

Les cas où cette distinction fait entièrement défaut et où la comptabilité relative à la gestion spéciale est de pure forme, sont rares à la vérité : trois seulement ont été relevés d'une façon certaine. Dans plusieurs autres cas, la distinction est au moins insuffisante et la confusion apparaît, soit dans le portefeuille qui change d'affectation d'un exercice à l'autre, soit dans l'emploi par la gestion générale des fonds appartenant à la gestion spéciale, soit dans l'augmentation de l'actif de cette dernière à l'aide de valeurs appartenant à la première, soit dans l'absence à la gestion spéciale de comptes existant dans les opérations de la société et relatifs à cette gestion, soit dans le défaut de concordance entre les comptes de l'une des gestions par rapport à ceux de l'autre, par suite de la diversité des dates auxquelles ces deux catégories de comptes sont arrêtées.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la distinction complète, au point de vue comptable, de la gestion relative aux cas de mort et d'incapacité permanente : c'est cette branche de l'assurance qui met en jeu, le cas échéant, le fonds de garantie ; c'est sur elle que porte spécialement l'exercice du contrôle administratif ; or il est indispensable, pour que ce contrôle puisse être pleinement efficace, que toutes les opérations de cette branche soient individualisées et que leur résultat apparaisse distinctement dans l'ensemble des opérations.

Compte financier des catégories. — Ce compte, étant destiné à accuser les résultats des opérations relatives aux diverses catégories d'assurances contre les accidents du travail survenus dans l'exercice, ne doit comprendre, au crédit, que les ressources destinées à couvrir spécialement le coût des sinistres, et au débit, que les sinistres de l'exercice, réglés ou seulement évalués. Plusieurs sociétés inscrivent au crédit des ressources étrangères à ce compte, telles que les intérêts des valeurs affectées à la gestion spéciale, qui doivent figurer seulement au compte de profits et pertes, ou le solde du compte des rentes viagères, qui résulte, pour les sinistres de l'exercice des opérations déjà inscrites au modèle I, et comprend, d'autre part, des éléments concernant les sinistres des exercices antérieurs. D'autres omettent d'y faire figurer des charges qui grèvent cependant le coût des sinistres, telles que la réserve complémentaire en tant qu'elle concerne des sinistres de l'exercice. Certaines sociétés négligent d'établir une correspondance exacte entre les sommes à réserver en fin d'exercice pour portions de primes payées

d'avance et celles qui sont comprises au crédit dans les primes de l'exercice, ou omettent d'inscrire au crédit les sommes réservées en fin d'exercice précédent pour provisions de primes; parfois les sommes ont été portées sous des rubriques qui ne s'y rapportent pas, telles que celles réservées pour sinistres à régler dans la colonne des provisions de primes.

La plupart de ces erreurs sont de forme : elles ont été relevées à l'égard de quatre sociétés mutuelles, de quatre sociétés anonymes et d'un syndicat de garantie. Une erreur plus grave est celle qui consiste à inscrire dans ce compte des sinistres autres que ceux qui appartiennent à l'exercice, que ce soient des sinistres seulement évalués ou des sinistres réglés. Elle a donné lieu à des redressements vis-à-vis de deux sociétés anonymes et de trois sociétés mutuelles.

Règles relatives au mode d'inscription du cautionnement. — Les motifs qui ont dicté l'inscription du cautionnement au compte de profits et pertes et au bilan de la gestion spéciale paraissent n'avoir pas encore été suffisamment compris.

Au premier de ces comptes, le cautionnement doit figurer au crédit pour sa valeur nominale au début de l'exercice, et au débit pour sa valeur nominale à la fin de l'exercice : les écritures nécessaires au rétablissement de l'équilibre entre ces deux sommes devront donc nécessairement apparaître sous leur vrai jour, de telle sorte que cette double inscription doit permettre d'apercevoir, chaque fois que le montant nominal du cautionnement a subi une modification, quels sont les comptes qui ont joué pour en fournir le complément, ou quels sont ceux qui ont bénéficié du surplus, et dont le crédit ou le débit sont inscrits au débit ou au crédit du compte de profits et pertes. Deux sociétés anonymes et une société mutuelle omettent de laisser apparaître ce résultat. D'autres l'inscrivent sous la rubrique : « Bénéfice... » ou « Pertes sur valeurs formant le cautionnement » alors que ce compte ne doit concerner que les différences qui peuvent se produire au moment de la réalisation des valeurs qui constituent le cautionnement entre le prix d'achat et le prix de vente; ces bénéfices ou ces pertes sont d'ailleurs inscrits par une société mutuelle sous la rubrique « Intérêts » qui ne devait pas les comprendre.

Il ne faut pas non plus confondre avec les bénéfices ou les pertes sur valeurs formant le cautionnement la différence entre le cautionnement nominal et la valeur, résultant des variations du cours de la Bourse, des titres qui le composent : la différence fait au contraire l'objet de la « Réserve pour fluctuations dans les valeurs du cautionnement »; une société anonyme et deux sociétés mutuelles ont commis cette confusion.

Le mode d'inscription du cautionnement au bilan de la gestion spéciale n'est pas le même, et cette différence résulte de la nature même de

ces deux tableaux : puisque le passif du bilan indique les charges de la gestion spéciale, le cautionnement ne doit figurer parmi ces dernières que pour sa valeur nominale ; au contraire la valeur des titres qui le composent constitue bien un élément d'actif qui doit figurer intégralement à l'actif du bilan. L'inscription à l'actif et au passif de la valeur nominale du cautionnement, qui a été relevée dans un compte rendu, n'a donc aucun sens. Mais, d'autre part, l'estimation de la valeur réelle des titres qui le constituent a été fixée par l'article 3 du décret du 28 février 1899 au cours moyen de la Bourse au jour de dépôt : elle ne saurait donc dépasser ce chiffre dans son évaluation à l'actif du bilan sans violer cette disposition. Par ailleurs celle-ci est formelle, et le jour du dépôt, qu'elle mentionne, ne doit pas être confondu avec le jour de l'achat ; quant aux différences pouvant exister entre les cours à ces deux dates, comme aussi entre les premiers et celui au 31 décembre, l'état modèle VI a précisément pour objet de les mettre en évidence : deux sociétés anonymes et deux sociétés mutuelles n'ont pas observé cette règle. D'autres ont confondu, dans la rédaction de l'état VI, le cours au jour du dépôt et celui au jour de l'achat : cette erreur a été relevée à l'égard de quatre sociétés anonymes et de trois sociétés mutuelles.

Ce dernier tableau a également pour objet de faire apparaître, en ce qui concerne les réserves mathématiques, la différence entre le cours des valeurs qui les composent au jour de l'achat et leur cours au 31 décembre ; ces deux évaluations ont été confondues par une société mutuelle.

D'autre part, l'état VI doit s'appliquer à toutes les valeurs qui composent le portefeuille de la gestion spéciale, même celles qui ne seraient affectées ni aux cautionnements ni aux réserves : une omission sur ce point a été relevée vis-à-vis d'une société anonyme.

Compte financier des rentes viagères et de la réserve complémentaire.

— Le nombre des sociétés qui n'ont pas rempli ce compte, pour être bien inférieur à celui de 1903, comprend encore deux sociétés mutuelles et un syndicat de garantie. Trois sociétés anonymes y ont porté des inscriptions dépourvues de toute valeur comptable. Trois sociétés ont omis d'y comprendre des éléments qui appartiennent à ce compte, telles que les réserves constituées en cours d'exercice, les recettes ou les dépenses provenant de révisions.

Enfin certaines sociétés omettent de remplir le tableau annexe de ce compte, indiquant le mouvement des rentes viagères pendant l'exercice : la partie de ce tableau qui concerne les rentes créées pendant l'exercice doit tout au moins être remplie même par les sociétés qui versent à la caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des rentes à leur charge, afin de mettre en évidence le montant des rentes correspondant aux constitutions.

Le compte des rentes viagères et de la réserve complémentaire a

donné lieu à des erreurs d'un autre ordre. Il doit être crédité des remboursements effectués par la caisse nationale des retraites, de même qu'il est débité des versements effectués à cette caisse : quatre sociétés ont faussé ce compte en inscrivant directement ces opérations au compte de profits et pertes. Ce dernier compte est en effet destiné à enregistrer les soldes de tous les autres comptes de la gestion spéciale ; à ce titre celui de la réserve complémentaire ne doit y figurer que par l'inscription de son solde. Mais d'autre part, ce solde doit y être placé en évidence, sous une rubrique distincte pour chacun des deux comptes « Réserve mathématique » et « Réserve complémentaire ». Ces règles ont été méconnues par trois sociétés, dont deux mutuelles.

Remarques relatives à des comptes spéciaux. — Le tableau II donnant un modèle de compte de profits et pertes contient des rubriques : « Autres recettes », « Autres dépenses » ; ces rubriques ne sont qu'à titre d'indication, mais n'autorisent pas à couvrir des comptes qui n'ont pas trouvé place dans les autres articles, sans les spécifier : on a dû rappeler à trois sociétés, l'obligation de détailler les opérations inscrites sous ces rubriques.

Etat des risques assurés par la société au cours de l'exercice. — Cet état a été dressé d'une façon incorrecte et qui témoigne de l'incompréhension de son objet par un certain nombre de sociétés : cinq sociétés mutuelles, une société anonyme et un syndicat de garantie ont totalement méconnu les règles qui président à sa confection. Une société anonyme n'y a fait figurer que les primes couvrant le risque de mort ou d'incapacité permanente, alors que celles qui sont relatives à l'incapacité temporaire doivent y être comprises. Un plus grand nombre font figurer les primes non encaissées des exercices antérieurs dans la colonne 6, alors que, aux termes du rapport sur les opérations des sociétés pendant l'exercice 1902, la colonne 4 doit être réservée aux primes des exercices antérieurs, et les colonnes 5 et 6 étant affectées à celles de l'exercice, leur total doit représenter l'ensemble des primes inscrites au modèle I. Tout au moins lorsque les primes des exercices antérieurs non encaissées sont portées à la colonne 6, devraient-elles en être distinguées par une mention spécifiant le montant afférent à celles de l'exercice inventorié. Cinq sociétés anonymes et deux sociétés mutuelles ont méconnu cette règle et ont commis des erreurs qui ont donné lieu à des redressements.

IV. — Résultats des opérations d'assurance contre les accidents du travail pour l'exercice 1904.

Les résultats des opérations effectuées par les sociétés relativement aux accidents du travail sont indiqués par le tableau modèle I qui donne, par catégorie d'assurances, les divers éléments, tant des recettes que des dépenses, qui concourent à produire dans cette branche des bénéfices.

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	BÉNÉFICES.	PERTES.
	Fr.	Fr.
<i>1^{re} Sociétés mutuelles françaises.</i>		
La Préservatrice.....	»	160.032 24
La Mutuelle générale française.....	39.685 16	»
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	128.447 98	»
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	»	68.452 54
L'Union industrielle (à Lyon).....	45.216 42	»
Le Syndicat du Nord.....	»	24.093 59
La Mutualité industrielle.....	229.768 05	»
L'Association industrielle des travailleurs français.....	93.529 10	»
La Participation.....	»	63.445 68
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	3.839 77	»
L'Auxillaire.....	13.710 35	»
La Caisse des entrepreneurs.....	7.834 95	»
La Caisse syndicale mutuelle (Armentières).....	»	17.835 50
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	100.085 50	»
La Responsabilité agricole.....	13.707 70	»
L'Alimentation.....	19.485 60	»
TOTAUX.....	695.210 58	323.859 55
<i>2^{re} Sociétés anonymes françaises.</i>		
L'Abelle.....	178.350 37	»
Le Patrimoine.....	»	678.514 87
La Préservatrice.....	62.977 42	»
La Prévoyance.....	»	70.624 85
L'Urbaine et la Seine.....	»	150.167 84
Le Secours.....	63.014 94	»
La Foncière.....	»	211.203 03
Le Soleil-Sécurité générale.....	388.694 14	»
La Providence.....	354.217 90	»
La Paix.....	»	118.156 34
La Flandre.....	»	36.643 20
L'Union industrielle du Nord.....	17.868 87	»
La Compagnie générale d'assurance contre les accidents ..	»	90.402 34
La Thémis.....	»	65.071 98
La Gauloise.....	95.589 07	»
La Conservatrice.....	»	105.389 05
La Garantie.....	»	9.357 99
TOTAUX.....	1.160.212 72	1.525.531 49
<i>3^{re} Sociétés étrangères.</i>		
La Société suisse d'assurance contre les accidents (à Winterthur).....	»	27.739 70
La Zurich.....	»	22.780 30
The Ocean Accident and guarantee corporation.....	»	335.133 16
La Union et le Phénix espagnol.....	»	75.778 60
TOTAL.....	»	451.431 76
<i>4^{re} Syndicats de garantie.</i>		
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	23.490 05	»
Le Syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	4 53	»
TOTAL.....	44.574 58	»

ces ou des pertes. Le présent rapport contient ci-après le tableau général des résultats portant sur l'ensemble des opérations relatives aux accidents du travail, tel qu'il résulte des comptes financiers des catégories et sous réserve, d'une part, des inexactitudes provenant des erreurs de comptabilité qui ont été relevées dans le paragraphe précédent, et d'autre part de l'incertitude inhérente à l'évaluation des sinistres qui ne sont pas définitivement liquidés, et de l'évaluation encore plus approximative de ceux qui ne sont pas encore réglés.

Parmi les vingt sociétés accusant des bénéfices en 1904, quinze en accusaient également en 1903 et cinq soldaient en pertes leurs opérations; quinze également des vingt et une sociétés ayant enregistré des bénéfices en 1903 en enregistrent encore en 1904, et six éprouvent des pertes en 1904 après avoir eu des bénéfices en 1903.

Si l'on compare le résultat des opérations relatives à la branche accidents du travail avec celui des opérations générales de chaque société, on relève que les onze sociétés mutuelles qui ont eu des bénéfices dans l'exploitation des accidents du travail en avaient également dans l'ensemble de leurs opérations; sur les cinq sociétés mutuelles dont les opérations relatives aux accidents du travail se soldaient en pertes, trois étaient en pertes dans l'ensemble de leurs opérations et les deux autres accusaient des bénéfices.

Les sept sociétés anonymes, qui ont enregistré des bénéfices en matière d'accidents du travail, en ont toutes enregistré également dans leur gestion générale; des dix sociétés anonymes qui ont éprouvé des pertes dans la branche des accidents du travail, trois seulement en ont accusé dans l'ensemble de leurs opérations. Les quatre sociétés étrangères ont toutes soldé en perte leur gestion des accidents du travail : aucune n'accuse de pertes dans la gestion générale.

Le tableau ci-dessous donne les résultats des opérations relatives aux risques de morts et d'incapacité permanente seulement; ces résultats sont ceux qui sont accusés par le tableau modèle I, et leur emploi comporte les réserves déjà faites tant au sujet de la confection de ces tableaux que de l'insuffisance de la distinction des gestions, relevée plus haut :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	BÉNÉFICES.	PERTES.
	Fr.	Fr.
1^{re} Sociétés mutuelles françaises.		
La Préserveurice.....	»	76.456 30
La Mutuelle générale française.....	599.670 15	»
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	»	92.774 92
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	»	189.513 03
L'Union industrielle (à Lyon).....	10.426 09	»
Le Syndicat du Nord.....	17.080 26	»
La Mutualité industrielle.....	124.376 30	»
L'Association industrielle des travailleurs français.....	71.176 95	»
La Participation.....	»	68.216 97
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	2.453 10	»
L'Auxiliaire.....	3.980 »	»
La Caisse des entrepreneurs.....	5.698 74	»
La Caisse syndicale mutuelle (Armentières).....	»	35.366 30
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	»	30.238 66
La Responsabilité agricole.....	9.761 45	»
L'Alimentation.....	4.407 06	»
TOTAUX.....	848.930 09	481.565 08
2^{re} Sociétés anonymes françaises.		
L'Abellie.....	235.949 45	»
Le Patrimoine.....	»	640.992 93
La Préserveurice.....	3.267 12	»
La Prévoyance.....	»	91.881 86
L'Urbaine et la Seine.....	»	177.404 99
Le Secours.....	44.630 79	»
La Foncière.....	»	147.151 84
Le Soleil-Sécurité générale.....	289.908 64	»
La Providence.....	163.988 55	»
La Paix.....	57.506 28	»
La Flandre.....	»	18.625 97
L'Union industrielle du Nord.....	12.864 28	»
La Compagnie générale d'assurance contre les accidents.....	26.773 18	»
La Thémis.....	»	7.813 94
La Gauloise.....	80.260 21	»
La Conservatrice.....	»	44.118 76
La Garantie.....	324 73	»
TOTAUX.....	916.867 13	1 127.989 77
3^{re} Sociétés étrangères.		
La société suisse d'assurance contre les accidents (à Winterthur).....	97.269 »	»
La Zurich.....	»	239.657 38
The Ocean Accident and guarantee corporation.....	»	179.384 25
La Union et le Phénix espagnol.....	»	39.623 79
TOTAUX.....	97.269 »	468.675 42
4^{re} Syndicats de garantie.		
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	»	69.356 55
Le Syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.....	»	147.889 68
TOTAL.....	»	217.246 13

Des vingt et une sociétés qui enregistrent des bénéfices dans leur gestion spéciale, onze en accusaient également en 1902 et dix étaient en perte. Des dix-huit sociétés qui accusent des pertes dans cette branche, douze en accusaient également en 1903 et six enregistraient des bénéfices.

Par rapport à l'ensemble des opérations relatives aux accidents du travail, y compris l'incapacité temporaire, sur les onze sociétés mutuelles dont les opérations d'accidents du travail se soldaient par un bénéfice, neuf ont réalisé également des bénéfices dans la branche concernant les cas graves; ces neuf sociétés avaient aussi des bénéfices dans l'ensemble général de leurs opérations. Sur les cinq sociétés mutuelles ayant éprouvé des pertes dans leurs opérations d'accidents du travail, quatre en enregistrent également dans leur gestion spéciale, et deux en avaient dans l'ensemble général de leurs opérations.

Les sept sociétés anonymes qui ont enregistré des bénéfices dans les résultats de leurs opérations d'accidents du travail ont également soldé en bénéfices leur gestion spéciale et l'ensemble de leurs opérations. Parmi les dix sociétés anonymes qui ont éprouvé des pertes dans l'assurance des risques résultant de la loi du 9 avril 1898, sept seulement en ont éprouvé dans leur gestion spéciale, et les trois autres avaient soldé celle-ci par des bénéfices. Parmi les sept qui ont soldé en pertes à la fois leur gestion spéciale et leur gestion d'accident du travail, une seule a eu des pertes dans l'ensemble de ses opérations; toutes les autres avaient enregistré des bénéfices.

Quant aux quatre sociétés étrangères, elles ont toutes été en pertes dans l'ensemble de leurs opérations relatives aux accidents du travail; une seule a enregistré des bénéfices dans la gestion spéciale; toutes en ont enregistré dans l'ensemble de leurs opérations.

Enfin, les deux syndicats de garantie ont soldé par des bonis l'ensemble de leurs opérations et par des pertes leur gestion spéciale.

Au total, trente-deux sociétés mutuelles ou anonymes, françaises ou étrangères — y compris les syndicats de garantie — ont eu des bénéfices dans l'ensemble de leurs opérations; vingt en ont eu dans l'ensemble des opérations relatives aux accidents du travail, et ces vingt sociétés étaient comprises parmi celles qui en avaient également dans l'ensemble total de leurs opérations; vingt et une ont eu des bénéfices dans leur gestion spéciale, et sur ce nombre, cinq ont éprouvé des pertes dans leur gestion générale d'accidents du travail et deux dans l'ensemble de leurs opérations.

L'actif de la gestion spéciale était réparti de la manière suivante entre les différentes catégories de valeurs prescrites par les décrets des 28 février 1899 et 22 janvier 1868, pour les exercices 1902, 1903 et 1904 :

DÉSIGNATION.	1902.	1903.	1904.
	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
1° Pour les sociétés mutuelles.			
VALEURS AFFECTÉES AU CAUTIONNEMENT.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	5.805.379 64	6.039.529 32	6.241.589 76
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	3.611.914 64	3.622.439 22	3.575.694 40
Emprunts des départements et des communes..	24.750 »	24.750 »	54.693 70
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	1.808.715 »	1.933.629 40	2.347.510 85
Valeurs inscrites sans décomposition.....	»	»	262.685 80
VALEURS AFFECTÉES AUX RÉSERVES MATHÉMATIQUES.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	1.038.285 73	1.890.068 90	1.863.608 54
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	430.628 36	647.351 65	577.514 99
Emprunts des départements et des communes.	114.063 50	599.073 50	224.530 »
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	493.593 90	643.643 75	1.041.563 55
Immeubles.....	»	»	»
VALEURS AFFECTÉES A D'AUTRES RÉSERVES.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	3.298.334 27	3.878.949 31	5.084.542 01
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	2 577.376 22	2.703.581 46	3.042.750 10
Emprunts des départements et des communes.	»	49.500 »	40.590 »
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	720.958 05	1.125.867 85	2.001.201 91
2° Pour les sociétés anonymes.			
VALEURS AFFECTÉES AU CAUTIONNEMENT.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	24.092.786 54	24.119.784 63	21.945.627 23
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	13.629.828 46	13.760.090 80	12.669.353 38
Emprunts des départements et des communes.	1.325.308 01	1.314.423 01	1.256.213 01
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	9.137.650 07	9.045.260 82	4.520.065 84
Valeurs inscrites sans décomposition.....	»	»	3.500.000 »
VALEURS AFFECTÉES AUX RÉSERVES MATHÉMATIQUES.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	13.848.383 96	12.010.297 55	10.570.616 91
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	9.289.335 »	5.994.131 52	5.203.559 08
Emprunts des départements et des communes.	188.808 75	51.964 85	82.583 55
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	4.163.240 21	5.747.201 17	3.672.791 78
Immeubles.....	217.000 »	217.000 »	»
Valeurs inscrites sans décomposition.....	»	»	1.611.677 50

DÉSIGNATION.	1902.	1903.	1904.
VALEURS AFFECTÉES A D'AUTRES RÉSERVES.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	9.519.825 82	1.947.602 52	12.430.360 51
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	1.606.666 88	2.505.797 89	4.176.075 65
Emprunts des départements et des communes..	13.987 »	13.987 50	13.978 15
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	6.211.202 46	6.833.311 13	8.240.306 71
Immeubles.....	977.970 »	977.970 »	»
3° Pour les syndicats de garantie.			
VALEURS AFFECTÉES AUX RÉSERVES MATHÉMATIQUES.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	1.747.439 35	2 817.610 85	1.690.599 30
Se décomposaient comme suit :			
Fonds d'Etat français.....	756.562 70	1.607.493 60	912.016 65
Obligations des chemins de fer français, du Crédit foncier, etc.....	341.654 60	295.511 15	269.266 »
Immeubles.....	649.222 05	914.605 60	508.616 65
VALEURS AFFECTÉES A D'AUTRES RÉSERVES.			
Les valeurs figurant au bilan pour un total de.	732.464 30	1.014.849 95	»
Se décomposaient comme suit :			
Emprunts des départements et des communes.	35.943 85	35.928 70	»
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.....	177.046 90	421.892 80	»

Relevé comparatif des opérations des sociétés d'assurances. — Les résultats comparatifs de ces opérations, qui font l'objet du tableau XII, ont été fournis par les états modèle I, annexés aux comptes rendus. Dans l'établissement de ce tableau, on a eu soin de supprimer les doubles emplois provenant des réassurances que les sociétés surveillées auraient pu se céder les unes aux autres; comme il aurait pu résulter de ces opérations que le même portefeuille apparût ainsi deux fois au nom de la société cédante et de la société réassureur, on a évité de tenir compte deux fois des mêmes chiffres en retranchant, pour la société cédante, la portion de son portefeuille qu'elle cède en réassurance à une autre société surveillée.

Le chiffre qui exprime le rapport aux primes de l'excédent des primes sur les dépenses, est inscrit en caractères ordinaires; les chiffres portés en *italiques* expriment le rapport aux primes de l'excédent des dépenses sur les primes.

La comparaison des primes par rapport à l'ensemble des dépenses, qui résulte de ce tableau, montre que la situation représentée par le

présent rapport s'améliore depuis l'exercice précédent. Pour les sociétés mutuelles, alors que les primes se trouvaient inférieures de 2 p. 1.000 de leur montant total aux dépenses de l'exercice 1903, elles présentent un excédent, en 1904, qui est de 39 p. 1.000 de leur montant. L'insuffisance des primes se constate au contraire encore à l'égard des deux autres groupes de sociétés, mais avec une amélioration sensible sur l'exercice précédent ; elle n'est, pour les sociétés anonymes, que de 29 p. 1.000 au lieu de 39 ; pour les sociétés étrangères, elle passe de 54 à 45 p. 1.000. Par contre, au lieu de l'excédent des primes de 8 p. 1.000 qui avait été constaté en 1903, les syndicats de garantie enregistrent en 1904 une insuffisance des primes, par rapport aux dépenses, de 7 p. 1.000 des premières. Au total, pour l'ensemble de toutes les sociétés surveillées, l'insuffisance des primes atteint une moyenne de 14 p. 1.000 du total des primes encaissées en 1904.

Il est intéressant de comparer le rendement de l'assurance au cours des différents exercices surveillés. Dans un premier tableau, sont dégagés des résultats accusés par les sociétés le montant des capitaux constitutifs et le montant des indemnités journalières, en y ajoutant les réserves pour risques de revision, l'ensemble étant rapporté à 100 francs de primes.

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles	82.6	87.7	68.5	64.7
Sociétés anonymes françaises.....	67.2	76.4	65 »	66 »
Sociétés anonymes étrangères.....	71.7	84.2	64.7	68.5

En tenant compte, dans cette comparaison, des frais médicaux et pharmaceutiques, en outre des éléments de dépenses qui précèdent, on obtient les pourcentages ci-après :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	92.3	99.9	79.3	76.4
Sociétés anonymes françaises.....	77.6	88 »	76.2	76.5
Sociétés anonymes étrangères.....	82.5	97.7	76.2	74.4

On voit, par les tableaux ci-dessus, que l'abaissement constant, prévu par le précédent rapport, des chiffres qui expriment le rapport des sinistres aux primes, s'est vérifié en ce qui concerne, l'exercice 1904. L'observation qui avait été formulée à ce sujet se trouve d'autant plus justifiée, que cette progression décroissante correspond à une diminution parallèle de l'insuffisance des primes.

La comparaison des frais généraux, des commissions et des frais judiciaires avec les primes donne le coefficient de déperdition subi par les sociétés, le coût de l'assurance. Bien que le tableau ci-dessous ne laisse pas apercevoir un mouvement bien marqué et constant, il en résulte cependant que la portion de ces dépenses, loin de croître, est plutôt inférieure à ce qu'elle était dans les exercices précédents.

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	21 »	26 »	20 9	20 8
Sociétés anonymes françaises.....	26 4	27 9	27 7	26 2
Sociétés anonymes étrangères.....	20 2	21 5	22 8	20 »

La place occupée par les frais judiciaires dans les éléments qui précèdent est toujours intéressante à connaître. Il y a, sur ce point, une différence importante avec les résultats de 1903, en ce qui concerne les sociétés étrangères, qui ne présentent plus qu'un pourcentage de 3,2 au lieu de 7,3 : cette différence justifie par elle-même l'explication qui avait été donnée de ce dernier chiffre dans le dernier rapport. La proportion concernant les sociétés anonymes françaises est sensiblement inférieure à celle de l'exercice 1903 : elle n'est que de 2 0/0 des primes, au lieu de 3,3. Il en est de même des syndicats de garantie, qui accusent un pourcentage de 1,2, au lieu de 2,1. Au contraire, il se relève pour les sociétés d'assurances mutuelles et passe de 3,3 à 4,8 : ce relèvement n'est pas imputable à certaines sociétés prises isolément ; c'est sur l'ensemble de ces sociétés qu'on retrouve l'augmentation en question, ainsi que le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	POURCENTAGE des frais judiciaires aux primes.	
	1903.	1904.
La Préservatrice.....	0.4	0.9
La Mutuelle générale française	4.8	6.7
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France	2.2	2.3
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	2.7	2.7
L'Union industrielle.....	0.5	0.7
Le Syndicat du Nord.....	2.8	1.8
La Mutualité industrielle.....	4.8	6.1
L'Association industrielle des travailleurs français.....	4.4	2.4
La Participation.....	3 »	4.1
L'Industrie française (1).....	4.5	»
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	»	»
L'Auxiliaire.....	1.9	2.1
La Caisse des entrepreneurs.....	6 »	2 »
La Caisse syndicale mutuelle (Armentières).....	4 »	7 »
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France.....	2.8	2 »
La Responsabilité agricole	0.3	0.1
L'Alimentation.....	05	0.1

(1) Cette société n'a plus figuré sur la liste annexée à l'arrêté du 29 novembre 1903.

Enfin le tableau ci-dessous fait apparaître la proportion des frais de gestion et des frais judiciaires par rapport au coût des sinistres :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
	%	%	%	%
Sociétés d'assurances mutuelles.....	22.8	26.2	26.4	27.2
Sociétés anonymes françaises.....	34.1	36.7	36.4	34.4
Sociétés anonymes étrangères.....	36.6	37.4	44.1	40.3

Résultats généraux. — Les résultats généraux de l'application de la loi du 9 avril 1898 par les diverses sociétés d'assurances, rapprochés des résultats fournis par les exercices précédents, donnent lieu aux constatations suivantes :

Salaires assurés :

En 1901.....	2.828.498.832 francs.
En 1902.....	2.949.882.941 —
En 1903.....	3.056.854.767 —
En 1904.....	3.149.993.700 —

La répartition des chiffres qui précèdent entre les diverses catégories de sociétés d'assurances donne les résultats suivants :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	593.964.095	642.803.450	716.956.274	748.417.248
Sociétés anonymes.....	2.142.819.484	2.218.162.466	2.220.877.508	2.227.855.944
Syndicats de garantie.....	91.715.263	88.917.005	119.020.985	173.720.508

Le total des primes ou cotisations s'est élevé :

En 1901 à.....	52.451.438 francs.
En 1902 à.....	54.048.626 —
En 1903 à.....	59.874.859 —
En 1904 à.....	63.861.457 —

Ces primes se répartissent comme suit dans les trois groupes de sociétés :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	11.399.054	11.936.627	13.999.547	14.705.926
Sociétés anonymes.....	38.884.027	39.659.212	42.203.875	43.731.081
Syndicats de garantie.....	2.168.357	2.452.787	3.671.477	5.424.449

Le rapport de la prime moyenne brute à 100 francs de salaires, était :

En 1901 de.....	1,854
En 1902 de.....	1,832
En 1903 de.....	1,958
En 1904 de.....	2,02

Ce rapport était, suivant les catégories de sociétés :

Pour les sociétés mutuelles, de 1,96.

Pour les sociétés anonymes, de 1,963.

Pour les syndicats de garantie, de 3,12.

L'augmentation des primes de chaque exercice sur celles de l'exercice précédent a été :

En 1902 de 1.597.188 fr., soit 3,4 0/0.

En 1903 de 5.826.273 fr., soit 10,77 0/0.

En 1904 de 3.986 558 fr., soit 6,6 0/0.

Le règlement des sinistres, comprenant les indemnités journalières, les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais funéraires, les capitaux constitutifs des rentes et les réserves complémentaires, a occasionné les dépenses suivantes :

En 1901.....	43.525.140 francs.
En 1902.....	49.670.079 —
En 1903.....	46.313.476 —
En 1904.....	46.684.593 —

La prime pure, résultant du coût des sinistres qui vient d'être indiqué, fait ressortir les chiffres suivants, rapportés à 100 francs de salaires :

En 1901.....	1,53
En 1902.....	1,68
En 1903.....	1,51
En 1904.....	1,49

Dans le coût des sinistres, les frais médicaux et pharmaceutiques sont compris pour les sommes suivantes :

En 1901.....	5.416.893 francs.
En 1902.....	6.464.425 —
En 1903.....	6.640.409 —
En 1904.....	6.947.212 —

Les dépenses pour règlements de sinistres se répartissent de la manière suivante entre les trois groupes de sociétés :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	10.544.516	11.922.870	11.074.434	11.046.279
Sociétés anonymes.....	30.614.084	35.609.135	32.180.350	33.285.093
Syndicats de garantie.....	2.366.540	2.138.274	3.058.692	4.353.221

Le total des frais de gestion et des frais judiciaires s'est élevé :

En 1901 à.....	13.440.973 francs.
En 1902 à.....	14.494.312 —
En 1903 à.....	15.808.442 —
En 1904 à.....	16.093.760 —

Les frais judiciaires comptent dans ces chiffres pour les sommes suivantes :

En 1901.....	1.609.137 francs.
En 1902.....	2.572.397 —
En 1903.....	2.336.897 —
En 1904.....	1.955.885 —

L'ensemble des frais de gestion et des frais judiciaires, rapportés à 100 francs de salaires, donne pour :

1901.....	0,47
1902.....	0,49
1903.....	0,51
1904.....	0,53

Ces dépenses entraînent, pour la prime pure moyenne calculée plus haut, un chargement de :

30,87 0/0.....	en 1901
29,18 0/0.....	en 1902
34,13 0/0.....	en 1903
23,78 0/0.....	en 1904

L'ensemble de ces dépenses se répartit de la manière suivante entre les trois groupes de sociétés :

DÉSIGNATION.	1901.	1902.	1903.	1904.
Sociétés d'assurances mutuelles.....	2.391.503	2.747.838	2.929.175	3.079.863
Sociétés anonymes.....	10.593.049	11.328.927	12.296.957	11.904.629
Syndicats de garantie.....	456.421	417.547	582.310	1.109.268

Total des dépenses. — Si l'on groupe les dépenses de toute nature et si on les oppose aux primes reçues, on relève les résultats suivants :

ANNÉES.	PRIMES.	DÉPENSES.	INSUFFISANCES de recettes.
1901.....	52.451.438	56.966.118	4.514.675
1902.....	54.048.626	64.164.391	10.115.765
1903.....	59.874.899	62.121.918	2.257.019
1904.....	63.871.456	64.778.353	916.897

La même comparaison pour les trois groupes de sociétés donne les résultats suivants :

Sociétés d'assurances mutuelles.

ANNÉES.	PRIMES.	DÉPENSES.	DIFFÉRENCES entre les recettes et les dépenses.
1901.....	11.899.054	12.936.019	— 1.536.965
1902.....	11.936.627	14.670.508	— 2.733.881
1903.....	13.992.547	14.003.609	— 4.062
1904.....	14.705.926	14.126.143	+ 579.784

Sociétés anonymes.

ANNÉES.	PRIMES.	DÉPENSES.	INSUFFISANCES de recettes.
1901.....	38.884.037	41.207.133	2.323.106
1902.....	39.659.212	46.938.062	7.278.850
1903.....	42.203.876	44.477.307	2.273.432
1904.....	43.741.081	45.189.722	1.458.641

Syndicats de garantie.

ANNÉES.	PRIMES.	DÉPENSES.	DIFFÉRENCE entre les recettes et les dépenses.
1901.....	2.168.357	2.822.961	— 654.604
1902.....	2.452.787	2.555.821	— 103.034
1903.....	3.671.477	3.641.003	+ 30.475
1904.....	5.424.449	5.462.489	— 38.040

Le tableau ci-dessous donne, pour chaque groupe de sociétés, les salaires assurés, les primes encaissées, les sommes dépensées pour le rè -

glement des sinistres et les charges supportées pour ces opérations pendant l'exercice 1904. Les chiffres correspondants aux trois exercices précédents ont été donnés dans le précédent rapport.

DÉSIGNATION.	SALAIRES assurés.	PRIMES.	RÈGLE- MENT des sinistres, indemnités et frais médicaux.	FRAIS de gestion, commis- sions et frais judiciaires.	TOTAL des dépenses.
Sociétés d'assurances mutuelles..	748.417.248	14.705.936	11.046.379	3.079.863	14.136.142
Sociétés anonymes.....	2.227.855.944	43.741.081	33.385.093	11.904.629	45.189.722
Syndicats de garantie.....	173.790.508	5.424.449	4.353.231	1.109.268	5.462.489
TOTAUX.....	3.149.993.700	63.871.466	48.684.593	16.093.760	64.778.353

Etat comparatif des recettes et des dépenses rapportées à 100 francs de salaires et pourcentages moyens des dépenses aux primes.

DÉSIGNATION.	ENSEMBLE.	SOCIÉTÉS d'assurances mutuelles et syndicats de garantie.	SOCIÉTÉS anonymes.
Prime moyenne payée pour 100 fr. de salaires.....	2 02	2 18	1 963
Prime pure moyenne pour 100 fr. de salaires.....	1 59	1 66	1 55
Chargement réel pour 100 fr. de prime payée.....	23 78	23 55	23 90
Chargement réel pour 100 fr. de prime pure.....	31 19	30 78	31 41
Prime pure moyenne pour 100 fr. de salaires.....	1 59	1 66	1 55
Frais de gestion, commissions et frais judiciaires pour 100 fr. de salaires.....	0 50	0 45	0 53
Frais de gestion, commissions et frais judiciaires rap- portés à 100 fr. de prime payée.....	25 19	20 81	27 21
Frais de gestion, commissions et frais judiciaires rap- portés à 100 fr. de prime pure.....	31 73	27 20	24 44

V. — Sociétés ayant cessé d'être admises à souscrire des assurances contre les accidents du travail.

Si, en 1903, l'administration avait dû supprimer de la liste des sociétés admises à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail : l'Industrie française, l'Eternelle et la Société générale des assurances agricoles et industrielles, en raison de leur mauvaise situation financière, d'autres sociétés, en présence des déboires occasionnés par l'exploitation de cette branche d'assurances, ont préféré en arrêter d'elles-mêmes le développement. C'est ainsi qu'en 1904 la Préservatrice (mutuelle) et, à la suite des conseils de l'administration, la Conservatrice et la Gauloise

ont décidé de ne pas souscrire de nouveaux contrats garantissant les risques prévus par la loi du 9 avril 1898. L'administration, après avoir acquis la conviction que la liquidation progressive de la gestion spéciale pourrait s'effectuer avec les ressources de ces sociétés sans danger pour le fonds de garantie, les maintenait sur la liste arrêtée le 27 novembre 1904, en mentionnant qu'elles ne fonctionnaient plus, la Conservatrice et la Gauloise, que pour la liquidation des assurances déjà souscrites, et la Préservatrice (mutuelle) que pour la liquidation des assurances souscrites ou à souscrire jusqu'au 31 décembre 1904.

Cette solution, que l'examen de la situation montrait en l'espèce possible, présentait pour les sociétés intéressées l'avantage de leur permettre de liquider sans hâte leurs opérations de la branche accidents du travail et, en maintenant à leurs contrats en cours tous leurs effets jusqu'à leur expiration naturelle, sans toutefois qu'il soit possible de les renouveler, elle donnait aux assurés tout le temps nécessaire pour contracter de nouvelles assurances auprès d'autre sociétés.

CHAPITRE II

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers.

La vérification des documents produits périodiquement au ministère du commerce a permis à l'administration de constater que l'amélioration qui s'était déjà manifestée en 1903 dans la régularité des liquidations de rentes et que le précédent rapport du 7 mars 1906 avait signalée, n'a fait qu'augmenter. Moins nombreuses sont devenues les observations relatives à l'insuffisance et à l'inexactitude desdits documents.

Quelques cas de remplacement des rentes ne dépassant 100 francs par un capital de rachat inférieur au prix de la rente calculée d'après le tarif établi par la caisse nationale des retraites ont encore été relevés ; mais, sur les injonctions de l'administration, les sociétés intéressées ont régularisé les règlements interminés en versant aux victimes le complément de capital auquel elles avaient droit.

Le nombre des règlements qui n'avaient pas été effectués dans les délais réglementaires a diminué dans de fortes proportions. Le tableau A ci-après (annexe II) fait apparaître que 412 retards seulement ont été relevés dans le cours de l'année 1904. Le tableau correspondant annexé au précédent rapport indiquait qu'en 1903 le nombre de ces retards s'était élevé à 1.446.

L'administration a continué à apporter ses soins à faire appliquer strictement l'arrêté du 18 décembre 1902 relatif aux consignations obligatoires pour les sociétés n'ayant pu liquider dans le délai réglementaire les rentes à leurs charge. Le tableau ci-dessous indique le nombre de rentes ayant fait l'objet en 1904 de consignations de titres de rentes 3 p. 100 ainsi que le montant des titres consignés en application de l'arrêté susvisé :

NOMS DES SOCIÉTÉS.	RESTAIENT consignés au 31 décem- bre 1903		CONSIGNA- TIONS effectuées en 1904		RESTAIENT consignés au 31 décem- bre 1904	
	Nombre de rentes.	Montant des titres consi- gnés.	Nombre de rentes.	Montant des titres consi- gnés.	Nombre de rentes.	Montant des titres consi- gnés.
		Fr.		Fr.		Fr.
La Mutuelle générale française.....	22	6.466	99	22.228	27	5.562 »
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	»	»	7	1.187	4	291 »
L'Association industrielle des travailleurs français.....	»	»	1	300	1	300 »
La Responsabilité agricole.....	»	»	1	350	1	350 »
Le Secours.....	4	1.522	7	1.565	1	533 »
La Compagnie générale d'assurances contre les accidents.....	24	3.520	3	592	7	1.242 50
La Société suisse d'assurances contre les accidents, à Winterthur.....	3	420	»	»	2	300 »
La Zurich.....	9	1 585	3	1.160	2	860 »
TOTAUX.....	62	13.513	121	27.382	45	9.438 50

La décision prise par la caisse nationale des retraites d'accepter des contrats de rentes différées a été favorablement accueillie par les sociétés d'assurances, qui ont trouvé, de la sorte, le moyen de concilier l'obligation de constitution immédiate des rentes à leur charge avec leur droit d'imputation, sur les premiers arrérages, des sommes versées par elles, à titre d'avances de provisions ou d'indemnité journalière et qui sont supérieures à celles que les victimes ou leurs ayants droit devaient percevoir. Le nombre et la quotité des rentes ainsi constituées à la caisse nationale des retraites, pendant l'année 1904, sur autorisation préalable du ministère du Commerce, sont relevées dans le tableau suivant :

NOMS DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE des rentes constituées en 1904 avec effet différé.	QUOTITÉ des rentes.
La Préservatrice (société mutuelle).....	27	6.070 »
L'Union industrielle (à Lyon).....	2	307 »
Le Patrimoine.....	24	3.970 »
La Préservatrice (société anonyme).....	8	2.494 »
Le Secours.....	1	60 »
La Foncière.....	21	4.404 15
La Société suisse d'assurances contre les accidents (à Winter- thur).....	1	327 »
TOTAUX.....	84	17.632 15

L'examen des documents fournis à l'administration a permis de constater que, pendant l'année 1904, les sociétés d'assurances contre les accidents du travail avaient constitué à la caisse nationale des retraites, 1.661.184 francs de rentes liquidées en application de la loi du 9 avril 1898 et versé à ce titre un capital de 22.159.781 francs. En ajoutant à ces chiffres ceux qui ont été relevés dans le précédent rapport, on voit que, depuis la mise en vigueur de ladite loi, le montant des rentes constituées par les sociétés d'assurances à la caisse nationale des retraites à la suite d'accidents du travail s'élève à 5.370.038 francs et que ces constitutions ont nécessité le versement, en capital, de 72.672.572 francs, ce qui donne, comme prix moyen de 1 franc de rente, 13 fr. 53 (voir annexe II, tableau B).

Pendant l'exercice 1904, les sociétés ont réglé financièrement 11.177 sinistres ayant donné lieu à attributions de rentes. Le montant des rentes allouées a atteint 1.731.257 francs et leur règlement a coûté 23.694.500 francs, soit 2.419 francs comme coût moyen brut d'un sinistre en capital.

5,793 sinistres ont fait l'objet de rachats de rentes. Ces rentes s'élevaient à 322.321 francs et le montant des rachats à 4.740.101 francs.

4.704 sinistres ont été réglés par constitution de 1.230.037 francs de rentes à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs versés s'élevant à 16.237.997 francs.

Enfin 680 sinistres ont été réglés par inscriptions au compte des rentes viagères des sociétés gérant leurs réserves; ils représentaient 178.899 francs de rentes et 2.716.402 francs de capitaux (voir annexe II, tableau C).

Le nombre des règlements ayant fait l'objet de revision en application de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 a été de 472 en 1904. Le nombre total des revisions effectuées depuis la mise en vigueur de ladite loi s'élevait, au 31 décembre 1904, à 828. Le nombre total des sinistres réglés à cette date étant de 58.606, la proportion des revisions au nombre des règlements est de 1,41 p. 100 (voir annexe II, tableau D).

En ce qui concerne l'attribution en espèces du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement des rentes que les victimes d'accidents peuvent demander après le délai de revision, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, 16 cas ont été relevés en 1904. Ils se décomposent de la façon suivante :

NOMS DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de rentes.	TOTAL des rentes primitives.	TOTAL des rentes réduites après application de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898.	OBSERVA- TIONS.
L'Union industrielle (à Lyon).....	1	260 »	270 »	
La Participation	2	288 75	216 56	
L'Abeille.....	1	900 »	880 »	
La Prévoyance.....	3	1.654 16	1.165 625	
L'Urbaine et la Seine.....	1	115 88	86 96	
Le Secours.....	2	1.575 »	1.356 25	
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	6	3.545 »	2.545 »	
TOTAUX.....	16	8.338 79	6.490 395	

Enfin, un seul cas de réversibilité de rente, pour moitié, sur la tête du conjoint, a été relevé en 1904.

CHAPITRE III

Budget du contrôle.

Les crédits d'ordre ouverts par le Parlement en application de l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898 pour couvrir les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents du travail ainsi que des syndicats de garantie, se sont élevés pour l'année 1905 à 250.000 francs.

Les dépenses réellement liquidées ont atteint pour l'année 1905 le chiffre de 217.679 fr. 16.

Elles se décomposent de la façon suivante :

Personnel administratif du contrôle	92.142 ^f 28
Personnel des commissaires contrôleurs et frais de tour- nées.	103.813 41
Matériel, chauffage et éclairage, mobilier, fourniture de bureau, abonnements, achats de livres et documents, re- liures, impressions, autographies, etc.	21.723 47
TOTAL	217.679^f 16

Leur répartition opérée au cours de l'année 1906, dans les conditions indiquées au précédent rapport, a établi aux sommes ci-dessous indiquées, pour l'exercice écoulé, la part contributive de chaque société ou syndicat :

LISTE DES SOCIÉTÉS.	1905
	DÉPENSES : 217.679 16
	— Montant de la contribution.
La Préservatrice (mutuelle).....	1.541 84
La Mutuelle générale française.....	6.821 38
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France....	2.817 15
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.....	3.410 69
L'Union industrielle.....	1.364 28
Le Syndicat du Nord.....	2.897 88
La Mutualité industrielle.....	6.821 38
L'Association industrielle des travailleurs français.....	1.916 80
La Participation.....	2.738 07
L'Industrie française.....	1.364 28
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France.....	186 43
L'Auxiliaire.....	1.364 28
La Caisse des entrepreneurs.....	1.364 28
La Caisse syndicale mutuelle.....	1.364 28
La Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries sucrières de France..	850 87
La Responsabilité agricole.....	186 43
L'Alimentation.....	1.364 28
La Caisse régionale-accident.....	1.364 28
La Mutuelle-accident.....	1.364 28
L'Abéille.....	2.642 76
Le Patrimoine.....	6.821 38
La Préservatrice (anonyme).....	13.642 76
La Prévoyance.....	13.642 76
L'Urbaine et la Seine.....	13.642 76
Le Secours.....	6.821 38
La Société générale des assurances agricoles et industrielles.....	8.726 57
La Foncière.....	6.821 38
Le Soleil-Sécurité générale.....	6.704 25
La Providence.....	13.642 76
La Paix (anciennement Caisse générale des familles).....	2.218 48
La Flandre.....	1.364 28
L'Éternelle.....	5.443 40
L'Union industrielle du Nord.....	1.364 28
La Compagnie générale d'assurances contre les accidents.....	2.842 77
La Thémis.....	2.728 55
La Gauloise.....	1.364 28
La Conservatrice.....	1.364 28
La Garantie.....	1.364 28
La Concorde.....	1.364 28
La Société suisse d'assurances contre les accidents à Winterthur.....	10.232 07
La Zurich.....	10.232 07
The Ocean Accident and guarantee corporation.....	4.477 60
La Union et le Phénix espagnol.....	10.742 05
La Compagnie internationale d'assurances contre les accidents.....	2.046 41
The General accident.....	2.046 41
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics.....	1.821 71
Le Syndicat de garantie de l'Union parisienne des entrepreneurs et industriels.	6.821 38
Le Syndicat de garantie de l'entreprise et de l'industrie.....	1.364 28
Le Syndicat de garantie des industriels français.....	1.364 28
TOTAL.....	217.679 16

III^e PARTIE

Organismes d'assurances par l'État.

CHAPITRE I.

Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.

Le présent rapport, comme les précédents, fait état, pour ce qui concerne la situation de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, des chiffres contenus dans le rapport de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents (publiés pour l'exercice 1905 au *Journal officiel* du 25 juin 1906) et relatifs aux opérations d'assurances contre les accidents du travail visés par les lois des 24 mai et 30 juin 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1905 s'élevait à 1.103 en augmentation de 16 sur celui constaté au 31 décembre précédent, 1.087. Ce dernier chiffre était déjà supérieur de 259 à celui constaté à la fin de l'exercice 1903.

Ces 1.103 contrats se répartissaient ainsi :

1 ^o Au titre de la loi du 9 avril 1898	1.007
2 ^o Au titre de la loi du 30 juin 1899	96
ENSEMBLE.	1.103

Les 1.007 contrats couvrant des risques industriels portent sur 26.568.928 francs de salaires assurés, chiffre qui en 1904 était seulement de 21.869.159 francs.

Les *recettes* opérées du 1^{er} janvier au 31 décembre 1905 se sont élevées à 647.268 fr. 66, dont :

1 ^o Provisions à titre de garantie.	83.767 ^f 15
2 ^o Primes échues et centralisées dans les écritures :	
a) Au titre de la loi du 9 avril 1898 (risques industriels) .	547.247 52
b) Au titre de la loi du 30 juin 1899 (risques agricoles). .	6.298 »
3 ^o Intérêts sur les fonds placés en compte courant à la	
Caisse des dépôts et consignations	4.240 69
4 ^o Recettes diverses	5.715 30
SOIT AU TOTAL	647.268 ^f 66

Les *payements* effectués en 1905 se sont élevés à 617.739 fr. 99, se décomposant comme suit :

1^o Règlements de sinistres :

a) Capitaux versés à la caisse nationale des retraites pour constitution de rentes	411.767 ^f »
b) Rachats	32.524 36
c) Arrérages payés avant la constitution des rentes (y compris 31 francs de frais d'envoi)	11.049 48
d) Frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.	19.233 65
e) Indemnités journalières.	41.469 24
f) Frais judiciaires, honoraires et divers.	44.126 45
2° Remboursement d'excédents de provisions	16.046 »
3° Frais administratifs de l'année 1904 remboursés en 1905 à la Caisse des dépôts et consignations	41.523 91
TOTAL DES DÉPENSES	617.739^f 99

Pour établir la situation de la caisse au 31 décembre 1905, il convient d'ajouter aux recettes :

1° Le solde au 31 décembre 1904.	334.771 ^f 04
2° Le montant des primes et des intérêts acquis mais non centralisés au 31 décembre 1905.	149.876 30
3° Les recettes à prévoir sur divers contrats à régler définitivement.	2.122 25
TOTAL.	486.769^f 59

Le total des ressources au 31 décembre 1905 s'élevait donc à 1.134.038 fr. 25.

Par contre, il faut ajouter aux charges :

1° Les réserves pour règlements de sinistres en cours (évaluées d'après inventaire).	412.258 ^f 91
2° Les réserves destinées à couvrir les charges éventuelles de la caisse par suite de revision	65.750 20
3° Les réserves pour provisions sur contrats en cours ou à régler définitivement	238.965 25
4° Les frais d'administration de l'année 1905 (à rembourser à la Caisse des dépôts et consignations en 1906).	43.350 44
TOTAL	760.324^f 80

Le total des charges au 31 décembre 1905 s'élevait donc à 1.378.064 fr. 79.

Il en résulte un déficit probable à cette date de 244.026 fr. 54.

Le déficit prévisionnel qui, au 31 décembre 1904, ne s'élevait qu'à 137.781 fr. 58 a donc augmenté de 106.244 fr. 96 au cours de l'exercice 1905, les charges de l'exercice 1904 s'étant révélées supérieures aux prévisions.

Les chiffres relevés ci-dessus, comparés à ceux qui ont été publiés pour l'exercice précédent, montrent que si le nombre des contrats n'a que très faiblement augmenté, le montant des salaires ayant servi de base au calcul des primes s'est élevé de 4.700.000 francs et que, d'autre part, l'encaissement de primes a augmenté de plus de 25 0/0.

CHAPITRE II.

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Du rapport sur l'année 1905 présenté par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et publié au *Journal officiel* du 6 juillet 1906, sont extraits ci-dessous les résultats des opérations afférentes à l'application de la loi du 9 avril 1898 :

1° Rentes émises.

Il a été émis pendant l'année 1905 :

a) 5.912 rentes viagères pour 1.303.631 francs contre 5.502 rentes viagères pour 1.234.754 francs en 1904, soit une augmentation de 410 rentes pour 68.877 francs.

b) 1.934 rentes temporaires pour 229.695 francs contre 1.658 rentes temporaires pour 210.531 francs en 1904, soit une augmentation de 276 rentes pour 19.164 francs.

La moyenne des rentes émises pendant l'année 1905 ressort ainsi à 224 francs pour les rentes viagères contre 224 francs en 1904 et 233 en 1903, et à 119 francs pour les rentes temporaires contre 127 francs en 1904 et 136 francs en 1903.

2° Rentes en cours.

Les rentes en cours au 31 décembre 1904 étaient au nombre de 24.805, s'élevant à 5.207.145 francs.

La réserve mathématique afférente à ces rentes était de 76.755.627 francs.

Les émissions de 1905 portent sur 7.846 titres pour 1.533.326 francs, et les extinctions pendant la même période sur 1.154 rentes pour 232.970 francs; il en résulte que les rentes en cours au 31 décembre 1905 ressortaient à 31.497 titres. Sur ce total 43 titres ayant été annulés par suite de réunion de titres multiples, la situation au 31 décembre 1905 comportait 31.454 titres pour 6.507.501 francs.

La réserve mathématique afférente à ces rentes était de 96.878.035 francs, calculée d'après le nouveau tarif et le taux de 3,25 0/0.

Les 1.154 extinctions qui se sont produites en 1905 se décomposent comme suit :

- 474 au nom de victimes d'accidents;
- 124 au nom de conjoints de victimes;

529 au nom d'orphelins;

27 au nom d'ascendants.

3° Versements de capitaux constitutifs.

Il a été effectué pendant l'année 1905, 5.148 versements pour 6.252 bénéficiaires contre 6.561 versements pour 7.930 bénéficiaires en 1904.

Les sommes versées se sont élevées :

Pour le montant des capitaux constitutifs représentant les rentes initiales à	17.448.450 ^f »
Pour le montant des rentes subséquentes allouées à la suite de revision, à.	67.260 »
Pour arrérages antérieurs à la constitution de la rente à	110 758 46
SOIT AU TOTAL.	17.626.468 ^f 46

Sans tenir compte des versements pour arrérages antérieurs à la constitution de la rente, les capitaux constitutifs s'élèvent à 17.515.710 francs, se décomposant de la façon suivante, relativement aux parties versantes :

Sociétés anonymes à primes fixes françaises	7.576.231 ^f »
Sociétés anonymes à primes fixes étrangères.	2.225.353 »
Sociétés d'assurances mutuelles	5.531.061 »
Syndicats de garantie	874.818 »
Fonds de garantie	585.810 »
Caisse nationale d'assurance contre les accidents.	411.767 »
Divers particuliers	230.026 »
Administrations publiques (guerre, travaux publics, etc.).	80.642 »
TOTAL.	17.515 710 ^f »

4° Remboursement de capitaux et paiement d'arrérages.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, le conjoint survivant d'une victime qui se remarie et l'ouvrier étranger victime d'accident qui cesse de résider sur le territoire français, perdent tout droit à la rente qui leur a été allouée et reçoivent, à titre d'indemnité totale, le triple de cette rente. La caisse nationale des retraites a payé à ce titre 88.441 fr. 09 contre 82.311 francs en 1904.

D'autre part, comme conséquence de la déchéance dont il s'agit et par suite de revisions de pensions, d'attribution partielle de capitaux constitutifs, de rachats de rentes et d'annulation de contrats, elle a remboursé aux débiteurs de la rente la réserve afférente aux pensions ou portions de pensions supprimées, soit 1.604.773 fr. 32.

Elle a payé ainsi au total 1.693.214 fr. 41, qui se décomposent de la manière suivante :

Remboursements par application de l'article 3	599.029' »
Remboursements par application de l'article 9	221.788 70
Remboursements par application de l'article 19.	250.841 »
Remboursements par application de l'article 21.	9.731 »
Annulations de contrats irréguliers	611.824 71
TOTAL ÉGAL	1.693.214' 41
Le paiement des arrérages s'est élevé, d'autre part, à .	5.860.068 07
Ce qui, pour le montant des remboursements et le paiement des arrérages donne un total général de	7 553.282' 48

IV^e PARTIE**Fonctionnement général du fonds de garantie.**

Des chiffres et renseignements transmis au département du commerce par la Caisse des dépôts et consignations, chargée de la gestion du fonds de garantie par le règlement d'administration publique du 28 février 1899, le présent rapport doit, comme les années précédentes, retenir les éléments suivants relatifs aux mouvements de ce fonds pendant l'année 1905.

Le fonds de garantie a reçu 424 déclarations de non-paiement correspondant à une somme totale réclamée de 104.578 fr. 10 contre 591 déclarations en 1904, pour une somme de 119.684 fr. 41.

Sur ces 424 déclarations, 242 concernent des chefs d'entreprise non assurés, pour une somme de 63.004 fr. 01 et 182, des chefs d'entreprise assurés pour une somme de 36.320 fr. 55.

394 demandes ont été prises en considération par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dont 233 visant des chefs d'entreprise non assurés, pour 61.095 fr. 25, et 161 des chefs d'entreprise assurés pour 36.320 fr. 55.

Les causes ordinaires de non-paiement ou les motifs de refus opposés peuvent être en ce qui regarde les appels visant des chefs d'entreprise assurés, rangés sous les catégories suivantes d'après les déclarations :

1 ^o Retard involontaire	26
2 ^o Décisions non définitives	5
3 ^o Demandes de justification de la créance (production d'actes de l'état civil, de pièces de procédure, de certificats de vie, etc.). .	38
4 ^o Erreur sur le titre, jugement ou ordonnance	1
5 ^o Désaccord sur le montant de la dette (compensation avec l'indemnité journalière, avec les frais d'hospitalisation, point de départ de la rente, etc.).	23
6 ^o Contestation sur la couverture du risque	20
7 ^o Contestation sur la légalité de la décision	11
8 ^o Causes diverses	58
TOTAL	182

Les recettes du fonds de garantie établies pour l'année 1905, conformément aux dispositions de l'article 28 du décret du 28 février 1899, comprennent.

1° Les versements effectués par le Trésor public représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898	1.389.922' 86
2° Les recouvrements effectués après paiement contre 78 débiteurs d'indemnités, dans les conditions énoncées au titre II du décret du 28 février 1899 :	
Sans poursuites.	9.151 44
Après poursuites :	
Après mise en demeure.	2.443 40
Après contrainte	3.203 60
Après opposition à contrainte.	1.966 50
Après jugement sur opposition à la contrainte . .	4.463 34
Sur voies d'exécution	5.458 03
Après délais ou transactions	899 19
3° Les revenus, arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises, en conformité de l'article 30 du décret du 28 février 1899	114.621 »
4° Les intérêts du fonds de roulement (compte courant à la caisse des dépôts et consignations) prévu au second alinéa de l'article 30 précité	5.675 75
5° Les recettes diverses constituées par :	
a) Les versements de la Caisse nationale des retraites.	17.713 60
b) Les versements de l'administration des postes pour sommes non encaissés par les ayants droit.	903 »
Soit pour le total des recettes de l'année 1905	<u>1.556.421' 71</u>

Les dépenses du fonds de garantie fixées par l'article 28 du décret du 28 février 1899 comprennent :

1° Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités à la suite d'un appel adressé au fonds de garantie :	
a) Arrérages et indemnités diverses.	84.563' 47
b) Veuves remariées, ouvriers étrangers ayant cessé de résider en France.	»
2° Les sommes versées sur des livrets individuels à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et représentant les capitaux constitutifs des pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, § 3, de la loi du 9 avril 1898	585.810 »
Report. . .	<u>670.373' 47</u>

	A reporter. . .	670.373 ^f 47
3° Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie :		
a) Frais de gestion de l'année 1904.	29.372	40
b) Frais d'assiette des taxes mises en recouvrement. . .	56.708	42
c) Emoluments et débours des greffiers, frais de poursuites et dépens des instances, frais de poste. . . .	29.392	78
4° les dépenses diverses (restitutions et versements sur les taxes recouvrées, frais de perception et dégrèvements)	115.982	57
Soit pour le total des dépenses de l'année 1905	901.829 ^f	64

La situation du fonds de garantie au 31 décembre 1905

s'établit donc comme suit :

Recettes des années antérieures.	7.601.950 ^f	58
Recettes de l'année 1905	1.556.421	71
AU TOTAL	9.158.372 ^f	29
Dépenses des années antérieures	3.533.411 ^f	83
Dépenses de l'année 1905.	901.829	64
AU TOTAL	4.435.241 ^f	47

L'excédent des recettes sur les dépenses ressort ainsi
au 31 décembre 1905, à. 4.723.130^f 82

Sur cette somme, 4.514.613 fr. 48 ont été employés pour l'acquisition de 134.946 francs de rente 3 0/0, conformément aux dispositions de l'article 30 du décret susvisé; la différence, soit 208.517 fr. 34 donne le solde créditeur au 31 décembre 1905 du compte du fonds de garantie à la Caisse des dépôts et consignations.

A l'égard des chiffres qui précèdent, il faut remarquer que, si les dépenses de l'année 1905 sont plus élevées que celles des années précédentes, cela tient surtout à ce que les frais de perception et de dégrèvement ont été portés cette année en dépenses, alors que dans les années antérieures ils étaient décalqués des recettes.

En terminant le rapport du 7 mars 1906 et en le rapprochant du précédent rapport du 27 février 1905, mon prédécesseur constatait l'efficacité progressive des efforts de l'administration du commerce en vue d'atteindre à une application de jour en jour plus entière de la législation sur les accidents du travail; il relevait, avec une amélioration nouvelle du texte légal, la formation d'une jurisprudence généralement mieux pénétrée de l'esprit et du caractère propres de cette législation, en même

temps que de sensibles progrès dans le fonctionnement des différents organismes appelés à concourir à son exécution.

Ce troisième rapport aboutit aux mêmes conclusions qui présentent plus d'intérêt encore à la veille de l'application de cette législation à tous les travailleurs des exploitations commerciales.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Travail,*

GASTON DOUMERGUE.

PRUSSE

LES CAISSES MINIÈRES DE SECOURS ET DE RETRAITES

en 1905 (1).

I. — STATISTIQUE GÉNÉRALE

	1905	1904
Nombre de caisses en activité	72	72
Nombre d'exploitations affiliées (mines, usines, salines).....	1.800	1.768

Membres.

Nombre de membres des caisses
(assurés) employés en moyenne
dans ces exploitations :

Membres stables (ou titulaires)....	413.139	402.358	soit + 2,68 %.
Membres instables (stagiaires)....	245.803	247.798	soit — 0,81 %.
TOTAL.....	658.942	650.156	soit + 1,35 %.

Nombre d'assurés au début de l'an-
née, y compris les ouvriers en
congé :

Membres stables.....	423.473
Membres instables.....	251.742
	675.215

Nombre d'assurés à la fin de l'année :

Membres stables.....	439.650
Membres instables.....	254.065
	693.715

(1) D'après l'officielle *Zeitschrift für Bergwesen*, 1906, 2^e livraison statistique. — La 1^{re} partie de notre analyse est empruntée au résumé qui termine la statistique officielle, la 2^e reproduit d'après les tableaux statistiques les renseignements relatifs aux trois plus grandes caisses (Haute-Silésie, Sarre et Ruhr).

On trouvera dans le *Bulletin*, 1906, p. 373 le texte de la nouvelle loi prussienne sur les caisses minières de secours.

	1905	1904		
Soit une augmentation au cours de l'année de :				
Membres stables.....	16.177			
	ou 3,82 %			
Membres instables.....	2.323			
	ou 0,92 %			
ENSEMBLE.....	18.500			
	ou 2,74 %			
Affiliations nouvelles de membres stables au cours de l'année (y compris les membres instables devenus membres stables).....	57.325	54.808		
Radiations de membres stables au cours de l'année.....	41.148	43.498		
dont : sont devenus invalides.....	7.412			
ont quitté la caisse.....	31.151			
sont morts.....	2.585			
Radiations de membres instables au cours de l'année :				
Devenus invalides.....	797			
Morts.....	1.687			
			Soit par 1.000 membres	
			Nombres absolus	(moyenne de l'année).
En résumé :				
<i>Sont devenus invalides.</i>				
Membres stables.....	7.412	8.209	17,94	12,46
— instables.....	797		3,24	
<i>Ont quitté la Caisse.</i>				
Membres stables.....	31.151	31.151	75,40	47,27
— instables (1).....	"	"	"	"
<i>Sont morts.</i>				
Membres stables.....	2.585	4.272	6,26	6,48
— instables.....	1.687		6,86	
Par accident du travail :				
Membres stables.....	705	1.058	1,71	1,60
— instables.....	353		1,43	
Par autre cause :				
Membres stables.....	1.880	3.214	4,55	4,88
— instables.....	1.334		5,43	
Radiations totales.				
Membres stables.....	41.148	43.632	99,60	66,21
— instables (non compris les sorties volontaires).....	2.484		10,10	

(1) La statistique n'indique pas le nombre de membres instables qui ont quitté la Caisse.

Invalides, veuves, etc.

Invalides existant au début de l'année.....	69.171
Dont : complètement invalides.....	66.779
partiellement invalides (demi-invalides).....	2.392
Invalides complets, admis au cours de l'année.....	8.229
Dont : nouveaux invalides.....	7.988
demi-invalides devenus invalides complets.....	241
Invalides partiels, admis au cours de l'année.....	366
Dont : nouveaux invalides.....	301
invalides complets redevenus demi-invalides.....	65
Parmi les nouveaux invalides :	
Bénéficiaires de secours temporaires d'invalidité.....	5
Demi-invalides continuant à travailler à la mine et restés membres actifs.....	67
Radiations d'invalides, pour cause de mort :	
Invalides complets.....	4.086
Demi-invalides.....	19
pour cause de reprise d'activité ou modification de l'invalidité :	
Invalides complets.....	1.961
Demi-invalidité.....	296
Il restait donc à la fin de l'année :	
Invalides complets.....	68.961
Demi-invalides.....	2.443
Soit ensemble.....	71.404

Age moyen d'entrée de l'invalidité complète :

1895.....	49,1 ans.	1901.....	48,1 ans.
1896.....	49,2 —	1902.....	48,2 —
1897.....	49,3 —	1903.....	46,6 —
1898.....	49,4 —	1904.....	46,7 —
1899.....	48,5 —	Moyenne de 10 ans..	48,4 —
1900.....	48,9 —	1905.....	46,2 —

L'âge le plus élevé pour les houillères se constate : chez les invalides nouveaux de la caisse d'Ibbenburen (Westphalie, mines d'État) 54,5 ans ; l'âge le plus faible chez les invalides de la Caisse générale de Bochum (bassin de la Ruhr) : 43.

Pour les mines de lignite, l'âge le plus élevé se constate à la caisse du Saalkreis (56,3 ans), l'âge le plus faible étant accusé par la caisse de Brühl (près Cologne) : 44,7.

Pour les mines métalliques, l'âge le plus élevé se constate à la caisse d'Ilse (63 ans), l'âge le plus faible étant assuré par la Caisse d'Holzappel : 43.

On ne tient pas compte, dans ce relevé, des caisses qui ont invalidé moins de 10 personnes.

L'âge moyen d'entrée des demi-invalides a été 47 ans (47,2 en 1904).

Mortalité moyenne des invalides complets :

	Nombre d'invalides au début de l'année.	Entrée au cours de l'année.	Radiation au cours de l'année (sauf les décès).	Reste.	Sur lesquels moururent au cours de l'année.	
	—	—	—	—	—	%
1896.....	43.691	4.893	362	48.222	2.650	5,50
1897.....	45.572	5.322	436	50.458	2.950	5,85
1898.....	47.508	5.426	538	52.396	2.974	5,68
1899.....	49.442	6.456	577	55.321	3.330	6,02
1900.....	51.991	7.299	443	58.847	3.386	5,75
1901.....	55.461	7.418	556	62.323	3.383	5,43
1902.....	58.856	8.181	849	66.180	3.577	5,40
1903.....	62.611	7.598	1.524	68.685	3.679	5,36
1904.....	65.006	7.033	1.371	70.668	3.889	5,50
1905.....	66.779	8.229	1.961	73.047	4.086	5,59
				MOYENNE....		5,61

Mortalité moyenne des demi-invalides.

1896.....	2.667	426	324	2.769	43	1,55
1897.....	2.726	505	384	2.847	48	1,69
1898.....	2.799	459	389	2.869	55	1,92
1899.....	2.814	377	990	2.201	55	2,50
1900.....	2.146	337	300	2.183	39	1,79
1901.....	2.144	382	311	2.215	40	1,81
1902.....	2.262	417	286	2.393	43	1,80
1903.....	2.350	397	376	2.371	46	1,94
1904.....	2.293	437	298	2.432	40	1,64
1905.....	2.392	366	296	2.462	19	0,77
				MOYENNE....		1,74

Durée moyenne des services des
invalides complets admis au cours
de l'année :

22,2 ans 22,8 en 1904

demi-invalides :

23,6 — 25,0 —

Durée moyenne de la jouissance de
la pension, pour les invalides com-
plets disparus dans l'année.....

7,4 — 7,9 —

Durée moyenne de la jouissance de
la pension, pour les demi-invali-
des disparus dans l'année.....

4,9 — 6,7 —

Bénéficiaires de secours (y compris les titulaires de pensions d'accidents ou d'invalidité en vertu des lois d'assurance d'Empire) :

	Invalides.	Veuves.	Orphelins.	Total.
Au début de l'année.....	69.171	56.159	47.936	173.266
A la fin —	71.404	58.085	49.287	176.776
Soit augmentation.....	2.233	1.926	1.351	5.510
ou %.....	3,23	3,43	2,82	3,18

Pour 1.000 membres stables (moyenne de l'année), on comptait : bénéficiaires de secours :

	Au début de l'année.	A la fin de l'année.	
Invalides complets.....	165,97	166,92	} 172,83
Demi-invalides.....	5,94	5,91	
Veuves.....		139,57	140,59
Orphelins de père.....	111,19	111,47	} 119,30
Orphelins de père et de mère.....	7,95	7,83	

Dont : bénéficiaires de pensions d'accident de travail :

Invalides.....	10.455 ou 14,64 %
Veuves.....	6.674 — 11,49 —
Orphelins.....	12.464 — 25,29 —
ENSEMBLE.....	29.593 — 16,55 %

1905 1904

Durée moyenne des services des ouvriers dont les veuves ont été pour la première fois pensionnées dans l'année.....

22,0 ans 21,3

Durée moyenne de la jouissance de la pension de veuve, pour les veuves disparues dans l'année.....

12,1 ans 12,2

Enfants ayant reçu pendant l'année le secours scolaire :

Orphelins de père.....	1.050	1 010
Enfants non orphelins.....	58.588	56.061

Malades

Cas de maladie, avec incapacité de travail survenus dans l'année, et ayant motivé des secours en espèces ou hospitaliers (membres cotisants seulement).....

352.387 367.157

Soit par 1.000 membres stables ou instables (moyenne de l'année).....

535 565

Malades provenant de l'exercice précédent.....

19.542 16.444

Soit au total.....

371.929 383.601

Jours de maladie.....

6.566.624 6.060.794

Soit par cas de maladie.....

17,5 15,8

Situation financière.

	Mars.
Avoir (libre de dettes) des caisses à la fin de l'année.	142.931.166
contre, au début de l'année.....	192.868.334
soit une augmentation de.....	10.072.832
ou %.....	7,58 %

Augmentations précédentes :

En 1896.....	7,84	En 1901.....	12,10
1897.....	6,97	1902.....	10,43
1898.....	8,36	1903.....	7,15
1899.....	9,38	1904.....	7,98
1900.....	12,49		

Recettes budgétaires.....	M.	63.649.774	(60.592.491 en 1904)
soit une augmentation de.....	M.	3.057.283	
ou %.....		5,05	3,96

Décomposition des recettes :

	Mars.	
Cotisations courantes des membres.....	31.831.264	soit 50,01 %
— des patrons.....	26.377.108	— 41,44 —
Droits d'entrée, cotisations en retard, amendes, etc.....	297.447	— 0,47 —
Intérêts.....	4.035.755	— 6,34 —
Revenus des immeubles.....	42.679	— 0,07 —
Diverses.....	1.065.521	— 1,67 —

Recettes budgétaires depuis 10 ans.

	Recettes totales.	Cotisations courantes				Intérêts des capitaux.	Recettes diverses y compris droits d'entrée amendes, etc.	
	Mars.	des ouvriers.	soit %.	des patrons.	soit %.	soit %.		
1896....	32.557.216	16.532.099	50,78	13.614.582	41,82	1.901.088	5,84	509.497 1,56
1897....	34.840.509	17.711.594	50,84	14.596.356	41,89	2.004.406	5,75	528.154 1,52
1898....	37.214.981	18.938.818	50,88	15.621.573	41,98	2.078.738	5,59	577.852 1,55
1899....	42.171.416	21.603.207	51,23	17.691.680	41,95	2.290.468	5,43	586.161 1,39
1900....	48.677.048	24.960.105	51,38	20.620.356	42,36	2.557.532	5,25	539.056 1,11
1901....	53.110.556	27.080.156	50,99	22.472.435	42,31	2.996.740	5,64	561.225 1,06
1902....	53.408.823	27.087.518	50,66	22.487.644	42,11	3.277.859	6,14	585.602 1,09
1903....	58.287.025	28.476.707	48,85	23.644.922	40,57	3.788.773	6,41	2.426.623 4,17
1904....	60.592.491	29.927.187	49,39	24.836.295	40,99	4.012.577	6,62	1.816.482 3,00
1905....	63.649.774	31.831.264	50,01	26.377.108	41,44	4.035.755	6,34	1.406.647 2,21

Dépenses totales.....	M.	54.479.449	(52.989.681 en 1904)
Soit une augmentation de.....		1.489.768	
ou %.....		2,81	

Mars.

Dédution faite des achats d'immeubles et

inventaire, soit..... 1.165.371

reste une dépense effective de..... 53.314.078

dépassant celle de l'année précédente de. 2.851.311

Excédent de recettes..... 9.170.325

ou en tenant compte des achats d'immeu-

bles et inventaires..... 10.335.696 (10.129.724 en 1904)

Décomposition des dépenses.

Dépenses en	Soit % de la dépense totale										
	1905.	1905	1904.	1903.	1902.	1901.	1900.	1899.	1898.	1897.	1896.
Marcs.											
1. Service des malades :											
a) Honoraire des											
médecins.....	3.447.367	6,33	5,38	4,92	5,18	5,04	4,96	4,89	4,85	4,69	4,82
b) Médicaments											
et autres frais											
de traitement.	6.997.592	12,84	12,98	14,60	10,17	9,61	9,41	9,31	9,19	8,88	8,97
c) Secours en es-											
pèces.....	11.287.751	20,72	18,56	16,77	20,38	24,87	22,46	20,98	19,23	18,12	17,48
TOTAL....	21.732.710	39,89	36,92	36,29	35,73	39,52	36,83	35,18	33,27	31,69	31,27
2. Secours conti-											
nus :											
a) Invalides....	17.818.403	32,71	32,83	33,16	35,55	33,27	34,58	34,82	34,99	34,76	36,55
b) Veuves.....	7.439.935	13,65	13,88	14,03	14,94	14,24	14,77	15,30	16,22	16,05	16,73
c) Orphelins....	3.287.626	5,98	6,14	6,75	6,20	6,38	6,60	6,96	7,80	9,46	7,23
TOTAL....	28.515.964	52,34	52,85	53,94	56,69	53,89	55,95	57,08	59,01	60,27	60,31
3. Frais d'obsè-											
ques.....	661.780	1,21	1,13	1,13	1,23	1,16	1,26	1,19	1,14	1,13	1,16
4. Diverses secours											
extraordinaires.	422.457	0,78	0,70	0,63	0,90	0,79	0,63	0,66	0,74	0,67	0,69
5. Secours sco-											
laire.....	62.564	0,13	0,13	0,13	0,15	0,15	0,16	0,17	0,18	0,19	0,22
6. Frais d'admini-											
stration.....	1.440.523	2,66	2,61	3,66	3,41	2,68	2,59	2,31	2,28	2,26	2,38
7. Diverses.....	1.627.451	2,99	5,66	4,22	1,89	1,81	2,58	3,41	3,38	8,79	3,77
TOTAL GÉNÉRAL.	54.479.449	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Dépenses depuis 10 ans.

Dépenses totales.	Secours continus aux invalides, veuves et orphelins.				Frais d'administra- tion.		Dépenses diverses y compris secours funéraires, scolaires.		
	Service des malades.								
	Mars.	soit %	Mars.	soit %	Mars.	soit %	Mars.	soit %	
1896....	28.651.649	8.962.071	31,27	17.337.008	60,51	681.008	2,38	1.671.562	5,84
1897....	31.337.118	9.930.015	31,69	18.888.403	60,27	709.612	2,26	1.809.088	5,78
1898....	32.192.498	10.709.639	33,27	18.998.344	59,01	733.776	2,28	1.750.739	5,44
1899....	36.140.674	12.715.039	35,18	20.629.419	57,08	835.637	2,31	1.960.579	5,43
1900....	39.737.510	14.637.873	36,83	22.231.710	55,95	1.030.784	2,59	1.837.143	4,63
1901....	42.912.542	16.960.137	39,52	23.126.057	53,89	1.149.177	2,68	1.677.171	3,91
1902....	43.434.920	15.519.498	35,73	24.685.299	56,69	1.479.887	3,41	1.810.236	4,17
1903....	50.710.783	18.403.364	36,29	27.352.664	53,94	1.856.712	3,66	3.098.043	6,11
1904....	52.989.681	19.562.906	36,92	28.008.246	52,85	1.381.325	2,61	4.037.204	7,62
1905....	54.479.449	21.732.710	39,89	28.515.964	52,34	1.449.523	2,66	2.781.252	5,11

Secours continus (pensions) depuis 10 ans.

	Rappel des dépenses		Secours continus (pensions)					Augmentation de ces dépenses	
			d'invalides.	de veuves.	d'orphelins.	Total.	soit	par an.	soit
	Marcas.	Marcas.	Marcas.	Marcas.	Marcas.	Marcas.	%	Marcas.	%
1896....	28 651.649	10.471.042	4.792.020	2.072.946	17.337.008	60,51	460.577	2,78	
1897....	21.337.118	10.892.853	5.032.101	2.963.249	18 888.403	60,27	1.551.395	8 95	
1898....	32.192.498	11.264.026	5.232.679	2.511.639	18.998.344	59,01	109.941	0,58	
1899....	36.140.674	12.582.038	5.579.946	2.516.435	20.629.419	57,08	1.631.075	8,59	
1900....	39.737.510	13.740.255	5.870.090	2.621.365	22.231.710	55,95	1.602.291	7,77	
1901....	42.912.542	14 277.867	6.110 060	2.738.130	23.126.057	53,39	694.347	4,12	
1902....	43.434.920	15.440 662	6.490.488	2.694.149	24.625.299	56,60	1.499.242	6,48	
1903....	50.710.783	16.815.114	7.115.352	3.422.198	27.352.664	53,94	2.737.365	11,08	
1904....	52 989.681	17.399.375	7.354.087	3.254.784	28.008.246	52,85	655.582	2,40	
1905....	54.479 449	17.818.403	7.459.935	3.257.626	28.515.964	52,24	507.718	1,81	

Recettes et dépenses par membre (moyenne de l'année).

	1905.	1904.	1903.
	Marcas.	Marcas.	Marcas.
<i>Recettes :</i>			
Cotisations des membres.....	48,31	46,03	45,38
— des patrons.....	40,03	38,20	37,68
Diverses.....	8,25	8,97	9,83
RECETTES TOTALES.....	96,59	93,20	92,89
<i>Dépenses :</i>			
Secours de maladie.....	32,98	30,09	29,33
Secours continus (pensions).....	43,28	43,08	43,59
Secours funéraires.....	1,00	0,92	0,91
Secours extraordinaires.....	0,64	0,57	0,51
Secours scolaires.....	0,11	0,11	0,11
Frais d'administration.....	2,20	2,12	2,96
Diverses.....	2,47	4,61	3,40
TOTAL.....	82,68	81,50	80,81
Excédent des recettes sur les dépenses.....	13,91	11,70	12,08

Actif par membre stable (non compris les ouvriers

Marcas.

en permission) à la fin de l'année..... 337,86 (325,69 fin 1904)

Soit une augmentation de..... 3,74 0/0 3,89 0/0

II. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TROIS PLUS GRANDES CAISSES

Ainsi qu'il résulte de l'analyse qui précède, chacune des 72 caisses aurait en moyenne 9.635 membres stables ou instables (contingent au 31 décembre 1905). Mais, en fait, les 692.715 membres se répartissaient très inégalement entre les Caisses.

C'est ainsi que la direction de *Breslau* (bassins de Haute et Basse-Silésie) comprenait 153.920 assurés groupés en trois caisses (caisse de Haute-Silésie 118.351 membres, caisse de Basse-Silésie 33.719 et une caisse secondaire de 1.850 membres pour la principauté de Pless);

La direction de *Halle* (lignite) comprenait 81.376 assurés groupés en 13 caisses, dont les deux plus importantes, celles de Mansfeld et d'Halberstadt, comptaient 21.200 et 18.494 assurés; venaient ensuite deux caisses groupant 14 à 15.000 assurés, enfin neuf caisses comprenant de 62 à 6.179 assurés;

La direction de *Clausthal* (houillères, minerais, salines) comprenait 22.943 assurés, groupés en quatre caisses, ayant de 1.436 à 14.451 membres;

La direction de *Dortmund* (houillères de la Ruhr) comprenait 285.215 assurés groupés en 11 caisses dont une avait 280.020 membres (caisse générale), une autre (Georg-Marie) 3.738 et les neuf autres 9, 13, 15, 20, etc. jusqu'à 895 membres;

La direction de *Bonn* (houillères de la Sarre et d'Aix, lignites, minerais) comprenait 150.261 assurés, groupés en 41 caisses, dont une, celle des mines de Sarrebrück avait 50.792 membres, quatre autres, celles de la Wurm (Aix), de Siegen, de Helle, et des houillères Rheinpreussen avaient entre 8 et 10.000 membres, mais dont 36 accusaient entre 25 et 7.283 membres.

Le Gouvernement était donc bien fondé à dire, pour justifier son projet de loi portant modification de la loi minière (titre VII), que le morcellement des caisses paraissait excessif.

Nous ne retenons ici, pour compléter les données de notre analyse générale, que les renseignements concernant les trois plus grandes caisses, celles de la Haute-Silésie, de Bochum et de Sarrebrück, ainsi que les renseignements concernant l'ensemble des caisses.

A. ORGANISATION ET CADASTRE.

	Haute-Silésie (Tarnowitz).	Caisse générale (Bochum (2)).	Sarrebrück (St-Johann).	Ensemble des 72 caisses.
Etablissements des Caisses : lazarets				
et cliniques.....	13 (1)	2	3 (3)	33
Bâtiments d'administration.....	1	6	1	17

(1) Les tuberculeux sont soignés au sanatorium populaire de Loslau; quatre lazarets ont des appareils médico-mécaniques, presque tous ont des laboratoires et des étuves à désinfection.

(2) La caisse a 6 succursales. Elle a son sanatorium pour tuberculeux (*Boringhausen*, ouvert en 1904) et un hôpital à Ueckendorf (1905); un 2^e hôpital (*Recklinghausen*) est en construction.

(3) Les tuberculeux sont soignés au sanatorium populaire de Sonnenberg près Sarrebrück.

	Ensemble		
	Haute-Silésie	Caisse générale	Sarrebrück des 72
	(Tarnowitz).	(Bochum).	(St-Johann). Caisse.
Personnel :			
Membres des directions.....	6	30	6 664
Anciens.....	102	309	88 1.872
Médecins spéciaux.....	90	369	50 1.512
Gardes-malades : hommes.....	120	28	24 220
femmes.....	16	11	» 68
Employés de caisse.....	3	394	3 529
Divers.....	254	49	48 465
Mines :			
Houillères : nombre d'exploitations...	54	164	11 295
Ouvriers : stables.....	44.921	170.402	45.913 297.584
instables.....	44.421	98.565	» 160.773
Lignites : exploitations.....	1	»	» 449 »
Ouvriers : stables.....	34	»	» 18.686
instables.....	82	»	» 28.807
Minerais de fer : exploitations.....	1	3	» 302
Ouvriers : stables.....	83	24	» 17.595
instables.....	53	31	» 4.261
Autres minerais : exploitations.....	23	6	» 244
Ouvriers : stables.....	5.511	190	» 30.306
instables.....	7.508	338	» 18.384
Salines (mines de sel) : exploitations.	»	»	» 75
Ouvriers : stables.....	»	»	» 8.461
instables.....	»	»	» 8.759
Carrières : exploitations.....	»	»	» 247
Ouvriers : stables.....	»	»	» 4.164
instables.....	»	»	» 2.018
Usines :			
Fer et acier : exploitations.....	3	»	» 80
Ouvriers : stables.....	4.328	»	» 27.146
instables.....	3.516	»	» 18.087
Zinc : exploitations.....	»	»	» 3
Ouvriers : stables.....	»	»	» 744
instables.....	»	»	» 272
Plomb, cuivre et argent : exploitations.	2	»	» 53
Ouvriers : stables.....	580	»	» 6.649
instables.....	301	»	» 3.323
Alun, vitriol, arsenic : exploitations...	»	»	» 4
Ouvriers : stables.....	»	»	» 692
instables.....	»	»	» 229
Goudron et paraffine : exploitations..	»	»	» 23
Ouvriers : stables.....	»	»	» 214
instables.....	»	»	» 565
Salines : exploitations.....	»	1	» 25

	Haute-Silésie (Tarnowitz).	Caisse générale (Bochum).	Sarrebrück (St-Johann).	Ensemble des 72 Caissees.
Ouvriers : stables.....	»	89	»	898
instables.....	»	60	»	325
Total général : exploitations.....	84	174	11	1.800
Ouvriers : stables.....	55.457	170.705	45.913	413.139
instables.....	55.881	98.994	»	245.803

B. DONNÉES PERSONNELLES SUR LES MEMBRES.

a. Membres stables (titulaires).

1. Contingent au 1 ^{er} janvier 1905 :				
Actifs.....	54.373	169.712	45.357	407.934
En permission.....	3.494	2.400	4.097	15.539
Total.....	57.867	172.112	49.454	423.473
2. Entrée de membres nouveaux au cours de l'année.....	4.653	19.750	10.487	57.325
3. Sorties (radiations) de membres au cours de l'année :				
Devenus invalides.....	1.221	3.288	670	7.412
Ayant quitté le travail.....	991	7.639	8.252	31.151
Morts: par suite d'accident du travail.	138	335	57	705
d'autre manière.....	236	631	170	1.880
au total à l'âge de moins de 16 ans.....	»	»	5	9
16-20 ans.....	»	87	34	143
21-25 —.....	26	140	44	288
26-30 —.....	55	200	42	401
31-35 —.....	61	153	33	351
36-40 —.....	78	113	17	324
41-45 —.....	76	90	15	310
46-50 —.....	52	95	21	311
51-55 —.....	22	58	16	242
56 et au delà.....	4	30	»	206
Soit ensemble.....	374	966	227	2.585
Total des départs.....	2.586	11.893	9.149	41.148
4. Contingent au 31 décembre 1905 :				
Actifs.....	56.166	177.269	46.468	423.054
En permission.....	3.768	2.700	4.324	16.596
Au total : âgés de moins de 16 ans..	»	»	1.141	2.319
16-20 ans.....	»	20.845	9.897	42.172
21-25 —.....	7.222	32.801	10.816	71.223
26-30 —.....	13.668	48.267	9.126	97.105
31-35 —.....	12.977	31.911	6.562	75.103
36-40 —.....	10.712	19.298	4.959	56.214
41-45 —.....	7.508	13.140	3.678	41.823
46-50 —.....	5.294	8.505	2.857	29.872
51-55 —.....	1.988	3.825	1.314	15.724
56 et au delà.....	563	1.377	442	8.095
Ensemble.....	59.934	179.969	50.792	439.650

b. Membres instables (stagiaires).

	Haute-Silésie (Tarnowitz).	Caisse générale (Bochum).	Sarrebruck (St-Johann).	Ensemble des 72 Caisses.
Contingent au 1 ^{er} janvier 1905.....	55.168	109.793	»	251.742
Devenus invalides.....	142	566	»	797
Morts : par suite d'accidents du travail.	62	192	»	353
autrement.....	245	590	»	1.334
Total.....	307	782	»	1.687
Contingent au 31 décembre 1905.....	58.417	100.051	»	254.065

c. Ensemble des membres.

Contingent au 1 ^{er} janvier 1905 :				
Actifs.....	109.541	279.505	45.357	659.310
En permission.....	3.494	2.400	4.097	15.905
Total.....	113.035	281.905	49.454	675.215
Contingent au 31 décembre 1905 :				
Actifs.....	114.583	277.320	46.468	676.845
En permission.....	3.788	2.700	4.324	16.870
Total.....	118.351	280.020	50.792	693.715

C. — DONNÉES PERSONNELLES SUR LES SECOURS.

a. Invalides.

	Haute-Silésie	Ruhr	Sarre	Prusse	
	Invalides complets.	Invalides complets.	Invalides complets.	Invalides complets.	Demi- invalides.
1. Contingent au 1 ^{er} janvier 1905.	11.001	28.292	8.704	66 779	2.392
2. Entrées (admission) d'invalides au cours de l'année, à l'âge de :					
30 ans.....	151	504	89	871	39
30-35 —.....	111	561	33	812	22
36-40 —.....	83	501	28	746	32
41-45 —.....	133	538	42	946	43
46-50 —.....	305	672	86	1.353	68
51-55 —.....	415	606	235	1.724	83
56-60 —.....	122	297	120	1.010	61
61-65 —.....	42	119	28	503	12
plus de 65 ans.....	1	56	9	264	6
Ensemble.....	1.363	3.854	670	8.229	366

	Haute-Silésie	Ruhr	Sarre	Prusse	
	Invalides complets.	Invalides complets.	Invalides complets.	Invalides complets.	Demi-invalides.
Age moyen lors de l'entrée en invalidité.....	45,7	43,0	46,7	46,2	47
Durée moyenne des services des invalides entrés en 1905.....	19,1	19,7	27,7	22,2	23,6
3. Sorties (radiations) au cours de l'année :					
Ayant quitté volontairement.....	210	1.499	53	1.961	296
Morts : à l'âge de :					
30 ans.....	9	27	46	112	»
30-35 —.....	9	56	8	97	»
36-40 —.....	18	55	7	123	»
41-45 —.....	30	94	7	208	3
46-50 —.....	44	127	16	291	3
51-55 —.....	90	183	33	488	2
56-60 —.....	70	223	57	569	5
61-65 —.....	87	251	88	690	»
plus de 65 —.....	194	435	197	1.508	6
Ensemble des morts.....	551	1.451	459	4.086	19
Durée moyenne de jouissance de ce type de pension d'invalidité, pour les invalides rayés en 1904.....	8,2	6,0	11,0	7,4	4,9
4. Contingent au 31 décembre 1905 de l'âge de :					
30 ans.....	355	1.083	203	1.914	122
30-35 —.....	461	1.709	137	2.738	145
36-40 —.....	509	2.118	196	3.457	190
41-45 —.....	632	2.843	291	4.888	272
46-50 —.....	1.129	3.953	598	7.330	407
51-55 —.....	2.207	5.133	1.450	11.468	524
56-60 —.....	2.334	4.749	2.076	12.537	448
61-65 —.....	1.869	3.608	1.917	11.176	200
plus de 65 —.....	2.107	4.000	2.004	13.453	135
Ensemble.....	11.603	29.196	8.872	68.961	2.443
Parmi les invalides reçoivent une pension d'accident du travail (de la corporation compétente).....					
	2.883	4.569	665	9.789	666

b. Veuves.

	Haute-Silésie.	Ruhr.	Sarre.	Prusse.
1. Contingent au 1 ^{er} janvier 1905.	8.675	17.047	5.856	56.151
2. Entrée (admission) des veuves au cours de l'année à l'âge de :				
20 ans	»	12	1	13
20-25 —	35	98	21	197
26-30 —	70	171	39	363
31-35 —	91	201	28	459
36-40 —	93	227	31	534
41-45 —	100	227	30	562
46-50 —	95	227	50	591
51-55 —	76	228	37	598
56-60 —	75	226	48	600
plus de 60 —	123	332	116	986
Ensemble	758	1.949	401	4.903
Durée moyenne des services du mari	18,1	20,2	26,2	22,0
3. Sorties (radiations) au cours de l'année :				
Veuves remariées	135	419	56	835
Autres motifs de départ	2	6	»	14
Mortes	304	549	222	2 128
TOTAL	441	974	278	2.977
Durée moyenne de jouissance de la pension des veuves rayées . . .	12,2	8,4	16,1	12,1
4. Contingent au 31 décembre 1905 :				
de l'âge de 20 ans	»	7	1	8
20-25 —	70	161	44	367
26-30 —	244	434	147	1.149
31-35 —	414	720	191	2.707
36-40 —	648	978	282	3.269
41-45 —	809	1.411	463	4.786
46-50 —	1.116	1.828	627	6.393
51-55 —	1.207	2.345	726	7.869
56-60 —	1.206	2.692	949	8.807
plus de 60 —	3.278	7.446	2.546	23.360
Ensemble	8.992	18.022	5.979	58.085
Parmi les veuves pensionnées, re- çoivent une pension de l'assu- rance contre les accidents	1.584	2.607	732	6.674

*c. Orphelins et enfants pour lesquels il est payé
un secours scolaire.*

	Haute-Silésie.	Ruhr.	Sarre.	Prusse.
1. Contingent des orphelins au 1 ^{er} janvier 1905 :				
Orphelins de père.....	9.379	15.893	4.472	44.736
— de père et mère.....	624	1.109	424	3.200
TOTAL.....	10.003	17.002	4.896	47.936
2. Entrée d'orphelins nouveaux au cours de l'année :				
Orphelins de père.....	1.554	3.390	597	7.877
— de père et mère.....	170	221	97	739
TOTAL.....	1.724	3.611	694	8.616
3. Sortie d'orphelins au cours de l'année :				
Orphelins de père.....	1.151	2.511	618	6.559
— de père et mère.....	135	286	91	706
TOTAL.....	1.286	2.797	709	7.265
4. Contingent des orphelins au 31 décembre 1905 :				
Orphelins de père.....	9.782	16.772	4.451	46.054
— de père et mère.....	659	1.044	430	3.233
TOTAL.....	10.441	17.816	4.881	49.287
5. Nombre d'enfants pour lesquels est payé un secours scolaire :				
Orphelins de père.....	84	»	888	1.050
Enfants non orphelins.....	1.916	40.721	15.186	58.588
Parmi les orphelins reçoivent une pension de l'assurance-accidents.	3.854	4.611	1.307	12.464

D. — MALADES (MEMBRES COTISANTS)⁽¹⁾.

*a. Cas de maladie ayant entraîné incapacité et motivé
indemnité ou traitement.*

1. Contingent au 1 ^{er} janvier 1905.	1.946	10.045	1.352	19.542
2. Entrées au cours de l'année :				
Blessures au cours du travail....	9.433	43.295	7.209	85.066
Autres maladies.....	19.977	130.932	19.491	267.321

(1) Y compris les invalides occupés dans les mines ou usines, affiliés et payant des cotisations.

	Haute-Silésie.	Ruhr.	Sarre.	Prusse.
3. Sorties au cours de l'année :				
Décès.....	437	598	225	2.955
Guérison.....	27.443	168.645	26.019	339.992
Autrement.....	1.428	4 228	632	9.397
4. Contingent au 31 décembre				
1905.....	2.048	10.801	1.176	19.585
TOTAL des cas de maladie..	31.356	184.272	28.052	371.929

Nombre des jours de maladie :

Au total (non compris les jours non passés à l'hôpital et non indemnisés, tels que dimanche et jours fériés).....	767.345	3.389.915	508.655	6.566.624
Dont : passés à l'hôpital.....	745.479	641.836	121.396	1.847.534
Jours de maladie par cas de maladie.....	24,5	18,4	18,1	17,7

b. Cas de maladie en général (d'après le Journal du médecin) (1).

Nombre de cas (y compris le contingent au 1 ^{er} janvier)..<	31.872	190.311	28.314	431.927
Nombre de jours de maladie (y compris le délai de stage non indemnisé).....	777.503	4.547.833	503.048	8.157.069
Jours de maladie par cas de maladie.....	24,4	23,9	17,8	18,9

E. — SITUATION FINANCIÈRE.

a. Avoir au début de l'exercice.

	Haute-Silésie.	Ruhr.	Sarre.	Prusse.
	Marcs.	Marcs.	Marcs.	Marcs.
a) Actif au 1 ^{er} janvier 1905 :				
En espèces et en banque.....	1.083.698 01	2.907.353 77	18.499 57	6.735.719 04
Capitaux placés contre intérêts.....	23.285.984 80	25.494.209 07	15.285.154 07	110.591.693 80
Valeur, au dernier inventaire, des immeubles.....	5.085.118 66	3.492.519 03	1.634.817 29	12.523.028 63
des meubles.....	817.165 64	157.445 44	95.401 80	1.408.192 36
Autres éléments de l'actif (créances sans intérêts, retards).....	706 41	1.634.810 97	36.246 08	1.718.620 81
Total de l'actif.....	30 222.678 52	43.675.837 38	17.070.118 76	132.977.164 44
b) Passif au 1 ^{er} janvier 1905 :				
Dettes sur immeubles.....	»	»	»	15.500 »
Autres dettes.....	»	»	»	103.320 31
Passif total.....	»	»	»	118.820 31

(1) Pour apprécier la durée approximative de la maladie.

b. Avoir à la fin de l'exercice.

	Haute-Silésie. — Marcs.	Ruhr. — Marcs	Sarre. — Marcs.	Prusse. — Marcs.
a) Actif au 31 décembre 1905:				
En espèces et en banque.....	691.199 06	2.760.689 16	69.233 27	5.692.744 18
Capitaux placés contre intérêts.....	35.138.211 91	38.224.409 59	16.991.683 99	119.478.976 84
Valeur, au dernier inventaire, des immeubles.....	5.583.482 80	4.038.977 15	1.648.802 02	13.706.461 39
des meubles.....	899.645 74	196.891 67	108.448 99	1.628.562 98
Autres éléments de l'actif (créances sans intérêts, retards).....	4.353 44	2.483.056 83	36.939 88	2.597.892 71
Total de l'actif.....	32.316.862 75	47.704.024 40	18.855.108 15	143.104.637 10
b) Passif au 31 décembre 1905 :				
Dettes sur immeubles.....	»	»	»	15.800 »
Autres dettes.....	»	»	»	157.971 04
Total du passif.....	»	»	»	173.471 04
c) Balance entre l'actif et le passif à la fin de l'exercice : (Avoir libre de dettes au 31 décembre).....	32.316.862 75	47.704.024 40	18.855.108 15	143.931.166 06

c. Recettes du 1^{er} janvier au 31 décembre 1905.

Cotisations courantes des membres.....	4.896.993 37	15.870.800 80	3.511.787 23	31.831.264 24
des exploitants.....	4.347.610 07	11.789.178 59	3.511.787 23	26.377.108 37
Droits d'entrée, cotisations payées en retard, etc.....	44.232 94	»	»	141.023 41
Amendes.....	1.783 30	29.587 92	67.569 81	156.423 74
Intérêts des capitaux.....	903.139 »	1.147.646 51	569.390 16	4.038.754 48
Revenus des immeubles.....	692 45	9.053 59	20.467 14	42.678 92
Autres recettes.....	30.793 61	765.723 08	8.008 16	1.065.520 58
Total des recettes budgétaires.	9.726.544 64	29.611.940 49	7.688.909 73	63.649.773 84
En outre, recettes extraordinaires :				
Remboursements de capitaux, ventes d'immeubles.....	1.234.605 89	»	268.093 13	2.275.911 63
Dons et subventions.....	»	203.280 »	»	277.491 27
Recettes totales.....	10.960.150 53	29.815.220 49	7.957.002 86	66.200.176 74

d. Dépenses du 1^{er} janvier au 31 décembre 1905.

1 ^o Service de maladie :				
Honoraires des médecins.....	340.471 98	1.624.046 81	185.844 08	3.447.366 79
Médicaments et frais de cure.	1.386.376 64	3.190.422 49	479.338 02	6.997.591 86
Indemnités en espèces.....	672.813 83	7.156.892 70	702.080 50	11.287.761 59
Total.....	2.399.662 45	11.971.362 00	1.367.262 60	21.732.710 24
2 ^o Secours ordinaires, déduction faite des rentes d'accidents payées par les corporations :				
Invalides complets.....	3.081.924 97	7.215.152 37	3.050.113 84	17.658.708 13
Demi-invalides.....	»	»	»	159.694 41
Veuves.....	1.002.339 77	2.895.423 69	1.076.613 34	7.439.934 76
Orphelins.....	422.458 78	2.181.539 10	158.132 02	3.267.626 49
Total.....	4.506.723 52	12.292.705 16	4.284.859 20	28.515.963 79

	Haute-Silésie.	Ruhr.	Sarre.	Prusse.
	Mars.	Mars.	Mars.	Mars.
3° Secours extraordinaires :				
Secours funéraires.....	192.305 53	244.772 88	45.188 98	661.779 74
Autres secours extraordinaires	249.909 92	2.865 »	31.830 50	429.456 93
4° Secours scolaires.....	»	»	69.409 71	69.584 57
5° Frais d'administration..	247.933 55	695.772 95	56.775 69	1.449.529 92
6° Dépenses diverses.....	689.781 71	579.865 38	107.983 47	1.627.450 84
Total des dépenses.....	8.265.816 48	25.787.033 37	5.963.288 15	54.479.449 03
Dont dépenses extraordinaires pour l'achat d'immeubles, la construction de lazarets, etc.	645.677 61	452.872 67	32.774 12	1.135.772 91
Pour l'achat d'appareils de sauvetage, et autres objets.	3.023 22	235 85	»	39.597 62
Balance entre la recette statu- taire et la dépense : Soit excédent de recettes.....	1.459.728 16	3.824.907 12	1.725.621 58	9.170.324 81

e. Moyennes par membre.

Actif.....	575 38	269 11	405 77	338 27
Passif.....	»	»	»	0 41
Cotisations courantes : ou- vriers.....	39 49	58 86	76 49	48 31
exploitants.....	39 05	43 71	76 49	40 08
Recettes statutaires.....	87 35	109 80	167 47	96 59
Dépenses pour service de ma- ladie.....	21 55	44 39	39 78	32 98
Dépenses pour secours ordi- naires.....	40 48	45 58	93 33	43 28
Dépenses pour secours extraor- dinares.....	2 24	0 01	0 69	0 64
Dépenses pour secours funé- raires.....	1 73	0 90	0 97	1 »
Dépenses pour secours sco- laires.....	»	»	1 51	0 11
Dépenses pour frais d'admi- nistration.....	2 23	2 58	1 24	2 20
Dépenses diverses.....	6 02	2 15	2 35	2 47
— totales.....	74 24	95 61	129 88	82 68

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages offerts à la Bibliothèque du Comité permanent.

Rémy (Dr Ch.). — *L'évaluation des incapacités permanentes*, basée sur la physiologie des fonctions ouvrières des diverses parties du corps. 1 vol. in-16 de 250 pages avec 63 figures. — Paris, Vigot, éditeur.

Le livre du Dr Rémy, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, sera d'une grande utilité à toutes les personnes et spécialement aux médecins qui ont à évaluer la diminution de capacité de travail des victimes d'accidents.

L'auteur étudie d'abord les conditions et les moyens d'évaluation ou d'incapacité et la physiologie des fonctions ouvrières, puis il aborde l'examen des pertes d'aptitude au travail en général pour enfin passer en revue les causes de variations d'évaluation.

Office du travail de Belgique. — *Monographies industrielles : XIV. Industries du papier : Fabrication et mise en œuvre du papier et du carton* 1 vol. in-8° de 200 pages. — Bruxelles, Lebègue et Schepens, éditeurs.

Office du travail de Belgique. — *Annuaire de la législation du travail*, 9^e année, 1905. 1 vol. in-8° de 584 pages. — Lebègue et Schepens, éditeurs, Bruxelles.

Office du travail de Belgique. — *Lois et règlements concernant la police du travail et le régime des établissements classés*, 1 vol. in-16 de 316 pages. — Lebègue et Schepens, éditeurs, Bruxelles.

Fried (Alfred-H.). — *Annuaire de la vie internationale*, 2^e année. 1 vol. in-16 de 310 pages. — Monaco, Institut international de la paix.

On trouve dans ce petit volume des renseignements très complets sur les unions, conventions, ententes, œuvres, commissions permanentes officielles, ainsi que sur les institutions, associations, comités, commissions, offices et bureaux privés ayant un caractère international.

Instituts Solvay : Travaux de l'Institut de Sociologie (Misch et Thron, éditeurs, Bruxelles) :

I. — **Études sociales : n° 2.** — *De l'esprit du Gouvernement démocratique*, par A. PRINS. 1 vol. in-8°, 294 pages.

Au moment où, comme on l'a vu déjà à diverses reprises dans l'histoire du monde antique et du monde moderne, il y a de nouveau une tendance à considérer l'égalité comme la condition essentielle d'existence d'une civilisation démocratique, M. Adolphe Prins cherche dans son ouvrage à établir, par l'étude du passé et du présent, qu'une société est démocratique non dans la mesure où elle repose sur l'égalité politique et sociale des individus, mais dans la mesure où elle utilise le mieux l'énergie spontanée de la nation, où elle assure le mieux la balance entre les forces collectives et les forces individuelles, où elle garantit le mieux la participation effective des citoyens à la vie publique et où elle réalise le mieux l'idée d'organisation qui préside à la vie des peuples comme à celle des hommes.

Pour l'auteur, le dogme de l'égalité tel qu'il apparaît dans l'économie sociale avec la doctrine collectiviste, dans la politique avec le système du suffrage universel pur et simple ne peut être accepté sans réserves.

Au point de vue économique qui nous intéresse plus spécialement, il montre que cette prétendue égalité est factice et mensongère et que la socialisation systématique de Marx est démentie par tous les faits de l'histoire et par toute la vie de l'humanité.

II. — **Études sociales : n° 3.** — *Les régies et les concessions communales en Belgique*, par Ernest BRES. 1 vol. in-8° de xxviii-556 pages.

Il est peu de questions qui aient soulevé, en ces dernières années, autant de discussions et de polémiques passionnées que celle relative à l'exploitation des Monopoles de l'Eau, du Gaz, de l'Électricité et des Tramways.

Les villes doivent-elles exploiter directement ces services publics ou les concéder à des particuliers.

Tel est le problème d'actualité que l'auteur a traité en ce qui concerne la Belgique.

En Angleterre, en France, en Allemagne, en Italie, etc., de nombreuses publications ont paru sur la matière. Mais jusqu'ici aucun ouvrage spécial n'avait eu pour objet le développement du domaine industriel des villes belges.

Cette lacune est comblée aujourd'hui.

M. Ernest Brees a envisagé tous les aspects de la question; il a étendu son travail non seulement aux entreprises gérées directement par les communes, mais aussi à celles données en concession.

III. — **Actualités sociales : n° 10.** — *Une expérience industrielle de réduction de la journée de travail*, par L.-G. FROMONT. — 1 vol. in-16 de xviii-120 pages avec 25 diagrammes et 21 figures.

M. le professeur E. Mahaim, de l'Université de Liège, présente ce tra-

vail au public, dans une préface où il dégage l'intérêt vraiment exceptionnel de l'expérience de M. Fromont, faite dans la pratique même des affaires industrielles.

M. Fromont a poursuivi cette expérience pendant plus de douze ans aux usines de produits chimiques d'Engis, qu'il a fondées et dont il était le directeur-gérant.

Le travail dont la durée a été réduite est celui des ouvriers occupés aux fours où l'on grille la blende. M. Fromont décrit le mode d'emploi de la main-d'œuvre avec une précision et un luxe de détails qui satisferont les plus exigeants.

L'effet utile de l'ouvrier se mesure avec une exactitude absolue, puisque son travail se pèse, pour ainsi dire : le salaire est resté fixé à la pièce, c'est-à-dire à la tonne de minerai grillé; l'outillage n'a pas été modifié et a été seulement mieux utilisé. Bref, les conditions générales du travail sont bien restées identiques.

En huit heures de travail (soit sept heures et demie de travail effectif), les mêmes ouvriers, aux mêmes fours, avec les mêmes outils et les mêmes matières premières, ont produit tout autant qu'auparavant en douze heures (soit dix heures de travail effectif).

Il va de soi que le prix de revient de la tonne de blende grillée a diminué, que le salaire journalier est resté le même et que patrons et ouvriers y ont trouvé leur compte. Il n'est pas sans intérêt de constater que la Société Anonyme des produits chimiques d'Engis n'a cessé de donner de brillants résultats financiers.

Le livre de M. Fromont, fait voir comment la préoccupation du bien-être et de la santé de l'ouvrier peut s'allier, sans danger chez l'industriel, avec la préoccupation du prix de revient.

IV. — Actualités sociales : n° 11. — *Ce qui manque au commerce belge d'exportation*, par G. DE LEENER. 1 vol. in-16 de 290 pages.

L'essor industriel et commercial de la Belgique a été souvent célébré pendant les fêtes récentes du soixante-quatrième anniversaire de l'indépendance nationale. On a rappelé avec émotion l'étape grandiose franchie depuis 1830 dans toutes les sphères de l'activité économique. Le peuple belge considère ses succès avec une légitime fierté. Il se montre confiant dans l'avenir autant qu'orgueilleux du passé.

M. de Leener a recherché si la Belgique ne s'illusionnait pas, et il établit que si les exportations belges ne cessent de progresser, elles progressent moins que les exportations rivales.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

DU

TOME XVII

1906

1° PAR MATIÈRES.

A

Accidents du travail (réparation des... et assurance contre les...).

Cinq années de risque professionnel en *Angleterre*, p. 8; — *Loi française* du 12 avril 1906, p. 129; — Extrait du rapport présenté à la Chambre des députés par M. Puech, p. 133; — *Loi australienne* du 19 février 1902, p. 137; — *Loi finlandaise* du 10/23 janvier 1902 sur l'assurance des marins, p. 148; — Arrêté du Sénat *finlandais* du 9 octobre 1902 concernant l'assurance des marins, p. 151; — Convention *franco-belge* du 21 février 1906 relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, p. 162; — Projets de modification de la législation *anglaise*, p. 247; — Rapport sur l'application en 1903-1904 de la législation *française* sur les accidents du travail, p. 274; — Extrait du rapport du syndicat général de garantie du bâtiment (1905), p. 343; — *Loi française* du 17 avril 1906, p. 353; — Projet *français* concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, p. 355; — Convention *franco-luxembourgeoise* du 27 juin 1906, p. 523; — Arrangement *franco-italien* du 9 juin 1906, p. 528; — Projet de loi *français* relatif aux exploitations agricoles, p. 534; — Décret du 22 novembre 1906 approuvant le tarif complémentaire de la caisse nationale *française* d'assurances en cas d'accidents, p. 552; — Projet de loi *suisse* du 10 décembre 1906, p. 606; — La nouvelle loi *anglaise* (1906), p. 640; — Rapport sur l'application en 1904-1905 de la législation française sur les accidents du travail, p. 670.

(Voir : *Marins*).

Actuaires.

5^e Congrès international des actuaires, p. 407.

Agriculture.

Projet de loi français ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, p. 534.

Alcoolisme.

Assurance ouvrière et alcoolisme, p. 458.

Assurance.

5^e Congrès international de la science de l'assurance, p. 407; — Projet de loi français sur le contrat d'assurance, p. 559.

Assurance ouvrière.

Les projets de réorganisation de l'assurance ouvrière *allemande*, p. 443 et 632; — Assurance ouvrière et alcoolisme, p. 458; — Projet de loi *hongrois*, sur l'assurance ouvrière, p. 461.

(Voir : *Accidents du travail, Invalidité, Maladie, Retraites ouvrières, Vieillesse*).

B**Bibliographie.**

Notices bibliographiques, p. 401, 351, 521 et 744.

C**Caisse générale d'épargne et de retraite.**

Opérations de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, p. 484.

Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents.

Tarif complémentaire (22 novembre 1906), p. 552.

Caisses de secours et de retraites.

Projets de réforme des caisses minières en Prusse, p. 95; — Vote du projet de loi prussien, p. 263; — Loi *prussienne* du 19 juin 1906 sur les caisses minières de secours et de retraites, p. 373; — Les caisses minières de secours et de retraites en Prusse, en 1905, p. 726.

Chômage.

Une enquête officielle allemande sur l'assurance contre le chômage, p. 265.

Congrès.

Congrès international médical des accidents du travail, Liège, 1905, p. 401; — 5^e Congrès de la science de l'assurance, p. 407; — 4^e Congrès de médecine des assurances, p. 418.

F

Fonds de garantie.

Rapport du ministre du Commerce sur le fonctionnement du fonds de garantie prévu par la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail en 1904, p. 339; — Même rapport pour 1905, p. 722.

I

Invalidité.

Résultats statistiques (1905) de l'assurance contre l'invalidité, en *Allemagne*, p. 514; — La caisse *allemande* d'assurance des invalides de la marine, p. 630; — L'extinction des rentes d'invalidité et la mortalité générale en *Allemagne*, p. 634.

(Voir : *Assurance ouvrière, Retraites ouvrières, Vieillesse*).

M

Maladie.

Statistique de l'assurance-maladie, 1900-1904, en *Allemagne*, p. 347; — Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie dans le Grand-Duché de *Luxembourg*, p. 465; — Projet de loi *suisse* sur l'assurance contre la maladie, p. 606.

Marins.

Loi *finlandaise* du 10/23 janvier 1902 concernant la responsabilité des propriétaires de navires quant aux accidents survenus aux gens de mer au cours de leur service, p. 148; — Arrêté du Sénat *finlandais* du 9 octobre 1902 concernant le règlement de l'établissement d'assurance contre les accidents dont les marins sont victimes, p. 151; — Les projets de la corporation *allemande* des armateurs, p. 269; — La caisse *allemande* d'assurance des invalides, veuves et orphelins de la marine, p. 630; — Observations sur la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins *français*, p. 614.

Médecine.

4^e Congrès international de médecine des assurances, p. 418.

Mines.

Projets de réforme des caisses minières de secours et de retraites en Prusse, p. 95; — Vote du projet de loi prussien, p. 263; — Loi *prussienne* du 19 juin 1906 sur les caisses minières de secours et de retraites (modification au titre VII de la loi générale des mines), p. 373; — Les caisses minières de secours et de retraites en Prusse en 1905, p. 726.

O

Office impérial des assurances.

Budget de 1907, p. 638.

R

Recensement.

Le prochain recensement professionnel en Allemagne, p. 639.

Retraites ouvrières.

Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés de France le 23 février 1906, p. 103; — Évaluation des charges financières résultant du texte voté, p. 121; — La proposition Millerand-Guieysse devant la Chambre des députés (juillet 1905-février 1906), p. 164; — Conférences de MM. Millerand et Guieysse, p. 229; — Les pensions de vieillesse en Australie, p. 272; — Opérations de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, p. 484;

(Voir : *Caisses de secours et de retraites, Invalidité, Vieillesse*).

Risque professionnel.

Cinq années de risque professionnel en Angleterre, p. 8.

(Voir : *Accidents du travail*).

S

Santé publique.

Loi du 29 janvier 1906 modifiant les articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902, p. 5; — Loi du 29 juin 1906 modifiant l'article 26 de la loi du 15 février 1902, p. 354.

Sociétés de secours mutuels.

Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie dans le Grand-Duché de Luxembourg, p. 465.

V

Veuves et orphelins.

Une amorce de l'assurance des veuves et des orphelins, les projets de la corporation allemande des armateurs, p. 269; — La caisse d'assurance allemande des veuves et orphelins de la marine, p. 630.

Vieillesse.

Les pensions de vieillesse en Australie, p. 272.

(Voir : *Retraites ouvrières*).

2° PAR PAYS

Allemagne.

Projets de réforme des caisses minières de secours et de retraite en Prusse, p. 95; — Vote du projet de loi prussien relatif aux caisses de secours et de retraites des mineurs, p. 263; — Une enquête officielle sur l'assurance contre le chômage, p. 265; — Une amorce de l'assurance des veuves et orphelins : les projets de la corporation des armateurs, p. 269; — Statistique de l'assurance-maladie, 1900-1904, p. 347; — Loi du 19 juin 1906 sur les caisses minières de secours et de retraites, p. 373; — Les projets de réorganisation de l'assurance ouvrière, p. 443 et 632; — Assurance ouvrière et alcoolisme, p. 458; — Statistique de l'assurance contre l'invalidité (1905), p. 514; — La caisse d'assurance des invalides, veuves et orphelins de la marine, p. 630; — L'extinction des rentes d'invalidité et la mortalité générale, p. 634; — Le budget de l'office impérial des assurances, p. 638; — Le prochain recensement professionnel, p. 639; — Les caisses minières de secours et de retraites en Prusse en 1905, p. 726.

Angleterre.

(Voir : *Grande-Bretagne*).

Australie.

Loi du 19 février 1902 portant modification à la loi sur la réparation des accidents du travail, p. 137; — Les pensions de vieillesse, p. 272.

Belgique.

Convention du 21 février 1906 avec la France relative aux accidents du travail, p. 162; — Opérations de la caisse générale d'épargne et de retraite, p. 484.

Finlande.

La loi du 10-23 janvier 1902 concernant la responsabilité des propriétaires de navires quant aux accidents survenus aux gens de mer au cours de leur service, p. 148; — Arrêté du Sénat du 9 octobre 1902 concernant le règlement de l'établissement d'assurance contre les accidents dont les marins sont victimes, p. 151.

France.

Loi du 29 janvier 1906 modifiant les articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, p. 5; — Proposition de loi sur les retraites ouvrières adoptée par la Chambre des députés le 23 février 1906, p. 103; — Loi du 12 avril 1906 étendant aux exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, p. 129; — Extrait du rapport de M. Puech sur le projet de loi étendant aux exploitations commerciales la loi du 9 avril 1898, p. 133; — Convention avec la Belgique du 21 février 1906 relative aux accidents du travail, p. 162; — La proposition Millerand-Guieysse sur les retraites

ouvrières devant la Chambre des députés (juillet 1905-février 1906), p. 164; — Conférence de MM. Millerand et Guieysse sur les retraites ouvrières, p. 229; — Rapport sur l'application de la législation sur les accidents du travail en 1903-1904, p. 274; — Extraits du rapport du syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics, 1905, p. 343; — Loi du 17 avril 1906 modifiant l'article 22 de la loi du 22 mars 1902, p. 353; — Loi du 22 juin 1906 modifiant l'article 26 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, p. 354; — Projet de loi concernant l'application de la législation des accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, p. 355; — Convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906 relative à la réparation des accidents du travail, p. 525; — Arrangement franco-italien du 9 juin 1906 relatif aux accidents du travail, p. 528; — Projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, p. 534; — Décret du 22 novembre 1906 approuvant le tarif complémentaire de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, p. 552; — Projet de loi sur le contrat d'assurance, p. 559; — Observations sur la loi du 29 décembre 1905 (caisse de prévoyance des marins), p. 644; — Rapport sur l'application de la législation des accidents du travail en 1904 et 1905, p. 670.

Grande-Bretagne.

Cinq années de risque professionnel en Angleterre, p. 8; — Projets de modification de la législation sur les accidents du travail, p. 247; — La nouvelle loi (1906) sur les accidents du travail, p. 640.

Hongrie.

Projet de loi sur l'assurance ouvrière, p. 461.

Italie.

Arrangement franco-italien du 9 juin 1906 relatif aux accidents du travail, p. 528.

Luxembourg.

Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie, p. 465; — Convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906, relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, p. 525.

Suisse.

Projet de loi du 10 décembre 1906 sur l'assurance contre les maladies et les accidents, p. 606.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

A

Aynard.

Discours sur les retraites ouvrières, p. 202 et 204.

B

Bellom.

Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger, p. 521.

Brees.

Les régies et les concessions communales en Belgique, p. 743.

D

Delatour.

Caisse des dépôts et consignations, Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents, p. 351.

Deléarde.

Observations concernant la loi du 29 décembre 1903 sur la caisse de prévoyance des marins français, p. 644.

Deschanel.

Discours sur les retraites ouvrières, p. 166.

Doumergue.

Rapport sur l'application en 1904-1905 de la législation française sur les accidents du travail, p. 670.

F

Fried.

Annuaire de la vie internationale, p. 744.

Fromont.

Une expérience industrielle de réduction de la journée de travail, p. 745.

Fuster (Edouard).

Projets de réforme des caisses minières de secours et de retraites en Prusse, p. 93 ; — Les projets de modification de la législation sur les accidents du travail en Grande-Bretagne, p. 247 ; — Une enquête officielle allemande sur l'assurance contre le chômage, p. 263 ; — Les projets de la corporation allemande des armateurs, p. 269 ; — Les pensions de vieillesse en Australie, p. 272 ; — Traduction de la loi prussienne du 19 juin 1906, p. 373 ; — Compte rendu du 5^e congrès international de la science de l'assurance, p. 407 ; — Compte rendu du 4^e congrès de médecine des assurances, p. 418 ; — Les projets de réorganisation de l'assurance ouvrière allemande, p. 443 ; — Assurance ouvrière et alcoolisme, p. 458 ; — Chronique allemande, p. 630.

G**Gruner.**

Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger, de M. Maurice Bellom, p. 521.

Guieysse.

Proposition sur les retraites ouvrières, p. 164 ; — Conférence sur les retraites ouvrières, p. 237.

Guttmann (Max Ritter von).

Industrie und arbeiterversicherung : ein Ruckblick auf den VII internationalen arbeiterversicherungs kongress in Wien, p. 101.

I**Institut Solvay de Sociologie.**

Esquisse d'une sociologie, par E. Waxweiler, p. 523 ; — La mesure des capacités intellectuelle et énergétique, par E. Waxweiler, p. 524 ; — De l'esprit du gouvernement démocratique, par A. Prins, p. 743 ; — Les régies et les concessions communales en Belgique, p. 745 ; — Une expérience industrielle de réduction de la journée de travail, p. 745 ; — Ce qui manque au commerce belge d'exportation, p. 746.

L**Leener (G. de).**

Ce qui manque au commerce belge d'exportation, p. 746.

M**Merlin.**

Guide social de Paris, p. 332.

Michel (H.).

Discours sur les retraites ouvrières, p. 197.

Millerand.

Proposition sur les retraites ouvrières, p. 164; — Discours sur les retraites ouvrières, p. 201, 219; — Conférence sur les retraites ouvrières, p. 229.

Ministère du Commerce. Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Recueil de documents relatifs aux accidents du travail, p. 102, 351.

Mirman.

Discours sur les retraites ouvrières, p. 169.

Monnier (A).

Cinq années de risque professionnel en Angleterre, p. 8; — La nouvelle loi anglaise sur les accidents du travail, p. 640.

N**Neumann.**

Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie dans le Grand-Duché de Luxembourg, p. 465.

New-York State Department of Labor.

22. annual report of the Bureau of labor statistics (1904), p. 102; — 4. annual report of the commissioner of labor (1904); — 18. annual report of the Board of mediation et arbitration (1904); — 19. annual report of factory inspection (1904), p. 102.

O**Office du travail de Belgique.**

Salaires et durée du travail dans les industries textiles de Belgique, p. 102; — Monographies industrielles, XIV, industries du papier, p. 744; — Annuaire de la législation du travail, p. 744; — Lois et règlements concernant la police du travail, p. 744.

Office du travail de France.

L'apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans les industries de l'ameublement, p. 102.

P**Poels.**

Compte rendu des séances du Congrès international médical des accidents du travail de Liège, 1905, p. 101.

Pontet.

Étude sur la question des retraites ouvrières, p. 331.

Prins.

De l'esprit du Gouvernement démocratique, p. 745.

Puech.

Rapport présenté à la Chambre des députés sur la proposition votée par le Sénat relative à l'extension aux exploitations commerciales de la législation sur les accidents du travail, p. 433.

Q**Querton (Dr Louis).**

Assurance et assistance mutuelle au point de vue médical, p. 101; — L'augmentation du rendement de la machine humaine, p. 101.

R**Raiberti.**

Discours sur les retraites ouvrières, p. 199.

Rémy (Dr).

L'évaluation des incapacités permanentes, p. 744.

Renard (Ch.).

Analyse des débats parlementaires sur les retraites ouvrières (juillet 1903-février 1906), p. 164; — Notes explicatives sur le projet de loi sur le contrat d'assurance, p. 539.

Roche (J.).

Discours sur les retraites ouvrières, p. 206.

Rubod.

Accidents du travail. Jurisprudence de la Cour de cassation, t. II, p. 524.

S**Sand (Dr R.).**

Compte rendu des séances du Congrès international médical des accidents du travail de Liège, 1905, p. 101.

Siegfried.

Discours sur les retraites ouvrières, p. 198.

Syndicat de garantie du bâtiment.

Extraits du rapport de 1903, p. 343.

W**Waxweiler.**

Esquisse d'une sociologie, p. 523; — La mesure des capacités intellectuelle et énergétique, p. 524.

TABLE CHRONOLOGIQUE

1^{er} N^o. — JANVIER-FÉVRIER-MARS 1906

LÉGISLATION

	Pages.
FRANCE. — Loi du 29 janvier 1906 modifiant les articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique.....	5
FRANCE. — Retraites ouvrières : Proposition adoptée par la Chambre des députés le 23 février 1906.....	103
FRANCE. — Retraites ouvrières : Évaluation des charges financières de la proposition adoptée par la Chambre des députés (annexe au rapport de M. P. Guieysse).....	121

ÉTUDES ET CHRONIQUE

GRANDE-BRETAGNE. — Cinq années de risque professionnel en Angleterre, par A. Monnier.....	8
ALLEMAGNE. — Projet de réforme des caisses minières de secours et de retraites en Prusse, par E. Fuster.....	95

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	101
----------------------	-----

2^e N^o. — AVRIL-MAI-JUIN 1906.

LÉGISLATION

FRANCE. — Accidents du travail : Loi du 12 avril 1906 étendant aux exploitations commerciales, les dispositions de la loi du 9 avril 1898...	129
FRANCE. — Accidents du travail : Extrait du rapport de M. Puech sur la proposition relative aux exploitations commerciales.....	133

	Pages.
AUSTRALIE OCCIDENTALE. — Accidents du travail : Loi du 19 février 1902 modifiant la loi sur la réparation des accidents du travail.....	137
FINLANDE. — Assurance des marins : Loi du 10/23 janvier 1902.....	148
— Arrêté du Sénat du 9 octobre 1902.....	151
FRANCE-BELGIQUE. — Accidents du travail : Convention du 21 février 1906 relative à la réparation des accidents du travail.....	162

ÉTUDES ET CHRONIQUE

FRANCE. — Retraites ouvrières : La proposition Millerand-Guieysse devant la Chambre des députés : analyse des débats parlementaires, par Ch. Renard.....	164
FRANCE. — Retraites ouvrières : Conférences de MM. Millerand et Guieysse.....	229
GRANDE-BRETAGNE. — Accidents du travail : Projets de modification de la législation, analyse par E. Fuster.....	247
ALLEMAGNE. — Vote du projet de loi prussien relatif aux caisses de secours et de retraites des mineurs.....	263
ALLEMAGNE. — Une enquête officielle sur l'assurance contre le chômage, par E. Fuster.....	265
ALLEMAGNE. — Une amorce de l'assurance des veuves et des orphelins : les projets de la corporation des armateurs, par E. Fuster.....	269
AUSTRALIE. — Pensions de vieillesse, par E. Fuster.....	272

STATISTIQUE

FRANCE. — Accidents du travail : Deuxième rapport sur l'application de la législation relative aux accidents.....	274
FRANCE. — Accidents du travail : Extraits du rapport sur l'exercice 1905 du syndicat de garantie du bâtiment.....	343
ALLEMAGNE. — Statistique de l'assurance-maladie (1900-1904).	347

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	351
----------------------	-----

3^e N^o. — JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE-OCTOBRE 1906.

LÉGISLATION

FRANCE. — Accidents du travail : Loi du 17 avril 1906.....	353
FRANCE. — Protection de la santé publique : Loi du 22 juin 1906.....	354
FRANCE. — Accidents du travail : Projet de loi concernant l'application de la législation aux ouvriers et employés des exploitations de l'État...	355

PRUSSE. — Loi du 19 juin 1906 sur les caisses minières de secours et de retraites.....	Pages. 373
--	---------------

ÉTUDES ET CHRONIQUE

Congrès internationaux : Comptes rendus par M. Édouard Fuster :	
1 ^o Congrès de la science de l'assurance (actuaire). — Berlin, septembre 1906.....	407
2 ^o Congrès de médecine de l'assurance. — Berlin, septembre 1906..	418
ALLEMAGNE. — Chronique par M. Édouard Fuster :	
Projets de réorganisation de l'assurance ouvrière.....	443
Assurance ouvrière et alcoolisme.....	458
HONGRIE. — Analyse du projet de loi sur l'assurance ouvrière.....	461
LUXEMBOURG. — Les sociétés de secours mutuels et l'assurance contre la maladie : Rapport de M. Neumann.....	465

STATISTIQUE

BELGIQUE. — Opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite (1905).....	484
ALLEMAGNE. — Derniers résultats statistiques de l'assurance contre l'invalidité (1904-1905).....	514

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	521
----------------------	-----

4^e N^o — NOVEMBRE-DÉCEMBRE

LÉGISLATION

FRANCE-LUXEMBOURG. — Accidents du travail : Convention du 27 juin 1906.....	525
FRANCE-ITALIE. — Accidents du travail : Arrangement du 9 juin 1906....	528
FRANCE. — Accidents du travail : Projet de loi sur l'extension aux exploitations agricoles de la législation sur les accidents du travail.....	534
FRANCE. — Accidents du travail : Décret du 22 novembre 1906 approuvant le tarif complémentaire de la Caisse nationale d'assurances.....	552
FRANCE. — Projet de loi sur le contrat d'assurance, avec notes explicatives de M. Ch. RENARD.....	559
SUISSE. — Projet du 10 décembre 1906 sur l'assurance contre les maladies et les accidents.....	606

CHRONIQUE

	Pages.
ALLEMAGNE : Chronique, par M. E. FUSTER :	
La caisse d'assurance des invalides, veuves et orphelins de la marine.	630
Opinions sur la réforme des assurances.....	632
L'extinction des rentes d'invalidité et la mortalité générale.....	634
Le budget de l'Office impérial des assurances.....	638
Le prochain recensement professionnel.....	639
GRANDE-BRETAGNE. — La nouvelle loi sur les accidents du travail, par A. MONNIER.....	640
FRANCE. — Observations sur la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français, par M. DELÉARDE.....	644

STATISTIQUE

FRANCE. — Rapport sur l'application en 1904-1905 de la législation sur les accidents du travail.....	670
PRUSSE. — Les caisses minières de secours et de retraites en 1905.....	726

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DIVERS.....	744
TABLES DES MATIÈRES.....	747

ERRATUM

Page 162, au lieu de : Convention relative à la *majoration*, il faut lire : Convention relative à la *réparation*.

Suite de la liste des Membres du Comité.

France. — MM. Arquembourg, Directeur de l'Association des Industriels du Nord de la France, pour prévenir les accidents.

Aynard, Député, ancien Président de la Société d'Econ. polit. et sociale de Lyon.

Bellom, professeur à l'École supérieure des mines.

Cheysson, Membre du Conseil d'Etat, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.

De Cône, Président de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, à Rouen.

Fernand Daguin, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.

Delatour, Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

F. Dujardin-Beaumet, Président du Comité central des Houillères de France.

Dumont, Président de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Arthur Fontaine, Directeur du Travail au Ministère du Travail.

Albert Gigot, Directeur de la Caisse syndicale d'Assurances des Forges.

Griollet, Vice-Président du Cons. d'admin. de la C^{ie} des Chemins de fer du Nord.

Guieysse, Député, ancien Ministre, Président de l'Institut des Actuaire.

Jouanny, Vice-Président et Délégué du Comité central des Chambres syndicales.

Octave Keller, Inspecteur général des Mines en retraite.

Liébaut, Président honoraire de la Chambre syndicale des Mécaniciens, etc.

Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit.

Léon Marie, Secrétaire général de l'Institut des Actuaire.

Mayen, Directeur de la C^{ie} d'assurances *La Prévoyance*.

Millerand, Député, ancien Ministre du Commerce.

Olry, Ingénieur en chef des Mines.

G. Paulet, Professeur à l'École des sciences politiques, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Travail.

Eugène Rostand, Membre de l'Institut, Président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône.

E. Vermot, Secrétaire général du Syndicat des C^{ies} d'assurances-accidents.

Villemin, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux publics.

Hollande. — MM. A. van Loeben Sels, membre de la 2^e Chambre des États généraux.

Snyder van Wissenkerke, Directeur au Ministère de la Justice.

Loup (Dr Robert Macalester), Président à Amsterdam.

Hongrie. — M. Sztérényi, Conseiller du Ministère du Commerce.

Italie. — MM. Besso, Administrateur de la Cie d'assurances générales de Trieste.

Luigi Bodio, Sénateur, Président du Conseil supérieur de Statistique.

B. Chimirri, Député, ancien Ministre.

Marquis Ferrero di Cambiano, député.

le Dr V. Magaldi, Directeur au Ministère du Commerce.

N. Pellati, Inspecteur général des Mines.

Luxembourg. — M. le Dr Neumann, Conseiller d'Etat.

Norvège. — M. O. Schjoell, Directeur de l'Office royal des Assurances.

Russie. — MM. Arthur Raffalovich, Agent du Ministère des Finances de Russie à Paris.

Comte Louis Skarzynski, Employé pour Missions extraordinaires du Ministère des Finances de Russie, Secrétaire général de la Commission des Assurances ouvrières à Saint-Petersbourg.

Stoff, Conseiller privé, adjoint du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Suède. — M. le Professeur Lindstedt.

M. J. May, Chef de l'Office royal des Assurances.

M. le Dr Elis Sidenbladh, Directeur du Bureau central de Statistique, membre de l'Institut international de Statistique.

Suisse. — MM. le Dr Guillaume, Directeur du Bureau fédéral de Statistique.

Moser, Professeur, Directeur du Bureau fédéral des assurances.

de Steiger, Conseiller d'Etat.

SOMMAIRE DU NUMÉRO.

LÉGISLATION

	Pages.
FRANCE-LUXEMBOURG. — Accidents du travail : Convention du 27 juin 1906.....	525
FRANCE-ITALIE. — Accidents du travail : Arrangement du 9 juin 1906.....	528
FRANCE. — Accidents du travail : Projet de loi sur l'extension aux exploitations agricoles de la législation sur les accidents du travail.....	534
FRANCE. — Accidents du travail : Décret du 22 novembre 1906 approuvant le tarif complémentaire de la caisse nationale d'assurances.....	552
FRANCE. — Projet de loi sur le contrat d'assurance, avec notes explicatives de M. Ch. Renard.....	559
SUISSE. — Projet du 10 décembre 1906 sur l'assurance contre les maladies et les accidents.....	606

CHRONIQUE

ALLEMAGNE : Chronique, par M. E. Fuster :

La caisse d'assurance des invalides, veuves et orphelins de la marine.....	630
Opinions sur la réforme des assurances.....	632
L'extinction des rentes d'invalidité et la mortalité générale.....	634
Le budget de l'Office impérial des assurances.....	638
Le prochain recensement professionnel.....	639
GRANDE-BRETAGNE. — La nouvelle loi sur les accidents du travail, par A. Monnier.....	640
FRANCE. — Observations sur la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français, par M. Deléarde.....	644

STATISTIQUE

FRANCE. — Rapport sur l'application en 1904-1905 de la législation sur les accidents du travail.....	670
PRUSSE. — Les caisses minières de secours et de retraites en 1905.....	726

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers.....	744
TABLES DES MATIÈRES.....	747

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

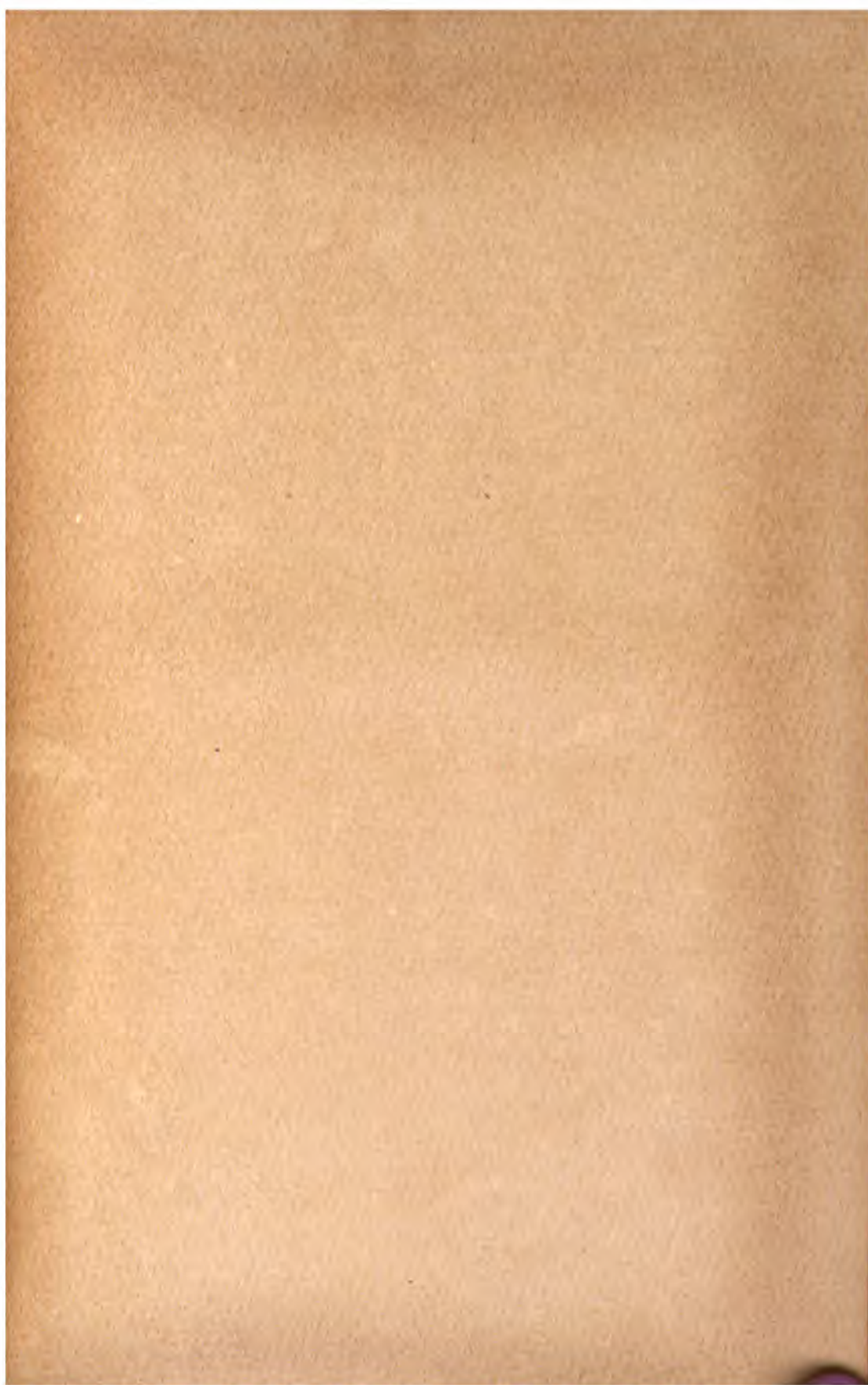
On obtient le titre de *Membre adhérent du Congrès des Accidents et des Assurances sociales* par le versement d'une cotisation annuelle de **10 francs**, en échange de laquelle seront envoyés le *Bulletin* et les autres publications du Comité permanent;

On obtient le titre de *Membre donateur* par le versement, en sus de sa cotisation, d'un don annuel d'au moins **cinquante francs**.

Les adhésions et versements doivent être adressés à
M. GRUNER, Secrétaire général et Trésorier du Comité permanent,
55, Rue de Châteaudun, PARIS, 9^e.

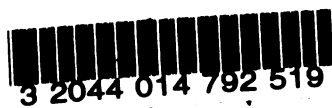
Prix d'un numéro : 3 francs.

Le Bulletin paraît tous les trimestres et plus souvent s'il y a lieu.









WIDENER
JUL 13 1996
CANCELLED

